NOUVELLES ÉTUDES HONGROISES

1979

La République Hongroise des Conseils 1919-1979

Dezső Nemes : La Grande Révolution d'Octobre et la République Hongroise des Conseils 3

Henrik Vass : L'influence internationale de la République Hongroise des Conseils 41

Károly Hunyadi : Le rôle historique de Béla Kun 59

Caractéristiques de l'édification socialiste en Hongrie (1945-1979)

György Aczél : Expériences de notre travail d'édification socialiste 111

Iván T. Berend : Aspects spécifiques de la transformation économique 159

NOS AUTEURS

DEZSŐ NEMES, membre du Bureau Politique du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, directeur du quotidien du Parti *Népszabadság*

GYÖRGY MILEI, historien

HENRIK VASS, historien, directeur de l'Institut d'Histoire du Parti

KÁROLY HUNYADI, historien

ISTVÁN HERMANN, philosophe, directeur du Département de Philosophie de l'Université de Budapest

FARKAS JÓZSEF, historien littéraire

GYÖRGY ACZÉL, membre du Bureau Politique du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, vice-président du Conseil des Ministres

IVÁN T. BEREND, historien, recteur de l'Université Économique Karl Marx de Budapest

GYÖRGY LITVÁN, historien

Corvina Kiadó, Budapest
Printed in Hungary, 1979
Imprimerie Akadémiai, Budapest
ISSN 0133-4743

NOUVELLES ÉTUDES HONGROISES 1979

VOLUME 14, 1979

Publiées sous la direction de Béla Köpeczi
Secrétaire de rédaction : István Fodor
Secrétariat : 1052 Budapest V., Pesti Barnabás u. 1.

SOMMAIRE

LA RÉPUBLIQUE HONGROISE DES CONSEILS 1919-1979

Dezső Nemes : La Grande Révolution d'Octobre et la République Hongroise des Conseils 3
György Milei : La diffusion des idées d'Octobre et du léninisme en Hongrie (1917-1919) 29
Henrik Vass : L'influence internationale de la République Hongroise des Conseils 41
Károly Hunyadi : Le rôle historique de Béla Kun 59
István Hermann : La préparation idéologique de la République Hongroise des Conseils : György Lukács et son cercle 73
La vie intellectuelle hongroise avant 1919 (Documents présentés par Farkas József) 87

CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉDIFICATION SOCIALISTE EN HONGRIE (1945-1979)

György Aczél : Expériences de notre travail d'édification socialiste 111

György Aczél : Bilan de la politique culturelle 1958-1978 141
Iván T. Berend : Aspects spécifiques de la transformation économique de la Hongrie après 1945 159

REVUE DES LIVRES ET DES REVUES DE HONGRIE PARAISSANT EN LANGUES ÉTRANGERES

Livres 168
Revues 210

RELATIONS FRANCO-HONGROISES

Le passé

György Litván : Mihály Károlyi et la France 235

Le présent

Économie 253
Culture 257

La République Hongroise des Conseils 1919-1979

La Grande Révolution Socialiste d'Octobre et la République Hongroise des Conseils

La proclamation, au printemps de 1919, de la République Hongroise des Conseils fut l'une des manifestations proéminentes des répercussions internationales de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre. La révolution socialiste de Hongrie, qui a fait naître dans la vallée du Danube le premier pouvoir prolétarien, est partie intégrante de la première période de la révolution mondiale socialiste amorcée par la Révolution d'octobre. De nombreux enseignements de haute importance peuvent être tirés de la manière dont la classe ouvrière hongroise, suivant l'exemple de ses frères de Russie, a conquis, puis réussi à conserver le pouvoir durant quatre mois et demi, à l'intérieur de l'étau militaire des Alliés.

1. L'évolution des forces révolutionnaires du prolétariat hongrois s'était effectuée dans des conditions extrêmement difficiles et se heurta, de même que dans les autres pays, à de nombreux obstacles. En 1914, les dirigeants du parti social-démocrate hongrois, emboîtant le pas aux leaders sociaux-démocrates autrichiens et allemands, se sont soumis à « leur propre » bourgeoisie, autrement dit aux impérialistes de la Monarchie Austro-hongroise, prenant sur eux de jouer, dans l'éclatement du conflit, le rôle honteux du belligérant qui ouvre les hostilités. La terreur militaire due à l'état de guerre, le déchaînement de la propagande chauvine avide de conquêtes, le revirement des dirigeants centristes et réformistes, suivis des principaux politiciens de gauche, se ralliant sous le mot d'ordre pseudo-patriotique de la défense nationale à une position favorable à la guerre de conquête, ainsi que l'écroulement honteux de la II^{e} Internationale, — tous ces facteurs conjugués ont pu paralyser, du moins provisoirement, le mouvement socialiste et les forces de la classe ouvrière, comme celles d'autres milieux démocratiques et antimilitaristes.

Les armées austro-hongroises subirent, durant les premiers mois de la guerre, de lourdes pertes, aussi bien sur le front russe que sur celui de Serbie. Le nombre des tués s'élevait à plusieurs centaines de milliers, celui des prisonniers en captivité russe étant encore supérieur. Une proportion fort étendue de la population ressentit très rapidement les souffrances engendrées par la guerre. Pendant cette même période, les armées allemandes obtenaient, sur les deux fronts, d'Est et d'Ouest, des succès importants : toutefois, les projets de *Blitzkrieg* de Berlin, les espérances d'une victoire totale et foudroyante s'étaient effondrées. Il devenait évident que la guerre se prolongerait et que la victoire des Puissances Centrales était douteuse. La désillusion et l'indignation des masses populaires abusées par la propagande pseudo-patriotique allaient s'amplifiant.

Dans les milieux bourgeois et propriétaires fonciers de Hongrie — tout

comme dans ceux d'Autriche et d'Allemagne — certains groupes commençaient à incliner vers une position favorable à la conclusion, dans les meilleurs délais, d'une paix de compromis avec les Alliés, vu que, dans le cas contraire, l'épuisement total du pays menaçait de conduire à la défaite militaire et, partant, à des actions révolutionnaires de la part des masses populaires. Cependant, dans les classes dominantes comme dans leurs partis politiques, le ton outrancièrement chauvin et l'avidité de conquêtes territoriales étaient encore prépondérants.

Au cours de l'été de 1915, l'avance des armées des Empires centraux, suivie de l'occupation sur le front d'Est, en Italie du Nord et plus tard sur les Balkans, de nouveaux territoires, donna une nouvelle impulsion à la propagande de la guerre conquérante. Les succès remportés aux fronts remplissaient de joie même ceux des cercles libéraux de la classe dominante qui s'étaient déjà engagés en faveur d'un compromis à conclure le plus rapidement possible. Toutefois, ces milieux comprenaient que les succès militaires n'étaient guère décisifs et que, d'autre part, si la guerre devait se poursuivre jusqu'à l'épuisement complet des parties opposées, l'Allemagne et ses alliés ne pourraient en sortir que perdants, ce qui menacerait d'amener la dislocation totale de la Monarchie des Habsbourg. Ils pressaient donc les gouvernements de Budapest, de Vienne et de Berlin, ainsi que les milieux prépondérants des cours impériales de chacun des deux empereurs de mettre à profit la situation militaire momentanément favorable aux Empires centraux et de conclure la paix sur la base de conditions avantageuses. Ils faisaient valoir qu'il convenait de restreindre, dans une grande mesure, les visées de conquête, voire de les abandonner catégoriquement, au cas où la paix ne serait accessible qu'à ce prix. Le plus connu des représentants de ces milieux était le comte libéral Mihály Károlyi.

Les sphères dominantes de Berlin et de Vienne étaient également attirées par un compromis à conclure dans les meilleurs délais avec les Alliés, sans avoir toutefois la moindre disposition à renoncer complètement à leurs revendications ; ceci d'autant moins que leurs troupes occupaient d'importants territoires sur tous les fronts européens, principal théâtre des opérations. Ils considéraient comme un fait de second ordre leur incapacité à préserver les colonies allemandes de la poussée des forces militaires britanniques ou autres, de même que certains territoires de l'Empire Ottoman. En outre, renoncer aux conquêtes, c'eût été avouer qu'ils avaient jeté leurs peuples dans ce conflit sanglant pour rien et par là, risquer des bouleversements politiques. Les milieux dirigeants de Berlin et de Vienne auraient volontiers conclu la paix, en acceptant pour condition la retraite de leurs troupes des territoires français, belges et italiens occupés, mais non la restitution à la France de l'Alsace-Lorraine, ni celle des territoires conquis à l'Est et sur les Balkans ; en échange de quoi l'Angleterre et la France auraient pu conserver les parties occupées de l'Empire Turc.

En 1915, les traditions de la lutte contre la guerre s'étaient ranimées dans le mouvement ouvrier hongrois. Celui-ci avait subi de bien lourdes pertes, du fait de l'envoi sur le front d'un nombre élevé de socialistes de plus en plus actifs, mais cela même n'avait pu enrayer le renforcement et l'intensification de l'état d'esprit hostile à la guerre des masses et plus particulièrement de la classe ouvrière. Des actions se déclenchèrent contre l'exploitation accrue par la guerre et contre la terreur pratiquée dans les usines, tandis que l'exaspération générale causée par le prolongement de la guerre s'accentuait encore.

Les toutes premières nouvelles, déjà, provenant de la Russie et faisant

connaître la lutte des Bolcheviks contre la guerre impérialiste incitèrent les socialistes de gauche hongrois à des actions dirigées contre cette dernière. En commençant à exiger de la direction du parti social-démocrate l'abandon du soutien apporté à la guerre de conquête de « sa propre » monarchie, ils développaient une campagne de propagande contre la guerre. Une influence comparable était exercée par les informations relatant le combat, en Allemagne, de Wilhelm Liebknecht et de la Ligue Spartacus. Parallèlement, l'efficacité de la propagande guerrière chauvine diminuait, et l'indignation soulevée par l'enrichissement spectaculaire des fournisseurs de guerre, des spéculateurs et de leurs consorts, allait s'intensifiant.

En dépit des tentatives du gouvernement monarchiste et de ses alliés les exploitant à des fins de propagande fallacieuse, les nouvelles sur les actions organisées contre la tuerie par les socialistes révolutionnaires et les pacifistes des pays alliés contribuaient également à attiser les sentiments hostiles à la guerre. Ces actions étaient présentées par le régime comme autant de preuve d'autojustification : les socialistes français, italiens et anglais n'affirmaient-ils pas, eux-mêmes, la culpabilité de leurs gouvernements dans le conflit ? Par conséquent les Puissances Centrales n'y auraient participé que par « contrainte », pour se défendre, et ne faisaient d'ailleurs que « repousser » les agresseurs qu'il était, du reste, nécessaire de battre... Le régime considérait les actions menées, dans les pays de la Triple-Entente contre la guerre comme autant d'indices de l'essoufflement accéléré de ces pays dans la guerre, ce qui autorisait les Puissances Centrales à espérer une victoire précoce. Même la presse du parti social-démocrate commentait et interprétait ces événements dans une telle optique. Toutefois, le doute sans cesse croissant éclipsait progressivement la confiance en une proche victoire, même dans une proportion toujours plus forte de la bourgeoisie, sans parler de la classe ouvrière et notamment des masses d'ouvriers syndiqués, parmi lesquels les dispositions antimilitaristes, hostiles à la guerre, se propageaient à un rythme accéléré, aussi bien en Hongrie qu'en Autriche. C'est dans une telle atmosphère que les dirigeants des partis sociaux-démocrates hongrois et autrichien entreprirent leur action en faveur d'une paix de compromis à conclure dans les meilleurs délais ; action d'ailleurs facilitée par la prise de position similaire des milieux libéraux cités plus haut. Le 9 juin 1915, lors d'une réunion commune organisée à Vienne des directions des deux partis, celles-ci adoptèrent, en accord avec les dirigeants du parti social-démocrate allemand une résolution déclarant qu'il était nécessaire de rechercher le contact avec les socialistes des pays ennemis, en vue d'une action commune en faveur de la paix. La direction du parti social-démocrate hongrois, chargée de servir d'intermédiaire entre les sociaux-chauvins des deux blocs impérialistes, s'était donc adressée, par la voie d'une lettre, au secrétariat siégeant aux Pays-Bas du Bureau dissous de la II^{e} Internationale qui avait fait faillite.

Les auteurs de cette lettre exposaient qu'il fallait mettre un terme à l'oiseuse « discussion académique » menée pour désigner le premier coupable et qu'il fallait débattre les modalités possibles d'une action conjuguée en faveur d'un compromis, garantissant la coexistence pacifique des « nations civilisées ». Ils proposaient la convocation en réunion de tous les membres du Bureau dissous de la II^{e} Internationale. Or, les sociaux-chauvins des pays alliés soutenant la politique de guerre de « leurs propres » gouvernements n'étaient guère disposés à rencontrer les sociaux-chauvins d'Allemagne et Autriche-Hongrie, avant que les armées de ces puissances n'aient évacué les territoires envahis.

Comme on le sait, les envahisseurs allemands rejetaient d'emblée toute exigence concernant la retraite de leurs troupes de quel territoire que ce fût. Ils envisageaient bien leur départ futur inéluctable de France et de Belgique, mais ils le prévoyaient seulement pour après la conclusion d'une paix leur garantissant le droit de conserver les territoires conquis à l'Est. Les cercles dominants de Berlin, Vienne et Budapest espéraient fort qu'il leur serait possible de conclure bientôt une paix séparée avec la Russie, contraignant celle-ci à admettre sa défaite, à céder des territoires et à se soumettre à d'autres exigences.

La réponse négative des sociaux-chauvins des pays alliés refusant une action commune en faveur de la paix fut exploitée par les sociaux-chauvins austro-hongrois et allemands, en vue d'expliquer pourquoi ils étaient « contraints » de continuer à subordonner le mouvement ouvrier à la guerre de conquête menée par « leur propre » monarchie. Les dirigeants du parti social-démocrate hongrois tentaient de canaliser la combativité croissante des ouvriers en direction de la lutte électorale. Ils proclamaient que le peuple, accomplissant ses « devoirs patriotiques » et consentant de lourds sacrifices, devait obtenir sa digne récompense, le suffrage universel, objet de ses luttes depuis plusieurs décennies. Une fraction des milieux politiques libéraux considérait également comme inévitale que le peuple reçoive cette « récompense » et menait une campagne en faveur de l'extension du droit de vote.

Les actions revendiquant le suffrage universel servaient de succédané remplaçant la lutte efficace pour la paix. Toutefois, les socialistes de gauche parvinrent rapidement à associer ces actions à la lutte menée contre l'exploitation accrue par la guerre et contre la poursuite de cette dernière, en faveur de la paix.

La direction du parti social-démocrate, tout en subordonnant sa politique à « son propre » gouvernement de guerre, exprimait en même temps sa sympathie pour les mouvements développés dans d'autres pays et opposés à la guerre. *Népszava*, l'organe du parti social-démocrate, rendait compte avec sympathie de la conférence de Zimmerwald, à laquelle la direction du parti n'avait cependant pas délégué ses représentants, pas plus qu'à la conférence de Kienthal. En revanche, deux membres de la direction du parti furent envoyés, en janvier 1916, aux Pays-Bas, afin d'y rencontrer personnellement les représentants des socialistes des pays des Alliés et de négocier avec eux sur l'action commune en faveur d'une paix de compromis. Une nouvelle fois, cette tentative se révéla infructueuse.

En décembre 1916, lorsque les gouvernements des Empires centraux avaient proposé, sous forme de proclamation publique, l'arrêt des hostilités et l'ouverture des négociations de paix, les dirigeants du parti social-démocrate hongrois, de concert avec ceux des partis sociaux-démocrates autrichien et allemand, rendirent hommage aux « initiatives de paix » de « leurs propres » gouvernements, en affirmant l'innocence de ceux-ci dans l'insuccès de ces tentatives.

La révolution russe de février 1917 suscita des échos profonds mais diversifiés dans les différentes classes sociales de Hongrie comme dans celles d'Autriche et d'Allemagne. Les classes dominantes espéraient que le Gouvernement Provisoire de Russie serait bientôt forcé d'accepter une paix séparée, favorisant par là-même les chances d'une paix de compromis avec les puissances occidentales.

Dès l'été de 1915, les milieux prépondérants des cours impériales de Berlin et de Vienne avaient espéré la conclusion, dans un avenir proche,

d'une paix séparée avec la Russie, et les sociaux-chauvins des deux Empires partageaient ces espérances. *Népszava*, tout en saluant avec joie ces perspectives, mettait en garde contre la tentation de vouloir imposer à la Russie des conditions « excessivement dures », susceptibles de rendre irréalisable la paix séparée. Des préoccupations analogues avaient vu le jour dans certains milieux de la bourgeoisie. Au début de 1917, les espérances d'une paix séparée avec la Russie retrouvèrent une nouvelle vigueur : les milieux dirigeants du régime tsariste cherchant l'issue d'une situation désespérée étaient alors enclins à cette solution. La révolution de février liquidant le tsarisme ne fit qu'ébranler, sans les anéantir complètement, les espérances de paix russe séparée entretenues par certains milieux des Puissances Centrales, sous-entendant la perspective de conquêtes considérables. En revanche, l'état d'esprit des ouvriers et des autres couches opprimées devenait sans cesse plus révolutionnaire, et ils souhaitaient l'anéantissement de « leurs propres » monarchies coupables dans la guerre. Les représentants des groupements de gauche exigeaient, de la direction du parti, d'une manière toujours plus pressante, d'organiser des actions de masse comparables à celle des ouvriers russes ayant liquidé le tsarisme. Les tendances de gauche du mouvement ouvrier de Hongrie étaient devenues, pour cette période, une force considérable. Dans les syndicats, les groupements de gauche préalablement existants s'étaient renforcés et de nouveaux groupes avaient vu le jour, les effectifs syndicaux étant en rapide progression. De même, l'activité des groupements socialistes de gauche s'intensifiait dans les fédérations territoriales du parti social-démocrate et dans les rangs des différentes organisations sociales.

Antérieurement, de toutes les influences touchant les socialistes hongrois, celle des partis sociaux-démocrates autrichien et allemand avaient été prépondérantes, mais après la révolution de février, cette primauté allait se déplacer au bénéfice de l'ascendant des socialistes et du mouvement révolutionnaire russes.

En parlant de l'influence grandisssante des actions des socialistes russes, nous devons préciser que, notamment durant la période initiale, une certaine confusion s'était fait sentir entre les ascendants mélangés des divers courants, bolchevik, menchevik ou social-révolutionnaire. On les supposait tous hostiles à la poursuite de la guerre et partisans du socialisme. De même, l'influence allemande des membres de la Ligue Spartacus et des centristes convertis au pacifisme s'exerçait sous une forme quelque peu mélangée et interférente, étant donné que les socialistes révolutionnaires et les sociaux-pacifistes centristes avaient, les uns comme les autres, participé à la création du nouveau Parti Social-démocrate Indépendant.

En exprimant leur sympathie envers les socialistes russes, les dirigeants du parti social-démocrate hongrois, comptant dans leurs rangs des hommes de droite et d'anciens centristes, faisaient confiance avant tout aux mencheviks. En règle générale, la direction du parti social-démocrate hongrois, tout en persistant à garder, dans ses différentes manifestations, un pied sur le sol du social-chauvinisme, commençait à prendre appui de l'autre sur l'assise du social-pacifisme et continuait à se soumettre intégralement à la politique guerrière de « sa propre » monarchie.

La direction du parti, à l'instar de celle du parti social-démocrate autrichien, nourrissait des sympathies pour le Parti Social-démocrate Indépendant allemand mais, dans la pratique, elle persistait à harmoniser sa politique avec la ligue de l'ancienne équipe dirigeante de Scheidemann.

Quant à la conférence de Stockholm, réunie au printemps de 1917 sur

l'initiative de la commission scandinavo-néerlandaise composée des représentants des partis socialistes des pays neutres, les dirigeants du parti social-démocrate hongrois avaient entretenu à son égard les mêmes espoirs que les sociaux-chauvins et sociaux-pacifistes autrichiens et allemands. Or, comme nous le savons, les socialistes des pays Alliés avaient, cette fois encore, refusé la rencontre. Les espoirs des classes dominantes et de leurs auxiliaires sociaux-chauvins et sociaux-pacifistes de Berlin, Vienne et Budapest s'étaient donc soldés par un nouvel échec. Ni les perspectives d'une paix séparée victorieuse avec la Russie, ni celles d'un compromis avec les puissances occidentales ne s'étaient améliorées. L'échec de la conférence de Stockholm avait rendu, d'autre part, malaisée la poursuite de la glorification des mencheviks, voire même le maintien de la « compréhension » à leur égard sous prétexte qu'ils accomplissaient, « eux aussi », leur difficile devoir « patriotique ». C'est surtout à la suite de la nouvelle offensive déclenchée par l'armée russe durant l'été de 1917 qu'il était devenu impossible de camoufler davantage la vérité, à savoir que, au sein du mouvement socialiste russe, le parti bolchevik était le seul à mener une lutte conséquente contre la guerre impérialiste.

Lorsque se lèvera le jour historique de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre et que se formera le gouvernement soviétique avec, à sa tête, Lénine, les ouvriers de Hongrie salueront avec un immense élan d'enthousiasme et d'espoir leurs frères de Russie. Ils salueront l'événement historique fournissant le modèle pour le renversement du pouvoir des exploiteurs et pour l'instauration du pouvoir ouvrier, qui prendra position en faveur de la paix et entreprendra l'édification de la société nouvelle, exempte d'exploitation.

2. La victoire de la révolution socialiste dirigée par le parti bolchevik avait provoqué, dans le mouvement ouvrier de Hongrie, une réaction d'immense enthousiasme. Même les dirigeants de droite et les centristes-pacifistes saluèrent le tournant survenu en Russie, en s'empressant, toutefois, d'ajouter l'explication selon laquelle la Russie était une question à part, et l'Autriche-Hongrie une autre question totalement différente : donc, ce qui avait pu s'accomplir là-bas ne pourrait, en aucun cas, se reproduire ici... L'exemple de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre commençait, pourtant, à influencer les idées politiques des grandes masses et plus particulièrement du mouvement ouvrier, désignant clairement aux socialistes révolutionnaires l'orientation à suivre dans leur lutte.

L'appel à la paix, adressé par Lénine aux peuples et aux gouvernements de tous les pays belligérants, suscita également des échos profonds : il appelait à un cessez-le-feu immédiat, à la convocation d'une conférence générale de paix, ainsi qu'à la conclusion d'une paix démocratique sans annexions ni indemnités. L'activité diplomatique du gouvernement soviétique, intervenant dans l'intérêt de l'ensemble des peuples, débuta par cette proclamation.

Les gouvernements et les classes dominantes des Empires centraux se réjouissaient de la possibilité de conclure une paix séparée avec la Russie. Bien entendu, la naissance du pouvoir ouvrier les inquiétait, mais ils espéraient que ce pouvoir, après avoir conduit la Russie hors du conflit, disparaîtrait rapidement.

En rejetant l'appel de paix soviétique, les gouvernements alliés fournirent aux milieux dirigeants des Empires centraux, ainsi qu'à leurs divers auxiliaires, dont les socialistes, un excellent prétexte pour des déclarations mensongères permettant d'affirmer que, dorénavant c'étaient les seuls

Alliés qui imposaient la guerre au peuple. A leur tour, les Empires centraux n'allaient pas tarder à fournir, de leur côté, un nouveau prétexte à l'Entente pour justifier la poursuite du conflit. Déployant leurs efforts en faveur d'un compromis, les gouvernements de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie avaient maintes fois déclaré qu'ils étaient dépourvus de visées conquérantes, et que la seule et unique raison de leur participation à la guerre était l'autodéfense contre l'agression ennemie. Or, le masque des conquérants tomba au cours des négociations de paix de Brest-Litovsk.

Les prétentions conquérantes des représentants de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie à Brest provoquèrent une immense vague d'indignation auprès des ouvriers des Empires centraux. En janvier 1918, une grève générale de protestation se déclencha, en Autriche et en Hongrie, contre les conditions de paix de Brest comportant le risque de prolonger le conflit sanglant et les souffrances causées par celui-ci aux peuples confrontés.

En Hongrie, la grève générale de janvier dépassa, aussi bien par ses proportions que par son niveau politique, toutes les actions de masse antérieures du prolétariat : se prolongeant durant cinq jours, elle mobilisa quelque 300 000 ouvriers, dont 150 000 à Budapest et dans ses faubourgs industriels. La grève s'était déclenchée sous l'influence directe des socialistes de gauche, dont les principales forces s'étaient développées dans le cadre des syndicats se renforçant rapidement. Durant les premiers mois de la guerre, ceux-ci avaient perdu, du fait de la mobilisation, plus de la moitié de leurs effectifs, conservant à peine plus de 50 000 adhérents, mais, pour janvier 1918, le chiffre des membres était remonté, pour atteindre près d'un quart de million.

Un rôle extraordinairement actif fut joué dans la grève de janvier par les membres de l'organisation illégale nommée « Socialistes Révolutionnaires » et créée à l'automne de 1917. Ce groupe menait une action conjuguée avec les groupes de gauche prépondérants des divers syndicats et entreprises. Dans certaines grandes usines, les premiers conseils ouvriers parurent sur la scène. Bien entendu, la spontanéité instinctive des masses, animées d'esprit révolutionnaire, avait grandement contribué à l'extension rapide de la grève éclatée inopinément.

La direction du parti social-démocrate, ainsi que les leaders des syndicats de droite, déployèrent des efforts considérables afin de démobiliser la grève. Ayant engagé des négociations avec le gouvernement, ils y conduisirent une délégation, en exigeant une paix honnête et le suffrage universel. Le gouvernement fit des promesses, et dès que la nouvelle de l'achèvement de la grève à Vienne se fut répandue, la grève put être démobilisée en Hongrie également.

Les sociaux-chauvins et sociaux-pacifistes austro-hongrois, à l'instar de leurs homologues allemands, avaient réussi à empêcher le développement de la grève jusqu'au renversement de « leurs propres » gouvernements de guerre. De cette manière, ils avaient prêté main forte à ces derniers, pour imposer les dures conditions de paix de Brest à la Russie Soviétique.

De leur côté, les impérialistes et sociaux-impérialistes des pays alliés se servirent de la paix de Brest-Litovsk (3 mars 1918) pour justifier leur « obligation » de poursuivre le combat jusqu'à la défaite totale des Empires centraux, cette paix ayant en effet démasqué sans équivoque leurs visées conquérantes. Sous un autre aspect, le fait que les pénibles conditions de paix avaient été imposées, justement, au jeune État soviétique ayant en ce moment pour ennemis immédiats les Empires centraux, rendait bien plus difficile, pour les socialistes de gauche des pays alliés, l'intensification

de leur lutte en faveur de la défaite de « leurs propres » gouvernements. A l'inverse, pour les sociaux-chauvins de ces pays, il devenait politiquement plus aisé de persévérer dans leur soutien apporté à la guerre de conquête de « leur propre » bourgeoisie.

La paix de Brest-Litovsk, au lieu de favoriser politiquement les chances de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie pour la conclusion d'une paix de compromis, n'avait fait en réalité qu'éloigner, voire anéantir ces chances. Par surcroît, l'arrivée en Europe des forces armées américaines accéléra le changement des rapports des forces militaires à l'avantage des Alliés. Pendant la même période, le processus d'épuisement des Empires centraux, de même que la fermentation révolutionnaire dans les masses populaires prenaient une allure accélérée, particulièrement en Autriche et en Hongrie. De nouvelles grèves, ainsi que des mutineries militaires éclataient partout, et les désertions de l'armée avaient pris des proportions massives. Les mouvements nationalistes des différentes nationalités opprimées cherchant à se libérer du joug de la monarchie des Habsbourg s'intensifiaient constamment.

Durant cette même période, le désir de rompre avec l'Allemagne et de conclure avec les Alliés une paix séparée s'était renforcé au sein des cercles dominants, y compris les milieux gouvernementaux, de l'Autriche-Hongrie. Ayant désormais renoncé à leurs prétentions ces milieux avaient pour seule aspiration le maintien de l'empire des Habsbourg dans ses structures et cadres anciens ; or, après Brest-Litovsk, il ne leur restait plus aucune chance d'atteindre cet objectif.

La recherche d'une paix séparée, ayant pour premier porte-parole devant l'opinion publique le comte libéral Mihály Károlyi, suscita des dissensions parmi les dirigeants du parti social-démocrate. Ernő Garami, engagé à soutenir jusqu'au bout l'alliance avec l'Allemagne, persistait à vouloir coordonner, sans réserve, la politique du parti social-démocrate hongrois avec celle du groupe Scheidemann. Zsigmond Kunfi, qui avait adopté partiellement une position social-pacifiste, soutenait l'action du comte Károlyi. Mais rien ne subsistait plus des perspectives d'une paix séparée, le démantèlement de la Monarchie Austro-hongroise ébranlée étant devenu l'un des principaux objectifs de guerre pour les puissances alliées.

En protestation contre la guerre et la monarchie, une nouvelle grève politique générale déferla, en juin 1918, à travers le pays, durant huit et, par endroits, neuf ou même dix jours. Des milliers de grévistes, dont plusieurs centaines d'organisateurs des actions de combat furent soit arrêtés, soit mobilisés pour l'armée. Les dirigeants de droite et les centristes, effrayés par les actions révolutionnaires exaspérées, craignaient des mesures de représailles de la part du gouvernement. Cette fois encore, ils firent tout leur possible pour mettre un terme à la grève, en exigeant du gouvernement des promesses « officielles » au sujet de l'octroi du suffrage universel et la satisfaction de certaines revendications nationales des allogènes opprimés.

Les promesses du gouvernement, formulées mais ne rencontrant plus aucun crédit auprès des masses populaires, furent vite dépassées par les événements. Même l'intensification de la terreur due à l'état de guerre ne put endiguer les actions de combat successives, dirigées contre la monarchie toujours plus chancelante.

A la suite de la paix de Brest, plus d'un quart de million de prisonniers de guerre rentrèrent de la Russie révolutionnaire. Plusieurs milliers d'entre eux allaient devenir les activistes, les organisateurs et, souvent, les dirigeants des actions menées contre la guerre. De par leur activité, ils ont

grandement favorisé la propagation de l'esprit révolutionnaire anti-monarchiste, comme de l'idée de la lutte en faveur des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans. En Hongrie, la révolution démocratique bourgeoise était à l'ordre du jour, avec le renversement de la monarchie semi-féodale, la liquidation de la privation des droits politiques frappant les masses laborieuses et les nations opprimées, et, enfin, le bouleversement radical des rapports de propriété foncière. Cependant, en raison des circonstances, la lutte pour le renversement de la monarchie affaiblie se confondait étroitement, dans le mouvement socialiste, avec l'autre combat mené pour le renversement de la domination de toutes les classes exploiteuses, et avec les revendications en vue de créer la République socialiste des Conseils.

Les principaux groupes dirigeants des forces révolutionnaires déployaient leur action dans les rangs du parti social-démocrate et dans les syndicats. Sur le plan politique et idéologique, ces centres de combat de la gauche étaient divergents entre eux, mais se rattachaient pourtant les uns aux autres. Ils se préparaient tous aux tâches de la révolution démocratique, au renversement de la monarchie et à l'instauration de la république. L'objectif de certains se limitait à la création de la république démocratique bourgeoise, mais d'autres disposaient d'un programme plus étendu, exigeant entre autres la nationalisation de l'industrie lourde, des mines et des banques. L'un d'entre eux préconisait que « le prolétariat de toutes les nationalités vivant en Hongrie prenne en main la destinée du pays ». Les représentants de ces groupes proéminents de la gauche exposèrent leurs thèses politiques à l'occasion du congrès extraordinaire du parti social-démocrate, tenu le 13 octobre 1918, à une période où le mouvement était déjà caractérisé par la généralisation de l'état d'esprit révolutionnaire, et où les groupes dirigeants de l'aile gauche déployaient une vaste campagne de propagande en faveur de leurs positions politiques.

L'organisation clandestine des « Socialistes Révolutionnaires », démantelée au mois de mai par la police, s'était réorganisée pour cette époque et poursuivait sa propagande contre la monarchie et pour la république socialiste. Elle avait reconstitué ses liaisons à l'intérieur du parti social-démocrate et dans les syndicats, de même que celles avec certains groupes de gauche proéminents, agissant dans différentes grandes entreprises.

La réunion du congrès extraordinaire, pour le 13 octobre, du parti social-démocrate avait précédé immédiatement la désagrégation de la monarchie des Habsbourg. Les dirigeants du parti professaient la conviction que le rôle principal revenait, dans l'exécution des changements inévitables, à la bourgeoisie libérale. Ils se réjouissaient de voir que les politiciens libéraux et semi-libéraux, ainsi que les conservateurs hâtivement ralliés au libéralisme, étaient enfin disposés à accepter le parti social-démocrate, menant une politique « responsable », comme partenaire « de pleins droits ». Les différents groupements politiques bourgeois rivalisaient de zèle, pour gagner l'alliance de la direction du parti social-démocrate ; cette ambition n'était pas motivée, uniquement, par le souci d'accroître leur propre poids dans le chaos politique, mais aussi par l'espoir que le parti social-démocrate allait pouvoir apporter, au nom du « renouveau démocratique », une aide efficace au maintien, dans les cadres de la Hongrie, de la Slovaquie, de l'Ukraine Subcarpatique, de la Transylvanie, de la Croatie, ainsi que d'autres territoires appartenant actuellement à la Yougoslavie.

Les dirigeants de droite et centristes du parti social-démocrate accueillirent avec de grandes espérances la possibilité souhaitée de longue date, de conclure une alliance « sur pied d'égalité » avec la bourgeoisie libérale,

dont le parti de Károlyi était devenu la force prépondérante. Ce parti était favorable à la monarchie libérale, alors que le parti social-démocrate l'était, en principe, à la république démocratique. Les dirigeants du parti social-démocrate savaient que le moment était arrivé où il ne suffisait plus d'être partisan, sur le plan des principes, de la république, mais où il était nécessaire de prendre également position dans l'exercice de la politique. En reconnaissant le rôle dirigeant de la bourgeoisie libérale et en respectant la position du parti de Károlyi, favorable au maintien de la monarchie, les dirigeants du parti social-démocrate se prononçaient en faveur de l'ajournement de la question, reléguant la décision à l'Assemblée Constituante, dont ils prévoyaient la convocation à un moment opportun, après la fin de la guerre.

Au congrès extraordinaire, la direction du parti social-démocrate obtint l'entérinement de sa politique d'alliance avec la bourgeoisie libérale, en dépit des critiques véhémentes des représentants des groupes de gauche, qui exigeaient une action indépendante et résolue du parti, basée sur la mobilisation des masses, dont les forces organisées s'étaient consolidées. Les dirigeants du parti essayaient d'apaiser le congrès par des déclarations radicales susceptibles de raviver les espoirs attachés à l'imminence du tournant politique. La crise révolutionnaire entraîna, durant la seconde moitié d'octobre, la chute du gouvernement de guerre, et la Monarchie se révéla impuissante à trouver une issue, ne fût-ce que pour une courte durée. Le 25 octobre, conjointement avec le parti social-démocrate et une formation de la gauche bourgeoise, le parti radical, le parti Károlyi constitua le Conseil National, nouveau centre du pouvoir dès le début de son activité, augmentant son influence dans la vie politique à une cadence foudroyante. La position des différentes classes et couches sociales était, bien naturellement, très diversifiée à l'égard du Conseil National, qui exigeait avant tout que l'empereur d'Autriche Charles IV confiât à Mihály Károlyi la formation du nouveau gouvernement.

Le 25 octobre se constitua également le Conseil des Soldats, composé d'officiers de réserve et comptant dans ses rangs des éléments politiquement incertains, des libéraux, des tenants de la démocratie bourgeoise et des socialistes, mais également des socialistes de gauche riches en expériences de combat. Le Conseil des Soldats s'était formé pour devenir le partenaire politique du Conseil National, tout en reconnaissant le rôle dirigeant de ce dernier.

Aussi bien au Conseil National qu'au sein du Conseil des Soldats, les socialistes de gauche demeuraient les plus actifs. Jenő Landler dans le premier et Béla Szántó dans le second — l'un et l'autre possédant une grande expérience dans la lutte politique — accédèrent à d'importantes fonctions et devinrent les organisateurs et les dirigeants proéminents des événements successifs. Ils étaient en relations étroites avec les différents centres des forces de gauche du mouvement ouvrier, qui agissaient d'une manière toujours plus coordonnée dans les actions de masse organisées sous l'égide du soutien apporté au Conseil National.

Le 30 octobre éclata, à Budapest, sous la conduite des socialistes révolutionnaires et avec le concours du Conseil des Soldats, l'insurrection armée des ouvriers et des soldats, appuyée par la grève générale des ouvriers. La monarchie s'étant révélée impuissante à étouffer l'action armée des forces révolutionnaires, la révolution démocratique bourgeoise s'accomplit.

Les milieux réactionnaires désireux de sauver la couronne promettaient au pays l'instauration d'une monarchie libérale, avec la remise du pouvoir

effectif à la nouvelle coalition qui devait être dirigée par les représentants de la bourgeoisie libérale. Le 31 octobre, cédant à la pression des forces révolutionnaires et aux exigences des libéraux, Charles IV chargea le comte Mihály Károlyi de la formation d'un nouveau gouvernement avec les représentants des partis constituant le Conseil National.

Le 2 novembre se constitua le Conseil Ouvrier de Budapest et, aussi bien dans la capitale qu'en province, des conseils ouvriers se formèrent en série dans les entreprises. Les dirigeants de droite et les centristes du parti social-démocrate déployèrent de grands efforts pour s'approprier les rôles dirigeants dans la formation des nouveaux organes de combat de la classe ouvrière, et leurs efforts furent couronnés de succès lors de la constitution du Conseil Ouvrier de Budapest, comme dans plusieurs autres cas. Ils agissaient de même partout dans la création des conseils ouvriers des départements et des villes. Les socialistes de gauche réussirent pourtant à étendre considérablement leurs bases et à consolider leurs positions, sur le plan organisationnel, dans les conseils ouvriers.

Le mouvement des conseils s'étant développé également dans l'armée, le réseau des conseils de soldats s'établit rapidement dans les régiments, où le rôle prépondérant revenait aux socialistes de gauche, ayant une influence décisive et empêchant, dans l'armée, les dirigeants de droite et leurs collaborateurs de tirer profit de leurs anciennes positions occupées dans les organes et appareils syndicaux.

Parallèlement au développement de l'action visant la création des conseils d'ouvriers et de soldats, de vastes mouvements de masse furent organisés en faveur de l'instauration immédiate de la république et de la proclamation de l'indépendance du pays. Les centres dirigeants des forces révolutionnaires de gauche se trouvaient à la tête de ces actions. Les dirigeants « modérés » du parti social-démocrate ne pouvaient et, dans une certaine mesure, ne désiraient freiner ce mouvement, étant en principe eux aussi partisans de la république. Les monarchistes libéraux durent finalement céder sur ce chapitre, notamment après le renversement, en Allemagne et en Autriche, de la monarchie. Le 16 novembre 1918, la Hongrie était proclamée république.

Un autre événement rend également mémorable la date du 16 novembre. Déjà au début du mois, un télégramme de félicitations était arrivé de Moscou, adressé aux peuples de l'Autriche-Hongrie démantelée, aux ouvriers, paysans et soldats ayant renversé la monarchie. Le télégramme exprimait l'espoir que la victoire obtenue contre la monarchie conduirait à la constitution des conseils de délégués ouvriers et militaires ainsi qu'à la création de la république socialiste. Il invitait les peuples de l'ancienne Monarchie Austro-hongroise à réaliser l'union des républiques socialistes des conseils, dans l'esprit de la fédération socialiste, et à conclure une alliance de combat entre les conseils de l'Autriche-Hongrie et ceux de la Russie. Le télégramme était signé par Lénine, Sverdlov et Kamenev.

Ce télégramme, au service de l'extension de la révolution mondiale socialiste commencée par la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, indiquait clairement la direction que le développement de la révolution socialiste devait emprunter dans les pays du Bassin Danubien, dans une situation où la lutte était dirigée non seulement contre les forces réactionnaires de chaque pays, mais aussi contre les Alliés qui menaçaient les forces révolutionnaires dans chacun d'eux.

Le nouveau gouvernement démocratique bourgeois et « populaire » de coalition, s'étant empressé de déclarer, dès le début de novembre, que la

révolution était « achevée », aspirait à la consolidation de l'ordre bourgeois, tout en essayant de refouler les forces révolutionnaires de la classe ouvrière ayant joué le rôle principal dans le renversement de la monarchie. Ainsi, le nouveau gouvernement était fort loin de se réjouir du télégramme de Lénine, qui l'incitait à poursuivre et à développer la révolution, et ne se hâtait guère de le rendre public.

Cependant, les militants du groupe « Socialistes Révolutionnaires », s'étant procuré le télégramme, en firent connaître le contenu sous forme de tract, tout en protestant contre son escamotage par le gouvernement. « Nous exigeons, lit-on sur ce tract, la publication immédiate du texte intégral et exact du télégramme. Il faut mettre fin aux machinations secrètes. Nous voulons prendre en main l'orientation de notre destin. Nous voulons la république socialiste ! »

Le 16 novembre, ce tract fut répandu en un grand nombre d'exemplaires par un avion, sur une place où se déroulait un meeting de masse mobilisant une centaine de milliers de personnes, à l'occasion de la proclamation de la république démocratique-bourgeoise. Les tracts des socialistes révolutionnaires appelaient à déclencher la lutte pour la république socialiste. L'appel exerça une grande influence sur les masses, et plus particulièrement dans les rangs de la classe ouvrière.

En demandant au Conseil Ouvrier de Budapest d'expliquer son silence au sujet du télégramme de Moscou, les socialistes révolutionnaires exigeaient également la publication du texte intégral. Afin de dissiper la stupéfaction et l'indignation provoquées par la dissimulation du télégramme, le journal *Népszava* en publia enfin, le 20 novembre, le texte intégral, expliquant que le retard de cette publication ne signifiait pas une volonté délibérée de camouflage de la part de la rédaction, mais que celle-ci n'avait pas jugé la publication à ce point urgente... L'article soulignait également que ses auteurs rejetaient l'exigence de la révolution socialiste, en prétendant que les conditions pour celle-ci « n'étaient pas, en Hongrie, suffisamment mûres ». Toutefois, la question de savoir pourquoi les conditions n'étaient pas mûres en Hongrie, alors qu'elles l'avaient été en Russie, était fortement discutée par les gens.

La lutte déclenchée pour la révolution socialiste commençait à prendre de l'ampleur. A cette époque, les groupes des bolcheviks hongrois, dont Béla Kun, étaient déjà rentrés de Russie. Tous, pour ainsi dire, avaient participé, jusqu'en 1914, au mouvement socialiste de Hongrie, puis avaient vécu, dans la captivité, les deux révolutions russes, pour devenir des adeptes convaincus du léninisme ; ils avaient donc pris part au combat mené pour le pouvoir soviétique et étaient devenus membres de la fédération étrangère du parti bolchevik, puis, une fois rentrés en Hongrie, ils ont pris l'initiative de la formation immédiate du Parti Communiste Hongrois. La situation était mûre pour la création d'un parti nouveau, réellement révolutionnaire, décidé à rompre ses liens avec le parti social-démocrate évoluant à la remorque de la bourgeoisie libérale. Le 24 novembre 1918 fut constitué le Parti Communiste Hongrois.

Dans la création du parti communiste, le groupe dirigeant des révolutionnaires rentrés de Russie et acquis au bolchevisme, avec à leur tête Béla Kun, a joué le rôle principal. De son côté, l'organisme de combat des « Socialistes Révolutionnaires » dirigé par Ottó Korvin a participé à l'unanimité à la formation du Parti Communiste Hongrois. Un certain nombre de groupes de gauche, agissant à l'intérieur du parti social-démocrate et dans les syndicats, se rallièrent à l'idée de la création du parti nouveau et

prirent également une part active à la réalisation de cette idée ; Béla Vágó et Béla Szántó se trouvaient à la tête de ces groupes.

Une discussion s'engagea dans les rangs de forces de gauche du parti social-démocrate, pour décider si elles devaient ou non rompre avec le parti social-démocrate traditionnel. Certains nourrissaient l'espoir qu'il deviendrait possible de remplacer la direction opportuniste et de transformer le mouvement en un parti authentique de la révolution prolétarienne. D'autres — bien qu'également désireux de mettre un terme à la subordination de l'activité du parti à la politique de la bourgeoisie libérale et exigeant une politique prolétarienne indépendante — hésitaient, malgré tout, n'étant pas convaincus que le moment était effectivement arrivé pour la lutte en faveur de la révolution socialiste. De l'ancien parti social-démocrate, seuls les groupes persuadés de la nécessité de déclencher la lutte pour la république socialiste participèrent à la création du parti communiste. La plupart des socialistes de gauche choisirent de demeurer à l'intérieur du parti social-démocrate, mais en s'engageant, en même temps, aux côtés des communistes, en faveur de nombreuses revendications immédiates, au nombre desquelles l'extension de l'influence des conseils dans les entreprises, ainsi que dans la vie politique des villes et du pays tout entier.

Une lutte exacerbée des classes opposait, à l'échelle du pays, le prolétariat en passe d'acquérir des droits politiques étendus à la bourgeoisie cherchant à limiter les droits du peuple.

Par la voie de mesures révolutionnaires, le prolétariat avait institué, dans les entreprises, le contrôle ouvrier, alors que la bourgeoisie désirait la suppression de ce contrôle, afin de se garantir la jouissance incontrôlée de sa propriété industrielle et l'accumulation de son profit. Les sociaux-démocrates de droite faisant partie du gouvernement de coalition projetaient de dissoudre, par décret ministériel, les conseils ouvriers des entreprises, et désiraient leur substituer des organes paritaires, composés des représentants du patronat et des ouvriers. La compétence de ces commissions paritaires se serait étendue sur le règlement des conflits de travail locaux et le renforcement de la discipline du travail ; par là-même, elles auraient eu pour tâche la consolidation de l'exploitation capitaliste.

La naissance des conseils ouvriers signifiait la constitution d'organes propres à restreindre l'exploitation capitaliste et à accroître la force politique du prolétariat. Le dessein nourri par la bourgeoisie et ses alliés sociaux-démocrates, en vue de dégrader les conseils ouvriers en instruments dociles de la paix des classes et en organes destinés à consolider l'exploitation capitaliste, se heurta à la farouche résistance des ouvriers conduits par les communistes et les socialistes de gauche. Ceux-ci luttaient, épaule contre épaule, pour les conseils ouvriers des entreprises, ainsi que pour le maintien et l'extension du contrôle ouvrier exercé par eux. Durant les premiers mois de 1919, dans certaines grandes usines, les conseils ouvriers prirent en main la direction de l'entreprise, et le gouvernement de coalition se révéla impuissant à empêcher ces mesures révolutionnaires.

Le Conseil Ouvrier de Budapest, dont l'influence dans la vie politique du pays grandissait sans arrêt, ne prêta pas son assistance au gouvernement pour la liquidation des conseils ouvriers, et le Conseil des Soldats refusa également son concours au gouvernement désireux de reléguer les conseils au second plan, puis de les supprimer. La force politique des conseils était en progression, et l'idée de créer la république des conseils se répandait de plus en plus dans les esprits.

La lutte des classes opposant le prolétariat rural aux propriétaires

fonciers s'était également déclenchée. Les agriculteurs démunis exigeaient que les terres appartenant aux seigneurs deviennent la propriété de ceux qui les cultivaient, tandis que les propriétaires s'efforçaient de conserver leurs domaines et de consolider leurs droits de propriété. Pendant que l'âpreté de la lutte augmentait, dans certaines localités les conseils ruraux se constituèrent, composés surtout des représentants de la paysannerie pauvre.

Dans certaines régions, par voie de mesures révolutionnaires, le peuple pauvre des propriétés foncières, conduit par les socialistes et les communistes, prit possession, durant février et mars 1919, de plusieurs domaines agricoles, et les transforma en exploitations coopératives. Le gouvernement fut de nouveau incapable d'endiguer le mouvement.

A travers le pays entier, la lutte des classes battait son plein autour du pouvoir administratif local également. La réaction monarchiste avait commencé un peu partout la réorganisation de ses forces dispersées, recourant en cela à l'assistance des fonctionnaires monarchistes de droite. Les libéraux essayaient de calmer ces derniers en s'efforçant d'introduire des réformes destinées à consolider le régime capitaliste. Les éléments bourgeois de gauche, inquiets de voir la montée des forces de la révolution socialiste, l'étaient également devant l'activisation des agissements contre-révolutionnaires des monarchistes. Les conseils ouvriers territoriaux, comme ceux des entreprises et de l'industrie minière, exigeaient la mise au pas énergique des forces monarchistes contre-révolutionnaires, et protestaient contre les négociations menées avec celles-ci. Dans ce combat encore, socialistes de gauche et communistes luttaient conjointement.

Les forces de gauche exigeaient parallèlement du gouvernement de prendre des mesures énergiques à l'égard de l'activité contre-révolutionnaire des monarchistes, mais le gouvernement, divisé sur l'opportunité de déclencher ou non ces mesures radicales contre les monarchistes de droite, ne répondit pas à cette revendication. En province cependant, où par endroit ces tentatives contre-révolutionnaires prenaient un caractère de plus en plus ouvert, les conseils ouvriers locaux organisaient des actions massives. Les conseils ouvriers urbains et territoriaux, devenus une force politique efficace, prirent sous leur contrôle les autorités administratives locales, ainsi que l'activité politique et autre déployée par celles-ci. En outre, au cours de la première moitié de mars 1919, dans certaines villes et autres centres départementaux, le pouvoir administratif passa entièrement aux mains des conseils ouvriers urbains ou départementaux. Le gouvernement ne fut pas en mesure d'empêcher ces mesures.

Le gouvernement de coalition aurait désiré prévenir les événements, dont l'essentiel était de transformer la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste prolétarienne. Le gouvernement de coalition des libéraux, des radicaux bourgeois et des sociaux-démocrates, tous désireux de consolider l'ordre capitaliste, résolut donc d'en finir avec les communistes. Son plan de guerre prévoyait de priver d'abord les forces de la révolution socialiste de leur centre directeur, pour pouvoir ensuite les désorganiser avec facilité.

Le plan de l'attaque policière contre le parti communiste fut présenté par le chef de la police. Pour l'adopter, le gouvernement avait besoin du consentement préalable de la direction du parti social-démocrate. Celle-ci n'était pas unanime au sujet de cette sombre affaire : Ernő Garami craignait les conséquences, pour le cas où le coup de main policier n'apporterait pas les résultats escomptés, alors que d'autres étaient réticents, ayant des scrupules d'ordre moral. Hésitants et tourmentés de doutes et d'anxiété,

remplis peut-être de honte, ils décidèrent enfin de donner malgré tout leur accord pour le plan de la police.

C'est le 20 février 1919 qu'eut lieu l'attaque-surprise. La plupart des membres du comité central du parti communiste, dont Béla Kun lui-même, furent arrêtés et cruellement torturés par la police. L'imprimerie du parti communiste fut ravagée et *Vörös Újság* (le Journal Rouge), l'organe du parti, ne parut pas pendant dix jours, avant qu'une nouvelle imprimerie secrète ne pût être trouvée. La presse bourgeoise et social-démocrate déchaîna, en même temps, une monstrueuse campagne de calomnie contre les communistes, et les dirigeants de droite tentèrent de chasser ces derniers des syndicats et de différents autres organes. Le parti communiste, sous la conduite du nouveau comité central clandestin, dévoila la culpabilité du gouvernement, tout en démasquant aussi les dirigeants du parti social-démocrate qui, bien qu'habitués à se gargariser de beaux discours sur la « démocratie », voire le « socialisme », venaient en réalité d'emprunter la voie de la dictature policière ouverte, dans le dessein de sauvegarder l'ordre capitaliste.

Tous les organes du parti communiste, ainsi que toutes les organisations placées sous la conduite des communistes, allaient organiser des réunions de masse et déclencher d'autres mouvements de protestation exigeant la libération immédiate des communistes arrêtés.

En dépit de la campagne générale de calomnies s'acharnant contre les communistes, l'action policière provoqua le désarroi et la stupéfaction des masses populaires et des militants du parti social-démocrate, notamment de ceux de gauche, qui allaient s'associer immédiatement à l'action de protestation exigeant la mise en liberté des communistes. Cette protestation devenue générale allait se transformer, progressivement, en lutte politique commune s'amplifiant sans cesse, unissant les communistes et les sociaux-démocrates. L'action se trouvait intensifiée également par le fait qu'elle coïncidait avec la lutte menée pour la conservation, voire l'extension du pouvoir des conseils. Tous ces facteurs conjoints contribuèrent à rapprocher plus rapidement les socialistes de gauche des idées et des objectifs de lutte des communistes — dont l'exigence de la république socialiste des conseils.

A la suite du coup de main de février perpétré par la police contre les communistes, et sous l'effet de la dénonciation publique de cette action, le renforcement de l'influence des forces de gauche s'était accéléré dans le parti social-démocrate et dans les rangs des activistes du parti. Les dirigeants de droite du parti, désorientés et isolés, perdaient du terrain. En revanche, les centristes, sous l'effet des événements, s'orientaient de plus en plus vers les tenants d'une politique de gauche. Au début de mars, les socialistes de gauche, avec l'assentiment de certains dirigeants centristes, s'adressèrent à Béla Kun détenu en prison, pour lui demander comment il serait possible de rétablir l'unité politique de la classe ouvrière, sur la base de principes révolutionnaires. Des négociations s'engagèrent, réunissant d'une part les dirigeants du parti communiste, et d'autre part les représentants de l'aile gauche ayant acquis, pour cette époque, une influence décisive au sein du parti social-démocrate : les leaders proéminents des socialistes de gauche conduits par Jenő Landler, ainsi que ceux d'autres groupes socialistes de gauche. La crise révolutionnaire approchait, à vive allure, de son point culminant.

Au milieu de mars, certains ministres bourgeois proposèrent la démission du gouvernement de coalition et la formation d'un gouvernement social-démocrate « pur », dans l'espoir qu'un tel gouvernement, partisan

non seulement de la démocratie bourgeoise, mais aussi — quant à l'avenir — du socialisme, pourrait réussir la consolidation du régime bourgeois. Cependant, au sein du parti social-démocrate, le direction effective étant déjà passée aux mains des représentants de l'aile gauche, c'est l'influence de ces derniers qui devint prédominante, et le désir de rétablir l'unité politique de la classe ouvrière sur des bases révolutionnaires se généralisa dans les rangs du parti. Le parti social-démocrate, ayant cessé de servir d'appui à toute épreuve au maintien de la domination bourgeoise, se transforma en un parti dont les masses, unies aux communistes, aspiraient à la création de la république socialiste.

Tout cela s'était déroulé sous l'ascendant de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, dans le feu d'une crise révolutionnaire ayant conduit à l'ébranlement et la faillite du gouvernement de coalition formé par les partis bourgeois et le parti social-démocrate, ainsi qu'à la faillite générale du régime de la bourgeoisie.

D'un autre côté, cela s'était déroulé sous l'influence directrice du Parti Communiste Hongrois s'étant fixé pour objectif le service de la cause de la révolution socialiste mondiale et de la République Hongroise des Conseils.

Au cours de la plus grave crise du pays, les États voisins, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Serbie-Croatie-Slovénie (la future Yougoslavie), exerçaient sur la Hongrie une pression sans cesse croissante, en occupant, militairement, des territoires toujours plus étendus et en violant par là les accords antérieurs qui avaient fixé les lignes de démarcation. Les Alliés se préparant à de nouvelles interventions contre la Russie Soviétique et d'autres républiques soviétiques, désiraient se servir, pour leurs fins, du territoire de la Hongrie. Le 20 mars, le lieutenant-colonel français Vyx remit au gouvernement hongrois l'ultimatum des Alliés exigeant l'évacuation immédiate, par les forces armées de la Hongrie, des régions orientales de la grande plaine hongroise ; ils projetaient de faire entrer leurs propres troupes sur ces territoires, traversés par une ligne de chemin de fer en direction de l'Ukraine.

Le même jour, le 20 mars, Mihályi Károlyi, déjà président de la république, annonçait lors de la réunion extraordinaire du conseil des ministres : « Les Alliés s'organisent contre les bolcheviks. N'ayant pas eux-mêmes déclaré la guerre, ils comptent les faire attaquer par les Roumains, les Tchèques et les Serbes, qu'ils récompenseront de leurs services en leur offrant nos territoires. » Le gouvernement considérait comme politiquement impossible l'acceptation des conditions de l'ultimatum Vyx, mais, parallèlement, il se révéla incapable d'opposer une quelconque résistance aux puissances occidentales.

« Le cabinet de coalition, disait Károlyi, ne peut plus gouverner, le système actuel n'étant même pas en mesure d'assurer l'ordre de la production. La seule issue possible semble être l'Internationale. Si les socialistes prennent seuls le gouvernement, des possibilités s'offriront pour une nouvelle orientation de politique extérieure. »

Károlyi entra en lice pour la remise du pouvoir au prolétariat, suivant une procédure où le parti social-démocrate devait former un nouveau gouvernement sans la participation des communistes, mais en concluant un accord avec eux, afin de se garantir leur soutien extérieur. Károlyi ne savait pas que, pour ce moment-là, un tournant s'était opéré dans les négociations menées entre les représentants du parti communiste et ceux du parti social-démocrate. Ce tournant signifiait que les représentants du parti

social-démocrate avaient admis les principes de la révolution prolétarienne et s'étaient ralliés au projet de la prise immédiate du pouvoir par la classe ouvrière, suivie de la proclamation de la dictature du prolétariat avec, pour principal objectif, la reconstruction de la société sur des bases socialistes.

Le 21 mars, à l'occasion de la réunion commune des organes dirigeants des deux partis, naquirent des résolutions décrétant la fusion, l'institution du Conseil de Gouvernement Révolutionnaire, la prise du pouvoir par le prolétariat et la proclamation de la République des Conseils.

3. Le 21 mars se réunit le Conseil Ouvrier de Budapest, composé de plusieurs centaines de délégués des conseils d'entreprises et des centres syndicaux de la capitale et de sa région. Dans un immense enthousiasme, ils accueillirent et adoptèrent l'accord concernant la fusion, sur des bases révolutionnaires, des deux partis ouvriers, ainsi que la proclamation de la République des Conseils. Une position analogue fut prise par le Conseil des Soldats.

Pour cette heure, dans l'intérêt de la prise totale du pouvoir, des détachements armés composés d'ouvriers et commandés par des communistes, avaient occupé les principaux points névralgiques de la capitale.

Les nouvelles annonçant la chute du gouvernement de coalition, la création du Conseil de Gouvernement Révolutionnaire et la proclamation de la République des Conseils se répandirent, comme une traînée de poudre, à travers la capitale et ses faubourgs, soulevant l'enthousiasme débordant du prolétariat. De même, les informations sur le changement révolutionnaire survenu dans la capitale allaient se propager, en une seule journée, à travers le pays entier. Partout, les conseils ouvriers s'emparèrent immédiatement du pouvoir.

La révolution socialiste s'était accomplie. La révolution démocratique bourgeoise était devenue une révolution prolétarienne.

Les classes exploiteuses, complètement paralysées, étaient incapables de résister aux forces révolutionnaires unies du prolétariat ou d'empêcher la prise du pouvoir par les conseils ouvriers.

La victoire de la révolution prolétarienne était survenue dans une situation de profonde crise sociale et nationale du régime bourgeois, dans des conditions où les forces organisées du prolétariat, ayant acquis la prépondérance, étaient devenues un facteur déterminant dans la vie du pays, et où la classe ouvrière s'était montrée de toutes les classes la seule capable de guider la nation ; capable aussi de conduire le pays hors de la crise sociale et de le défendre contre les conquérants. La démocratie petite-bourgeoise était devenue l'alliée du prolétariat révolutionnaire dans la double lutte menée pour conduire la nation hors de la crise sociale et pour s'opposer à la nouvelle attaque des Alliés.

Il importe de noter que Mihály Károlyi et les politiciens de son entourage, bien que surpris par la fusion des partis social-démocrate et communiste, comme par la proclamation de la République des Conseils, acceptèrent tous ces événements avec une sorte de bienveillance patriotique. Károlyi, le comte libéral d'hier, s'était transformé, après le renversement de la monarchie et sous l'effet des événements, en démocrate bourgeois de gauche qui, ayant reconnu la faillite du régime bourgeois et admis son propre échec, regardait avec une certaine espérance vers l'issue socialiste de la crise. Ayant antérieurement considéré que c'était le parti social-démocrate qui allait pouvoir garantir cette issue, il s'était rendu compte rapidement qu'il y avait une erreur à la base de son hypothèse et il se montrait disposé, dans la mesure de ses possibilités, à apporter son appui au nouveau régime

politique. Durant le reste de son existence, il devait devenir adepte du socialisme et allait prendre, au cours des décennies à venir, un rôle considérable dans différentes sortes d'actions internationales, organisées par les communistes ou par d'autres forces de gauche, contre la montée de l'impérialisme, du colonialisme, du fascisme et contre la guerre.

La première proclamation du parti unifié et du Conseil de Gouvernement Révolutionnaire, annonçant la prise du pouvoir par le prolétariat et l'instauration de la République des Conseils, releva très haut le drapeau de l'alliance de combat avec la Russie Soviétique et celui de la révolution socialiste mondiale. Ses auteurs proclamaient leur « entière communauté idéologique et spirituelle » avec le Gouvernement des conseils de Russie, ainsi que leurs dispositions à « l'alliance armée avec les prolétaires de Russie ». Ils adressaient leur salut fraternel aux ouvriers de l'Angleterre, de la France, de l'Italie et des États-Unis, en les conjurant de « ne plus tolérer un seul instant les campagnes militaires scélérates menées par leurs gouvernements capitalistes contre la République Hongroise des Conseils ». « Nous appelons à l'alliance armée les ouvriers et les paysans de Tchécoslovaquie, de Roumanie et de Serbie-Croatie, contre les bourgeois, les boyards, les grands propriétaires et les dynasties. » La proclamation appelait les ouvriers de l'Autriche et de l'Allemagne à suivre l'exemple de la classe ouvrière hongroise, à rompre définitivement avec Paris et à s'allier avec Moscou, à instaurer la république des conseils et à s'opposer, l'arme à la main, aux impérialistes conquérants. Les idées, l'esprit et l'orientation politique de cet appel étaient en entière concordance avec le télégramme de salutation adressé, de Moscou, au début de novembre 1918, aux peuples de la Monarchie Austro-hongroise démantelée ; l'appel correspondait donc aux intérêts essentiels et immédiats de la Hongrie prolétarienne, comme aux intérêts de la révolution socialiste mondiale.

Malgré l'existence de partis communistes dans ces pays, il n'était guère permis de compter sur le déclenchement immédiat, par les ouvriers d'Autriche et d'Allemagne, de la révolution socialiste. Le soulèvement armé de la Ligue Spartacus ayant été cruellement réprimé en janvier 1919, une certaine restructuration des forces du prolétariat révolutionnaire était en cours, en Allemagne, accompagnée de combats politiques exacerbés. Toutefois, il était permis de supposer que la victoire de la révolution prolétarienne hongroise donnerait une nouvelle impulsion à la lutte menée pour le pouvoir ouvrier dans ces pays, où l'instauration de la République Hongroise des Conseils exerçait effectivement une influence extrêmement profonde sur les masses prolétariennes.

Sous l'effet de la création de la République Hongroise des Conseils, le caractère pacifique de la prise du pouvoir par le prolétariat avait éveillé une attention particulière ; c'est un fait dont l'importance morale et politique allait être soulignée, à plusieurs reprises, par Lénine.

Il était devenu évident que, si les forces de gauche du parti social-démocrate adoptaient une position révolutionnaire et si la majorité prépondérante de ce parti exigeait l'unification, sur des bases révolutionnaires, de la classe ouvrière, et enfin si cette unification s'accomplissait effectivement, alors, dans une situation révolutionnaire, tout cela pouvait amener la faillite totale du régime bourgeois.

En Autriche et en Allemagne, la situation avait cette particularité que, la bourgeoisie n'étant capable de maintenir le régime capitaliste qu'avec le soutien direct du parti social-démocrate, ce dernier était devenu le principal appui social et politique de l'ordre bourgeois. La politique social-

chauviniste ayant soutenu la guerre de sa « propre » bourgeoisie avait eu donc son prolongement dans une politique favorable au maintien du régime d'exploitation capitaliste, contre la révolution prolétarienne de sa « propre » classe ouvrière. Tout cela ne se faisait plus au nom de la « défense de la patrie », mais sous l'égide de la « démocratie » censée offrir, éloignée dans les brumes de l'avenir, la voie pacifique exempte de guerre civile, menant au socialisme.

Or, les événements de Hongrie illustraient justement que, le parti social-démocrate n'étant plus le soutien de l'ordre bourgeois et le prolétariat ayant réalisé son unité politique sur des bases marxistes-léninistes, il devenait possible pour ce dernier de conquérir le pouvoir par voie pacifique, et non dans un avenir brumeux et éloigné, mais au prix de batailles politiques victorieuses. C'est dans les conditions particulières de la Hongrie qu'il est devenu possible, pour le prolétariat, de prendre pacifiquement le pouvoir. Toutefois, cette possibilité n'était pas le fruit d'événements isolés, se limitant à la Hongrie, mais plutôt le produit du progrès de la révolution socialiste mondiale, commencée par la Grande Révolution Socialiste d'Octobre. Les idées de la révolution socialiste mondiale avaient été adoptées par le prolétariat hongrois, et ces idées, justement, ainsi que les exemples pratiques de la création et de la défense des républiques soviétiques, fournissaient les recettes pratiques pour l'action. L'existence du pouvoir soviétique en Russie avait été l'une des conditions essentielles permettant la victoire pacifique, en Hongrie, de la révolution prolétarienne.

L'importance particulière du fait que le prolétariat de la Hongrie avait pacifiquement conquis le pouvoir résidait dans la question qui se posait automatiquement, à savoir s'il ne serait pas possible de faire triompher, par une voie similaire, la révolution prolétarienne dans d'autres pays, notamment en Autriche et en Allemagne. Le réponse affirmative était conditionnée par la réussite ou l'échec des efforts menés dans ces pays, en vue d'isoler le réformisme et de réaliser, sur des bases marxistes-léninistes, l'unité politique du prolétariat.

Il est notoire qu'en Allemagne comme en Autriche, en Tchécoslovaquie et dans d'autres pays encore, les dirigeants de droite déployaient de grands efforts afin d'enrayer l'avance des forces révolutionnaires du prolétariat et d'empêcher la réalisation, sur des bases marxistes-léninistes, de son unité politique ; ces dirigeants persistaient à prêcher la « démocratie » assurant le maintien de la puissance du capital monopoliste.

Toutefois, il leur était devenu plus difficile d'expliquer pourquoi le maintien du pouvoir des exploiteurs était une exigence de la démocratie, alors que l'expropriation des exploiteurs effectuée par la dictature du prolétariat passait pour une violation de cette même démocratie. D'autres arguments devaient être mis dans la balance par les adversaires du pouvoir prolétarien, et plus particulièrement, par les dirigeants centristes qui tenaient bien à exprimer leur insatisfaction du réformisme ouvert, mais ce faisant rejetaient aussi l'idée de l'instauration de la dictature du prolétariat.

Nous citerons un exemple caractéristique. Dans l'optique de la progression ultérieure de la révolution prolétarienne dans le Bassin Danubien, le développement des événements en Autriche était d'une importance toute particulière, du fait que le prolétariat autrichien disposait à cette période d'une force politique majoritaire et bien organisée, la plupart de celle-ci étant rangée derrière le parti social-démocrate. La direction du parti comprenait aussi bien des réformistes avec, à leur tête, Karl Renner alors chef du gouvernement, que des centristes, surnommés aussi « austro-marxistes »,

dans les rangs desquels se trouvait Friedrich Adler. La victoire de la révolution socialiste hongroise avait suscité un immense enthousiasme auprès des ouvriers autrichiens qui saluaient l'événement par des manifestations de masse et des meetings tumultueux exprimant leur volonté de créer à leur tour en Autriche le pouvoir des conseils. Le parti communiste autrichien déployait, en faveur de la république socialiste, une agitation étendue et résolue, éveillant de profonds échos dans les masses sociaux-démocrates. Cependant, la majorité de ces masses avait confiance en les dirigeants du parti social-démocrate et attendait d'eux les consignes indiquant la voie de l'action. C'est dans une telle situation que Friedrich Adler adressa, au nom du Comité Exécutif des Conseils Ouvriers de l'Autriche, une réponse au message de salutations de la République Hongroise des Conseils, justifiant pourquoi le prolétariat autrichien n'était pas en mesure de créer, en dépit de ses vœux les plus ardents, sa propre république des conseils. « Nous considérons, en accord avec vous, dit le message de Friedrich Adler, qu'aujourd'hui, après l'écroulement des impérialismes allemand et hongrois, l'ennemi principal est le vainqueur impérialiste. Vous nous appelez à suivre votre exemple. Nous le ferions avec la plus grande joie, mais malheureusement au moment actuel nous n'en avons pas la possibilité. Dans notre pays, il n'y a plus de vivres. Même notre ravitaillement insuffisant en pain repose entièrement sur les trains de vivres que nous envoient les Alliés. Par là, nous sommes entièrement à la merci de ces pays-là. Si nous répondions aujourd'hui à votre appel, le capitalisme des pays alliés nous priverait aussitôt, avec une impitoyable cruauté, de tout ravitaillement et nous laisserait mourir de faim...

« Tous nos vœux vous accompagnent ! De cœur ardent, nous suivons les événements, en espérant que la cause du socialisme triomphera. Prêts, nous aussi, au combat, nous sommes résolus à accomplir ce que la nécessité historique nous demandera. »

Nous constatons que ce message de réponse ne contient aucune critique contre l'instauration de la dictature du prolétariat en Hongrie. D'ailleurs, la condamnation de celle-ci aurait provoqué, auprès du prolétariat autrichien militant, des sentiments d'incompréhension et d'indignation, mettant en danger l'autorité des dirigeants austro-marxistes. En se solidarisant avec la classe ouvrière hongroise ayant établi le pouvoir prolétarien, Adler ne mettait pas en doute que le prolétariat autrichien disposait également d'assez de vigueur et de cohésion pour pouvoir instaurer, en Autriche, le pouvoir prolétarien, et que d'autre part la bourgeoisie autrichienne n'aurait pas été à même de l'en empêcher. Il reconnaissait également, dans son message, que le prolétariat autrichien aspirait à créer sa propre république des conseils, en ajoutant que les dirigeants du parti social-démocrate étaient opposés à ce pas décisif. Adler, l'austro-marxiste, y était également opposé, faisant valoir que le peuple autrichien était « à la merci des Alliés », parce que le ravitaillement de l'Autriche dépendait de leur bon vouloir et de leurs livraisons.

Ici, il ne s'agit point de la démocratie, mais, par contre, de la dictature des Alliés, et les dirigeants réformistes insistent sur la nécessité, pour le peuple autrichien, de se soumettre à leurs désirs.

En avril 1919, le prolétariat de la Bavière, ayant conquis le pouvoir, proclama la République Bavaroise des Conseils. Le parti social-démocrate autrichien continuait à « suivre les événements », tout en faisant ce qui était en son pouvoir pour empêcher la constitution, entre la Hongrie et la Bavière, de la République des Conseils. Or, si la république socialiste avait

pu voir le jour en Autriche, non seulement son existence aurait rendu difficile l'écrasement de la République Bavaroise des Conseils, mais elle aurait pu donner, également, un nouvel essor à l'extension de la révolution socialiste, notamment en Allemagne. D'une part, les dirigeants du parti social-démocrate autrichien retenaient le prolétariat de leur pays de la création d'une république prolétarienne, tout en proclamant, d'autre part, qu'ils étaient prêts à accomplir « tout ce que la nécessité historique exigerait ». Pour l'instant, ils étaient en train d'accomplir ce que les Alliés exigeaient d'eux, tout en continuant à prodiguer la promesse que les droits démocratiques obtenus allaient assurer le passage sans heurts au socialisme, plus tard, dans l'avenir, quand ils se seraient affranchis de l'obéissance due aux Alliés.

Ceux-ci agitaient effectivement la menace du blocus. Dès que la République Hongroise des Conseils avait vu le jour, ils réagirent par l'application, contre la Hongrie, du blocus économique, exactement comme ils avaient organisé un blocus contre la Russie Soviétique et d'autres républiques soviétiques.

Dans la première phase de la révolution socialiste mondiale, le blocus économique constituait un instrument de combat entre les mains des puissances impérialistes, employé à l'encontre des pays où la classe ouvrière avait conquis le pouvoir. Sur un plan plus général, les puissances impérialistes victorieuses employaient la menace du boycottage et du blocus comme un instrument universel de pression, de chantage et d'asservissement, dans l'intention de priver les pays vaincus de leur autonomie et de les maintenir dans un état de dépendance. C'est ainsi que les Alliés essayaient, avec succès, de transformer en une sorte d'épée de Damoclès les livraisons de vivres ou plutôt leur suppression, voire même l'autorisation ou l'interdiction du transit des livraisons provenant de pays tiers, en menaçant ainsi de famine les pays récalcitrants. Cette méthode était employée, dans une mesure plus poussée, à l'égard des pays dont le prolétariat semblait susceptible de renverser le régime capitaliste, mais surtout à l'encontre des États dans lesquels la révolution socialiste s'était déjà accomplie.

La classe ouvrière révolutionnaire, contrainte d'affronter les menaces de famine, avait besoin d'une volonté de fer pour ne pas ployer devant les diktats des Alliés. Les réformistes et les centristes se soumettant à ces diktats employaient les menaces des Alliés pour miner la confiance du prolétariat en ses propres forces, tout en propageant des illusions petites-bourgeoises sur la nécessité de maintenir le régime capitaliste. La République Hongroise des Conseils ne s'effraya pas de menaces économiques et militaires et accepta la lutte. Elle combattit durant une période de quatre mois et demi. Elle entreprit la reconstruction radicale de la société, et ce qu'elle a réalisé dans ce domaine n'est pas peu.

L'importance historique de la République Hongroise des Conseils est d'avoir créé, pour la première fois dans la vallée du Danube, un pouvoir ouvrier qui a ouvert la voie vers l'édification d'une société socialiste mettant fin à toutes les formes de l'exploitation. Elle a déclaré biens collectifs les usines et les établissements financiers, les entreprises de transports en commun et les grands immeubles de rapport. Expropriant les domaines fonciers de plus de 100 *hold* (57 hectares), elle a transformé les exploitations seigneuriales en fermes coopératives, gérées par les anciens valets et domestiques agricoles. Elle a mis le commerce de gros en location d'État et pris d'importantes mesures pour améliorer l'organisation du ravitaillement parcimonieux. Elle a créé, à l'échelle nationale, les organismes nouveaux

de la vie économique, pour influencer, diriger et contrôler, sur un plan général, l'ensemble de la production et de la distribution. Tout cela a été réalisé dans le contexte de la guerre déclenchée et imposée par les impérialistes, au milieu des mille difficultés des débuts et des mille soucis engendrés par la guerre, mais tout cela a été accompli, avec une tendance nettement croissante de l'efficacité.

En dépit de la situation de pénurie et des préoccupations dues à la guerre révolutionnaire de défense nationale, la République des Conseils a pris des mesures de grande importance en vue d'améliorer les conditions d'existence de la population. Les salaires furent augmentés, et ceci dans une proportion supérieure à la moyenne dans les catégories les plus défavorisées ; le salaire des hommes de 10 à 30 pour cent, celui des ouvrières de 30 à 80 pour cent, afin de satisfaire la vieille revendication du mouvement socialiste, exigeant, pour les femmes, un salaire égal pour un travail égal à celui des hommes. Une acquisition importante fut l'introduction de la journée de travail de 8 heures, avec un supplément élevé pour les heures supplémentaires, faites au-delà de la journée normale. Le pouvoir des conseils a fait beaucoup particulièrement pour améliorer la situation des apprentis, en mettant fin à leur surexploitation coutumière et à la situation humiliante que ceux-ci avaient été forcés d'accepter jusqu'alors pour obtenir une qualification professionnelle. Les salaires agricoles augmentèrent également dans une très forte proportion, bien illustrée par la majoration de l'indemnité en nature due aux moissonneurs, passant de la 10^{e} ou 12^{e} part précédente à la 7^{e} ou 8^{e}. De même, l'indemnité annuelle des domestiques agricoles des anciens domaines fonciers, qui était de 12 à 16 quintaux, fut portée pour les membres des fermes coopératives à 23 ou 24 quintaux.

La République des Conseils remédia, par des méthodes exceptionnelles, à la situation extrêmement grave régnant sur le plan des logements et frappant, avant tout, les travailleurs citadins à Budapest et ses environs. Le gouvernement des conseils ordonna, rien qu'à Budapest, l'emménagement de nombreux ouvriers, quelque 100 mille personnes avec les membres des familles, dans les hôtels particuliers et les grands appartements réquisitionnés des riches bourgeois, en contraignant leurs habitants à se resserrer. Parallèlement, les loyers furent diminués de 20 pour cent et les familles des personnes ayant participé à la guerre furent dispensées de leurs dettes de loyer. La généralisation des assurances de maladie permit d'introduire la gratuité des soins médicaux pour les travailleurs et les membres de leur famille ; ceci ayant eu, bien entendu, pour condition préalable la nationalisation de tous les hôpitaux et établissements médicaux, de même que l'augmentation de la capacité de ces derniers, par voie de réquisition et d'aménagement du strict nécessaire dans les châteaux et autres immeubles convenables pour accueillir et soigner les malades.

L'une des premières mesures du développement de la politique sociale fut l'introduction des congés de maternité, d'une durée de 12 semaines, pour les mères travailleuses. Les différents secours, notamment celui payé aux veuves et aux orphelins de guerre furent majorés : le total des allocations versées par le Conseil de la Capitale atteignit une valeur cinq fois supérieure à la somme payée avant la République des Conseils. Avec le contrôle médical obligatoire des enfants et la mise en place d'un réseau de médecine scolaire, une attention particulière fut consacrée à la protection de l'enfance. L'action pour les centres de vacances et de villégiature pour enfants permit à des dizaines de milliers d'enfants de prolétaires de connaître, dans les centres de récréation du lac Balaton, les joies jusqu'alors

inconnues des vacances passées au bord de l'eau, et les pensions sur les collines de Buda devinrent des maisons de cure et de repos pour les enfants d'ouvriers à la santé dégradée.

Au nombre des mesures destinées à améliorer la situation des travailleurs, mentionnons encore celle ordonnant la restitution à leurs propriétaires — sans remboursement de la somme empruntée — de tous les objets hypothéqués, dans les cas où la somme du prêt contracté n'était pas supérieure à une somme déterminée ; cette dernière correspondait à deux semaines du salaire moyen gagné par un ouvrier spécialisé.

Un autre trait caractéristique de l'existence de quatre mois et demi de la République des Conseils est l'élan extraordinaire de la révolution culturelle, s'étendant aussi bien sur l'éducation nationale que sur l'enseignement populaire extrascolaire, la littérature et les arts.

Les établissements scolaires, appartenant jusqu'alors dans leur majorité aux Églises, furent nationalisés, et la direction de l'éducation nationale passa entre les mains d'enseignants socialistes. Ayant élevé l'âge scolaire obligatoire à 14 ans, le nouveau régime entreprit l'élaboration d'une nouvelle école populaire, unifiée et générale, de huit années scolaires, tout en prévoyant, pour la continuation des études, des écoles secondaires de cinq classes, dotées de programmes actualisés. La République des Conseils entreprit également la réorganisation de l'enseignement des Universités et des Grandes Écoles, avec, avant tout, la nomination de professeurs progressistes et, d'autre part, la mise à l'écart et l'isolement des foyers réactionnaires du corps enseignant. Par la création de collèges et de restaurants universitaires, elle apporta une aide précieuse aux étudiants socialement défavorisés, et par la mise au point d'un système assurant la préparatoire convenable de leur admission aux universités et aux grandes écoles, elle favorisait les étudiants d'origine ouvrière et paysanne.

Considérée comme l'un des principaux instruments de la promotion culturelle populaire, une campagne nationale fut entreprise pour la liquidation de l'analphabétisme encore considérable. D'autre part, on accorda une grande importance aux conférences de vulgarisation scientifique organisées, rien qu'à la capitale, au nombre de plusieurs milliers par les syndicats, à l'intention, avant tout, de leurs adhérents. La vulgarisation scientifique, culturelle ou sanitaire était étroitement liée à l'éducation politique. Un grand nombre de brochures, rédigées par des écrivains et des politiciens renommés, propageaient et expliquaient les idées, les objectifs et les mesures pratiques de la révolution. Les œuvres de Marx, Engels et Lénine, ainsi que d'autres publications illustrant les idées et les objectifs du communisme, parurent en grand nombre.

Les effets de la révolution culturelle se sont immédiatement manifestés aussi dans le domaine de l'art et de la littérature. La réaction favorable la plus rapide et la plus spectaculaire au changement révolutionnaire, éveillant de grands espoirs et manifestant une immense volonté d'agir, était la voix des poètes et des écrivains qui se rallièrent au pouvoir ; les autres, hostiles à la révolution ou désireux de rester à l'écart, choisirent bien entendu le silence. Les réactions favorables à la révolution furent d'ailleurs rapides et spectaculaires aussi dans le domaine des beaux-arts et, plus particulièrement, dans l'art de l'affiche politique, dont le progrès dépassa en dynamisme tout ce qui avait été atteint antérieurement. Sur le plan de la musique et celui de l'art dramatique, l'essor et l'épanouissement se traduisaient principalement par l'affluence du public nouveau aux théâtres et aux salles de concert ; manifestation des besoins de masses, s'exprimant avec une

vigueur telle que les artistes n'auraient jamais osé l'espérer autrefois, et constituant pour ces derniers un motif d'encouragement et d'enthousiasme.

La République des Conseils était bâtie sur les conseils des ouvriers et des paysans, ainsi que sur le soutien apporté par les syndicats. Les conseils d'entreprises fonctionnaient en liaison organique avec les syndicats, et ces derniers étaient en outre directement représentés à l'Assemblée Nationale des Conseils par 50 délégués, au sein du parlement du pouvoir prolétarien réunissant au total plus de 300 représentants élus. L'élection des conseils des villes et des villages, comme celle des conseils des arrondissements de Budapest, fut effectuée directement par la population durant la première moitié d'avril 1919. Ces conseils locaux ayant élu leurs délégués composant les conseils de district, c'étaient les représentants de ces derniers — et ceux de certaines villes — qui allaient reconstituer les conseils ouvriers des départements, déjà formés antérieurement au cours des luttes révolutionnaires. Pareillement, à Budapest, le Conseil Ouvrier de la capitale était composé des délégués des conseils des différents arrondissements. Les délégués des conseils de départements et ceux du Conseil Ouvrier de Budapest, complétés encore par les représentants déjà cités, directement envoyés par les syndicats, constituaient ensemble l'Assemblée Nationale des Conseils, qui se réunit en juin 1919.

Harcelé par les milliers de soucis hérités de l'ancien régime déchu, submergé par les mille difficultés des débuts de l'édification d'un monde nouveau, en lutte contre la supériorité militaire et le blocus économique des Alliés, c'est en s'appuyant sur ce système des conseils que le pouvoir prolétarien entreprit d'accomplir sa mission historique, en faisant preuve, durant sa courte existence de quatre mois et demi plongée dans le flot des soucis et des difficultés, d'une vitalité extraordinaire. Ce qui l'a fait vivre, c'est la volonté d'agir des ouvriers et des paysans, et celle des intellectuels reconnaissant dans la cause du socialisme l'espérance de l'avenir. Ce qui l'a fait vivre, c'est aussi la confiance en la solidarité internationale de la classe ouvrière, et la certitude que la cause du prolétariat, pour la défense de laquelle il acceptait même d'affronter la supériorité numérique des impérialistes, est la cause commune des peuples, partie intégrante de la révolution socialiste mondiale.

La République des Conseils fut contrainte de mettre sur pied une armée révolutionnaire et d'accepter la guerre révolutionnaire de défense nationale. Dans les batailles, son Armée Rouge remporta de nombreux succès et elle apporta son aide à la création de la République Slovaque des Conseils, formée pour devenir la base du pouvoir prolétarien de la Tchéocoslovaquie entière, en alliance avec la République Hongroise des Conseils. Malheureusement, le pouvoir ouvrier slovaque ne devait subsister que durant deux semaines. En Bohême-Moravie, l'influence du réformisme social-démocrate et du nationalisme bourgeois se révéla trop puissante : elle réussit à empêcher le pouvoir ouvrier de voir le jour dans ce pays et de venir se joindre à la lutte menée contre l'intervention militaire contre-révolutionnaire et impérialiste, à la défense du pouvoir prolétarien.

Les espoirs liés à l'extension, en Europe centrale, de la révolution socialiste ne se sont pas accomplis : le réformisme social-démocrate et le nationalisme bourgeois ont réussi à empêcher, dans les autres pays d'Europe centrale, la réalisation, sur des bases révolutionnaires, de l'unité politique du prolétariat, et l'absence de cette unité a été le principal obstacle politique sur la voie de la révolution socialiste. Ne se sont pas accomplis, non

plus, les espoirs comptant sur l'établissement d'une liaison directe entre la République Hongroise des Conseils et l'Ukraine Soviétique, qui aurait signifié la rupture de l'encerclement impérialiste entourant la Hongrie prolétarienne. Les forces militaires en supériorité des Alliés, plus particulièrement les troupes du Royaume de Roumanie, étouffèrent la République Hongroise des Conseils. Il s'ensuivit une contre-révolution sanglante, puis la sombre époque du régime fasciste de Horthy.

Le renversement du pouvoir prolétarien hongrois a porté un coup dur aux forces socialistes révolutionnaires de toute l'Europe centrale. L'évolution des facteurs subjectifs est restée en arrière par rapport aux possibilités objectives arrivées à maturité, et — dans plus d'un pays de cette aire — la situation objectivement favorable au renversement de l'ordre capitaliste est restée inexploitée. Les conséquences de cette omission historique allaient être la crise économique mondiale de 1929-1933, l'arrivée du fascisme au pouvoir, en Allemagne, en Autriche et dans plusieurs autres pays, et la plus horrible de toutes : la Seconde Guerre mondiale déclenchée par les nazis.

Le bloc hitlérien, auquel la Hongrie de Horthy allait appartenir, a fini par être écrasé et, bientôt après, ce fut l'avènement d'une phase nouvelle de la révolution socialiste mondiale. En 1919, au moment d'instaurer son pouvoir, le prolétariat hongrois était pénétré par l'espoir que le socialisme allait dès alors, c'est-à-dire dans sa première phase, devenir un système mondial. Il n'en fut pas ainsi et c'est la raison pour laquelle la supériorité impérialiste a réussi à renverser notre premier pouvoir prolétarien. Dans la seconde phase de la révolution mondiale socialiste, la Hongrie s'est, de nouveau, engagée sur la voie du socialisme, dans une situation où l'extension du socialisme en système mondial est en cours d'accomplissement.

Aujourd'hui, notre regard explore le passé à partir d'une situation où le passage de l'humanité du capitalisme au socialisme se trouve, de nouveau, dans la phase de l'accélération, et la Hongrie s'avance, résolument, sur la voie de l'édification d'une société socialiste évoluée en direction du communisme. Cette voie est la même que celle où s'était engagé le prolétariat hongrois, ayant chassé ses oppresseurs et acquis le soutien de l'écrasante majorité du peuple, tenant tête aux puissances impérialistes, au printemps de 1919 ; et cette fois personne ne pourra plus la faire dévier de la voie empruntée.

DEZSŐ NEMES

La diffusion des idées d'Octobre et du léninisme en Hongrie (1917-1919)

Chacun sait aujourd'hui, que la victoire de la Révolution d'Octobre en Russie ouvrait une page nouvelle dans l'histoire de l'humanité : les travailleurs, en prenant le pouvoir dans l'ancien Empire tsariste, allaient donner un contenu vivant au socialisme, le faisant passer du domaine des idées à celui de la réalité. Chacun le sait, aujourd'hui, mais qu'en était-il — et particulièrement en Hongrie — en 1917 et 1918 ? Le mouvement ouvrier hongrois fut-il touché de quelque manière par les théories léninistes montrant la voie de la révolution victorieuse, théorie appelée alors bolchevisme ou communisme ? Ce qui fut nouveau, du point de vue théorique et idéologique, lui était-il parvenu ? Ce qui rendit la social-démocratie dépassée, ce pas en avant qui, traduisant le changement survenu dans la société capitaliste, représentait un apport à la théorie de Marx sur la Révolution : cela fut-il connu en Hongrie ? La naissance, les activités, les combats du Parti Communiste de Hongrie et de la République des Conseils de Hongrie furent-ils basés sur des théories léninistes ?

A ces questions l'historiographie marxiste, après 1957, répondit par l'affirmative, nuancée cependant de remarques critiques ; mais, dans les dix dernières années, une réponse négative fut également donnée par une personnalité aussi éminente que György Lukács et elle fut largement répandue[1]. Selon lui, au cours des années 1918-1919 rien de nouveau — rien — ne parvint des théories léninistes au sein du mouvement ouvrier hongrois ; cela ne se produisit qu'à la suite des activités de l'émigration hongroise à Vienne, dans les années 1920. Cette opinion négative a trouvé un certain écho, dans un passé proche, parmi les spécialistes des sciences sociales dont certains ont manifesté leur accord avec hésitation, d'autres — par contre — avec une certitude sans faille.

Pour appuyer sa position, Lukács énumère les conceptions erronées des communistes hongrois en 1918-1919 (« Les deux ou trois erreurs capitales de la glorieuse République des Conseils »). Mais il passe sous silence les progrès qu'ils accomplirent en délaissant les principes politiques de la social-démocratie et en avançant vers le bolchevisme, le communisme (le léninisme). Les rapports multiples établis à l'époque par les communistes hongrois, et en premier lieu par Béla Kun, avec Lénine et avec le Comité central du Parti Communiste bolchevique de Russie, puis avec le gouvernement soviétique, tout comme l'aide que ces derniers leur ont apportée, tant sur le plan théorique que sur le plan pratique, sont sous-estimés, niés ou passés sous silence. Ainsi vont se trouver mises au premier plan les relations ayant existé avec certains dirigeants du Parti Bolchevique, tels Boukharine

et Zinoviev, considérés plus tard comme ayant joué un rôle exclusivement négatif, et ce dès l'époque en question. De ce fait, a été également souligné l'effet prétendument dominant de leurs conceptions, dont le caractère erroné a été prouvé depuis. Ce procédé de démonstration rappelle — malgré une formulation plus subtile et un niveau plus élevé — celui appliqué, avant 1956, pour l'appréciation du rôle de Béla Kun. Un tel procédé est considéré en général, aujourd'hui, comme inqualifiable[2].

A mon avis, cette réponse négative et personnelle de G. Lukács comporte non seulement des éléments subjectifs mais elle représente, dans une certaine mesure, une réaction justifiée aux réponses positives qui, considérant les années 1918-1919, parlaient de l'acquisition des enseignements du léninisme comme d'un processus presque terminé, alors que le niveau idéologique des communistes comportait des lacunes. Les causes de l'opposition, excessive, entre ces deux réponses sont à chercher dans le retard relatif dont souffrent les recherches consacrées à l'histoire des idées. Ainsi en est-il des recherches en sciences sociales concernant l'histoire de la diffusion, de l'adaptation et de l'application du léninisme en Hongrie.

Il n'est possible ici d'évoquer — et brièvement seulement — que certains résultats obtenus et certains problèmes posés par les recherches poursuivies sur les débuts de la diffusion en Hongrie des théories léninistes sur la révolution socialiste. La majeure partie des documents d'archives et de presse constituant les sources des recherches entreprises ont paru dans des publications de documents et dans des périodiques. Ces recherches ont également tiré le plus grand profit d'ouvrages de synthèse de la science historique hongroise aussi connus que ceux dirigés par Erik Molnár, Dezső Nemes, Pál Zsigmond Pach, de monographies — comme les deux ouvrages de Tibor Hajdu consacrés à la révolution de 1918 et à celle de 1919 — et encore de nombreux autres travaux et études[3]. La Grande Révolution socialiste d'Octobre et le pouvoir des soviets renversant le tsarisme — triomphant du gouvernement représentant les intérêts de la bourgeoisie impérialiste qui poursuivait la guerre — donna naissance à la paix et au pouvoir des ouvriers et des paysans. Défendant avec succès le pays contre l'ennemi intérieur et contre les envahisseurs étrangers, elle transforma la Russie d'un bastion de la réaction en une base de départ pour le progrès du monde. Son attrait exemplaire s'exerça d'abord, de façon spontanée et avec une force irrésistible, sur les opprimés, les victimes de la guerre et, avant tout sur les ouvriers organisés du monde entier. La Révolution d'Octobre, le Parti Bolchevique, Lénine, leur rendirent la foi — ébranlée en 1914 — en la possibilité de transformation du monde grâce aux idées du socialisme guidant les partis révolutionnaires et internationalistes du prolétariat.

L'effet spontané de l'exemple fut complété par la diffusion *des idées, sciemment propagées*, ayant assuré le triomphe de la Révolution d'Octobre : les représentants révolutionnaires du prolétariat international — dont ceux de Hongrie — les ont *accueillies* et ont entrepris de les appliquer à la société et au mouvement ouvrier de leur pays. Lénine fut l'initiateur et le dirigeant de la diffusion de ces idées ; les groupes communistes — tel celui des Hongrois — formés auprès du Parti Bolchevique par les prisonniers de guerre socialistes, étant chargés de l'organiser. Évoquant leur travail, les résultats déjà obtenus, au VIII[e] Congrès du parti en mars 1919, Lénine (compte tenu de la diffusion des idées du bolchevisme en Hongrie, en Allemagne, en Autriche, et de la formation des partis et des groupes communistes) constatait qu'il fallait les apprécier comme « l'une des pages les plus importantes des activités » du Parti Communiste bolchevique de Rus-

sie[4]. Les débuts du processus de reconnaissance et d'accueil de ces idées prirent un caractère particulièrement rapide et violent en Hongrie, où ils agirent sur de larges masses.

Les idées qui transformèrent le monde durant les siècles précédents, — telles celles de la Révolution française — mirent des dizaines d'années avant d'agir sur la société : elles étaient rapportées par des voyageurs, ou propagées par un petit nombre de partisans. Au contraire, les idées d'Octobre furent spontanément véhiculées par des dizaines, des centaines de milliers de prisonniers de guerre, « prédicateurs » ouvriers, paysans et soldats qui avaient assisté à la révolution ; ceci accéléra, dès 1918, de façon formidable la fermentation révolutionnaire. (Il faut également mentionner que l'évolution des moyens d'information rendait plus rapide la diffusion des nouvelles.) Une réception favorable de cette propagande de masse avait été préparée en Hongrie par les progressistes et, d'abord, par les partisans du socialisme. Après 1917, ils avaient reconnu plus ou moins clairement — mais ils avaient reconnu — la valeur internationale des idées bolcheviques et léninistes qui avaient présidé au succès de la Révolution d'Octobre et, par suite, leur validité pour la Hongrie. On sait quels ont été l'influence et le résultat de la propagation de l'exemple d'Octobre par les mots d'ordre et par les nouvelles : le nombre des ouvriers syndiqués augmenta de façon considérable, des grèves puissantes éclatèrent — notons les grèves générales politiques massives de janvier et de juin 1918 — les mutineries se multiplièrent, de même que les manifestations contre la guerre et pour l'indépendance nationale. Le tout, se mêlant, déferla en vagues révolutionnaires.

Tout d'abord, les enseignements léninistes ne furent connus que de façon fragmentaire, et surtout des prisonniers de guerre socialistes se trouvant en Russie soviétique. Plus tard, ils parvinrent par des moyens détournés, et de façon plus complète, aux socialistes se trouvant dans le pays même, sous forme de publications en langue hongroise, de journaux, de documents, et aussi de vive voix. Il en résulta une différenciation extrêmement rapide, du point de vue historique, parmi les militants actifs, les dirigeants du mouvement ouvrier (y compris ceux du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois) et les éléments de gauche des jeunes intellectuels hongrois. Cette différenciation s'accentua lorsque, après novembre 1918, avec des moyens légaux ou par des voies illégales, puis sous la République des Conseils de façon organisée, avec l'aide des organismes de l'État et du parti, « la propagation massive des idées communistes » prit des proportions importantes, comme György Lukács en fit la remarque dans les colonnes du journal *Proletár* (dans son *Önkritika* [Autocritique], 12 août 1920). La fin de ce processus fut la rupture organique entre les forces réformistes et les forces révolutionnaires, la formation du Parti des Communistes de Hongrie, son renforcement rapide, l'accroissement de son influence, et l'alignement des forces vives du socialisme en Hongrie derrière la République des Conseils et le mouvement communiste. L'opinion mettant en doute la diffusion des théories léninistes dans les années de 1918-1919 prétend qu'à part quelques articles une seule œuvre de Lénine, *État et Révolution*, avait paru à l'époque en langue hongroise, ainsi tout ce qui était nouveau dans les théories léninistes n'avait pu atteindre les communistes hongrois. Or le simple examen des faits indique qu'outre *État et Révolution* d'autres œuvres de Lénine avaient été éditées en langue hongroise, et d'une grande signification pour la connaissance des *premières expériences* généralisées par le pouvoir soviétique, de la théorie léniniste de la révolution socialiste. La première œuvre

à noter est le cahier *le Chemin du combat* qui, paru en 1918-1919 en grand nombre d'exemplaires, à Moscou puis à Budapest, fut plusieurs fois réédité. De même, la *Lettre sur la tactique*, les *Thèses d'Avril* et *le rapport présenté au III^e Congrès des soviets* par Lénine, sur les premières mesures prises par l'État prolétarien furent connus en Hongrie. Les écrits de Lénine sur *les Tâches les plus immédiates du pouvoir soviétique*, sur *la Démocratie bourgeoise et la Dictature du prolétariat*, et son discours prononcé au I^er Congrès de l'Internationale Communiste sur *la Démocratie bourgeoise et la Démocratie prolétarienne* furent également édités. De même, des extraits de *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* avaient été publiés. (On peut noter ici que Béla Kun avait eu connaissance du texte entier.)

Il est vrai que certains textes de Lénine parurent uniquement dans la presse, tels *Des armes et du pain pour secourir la Révolution internationale!*, *Aux travailleurs de l'ancien Empire austro-hongrois, Démocratie et dictature*, — article écrit à l'intention du journal hongrois *Vörös Újság* (Journal Rouge) — l'appel intitulé *la Première convocation de l'Internationale Communiste* et le *Message aux ouvriers hongrois*[5], cependant leur importance et leurs effets furent extraordinaires. Il ressort déjà d'une partie des œuvres énumérées que les théories du bolchevisme pouvaient être diffusées, non seulement par des documents portant le nom de Lénine, mais également par ceux qui furent écrits sur son initiative ou avec sa contribution, sous l'effet de ses œuvres ou de sa réflexion et qui en étaient donc les interprètes. Les documents collégiaux du parti bolchevique, les décrets du pouvoir soviétique, sa première constitution (dont une partie fut publiée en hongrois) étaient aussi des propagateurs des idées d'Octobre et de celles de Lénine.

Ainsi, à travers le texte adopté au VIII^e Congrès du Parti Bolchevique en mars 1919, élaboré en grande partie par Lénine — et édité sous le titre : *Programme du Parti Communiste bolchevique de Russie* — ce fut la conclusion théorique du marxisme révolutionnaire de la période bolchevique-léniniste qui parvint aux communistes hongrois (ce texte connaissant, peu après, une édition en langue hongroise). Il en fut de même de la *plate-forme*[6] adoptée au I^er Congrès de l'*Internationale Communiste*, bien connue des dirigeants de la République des Conseils.

Béla Kun et d'autres avaient étudié, au début de 1918, *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, et il en reproduisit l'essentiel dans une série d'articles publiés dans les colonnes du journal *Szociális Forradalom* (Révolution sociale)[7] et dans son écrit *Que veulent les communistes ?* Il est aisément possible de relever les traces de l'influence léniniste dans tous les documents de quelque importance du mouvement communiste hongrois, et dans toutes ses activités au cours des années 1918 et 1919. Béla Kun connaissait d'autres œuvres, plus importantes, de Lénine (c'est ce qui ressort de certaines sources). Toutefois, lui non plus n'avait pas lu certains écrits majeurs que Lénine avait consacrés, dans la première décennie du siècle, aux problèmes relatifs à la création d'un parti ouvrier révolutionnaire, à la stratégie et à la tactique que le prolétariat devait suivre dans une révolution démocratique — œuvres qui, probablement, n'avaient pas été éditées en 1918, pas même en langue russe, et se trouvaient donc fort peu accessibles. Il s'agit notamment de *Que faire ?*, de *Un pas en avant, deux pas en arrière*, et de *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*.

Il faut rappeler qu'à partir d'avril 1918, Boukharine, délégué par le Comité central du Parti Communiste bolchevique de Russie, assistait les groupes étrangers et, à ce titre, le Groupe Communiste Hongrois. Certains

de ses écrits furent publiés à plusieurs reprises, tel *le Programme des communistes*, considéré, par son influence, comme le plus important. Les communistes hongrois pouvaient y prendre connaissance de la ligne directrice, léniniste, du parti bolchevique, sur la base du projet de programme en préparation, en vertu de la résolution du VII[e] Congrès. Mais on y trouvait aussi quelques conceptions critiquées par Lénine et repoussées par le VIII[e] Congrès. (Il s'agissait d'un jugement partial concernant le paysan petit propriétaire — considéré en tant que propriétaire —, de la solution du problème agraire, du refus de l'autonomie des nations.) Dans d'autres écrits il traitait de la destruction rapide du système capitaliste impérialiste et aussi d'une conception erronée concernant les rapports devant exister entre le parti et les conseils. Pour les questions primordiales, la plateforme idéologique du Groupe Communiste Hongrois puis, plus tard, celle du Parti des Communistes de Hongrie reposaient sur les principes du bolchevisme énoncés par Lénine, mais certaines des conceptions erronées des « communistes de gauche » de Boukharine exerçaient aussi une influence. Elles constituaient un frein à une prépondérance plus grande des théories léninistes, contribuaient à la survivance des vues kautskystes et luxembourgistes, et à l'apparition du « gauchisme » — cette « maladie infantile du communisme » — dans la première période du mouvement communiste hongrois.

De nombreux faits et documents attestent non seulement de la reconnaissance de la portée internationale — partielle ou totale — des idées bolcheviques-léninistes par les cadres du mouvement ouvrier révolutionnaire hongrois, mais encore ils rendent compte de leur adaptation et de leur application en vue des progrès à accomplir pour la société hongroise. Ainsi en est-il des documents du Groupe Communiste Hongrois rattaché au Parti Communiste bolchevique de Russie, des écrits de ses dirigeants — et en premier lieu de Béla Kun — parus dans les colonnes de *Szociális Forradalom* et de la *Pravda*, ou dans des publications particulières (comme « Que veulent les communistes ? » — de Béla Kun). Il est possible de retrouver les mêmes caractéristiques et les mêmes démarches dans certaines interventions des sociaux-démocrates de gauche — à la fin de 1917, en 1918 et au début de 1919 — en Hongrie, dans les programmes d'action élaborés à l'automne de 1918 et dans les tracts des socialistes révolutionnaires. Enfin, les documents et publications du Parti des Communistes de Hongrie, puis du Parti Unifié, et ensuite de la République des Conseils — ses décrets en particulier — sont autant d'éléments allant dans le sens de la reconnaissance de la portée internationale des idées bolcheviques-léninistes par les cadres du mouvement ouvrier révolutionnaire hongrois. Ceci est également confirmé par le contenu des articles d'ordre théorique du *Vörös Újság* ou d'autres journaux. Il n'est pas possible de faire, ici, l'énumération de ces écrits et, encore moins, d'en donner une analyse. Nous voudrions seulement indiquer, sur la base des premiers écrits communistes révolutionnaires des années 1918-1919, les éléments nouveaux, empruntés aux théories léninistes-bolcheviques, qui orientèrent l'activité et les documents du mouvement communiste hongrois et de la République des Conseils — y compris la lettre adressée à Ignác Bogár, le programme du Parti Unifié et la Constitution de premier État ouvrier hongrois[8]. Nous pensons à *la valeur internationale (et donc hongroise) reconnue au bolchevisme*, à la théorie de Lénine : c'est-à-dire *à l'enseignement* concernant *l'actualité de la révolution socialiste.*

Dans le mouvement ouvrier hongrois Béla Kun fut le premier à saisir et à formuler de façon synthétique la place et le rôle de la théorie élaborée

par Lénine, dans l'histoire générale de la théorie et de la pratique du socialisme ainsi que sa signification pour « les ouvriers se trouvant au seuil d'une révolution ». Dans un écrit rédigé en juin 1918 et réédité à plusieurs reprises[9] au cours des années 1918-1919, Béla Kun considérait Lénine comme le gardien « de la flamme révolutionnaire marxiste internationale », comme l'héritier de l'esprit et des enseignements de Marx, comme le réalisateur de ses théories, comme le théoricien et le révolutionnaire le plus éminent de son époque, comme le créateur du marxisme révolutionnaire de notre siècle dont l'œuvre « *est l'expression théorique du courant appelé de nos jours dans le monde entier : le bolchevisme...* » Pour résumer l'essentiel du bolchevisme, Béla Kun constata que les idées de Lénine constituent un retour au « marxisme révolutionnaire authentique », ce qui se traduit en conséquence par le rôle prédominant qu'elles assurent aux enseignements de celui-ci. Cela dit, Lénine ne s'était pas contenté de reprendre « *les nécessités objectives d'ordre économique et historique constatées par Marx et Engels* » mais, suivant les traces du marxisme créateur, il les fit s'appliquer « *au niveau de développement économique contemporain et au processus historique de notre temps, qui constitue une période différente* ». C'est Lénine qui fit des recherches, découvrit, puis appliqua — avec succès pour la première fois dans l'histoire — les moyens de transition conduisant au socialisme. Se fondant sur les indications données par les écrits de Marx et d'Engels, Lénine élabora « la théorie et la pratique révolutionnaires nécesssaires pour supprimer l'oppression et l'exploitation et construire le socialisme ». Armée de cette théorie et de cette pratique, la classe ouvrière russe guidée par le parti bolchevique fit triompher la révolution prolétarienne et ouvrit la voie « de la révolution sociale internationale aux prolétaires de tous les pays », et cela était également valable pour la classe ouvrière hongroise — disait Béla Kun. En montrant les traits essentiels du bolchevisme et des théories léninistes (ce qui implique la conservation de l'esprit et des enseignements révolutionnaires du marxisme, de les faire progresser et de leur donner vie en tenant compte des conditions historiques concrètes) Béla Kun donnait une base de départ théorique et idéologique, valable dans l'espace et dans le temps, à la première génération des communistes hongrois[10].

Ce fut la reconnaissance de l'importance de la Révolution d'Octobre et de la théorie bolchevique-léniniste qui attira l'attention des révolutionnaires hongrois à l'idée directrice de la théorie et de la pratique léninistes. Faisant l'analyse du processus historique en cours, du stade nouveau auquel était parvenu notre siècle à son début — produit de développements d'ordre économique et historique — Lénine parvint à la conclusion que la *révolution prolétarienne* n'était pas seulement d'actualité du point de vue de l'histoire du monde mais qu'elle était déjà un *problème quotidien du mouvement ouvrier*, et même qu'elle devenait une *tâche concrète, d'actualité*, en Russie et dans beaucoup d'autres pays. Lénine mena ce travail d'élaboration théorique tout en polémiquant contre les « critiques » et contre les partisans « orthodoxes » de Marx, avec Bernstein et avec Kautsky. Tout d'abord, une partie des révolutionnaires et des socialistes hongrois firent donc leurs ces idées, et le proclamèrent à la lumière de l'expérience et des enseignements de la Révolution d'Octobre. Puis, au cours de la seconde moitié de l'année 1918, prenant connaissance des enseignements léninistes sur « l'ère de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes », ils devinrent toujours plus nombreux à réaliser pas seulement du point de vue pratique l'actualité de la révolution prolétarienne : ils comprirent que la nouvelle période de développement du capitalisme avait créé une nouvelle situation historique.

Dans l'œuvre de Lénine ils avaient pu lire que dans les nouvelles conditions historiques, formées au début du XX^e siècle, ne s'appliquaient plus les conceptions de Marx et d'Engels sur la théorie de la révolution socialiste, selon laquelle elle devait se produire, en premier lieu, dans des pays capitalistes évolués : « le Français la commence et l'Allemand la termine », disaient-ils. « A présent, écrivait Lénine, nous constatons une autre combinaison des forces du socialisme international. Nous, nous disons que le mouvement prend plus facilement son essor dans les pays qui n'appartiennent pas au groupe des pays exploiteurs ayant la possibilité de se livrer à certains pillages et d'acheter ainsi la couche supérieure de leur classe ouvrière. *Les choses ont pris une autre tournure que celle prévue par Marx et Engels ; c'est à nous, c'est aux classes travailleuses et exploitées russes qu'échoit l'honneur de remplir le rôle d'avant-garde de la révolution socialiste internationale*[11]. »

Selon Lénine, qui tenait compte de la nouvelle situation, la révolution prolétarienne était donc en mesure de se déployer avec plus de facilité — et de triompher — dans les pays où le développement du capitalisme présente un certain retard par rapport aux pays évolués, mais où les contradictions sociales sont arrivées à maturité, et où le prolétariat fait preuve d'esprit de sacrifice, d'initiative et d'organisation pour agir par des moyens révolutionnaires. En conséquence, le prolétariat de ces pays — se trouvant dans une situation révolutionnaire favorable — ne doit pas rester dans l'attente de la révolution commençant et triomphant, en premier lieu, dans les pays capitalistes évolués. Cet acquis de la théorie léniniste sur la révolution et l'exemple d'Octobre avaient un effet particulièrement encourageant sur le prolétariat de Hongrie dont la situation présentait des analogies, à bien des égards, avec les conditions sociales de la Russie (ce fut également le cas d'autres pays de l'Europe centrale et orientale). Cela montra la voie nouvelle de l'action révolutionnaire et historiquement réaliste qui, dès 1918-1919, promettait le succès, et qui y conduisit après 1944-1945.

Les révolutionnaires préparant et réalisant la création du Parti des Communistes de Hongrie, se fondant sur l'enseignement léniniste concernant l'actualité de la révolution prolétarienne, démontraient que le système capitaliste en Hongrie était aussi entré dans le stade impérialiste et que les conditions objectives de la révolution étaient arrivées à maturité. Face à la direction du Parti Social-Démocrate Hongrois (qui niait la possibilité pour la Hongrie de suivre l'exemple russe et considérait qu'il fallait attendre que la révolution socialiste se fasse d'abord dans les pays capitalistes évolués), les communistes proclamaient que — dans la situation créée par l'impérialisme, la guerre mondiale et la crise généralisée du système capitaliste, l'essor révolutionnaire en Europe — le prolétariat hongrois, uni aux autres classes et couches sociales travailleuses et exploitées, *avait pour tâche immédiate* et non pas lointaine, *de faire triompher la révolution* socialiste en Hongrie.

*

Les communistes hongrois, en accord avec Lénine, considéraient l'actualité en Hongrie de la révolution prolétarienne en 1918-1919 — qui représentait à l'époque l'alternative révolutionnaire de progrès en Europe — dans le cadre d'une conception prévoyant la révolution mondiale. A notre avis, ils n'étaient point victimes d'une erreur, mais, au contraire, avaient témoigné d'un esprit réaliste et de sens des responsabilités.

Les dirigeants du Parti des Communistes de Hongrie avaient réalisé que l'actualité pour la Hongrie (et à l'échelle mondiale) de la révolution

prolétarienne ne signifiait pas automatiquement sa réalisation et que mille facteurs pouvaient influencer la victoire. Pour vaincre, il fallait que le parti du prolétariat, fondé sur des principes révolutionnaires, prépare et mobilise le prolétariat et ses alliés dans un combat demandant de l'abnégation ; il fallait qu'avec les conditions objectives, les conditions subjectives arrivent aussi à maturité. Le Parti des Communistes de Hongrie œuvrait dans cet esprit au tournant de 1918-1919 comme en témoigne le contenu de l'article écrit après le 20 février 1919, par György Lukács, sous le titre *Ordre légal et violence* — à cette époque déjà, Lukács, sous l'influence de Béla Kun, avait pris position pour *le Marxisme dans un sens révolutionnaire* pour le bolchevisme, et était un militant actif du PC. Dans cet article, György Lukács montrait avec raison que les communistes hongrois, en reconnaissant le caractère inévitable d'un tel développement pour l'histoire du monde, permettaient à la classe ouvrière de leur pays de prendre connaissance des idées de la révolution prolétarienne, pour qu'elle soit en mesure, consciente de ses véritables intérêts, de réaliser le nouvel ordre social. De même il reprochait aux dirigeants sociaux-démocrates d'opposer à cette activité la violence, mettant en danger la vie de Béla Kun, au moment où « les principes qu'ils avaient toujours proclamés pouvaient trouver leur réalisation[12] ».

La préparation et la réalisation de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat exigeaient de la part des communistes — et ils ne manquèrent pas de le faire — l'analyse et la dénonciation des principes et de la politique de la social-démocratie qui constituaient un frein à l'action révolutionnaire. Pour mener à bien cette action, les révolutionnaires hongrois trouvaient une aide précieuse dans les enseignements déjà connus d'eux de la théorie marxiste-léniniste, ou à leur portée à cette époque. Ces théories concernaient l'impérialisme, la période de la « révolution communiste du prolétariat », le rôle prédominant de la classe ouvrière, le parti révolutionnaire d'un type nouveau, les alliés (la paysannerie en premier lieu), la question nationale et celle des nationalités, l'État (les problèmes de la démocratie bourgeoise et de la dictature). Elles s'attachaient en particulier, à la dictature du prolétariat ce qu'elle devait nécessairement détruire et ce qu'elle avait à édifier, les soviets (les théories les concernant reflétaient déjà les expériences de la Révolution d'Octobre), le rôle de l'internationalisme prolétarien, etc.

En montrant les progrès accomplis sur la voie menant au bolchevisme, en 1918-1919 au léninisme, nous ne voudrions pas donner l'impression d'un chemin sans embûches comme si le processus de connaissance et d'application des théories marxistes-léninistes avait été exempt d'erreurs. La préparation théorique et l'analyse de la société hongroise, antérieurement à la pénétration des idées léninistes-bolcheviques en Hongrie, comportaient trop de lacunes. Les *vieux* principes sociaux-démocrates, les conceptions anarcho-syndicalistes et luxembourgistes, et enfin l'influence du courant « communiste de gauche » — *récemment né* au sein du parti bolchevique — agissaient dans certaines questions comme autant de freins. Le temps dont disposèrent les communistes fut extrêmement court pour préparer les bases idéologiques et politiques du Parti des Communistes de Hongrie encore à édifier du point de vue de son organisation et pour mener, en même temps, le combat pour la révolution socialiste ; il en fut de même en ce qui concerne la lutte sous la République des Conseils.

Il faut encore rappeler les manques les plus frappants du jeune mouvement communiste hongrois et qui, les recherches le montrent, se rencontraient aussi dans les autres partis en formation à l'époque. Ils se mani-

festaient, tout d'abord, par l'intolérance dans les domaines théorique et pratique, en rapport avec *les tâches à accomplir par la révolution démocratique*, par la précipitation, par la sous-estimation de l'importance de ces tâches et par la surestimation de la préparation des masses en vue de la révolution socialiste. Ils s'étaient également exprimés dans le souhait d'une révolution prolétarienne survenant avant la victoire de la révolution démocratique bourgeoise et aussi par des conceptions, en partie erronées, sur la question agraire et sur celles des nations et des nationalités. Il faut cependant remarquer que l'analyse donnée de la racine de ces erreurs et de leurs conséquences est, encore à présent, souvent simplifiée. On condamne les fautes et les erreurs commises mais on ne dit mot du fait que, pour élaborer les principes qui s'avèrent justes plus tard et pour leur donner une valeur internationale, ce fut la *pratique* soviétique, internationale et *hongroise de la période étudiée* qui fournit les expériences irremplaçables (pour exemples : ce qui concerne le rôle du parti révolutionnaire ou certains aspects importants de la question agraire).

En fait, les communistes hongrois de 1918-1919 *avaient commencé*, en Hongrie, l'application de la théorie du marxisme révolutionnaire rénovée par les bolcheviks, et en premier lieu par Lénine, théorie qui — avec la victoire d'Octobre et l'existence du pouvoir soviétique — subit, en partie, l'épreuve du succès. La ligne principale de la plate-forme marxiste-léniniste (bolchevique) du PC hongrois était conforme à la ligne du mouvement communiste international en voie de développement, et à celle de l'Internationale communiste en voie de formation. Elle était apte à faire triompher la révolution prolétarienne hongroise qui, ensuite, aurait pu avancer vers la liquidation du système capitaliste et la création d'une nouvelle société, entreprendre l'accomplissement des tâches *intérieures* de la dictature du prolétariat.

Cette génération du mouvement communiste hongrois — malgré les fautes et les erreurs commises — rendit un service inestimable au peuple hongrois en reconnaissant la valeur générale des idées du bolchevisme, du communisme et du léninisme, en les faisant siennes, et en accomplissant les premiers pas en vue de leur application dans le mouvement ouvrier hongrois. En cela, les communistes hongrois suivaient l'exemple des patriotes hongrois qui, au cours des siècles passés, avaient fait connaître dans notre pays les idées du progrès humain, valables à l'échelle du monde, et assez puissantes pour le transformer. Ils avaient compris qu'après novembre 1917 la cause du progrès social en Hongrie n'était plus servie par ceux qui fixaient leur regard sur Paris ou sur l'occident bourgeois, mais par ceux qui les tournaient vers Petrograd, vers Moscou, vers le pays du socialisme.

La reconnaissance par Béla Kun et par les révolutionnaires qui le suivaient en 1918-1919 (tels furent Gyula Alpári, Ottó Korvin, Jenő Landler, György Lukács, József Révai, László Rudas, Tibor Szamuely, Béla Szántó, Jenő Varga, Béla Vágó...) des théories léninistes et des expériences d'Octobre — en tant que clefs et réponses aux problèmes les plus urgents à résoudre pour la société hongroise du XX^e^ siècle — cette prise de conscience représente *la plus grande réalisation des progressistes hongrois du début de ce siècle. Ce fut un acte théorique et politique dont les effets se font encore sentir de nos jours, et qui devint, dès les années suivant 1917, une force matérielle, un facteur de transformation de l'histoire.* Il prit corps dans la centaine de milliers de combattants accourant à l'aide de l'État soviétique, dans les révolutions du peuple hongrois en 1918 et 1919 et, avant tout, dans la formation du PC hongrois et dans la création de la République

des Conseils ; il prit corps également dans les luttes patriotiques et internationalistes de l'Armée Rouge, dans l'alliance conclue avec la Russie Soviétique et le prolétariat international, et il s'exprima enfin par la naissance d'une couche de révolutionnaires — ouvriers, paysans, intellectuels — épousant les idées communistes. Tout cela contribuait également à préparer *l'avènement d'une Hongrie populaire et socialiste.*

Cependant *l'acquisition et l'application* du léninisme, de façon sûre, de façon créatrice, en tenant compte des particularités du pays, ne pouvaient se faire dans chaque parti communiste (et donc dans le parti hongrois) qu'après de *longues années, parfois des dizaines d'années, de travail et d'expériences, et grâce aux enseignements qui en découlaient.* (Il n'est que d'évoquer le problème agraire qui, dans notre pays, a connu, avant de trouver une solution autour des années 1960, un chemin plein de zigzags d'ordre théorique et pratique.) La réalisation de ces tâches devait être faite par les organismes dirigeants du parti communiste et par ses plus éminents représentants (tels Béla Kun, Jenő Landler, György Lukács, József Révai és János Kádár). Cette grande tâche historique s'était réalisée dans la clandestinité, dans l'émigration, dans les luttes antifascistes ; elle s'était réalisée également à travers les débats intérieurs sur les erreurs, dans les polémiques engagées contre les idées social-démocrates, contre les différentes conceptions d'une troisième voie à suivre. Après la libération, elle se poursuivait dans la lutte pour la naissance d'une Hongrie démocratique et populaire, pour la transformation socialiste, dans les controverses idéologiques avec les doctrinaires de gauche et de droite ; elle se réalise de même de nos jours, avec succès, à l'aide des expériences et des résultats théoriques nouveaux acquis par le mouvement communiste et par le mouvement ouvrier à l'échelle internationale.

Au cours de ces activités toutes les composantes successives du mouvement communiste hongrois (les groupes de combat illégaux du Parti Communiste de Hongrie, les émigrations de Moscou, de Vienne et d'ailleurs, de même que les meilleurs d'entre les membres du Parti Communiste Hongrois, puis du Parti des Travailleurs Hongrois et enfin du Parti Ouvrier Socialiste Hongrois) trouvaient une base de départ importante pour leurs activités théoriques et pratiques, dans les premiers résultats obtenus par les communistes hongrois en 1918-1919 — fruits de l'acquisition et de l'application des théories léninistes, des conclusions positives et négatives qu'ils en tirèrent. Ces résultats et les enseignements qui en découlaient sont devenus, toujours avec la contribution active de Lénine, une arme idéologique précieuse, non seulement pour la classe ouvrière hongroise mais pour celle du monde entier.

Pour les générations de communistes qui se sont succédé, il était évident — exception faite de la période du culte de la personnalité entachée de déformations — que les débuts de la diffusion en Hongrie des théories léninistes se rattachaient aux efforts héroïques des troupes d'élites du mouvement ouvrier hongrois révolutionnaire qui, sous l'influence directe de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre — grâce aux idées et expériences acquises avec l'aide de Lénine et du parti bolchevique — avaient tenté de trouver une issue pour la société hongroise, acculée à la faillite et secouée par une fièvre révolutionnaire, à la fin de la Première Guerre mondiale.

GYÖRGY MILEI

NOTES

1. *Társadalmi Szemle* (Revue Sociale) 1969. nº 3, p. 15 : « Déclarations sur la République des Conseils de Hongrie et l'utilisation de ses traditions ». Citation de la déclaration de György Lukács. — Pour l'essentiel, György Lukács, dans d'autres écrits et déclarations, émet une opinion identique à celle citée plus haut sur cette question. Ainsi dans son œuvre datée de 1969 : *Mon évolution marxiste 1918-1930*, parue d'abord en allemand en 1968, et éditée en hongrois en 1971 (György Lukács : *Histoire et conscience de classe :* Éd. Magvető, 1971, pp. 695-735), dans l'interview accordée à Jolán Kelen pour *Élet és Irodalom* (Vie et littérature), 21 mars 1970 : Entretien avec György Lukács sur ses souvenirs de la République des Conseils) dans l'entretien avec András Kovács, devant des millions de téléspectateurs, publié par *Új Írás* (Nouvelle Écriture) 1971. nº 8 ; Az írás Kovács : « Entretien sur Lénine et sur le contenu de ce qui aujourd'hui compte comme révolutionnaire ». (Dans l'entretien avec Erzsébet Vezér et István Eörsi, le 12 mai 1971 : Actes dactylographiés dans les Archives Lukács ; texte original : Petőfi Irodalmi Múzeum, Archives sonores nº 566), dans l'interview filmée accordée en 1971 à Tibor Garai pour *Élet és Irodalom*, le 2 août 1975 : « Après le renversement de la République des Conseils »). etc.
2. Je le dis de façon générale, car encore un livre — à effet — vient de paraître sous le nom de Mihály Károlyi. Bien qu'il soit muni d'un appareil critique, ce livre contient des affirmations — sans notes particulières donnant les références — où Béla Kun et l'œuvre du prolétariat hongrois, la République des Conseils, sa politique étrangère et sa politique de défense nationale, basées sur des principes internationalistes, sont traités selon un mode en usage au début des années de 1950 ; des faits déjà élucidés sont déformés. Ces affirmations sont le reflet des opinions de l'Entente, diffusées en 1919, sur le communisme national, sur le national-bolchevisme ; balivernes devant servir de prétextes à l'attaque contre la Commune Hongroise. On se demande même si de telles formulations sont de la plume de l'auteur ; elles éveillent des doutes, quant à leur authenticité, car Mihály Károlyi se rapprochant des idées communistes, vers les années 1920 et 1930, jugeait tout autrement les événements de 1918-1919, faisant l'autocritique du Károlyi de la Révolution d'Octobre. (Mihály Károlyi : *Foi sans illusions*, Éd. Magvető, 1977.) — Le livre paru d'abord en 1956, à Londres, en anglais, deux ans après la mort de Károlyi, porte — semble-t-il — la marque du moment, du lieu et des collaborateurs. (La traduction hongroise et ses notes sont de György Litván.)
3. Je voudrais citer les publications les plus importantes de documents : Le *MMTVD* (Documents choisis de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois), Éd. Szikra, 1956, 5 volumes ; et Éd. Kossuth, 1959 et 1960, et T. 6/A et 6/B. — *Les Internationalistes hongrois dans la Grande Révolution Socialiste d'Octobre et dans la guerre civile* (1917-1922) ; Éd. Kossuth, 1967. T. I et 1968, T. II. — Béla Kun : *Sur la République des Conseils de Hongrie :* Éd. Kossuth, 1958. — Béla Kun : *Recueil d'écrits et de discours :* Éd. Kossuth, 1966, T. I-II. — Il faut citer aussi les ouvrages publiant les écrits de Tibor Szamuely et de Károly Ligeti, et les publications de sources parues dans la revue *Párttörténeti Közlemények* (Publications de l'histoire du Parti). — En ce qui concerne les études générales, il faut citer en premier lieu : *Histoire de la Hongrie :* Éd. Gondolat, 1966, T. I-II. — *Histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire hongrois :* Éd. Kossuth, 1966, T. I. — *Histoire de la Hongrie :* 2 volumes, T. I : 1918-1919 et T. II : 1919-1945 ; Éd. Akadémiai, 1976. — Tibor Hajdu : *La Révolution démocratique bourgeoise de Hongrie de 1918 :* Éd. Kossuth, 1968. — Tibor Hajdu : *La République des Conseils de Hongrie :* Éd. Kossuth, 1969. Il faut encore mentionner quelques études parues dans les *Publications de l'histoire du Parti* et qui traitent de ce thème.
4. V. I. Lenin : *Összes művei* (Œuvres complètes), T. 38, Éd. Kossuth, 1973, p. 143.
5. *Szociális Forradalom* (Révolution Sociale) ; Moscou 1918, 9 octobre, 6 novembre. *Népszava* (La Voix du Peuple) ; 1918, 20 novembre ; 1919, 1er juin. *Vörös Újság* (Le Journal Rouge) ; 1919, 18, 21, 23, 30 janvier, 7 juin.
6. Pour le texte, voir *Recueil de documents de l'Internationale Communiste :* Éd. Kossuth, 1975, pp. 13-19.
7. *Szociális Forradalom* (Révolution Sociale) ; Moscou, 1918, avril, nos 1-4.
8. Pour les références des publications mentionnées voir : *MMTVD* T. 5 et T. 6/B, ainsi que dans la bibliographie du recueil de documents *Les Internationalistes hongrois* . . . déjà cité, et dans la publication : *Bibliographie hongroise des Œuvres complètes de Lénine :* Éd. Kossuth, 1960.
9. Béla Kun : Lénine — Préface au livre de Lénine : Le chemin de la lutte. Publiée dans : Béla Kun, *Recueil d'écrits et de discours :* Éd. Kossuth, 1966, T. I. pp. 142-147.
10. Cela ressort du texte rédigé en 1918 par Béla Kun et adressé à des centaines de milliers de personnes et qui montre *des ressemblances, bien plus des analogies* — quant au fond, quant aux conclusions des activités théoriques et pratiques de Lénine — avec l'« Épilogue » de György Lukács (rédigé un demi-siècle plus tard, en 1967, et adressé à ceux qui, mûris par les expériences de l'année 1919 et des décennies qui l'ont suivie, avaient assimilé le marxisme) avec l'écrit élaboré à l'origine, en 1924, pour la nouvelle édition de son œuvre Lénine; *Étude sur les rapports de ses idées*, et avec cette œuvre même. György Lukács : *Lénine :* Éd. Magvető, 1970, pp. 12-18, pp. 115-116, etc.
11. V. I. Lénine : *Œuvres complètes*, T. 35, Éd. Kossuth, 1972, pp. 278-280.
12. *MMTVD* (Documents choisis de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois) ; Éd. Szikra, 1956. T. 5, pp. 567-569.

L'influence internationale de la République Hongroise des Conseils

L'année qui suivit le triomphe de la Révolution Socialiste de 1917 en Russie fut, en Hongrie, celle de la victoire de la révolution démocratique bourgeoise (30 et 31 octobre 1918) : le pays devint indépendant et, deux semaines plus tard, la République fut proclamée. La Révolution éclata du fait des antagonismes qui avaient mûris au sein de la société hongroise et qui, suite à la guerre perdue, jaillirent à la surface avec une force irrésistible. L'élite de la classe ouvrière, des militaires et des paysans avait conscience que la fin des hostilités, la proclamation de l'indépendance, le changement de régime ne constituaient que le début de la Révolution et non sa fin. S'opposant aux efforts du gouvernement de coalition formé de bourgeois et de socialistes, ils continuèrent la lutte pour — cette fois — la liquidation totale de l'exploitation et la naissance d'une société socialiste. Ce combat prit un grand essor et fut mené avec une clairvoyance particulière après le 24 novembre 1918, date à laquelle fut fondé en Hongrie le Parti Communiste qui devait élaborer le programme de la lutte à mener pour la Révolution socialiste et se mettre à la tête des masses en lutte, pour faire progresser la révolution.

A la suite de ce mouvement, le régime bourgeois fit faillite, le gouvernement de coalition se désintégra et le prolétariat de Hongrie conquit le pouvoir politique. Le Parti Communiste et le Parti Social-Démocrate fusionnèrent, l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière hongroise se réalisa et, au nom de la classe ouvrière, le Parti Unifié prit le pouvoir : le 21 mars naquit le premier État socialiste hongrois, la République des Conseils.

Pour la première fois au cours de l'Histoire, la Révolution socialiste triomphait par *la voie pacifique*. Le pouvoir des capitalistes et des grands propriétaires terriens, toutes les forces contre-révolutionnaires étaient devenus impuissants devant la volonté révolutionnaire du prolétariat se dressant uni. Dans le même temps le Parti unifié, au programme d'inspiration communiste, sut rallier la grande majorité du peuple à la cause du prolétariat. Il avait indiqué la voie pour sortir du système bourgeois en faillite et fixé comme objectif la création de la société socialiste tandis que — face aux puissances de l'Entente — il mobilisait pour la défense révolutionnaire de la patrie. La prise du pouvoir par des moyens pacifiques revêt également une grande signification du point de vue théorique : le fait que l'insurrection armée ne soit pas l'unique voie menant au triomphe de la Révolution socialiste était devenu une certitude. Lorsque le pouvoir opposé à la Révolution n'est plus en mesure de résister de façon organisée aux forces progressistes et révolutionnaires se frayant un chemin vers le pouvoir, alors

la Révolution socialiste peut faire triompher la cause du peuple par des moyens pacifiques — ou relativement pacifiques — sans insurrection armée. Cette victoire pacifique n'était pas une victoire parlementaire : il y avait la force des masses organisées du prolétariat et de ses alliés également opprimés, la faiblesse, l'immobilisme et la désintégration des rangs de la bourgeoisie et les circonstances favorables extérieures momentanées. Ceci rendit possible à la Révolution de ne pas recourir à des mesures coercitives, bien qu'elle fût prête à le faire le cas échéant. Mars 1919 prouva de façon concrète que la Révolution socialiste n'implique pas obligatoirement l'usage de moyens de coercition et que la classe ouvrière n'y a recours que contrainte par la bourgeoisie. Considérant cette situation, Lénine déclara : « Quelles que soient les difficultés auxquelles la Hongrie doit nécessairement faire face, nous avons, dans ce cas, remporté, en plus de la victoire des Soviets, *une victoire morale*. La bourgeoisie la plus radicale, la plus démocratique et la plus encline au compromis avait reconnu qu'au point culminant de la crise il ne pouvait y avoir d'autre pouvoir que le pouvoir des Soviets, que la Dictature du prolétariat[1]. » Une autre preuve probante de l'importance de cette victoire de caractère pacifique est la déclaration faite, le 5 juillet 1919, par Tittoni à la Conférence des chefs de délégations des cinq grandes puissances réunies à Paris — tandis que la République des Conseils livrait déjà ses ultimes combats contre l'ennemi intérieur et les envahisseurs étrangers. Tittoni disait que la formation du gouvernement de Kun avait aussi mis en danger les pays voisins ; que le danger avait été particulièrement grand au début, par suite du *caractère pacifique de la révolution* (souligné par l'auteur. — V. H.) ; que la révolution russe avait été présentée comme entraînant effusion de sang et ravages, alors que « la révolution hongroise s'était passée en douceur. Aussi était-elle plus attrayante, et plus dangereuse. La confiscation des fortunes privées, leur partage, les allocations concernant les maisons et les appartements furent considérés dans de nombreux pays comme d'excellentes mesures et données comme exemples à suivre[2]. »

Le 21 mars 1919, au siège du Secrétariat du Parti unifié des Communistes et des Sociaux-démocrates — Boulevard Élisabeth — fut rédigé « Le Premier Mot » du jeune État prolétarien destiné au public (le manifeste qui débutait par l'appel : « A Tous ! »). La proclamation annonçait que « Le prolétariat de Hongrie assumait, à partir de ce jour, tous les pouvoirs » ; elle indiquait aussi quelle devait être la politique étrangère de la Révolution, de la République des Conseils. Le Conseil Gouvernemental Révolutionnaire « déclare faire cause commune avec le gouvernement soviétique russe et l'assure de son entière solidarité ; il propose aux prolétaires de Russie une alliance armée. Il adresse son salut fraternel aux classes ouvrières de France, d'Italie et d'Amérique et les appelle à contraindre les gouvernements capitalistes à mettre fin, sans délai, à leur guerre de rapine contre la République des Conseils de Hongrie. Il appelle à une alliance armée les ouvriers et les travailleurs de la terre de Bohême, de Roumanie, de Croatie contre les bourgeois, les boyards, les grands propriétaires terriens et contre les dynasties. Il appelle les ouvriers d'Autriche allemande et d'Allemagne à suivre l'exemple donné par la classe ouvrière hongroise et donc à rompre définitivement avec Paris, à conclure une alliance avec

1. *Lenin Magyarországról* (Lénine sur la Hongrie). p. 80. Éd. Kossuth, Budapest, 1974.
2. *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States.* The Paris Peace Conference. 1919. vol. VIII. Washington, 1946, p. 23.

Moscou, à constituer la République des Conseils et à se dresser les armes à la main contre les impérialistes conquérants[3] ».

La proclamation adressée au peuple de Hongrie, signée par le Parti unifié et le Conseil Gouvernemental Révolutionnaire, fut suivie d'un appel adressé au prolétariat du monde entier signé par Béla Kun. Ce document donnait connaissance du changement radical survenu au mois de mars, soulignait que cet événement était partie intégrante de la Révolution mondiale, puis déclarait : « Nous plaçons la Révolution prolétarienne hongroise sous la protection du socialisme international. »

De ce qui précède, il est possible de dégager, à grands traits, quelle fut l'évaluation faite de la situation internationale par les dirigeants du gouvernement des Conseils. Le gouvernement de l'État prolétarien s'attendait à une extension de la Révolution et à l'unification des forces militaires de la Russie Soviétique et de la Hongrie des Conseils ; et cette attente était partagée, en tout cas dans les premières semaines, par les Commissaires du peuple, tant communistes que sociaux-démocrates. Ces projets n'étaient pas irréalistes, jusqu'à la mi-mars on pouvait entendre tonner les canons de l'Armée Rouge ukrainienne se frayant un chemin à travers les Carpates. Bien plus, si l'on en croit la presse de l'époque, une de leurs patrouilles de reconnaissance serait passée en territoire hongrois. Au printemps de 1919, les classes dominantes avaient l'impression de se trouver sur un volcan prêt à faire éruption. Au mois de mars 1919 — pour n'indiquer que les mouvements les plus significatifs — en *Allemagne* se manifesta une nouvelle vague du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière ; le prolétariat *autrichien* forma des conseils ouvriers et des conseils militaires, il conquit la journée de travail de huit heures, la sécurité sociale en cas de maladie, les congés payés annuels et il exigeait la socialisation des grandes propriétés privées. Dans les centres industriels de *Pologne* et notamment à Varsovie, les conseils ouvriers siégeaient et des unités de la Garde Rouge s'étaient constituées. En *Italie*, le groupe « Ordine Nuovo » déployait une grande activité et revendiquait la formation de conseils dans les entreprises. Le mouvement ouvrier était en essor en *France*, en *Angleterre*, aux *États-Unis* et au *Japon*. Même l'*Espagne*, neutre durant la guerre mondiale, connut une grève générale très suivie en mars 1919. La Hongrie des Conseils eut une grande influence sur l'évolution ultérieure du mouvement révolutionnaire international. Au premier congrès du Komintern, la République Hongroise des Conseils était considérée comme « le phare du prolétariat de l'Europe centrale » exerçant une grande influence en Europe et, en particulier, sur les pays voisins. Du point de vue de la propagation de la Révolution entraient en ligne de compte, en premier lieu, les pays ayant perdu la guerre et ensuite les prétendus « États successeurs ». Ces calculs ne manquaient pas non plus de fondements car, jusqu'à la conclusion du Traité de paix, la possibilité existait en Autriche et en Allemagne d'une réédition des événements de Hongrie de mars 1919. En effet, les positions du mouvement ouvrier révolutionnaire étaient importantes dans ces deux pays et, là aussi, la rapacité des pays victorieux pouvait donner une impulsion décisive. Dans les « États successeurs » appartenant au camp des vainqueurs, tels que la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, la bourgeoisie avait du mal à consolider son système et, là également, les partisans du socialisme étaient nombreux.

3. *A Magyar Munkásmozgalom Történetének Válogatott Dokumentumai* (Documents choisis de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois). Éd. Kossuth, Budapest, 1959, t. 6/A pp. 3-4.

Il est indispensable de tenir compte de ces espoirs pour apprécier l'accueil réservé dans le monde à la nouvelle de la proclamation de la République des Conseils, d'une part par ses partisans et d'autre part par ses adversaires.

Les grandes puissances impérialistes et la bourgeoisie internationale apprirent avec stupeur ce tournant inattendu — pour elles. Selon un article du journal autrichien *Neue Freie Presse* du 23 mars 1919, titrant « Le bolchevisme aux portes de Vienne », il constituait un danger pour la bourgeoisie autrichienne. Voici comment ce journal informait ses lecteurs au sujet de la nouvelle situation en Hongrie : « Le bolchevisme, jusqu'à présent, était une affaire à moitié asiatique, la maladie collective de l'Orient dont l'extension aurait pu être empêchée facilement, en apparence, compte tenu de l'état actuel des moyens de communications. Il est difficile d'atteindre Moscou, mais Budapest est proche et, depuis la mise en service des trains express, elle n'est plus très loin de Paris non plus ... » Le journaliste anglais Bartlett, qui participa aux activités dirigées contre la République des Conseils, exprimait une opinion analogue dans son livre paru en 1923[4]. On pourrait citer sans fin les opinions émises dans cet esprit. Les participants aux négociations de Paris, mesurant le bouleversement survenu en Hongrie, n'avaient aucune garantie concernant l'express de la Révolution mondiale qui pourrait, le cas échéant, parcourir dans un proche avenir cette distance assez courte. Aussi, malgré des divergences quant au choix des moyens, les représentants de la position française — « rigide » — et ceux de la ligne « souple » anglo-américaine et italienne adoptèrent cependant — et dès le début — une attitude hostile vis-à-vis de la République des Conseils et furent pleinement d'accord pour liquider « la contagion bolchevique ». La note de l'Entente avançant de lourdes exigences territoriales — et qui joua un rôle important dans la prise du pouvoir par le prolétariat — fut remise, le 20 mars, au gouvernement démocratique bourgeois du Comte Károlyi. Elle reflétait, de façon certaine, cette hostilité[5].

Le capitaine Nicholas Roosevelt, qui avait quitté Budapest le 22 mars, écrivit dans un rapport adressé à la commission américaine participant à la Conférence de Paix de Paris : « La Révolution hongroise est, en premier lieu, de caractère national. Les Hongrois ont utilisé le bolchevisme en vue de préserver l'intégrité de leur pays... Les différentes classes saluent la Révolution comme étant apte à défendre le territoire de leur pays. En refusant d'accepter la note des alliés, la Hongrie a lancé un défi à la Conférence de Paix. » Le 27 mars, de vive voix, le capitaine Roosevelt fit à Paris un compte rendu disant que le « coup d'État » — selon la qualification en usage alors de la victoire de la Révolution socialiste — était la conséquence des revendications territoriales présentées en série par les gouvernements de l'Entente et leurs alliés[6]. De même, Henry Schmitt constatait que la République Soviétique de Hongrie n'était pas le résultat d'une fermentation sociale

4. Ellis Ashmed Bartlett : *The Tragedy of Central Europe*. Thornton Butterworth Ltd.: London, 1923.
5. Le 20 mars 1919, le lieutenant-colonel français Vix, chef de la mission de l'Entente à Budapest, remit une note de la conférence de paix au gouvernement hongrois. Cette note exigeait l'évacuation d'une grande partie de la Hongrie, dont de vastes régions entièrement hongroises du point de vue ethnique. Cette note rendit parfaitement évidente la faillite de la politique étrangère pro-Entente du gouvernement, le gouverne ment bourgeois et social-démocrate étant incapable de s'opposer aux exigences de la « note de Vix ». Sa situation devenant intenable à l'intérieur, à la suite de la montée du mouvement révolutionnaire, il démissionna et remit au Parti unifié des Communistes et des Sociaux-démocrates. Voir notre article consacré à cette question.
6. *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States*. The Paris Peace Conference 1919. Vol. VII. Washington, 1946, pp. 416-419 et vol. XI. Washington, 1947, p. 134.

mais l'expression du sentiment national opposé à la « note Vix[7] ». Malgré les différences d'approche, et les nuances, que présentaient leurs appréciations, les puissances victorieuses de l'Entente étaient unanimes pour constater que la liquidation de la République des Conseils pouvait — seule — écarter le danger d'une propagation ultérieure de la Révolution. Ils agirent sans délai dans ce sens : au cours de l'été 1919 ils décidèrent d'intervenir militairement contre la République des Conseils. Les partis sociaux-démocrates ne pouvaient pas, eux non plus, rester neutres devant la transformation révolutionnaire hongroise. La Commission Permanente (qui correspondait au Bureau Socialiste International dans l'Internationale 1914), organisme élu par les sociaux-démocrates de droite et par une partie des centristes, lors de la Conférence Internationale Ouvrière et Socialiste de Berne, se réunit à Amsterdam du 26 au 29 avril 1919. Cependant elle ne mit pas à l'ordre du jour de sa réunion le problème de la République des Conseils ; elle agit comme si aucun changement important n'était survenu en Hongrie le mois précédent. Dans une résolution de quelques lignes concernant les territoires hongrois, elle protestait contre l'occupation des territoires de la République hongroise *(sic)* par des troupes étrangères et contre l'immixtion dans ses affaires intérieures; elle exigeait que le Congrès de la Paix de Paris ne décide de l'appartenance de ces territoires que sur la base d'un plébiscite tenu sous le contrôle de la Société des Nations[8].

Cette résolution prouve aussi qu'à Amsterdam on affecta d'ignorer l'existence de la République des Conseils de Hongrie et de considérer que l'ancienne république était toujours en vigueur. Il faut chercher les raisons de ce mutisme dans les conclusions de la Conférence tenue à Berne, où les participants avaient clairement exprimé l'inopportunité de tentatives socialistes révolutionnaires et opté pour l'exclusivité de la voie parlementaire. Cependant les circonstances qui avaient présidé à la proclamation de la République des Conseils les avaient troublés : on ne pouvait démontrer aucune violence dans la prise du pouvoir, les sociaux-démocrates s'étant unis aux communistes et siégeant dans le même gouvernement. Ils ne pouvaient donc prendre position ni pour le pouvoir du prolétariat ni contre lui. Ils devaient attendre, confiants dans les sociaux-démocrates présents dans le gouvernement des Conseils, que ceux-ci agissent dans le sens de la ligne adoptée à Berne.

Bien entendu, l'écho soulevé par la victoire de la classe ouvrière hongroise, dans *le mouvement ouvrier révolutionnaire international* et, en tout premier lieu, *en Russie Soviétique*, fut fort différent : les travailleurs et les dirigeants du jeune État soviétique en donnèrent d'innombrables preuves. Le 23 mars 1919, un jour après l'arrivée de la nouvelle des événements de Budapest, Lénine déclara au VIII[e] Congrès du Parti Communiste Bolchevique de Russie : « Nous avons la conviction que les six mois à venir sont les derniers mois difficiles. Cette conviction est renforcée, en particulier, par la nouvelle qui nous apprend la victoire de la Révolution prolétarienne de Hongrie. » Et il ajouta : « Si l'on dit que nous étions des usurpateurs, si — à la fin de 1917 et au début de 1918 — la bourgeoisie et nombre de ses partisans ne trouvaient d'autre mot pour notre Révolution que ceux de « violence » et « usurpation », si — jusqu'à présent — on entend dire que le pouvoir bolchevique se maintient par la force (ce qui est un non-sens que nous avons plus d'une fois prouvé) ; si jusqu'ici cette rengaine

7. Henry Ch. Schmitt : *Die Rote Hölle in Ungarn*. Bern, 1919, p. 58.
8. *Bulletin der Zweiten Internationale*. N° 1. Mai 1919, p. 2.

insensée a pu être rabâchée, à présent, l'exemple de la Hongrie met fin à ces discours. Même la bourgeoisie convient qu'un autre pouvoir est impossible en dehors de celui des soviets. La bourgeoisie d'un pays plus cultivé avait eu plus de clairvoyance que la nôtre à la veille du 25 octobre, pour reconnaître que le pays était en péril, que le peuple subissait des épreuves de plus en plus graves, et qu'en conséquence le pouvoir devait passer aux mains des Conseils. C'était alors aux ouvriers et aux paysans, c'était à la nouvelle démocratie soviétique et prolétarienne de sauver le pays.

« La Révolution hongroise, Camarades, fait face à des difficultés énormes (...) mais quelles que soient les difficultés que la Hongrie devra encore affronter sans aucun doute, nous, dans ce cas, nous avons remporté, en plus de la victoire du pouvoir des Soviets, une victoire morale[9] ...»

Mandaté par le Congrès, Lénine adressa un télégramme de salut au Gouvernement de la Hongrie des Conseils, dans lequel il exprima sa conviction que la victoire de la Révolution en Hongrie rapprochait la victoire du Communisme dans le monde entier. « La classe ouvrière de Russie, disait Lénine, s'empressera de venir à votre aide, de toutes ses forces. Le prolétariat du monde entier suit avec une attention soutenue vos luttes à venir, et il ne permettra pas aux impérialistes de lever la main contre la nouvelle République des Conseils.[10] »

Les centaines de réunions populaires où les ouvriers et les paysans saluaient la nouvelle alliée et le nouveau compagnon de lutte exprimaient la joie et la sympathie du peuple soviétique. Les résolutions adoptées traduisaient le soulagement que représentait, dans la lutte menée contre l'ennemi extérieur et contre celui de l'intérieur, la création d'une nouvelle base révolutionnaire installée dans le dos des forces de l'intervention. Sa seule existence, en divisant les forces contre-révolutionnaires, représentait une aide concrète apportée à la Russie soviétique livrant un combat à mort contre les interventionnistes.

La presse soviétique faisait cas presque chaque jour des succès remportés par l'État ouvrier hongrois dans son travail d'édification du socialisme ; des articles faisaient connaître les circonstances de la naissance de la République des Conseils. Les décrets du Conseil Gouvernemental Révolutionnaire énonçaient les mesures prises pour l'amélioration de la situation des travailleurs et les dirigeants de la Révolution — Béla Kun et Tibor Szamuely — étaient présentés par les journaux. Lénine avait une foi inébranlable dans la victoire des ouvriers hongrois : « La guerre que vous menez est la seule légitime, juste et authentiquement révolutionnaire, c'est la guerre des travailleurs contre les exploiteurs, c'est la guerre pour la victoire du socialisme. Dans le monde entier, les membres honnêtes de la classe ouvrière se rangent à vos côtés. (...) Soyez fermes ! » écrivait Lénine, le 27 mai 1919, dans son *Adresse aux Ouvriers Hongrois*[11].

La sympathie ne fut pas seulement exprimée par des mots en ces jours si difficiles. En avril, avant l'offensive des interventionnistes dirigée contre le jeune pouvoir ouvrier hongrois, Lénine donna l'ordre aux chefs de l'Armée Rouge de préparer une offensive en direction de l'Ouest pour assurer la liaison avec la Hongrie des Conseils. Une des tâches essentielles fixées par Lénine à l'Armée Rouge fut « d'établir une liaison ferroviaire sûre avec la Hongrie des Conseils. »

9. *Lenin Magyarországról* (Lénine sur la Hongrie). Éd. Kossuth, Budapest, 1974, pp. 79-80.
10. Idem, p. 76.
11. Idem, p. 109.

En Allemagne, les Communistes et la majorité prolétarienne des Socialistes Indépendants centristes accueillirent avec un grand enthousiasme la nouvelle de la naissance de la République des Conseils de Hongrie. Les mémoires d'Erich Mühsam, poète et auteur dramatique allemand, traduisent bien ce climat : « La nouvelle de la proclamation de la République des Conseils de Hongrie parvenue à Munich, le 21 mars, produisit l'effet d'une bombe (...) le prolétariat la salua avec enthousiasme (...) L'appel des orateurs lui enjoignant de suivre l'exemple hongrois fut accueilli par de joyeux applaudissements. »

Il y avait presque chaque jour des meetings de masse, où l'on évaluait les perspectives de la Révolution prolétarienne, et dont la conclusion était toujours l'espérance que l'idée d'une République des Conseils de Bavière puisse être réalisable au plus vite.

La République des Conseils de Bavière (13 avril—3 mai 1919) naquit peu après, à la suite de l'exemple hongrois. La tentative des ouvriers de Munich ne fut pas suivie en Allemagne, la direction de droite, la soi-disant « majorité » contre-révolutionnaire du Parti Social-Démocrate rejetant la Dictature du prolétariat, le gouvernement encerclant Munich avec l'aide militaire du ministre de la défense nationale G. Noske et noyant dans le sang la tentative révolutionnaire des ouvriers allemands.

Bien qu'il n'y eût pas d'autre État des Conseils en territoire allemand et que le pouvoir des Conseils bavarois ne pût se consolider, le mouvement ouvrier révolutionnaire allemand trouva les moyens les meilleurs pour aider, et pour populariser, la République des Conseils de Hongrie. La presse communiste et socialiste de gauche publiait de larges comptes rendus sur l'État proletarien hongrois ; des meetings, des grèves étaient organisés pour secourir la Révolution hongroise. Les syndicats de cheminots, par exemple, empêchèrent l'acheminement des munitions devant servir à l'expédition des interventionnistes en préparation.

En Autriche, le gouvernement social-démocrate, sous la pression des masses, n'avait pas accueilli de façon hostile la nouvelle de la proclamation de la République des Conseils de Hongrie mais, invoquant la menace brandie par les pays impérialistes victorieux, il écarta l'idée d'en parler comme d'un exemple à suivre. Et comme la majorité des ouvriers autrichiens suivait le Parti Social-Démocrate, et que la Conférence de Paix de Paris témoignait d'une attitude plus souple à l'égard de l'Autriche, il n'y eut pas de révolution prolétarienne dans ce pays. Par contre, le gouvernement social-démocrate établit des relations diplomatiques avec le gouvernement des Conseils hongrois, permit le recrutement pour le compte de l'Armée Rouge hongroise — c'est ainsi que le bataillon ouvrier du révolutionnaire *Leo Rothziegel,* ouvrier imprimeur autrichien, vint en Hongrie — et il donna même son accord tacite pour la contrebande d'armes et de munitions, prohibées par l'Entente. En ce qui concerne son propre territoire, le gouvernement social-démocrate ne fut pas complaisant à l'égard des ouvriers manifestant leur solidarité avec la République des Conseils de Hongrie. (Le 15 juin 1919, par exemple, il fit tirer sur les ouvriers manifestant leur soutien aux pouvoirs des Conseils hongrois : on compta 20 morts et des centaines de blessés.)

La proclamation de la République des Conseils fut accueillie avec sympathie dans les « États successeurs » de l'ex-Monarchie, et ce bien que les sociaux-démocrates de droite aient qualifié de bolchevisme national la Révolution prolétarienne hongroise qui indiquait la solution socialiste au problème des nationalités dans le bassin danubien (solution que les po-

liticiens nationalistes bourgeois tentaient par des calomnies, de faire apparaître comme une démarche nationaliste camouflée). Cette sympathie avait une grande importance, dans la mesure où de ces États provenait la menace militaire la plus grande pour l'État prolétarien hongrois.

Après la désintégration de la Monarchie Austro-Hongroise, les classes exploiteuses accaparèrent le pouvoir dans les nouveaux États (Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Roumanie), elles s'entendirent avec les puissances impérialistes et s'engagèrent à lancer leurs troupes contre le premier État prolétarien du Bassin du Danube. Malgré cette situation, *en Roumanie*, les groupes socialistes de gauche et les groupes communistes se livraient, au sein de l'armée, à des activités de propagande contre l'intervention en préparation. Début avril, une grève des cheminots, en Transylvanie, se solda par l'emprisonnement de plus de cent cheminots ; au cours de la grève, les cheminots avaient tenté d'attaquer un convoi de munitions, au nœud ferroviaire de Székelykocsárd. *En Yougoslavie*, les nouvelles de Hongrie avaient accéléré le rassemblement des groupes révolutionnaires : en avril 1919, le Parti Communiste Yougoslave fut fondé, et la grande majorité des ouvriers organisés s'y rallia ; son Congrès constitutif se solidarisa avec l'État ouvrier hongrois. La sympathie manifestée par la masse des soldats yougoslaves fut si profonde que l'on n'osa pas les lancer contre la Révolution hongroise. Quand la nouvelle de l'intervention contre la République des Conseils parvint en Yougoslavie, une vague de grèves déferla sur le pays. Des résolutions de protestation contre les tentatives d'étranglement de la Révolution russe et de la Révolution hongroise furent adoptées lors de nombreuses réunions politiques. En Voïvodine et en Slovénie, un mouvement commença en faveur du pouvoir soviétique, organisé par les ouvriers agricoles et les paysans pauvres.

C'est en *Tchécoslovaquie* que la campagne de calomnie, organisée par les sociaux-démocrates et par la bourgeoisie, contre la Révolution prolétarienne hongroise eut le plus de succès, aussi la naissance de la République des Conseils ne souleva-t-elle une sympathie ouverte que dans les territoires slovaques. Cette sympathie se traduisit en premier lieu par le refus de mobilisation de la part des appelés, ce qui provoqua des troubles, fin mars-début avril 1919, dans différentes communes de la Slovaquie (à Rozsnyó [Rožňava], à Nyitra [Nitra] et dans sa région, à Trencsén [Trenčin], à Zsolna et en d'autres lieux également). Au cours de sa campagne dans le nord, l'Armée Rouge hongroise nettoya toute la Slovaquie orientale des troupes tchécoslovaques bourgeoises. Des conseils se formèrent dans les territoires libérés et, le 16 juin 1919, la République des Conseils de Slovaquie fut proclamée à Eperjes. Ce fut la première tentative pour donner naissance à un État ouvrier et paysan en territoire tchécoslovaque et cet événement fut salué avec enthousiasme, non seulement par les travailleurs hongrois, mais également dans la Pologne voisine et par le prolétariat de toute l'Europe. La proclamation de la République des Conseils avait surpris les Partis Socialistes *en France* et *en Angleterre*, la masse du prolétariat, cependant, suivait avec sympathie les succès et les luttes de l'État populaire et, plus tard, manifesta sa solidarité au prolétariat hongrois opprimé à la suite de la chute du pouvoir des Conseils. La sympathie manifestée n'avait pas l'effet d'une solidarité active ; pourtant les socialistes de gauche français avaient averti le prolétariat pour l'inciter à agir afin de paralyser le gouvernement français, faute de quoi des centaines de milliers de Français seraient sacrifiés pour abattre ces Révolutions. C'est dans cet esprit que Marcel Cachin prit la parole au Parlement, au nom des socialis-

tes, « faisant ainsi entendre la voix de la conscience de la classe ouvrière française[12] ». Le mouvement « Bas les pattes » prit son essor entre 1919 et 1920 et mobilisa en Angleterre des masses plus larges qu'en France, mais il ne put empêcher ni l'intervention ni la terreur blanche. Les socialistes de gauche occidentaux, tout en suivant avec attention le combat dramatique de la République des Conseils, étaient avant tout préoccupés par la naissance d'une nouvelle société : sa base de masse économique et sociale, la situation des ouvriers et leurs droits dans les entreprises nouvellement nationalisées, les débuts de la révolution culturelle. Au printemps de 1919, ces forces portaient leurs regards sur une Hongrie qu'elles considéraient comme l'avenir qu'elles auraient elles-mêmes à connaître. Et lorsque la République des Conseils fut écrasée, elles avaient conscience de l'éloignement, pour elles aussi, de cet avenir de la transformation de la société.

Les vagues de solidarité et de sympathie s'élevèrent bien haut ; dans le monde entier les révolutionnaires tournèrent leurs regards vers la Hongrie, ils suivirent avec angoisse les combats de ce petit pays pour son existence, pour l'extension de la Révolution mondiale et, dans la mesure de leurs moyens, ils apportèrent leur contribution à cette lutte.

L'internationale Communiste joua un rôle extrêmement important dans l'organisation du mouvement de solidarité du prolétariat international. Dès le 28 mars, dans son appel « Aux ouvriers et aux militaires de tous les pays », le Comité Exécutif déclarait : « Au nom de *l'Internationale Communiste*, nous nous adressons aux ouvriers de tous les pays, les appelant à se hâter en vue de secourir nos frères, les ouvriers et les paysans hongrois ![13] » A la suite de l'appel du 21 juillet du Komintern, une journée après la reprise des opérations militaires sur les fronts hongrois, une grève mondiale eut lieu en vue de préserver les Révolutions prolétariennes de Russie et de Hongrie. Dans de nombreux pays, dont l'Italie, la Roumanie, l'Autriche et la Yougoslavie, cet événement revêtit une grande importance. Cependant les actions des travailleurs, s'exprimant de manières différentes, ne purent changer le cours des événements. Elles manquaient de coordination et furent loin de se déployer partout dans le monde, car les Partis Communistes étaient de création récente dans nombre de pays, tandis que les forces de la Russie Soviétique se trouvaient engagées sur les fronts de la guerre civile. Les directives léninistes concernant une attaque en direction de la Galicie et de la Bukovine, en vue d'apporter une aide militaire à la Hongrie, ne purent être exécutées du fait de la révolte suscitée, en mai 1919, sous la direction du koulak « socialiste révolutionnaire » Grigoriev, dans l'Ukraine du Sud. Enfin, au cours de l'été 1919, et en partie dans les journées critiques pour le sort de la Révolution hongroise, le peuple soviétique livrait de graves combats contre Denikine, ce qui mobilisait toutes ses forces : « Nous sommes au courant de la situation grave et dangereuse dans laquelle se trouve la Hongrie, écrivait Lénine, fin juillet, à Béla Kun, et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir, mais parfois les secours rapides sont matériellement impossibles[14]. »

Les impérialistes de l'Entente, grâce à la mobilisation de leurs satellites se trouvant à l'intérieur et à l'extérieur du pays, exploitèrent leur supériorité numérique et écrasèrent la Révolution hongroise. La révolution de mars fut accomplie en Hongrie par des dizaines de milliers d'ouvriers et

12. *L'Humanité* du 25 mars 1919.
13. *MMTVD* t. 6/A. Éd. Kossuth. Budapest, 1959, pp. 60-61.
14. *Lenin Magyarországról* (Lénine sur la Hongrie). Éd. Kossuth, Budapest, 1974, p. 113.

de militaires, il n'y avait pas d'autre choix pour les communistes et les sociaux-démocrates de gauche : ils devaient se mettre à la tête des masses, se plier ainsi à leur volonté et faire triompher la révolution socialiste. Bien que les révolutionnaires hongrois n'aient pas pu « préserver ce petit et faible foyer de la révolution mondiale, face aux forces écrasantes de l'impérialisme international », écrivait Béla Kun[15] en 1920, les combats révolutionnaires livrés durant 133 jours par la République des Conseils de Hongrie constituent un chapitre important de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois et de celle du mouvement ouvrier international. La République des Conseils de Hongrie se considérait — comme le soulignait déjà Béla Kun — partie intégrante du mouvement révolutionnaire international. Les Communistes hongrois de 1919, membres du parti ouvrier de type nouveau fondé en novembre 1918, nourrissaient l'espoir de voir une vague révolutionnaire déferler, après 1917, sur toute l'Europe et balayer partout le règne du capitalisme. Cet espoir n'était pas sans fondement mais tout dépendait de rapports de forces dont l'évolution était imprévisible. De toute façon, la République des Conseils de Hongrie prit sa part dans le flux de la vague révolutionnaire internationale. Elle s'était efforcée d'apporter son aide au prolétariat des pays voisins, elle s'était solidarisée avec la Russie Soviétique engagée dans le combat, avec la République des Conseils de Bavière, elle avait œuvré pour le triomphe du socialisme en Europe. La République des Conseils avait limité partiellement et pour un temps l'intervention militaire lancée contre la Russie Soviétique, aussi son existence avait-elle représenté une aide directe apportée au jeune pouvoir soviétique. Le mot de Marx concernant la Commune de Paris s'applique pleinement à la République des Conseils de Hongrie : « Elle était à la fois profondément nationale et internationale. » Elle était nationale parce qu'elle servait la cause du peuple travailleur et s'efforçait d'incarner son idéal d'une nation socialiste ; elle était internationale car elle se considérait comme partie intégrante de la lutte libératrice du prolétariat du monde entier. La Commission Permanente élue à la Conférence Internationale Ouvrière et Socialiste de Berne adopta, lors de sa réunion de Lucerne (du 1er au 10 août 1919), après l'écrasement de la République des Conseils de Hongrie, une résolution concernant la situation dans ce pays. La résolution condamnait le système contre-révolutionnaire arrivé au pouvoir après la chute de la République des Conseils et l'attitude de l'Entente et de ses armées qui non seulement tolérèrent ce système mais, plus encore, présidèrent à sa naissance et lui accordèrent leur appui. Elle exprimait sa sympathie au prolétariat hongrois « soumis à de rudes épreuves ». Elle condamnait l'intervention armée et elle stigmatisait les efforts visant à frustrer le prolétariat hongrois des résultats apportés par la révolution. Enfin la résolution soulignait son opposition au rétablissement de l'ancien régime et appelait le prolétariat à se dresser contre toute tentative allant dans ce sens. Bien plus, elle l'incitait à faire face, de toutes ses forces, à cette politique du « capitalisme impérialiste » et à rassembler toute son énergie en vue de liquider ce système, une fois pour toutes, par l'établissement définitif du règne du socialisme[16].

Cette résolution au ton radical — bien entendu après le renversement du pouvoir socialiste effectif — fut suivie d'autres manifestes, passablement

15. Béla Kun : *A Magyar Tanácsköztársaságról* (Sur la République des Conseils de Hongrie). Éd. Kossuth, Budapest, 1958, p. 383.
16. *Bulletin der Zweiten Internationale.* N° 3, Septembre 1919, p. 6.

timorés, publiés par le Secrétariat de la Commission Permanente afin d'inciter les gouvernements de l'Entente à établir un système démocratique bourgeois en Hongrie.

Le 1er août 1919, un soi-disant « gouvernement syndical » se forma, sous la direction de Gyula Peidl, qui ne pouvait être qu'une transition vers la « dictature la plus infâme, et la plus abjecte de la bourgeoisie » — pour citer Béla Kun. « Le prolétariat hongrois — poursuivait-il — apprendra aux prix de grandes souffrances ce qu'il a perdu lorsque son pouvoir a été anéanti. » Le gouvernement Peidl resta en fonction six jours et ses activités se limitèrent à la liquidation des plus importantes conquêtes de la République des Conseils. Il avait promis de protéger la classe ouvrière contre la terreur blanche ; en réalité, il ouvrit la voie à une dictature contre-révolutionnaire effrénée et capitula entièrement devant l'Entente. Le 5 août, les représentants des gouvernements anglais et italien arrivèrent à Budapest pour contribuer, au nom de l'Entente, à la liquidation du gouvernement Peidl. Le lendemain les groupes armés des contre-révolutionnaires monarchistes obligèrent le gouvernement Peidl à démissionner.

L'impitoyable terreur blanche présida à la restauration capitaliste. La presse européenne qui, en août 1919, présentait encore le succès d'une transformation démocratique bourgeoise, rendait déjà compte, quelques semaines plus tard, de corps repêchés dans le Danube, mutilés au point d'être méconnaissables, de la disparition de centaines de personnes, des atrocités les plus graves commises pour des raisons politiques, des « jugements populaires » exécutés par des commandos, des assassinats politiques perpétrés par des bourreaux portant la toge, des progromes, etc. ... Le gouvernement s'efforçait de réfuter, avec l'aide des missions militaires et diplomatiques stationnées dans le pays, les nouvelles faisant connaître les assassinats. Mais les officiers et les diplomates de l'Entente avaient beau faire des déclarations à longueur de colonnes dans la presse hongroise, ils avaient beau annoncer à la Conférence de Paix de Paris que les « soi-disant nouvelles répandues au sujet de la terreur blanche étaient sans fondements », les faits « divulgués » prouvaient, tous, que les nouvelles déjà connues sur la terreur blanche demeuraient en dessous de la réalité.

Les dirigeants sociaux-démocrates hongrois — Manó Buchinger et Ernő Garami — réclamaient d'urgence, de la part des chefs de l'Internationale Ouvrière et Socialiste, une « exportation » de la démocratie bourgeoise, en vue de prévenir une éventuelle restauration des Habsbourg. La revendication d'une intervention démocratique n'était qu'une illusion « reposant » sur la croyance erronée selon laquelle l'Entente aurait réellement désiré instituer la démocratie en Hongrie. Or il devint évident que l'Entente, en empêchant la restauration des Habsbourg, était loin de vouloir faire obstacle au déploiement des forces de la réaction contre-révolutionnaire hongroise qui allaient se manifester sous des formes encore plus extrêmes. Bien plus Sir George Clark, diplomate anglais, avait pour mission « la remise en ordre » de la situation politique du pays, ce qu'il fit en contribuant à pousser au pouvoir l'amiral Horthy (16 novembre 1919).

A l'étranger — en particulier en Autriche et dans les pays voisins — tous les courants, toutes les tendances du mouvement ouvrier avaient réagi à la contre-révolution, mais avec des forces et des motivations différentes. La presse communiste et social-démocrate, et celle de la bourgeoisie libérale également, mettaient à « la une » de leurs journaux l'atrocité de la vengeance des classes dominantes.

Un projet de résolution adopté au Congrès constitutif de la Fédération

Syndicale Internationale (Amsterdam, 28 juillet—2 août 1919) condamnait également le blocus des gouvernements de l'Entente, dirigé contre la Russie Soviétique et contre la République des Conseils de Hongrie, et appelait les centrales syndicales des différents pays à tout mettre en œuvre pour faire lever le blocus[17]. Les dirigeants sociaux-démocrates réformistes de la F. S. I. étaient hostiles au bolchevisme et à la dictature du prolétariat. Ils avaient cependant reconnu que le renversement de la République des Conseils de Hongrie, avec l'aide des forces armées royales roumaines soutenues par l'Entente, de même que l'intervention contre la Russie Soviétique, faisaient, en réalité, partie d'une attaque générale de la bourgeoisie internationale contre le prolétariat international. Étaient donc aussi en péril les conquêtes obtenues dans les pays capitalistes évolués dans les domaines de la démocratie politique et de la politique sociale.

La Fédération Syndicale Internationale et la Fédération Internationale des Ouvriers des Transports organisèrent le boycottage de la dictature de Hongrie, ce fut la première action organisée à l'échelle européenne par les organisations ouvrières internationales, une répétition générale, en quelque sorte, de la gigantesque campagne qui se déploya en août 1920 avec pour mot d'ordre : « Bas les pattes devant la Russie ! » ; ce mouvement joua un rôle important dans l'abstention de l'Angleterre et de la France à intervenir directement, militairement, dans le conflit soviéto-polonais. Au nom de la F. S. I., son secrétaire, Edo Fimmen, appela en janvier 1921 les Centrales syndicales et les syndicats professionnels des différents pays à agir pour sauver la vie des commissaires du peuple condamnés à mort par le tribunal inique du régime Horthy. « Nous pensons, disait l'appel, que c'est le devoir impératif de chaque organisation ouvrière, et en particulier de celles qui s'alignent sur les positions de la F. S. I., de tout mettre en œuvre pour empêcher l'exécution des condamnations éhontées et sauver la vie des dix fidèles camarades[18] ».

L'Internationale Communiste a organisé des campagnes contre la terreur en Hongrie, pour venir en aide aux emprisonnés et aux persécutés par le régime Horthy. Elle eut particulièrement soin d'éclairer les ouvriers du monde sur la situation découlant de l'écrasement de la révolution. Dans un appel adressé à la jeunesse du monde, l'Internationale de la Jeunesse Communiste leur demandait : « Aidez-nous à sauver des milliers de camarades de la mort par le froid. » « Le monde entier est au courant, disait l'appel, des horreurs et des souffrances subies par les victimes de la terreur blanche de la Hongrie soumise à Horthy. La situation des prisonniers est catastrophique au point que, même l'Internationale Syndicale — dont on sait qu'il n'y a pas l'ombre d'un soupçon qu'elle soit communiste ou bolchevique — a été contrainte d'intervenir. (...) Aujourd'hui plus personne ne parle de boycottage, mais des milliers d'ouvriers et d'ouvrières continuent de souffrir dans les bagnes et dans les prisons, ils sont toujours (...) maltraités et torturés à mort. (. . .) Nous demandons à la direction de chaque organisation de Jeunesses Communistes et Révolutionnaires de se joindre aux partis révolutionnaires de leur pays, aux syndicats et aux organisations de femmes pour former des comités (...) et venir en aide aux victimes de la terreur contre-révolutionnaire. Si nous ne pouvons rendre la liberté aux

17. *Die Internationale Gewerhschaftsbewegung, Anhang, II.* Juli 1921, p. 53.
18. *Die Internationale Gewerhschaftsbund.* 1921, nº 2-3, p. 36.
A la mi-août et au début de septembre 1919, la *police* procéda à l'arrestation des dix commissaires du peuple de la République des Conseils ; c'étaient : Károly Vantus, József Haubrich, Dezső Bokányi, Ferenc Bajáki, Antal Dovcsák, György Nyisztor, Péter Ágoston, Henrik Kalmár, József Kelen et Sándor Szabados. C'est d'eux qu'il s'agit ici.

victimes, du moins, mettons tout en œuvre pour soulager leurs souffrances[19]. »

L'appel trouva un grand écho. D'éminentes personnalités du monde intellectuel progressiste firent entendre leur voix se joignant à l'appel, ainsi Maxime Gorki, Martin Andersen Nexö, Henri Barbusse, Romain Rolland, Käthe Kollwitz, Alexander Moissi, Bernard Shaw.[20]

Le gouvernement de la jeune Russie Soviétique, livrant un combat à mort contre les forces de l'intervention militaire de 14 puissances impérialistes, fit toutes les démarches possibles pour sauver la vie des révolutionnaires hongrois. La lutte menée — avec succès — pour faire libérer les communistes emprisonnés et condamnés à mort — et parmi eux les dix commissaires du peuple — avait pris une importance particulière. Dès le 14 août 1920, dans un télégramme adressé au président du Conseil hongrois, au comte Pál Teleki, le commissaire aux Affaires Étrangères soviétiques Tchitchérine protestait avec énergie contre le soi-disant procès des commissaires du peuple. Il constatait que les ex-commissaires du peuple étaient « les victimes d'un procès monté de toutes pièces et couraient le danger d'un meurtre légal pour les activités déployées, en leur qualité de membre d'un gouvernement au service du peuple et dépositaire de ses volontés. » Le télégramme faisait aussi savoir au président du Conseil hongroise « que, tenant compte du danger qui pèse sur les anciens commissaires du peuple et sur les citoyens soviétiques demeurés en Hongrie, le gouvernement soviétique avait fait interner mille officiers hongrois se trouvant sur le territoire de la Russie Soviétique. Dix d'entre eux — dont le comte Bálint Széchenyi et le lieutenant Héjjas — étaient considérés comme otages pour les dix commissaires du peuple déférés devant le tribunal de Budapest. » En octobre puis en novembre 1920, le gouvernement soviétique fit de nouvelles démarches en vue de sauver les commissaires du peuple. Après la sentence, le 30 décembre, il intervint encore plus résolument, pour remporter en fin de compte le résultat voulu, soit la vie sauve et la libération des commissaires du peuple et de plusieurs centaines de communistes hongrois.[21]

La presse soviétique et la revue de l'Internationale Communiste tenaient au courant l'opinion des crimes commis par la contre-révolution en Hongrie.

L'émigration communiste hongroise, l'Internationale Communiste et Lénine personnellement ont minutieusement étudié les expériences de la République des Conseils et en ont tiré les enseignements. Un des plus importants concernait les conditions de la conquête du pouvoir par des moyens pacifiques, nous dont avons parlé déjà en introduction. Il est difficile d'apprécier l'importance théorique et pratique de ce facteur, encore sensible de nos jours. Ce qui fut prouvé, et pour la première fois, c'est que, dans des conditions historiques propices, la classe ouvrière peut saisir le pouvoir par des moyens pacifiques et que l'insurrection armée n'est pas l'unique voie qui mène à la révolution socialiste. Face à la campagne de calomnies de la contre-révolution, face aux conceptions de la tendance de gauche de la bourgeoisie et des sociaux-démocrates refusant la révolution de mars et désapprouvant la dictature du prolétariat ou du moins mettant en doute la nécessité des conditions objectives préalables pour la révolution socialiste —

19. *Jugend Internationale*. Berlin. 1920. November. 2. 3e. année, p. 61.
20. « Aufwärts ! » — Jugend Internationale — Bibliothek. nº 16. Berlin. 1921, p. 35.
21. En vertu des accords signés le 28 juillet 1921, à Riga, le gouvernement Bethlen — relayant celui de Teleki renversé entre-temps — fut contraint de remettre non seulement les commissaires du peuple, mais au total 415 communistes arrêtés ou condamnés.

les communistes déclaraient avoir tenu compte et de la réalité et de la nécessité en prenant le pouvoir, ils soulignaient les réalisations d'importance historique de la révolution. Les communistes étaient unis par leur conviction profonde quant à la nécessité de la révolution, ce qui n'excluait nullement des différences de vues concernant l'évaluation de problèmes complexes, ou l'appréciation de tel ou tel événement historique. Durant les quinze années qui suivirent l'instauration de la contre-révolution, la ligne stratégique à définir par le parti communiste fut fortement influencée par la victoire de la République des Conseils. En effet cette expérience incita une partie importante, et influente, de la direction du parti à ne pas mettre en avant les tâches démocratiques bourgeoises qui n'avaient pas encore trouvé de solutions, car elle considérait que, par rapport à la dictature du prolétariat déjà victorieuse une fois, la primauté donnée à ces objectifs aurait constitué « un recul ». Pourtant les réalités hongroises auraient exigé la mise en avant de ces tâches démocratiques. Il en résulta de graves inconvénients pour le travail parmi les masses, pour l'établissement de rapports plus étroits entre communistes et sociaux-démocrates, pour l'élaboration et pour l'application d'une ligne juste concernant les syndicats. La ligne convenable fut adoptée chaque fois après des controverses, souvent passionnées par suite de la proximité des événements dans le temps et de leurs nombreux rapports avec le présent.

Le mouvement ouvrier révolutionnaire tira également de la révolution des enseignements sur deux autres questions : d'une part sur l'unification des deux partis (parti communiste et parti social-démocrate) et, d'autre part, sur le rôle historique du parti appelé à diriger la révolution. Au centre des discussions était le problème posé par l'instabilité des centristes et par les activités de désagrégation des sociaux-démocrates de droite, ce qui soulevait naturellement la question de l'unification des deux partis. Dans les circonstances historiques données l'unification des deux partis était une condition préalable à la victoire de la République des Conseils : lorsque les premières nouvelles de la prise du pouvoir en Hongrie parvinrent en Russie Soviétique, Lénine salua l'unité ainsi réalisée et la donna comme exemple à suivre, à la classe ouvrière des autres pays. « On pouvait croire que le mouvement socialiste inaugurait une ère nouvelle (...) » — dit-il plus tard en reconsidérant cette période. Mais à l'époque, Lénine avait émis des réserves — et dès le début — quand il s'était agi du ralliement des sociaux-démocrates et, comme les nouvelles qui lui parvenaient de Hongrie justifiaient ses appréhensions, il proclama une lutte sans merci contre les lâches et les éléments incertains[22]. Au printemps de 1919, Lénine et les dirigeants de l'Internationale Communiste n'étaient pas seulement préoccupés par l'attitude des sociaux-démocrates hongrois, mais aussi par celle des dirigeants de la social-démocratie de l'Europe occidentale dont l'influence sur les sociaux-démocrates hongrois était déterminante : c'est pourquoi ils furent l'objet de critiques très vives. Les chefs des sociaux-démocrates de l'Europe occidentale, au lieu de se hâter pour venir en aide aux pouvoirs des Conseils de Russie et des Conseils de Hongrie, s'efforcèrent de détourner la classe ouvrière de la poursuite de tels objectifs. Les organismes dirigeants du mouvement communiste international, et Lénine en particulier, en ont tiré la conclusion dans de nombreux écrits et discours. « Les brigands impérialistes encerclant la Hongrie (c'est-à-dire les gouvernements bourgeois d'Angleterre, de France, etc. ...) surent exploiter les incertitudes s'exprimant au

22. *Lenin Magyarországról* (Lénine sur la Hongrie). Éd. Kossuth, Budapest, 1974, p. 108-109.

sein du gouvernement des Conseils hongrois et, utilisant les mains des bourreaux roumains, écrasèrent dans le sang le pouvoir des Conseils. Il ne fait pas de doute — écrivait Lénine — qu'une partie des socialistes hongrois se rallia à Béla Kun très *sincèrement* et se disait, *sincèrement*, communiste. Mais cela ne change rien quant au fond du problème : celui qui se dit « sincèrement » communiste, mais qui — à la place d'une politique de fermeté impitoyable, d'une politique résolue, inébranlable, courageuse et héroïque — pratique l'incertitude et le défaitisme (...), commet une trahison identique à celle du traître conscient. Du point de vue individuel, il y a une grande différence entre ceux qui deviennent traîtres par faiblesse et ceux qui le deviennent sciemment — et par calcul — mais du point de vue politique *il n'y a pas* de différence car la politique règle le sort de millions de gens. Et cela ne change rien au résultat de savoir si les millions d'ouvriers et de paysans qui furent trahis le furent par faiblesse ou le furent par calcul[23]. » Lénine fit référence plus d'une fois à cette caractérisation dans des discussions qu'il poursuivait avec les partis socialistes occidentaux, avec les dirigeants de la II[e] Internationale et dans les critiques dont leur politique fut l'objet. Il insista sur l'importance de l'étude et de l'analyse minutieuse de l'expérience que constituait l'unification des sociaux-démocrates et des communistes de Hongrie, et sur les conclusions à en tirer pour appliquer une ligne politique conforme aux intérêts du mouvement ouvrier. Il en déduisit que, pour vaincre la bourgeoisie, il fallait s'assurer de l'unité ferme et de la discipline des masses ouvrières, ainsi que de l'existence d'un parti communiste apte à diriger leurs luttes, à s'orienter dans une situation concrète et à faire preuve d'un esprit combatif et ferme sur le plan idéologique. « Les communistes doivent prendre conscience que, de toute façon, l'avenir leur appartient (...). La révolution russe fut impitoyablement écrasée en 1905 ; les bolcheviks russes furent battus en juillet 1917 ; plus de 15 mille communistes allemands furent assassinés, suite à la provocation de grande envergure et aux savantes manœuvres perpétrées par Scheidemann et Noske; en Finlande et en Hongrie sévit la terreur blanche. Or le communisme, dans tous les cas et dans tous les pays, se trempe et voit grossir ses rangs ; il plonge ses racines à de telles profondeurs que les persécutions, loin de l'affaiblir, ne font qu'accroître ses énergies. Pour progresser de façon plus sûre et plus résolue vers la victoire, il ne manque qu'une chose : c'est que chaque communiste, de chaque pays, et dans chaque cas, reconnaisse, après mûre réflexion que sa tactique doit être la plus *souple* possible. » Et Lénine d'ajouter : « Le communisme qui progresse de façon remarquable, dans les pays évolués en particulier, manque de cette aptitude, ne réalise pas la nécessité de cette tactique, et n'est pas en mesure de l'appliquer dans la pratique quotidienne (...)[24]. » Après le renversement de la dictature prolétarienne, la primauté accordée, dans le mouvement ouvrier hongrois, à la lutte contre l'aile droite, et contre le centre de la social-démocratie était chose juste et nécessaire. Cependant l'efficacité de cette lutte fut diminuée par le fait que l'émigration communiste, dans cette période, suivait elle-même une ligne erronée et, qu'à la place des enseignements léninistes, elle suivait des conceptions « communistes de gauche », à la mode à cette époque. Ce fut par exemple le cas pour la question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, pour les problèmes du parlementarisme et des compromis éventuels, et aussi pour la question agraire.

23. Ibid, pp. 123-124.
24. *Lenin Összes Művei* (Œuvres complètes). vol. 41, pp. 82-83.

Parmi ces sujets, l'attitude à prendre vis-à-vis du problème agraire avait une importance particulière, compte tenu des rapports sociaux existant en Hongrie ; en effet, il s'agissait d'élaborer une position juste concernant l'alliée la plus proche de la classe ouvrière : la paysannerie travailleuse. Chacun sait que la République des Conseils n'avait pas suivi une politique juste concernant la question agraire car elle n'a pas procédé au partage des terres. Au Congrès, tirant les enseignements de la position de la République des Conseils de Hongrie au sujet du problème agraire, Lénine réagit à la critique démagogique de Crispien — l'un des dirigeants des indépendants allemands — qui reprenait une ancienne accusation de Kautsky, en prétendant que les bolcheviks étaient également des opportunistes car, au lieu de socialiser les grands domaines (ce qui se passa en Hongrie en 1919) ils proposaient — et faisaient — une distribution petite-bourgeoise des terres. « C'est de l'académisme, disait Lénine. Même dans les pays très évolués, même en Allemagne, il existe toujours assez de *latifundia*, (...) on peut en tailler des parties pour les petits paysans, sans que l'économie en pâtisse (...). Hélas, on n'y pense pas ! Il faut pourtant le faire dans la pratique, sans cela nous commettons une erreur. Le livre de Varga le prouve, (...) il écrit que la réalisation de la dictature du prolétariat n'avait presque rien changé dans le village hongrois, que les hommes de peine ne s'étaient aperçus de rien, que la petite paysannerie n'avait rien reçu. Il y avait en Hongrie de grands *latifundia*, sur de grands domaines le mode de production est semi-féodal. Il existe — et il faut les trouver — des grands domaines dont il est possible de donner des parcelles aux petits paysans, (...) faute de quoi, ils ne s'apercevront pas de la différence existant entre leur situation par le passé, et sous la dictature des Conseils. Si l'État prolétarien ne suit pas cette politique, il ne pourra subsister[25]. »

Longtemps après le renversement du pouvoir des Conseils, ce problème resta à l'ordre du jour des discussions au sein de l'émigration communiste. (La contre-révolution avait pris conscience de l'importance de cette question, aussi, après le renversement de la Dictature du prolétariat, elle tenta de l'exploiter à son profit en promettant, en juillet 1920, une réforme agraire.) Le parti communiste hongrois, dans le rapport présenté au II[e] Congrès de l'Internationale Communiste, fit le bilan exact et sincère des problèmes économiques et des difficultés internes, auxquels la République des Conseils avait été confrontée. Il posa aussi la question des alliés. Ce rapport présentait — déjà — une autocritique de la ligne suivie et rappelait que rien n'avait été changé dans les campagnes « en ce qui concernait les intérêts des petits et moyens paysans, qui représentaient la majeure partie des éléments semi-prolétaires ». Il en avait été de même dans les villes où « la grande masse des sans-parti » et les « couches petites-bourgeoises » n'avaient pu être influencées par la politique des Conseils.

Les orateurs intervenant au II[e] Congrès de l'Internationale Communiste, tenu en juin 1920, se référèrent à plusieurs reprises aux enseignements de la République des Conseils de Hongrie, non seulement dans les discussions se rapportant au rôle du Parti Communiste, à son organisation, et aux conditions d'admission à l'Internationale Communiste — ce qui était le point central des débats du Congrès — mais également lors des polémiques engagées avec les fractions des indépendants allemands et des socialistes anglais. Il n'est pas difficile de démontrer que les thèses adoptées par le Congrès sur les différentes questions mentionnées plus haut, les célèbres

25. *Lenin Összes Művei* (Œuvres complètes). Vol. 41, p. 238.

« 21 points » posant les conditions d'admission, et les thèses sur la question agraire furent toutes élaborées en tenant compte — et largement — des enseignements de la dictature du prolétariat en Hongrie.

Il n'est pas exagéré de dire que les conditions qui ont présidé à la naissance de la République des Conseils de Hongrie — avec les questions plus ou moins importantes qui se sont posées concernant la pratique socialiste — font l'objet, encore aujourd'hui, d'études et de recherches. Elles servent d'enseignement, tant sur le plan pratique que sur le plan théorique, au mouvement ouvrier international ayant à résoudre les problèmes de la révolution socialiste et de la transformation socialiste de la société. C'est ainsi que les enseignements de la dictature du prolétariat en Hongrie, en 1919, font partie du patrimoine politique et théorique du mouvement ouvrier révolutionnaire international.

HENRIK VASS

Le rôle historique de Béla Kun

En Béla Kun, nons honorous l'homme politique hongrois qui, malgré toutes ses contradictions, a consacré toute sa vie à la cause de la classe ouvrière hongroise et internationale qu'il servait par ses facultés éminentes, son courage humain et politique et sa conviction inébranlable. Ce qui en a fait un personnage historique, c'est qu'il a reconnu, dans les conditions historiques de nos temps, le moyen du relèvement social, économique, politique et culturel de son pays, auquel il a apporté une contribution active.

Béla Kun ne fit pas une entrée fulgurante dans l'histoire de la Hongrie, il n'était ni un enfant prodige, ni un jeune génie : il s'engagea dans le chemin que suivaient beaucoup de jeunes Hongrois de son âge et de sa condition avant la Première Guerre mondiale.

Ce ne sont pas ces années-là qui déterminèrent sa carrière politique mais c'est la révolution de 1917 de Russie qui marque le tournant décisif de sa vie.

Ce tournant décisif devait cependant avoir des prémisses qui l'avaient mûri pour pouvoir comprendre les événements de 1917 et leur signification.

Les années précédant la Première Guerre mondiale constituent une période très importante de sa vie : c'est alors qu'il prit conscience des contradictions extrêmement aiguës et des conditions économiques et sociales injustifiables de la société hongroise de l'époque, et c'est cette prise de conscience, ainsi que la volonté du changement qui le poussèrent à agir quand il apprit les premières nouvelles de la révolution russe et qu'il se rendit compte que ce qui se déroulait en Russie était riche en enseignements pour ceux qui voulaient résoudre les problèmes sociaux de la Hongrie contemporaine.

Béla Kun a vu le jour le 20 février 1886 à Szilágylele (Leleiu) comme premier-né du secrétaire de mairie de ce petit village de la Transylvanie du Nord. Les difficultés matérielles n'empêchèrent pas les parents de donner la meilleure éducation possible à leurs trois enfants.

Après ses études primaires, Kun entra au lycée de la ville calviniste de Zilah (Zalău) connu pour son enseignement qui inculquait des idées progressistes et patriotiques aux élèves. Dans ce même lycée, le jeune étudiant Endre Ady donna pendant quelque temps des leçons particulières à Kun, alors à peine âgé de dix ans. Ils restèrent en contact par la suite, bien que leurs rencontres personnelles fussent assez rares.

Lorsque sa famille se fut établie à Kolozsvár (Cluj) il poursuivit ses études au lycée de cette ville et y passa le baccalauréat.

Comme lycéen, Béla Kun prenait un vif intérêt à la poésie populaire hongroise. En 1902, sa composition intitulée *Présentation des poèmes épiques*

populaires hongrois lui valut le premier prix du concours du cercle scolaire. L'année suivante, il obtint le même prix pour son étude sur *la Poésie patriotique d'Arany et de Petőfi*. C'était surtout la poésie de Petőfi incitant à la lutte révolutionnaire qui l'impressionnait.

Après le baccalauréat, Kun entra dans la faculté de droit de l'Université de Kolozsvár mais au bout d'un an il abandonna ses études pour devenir journaliste.

L'appartenance à la jeune intelligentsia vouée à la cause du progrès et guidée par le poète Endre Ady exerça une influence décisive sur la pensée et la carrière future de Béla Kun, qui avait atteint alors l'âge adulte. Il avait été formé dans les villes, les écoles, les rédactions de Transylvanie qui élevaient, pour citer Ady, « les héros de demain », les représentants d'un des courants intellectuels les plus importants des luttes politiques du début du siècle. Loin d'être homogène, ce groupe rassemblait des jeunes gens dont les idées politiques sur l'avenir étaient très diverses et dont plusieurs allaient se détacher par la suite, mais qui, au début, brûlaient tous du même zèle et montraient la même détermination à agir dans l'intérêt du progrès et du relèvement national et à combattre l'ordre établi de la Monarchie austro-hongroise.

C'est dans cette atmosphère que l'étudiant en droit de la veille devint journaliste en 1905. Ses articles parurent d'abord dans le *Kolozsvári Friss Újság* (Journal Frais de Kolozsvár), organe de tendance démocratique nationale, répandu parmi les couches paysannes, petites-bourgeoises et intellectuelles. Dans ses reportages, il renseignait ses lecteurs sur les activités du Parti social-démocrate à Kolozsvár, d'autant plus qu'il était déjà étroitement lié à l'organisation locale du Parti. Sa participation de plus en plus active aux actions ouvrières tenait à sa connaissance de la littérature et de la vision du monde marxistes, qu'il ne cessait d'approfondir, grâce à l'aide du futur commissaire du peuple Sándor Szabados, à qui Kun allait garder une reconnaissance de disciple pendant toute sa vie.

Kun quitta le *Kolozsvári Friss Újság* à la fin de 1905 et collabora, dès l'année suivante, à la rédaction d'un journal intitulé *Szabadság* (Liberté) de Nagyvárad (Oradea). En peu de temps, il persuada l'éditeur de lancer un journal à prix modique pour les petites gens. Pressentant une affaire avantageuse, celui-ci accepta la proposition de Kun, qui devint en une seule personne tout le comité de rédaction de *Előre* (En avant) dont le premier numéro parut le 18 septembre 1906. La rédaction de ce journal constitua une étape importante de son évolution politique. Il analysait les problèmes de la société hongroise et suggérait des solutions d'inspiration socialiste, conçues dans l'esprit de la lutte des classes. Il parlait souvent de la situation et des revendications du mouvement ouvrier local. Le ton révolutionnaire des articles, les liens de plus en plus serrés de Kun avec le mouvement ouvrier social-démocrate amenèrent l'éditeur à arrêter la publication du journal le 10 janvier 1907. Kun rédigea plus tard les faits divers du *Budapesti Napló* (Journal de Budapest) pendant quelques mois ; il revint à la fin de la même année et devint un des leaders du mouvement ouvrier local.

Élu secrétaire (1908), puis directeur (1912) de la Caisse de Prévoyance Sociale de Kolozsvár, il se voyait étroitement attaché, par son travail, à la vie et aux soucis quotidiens des ouvriers. Pendant ces années, il prit part de plus en plus souvent à l'organisation de leurs luttes politiques et économiques. Grâce à son attitude de militant, il jouissait d'une grande considération parmi les ouvriers et fut délégué au 20e Congrès du Parti social-démocrate en octobre 1913.

Publiciste politique, Béla Kun devait inévitablement aborder les problèmes de la guerre et de l'armée. Dans ses articles, il dénonçait et condamnait en termes vifs le militarisme austro-hongrois omniprésent. Le prélude aux hostilités et le déclenchement de la Guerre mondiale attirèrent son attention sur les questions relatives à la guerre : en septembre 1914, il commença à écrire une étude sous le titre *Marx et la guerre.*

Or, la guerre ne tarda pas à l'atteindre : recruté en hiver 1914, il fut affecté, après quelques mois de service — comme bachelier —, à un cours d'officiers. Devenu officier, il fut envoyé au front russe où il fut fait prisonnier en été 1916. Transporté au camp de prisonniers de Tomsk, il organisa des cercles marxistes parmi les prisonniers de guerre.

En apprenant la nouvelle des événements de février 1917, Kun chercha à entrer en contact avec les bolcheviks de Tomsk pour les assurer que les organisations des prisonniers de guerre soutenaient la cause de la révolution et sa transformation en révolution socialiste. C'est pour ce but que Kun, en collaboration étroite avec les forces locales luttant pour la victoire de la révolution socialiste, déploya une activité d'organisation très efficace parmi les prisonniers de guerre.

Son adhésion au Parti bolchevique au printemps de 1917 marqua une étape importante dans sa carrière de révolutionnaire. Son activité lui donna une notoriété croissante parmi les prisonniers de guerre aussi bien que parmi les révolutionnaires russes, et éveilla aussi l'attention de Lénine qui l'invita à Petrograd, centre de la révolution. Kun arriva à Petrograd à la fin de 1917, et c'est sous sa direction que se forma, au début de l'année suivante, le centre du mouvement révolutionnaire des prisonniers de guerre hongrois. Il était non seulement rédacteur d'un journal, mais dirigeait aussi l'organisation des unités militaires internationalistes constituées d'anciens prisonniers de guerre, qui allaient faire partie de l'Armée Rouge.

Ses discours, ses articles et son activité d'organisateur témoignaient d'une prise de conscience de plus en plus profonde de l'essence des idées léniniennes, de la signification historico-mondiale et du caractère international de la Révolution d'Octobre.

Ce travail d'organisation parmi les prisonniers de guerre permettait aussi à Béla Kun de préparer la lutte révolutionnaire en Hongrie. Les conditions de plus en plus favorables à la révolution et l'absence d'un parti révolutionnaire dirigeant les luttes l'amenèrent à créer un noyau révolutionnaire formé des partisans hongrois de la Révolution russe qui, rentrés en Hongrie et ralliés aux forces les plus progressistes du pays, seraient capables de mener à bien la lutte des classes en Hongrie.

C'est cet objectif qui dicta la fondation du Groupe Communiste Hongrois, présidé par Kun. En même temps, il continua à diriger, avec un redoublement d'énergie, la mise sur pied des unités armées révolutionnaires composées d'anciens prisonniers de guerre. Il pensait que, le cas échéant, ces unités armées prêteraient un concours inappréciable au succès des luttes révolutionnaires en Hongrie. Or, ce n'étaient pas uniquement les intérêts du mouvement hongrois qu'il avait présents à l'esprit : la montée révolutionnaire dans les pays d'Europe lui suggéra de créer des groupes communistes de diverses nationalités, qui furent plus tard réunis sous le nom d'une Fédération Centrale de Groupes Étrangers, présidée par lui-même. Grâce à ses activités politiques très variées, il avait souvent l'occasion de rencontrer Lénine qui l'estimait beaucoup, l'appelait « mon cher Béla » et lui donnait des conseils.

Informés du climat révolutionnaire de Hongrie, Kun et ses camarades

décidèrent que les communistes les plus expérimentés devaient rentrer sans délai pour organiser le Parti Communiste de Hongrie. Kun prit congé de Lénine le 5 novembre et partit le lendemain pour Budapest. Ce fut le 24 novembre que se constitua le P. C. H. qui arbora l'étendard de la lutte pour la victoire de la révolution socialiste.

Cette lutte exigeait une activité complexe et un dévouement absolu de la part de chaque communiste. La création des conditions de la dictature prolétarienne supposait le ralliement des masses d'ouvriers, de paysans et de soldats et l'organisation de forces armées capables de défendre le pouvoir des ouvriers.

Ainsi les communistes, notamment Béla Kun, entreprirent un travail d'information de vaste envergure par l'intermédiaire de la presse, par la distribution de tracts, mais surtout par une propagande et une agitation orales. Kun et ses camarades participèrent à un grand nombre de réunions et y prononcèrent des discours. Kun fréquentait en premier lieu les soldats et ne manquait jamais l'occasion de s'adresser à eux.

Cette activité d'information et d'organisation politiques parmi les ouvriers, les paysans et les soldats ne resta pas sans effet. La victoire fut le fruit du travail dévoué des dirigeants et des membres du jeune parti communiste, qui avaient pris conscience des aspirations et de la volonté de la grande majorité de la société — et de Béla Kun en particulier, « qui, par son travail d'organisation et d'agitation parmi les ouvriers et les soldats, contribua beaucoup à la popularité du parti, et dont le nom en devint l'étendard » (Ferenc Münnich).

Le pouvoir des ouvriers hongrois, constitué le 21 mars 1919 sans effusion de sang, s'appuyant sur ses propres forces et sur la perspective de la révolution internationale, se mit à l'œuvre pour l'édification de la société socialiste et mena la lutte contre les forces contre-révolutionnaires de l'intérieur et de l'extérieur. La naissance, le règne, les réalisations et les luttes de la Commune de Hongrie sont inséparables du nom de Béla Kun. Muni officiellement des fonctions de commissaire du peuple des affaires étrangères, il était le politicien le plus considéré, le plus en vue de la Commune. Il n'y eut, pendant toute l'histoire de la Commune, aucune question de politique étrangère dont il n'eût influencé la solution de façon décisive. Il n'avait de repos ni le jour ni la nuit. Il prit part à la création du nouvel organisme d'État, s'occupa de questions de politique économique et accorda une attention particulière à la défense de la Commune. Il se faisait un devoir de participer aux meetings d'ouvriers et de soldats et d'y prononcer régulièrement des discours.

Le sort de la Commune de Hongrie reposait sur plus d'un facteur, dont l'unité de la classe ouvrière, née de la fusion des deux partis ouvriers. Béla Kun était conscient que la Commune ne pourrait subsister sans le maintien et le raffermissement de cette unité, parfois au moyen d'un compromis ; c'était un des *leitmotive* de son attitude politique. Il considérait toute tendance visant à l'affaiblissement de l'unité comme un acte contre-révolutionnaire. Il faisait des efforts incessants pour préserver la cohésion de la direction suprême du pays, mettait en garde contre l'intolérance et la rigidité, et s'employait à éviter à tout prix les crises de politique intérieure. Il se préoccupait aussi des problèmes relatifs à la plate-forme politique et idéologique du parti unitaire. Pour préparer le travail du Congrès du parti, il donna cinq conférences destinées à mettre en lumière les problèmes théoriques et pratiques fondamentaux du fonctionnement du parti dans l'esprit des principes du marxisme-léninisme. Ses idées et ses efforts pourtant sou-

ples, appuyés par les socialistes de gauche et les communistes, ne purent se faire valoir suffisamment en raison de l'opposition de la droite et du centre.

L'organisation de la défense armée de la Commune de Hongrie occupa une place importante parmi ses activités. Il mit en jeu ses fonctions, tout son prestige et toute son influence pour la mise sur pied d'une force armée capable de défendre avec succès la Commune. Il n'ignorait pas que le pays allait affronter des combats acharnés. « Nous devons nous défendre nous-mêmes pour qu'on ne nous étouffe pas » ; « il faut élever un mur d'acier de sauvetage contre la contre-révolution extérieure et intérieure », disait-il ; ces déclarations témoignent de l'importance qu'il attachait à la constitution rapide de l'Armée Rouge.

C'est surtout après l'attaque du 16 avril des Alliés et la crise du début de mai qu'il se consacra aux problèmes de la défense du pays.

Pour améliorer la situation de la Hongrie sur le plan international, il mit tout en œuvre pour établir des relations étroites avec le jeune État soviétique.

Conscient de ce que la survie de la Commune était en rapport direct avec l'attitude des Alliés, Kun saisissait toutes les occasions pour créer un dialogue avec l'Entente. Ses efforts eurent un certain succès : après ses négociations à Budapest, le général Smuts proposa aux représentants des puissances de l'Entente l'invitation de Béla Kun à la Conférence de paix de Paris.

Cependant, l'attaque des Alliés était inéluctable. Sur le plan militaire et international, la situation de la Commune s'aggravait sans cesse. Ses jours les plus critiques sont connus sous le nom de « crise de mai ». La Commune de Hongrie fut alors sauvée par deux facteurs : la hardiesse de l'action et de la décision de Béla Kun et de ses collègues, et l'esprit combatif des masses.

Béla Kun eut le courage d'accepter de sauver le pouvoir des ouvriers qui était sur le point de s'écrouler. Il ne s'agissait ici ni d'un prodige surhumain ni d'une magie personnelle. A défaut des conditions requises la volonté et la détermination individuelles n'influent que très peu sur le cours de l'histoire. Le caractère de cet homme alliait la fermeté inébranlable à l'esprit de résolution conscient des possibilités réelles et sensible à l'inspiration du moment, le sens du réel à l'acceptation des risques. Une situation critique demande toujours des paroles et des actes décisifs, capables de mobiliser les forces disponibles. Comme le montrent nos sources, cette décision fut le fruit de plusieurs jours d'hésitations et de tourments. Une partie des dirigeants de la Commune et de l'Armée Rouge étaient ouvertement pour la capitulation ou inclinaient dans ce sens. Pour atténuer la pression de l'Entente sur le pays, Kun lui-même envisagea de démissionner, mais il savait que cette démarche ne garantirait pas un changement des intentions des Alliés.

Lors de la séance de la nuit du 1er mai du Conseil Gouvernemental Révolutionnaire, certains avancèrent l'idée de la démission du Conseil et la remise de pouvoir à un directoire de douze membres ; les communistes, par contre, proposaient de réunir les délégués des régiments d'ouvriers et de leur exposer la situation du pouvoir des ouvriers.

A la séance du 2 mai, Béla Kun ébaucha la situation par la simple énumération des faits et rappela les deux propositions de la veille. Il ne fit aucun commentaire et alla jusqu'à déclarer que, ne voulant pas influencer la décision du Conseil Gouvernemental, il ne donnerait son avis qu'après le

débat. Mais il annonça qu'il avait convoqué la réunion des délégués des régiments d'ouvriers pour l'après-midi du même jour et le Conseil des Ouvriers de Budapest pour sept heures du soir. Il ajouta que Jenő Landler, Béla Szántó et lui avaient pris d'un commun accord des dispositions pour poursuivre les opérations militaires : il avait ordonné, le 2 mai à midi, la destruction des ponts de la Tisza pour empêcher la traversée des troupes roumaines.

Sous l'influence de Kun et sans doute grâce à ses dispositions, le débat donna des résultats positifs : le Conseil décida de prendre des mesures opératives rapides.

Fort de sa victoire au Conseil Gouvernemental, Kun se rendit ensuite à la séance du Conseil des Ouvriers de Budapest où, devinant l'atmosphère favorable à la cause de la Commune de son auditoire, il les somma, d'un ton presque péremptoire, de défendre la Commune contre les ennemis extérieurs et intérieurs. Son discours était, sans exagérer, l'œuvre habile d'un orateur de talent et permettait aussi d'entrevoir son état d'esprit et les tourments pénibles qu'il avait vécus pendant ces journées. Ses paroles reflétaient son amertume, ses reproches et son angoisse pour le cas où les masses renonceraient au pouvoir qu'elles avaient conquis.

Sans ménager ses termes, il donna libre cours à tout ce qui se concentrait en lui. Toutefois, c'étaient l'ardeur combative et la volonté de vaincre — et non le désespoir — qui dominaient ses pensées.

Il parla sans fard de la désagrégation du front, peut-être même avec une exagération voulue et il dénigra aussi la valeur combative des douze bataillons d'ouvriers stationnés à Budapest. C'est après ce préambule qu'il demanda à son auditoire si les ouvriers étaient prêts à lutter pour Budapest et, lorsqu'ils lui répondirent par l'affirmative, par des applaudissements, il repartit à la charge et leur réclama des paroles et des actes.

Puis, il changea de ton : il ne demanda, ne réclama, ni ne proposa rien, mais leur annonça, pour ainsi dire, une décision : « Il est inadmissible, il est impossible de renoncer au pouvoir. La renonciation au pouvoir serait un acte infâme. Il faut défendre Budapest, coûte que coûte. »

Il ne posa qu'une seule question : comment défendre la capitale ? Il donna lui-même la réponse à la fin de son discours : « Aux armes, demain matin ! Tous aux casernes ! Aux armes, tous ceux qui sont capables de combattre, pour défendre Budapest et la Hongrie soviétique ! »

La réunion se termina à neuf heures et demie, après avoir décidé la mobilisation du prolétariat et la défense du pouvoir des ouvriers.

La nuit, le Commissariat du peuple de la Guerre signifia au Grand Quartier Général de l'Est que « Le Conseil Gouvernemental avait ordonné d'opposer une ferme résistance à l'ennemi sur tous les fronts. Tous les ouvriers de Budapest étaient envoyés aux fronts en renfort des troupes. »

Conscientes de leur responsabilité de classe, les masses ouvrières de la capitale exécutèrent le décret de mobilisation avec rapidité.

Pour pouvoir transformer cette immense force en armée combative, il fallait procéder à la réorganisation complète de la direction militaire. En effet, c'est à la suite de la proposition du 25 avril de Béla Kun que le Conseil Gouvernemental prit des mesures pour séparer la direction de l'armée combattante de la direction des affaires relatives à l'arrière-pays. Il créa le Grand Quartier Général de l'Armée Rouge, auquel il subordonna toutes les unités de guerre, et nomma Vilmos Bőhm commandant en chef et Aurél Stromfeld chef d'état-major. Béla Kun consacra alors tout son

temps à l'armée. Il passa plusieurs jours au Quartier Général et dans les détachements de l'armée.

La direction politique de la Commune chargea l'Armée Rouge d'occuper la ville de Miskolc. Pourquoi justement Miskolc ? Parce qu'ici la position des troupes tchécoslovaques, coupées de leurs bases de ravitaillement, n'était pas aussi forte qu'ailleurs, et, en outre, la Commune pouvait très bien profiter, sur le plan politique et économique, de la prise de cette ville. Cette décision était aussi dictée par la nécessité urgente de créer des rapports militaires avec l'Ukraine soviétique.

Le 20 mai, les unités de l'Armée Rouge partirent à l'attaque, et le lendemain matin les troupes de la 1re division entrèrent dans la ville de Miskolc.

Béla Kun était à Szombathely avec Ferenc Bajáki lorsqu'il apprit la nouvelle de la victoire de Miskolc. Ils envoyèrent aussitôt un télégramme de félicitations aux troupes victorieuses : « Nous sommes heureux et fiers ; nous travaillons, heureux et fiers, à Szombathely, où le conseil des ouvriers a résolu avec enthousiasme de mettre tout en œuvre pour l'Armée Rouge. »

Après la victoire de Miskolc, Landler suggéra de continuer l'offensive en direction de Kassa (Košice). Il avançait deux arguments : d'une part, l'armée hongroise se rapprocherait de l'Armée Rouge soviétique ; d'autre part, on pourrait déclencher dans l'Est l'attaque contre l'armée roumaine et libérer ainsi la région de la Tisza.

Ces deux considérations amenèrent le Conseil Gouvernemental à adopter la proposition de Landler, bien que le contact avec l'Armée rouge soviétique ne parût guère possible. Rentré le 31 mai de Moscou, où il avait négocié de la coopération militaire entre les deux pays, Tibor Szamuely informa aussitôt Béla Kun de la situation de l'État et de l'armée soviétiques : « Le soir, il me rendit compte de son voyage à Moscou. Nous en parlâmes jusqu'au matin. L'essentiel était que nous ne pouvions pas compter sur l'union rapide avec l'Armée rouge russe en Galicie orientale ; il se pouvait que le gouvernement soviétique d'Ukraine tournât l'attention des Roumains vers leurs frontières de l'Est par une démonstration militaire contre la Bessarabie, mais il était certain que la situation militaire de la Russie soviétique est encore plus difficile que la nôtre. »

La diminution des espoirs et la conscience de l'isolement du pays demandaient des actes résolus. En dehors du renforcement de la capacité combative de l'Armée, il fallait aussi refouler les tendances contre-révolutionnaires pour raffermir la sécurité intérieure de l'État.

C'est pourquoi on décréta le 31 mai l'obligation générale du service militaire, justifiée par l'extension des opérations militaires, les intérêts de la production et les graves difficultés à venir que laissait prévoir la situation de la Commune de Hongrie sur le plan international.

Les victoires de la campagne du Nord, notamment la prise de Kassa du 6 juin mirent en joie les masses laborieuses. Le 7 juin, un immense meeting populaire eut lieu devant le Parlement, pour célébrer la victoire de Kassa. Trois jours après, plusieurs dirigeants de la Commune se rendirent à Kassa pour participer aux fêtes de la libération. Faisant l'éloge des succès de l'Armée Rouge, envisageant l'avenir avec une foi invincible, Kun affirma : « Les nouvelles troupes de la révolution du prolétariat international viennent à notre aide. » Une de ces « troupes » était la Commune de Slovaquie.

Béla Kun appréciait beaucoup les résultats de la campagne du Nord dans l'optique de la politique intérieure aussi, car les victoires de l'Armée Rouge favorisaient la consolidation intérieure du pays et affaiblissaient en même temps les forces contre-révolutionnaires. Il voyait aussi que la

discipline des soldats de l'Armée Rouge sur les fronts améliorait l'état d'esprit de la population.

Les succès militaires de l'Armée Rouge hongroise et la situation difficile de l'armée tchécoslovaque poussèrent l'Entente à recourir à des démarches diplomatiques pour contraindre la Commune de Hongrie à mettre fin aux opérations militaires dans le Nord.

Les notes du 7 et du 13 juin des Alliés revendiquaient l'arrêt des opérations militaires, le retrait de l'Armée Rouge derrière les frontières indiquées, promettant aussi, dans cette hypothèse, le retrait simultané de l'armée roumaine. En cas contraire, les puissances menaçaient de recourir aux armes. La note annonçait qu'en cas de réponse positive, les représentants de la Commune de Hongrie seraient invités à la conférence de paix de Paris.

Ces revendications furent au centre des débats de politique étrangère de l'Assemblée nationale des Conseils du 19 juin. Béla Kun proposa d'accepter l'ultimatum.

Il affirmait avec assurance — peut-être pour impressionner ses auditeurs — que la pression des Alliés sur l'Allemagne et l'Autriche entraînerait, tôt ou tard, le déclenchement de la révolution dans les deux pays, et que la vague révolutionnaire déferlerait par la suite sur les pays victorieux. Il parlait d'un ton optimiste de l'avenir du mouvement révolutionnaire de Tchécoslovaquie. L'appréciation des perspectives de la révolution internationale lui suggérait que l'impérialisme en lutte avec la montée révolutionnaire en Europe n'arriverait pas à renverser la Commune de Hongrie.

D'après lui, la paix et les négociations étaient d'un intérêt capital, ne fût-ce que d'un point de vue de l'économie : elles devaient permettre « de créer une nouvelle vie économique sur les ruines de l'ancienne Monarchie austro-hongroise et des Balkans, d'établir la circulation et les échanges de marchandises, et de développer ainsi une certaine activité économique ».

Plusieurs délégués intervinrent (Szamuely, Pogány, Hajdu) pour protester contre l'acceptation de l'ultimatum. Kun leur répondit que le pays devait aussi reprendre haleine et qu'il fallait créer les conditions de la consolidation dans tous les domaines, en attendant que la révolution internationale gagnât du terrain. L'Armée Rouge serait bientôt anéantie si elle continuait à lutter. La seule issue était d'entamer les négociations et d'améliorer en même temps la situation politique et économique intérieure de plus en plus grave. En poursuivant la lutte, l'Armée Rouge devrait non seulement affronter la supériorité des forces ennemies, mais subir aussi les conséquences du désordre politique et économique de l'arrière-pays. Le retrait de l'armée roumaine de la région de la Tisza promettait aussi la possibilité d'atténuer notamment dans le ravitaillement les difficultés économiques, qui étaient étroitement liées aux problèmes politiques.

Le déclenchement de la contre-révolution du 24 juin et son échec nécessitaient une décision rapide de la part des dirigeants de la Commune, et attiraient leur attention sur l'aggravation des problèmes intérieurs qui demandaient une solution urgente. Il fallait donc ramener la paix pour pouvoir procéder ensuite à la stabilisation de l'ordre intérieur du pays.

Le 29 juin, la direction du parti communiqua au Conseil Gouvernemental sa position sur le retrait de l'Armée Rouge. Sur la proposition de Kun, le Conseil décida de retirer l'armée derrière les lignes de démarcation indiquées, « étant donné l'état actuel de l'armée et la nécessité de réaliser la dictature sur tous les plans, de raffermir la dictature et d'organiser la vie économique du pays ».

Plus tard, dans ses mémoires sur Tibor Szamuely, Béla Kun se blâme

de cette décision, « car il aurait fallu demander des garanties à l'Entente, et parce que nous avions tort d'arrêter les opérations militaires et surtout de retirer nos troupes sans l'ouverture immédiate des négociations. La faute fondamentale de notre politique extérieure sur ce plan est que nous n'avons pas répondu à la manœuvre de Clemenceau par une contre-manœuvre, c'est-à-dire qu'au lieu d'essayer de gagner du temps, nous avons exécuté leurs revendications sans aucune garantie et n'avons pas tenu compte de l'éventualité de la désorganisation de l'Armée Rouge après le retrait. »

Conformément à la décision prise sur le retrait des troupes, il fut procédé à l'évacuation de la Slovaquie.

C'est après le commencement du retrait de l'Armée Rouge que le gouvernement roumain déclara qu'il ne retirerait pas ses troupes de la région de la Tisza tant que le gouvernement de Hongrie n'était reconnu par les Alliés. Le sort de cette région et la position de l'armée roumaine restaient donc incertains. Dans cette situation, il n'y avait pas d'autre perspective que d'attaquer l'armée royale roumaine. Après de longs débats, l'offensive fut décidée. Béla Kun s'y opposa au début, estimant qu'elle n'aboutirait pas, à moins que le gros des troupes françaises et roumaines ne fût expédié sur le front de l'Est pour combattre l'Armée Rouge soviétique.

Cependant, il finit par adopter le projet de l'attaque contre les Roumains. Vers le 10 juillet, il envoya un télégramme à Lénine pour hâter l'offensive de l'Armée Rouge soviétique à l'Ouest : « Je vous prie d'insister sur les attaques massives contre les Roumains. Nous sommes sur le point de rétablir notre armée ; dans dix ou douze jours, nous serons à même de déclencher une offensive décisive. Il serait souhaitable que les Roumains, nous croyant impuissants, envoient des unités importantes en Bessarabie. » Malheureusement, la situation de l'Armée Rouge soviétique ne lui permit pas de fournir une aide efficace à la Commune de Hongrie.

Comment s'explique le fait que Kun ait consenti à ce projet douteux ? Il pensait que l'initiative sur le plan militaire allait contrecarrer la montée contre-révolutionnaire dans le pays et que, les problèmes militaires étant de nouveau au centre, les différends s'apaiseraient entre les dirigeants de la Commune. Kun croyait au succès de la grève mondiale de solidarité qui devait avoir lieu le 20 et le 21 juillet. Il espérait qu'une offensive fructueuse entraînerait la libération de toute la région de la Tisza et que la moisson des céréales sur ces territoires atténuerait la pénurie de vivres. Il craignait que les éléments contre-révolutionnaires essayent de tourner les soldats contre le pouvoir des ouvriers. L'importance qu'il attachait à la reprise de la région de la Tisza tenait aussi à la possibilité de liquider le gouvernement contre-révolutionnaire de Szeged.

Certes, cette décision était aussi dictée par des motifs personnels. Les conséquences néfastes de l'exécution de la note de Clemenceau, notamment l'indignation des soldats, retombaient sur lui. Aux yeux des soldats, l'évacuation des territoires occupés au prix de leur sang paraissait déraisonnable et injustifiable, et la déception provoquait un état d'esprit qu'on ne pouvait atténuer que par des actes.

L'offensive déclenchée le 20 juillet contre l'armée roumaine finit par échouer. Bien que les premiers jours fussent prometteurs et que l'opinion publique soutînt les efforts héroïques de l'Armée Rouge, la défaite finale était inévitable. Les espoirs fondés sur la grève mondiale s'évanouirent également.

Dans les derniers jours de juillet, Béla Kun se rendait de plus en plus souvent au front, où il donnait de nouvelles preuves de son courage person-

nel : malgré le feu des canons roumains sur le pont de Szolnok, il le traversa en voiture. Son garde de corps assis près de lui fut tué par un éclat d'obus.

Une nuit, il se rendit à la Gare de l'Est de Budapest pour s'adresser aux soldats qui partaient pour le front. Gyula Illyés, qui l'avait vu et entendu parler, nous décrit cet orateur qui, en exhortant les soldats et en voulant les raffermir, disait peut-être autre chose que ce qu'il sentait ou savait. C'étaient les dernières tentatives désespérées pour éviter la chute de la Commune. Illyés écrit : « Tout d'un coup, un homme surgit sur le toit d'un wagon. Il parla. Je dus faire des efforts pour retenir quelque chose du visage fiévreux et agité de l'orateur. La lueur d'une lampe et l'ardeur de ses paroles rougissaient ce visage entre les cheveux bruns, teintés de bronze, et le menton mal rasé. Béla Kun parlait. Sous la lumière de l'ampoule électrique, l'orateur agitait les bras et penchait dans tous les sens, comme les arbres derrière lui qui pliaient sous le vent. Il haranguait les soldats ... La jaquette qu'il portait l'amincissait, rendait sa taille presque imposante sur le toit de la voiture. Comme il sied avec la jaquette, l'orateur portait un chapeau melon, qu'il tenait à la main, debout sur le wagon. A chaque tour de bras, le chapeau s'élevait très haut, s'emplissait de vent et il était à craindre que, pareil à une voile gonflée, il n'emportât l'orateur. Celui-ci faisait alterner les tons aigus de la haine de classe avec les tons graves du mécontentement national. Il parlait de nos frères attendant leur libération. Chacun pouvait entendre par là frères prolétaires ou frères hongrois. La plupart de ses auditeurs saisissaient le vrai sens : les deux à la fois. Puis le vent n'apportait qu'un seul mot, telle la menue paille après le criblage ; il l'accentuait, le répétait et nous lançait de plus en plus souvent : « victoire, vaincre, vainquez ! » J'entendis passer aussi le synonyme, le mot « triomphe » qui, Dieu sait pourquoi, avait alors pour moi une consonance impérialiste. C'était le 27 ou le 28 juillet. »

Le 31 juillet Béla Kun partit pour Szolnok. István Tagányi, commandant d'un des régiments qui défendit la tête de pont de Szolnok, écrit dans ses mémoires : « Un cavalier civil arriva au poste de commandement installé dans une ferme isolée. Nous le reconnûmes : c'était Béla Kun. Il exhorta les soldats à opposer la résistance la plus ferme à l'ennemi. Il prit aussi des dispositions opératives. Lorsqu'on lui rapporta que les Roumains avaient franchi la Tisza et qu'ils avaient attaqué les régiments rouges dans le dos, il détacha un régiment pour défendre la tête de pont de Szolnok et nous quitta pour organiser la résistance ailleurs. »

Kun se rendit ensuite à Cegléd où il participa, avec Béla Vágó, Dezső Bokányi, Jenő Landler, József Pogány, Jenő Hamburger et Ferenc Julier, à un conseil au bureau de commandement de la 1re division. Le sujet de la discussion était de décider si l'Armée Rouge devait battre en retraite ou si, au contraire, elle devait partir de nouveau à l'offensive après la réorganisation de ses forces. Julier ne cessait de répéter que — qu'elle se retire ou qu'elle attaque — l'Armée Rouge s'écroulerait dans les deux cas. Les commissaires du peuple prirent la résolution d'opérer une contre-attaque. La décision prise, Kun regagna la capitale avec Hamburger.

Rentré à Budapest, Kun se rendit, la nuit du 31 juillet, à un conseil improvisé auquel participaient Jakab Weltner, Jenő Hamburger, Ferenc Bajáki, Tibor Szamuely et József Haubrich. Kun proposa de réunir sur-le-champ le Conseil des Ouvriers de Budapest, de soulever les masses et d'envoyer au front tous les hommes capables de combattre. Il voulait reproduire les événements du 2 mai : si l'on adressait de nouveau un appel à la classe ouvrière, croyait-il, les ouvriers décupleraient leurs forces pour sauver la

Commune. Seuls Szamuely et Hamburger étaient d'accord avec lui. Par ailleurs, la composition du conseil les empêcha de prendre une décision quelconque.

Le lendemain matin, les dirigeants du parti et les membres du Conseil Gouvernemental, réunis à une séance plénière, décidèrent, malgré l'opposition de Kun et des communistes, la démission du gouvernement des conseils ; la droite eut donc le dessus. On convoqua le Conseil des Ouvriers de Budapest à trois heures de l'après-midi. La décision du Conseil Gouvernemental obligeait Kun de parler, malgré lui, aux délégués : la droite craignait que l'absence de Kun ne fît soupçonner un coup d'État aux membres du Conseil des Ouvriers et ne l'empêchât de réaliser ses projets.

La force supérieure de l'impérialisme international et des contre-révolutionnaires de l'intérieur avait fini par renverser la Commune de Hongrie.

La chute de la Commune marqua, dans la vie de cet homme de talent, dévoué à la cause de la révolution du prolétariat, la fin d'une étape où il était parvenu à accomplir la mission dont il s'était chargé. Même après la défaite, il continua toute sa vie à lutter pour la Commune. Il en tira les enseignements, la défendit contre les calomniateurs, en garda la mémoire, croyant fermement à son avènement prochain auquel il travaillait infatigablement.

La lutte pour la victoire d'une nouvelle Commune donnait un sens à sa vie. C'était le but qui guidait tous ses projets, toutes ses idées, même si ses prises de position sur des questions d'ordre tactique et stratégique étaient parfois contestables.

Après la débâcle, il fut interné en Autriche jusqu'en juin 1920. Les agents de la terreur blanche de Horthy tentèrent plusieurs fois de le capturer ou de l'empoisonner.

Grâce aux démarches du gouvernement soviétique, le gouvernement autrichien finit par l'autoriser à partir pour la Russie soviétique, en été 1920. Après quelques semaines de repos, Kun fut chargé d'une mission militaire : en octobre, il fut nommé membre du Conseil militaire du Front du Sud, commandé par Frounze, qui devait anéantir les troupes interventionnistes et contre-révolutionnaires du général Wrangel.

Béla Kun déploya une importante activité d'organisation parmi les troupes du Front Sud. Il se préoccupait surtout de la formation politique et du renforcement de l'esprit combatif des soldats, ainsi que des problèmes des unités internationalistes qui comprenaient aussi des détachements hongrois.

L'armée de Wrangel détruite, Béla Kun fut nommé président du Comité Révolutionnaire de Crimée, chargé de la réorganisation du pouvoir des soviets, de l'anéantissement des groupes contre-révolutionnaires, du rétablissement de l'ordre, de la préservation des biens du peuple, et de la mise en marche de la vie pacifique quotidienne.

Après avoir rempli sa mission avec succès, il regagna Moscou.

Par la suite, il travailla dans les organismes directeurs de la III[e] Internationale. L'immense activité qu'il y déploya portait sur les mouvements ouvriers de toute l'Europe. Il fut élu membre du Comité Exécutif du Komintern où il représentait aussi le P. C. H. Ce travail complexe lui imposa souvent des voyages clandestins à l'étranger. Dans les années vingt, Kun passa le plus clair de son temps à l'étranger, ce qui risquait à chaque moment de lui coûter la vie. Bien que la police de toute l'Europe guettât l'occasion de le capturer, il n'hésita jamais quand son travail l'appelait dans un pays capitaliste.

Au début du printemps 1921, il partit pour l'Allemagne où il participa à l'organisation de la révolte armée du prolétariat d'Allemagne centrale. La révolte — si héroïque qu'elle fût — s'avéra du point de vue tactique une affaire manquée, ce qui provoqua de violentes critiques de la part de Lénine.

Peu après son retour à Moscou, il alla s'établir, sur l'ordre de Lénine, dans la ville de Iekaterinbourg (aujourd'hui Sverdlovsk). Directeur de la section d'agitation et de propagande du comité local du parti pendant un an, il sut bientôt mériter le respect et l'affection des ouvriers de l'Oural. De retour à Moscou, il fut nommé délégué du C. C. du P. C.(b.)R. à la fédération de la jeunesse ouvrière soviétique et, comme responsable de toute la presse communiste mondiale, de l'éducation du parti, de la formation de cadres et de l'édition des œuvres de Lénine en langues étrangères, il dirigea jusqu'en 1924 le bureau d'agitation et de propagande du Komintern.

En dehors de ce travail exigeant beaucoup d'énergie et de dévouement, Kun se préoccupait aussi des questions du mouvement ouvrier hongrois. Il dirigeait l'échange de prisonniers de guerre, destiné à libérer les communistes et d'autres proscrits de gauche condamnés par la terreur blanche de Hongrie et s'employait aussi à la réorganisation du P. C. H., qu'il voulait promouvoir par le retour en Hongrie des prisonniers de guerre devenus communistes. C'était là une période de violentes discussions au sein du P. C. H., durant lesquelles Kun, ne tenant pas suffisamment compte des conditions du pays et insistant sur la réorganisation hâtive du Parti, fit plus d'une fois preuve d'impatience.

Après la mise au point des différends, le 1er Congrès du P. C. H. se réunit à Vienne en 1925. L'ordre du jour du Congrès fut exposé par Béla Kun. Le Congrès terminé, il fit un court séjour à Berlin pour aider, sur l'ordre du Komintern, le Parti Communiste d'Allemagne.

A peine rentré à Moscou, il repartit pour Vienne, puis pour Berlin. Entre 1926 et 1928, c'était dans des régions proches de la Hongrie qu'il dirigea et organisa le mouvement syndicaliste et communiste de son pays. En 1927, il prit part avec György Lukács à la conférence des mineurs communistes hongrois à Losonc (Lučenec) en Slovaquie. L'année suivante, la police de Vienne l'arrêta. Le gouvernement de Horthy, auquel le séjour de Kun dans un pays voisin inspirait une terreur panique, mit tout en œuvre pour obtenir son extradition. Cependant, les démarches fermes de l'U. R. S. S. et le mouvement de solidarité du prolétariat international obligèrent le gouvernement autrichien à le remettre en liberté.

Il participa, après son retour, au 6e Congrès du Komintern où il fut chargé d'une nouvelle fonction : il succéda à Dimitrov à la direction du Secrétariat des Balkans du Komintern.

En 1930, Kun apporta une contribution active au travail du 2e Congrès du P. C. H.

Son arrestation à Vienne ne l'avait pas fait renoncer à ses voyages à l'étranger. Il alla en France ; il fut en contact avec les dirigeants de la révolte paysanne de 1932 en Pologne qui, par crainte de provocation, ne voulaient pas négocier avec un délégué du Komintern, « à moins que ce ne fût un homme de l'envergure de Béla Kun ». Après avoir franchi clandestinement la frontière, Béla Kun s'acquitta fidèlement de sa mission.

Outre son travail d'organisation quotidien et ses dangereux voyages à l'étranger, l'activité de Kun portait aussi sur le journalisme politique. Il fonda successivement la série *Munka és Tudás Könyvtára* (Bibliothèque du Travail et de la Culture, 1923), *Új Március* (Nouveau Mars, 1925), *100%*,

organe légal du P. C. H. en Hongrie (1927) et la revue *Sarló és Kalapács* (La Faucille et le Marteau, 1929). Ces revues, de même que celles de l'Internationale, publièrent un grand nombre d'articles et d'études de sa plume, consacrés aux questions d'ordre stratégique et tactique du mouvement ouvrier international.

La plupart de ses articles analysaient, bien entendu, les conditions de la lutte internationale de classes, la situation de l'U. R. S. S. et du monde capitaliste et les perspectives de leur lutte.

Ses articles examinant les problèmes fondamentaux de la Commune de Hongrie nous révèlent ses tourments et ses luttes, sa recherche continuelle des enseignements, et sa foi inébranlable dans le bien-fondé de la lutte pour la victoire et la défense de la Commune. Il se livre à une autocritique rigoureuse dans son étude intitulée *Ce que nous enseignent les paysans*. Il reconnaît les fautes commises dans la solution du problème agraire et il prend position pour le partage des terres. Son article « l'Anniversaire de la révolution du Prolétariat de Hongrie », paru dans *Új Március* en mars 1929, analyse les enseignements des expériences militaires de la Commune.

La montée, puis l'avènement du fascisme en Allemagne, l'apparition de foyers de guerre et la menace de l'agression contre l'Union Soviétique l'orientèrent vers l'étude des questions de politique militaire. Ses articles donnaient une analyse profonde et concrète des objectifs politiques et militaires, de l'état du développement de l'armée et de l'industrie de guerre et des plans d'agression des puissances impérialistes de l'Europe et de l'Asie.

Malgré sa clairvoyance des dangers et des objectifs, il fut parmi les derniers à reconnaître la nécessité de l'élaboration d'une nouvelle ligne politique — la politique du front populaire —, dictée par les conditions historiques de l'époque.

Plus tard, il demanda à Staline « de le nommer chef de la Section Politique de l'Armée Rouge. De toute manière, Hitler les attaquerait, tôt ou tard. ... Préparer avec soin l'Armée Rouge à la guerre contre le fascisme — ce serait là un travail pour moi. » Cette demande lui fut refusée. La situation des émigrés en U. R. S. S. était de plus en plus compromise. Au lieu de donner suite à cette demande bien intentionnée, vint la tragédie fatale. Arrêté le 29 juin 1937 sous de fausses inculpations, Béla Kun mourut en prison le 30 novembre 1939.

C'était la fin d'une vie qui avait un profond sens humain, politique et historique.

KÁROLY HUNYADI

Bibliographie

Béla Kun : *La République hongroise des Conseils — Discours et articles choisis*. Corvina, Budapest, 1962.

Brüder, zur Sonne, zur Freiheit. Ausgewählte Reden und Artikel zur Zeit der Ungarischen Räterepublik 1919. Corvina, Budapest, 1977.

Henrik Vass : *Studies on the History of the Hungarian Working Class Movement 1867-1966*. Akadémiai, Budapest, 1975.

La préparation idéologique de la République Hongroise des Conseils: György Lukács et son cercle

Il y eut peu d'événements plus surprenants au XX^e siècle que l'adhésion de György Lukács au mouvement communiste en 1918. Elle le fut pour des écrivains comme Thomas Mann, qui, dès le début du siècle, firent connaissance des idées de Lukács dans les colonnes de la *Neue Rundschau ;* mais aussi pour Max Weber et son cercle, avec qui Lukács collabora très étroitement au cours des années 1910 — et qui gardèrent jusqu'à la fin une position très nettement bourgeoise. Mais même en Hongrie, une partie des amis de Lukács ne furent pas moins surpris par cette démarche, car ils ne comprirent pas comment ce penseur extraordinairement abstrait, préoccupé surtout de problèmes éthiques et esthétiques, avait pu se rallier à un mouvement de caractère éminemment pratique, et comment il avait pu devenir une des personnalités politiques les plus importantes de ce mouvement. Nous allons voir dans la suite que, dans un certain sens, la surprise n'était pas sans fondement.

Toute la première période de la carrière de György Lukács est saturée des traits spécifiques qui trouvèrent leur expression dans la « philosophie de l'esprit » allemande en général. Ainsi Lukács figurait, aux yeux de l'opinion publique, comme un représentant, typique par toute sa physionomie intellectuelle, de la classe bourgeoise hongroise, car — conformément à la tendance de la *Geistesgeschichte* allemande — il se tenait à l'écart de tout problème concret et pratique, abstraction faite de l'organisation de l'Ensemble Thalia, une troupe de théâtre moderne en avance sur son époque. La question est de savoir quelle était la tendance interne de cette classe bourgeoise, qui l'emportait, le poussait pour ainsi dire au carrefour le plus important de sa carrière. Quels sont les facteurs qui modifièrent l'attitude de Lukács, déterminée par la *Geistesgeschichte,* et sa mentalité saturée d'un anticapitalisme romantique emprunté à G. Simmel, auquel il donna une forme plus évoluée ; sous quelle impulsion changea-t-il au point de donner son adhésion au Parti Communiste ? Et enfin, quelles sont les raisons qui font que quelques amis hongrois de Lukács, plusieurs membres de ce qu'ils appelaient la Société du Dimanche, comme Béla Fogarasi ou Béla Balázs, adhérèrent avec lui au Parti Communiste — tandis qu'une très grande partie de cette même Société du Dimanche, donc du cercle d'amis de Lukács, restait en dehors de ce parti et que des hommes comme Lajos Fülep et Károly (Charles de) Tolnay, historiens d'art, Arnold Hauser esthéticien, Károly Mannheim sociologue et philosophe — pour ne mentionner que les plus remarquables — n'étaient pas solidaires avec Lukács et n'auront aucun rapport avec le mouvement communiste ni à l'époque de la République des Conseils ni dans la suite ?

L'ASPECT PRATIQUE DE L'« ÉNIGME »

Il est singulier que — considérée du côté de la praxis directe — la carrière de György Lukács ait été exempte de tout élément qui eût pu l'amener vers le mouvement communiste. Non point parce que son père était le directeur d'une des banques les plus importantes de Hongrie, et qu'il n'avait jamais eu le moindre rapport concret, avant 1919 bien entendu, avec la classe ouvrière. Ce sont là des circonstances absolument extérieures qui ne valent d'être mentionnées ici que parce qu'elles ne pouvaient donner aucune sorte d'impulsion à Lukács. En fait, l'idée apparaît de temps en temps — ainsi dans son livre *Histoire de l'évolution du drame moderne* — que la renaissance de l'art moderne serait peut-être possible dans le socialisme, mais il s'en détourne aussitôt après l'avoir formulée :

« Il ne serait pas trop exagéré d'affirmer que la vision marxiste la plus développée n'est autre chose que la contemplation d'un horizon infiniment éloigné : à tel point lointain que pour le regard perdu dans l'infini, les différences des détails ne peuvent guère être prises en considération ... Le système et la conception du monde socialistes, le marxisme, est une synthèse. La synthèse la plus cruelle et la plus rigoureuse peut-être depuis le catholicisme du Moyen Age. Pour son expression — lorsque le temps sera venu pour lui de trouver une expression artistique — c'est uniquement une forme sévère, analogue à celle de l'art authentique du Moyen Age (je pense en premier lieu à Giotto et à Dante) qui serait appropriée et non pas l'art individualiste créé par notre époque, qui nuance l'individualité jusqu'à l'infini ... De nos jours, la plupart des socialistes authentiques ne le sont que dans leur manière de penser, dans leurs convictions politiques et sociales, etc. ; la conception du monde du socialisme n'a point encore pénétré dans leurs formes de vie qui ne sont pas en un rapport direct avec leur mentalité politique et sociale ... Leur art ne peut être autre chose que l'art de l'ordre et du monumental. »[1]

Cette citation montre combien, au début de sa carrière, les conceptions de György Lukács sur le marxisme étaient vagues. Évidemment, cela est dû en grande partie au fait que ses connaissances de l'œuvre de Marx provenaient — en grande partie, mais non pas exclusivement — de sources secondaires. Mais ces conceptions peuvent être attribuées davantage encore à l'infinie distance qui séparait Lukács de toute espèce de politique pratique. Il ne pouvait pas se mettre en rapport avec le mouvement social-démocrate soit à cause de la faiblesse de ce mouvement, soit à cause de l'opportunisme et du bureaucratisme de ses dirigeants. Et d'autre part, le jeune philosophe, qui était sous l'emprise et vivait dans l'atmosphère de la philosophie de la *Geistesgeschichte*, ne pouvait pas trouver le ton nécessaire à un dialogue avec les masses populaires et avec les organisations du mouvement ouvrier. Par ailleurs, il n'a pas davantage pu se mettre en contact avec d'autres couches importantes de la société. En Hongrie, les grands problèmes sociaux de l'époque trouvaient leur expression dans la poésie, plus exactement dans la poésie d'Endre Ady. Cette poésie reflétait les tendances de la poésie lyrique baudelairienne et les traditions hongroises. Mais la poésie d'Ady lui-même était un phénomène singulier et à plusieurs égards isolé. Quel était donc le trait spécifique de la poésie d'Ady sur le plan pratique ? Il était dans le fait que cette poésie était née à une époque qui devait répondre à trois pro-

1. *A modern dráma fejlődésének története* (Histoire de l'évolution du drame moderne). Budapest, 1911. T. II, pp. 155-157.

blèmes posés par l'évolution hongroise, problèmes qui devaient être résolus simultanément. Endre Ady connaissait bien ces questions et il donna à chacune une réponse absolument catégorique. La première concernait le rapport à la révolution de 1848 et à Sándor Petőfi, le poète. La réponse d'Endre Ady consistait à assumer avec enthousiasme les meilleures traditions de 1848 et surtout l'esprit révolutionnaire selon la conception de Petőfi. La deuxième était celle du recours et de l'appel aux masses populaires : or, Endre Ady s'adressa, le plus ouvertement et le plus catégoriquement possible, aux masses populaires directement. Et enfin, la troisième était celle des nationalités ; la proclamation de la solidarité des nations vivant sur les rives du Danube trouva également une admirable expression dans la poésie d'Ady.

Tous ceux qui cherchaient leur voie à cette époque devaient nécessairement en arriver à la problématique d'Ady et à y réagir soit affirmativement soit négativement. Endre Ady fut le porte-drapeau du progrès bourgeois de ce temps, mais ceux qui désiraient lutter pour la démocratie ne pouvaient accepter ses idées qu'avec certaines réserves. Il existait une couche sociale qui cultivait l'idée d'un ralliement des peuples de la région du Danube (par exemple Oszkár Jászi), mais cette couche ne pouvait guère prendre une position aussi nette qu'Endre Ady par rapport à 1848. Il y en avait d'autres qui tâchaient de raviver la mémoire de la révolution hongroise, mais sans pouvoir faire appel aux grandes masses populaires, comme le faisait Endre Ady.

Quelle est la raison de cette situation et surtout quelle est l'explication du fait que György Lukács — qui a écrit un article enthousiaste sur un des premiers recueils d'Endre Ady, intitulé *Sang et or* — appartenait également au nombre de ceux qui, dans la pratique, ne pouvaient adopter, pour eux-mêmes, le programme entier d'Ady, c'est-à-dire tout ce qui, selon le poète, eût pu rendre la démocratie hongroise conforme à l'esprit du temps ? Je pense que la raison principale de cette réserve résidait dans le fait que la bourgeoisie hongroise était, dans sa totalité, très peu préparée à résoudre les tâches de l'époque moderne. La première génération de la bourgeoisie qui avait été témoin des journées de 1848 fut brisée par la défaite de 1849. La deuxième génération qui sentait sa faiblesse sur le terrain du compromis des classes dirigeantes autrichienne et hongroise, s'allia à la gentry féodale. Endre Ady dit expressément qu'« en Hongrie, il s'est constitué une bourgeoisie à l'échine souple qui aime à se donner de grands airs ». Par contre, la troisième génération de la bourgeoisie, qui atteignit sa majorité au début du XX^e^ siècle, n'avait pas assisté à la défaite de 1849, et elle comprenait aussi des couches qui n'avaient plus à transiger avec la gentry qui dirigeait l'appareil d'État. Cette troisième génération se composait de plusieurs éléments. Elle comprenait la bourgeoisie juive dont les pères avaient été émancipés et admis dans la vie sociale hongroise au cours des années soixante ; mais aussi la couche qui se développa et s'affirma au cours de la conjoncture bourgeoise des années 1900 ; et enfin, tous ceux qui, comme Endre Ady, dégoûtés de l'existence et du mode de vie de la gentry, voulaient s'engager sur la voie de l'évolution bourgeoise.

Le chemin suivi par cette génération extraordinairement complexe ne peut pas être caractérisé par autre chose que par son orientation vers la science ou l'art, ou vers l'une et l'autre. C'est ainsi que fut fondée, dès le début des années 1900, la Société de Sociologie où se donnaient rendez-vous des juristes, des philosophes et des sociologues comme Gyula Pikler, Bódog Somló, Oszkár Jászi, etc., et c'est ainsi que furent lancées d'abord la revue *A Hét* (La Semaine), puis *Nyugat* (Occident), en 1908, revues dont le pro-

gramme était de répandre et de faire éclore, en Hongrie, la littérature bourgeoise. Cependant ni *Nyugat* ni la Société de Sociologie ne réussirent à se mettre concrètement en rapport avec les masses. Il semblait que la Société et la revue fussent condamnées à rester les manifestations d'une cause scientifique et artistique abstraite.

György Lukács lui-même ne put concevoir la poésie d'Ady que de la manière dont il interprète les poèmes adressés par le poète à la classe ouvrière :

> « Telle est l'attitude d'Endre Ady et de tous les intellectuels hongrois envers le prolétariat : ils en attendent l'unique forme concrète et tangible pour leurs nostalgies les plus éthérées, les plus lâches, les plus silencieuses et à peine conscientes. Si Gorki devient socialiste : un grand désir trouve complète satisfaction ; si cela arrive à Shaw : un penseur va tirer toutes les conclusions de sa philosophie sociale. Le socialisme d'Ady : c'est une religion (pour les poètes mineurs, ce n'est qu'un narcotique) ; c'est la voix de celui qui crie dans le désert, le cri de détresse de celui qui va se noyer, c'est se cramponner convulsivement à une unique possibilité en l'adorant (et parfois en l'insultant) ; ... Ce serait un sujet stérile que de parler du rapport d'Ady au socialisme ; le socialisme n'est pour lui qu'une forme dans laquelle ses sentiments trouvent leur expression ... ce sont des poèmes religieux, l'épanchement d'un grand sentiment mystique et religieux qui inonde tout. »[2]

György Lukács pense donc que l'appel aux masses populaires, et en général le socialisme, ne sont ni une conception du monde ni un objectif concret pour Ady et pour tous ceux qui se tournent vers lui ; il sert uniquement à donner une forme à leurs sentiments, car il peut assigner un objectif lointain à leur sensibilité. Cela revient à dire que le désespoir et la langueur nostalgique de l'individu peuvent prendre, dans les conditions hongroises, la forme d'une nostalgie envers le socialisme, mais le véritable contenu de cet état d'âme chargé d'émotions est une rupture de l'équilibre intérieur, une lutte psychologique intérieure, et le socialisme n'en est que la forme extérieure. Il est très clair que cette analyse n'est valable pour Endre Ady que dans une très faible mesure mais elle peut justement valoir, dans une mesure beaucoup plus grande, pour György Lukács et son cercle. Il ne s'agit point là d'un rapport concret avec le peuple ou avec les larges masses, mais d'une solitude infiniment exaspérante qui les enveloppe justement parce qu'en Hongrie, le nombre est extraordinairement petit de ceux qui occupent une position nettement bourgeoise et qui pourraient confesser les conséquences intérieures de cette solitude.

On ne peut néanmoins guère prétendre que Lukács n'ait eu aucun rapport pratique avec le mouvement socialiste. Car aussitôt qu'il entreprit, surtout pendant la guerre, son travail d'animateur scientifique (lorsque, à l'initiative de la Société dite du Dimanche, l'École Libre des Sciences Morales est ouverte), il se mit en rapport avec un sociologue qui appartenait au mouvement socialiste. A l'origine de cette activité pratique il y a la formation, dès les années 1910, du cercle Galilei dans le cadre duquel des étudiants surtout, mais aussi des intellectuels bourgeois déclenchent ce type de mouvement qui représente les meilleures traditions des mouvements estudiantins : ils commencent à s'occuper des sciences, et en même temps des problèmes de l'art et de la philosophie modernes. Il est vrai que György

2. Lukács, György : *Esztétikai Kultúra* (Culture esthétique). Budapest, 1909, p. 47.

Lukács ne se tient encore qu'à la périphérie du Cercle Galilei (Endre Ady, naturellement, salue le Cercle avec enthousiasme), mais le Cercle Galilei lui-même, puis le désespoir et l'impuissance intérieurs de la Société du Dimanche orienteront bientôt vers la pratique György Lukács et ses amis. Ervin Szabó, théoricien socialiste d'une grande culture et en même temps homme de la pratique, pourra alors établir un lien entre la Société du Dimanche de Lukács, les membres de la Société de Sociologie et les « Galiléistes ».

La personnalité même d'Ervin Szabó correspond bien à la physionomie intellectuelle qui est acceptable pour György Lukács, malgré l'éloignement de ce dernier de toute activité pratique. Rappelons avant tout qu'Ervin Szabó était opposé à la direction de la social-démocratie de l'époque. Il est vrai qu'Ervin Szabó ne pouvait pas donner une réponse positive aux questions vitales de l'histoire hongroise qui furent formulées avec tant de clarté par Endre Ady et auxquelles celui-ci donna une réponse sans équivoque. Mais peut-être est-ce justement ce manque de réponse de la part d'Ervin Szabó qui le rendait sympathique aux yeux de György Lukács. Du point de vue théorique, les réponses incomplètes du sociologue pouvaient avoir de multiples raisons. L'une d'elles était indubitablement le fait que Szabó avait profondément subi l'influence de Georges Sorel, qui était d'une part un penseur dont la position de départ était idéaliste et qui, d'autre part, était opposé aux théoriciens de la II^e^ Internationale. L'idéalisme de Georges Sorel, nous pouvons même dire sa création de mythes, a également beaucoup influencé György Lukács, car il était parfaitement en harmonie avec la conception dont nous parlions plus haut et selon laquelle le socialisme est un mythe qui donne une forme au désespoir humain. Selon Sorel, la vie est douloureuse, la vie est une lutte, la vie peut se résoudre dans la décadence, mais si l'homme ne cesse de lutter contre la douleur, il luttera par là-même contre l'assaut de puissances terribles. Mais d'autre part, on ne peut lutter contre un monde ennemi que si l'homme devient un être collectif sous le signe du mythe et comme être collectif, il agit avec violence.

Le fait que le rationalisme dialectique de Marx soit remplacé, chez Sorel comme chez Ervin Szabó son disciple, par le mythe, car « la raison est radicalement relativiste et l'action seule révèle l'absolu », et que théoriquement, « l'homme vit tout autant d'illusions que de réalités, »[3] — devait être évidemment très séduisant pour le Lukács de l'époque. Le faible lien qui, à travers Ervin Szabó et sous la forme d'une relation simplement personnelle, rattachait György Lukács au socialisme, ou plutôt à sa tendance anarcho-syndicaliste, deviendra important dans la suite. Non pas naturellement qu'on puisse expliquer par cette relation au premier chef l'évolution de Lukács vers le communisme. Mais si nous songeons à l'arrière-plan de cette relation, au fait notamment que les antécédents étaient, pour Ady comme pour Lukács, le développement d'un mouvement estudiantin sympathique et spontané, que d'autre part l'atmosphère des débats intérieurs de la Société du Dimanche eut pour résultat d'amener les membres de la Société à occuper les chaires de l'École Libre des Sciences Morales et enfin que pour y trouver un public, ils devaient recourir à l'aide de l'agitateur culturel socialiste, Ervin Szabó, — nous devrons constater que toutes ces démarches les menaient vers 1918 et dans un certain sens — bien que de fort loin — vers la République des Conseils.

3. Cf. Hans Barth : *Masse und Mythos*. Hamburg, 1959, p. 81.

Toutefois, comme le lecteur a pu s'en douter au cours de ce qui précède, la pratique seule ne peut pas expliquer pourquoi le groupe de Lukács, c'est-à-dire quelques membres de la Société du Dimanche, devait jouer un rôle pendant la République des Conseils. L'énigme reste une énigme si on la considère du côté de la pratique. Elle ne peut expliquer le fait que des hommes qui se sont retranchés derrière des théories entrent tout d'un coup dans l'arène politique. Ce problème ne pourra être abordé pertinemment que lorsque nous aurons tenté de résoudre l'énigme de son attitude théorique.

L'ASPECT THÉORIQUE DE L'« ÉNIGME »

Notre problème devient plus complexe encore si nous évoquons les traits les plus importants de l'évolution de Lukács dans le domaine de la théorie. Chose curieuse : bien que la physionomie intellectuelle des mouvements d'avant-garde qui se profilaient au début du XX^e^ siècle soit très différente, ces tendances — qu'il s'agisse de l'expressionnisme ou du futurisme — sont généralement en rapport avec des problèmes relatifs à l'action, à la praxis. Le futurisme original, qui commence à se développer en Italie, considère nettement l'action comme son but principal, tandis que l'expressionnisme de nature plutôt centre-européenne se plaint de l'incapacité d'action et de l'enfermement dans la bureaucratie. Mais l'avant-garde comportait aussi un courant spécifiquement français, le fauvisme. Le fauvisme essayait, en fait, de compenser la situation contradictoire et difficile de l'artiste dans la société bourgeoise en cherchant, dans l'art, de nouvelles voies, opposées à celles de l'impressionnisme et du néo-impressionnisme. La variante hongroise du fauvisme qui se manifestait dans ce qu'on appelait le « Groupe des Huit » se réclamait de ce programme, pour l'essence, mais le contenu en était beaucoup plus catégoriquement social que dans ses modèles français. György Lukács et son groupe — particulièrement Lajos Fülep et en partie Károly Tolnay, tous deux historiens d'art — en arrivent à s'allier au fauvisme, mais sans reconnaître le contenu social de cette alliance. Lajos Fülep écrit au jeune Károly Kernstok, un des membres des Huit :

> « Il y a quelques années, ils ont très fortement excité la curiosité des gens. Kernstok et la jeune équipe dont il avait pris la tête. Mais surtout Kernstok lui-même. On était curieux avec la meilleure foi du monde, on suivait pieusement leurs audacieuses expériences, et on prenait au sérieux ce dont la masse se moquait — on leur attribuait tout ce qu'il y a de mieux. Allez-y, allez-y, soyez audacieux, luttez, les grandes choses ne s'obtiennent pas facilement, n'ayez pas peur de ceux qui vous prennent pour des fous, les apôtres ont toujours été regardés comme tels. »[4]

Comme on le voit dans cette lettre ou dans l'étude de Lukács sur les Huit, intitulée *Az utak elválnak* (Les voies se séparent), György Lukács et son cercle, tout en montrant de l'enthousiasme pour l'avant-garde, ne savaient au fond pas trop ce qu'était le contenu social véritable de cette avant-garde, et s'ils le savaient, ils ne pouvaient pas s'identifier avec elle.

Au sein de l'avant-garde, la situation du groupe de György Lukács était problématique pour la seule raison qu'il n'existait aucun mouvement littéraire ou artistique auquel il eût pu s'allier. S'il est vrai qu'ils vénéraient Stefan George, ils estimaient que les prétentions de George et de son cercle

4. Fülep (Lajos) : *A művészet forradalmától a nagy forradalomig* (De la révolution de l'art à la grande révolution). Budapest, 1974. Vol I, p. 236.

au soi-disant « statut » de prophète étaient par trop exagérées. Ainsi György Lukács et ses amis gardaient une certaine distance face au cercle de George. Le grand modèle, en Hongrie, était Ady, mais nous avons déjà vu que le contact avec Ady ne pouvait s'établir, même pas sur une base idéologique. La poésie et la peinture expressionnistes étaient pour eux une expérience intéressante, mais elles ne pouvaient pas les attirer par leur contenu. Par contre, l'avant-garde — si l'on peut donner ce nom au mouvement en question — comportait une tendance qui se situait sur le terrain de la critique culturelle bourgeoise et radicale, ou plus généralement sur le plan de la critique culturelle de la *Geistesgeschichte*. Cette tendance qui remonte à Simmel et à l'Autrichien Rudolf Kassner part de la mise en doute, parfois de la négation, de toute la réalité existante ; ses adeptes pensaient que ce qui existe est nul et dépourvu de sens, donc sans substance. L'opposition à l'existant de l'impressionnisme qui se formule selon les états d'esprit momentanés n'est pas assez substantielle, ou bien même, elle s'adapte à l'existant — comme l'avait déjà justement remarqué le groupe de Lukács. Par conséquent, il s'agissait de fixer une position idéologique où la nullité substantielle du monde existant était intégralement formulée et qui mettait en complète lumière l'absurdité de ce monde. Cette manière de voir amenait Lukács et ses amis hongrois, qui connaissaient remarquablement la philosophie classique allemande et son évolution, à s'orienter dans une direction foncièrement opposée à la ligne essentielle de l'évolution de la philosophie classique. C'est ainsi qu'ils trouvèrent leur idéal philosophique dans la mystique panthéiste allemande, dans Maître Eckhardt, Suso (Seuse) et Jacob Böhme, ainsi que dans Sören Kierkegaard, pour les modernes.

Cette tendance à mettre en avant l'irrationnel et le mystique élaboration de la thèse qui nie totalement l'existant, y compris ses institutions, sont un trait caractéristique qui apparaît à un degré beaucoup moindre dans l'avant-garde du début du siècle que plus tard. Franz Kafka est peut-être le seul écrivain qui soit arrivé, à la même époque, à ces idées — mais par ailleurs, ce type de philosophie était encore totalement insolite pour les contemporains. Tout ce que Lukács et son groupe représentaient n'apparaîtra que plus tard, sous une forme philosophique ou littéraire, chez Heidegger, puis dans l'école de Francfort et dans l'existentialisme. Bien que dans la musique cette vie intérieure ait déjà trouvé son expression sous une forme spécifiquement musicale, dans le quatuor d'Alban Berg et dans la *Harmonielehre* de Schönberg, etc., ces œuvres restent inconnues du groupe de Lukács. Ainsi, pareillement à Schönberg qui était un phénomène solitaire et unique à cette époque, et comme Kafka qui travaillait dans l'isolement et allait jusqu'à dissuader son ami, Max Brod, de publier ses œuvres, le groupe de Lukács était lui aussi un groupe totalement isolé. Dans son étude sur Kierkegaard, György Lukács ne cesse de répéter, d'une manière presque convulsive, un fragment de phrase de Rudolf Kassner : Kierkegaard a recréé poétiquement sa vie ; — il est fort probable que tout le groupe de Lukács ait voulu en faire autant. Le point de départ est donc l'analyse suivante de l'attitude de Kierkegaard :

> « L'honnêteté de Kierkegaard consiste donc à faire une distinction nette entre toutes choses — entre le système et la vie, entre un homme et un autre, entre un stade et un autre. Voir, dans la vie, des absolus et non pas des compromis superficiels. »

Mais aussitôt, nous nous heurtons à des points d'interrogation :

> « Mais n'est-ce pas un compromis que de voir la vie sans aucun compromis ? N'est-ce pas une dérobade à l'obligation de tout voir que de fixer ainsi l'absolu ? »[5]

A vrai dire il est fort difficile — nous dirions aujourd'hui, presque impossible — d'arriver à la praxis, au mouvement communiste en partant de cette sphère d'idées. Tout y est à l'opposé de ce qui compte pour idée fondamentale dans le mouvement communiste. Voir l'absolu ? Le marxisme ne connaît pas d'absolu. Concevoir les hommes et les stades de leur vie séparément les uns des autres ? C'est précisément l'enchaînement historique qui fait l'essence de tout problème social soulevé par le marxisme. Mais malgré ces vérités, ou même dans un certain sens parallèlement à elles, le cercle de Lukács professait encore un autre système de thèses tout à fait spécifique. Il faut dire avant tout que la vie entière de Lukács est placée sous le signe de la contradiction entre le conservatisme, un goût artistique conservateur et les idéologies de l'avant-garde. Nous entendons par goût artistique conservateur le fait que György Lukács a toujours vénéré le contenu intellectuel et la problématique de l'« Erziehungsroman » et de ce qu'on appelle le drame classique, et jusque dans sa *Théorie du roman*, on peut déceler son affection pour le *Wilhelm Meister* de Goethe et pour le *Grüne Heinrich* de Keller. De la même manière, on perçoit, dans son livre sur le drame moderne, son admiration pour Shakespeare. Il faut en tout cas distinguer entre la formation du goût s'appuyant sur les traditions, prises au meilleur sens du mot, et l'élan intellectuel que Lukács devait en partie à Endre Ady et au Groupe des Huit et en partie au courant de la *Geistesgeschichte*. Les conséquences théoriques de cette contradiction n'affleureront que plus tard dans l'œuvre de Lukács, mais elle est présente, comme contre-partie, même dans ses périodes les plus influencées par l'avant-garde. C'est ce qui explique que Béla Balázs, esthète et auteur dramatique appartenant au cercle de Lukács, ait pu rejoindre l'artiste moderne représentant la tendance la plus traditionaliste en même temps que novatrice et initiatrice au meilleur sens du mot ; qu'était Béla Bartók. Béla Balázs écrivait ce qui suit dans un article paru, dès 1909, dans *Nyugat :*

> « Voici : dans le vers, c'est le rythme et la rime qui tiennent ensemble, comme un cadre, les mots qui ne sont pas reliés par la logique ; et en les tenant ensemble, dans une proximité réciproque, ils déclenchent le courant magnétique de leurs rapports mystérieux. C'est là le sens du vers, c'est pour cela qu'il est né ; et de quelque façon, son essence et son critère sont le manque de logique. »[6]

Cette idée correspond parfaitement à celle que Lukács avait empruntée à Kierkegaard : la réalité ne doit pas être comprise rationnellement, la réalité peut être recréée poétiquement à condition de ne pas perdre de vue les éléments rythmiques adéquats.

Cependant la contradiction qui se trouvait au fond des ouvrages et des idées de Lukács paraissait ensevelie pour longtemps. Or, d'une part, elle continuait à exister dans sa pensée et, d'autre part, tout ce que nous avons exposé à propos de l'« aspect pratique de l'énigme » : l'existence du Cercle Galilei, l'ouverture de l'École Libre des Sciences Morales organisée pendant la guerre par Béla Balázs, les rapports avec la Société de Sociologie, sont autant de forces motrices qui orientent Lukács et son cercle vers le travail

5. Lukács (György) : *Utam Marxhoz* (Mon chemin vers Marx). Budapest, 1971. Vol. I, p. 39.
6. Balázs (Béla) : *Válogatott cikkek és tanulmányok* (Articles et études choisis). Budapest, 1968, p. 16.

pratique. Et la même société qui, les dimanches, organise des séances de controverse sous la direction de György Lukács dont on reconnaît avec déférence l'absolue compétence, des discussions sur la mystique allemande et sur Dostoïevski considéré également comme auteur mystique, ainsi que sur la question de savoir comment on peut recréer poétiquement sa vie — cette même société organise, d'une façon inattendue, une controverse sous la direction d'un des membres de la Société, Béla Fogarasi, avec le titre suivant : « Idéalisme conservateur et progressiste. » La question est de savoir quels motifs amenèrent la Société à discuter ce problème qui est déjà en rapport avec la pratique.

Un des antécédents de ce changement se trouve dans le fait qu'à partir des années 1910, György Lukács travailla et résida alternativement à Heidelberg et à Budapest. Une des grandes réalisations des années de Heidelberg est l'*Esthétique de Heidelberg* qui est restée longtemps inédite et que l'on n'a découverte qu'après la mort de Lukács, et *la Théorie du roman* qui avait été publiée antérieurement. Dans ces ouvrages, l'idée kierkegaardienne de la solitude continue d'être développée mais à la manière d'un contrepoint, le traditionalisme esthétique qui est toujours présent se fait jour à chaque pas. L'art est, par exemple, selon l'*Esthétique de Heidelberg*, un des moyens pour jeter un pont ou sauter par dessus le fossé qui sépare l'être et la raison.

> « Ce précipice, le précipice entre l'être et la raison, se creuse, dès leur commencement, dans le cas des autres sphères de validité : aussi la méthode phénoménologique est-elle dénuée de sens et inimaginable pour elles ; sans ce précipice, l'esthétique elle aussi serait bloquée au niveau de l'existence, le caractère vécu de sa position deviendrait une sorte de psychologie. Mais l'esthétique comme sphère de validité authentique connaît tout autant le précipice et le saut qui en triomphe, que la théorie et l'éthique, et son caractère unique ne se manifeste que par le fait que le lieu méthodologique du précipice et celui du saut sont différents. »[7]

Le problème de György Lukács était à cette époque le franchissement ou la nature infranchissable du fossé qui sépare l'être et la raison, l'être et le devoir-être (Sollen) et il est évident que le fait que le problème soit constamment présent à son esprit signifiait aussi que György Lukács et son cercle avaient compris que la vie ne pouvait être composée poétiquement. Ainsi la réponse kierkegaardienne selon laquelle chacun devrait, éthiquement, composer sa propre vie — ce qui était une réponse d'une part individualiste et d'autre part complètement étrangère au monde (weltfremd) — ne satisfaisait pas les exigences intellectuelles du groupe de Lukács.

C'est ainsi qu'on en arrive à cette attitude de Lukács et de ses amis considérant l'atmosphère et toute la période de la Première Guerre mondiale comme un état de culpabilité absolue. Comme Fichte, qui en son temps, appliquait cette notion à l'ancien régime, Lukács l'employait pour caractériser la période de la Première Guerre mondiale. Toutes les valeurs avaient disparu, tout devint problématique et le groupe entier était caractérisé par le sentiment et l'idée d'une situation sans issue. Si György Lukács n'a pas publié, à cette époque, d'écrits directement consacrés à la politique, il pensait néanmoins plus tard — en 1963 — que la *Théorie du roman* resterait

7. Lukács (György) : *A heidelbergi művészetfilozófia és esztétika* (La philosophie de l'art et l'esthétique de Heidelberg). Budapest, p. 306.

incompréhensible si l'on ne prenait pas en considération sa position politique d'alors. A l'exemple du Décaméron de Boccace, cet ouvrage aurait originairement évoqué les conversations de jeunes gens fuyant non pas la peste, mais la guerre. Lukács évoque le souvenir de son attitude d'alors dans le texte suivant :

> « En ce qui concerne mes opinions les plus intimes, je refusais l'idée de la guerre, violemment et complètement et — surtout au début — d'une manière peu articulée, mais avant tout l'enthousiasme belliqueux. Je me souviens d'un entretien que j'eus, à la fin de l'automne de 1914, avec madame Marianne Weber. Pour vaincre mon aversion, elle m'avait parlé de certains actes concrets d'héroïsme. Je lui répondis simplement : « Ça n'en est que pire. » Lorsque à cette époque, je m'efforçais de rendre ma position affective plus consciente, j'en suis arrivé à peu près au résultat suivant : les empires centraux vont probablement vaincre la Russie ; cela peut mener à la chute du tsarisme : jusque-là tout est dans l'ordre. Il y a une certaine probabilité que l'Occident soit victorieux de l'Allemagne ; si cela a pour résultat la chute des Hohenzollern et des Habsbourg, je suis également d'accord. Mais alors la question se pose : qui nous sauvera de la civilisation occidentale ? »[8]

Le point d'interrogation qui ponctue une situation sans issue apparaît encore dans cette analyse. Même au sein de la Société de Dimanche, György Lukács constituait un phénomène unique pour être capable de poser la question en ces termes. La plupart des formations progressistes bourgeoises cherchaient à s'appuyer sur l'Entente pour s'opposer au régime des Habsbourg y compris Oszkár Jászi et même, dans une certaine mesure, Anna Lesznai, et la caractéristique essentielle de l'opposition de l'intelligentsia du parti de Károlyi était justement l'orientation vers l'Entente. Cette attitude ne se manifestait pas sous une forme nette dans la Société du Dimanche, et le caractère individuel de Lukács se révélait dans le fait qu'il fut le seul à savoir énoncer clairement le conflit intérieur de la société : il n'y a pas d'issue, car l'ensemble de la bourgeoisie — qu'elle soit favorable à l'Entente ou favorable aux Habsbourg — n'offre aucune possibilité ; par conséquent, la situation est momentanément insoluble. Cependant l'énigme théorique commence à se résoudre avec la prise de conscience du poids de cette situation et on commence à chercher le moyen de sortir de l'état de culpabilité absolue, le moyen de dépasser la situation de la culpabilité totale. Naturellement la recherche d'une issue est encore essentiellement spéculative et abstraite à cette époque. Elle se nourrit des éléments qui avaient été rassemblés jusqu'alors par le cercle de Lukács. Tout d'abord : il faut renoncer à toute espèce d'impressionnisme, et il faut restaurer, sous une forme ou sous une autre, le règne de l'absolu. Si quelqu'un veut rétablir le règne de l'absolu, c'est-à-dire s'il considère cette solution comme la seule possible face à l'impressionnisme, il doit de toute manière adopter une position idéaliste. Ainsi, il devra nécessairement la confronter à l'idéalisme réactionnaire officiel qui caractérise la philosophie universitaire générale de l'époque. C'est la raison pour laquelle la discussion sur la *Confrontation de l'idéalisme progressiste et de l'idéalisme réactionnaire* fit sensation en 1917. Un des rapporteurs du débat fut György Lukács et l'absolu que Lukács y proclama

8. Lukács (György) : *A heidelbergi művészetfilozófia és esztétika* (La philosophie d'art et l'esthétique de Heidelberg). Budapest, 1975, p. 479.

était, pour son essence, l'exigence du devoir-être, *Sollen* de l'éthique de Kant et de Fichte. Il essayait même de réfuter la thèse selon laquelle l'éthique des deux philosophes allemands était formelle. Il dit :

> « Cette conception (selon laquelle l'éthique de Kant et de Fichte serait formelle — I. H.) ne tient pas debout si nous considérons que le but et le contenu de cette éthique formelle est le libre arbitre autonome qui n'est soumis à aucune force ou puissance extérieures, qui ne suit que ses propres lois et qui cherche, dans cette autonomie, uniquement le bien comme unique objectif possible et univoque. Poser cet idéal en tant que tel implique un impératif très concret... : un impératif selon lequel tout homme doit respecter et lui-même et tout autre homme comme le réalisateur possible de cet idéal, mais uniquement en tant que tel. Il est donc interdit de tolérer (et encore davantage de provoquer), et chez soi-même et chez autrui, une situation ou un acte par suite desquels l'homme, que ce soit lui-même ou autrui, pourrait perdre cette autonomie, ou par suite desquels il pourrait déchoir pour devenir le simple instrument de quelque interdépendance que ce soit. »[9]

Et si nous ajoutons encore que, pour György Lukács, le mouvement socialiste allemand est un des exemples de l'institutionnalisation et de la bureaucratisation, c'est-à-dire de l'abandon de l'autonomie — nous comprendrons combien la référence à l'autonomie était l'expression du manque d'issue même dans ce débat.

L'« ÉNIGME » SE RÉSOUT

La Grande Révolution d'Octobre fit l'effet d'une explosion dans la situation intellectuelle que nous venons de caractériser. Comme nous avons pu le voir d'après les textes cités ci-dessus, György Lukács ne prenait point en considération, dans sa conception sur la guerre, la possibilité que cette dernière allait déclencher une série de révolutions ou du moins une situation révolutionnaire. Il n'envisageait que l'effondrement ou la survie des États des puissances belligérantes, de l'Entente et des empires centraux et telle était aussi l'idée de Béla Fogarasi, de Béla Balázs, et peut-être encore davantage de Károly Mannheim ainsi que des autres membres de la Société du Dimanche. On peut donc dire qu'un fonds d'idées s'était constitué aboutissant à la culpabilité absolue de la société et qui reflétait le pessimisme total d'une situation sans issue ; et voilà que quelque chose se produisait qui aurait pu montrer une issue à la situation désolée où se trouvaient la société bourgeoise et les critiques d'alors de la société bourgeoise, ceux de la Société du Dimanche. Il ne faut naturellement pas oublier que l'esthétique elle-même, comme sphère, aurait pu signifier une sorte de « saut », mais dans ce cas, il ne s'agissait évidemment pas d'un « saut » esthétique, mais d'une issue historique. L'idée était la suivante : bien que dans la réalité, tout soit sans issue, l'esthétique peut quand même donner, à celui qui la cultive, la possibilité de se conserver lui-même individuellement. Károly Mannheim écrit en 1918 que pour l'homme la culture peut signifier quelque chose d'une manière inadéquate, même si elle s'est complètement éloignée de l'âme. La manière de voir esthétique — professe Mannheim — est une

9. *Utam Marxhoz* (Mon chemin vers Marx). Budapest, 1971. Vol. I, p. 185.

manière de voir inadéquate de ce type, et il ajoute que le mérite de György Lukács consiste surtout dans le fait d'avoir élaboré cette manière de voir[10]. La révolution cependant ne se présente pas comme une issue subjective et de caractère esthétique, mais comme un tournant objectif de l'histoire universelle. György Lukács, personnellement, entreprend d'abord de confronter la Révolution d'Octobre avec le contenu de sa propre idéologie kierkegaardienne et dostoïevskienne. Il y voit naturellement quelque chose de grandiose, mais sa conclusion finale est quand même la suivante :

> « Selon l'observation d'un spectateur à la vue subtile, mais cette fois peut-être superficielle, c'est l'ébranlement de la foi dans le socialisme qui explique qu'un si grand nombre d'anciens socialistes à toute épreuve ne veulent pas se placer sur les positions bolcheviques. J'avoue que moi, je ne le crois pas. Car je ne crois pas qu'il faille plus de foi pour « l'acte d'héroïsme prompt » de la décision bolchevique que pour assumer la démocratie avec ce qu'elle comporte de lutte lente, d'apparence point héroïque mais chargée de responsabilités, une lutte enseignante longue qui broie l'âme. Le premier permet de garder — coûte que coûte — la pureté flagrante de sa conviction ; dans l'autre, on la sacrifie consciemment, afin de réaliser — bien qu'en se sacrifiant soi-même — toute la social-démocratie, et non seulement une partie d'elle ou un de ses fragments ayant perdu son centre. Je répète : le bolchevisme se base sur l'hypothèse métaphysique que le bien peut sortir du mal et qu'il est possible, comme Razoumikhine le dit dans *Crime et Châtiment*, de parvenir à la vérité à travers les mensonges. L'auteur de ces lignes ne peut pas partager cette foi et par conséquent il voit un dilemme éthique indissoluble à la racine même de la position bolchevique, tandis que la démocratie n'exige — selon sa conviction — qu'un renoncement et un sacrifice de soi-même surhumains de la part de ceux qui veulent la pousser consciemment et honnêtement jusqu'au bout. »[11]

Comme il ressort de ces lignes, Lukács était d'avis que leur pensée n'était point conciliable avec la révolution socialiste. En ceci, il avait entièrement raison. La position purement éthique, le kierkegaardisme qui voulait recréer poétiquement la vie — bien qu'il ait permis une critique sociale très catégorique et très énergique — s'opposait justement à l'idée que ce ne serait pas individuellement, au moyen d'un changement individuel de stade, mais au moyen d'un changement de stade collectif qu'il serait possible de sortir de l'état de culpabilité absolue. Cet article de Lukács parut probablement juste au moment où, immédiatement après la formation du Parti Communiste (novembre 1918), il assistait, en compagnie de Béla Fogarasi, à une conférence de László Rudas, un des membres fondateurs du Parti. Il ne peut être conçu que comme une confrontation de son propre système d'idées avec le tournant historique qui venait de se produire. Cependant, il résultait de cette confrontation, même si la conférence de László Rudas ne plaisait ni à György Lukács ni à Béla Fogarasi, que l'une des propositions de la confrontation devait être rejetée. Mais naturellement, rejeter une conviction n'est pas chose facile. La Société du Dimanche était pénétrée d'une idéologie éthique où entraient différents éléments de la philosophie

10. Mannheim (Károly) : *Lélek és kultúra* (Ame et culture). Budapest, 1918, pp. 15-16.
11. Lukács (György) : *Történelem és osztálytudat* (Histoire et conscience de classe). Budapest, 1971, p. 17. — Paru dans le nº de décembre 1918 de *Szabadgondolat*.

classique allemande mêlés à la mystique allemande et à l'irrationalisme moderne. Ce n'est donc pas un hasard que le processus d'opposition, avec ce qu'ils représentaient jusqu'alors, se soit accompli de manière telle qu'une grande partie des membres de la société continua à opter pour la recherche individuelle d'une issue, ou pour la recherche scientifique. Seuls Béla Balázs, Béla Fogarasi et György Lukács résolurent l'énigme par un revirement catégorique, surprenant pour beaucoup.

Il faudrait, naturellement, tout un volume d'études pour retracer la désintégration du cercle jadis homogène et pour montrer ce que fut son attitude face au parti communiste et à la République des Conseils. L'idéologie et l'évolution intellectuelle de ce groupe — qui n'était qu'un fragment des intellectuels affiliés à la République des Conseils — furent très complexes, ainsi qu'en témoignent les écrits de Béla Balázs ou l'ouvrage de Lukács *Mon chemin vers Marx*, dans lequel il retrace l'ensemble de l'évolution de sa pensée. Il est évident aussi que Lukács et ses amis apportaient leur bagage éthique dans le mouvement et que le soi-disant marxisme messianique qui rejetait toute espèce de compromis et qui identifiait l'esprit du monde, le *Weltgeist* hégélien, avec la conscience prolétarienne, déplaisait à beaucoup de militants à l'intérieur du mouvement communiste. Mais je ne pense pas que développer ce sujet soit le plus important dans cette étude. Le parti communiste qui organisa son intelligentsia à partir des socialistes révolutionnaires, de la jeunesse galiléiste et des groupes de prisonniers de guerre qui avaient adhéré au mouvement communiste en Russie, était en mesure de tirer parti aussi des quelques membres de la Société du Dimanche.

Le chemin parcouru par Lukács et ses amis reste instructif, dans un certain sens, de nos jours encore. Les intellectuels bourgeois qui ne voyaient plus aucune possibilité dans le capitalisme devaient nécessairement arriver au communisme s'ils voulaient rester jusqu'au bout conséquents avec eux-mêmes. Par contre ceux qui — retirés dans leur vie privée, ou idéologiquement accrochés à un élément de la vie — purent se réconcilier avec la société bourgeoise, se donnèrent la possibilité de continuer une vie bourgeoise. C'est ce deuxième cas qui dans la suite, s'avéra comme typique — du moins au sens statistique. Mais nous avons vu aussi des exemples du premier cas — auxquels nous pouvons ajouter la carrière en partie analogue d'autres intellectuels également ralliés au mouvement communiste — nous pouvons considérer le chemin parcouru par Lukács comme la solution riche d'enseignements, de l'« énigme » théorique et pratique.

István Hermann

La vie intellectuelle hongroise avant 1919 (Documents)

Les documents que nous présentons ici en ordre chronologique illustrent non seulement la largeur et la complexité des vues de leurs auteurs, mais encore la voie du développement qui donna naissance dans les milieux intellectuels du début de ce siècle à un mouvement progressiste, promoteur de changements sociaux et qui s'avéra — sinon directement — un des préparateurs spirituels de la révolution démocratique bourgeoise survenue en automne 1918 et, dans une certaine mesure, de la République des Conseils de Hongrie. Nous avons choisi ces pages parmi les écrits de poètes et de philosophes, de savants penchés sur les lois de l'art et de sociologues à la recherche d'une nouvelle méthode permettant de remédier aux maux de la société — autant de penseurs à qui leur œuvre valut de figurer une fois pour toutes sur les pages de l'histoire hongroise et universelle de la Culture.

Dans l'étude qui précède les documents, István Hermann trace un tableau vivant et minutieux du climat spirituel progressiste de la Hongrie du début du siècle, des cheminements de la pensée, du mouvement spirituel de l'époque, et il caractérise de façon concise les tendances et les groupes intellectuels qui en constituèrent les foyers. Le lecteur verra ainsi clairement que, malgré le caractère abstrait philosophique et esthétique des questions soulevées, le besoin de résoudre ces problèmes dans la pratique de la réalité hongroise fermentait déjà au fond du mouvement.

Les extraits communiqués — articles, conférences, passages d'études importantes, tels par exemple les écrits d'Ervin Szabó, d'Oszkár Jászi, d'Endre Ady et de György Lukács, datant des années 1902-1908 — illustrent fort bien l'emprise des problèmes sociaux sur la littérature et les arts, l'intérêt porté aux relations des questions sociales et de l'art, et la nouvelle manière de penser qui en résultait. L'optique sociologique et la sensibilité éthique devenant de plus en plus marquées finissent par prendre vers 1918 de vastes dimensions dans les milieux d'intellectuels et pénètrent l'analyse de toute la culture (par exemple dans la conférence de Károly Mannheim), en même temps que passe au premier plan le besoin d'envisager et d'interpréter la littérature et les arts à partir d'une conception homogène du monde (ainsi dans les écrits de Lajos Fülep et de György Lukács). Et si l'on tient compte de ce que la majorité de ces écrits publiés en 1918 ont été rédigés en 1917, au milieu de la tempête de la guerre (par exemple l'article de l'éminent poète Mihály Babits, la conférence de Béla Fogarasi et l'intervention de György Lukács), l'idée et l'intention pure qui les inspirent, à savoir la préparation d'un nouvel avenir, d'une nouvelle forme de vie après la guerre, sont encore plus apparentes.

Dans la plupart des cas il ne s'agit pas de préparer l'avènement de la

conception du monde marxiste — comme l'indique aussi István Hermann — mais d'une quête passionnée et noble de la nouvelle voie dans la culture, dans l'art, d'un désir de renouveler la pensée et la vie en partant d'une base éthique unitaire, désir qui devait nécessairement aboutir à un renouveau révolutionnaire de la société. C'est ce qui permet de comprendre qu'après la mort d'Ervin Szabó survenue en automne 1918 et d'Endre Ady, disparu en janvier 1919, les intellectuels qui, par ailleurs, n'ont pas accepté les doctrines marxistes (à l'exception toutefois de György Lukács et de Béla Fogarasi qui adhérèrent au parti communiste), appuyèrent également la politique culturelle de la République des Conseils, et que sur la demande de György Lukács, commissaire du peuple à l'instruction publique, quelques-uns, ainsi Lajos Fülep et Mihály Babits, se montrèrent prêts à assumer des fonctions dans la direction de la vie scientifique et artistique.

FARKAS JÓZSEF

Art et morale
(Extrait)

En ce qui concerne l'utilisation de l'art, l'État n'est pas allé plus loin, il s'est contenté de stabiliser l'autorité et le pouvoir, sans penser à consolider les principes de la morale constituant les fondements de son existence (abstraction faite de cette amorce que représente l'éducation assurée aux enfants à l'école).

L'explication de cet état de choses réside dans le caractère non homogène de la société de l'État. Là où la lutte est engagée entre des principes moraux opposés, l'État, en tant qu'État de la classe dominante, se contente d'augmenter, à l'aide de l'art, l'autorité et l'éclat de cette classe. Il est parfaitement exclu qu'il veuille donner à la société une conception du monde plus évoluée, une morale nouvelle et plus juste, ou qu'il recoure à l'art pour les stabiliser, d'autant plus que les nouvelles normes de l'éthique se dirigeant en général contre les anciennes conditions du pouvoir. Ce n'est que dans un lointain avenir, lorsque le processus d'égalisation aura aboli toute espèce de régime de classe et que l'État sera devenu réellement l'État de la société entière, qu'il pourra être question d'une promotion consciente, par la voie de l'art, des normes éthiques sur lesquelles repose le bonheur de la majorité des hommes.

Les différents intérêts sociaux en gestation et en lutte ont de tout temps recouru à l'arme puissante que représentent les arts. En effet, ce que nous voyons un peu partout n'est pas un phénomène isolé, propre à notre époque, mais une régularité universelle et constante. L'art a toujours pris position dans les principales luttes de l'époque qui lui ont donné naissance. Tout ce qui se présente aujourd'hui dans le domaine des problèmes sociaux, et qui aux yeux d'aucuns constitue une tendance inquiétante du point de vue des arts, a toujours existé.

Il s'agit ici avant tout des œuvres littéraires, et en premier lieu des romans et du théâtre (ces genres étant pris dans le sens le plus large du terme), mais les autres genres de l'art peuvent également participer à cette lutte.

La principale raison de ce que certains milieux ont commencé à blâmer et à condamner au nom de l'esthétique toute littérature qui se fixe ou se propose de résoudre un problème, réside dans l'engagement politique de la littérature moderne. Or, à notre avis, ce jugement ne résiste pas à la critique.

Toute œuvre narrative ou dramatique révèle quelque chose de la vie humaine telle qu'elle se déroule dans certaines conditions. L'écrivain met donc en présence deux forces. Pour peu qu'il tienne compte de l'effet exercé par l'individu sur le monde extérieur et de celui du monde extérieur sur

l'individu, et qu'il ne perde pas des yeux la probabilité ou la possibilité (qui se présente à toutes les époques comme un besoin esthétique, puisque le conte même, dans le milieu primitif où il est né, correspondait à la probabilité, tout comme le roman naturaliste ou le roman sociologique correspond pour les âmes dominées par la vision du monde scientifique), il est évident qu'il se fixe et qu'il résout toujours un problème : de manière inconsciente chez les âmes naïves, et de façon de plus en plus consciente chez celles qui sont plus évoluées.

Car en fin de compte, de savoir si Charlotte épouse son Étienne ou si Ménélaos récupère sa Belle Hélène ou si Coriolan finit ou non par trahir la patrie — voilà des problèmes tout aussi valables de par leur essence et leur nature que ceux relatifs aux difficultés existentielles de Mathieu Froment et de sa famille sans cesse plus nombreuse. Les différences ne peuvent être que quantitatives.

En effet, depuis que l'homme est apparu sur terre, il ne s'intéresse qu'aux choses qui sont en rapport avec sa vie et son bonheur. Dans l'univers esthétique, cela signifie que le lecteur s'intéresse aux objets qu'il connaît, aux pensées, aux sentiments et aux actes qu'il comprend et auxquels il attribue de l'importance.

Il s'ensuit que toute œuvre littéraire traitant de la vie humaine contient un problème. Quel que soit son objet, le lecteur ou le spectateur se demandera en toute circonstance : que va-t-il arriver à X ou à Y dans ces conditions ?

Bien entendu, plus l'horizon intellectuel et affectif de l'auteur (et en même temps de son public) est vaste, plus le problème pourra prendre de l'ampleur, et plus les idées, les sentiments et les actes dont l'affrontement et l'interaction l'intéressent auront de l'envergure.

Le problème le plus passionnant pour l'âme amoureuse des gens simples et naïfs est de savoir si les deux amants pourront finalement s'appartenir ; ceux qui ont vécu dans les milieux de la magistrature suivront avec un vif intérêt l'histoire de l'élection d'un fonctionnaire du comitat, les amateurs des époques poétiques les déceptions de la vie de Cyrano, tout comme les militants de l'idéal national la lutte du héros qui incarne pour eux les sentiments et les idées de toute une époque, et ainsi de suite.

Nous ne pouvons par conséquent pas admettre que l'effet esthétique s'arrête là, que celui qui présente sous la forme de l'art le sort des millions souffrant de la faim ou, mettons, les questions économico-politiques les plus actuelles du monde, doive nécessairement être considéré comme ayant péché contre la poésie.

— Ce n'est pas le problème qui est mis en cause — nous objectera-t-on sans donte — mais la manière tendancieuse de le présenter.

A notre avis, cela en soi n'est pas non plus un mal, à condition que l'écrivain soit à même de nous persuader de sa vérité par les seules armes de la création littéraire. Le mal commence là où il n'en est pas capable, où il ne fait que prêcher ou philosopher, en d'autres termes, où il cesse d'être un vrai poète.

Qui prétend nier que cela ne se produise assez fréquemment ? Mais n'oublions pas que, si le moindre problème demande à être traité par un poète, combien plus grand devra être le poète qui se penche sur les problèmes les plus grands, les plus complexes, les plus universels !

Oszkár Jászi

Művészet és erkölcs, Budapest, 1904

Remous littéraires et socialisme (Extrait)

La nouvelle littérature hongroise, la maudite (qui, par-dessus le marché, ne se fixe même pas de programme politique) est probablement un signe avant-coureur de la transformation sociale de la Hongrie, transformation attardée mais qui décidément ne saurait être ajournée longtemps. Tout était donné, tout est donné pour la réaliser, et si l'on déplore quelque chose, c'est bien de ne pas pouvoir écrire autant qu'on voudrait de cette belle et grande affaire. Pays grevé de tares, pays sens dessus dessous, pays de mendiants, pays malade, pays purulent, pays de seigneurs, pays dépendant, pays en mauvaise situation et bien entendu : pays inculte. Dans son chaos de nationalités ont pris place — en hongrois — presque un million de Juifs (un peu mélangés à d'autres) et mille années de mauvaise volonté n'ont pas réussi à extirper par endroit les belles valeurs spécifiquement hongroises de quelques individus. Sous l'influence de l'Occident, il était inévitable que survienne une nouvelle variante de l'époque de Petőfi, une époque où la conscience humaine, la conscience de l'homme civilisé se met à parler, se fait entendre et résonne jusque dans les nerfs. Il est possible (quoique ce ton sceptique détonne dans ce journal) que cette nouvelle renaissance spirituelle hongroise ne soit entière et occidentale qu'autant que l'était notre démocratie copiée et mensongère de [mille huit cent] quarante-huit. Mais il se peut aussi que cette révolution qui, pour le moment, se traduit en accrochages littéraires de têtes et de nerfs inquiets, finisse par se muer en une révolution sérieuse. C'est aux nationalistes (pharisiens ou idiots) à y réfléchir. Toujours est-il qu'on doit s'attendre à de grandes choses, à des choses grandioses. Ce n'est pas pour rien que ce pays est situé à un endroit si intéressant, entre l'Est et l'Ouest, et qu'il abrite une espèce particulière d'intellectuels aux mœurs asiatiques.

Rien n'indique mieux notre triste et bel état primitif que le rôle de la littérature car c'est elle qui nous donne une idée de la vie ou de la mort. (Affirmer que la sublime nécessité économique choisit l'art et plus spécialement la littérature comme avant-garde, n'est qu'une théorie et une théorie fort sotte.)

Est-ce que quelqu'un s'aviserait d'imaginer Petőfi (quoi que les superstitions pédagogiques soigneusement orientées lui aient inculqué) sans ses contemporains et sans les sujétions de l'époque et de l'économie ? Je suis heureux d'être par hasard le premier à déclarer ouvertement que toute cette pagaye littéraire ne serait pas survenue si le socialisme hongrois n'avait pas grandi entre-temps. Le dieu le plus intelligent ne saurait dire quand le socialisme nous libérera sur le plan économique, mais en attendant, il commence à libérer nos âmes, même nos pauvres âmes hongroises. Que ceux dont c'est le métier, la profession ou la fonction aillent examiner ce que la nouvelle littérature apporte à la langue hongroise et à ce qu'on appelle le génie hongrois. La vérité, c'est que cette nouvelle littérature (je ne parle pas des rusés trafiquants) est utile à l'homme, à l'amélioration, à l'évolution sociale qui, par endroit et à certaines époques, peut être trouble — mais il est certain qu'un Jenő Rákosi ne le comprendrait pas même s'il n'était pas un homme qui a donné son âme et sa vie en location. Il vit tellement dans son propre passé et dans sa manie que, selon toute probabilité, il n'a jamais vécu dans un seul présent.

Cette nouvelle littérature, même si de loin, vue par des yeux féodaux ou bourgeois, elle ne semble pas être socialiste (et effectivement elle ne l'est

probablement pas), existe par le socialisme, grâce au socialisme. Même son symbolisme et le symbolisme de sa prétendue inintelligibilité symbolisent le socialisme que l'on ne comprend pas, plus exactement : que l'on ne veut pas comprendre. Dieu sait ce qui arrivera ou n'arrivera pas à ce pays dans la région du Danube et de la Tisza. Dieu sait dans quel néant comique disparaîtra en Hongrie cet intérêt à la « village de Potemkine » pour la littérature. Mais une chose est certaine, une chose que l'auteur de ces quelques lignes sent profondément : cette guerre littéraire est l'enfant de la guerre sociale — et c'est précisément la raison pour laquelle tant de personnes la craignent et d'une façon si touchante et si ridicule, mais si prometteuse pour ses représentants et pour ce pays si triste.

Szocializmus, 1908/9, n° 3.

ENDRE ADY

Histoire du développement du drame moderne (Extrait)

Il découle des problèmes posés par la forme dramatique des question. historiques qui constituent la sociologie du drame. Ceci ne veut pas dire qus l'on puisse simplement déduire des conditions économiques, sociales, etce d'une époque donnée toute la littérature et tout l'art — et, dans le même temps, la littérature dramatique — de cette époque ; cela reviendrait à croire que l'analyse sociologique de l'époque de Shakespeare permettrait d'expliquer sa personnalité et l'essence de son art. Ne serait-ce qu'en raison des limites imposées par le volume et le cadre du présent ouvrage, on ne peut aborder cette question en ce qui concerne tout l'art et toute la littérature. Nous nous proposons simplement d'examiner les possibilités sociales du drame par suite des particularités de forme que nous avons déduites à partir, seulement, de la notion de drame, sans la moindre connexion historique et donc sociologique. Pour l'essentiel, la question que nous nous posons est donc négative : il s'agit de savoir en quelles époques et dans quelle mesure le drame est possible. Ou, pour nous exprimer quelque peu plus positivement : quelles sont les atmosphères d'époque qui exigent la forme dramatique en tant que forme d'expression réellement adéquate, marquante et forte ?

Mais a-t-on tout simplement le droit de poser cette question ? Peut-on vraiment parler de détermination sociale du drame ? L'histoire nous prouve que oui. Il serait difficile de considérer comme un hasard le fait qu'il y a des époques dramatiques uniquement, et non pas des génies isolés se manifestant à des époques non dramatiques. Nous savons que tous les grands auteurs de drames ont vécu au plus fort des grandes époques dramatiques, qu'ils étaient fortement liés stylistiquement à leurs prédécesseurs et que nombreux furent ceux qui poursuivirent leur œuvre, et que c'est seulement *primus inter pares* qu'ils vivaient à de grandes époques riches en personnalités. (De ce point de vue, Alfieri a peut-être été la seule exception.) Cela suffirait peut-être à nous empêcher de considérer comme des hasards ces rencontres, qui ont été précédées et suivies la plupart du temps, du point de vue du drame, de siècles stériles, et à nous faire rechercher leurs causes profondes, allant au-delà des talents personnels : les causes sociologiques.

On peut évidemment poser la même question pour tout art se manifestant par périodes, des périodes qui présentent des caractéristiques artis-

tiques communes. C'est là la question de la solution sociologique du problème du style : la question de savoir si le style de l'art de telle ou telle époque est déterminé par les systèmes sociaux de l'époque et, si oui, comment. Nous ne parlerons ici que du drame, et la question que nous posons est la suivante : la forme dramatique possède-t-elle un élément — et, si oui, lequel ? — qui soit dans le même temps un élément créateur profond de l'atmosphère et de l'ambiance de cette époque, de la partie de ses sentiments et de ses atmosphères dont la détermination sociologique est indubitable ? En fait, l'analyse de la forme présentée plus haut répond déjà à cette question. Pour cette raison, nous n'en résumerons que brièvement les résultats. Avant toute autre chose, les circonstances de l'effet exercé par le drame sont sociales. Les masses sont toujours plus sociales que l'individu isolé, l'humeur des masses est beaucoup plus déterminée par les circonstances historiques de l'époque que la pensée des individus, et l'homme faisant partie de la masse pourrait difficilement se soustraire à l'effet de ces atmosphères, du moins pendant le temps qu'il fait partie de la masse. Ensuite, le contenu du drame est social : il s'agit, comme nous l'avons vu, d'une action sociologique, se produisant exclusivement entre êtres humains, une action dont la nature sociologique se trouve encore renforcée par le fait que, par suite des exigences posées par la forme, la masse en question doive ressentir cette action comme typique d'elle, comme symbolisant son sort et comme dépeignant sa vie. Et enfin, pour la même raison, l'élément ordonnateur final de la stylisation dramatique, la vision du monde est sociale. Nous savons que c'est seulement sur la vision du monde que le drame peut se construire, que c'est elle qui en meut tous les événements, que c'est par elle et en elle que se produit l'effet dramatique final. Il faut donc que, là aussi, il y ait communauté entre le drame et le public, même si cette communauté est inconsciente et tacite. Il se peut que le drame seul fasse prendre conscience aux individus des conflits, mais comment le pourrait-il s'il n'existait pas préalablement en eux leurs éléments latents ? Il se peut que comme dans le cas d'Œdipe, cité plus haut, la vision du monde devienne périmée de par son contenu, mais formellement (que le conflit soit résolvable ou non ; qu'il s'agisse d'une dialectique de la volonté ou de l'intellect, etc.), il faut qu'elle soit la même. Cette dernière possibilité ne fait d'ailleurs qu'expliquer l'effet des drames à des époques reculées, sans toucher au problème de leur naissance.

Si donc nous nous demandons à présent à quelle époque le drame est possible, nous nous demandons en fait quels sont les modes de sensation et de réflexion du public qui le rendent possible ou éventuellement l'exigent. Et cette question-là est déjà entièrement une question sociologique.

Quand le drame peut-il donc faire son apparition ? Le moyen le plus simple consisterait sans doute à répartir les possibilités sociales en deux groupes : un groupe extérieur et un groupe intérieur. Premièrement : existe-t-il des masses sur lesquelles on puisse exercer un effet spontané par les moyens du drame, et comment ces masses se présentent-elles ? Deuxièmement : comment se présente cette communauté de vision du monde entre la masse et le drame, et quelles en sont les conditions sociales préalables ?

En fait, la première question revient à se demander si le théâtre est possible à une époque donnée. C'est là l'antécédent le plus primitif, mais en même temps le plus inévitable du drame. Sans scène, il n'est pas de drame : c'est-à-dire, sans scène, le drame doit manquer de tout ce qu'exige la catégorie de l'effet spontané, pour évoquer en un mot ce que nous avons

exposé plus haut. Lorsqu'un drame n'est pas né de l'esprit du théâtre, sa dialectique abstraite n'est pas liée — ou, bien souvent, ne s'est pas imposée — à un théâtre aux traditions fortes, vigoureuses, sensibles, ou du moins à une institution similaire, et un tel drame est trop intellectualiste dans une tendance quelconque correspondant à l'atmosphère de l'époque. Sa dialectique est extrêmement consciente ; ses symboles, en raison d'une expression par trop directe, sont menacés du danger de la dégénérescence en allégorie ; son *pathos* est menacé par le danger de la rhétorique, et sa tradition par celui d'un raidissement en convention. Quand est donc possible le théâtre ? Cette question est si complexe et, dans le même temps, comme nous le verrons plus loin, constitue à tel point une déterminante uniquement négative du drame, que nous pouvons tout au plus énumérer brièvement ici ses éléments. Le théâtre suppose une certaine liberté de mœurs, de la vie politique et de la vie religieuse ; en des époques rigidement et ascétiquement religieuses et morales, le théâtre ou même tout phénomène comparable est chose impossible. Si l'on y trouve quand même quelque chose qui agit sur une masse, cela ne peut prendre qu'une forme didactique et intellectualiste (même si son contenu est mystique), et l'on n'y trouvera rien qui parle aux sens, rien de véhément, de lyrique, d'orgiaque ; on n'y trouvera aucun élément du *mimus*. Autre condition préalable : une certaine tradition de l'effet sur les sens : le désir et la tradition du plaisir procuré par les mouvements beaux ou expressifs du corps humain, ou par la beauté de la voix humaine ; un désir — éventuellement naïf et grossier — de voir et d'entendre une perceptivation directe d'événements ; l'amour de la pompe et du faste (défilés, chœurs, etc.). Et ce qui découle le plus souvent de tout ceci, à savoir la possibilité de répondre à ces désirs dans le cadre de la culture donnée.

Mais ceci, je le répète, n'est qu'une condition préalable négative. S'il est vrai qu'il n'est pas de drame sans théâtre, au stade de culture où il peut être question de drame, il existe généralement un théâtre, et c'est seulement dans des cas très rares (rendus finalement possibles par la complexité extraordinaire des conditions culturelles des deux derniers siècles) que le drame naissant ne trouve pas de scène propre ou susceptible d'être rendue apte à ses objectifs. Mais le théâtre en soi ne donne pas naissance au drame. Il lui faut se croiser avec un élément nouveau, étranger, pour que leur rencontre puisse donner le jour au drame. Quel est donc cet élément nouveau ? Nous l'avons déjà dit, il s'agit de la vision du monde. Le théâtre donne naissance au drame lorsque la vision du monde du public et de l'auteur est telle qu'elle exige la forme dramatique afin d'exprimer son essence la plus intime, si leur vécu commun est un vécu exprimable au mieux dans le drame, et exprimable parfaitement dans le drame uniquement : le vécu tragique.

Quand cet état intervient-il ? Quand est-ce que l'univers des sentiments d'un groupe humain est tel qu'il voit la vie sous la forme de la dialectique de forces se détruisant réciproquement avec une énergie impitoyable ? Toute dialectique est un signe de dissolution ; la dialectique n'est le symbole d'une dissension intérieure, d'une problématisation interne, que comme elle en est le moyen d'expression. Le seul fait que quelque chose doive être justifié, qu'il ait perdu sa nature agissant avec la force d'un dogme impossible à remettre en question et procédant de sentiments fermes et solides, constitue un signe d'incertitude intérieure et, puisqu'il s'agit de culture, en l'occurrence, un signe de dissolution, le début du déclin.

Mais si les raisons opposées au sentiment de vie original, les faits ressentis par les opposants et d'autres sentiments devenus incompatiblement

opposés ont pris une dimension telle qu'ils s'y opposent avec une force égale, la décadence véritable se produit. C'est là que se situe une période héroïque de la décadence, une époque où l'on ne peut plus condamner hédonistiquement les vertus, où l'on ne peut plus voir la vie de manière telle que la vertu puisse en attendre récompense et le crime châtiment, mais où, cependant, on trouve encore dans les vertus l'énergie potentielle de l'intensité infinie de l'ancienne vie, une énergie qui ne peut composer avec des conditions modifiées et se brise sur elles. Mais s'il pouvait être question d'un choix, son choix se porterait plutôt sur la ruine héroïque, tant la nécessité intérieure originale y est encore forte. Et, ce qui doit nécessairement coïncider avec ceci, de nouveaux sentiments font leur apparition parmi les hommes anciens et les anciennes institutions. Et soit l'âme des hommes anciens est déchirée par la dissonance insoluble de l'ancien et du nouveau, soit les sentiments nouveaux sont écrasés par les poids et les forces des institutions et des hommes d'avant, qui fonctionnent encore d'eux-mêmes. Ces temps sont tels lorsque, par suite du fait que la vie est devenue entièrement problématique, la vie doit cesser d'être une valeur vitale essentielle pour l'homme éthique. Et l'on assiste dès lors à un retournement contre les valeurs les plus importantes de l'homme en faveur de ceux qui sont ou seront condamnés à mort : c'est la naissance de l'idéologie de la belle mort.

Mais quand cet état intervient-il ? Nous savons que les ruines d'une culture servent le plus souvent de base à l'édification d'une culture nouvelle, et il est très fréquent que nous ne parvenions à distinguer l'une de l'autre que dans leurs extrêmes ; nos distinctions ne sont que des abstractions ultérieures, et elles ne sont en rien propres à faire naître les conflits de vision du monde et d'éthique profonds qui donnent le jour aux tragédies. Par contre, la destruction de nombreuses cultures a été précédée et provoquée par une violence extérieure grossière, sans qu'elles aient été le moins du monde affaiblies de l'intérieur ; et ce qui a pris leur place en était tellement essentiellement différent que l'on ne peut imaginer entre l'ancienne et la nouvelle qu'une lutte brute, physique, et non pas la dialectique des contradictions intérieures. L'état de l'univers des sentiments et des jugements de valeur que nous avons esquissé plus haut, état qui a besoin de la tragédie pour être exprimé, ne peut résulter que d'une problématisation intérieure. Qu'est-ce donc qui correspond dans les faits à cet état idéologique ? Toute culture est dominée par une certaine classe. Plus exactement, les conditions économiques et politiques de cette classe, la forme, le tempo et le rythme qui résultent de l'ensemble de son mode de vie, déterminent les formes de révélation de cette culture. Par contre, le fait que les bases sur lesquelles reposait la domination de la classe en question, et donc sa domination de la culture avec elle, deviennent problématiques, entraîne la nécessité de la problématisation de tout sentiment, de toute pensée et de tout jugement de valeur de cette classe, créés pour les conditions non problématiques, l'époque non problématique. Et même, le processus de décadence se manifeste précisément dans la problématisation des jugements de valeur. Et ce en premier lieu pour l'individu, qui ne porte de jugements de valeur que sur ce qui le touche directement et ne prend que rarement conscience des causes profondes. L'effet du drame présente un paradoxe : les événements sociologiques agissent sur le récepteur mystiquement ou métaphysiquement, ce qui fait qu'il ne s'agira en l'occurrence que d'un cas d'un mode de perception très général. Pour résumer très brièvement ce qui a été dit, nous dirons donc que l'époque dramatique est l'époque héroïque de la décadence de classe, lorsqu'une classe (la masse qui domine le public du drame) sent

l'échec tragique du vécu typique auprès des hommes représentant ses principales capacités, auprès des types héroïques, l'échec de l'événement symbolisant toute leur vie.

Une classe montante ne ressentant pas encore la vie comme problématique du point de vue de son idéologie propre et qui, lors d'une lutte pour le pouvoir avec une autre classe, voit la source des maux dans les institutions de cette autre classe, et donc dans des causes provisoires et modifiables, ne peut avoir de drame. Elle ne peut en avoir, même au cas où la vie soulèverait un problème de tel type qu'elle pourrait jouer plus tard un rôle décisif dans le processus de sa dissolution.

Mais tandis que, d'une part, la sociologie apporte une réponse à la question de savoir quand la tragédie est possible, elle nous aide d'autre part à approfondir l'explication de la nature paradoxale de l'effet tragique. La difficulté d'expliquer le sentiment de plaisir provoqué par la tragédie a toujours résidé dans le fait que ce sentiment de plaisir est né de la vision et de la transposition vécue intérieure de douleurs et de souffrances, et non pas de leur belle représentation (comme, par exemple, la représentation d'objets tragiques dans les beaux-arts). La souffrance est la source de ce sentiment de plaisir : tel est le paradoxe de l'effet tragique. Quelqu'un est détruit, anéanti, d'une manière nécessaire, et avec ce quelqu'un, quelqu'un d'autre qui nous représente, et dont l'anéantissement est le symbole de notre vie.

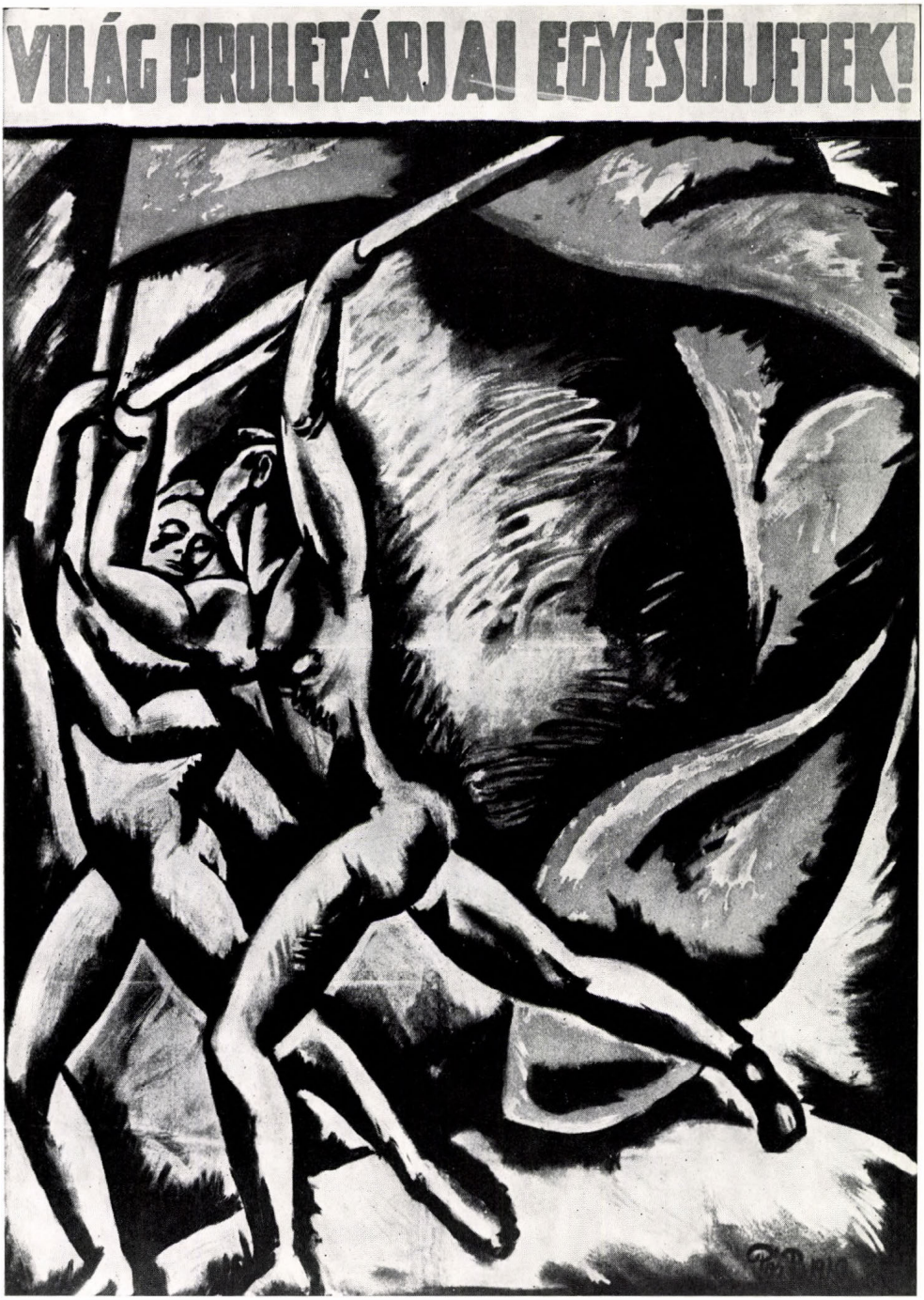
C'est dans un certain état idéologique causé par les conditions sociales que les hommes ont ce sentiment, qu'ils se doivent de l'avoir. Lorsque, dans la vie, les plus grandes valeurs vitales sont détruites mesquinement, laidement, ou dans des douleurs et au milieu de cruautés épouvantables, l'homme doit ressentir un sentiment de plaisir lorsqu'on lui dépeint la mort magnifique, lorsque les phénomènes vitaux désagréables d'une manière inquiétante dans l'expérience incompréhensible mais sans cesse répétée sont présentés dans la tragédie comme sublimes, comme métaphysiquement nécessaires. La tragédie fait prendre conscience des processus vitaux, et le fait de les regarder en face et d'en comprendre la nécessité représente un plaisir intellectuel enivrant. En outre, la tragédie — et c'est là l'essentiel de son effet —, du fait de sa force condensée, embrasse dans le vécu tragique une richesse vitale et une intensité qui ne se manifestent jamais dans la vie réelle ; l'homme qui correspond dans la vie à l'homme dépeint dans la tragédie, précisément en raison de son échec, s'en trouve élevé bien au-dessus de ses possibilités imaginables les plus hautes.

A modern dráma fejlődésének története, Budapest, 1911.

GYÖRGY LUKÁCS

Art européen et art hongrois (Extrait)

La situation de l'œuvre artistique est merveilleusement paradoxale tout en étant achevée, parfaite et absolue en elle-même, elle n'en fait pas moins partie de la grande communauté de l'art et ne peut être comprise qu'en elle. Il en va de même pour l'époque : son art est à chaque instant au but, car chaque œuvre d'art est éternelle et supratemporelle, et néanmoins elle plonge dans le courant du temps, chacun de ses instants est diffé-



Bertalan Pór
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



Mihály Biró
Le 1re mai 1919.



Róbert Berény
Aux armes !



Béla Uitz
Soldats rouges, en avant !



Bertalan Pór
Pour vos femmes et pour vos enfants, en avant !



Sándor Bortnyik
Mai rouge 1919.



Béla Uitz
Humanité 1919.



Béla Stettner
Vive la République des Conseils !



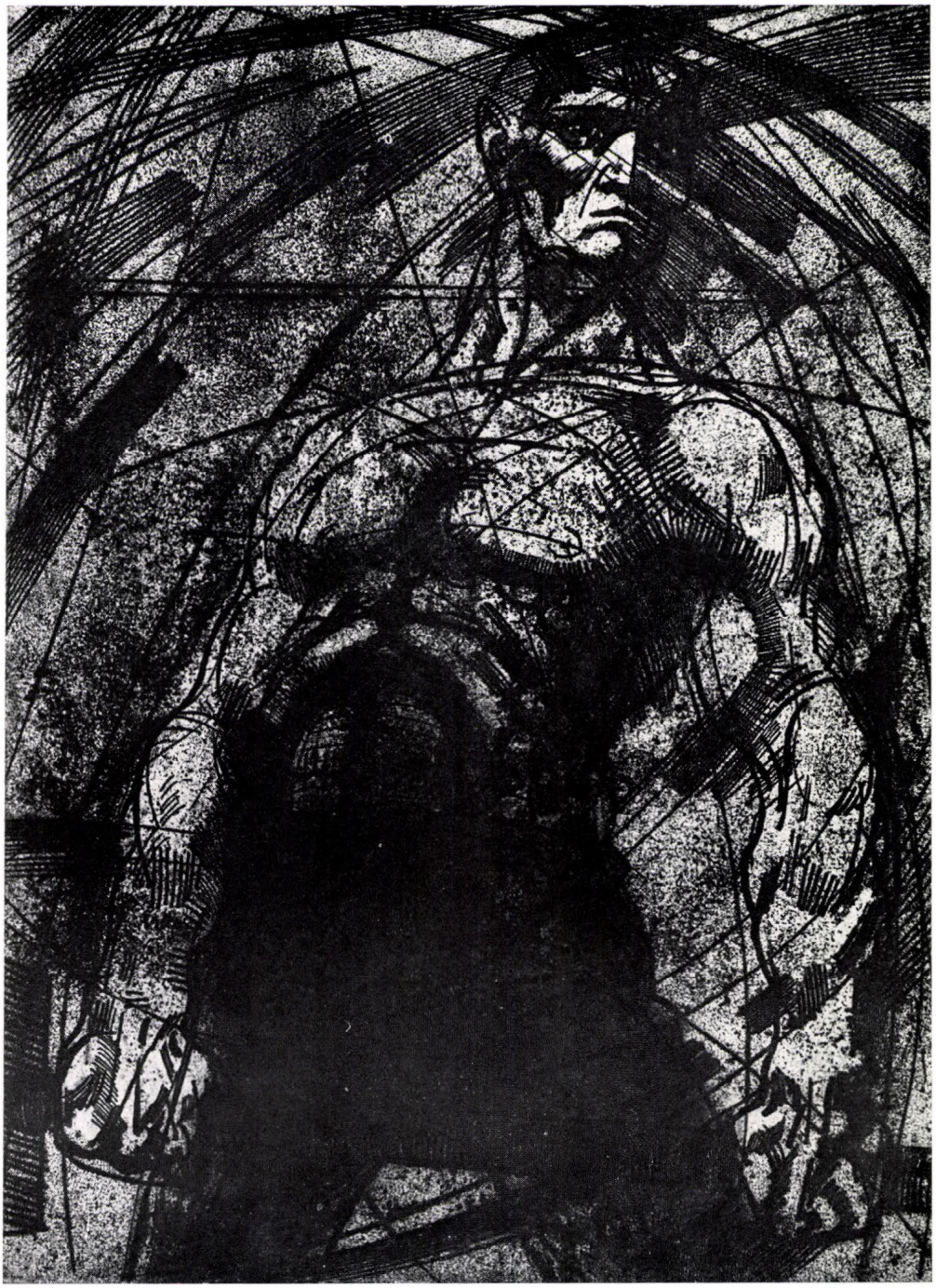
Béla Stettner
Aux armes, les prolétaires !



Béla Stettner
En avant, les prolétaires !



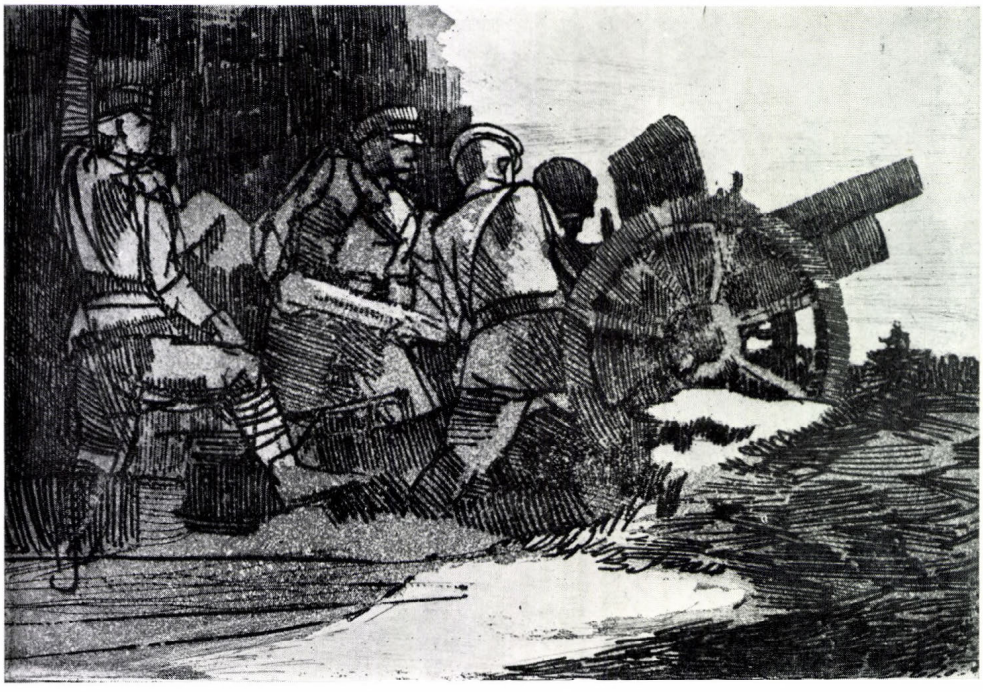
Károly Raszler
Janvier 1919.



Károly Raszler
Mars 1919.



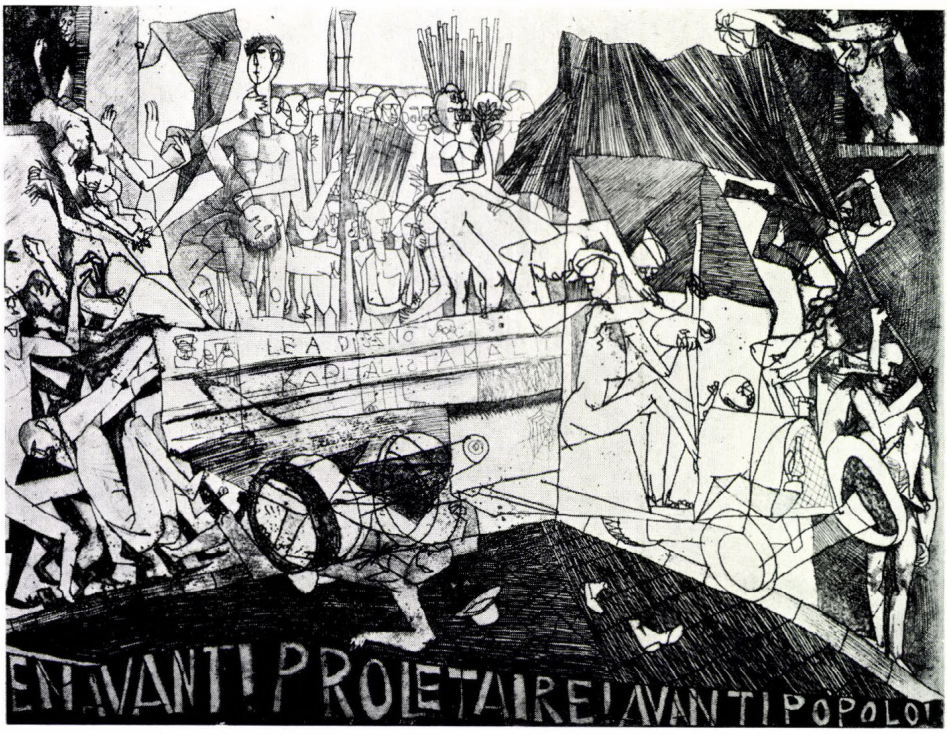
Gyula Feledy
Soldats rouges, en avant !





Gábor Gacs
Révolution de 1919.

◀Gyula Feledy
Artilleurs rouges.



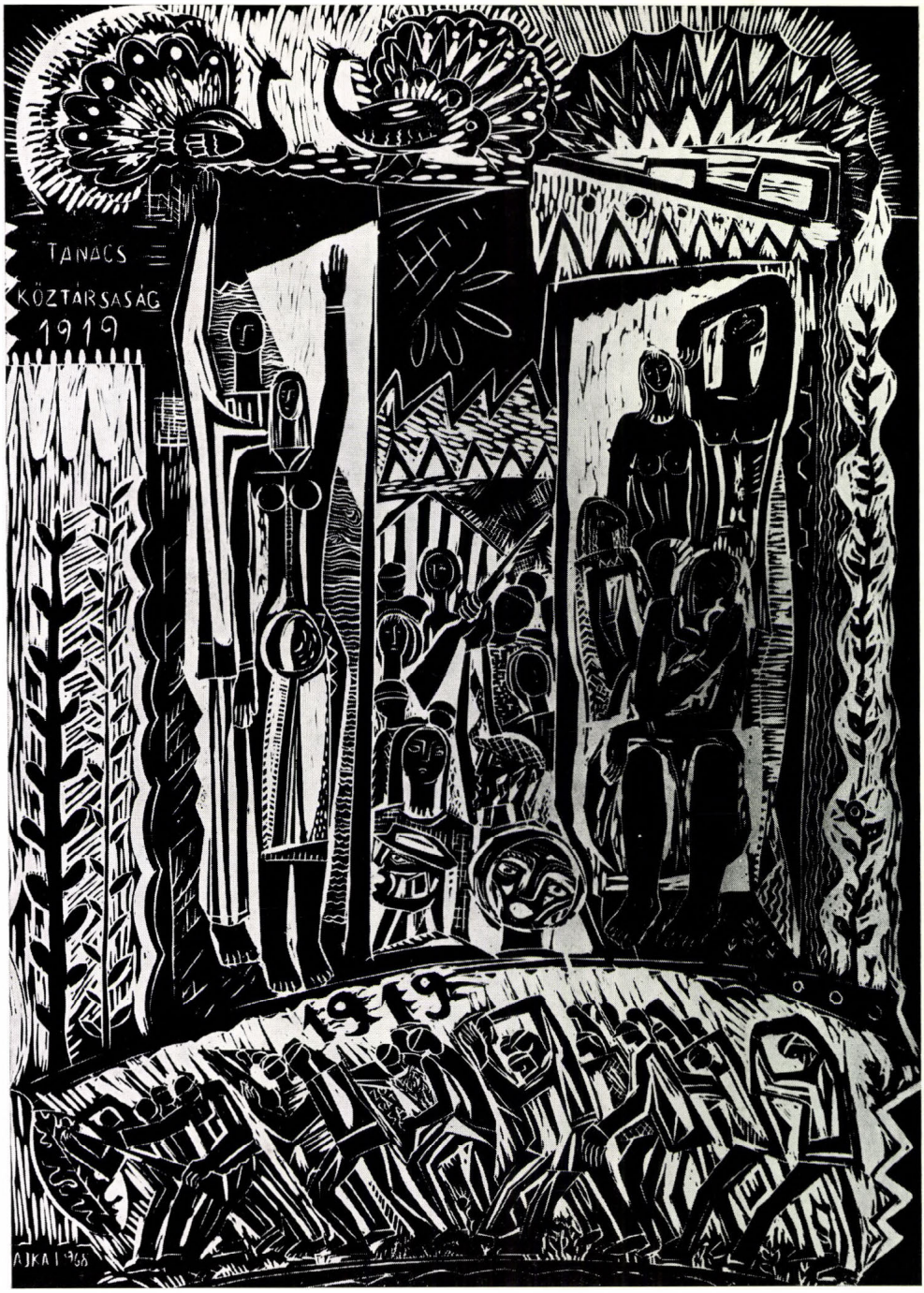
Béla Kondor
En avant, prolétaire !





Béla Kondor
Traîneurs de canon.

◀ Béla Kondor
La bataille du Pont de Chaînes.



János Fajka
« Le paon est monté. »

rent du précédent et pourtant il ne peut être compris que par rapport à lui. Il s'agit là de la réalisation de l'idée éternelle dans le temps, du problème de la corrélation absolue de l'esthétique et relative de l'histoire. Sans la communauté, l'art est une simple juxtaposition des objets d'art ; sans la corrélation de l'intemporel et du temps, l'histoire est une simple succession de cas isolés. Et si c'est une grave erreur de ne pas comprendre à partir d'une œuvre d'art, l'essence d'une époque ou inversement, quelle en serait la faute que nous commettrions si, à partir de l'ensemble des œuvres d'art et des époques, nous n'arrivions pas à comprendre l'essence de l'art et de l'histoire de l'art !

Le moment est venu, dit-on, de procéder à des recherches positives exemptes de récapitulations et de généralisations hâtives, puisque nous avons assisté à la réhabilitation de certaines époques longtemps méconnues et méprisées, telles que par exemple le baroque, notamment grâce à la découverte d'un point de vue adéquat de la recherche et de l'appréciation, et puisque les recherches qui ouvrent aux synthèses de nouveaux domaines encore insuffisamment connus peuvent à chaque instant infirmer nos constatations accomplies ou en train de s'accomplir. Il en est peut-être ainsi, je ne voudrais pas discuter avec les périodisations subjectives émanant de savants objectifs. Seulement, l'histoire, tout comme les autres disciplines, n'est jamais achevée, et la philosophie de l'histoire de saint Augustin, basée sur les connaissances de son auteur, est tout aussi valable ou pas que celle de Hegel ou vice versa, et si nous attendons la fin des recherches et le consentement des historiens pour former notre jugement sur l'histoire, nous devrons attendre jusqu'au dernier jugement. Par conséquent, l'histoire ne relève pas des sciences naturelles et n'en relèvera jamais, malgré tous ses efforts pour s'installer en suivant leur modèle et pour ne pas recourir aux notions *a priori* ou métaphysiques, à plus forte raison parce que même dans les sciences naturelles on a beau jeter ces notions par la fenêtre, elles reviennent par la porte. Combien ceci est plus vrai dans l'histoire ! Ce n'est pas un trop grand positivisme qui a porté préjudice à la philosophie positiviste dépourvue de métaphysique, mais le fait qu'elle était plongée pardessus les oreilles dans la métaphysique et qu'elle l'était sans s'en douter. Il est à craindre que l'historiographie si sûre d'elle-même et tellement désireuse d'éviter des points de vue hétérogènes finira également par être convaincue d'une faute de ce genre, pour peu que la critique de la philosophie de l'histoire ou l'histoire critique de la philosophie se penche sur ses conditions premières. Je préfère assumer la métaphysique ouvertement et en pleine conscience, si je ne puis l'éviter — cela me permet au moins de l'étudier — plutôt que de découvrir qu'elle s'est introduite subrepticement. Tout au plus me qualifiera-t-on de dogmatique. Et j'avoue sans ambages que les considérations et jugements historiques qui suivent sont conditionnés par des idées philosophiques de l'histoire de l'art, et qu'elles sont même sous-tendues par une conception du monde solidement implantée, sans laquelle les pensées s'émiettent et par laquelle elles se haussent au niveau de la généralisation et deviennent des idées. Et si mes points de vue paraissent partiaux et mes appréciations injustes, je répondrai qu'on n'exprime pas nécessairement chaque fois tout ce qu'on sait, ce qu'on sent, mais que parfois on estime nécessaire de mettre en relief certains points de vue, même au détriment d'autres, même en risquant de commettre des injustices, pour arriver à un certain but. Car en fin de compte l'histoire n'est pas pour tous un but scientifique en soi, et même elle ne l'est généralement que pour celui qui la cultive. Pour l'esthète, le philosophe et l'artiste créateur, elle est

la réalisation d'idées, une matière à modeler ou encore un moyen de connaissance. Pour être justifiées, la synthèse, l'analyse philosophique de l'histoire ou la généralisation ne nécessitent pas toujours — ou même probablement jamais — que l'histoire pure juge le moment opportun ou non. Leur justification est déterminée par les besoins de la vie, de la vie qui veut se connaître elle-même, qui veut connaître son présent par l'intermédiaire du passé et non seulement le passé pour lui-même. Si ce besoin est fort et s'il en a la possibilité, il ne demandera pas l'autorisation de la science pour choisir le moment de se satisfaire. Et comme ce besoin me semble être très fort chez nous à l'heure actuelle, et que j'ai l'impression d'être en mesure de mon côté, sinon d'y satisfaire dès maintenant, mais du moins de l'alimenter et de le propager en vue de son éventuelle satisfaction future, je me propose de retracer les principales lignes du développement de l'art hongrois au cours des cent dernières années.

Ces lignes ont donc été écrites pour servir l'influence de la vie sur le moment présent et, par l'intermédiaire du présent, sur l'avenir. Elles sont destinées aux penseurs et aux artistes dans l'intérêt de l'art, et elles ont été inspirées par des pensées et des préoccupations concernant le sort de l'art contemporain dont les racines plongent dans le passé.

Európai művészet és magyar művészet, Budapest, 1918.

LAJOS FÜLEP

Kant et la paix éternelle
(Extrait)

Que l'idée de la paix soit utopique et impossible à réaliser, voilà ce que le cerveau humain n'est pas en mesure de concevoir avec une certitude mathématique. On a bien vu, en effet, qu'un jugement de ce genre — qui concerne le sens de l'évolution — est transcendant par rapport à lui. Or aussi longtemps que cela n'est pas démontré avec une certitude mathématique absolue — et ce ne le sera jamais — nous avons beau ne pas croire à la réalisation de la paix éternelle, nous sommes obligés d'en admettre la possibilité (du moins minime et lointaine). Et aussi longtemps que cette possibilité — si petite qu'elle soit par ailleurs — existe, tous ceux qui lui nuisent en exprimant des doutes à ce propos commettent un crime à peine pardonnable contre l'humanité. Tous ceux qui, bien qu'ayant réfléchi à la question, se cantonnent dans une pose sceptique afin de faire montre de cynisme et de supériorité, doivent être considérés comme des hommes immoraux et les ennemis de nous tous.

Car l'obstacle majeur dans la réalisation de l'idée de la paix est précisément le fait que, jusqu'à nos jours, la majorité de l'humanité n'y a pas cru suffisamment. En réalité : la foi en ce cas est déjà acte. Le pessimisme, comme le dit Kant, « produit lui-même le mal qu'il prédit ».

En second lieu vient la notion du devoir. C'est sur cette notion que repose toute la pensée éthique de Kant : en cela, il est bien allemand. Ce qui est un devoir ne peut pas être une chimère ! Et même, dans l'ensemble de la vie pratique, le devoir est le seul point fixe pouvant servir d'étalon au reste. Nous avons vu que le devoir se basait sur les lois susceptibles d'être appréhendées *a priori* par la raison : c'est là la source de tout droit et de toute morale.

S'il en est ainsi, il suffit de prouver la justesse de la thèse suivante : « diriger le mécanisme de la nature en y mettant le meilleur de nous-mêmes de façon qu'il prépare le mieux et le plus rapidement possible la réalisation de l'idée de la paix : c'est un devoir » — et dès ce moment, l'objection que l'idée de la paix est une idée de faible validité dans la vie juridique perd toute sa vigueur. Le devoir a une validité plus forte que toute autre chose. « La question, dit Kant dans un autre ouvrage, n'est pas de savoir si la paix éternelle est possible (comme nous le pensons) ou non. Il faut agir comme si elle était possible. Et même si toutes nos considérations théoriques reposaient sur une illusion, la maxime : Fais tout ce que tu peux en vue de ce grand but ! car c'est ton devoir ! ne pourrait être une illusion. »

Que ce soit là réellement un devoir, et même un devoir plus important que tout le reste, peut facilement être prouvé, il suffit de renvoyer aux droits de l'homme. Il est intéressant de noter que Kant recourt non pas tellement au droit des hommes à la vie et au bonheur que plutôt à leur droit à la liberté et à l'indépendance. Cela correspond mieux d'une part à la rigueur d'esprit de ce grand penseur, qui n'attribue que peu d'importance à la vie et au bonheur là où il s'agit du devoir. Mais c'est aussi une excellente échappatoire à une objection qui vient fort à propos et dont on se sert bien souvent, quoique rarement dans un esprit sincère.

Il s'agit de l'objection : ce n'est pas la vie ou le bonheur qui constitue la plus grande valeur pour l'homme.

Cela est peut-être vrai. Mais comment s'imaginer une valeur qui puisse signifier quelque chose pour l'homme sans la vie ? Pour celui qui ne vit pas, plus rien en ce monde n'a d'importance. Les valeurs humaines ne peuvent être imaginées ailleurs que dans la vie humaine. Si le feu détruit le coffre-fort, tous les trésors seront également consumés. Il se peut que la vie ne soit pas le plus grand bien en elle-même, mais elle est porteuse, elle est la condition *sine qua non* de toute valeur. Elle constitue la possibilité, l'espace, la liberté pour les valeurs : autrement dit, l'homme y a un droit absolu, non comme au bien suprême, mais comme à la suprême possibilité et à la seule liberté vers les valeurs.

Cela ne signifie nullement que l'homme ne doive pas sacrifier sa vie, tout ce qu'il possède, pour un but plus élevé. Mais ce sacrifice ne sera digne de l'homme que s'il est fait volontairement, sans quoi il n'est plus sacrifice, mais perte et violation évidente du droit de l'homme. Parce que le premier droit, pour ainsi dire par définition, c'est d'être considéré comme un homme, et cela présuppose l'indépendance : autrement, pour employer les mots de Kant, « ils sont utilisés et usés comme de simples moyens ».

Nyugat, le 16 août 1918

MIHÁLY BABITS

Ame et culture
(Extrait)

Ce qui à notre avis est d'une importance primordiale, c'est de présenter au public de nos jours un aspect homogène de la culture qui l'entoure, grâce à un choix judicieux. S'il existe quelque chose qui, dans les conditions actuelles de la culture, peut conférer une raison d'être à une école, c'est précisément le fait qu'elle peut renforcer notre désir de culture dans une

direction précise et unique. En effet, n'est-ce pas le danger par excellence de la culture moderne qu'elle nous dépasse, et qu'il nous devient de plus en plus difficile d'établir des rapports avec elle ; aussi, lorsqu'une école se contente de satisfaire à l'intérêt de son public en lui offrant des connaissances diverses dont l'intérêt ne réside qu'en elles-mêmes, sans indiquer les liens profonds qui les relient, elle nuira bien plus qu'elle ne sera utile.

Toutefois un tel aspect homogène de la culture objectivée ne peut, à mon avis, être présenté que par une génération dont les membres s'apparentent par le rythme de leur développement et le sentiment qu'ils ont de la vie ; aussi ne peut-on pas dissimuler que le noyau de cette école se compose d'hommes qui se sont développés ensemble et qui ont besoin les uns des autres. Même si nous nous rendons compte des différences de principe et des différences individuelles qui existent entre nous, nous les réalisons par rapport à un centre commun, et même si les disciplines que nous pratiquons séparément forment une barrière entre nous, les conférences de l'année dernière ont dû convaincre nos auditeurs que la nature commune des recherches et de la mise en œuvre reste visible jusque dans les diverses sphères de nos préoccupations. Bref, nous considérons comme de notre devoir de faire de cette école, sur la base de la culture subjective, une manifestation homogène de la culture objective, afin qu'elle puisse entraîner à sa suite tous ceux qui se sentent solidaires avec elle.

En quoi consiste cette homogénéité, cette unité qui nous semble si importante ? Pour répondre à cette question, nous avons le choix entre deux voies : nommer brièvement les tendances culturelles hongroises et étrangères avec lesquelles nous nous découvrons une parenté d'idées — dans ce cas, ce seront des noms qui marqueront les tendances de l'évolution dans la ligne de laquelle nous nous situons —, ou bien définir par leur contenu les principes qui nous unissent, tout à fait indépendamment des ancêtres historiques. Aucune de ces voies ne me paraît satisfaisante. Car en effet, même si parmi nos devanciers historiques immédiats je signale que pour notre vision du monde et notre sentiment de la vie, c'est Dostoïevski, pour nos convictions éthiques Kierkegaard, pour notre philosophie le *Logos* allemand, l'*Esprit* hongrois, Lask et Zalai qui ont tracé notre chemin, même si j'ajoute que nos vues esthétiques se sont orientées vers Paul Ernst et Riegl, notre culture artistique vers Cézanne, la nouvelle poésie lyrique française, en particulier la *Nouvelle Revue Française*, parmi les Hongrois Bartók et beaucoup de bons poèmes d'Ady qui dépassent l'impressionnisme, enfin si j'ajoute que le mouvement du théâtre Thalia figure également parmi nos devises, tout cela ne marquerait que la multiplicité des influences et non l'unité grâce à laquelle l'ensemble de ces facteurs est devenu un élément actif de notre vie et de notre pensée.

Je laisse de côté la circonstance que, si l'on veut faire le tour des influences historiques, il faudrait mentionner des courants auxquels nous avons presque tous adhéré, au point qu'il nous a fallu un certain temps pour nous rendre compte que nous devions les dépasser ; de sorte que si, maintenant, nous nous constituons adversaires de ces courants, cela représente une opposition venant de l'autre côté. Nous nous y opposons tout en les postulant, et sans nier le fait qu'ils nous ont formés. Il s'agit notamment du naturalisme et de l'impressionnisme en art, et du marxisme en sociologie : nous ne voulons pas oublier ce que nous avons appris d'eux.

Comme je l'ai dit, une énumération pure et simple des noms ne suffit pas pour indiquer l'essentiel de l'école, et je ne pense pas qu'on arrive beaucoup plus loin en recherchant dans les différentes branches de la culture

objectivée les moments qui, réunis en thèses, pourraient représenter notre point de vue. Je devrais peut-être dire que nos convictions éthiques et esthétiques sont caractérisées par un certain normativisme — qui toutefois n'est pas l'observation des règles exigée par l'académisme — et notre conception du monde par un idéalisme tendant vers la métaphysique — mais qui est bien loin de l'idéalisme forcé des religions établies. Je pourrais encore dire que, après avoir reconnu la stérilité du monisme, nos recherches scientifiques aspirent au pluralisme. En effet, les décennies écoulées ont élargi notre horizon philosophique et nous ont amenés à reconnaître que la réalité qui entoure l'homme est constituée de données multiples, différentes les unes des autres, et nous jugeons plus important d'appréhender leur différence que de nous rassurer en élaborant une conception du monde prématurément fermée à l'aide de schémas de pensées simples.

Ni l'analyse des influences historiques, ni l'énumération de ces thèses de fond ne me permettent cependant encore de cerner cette unité située plus en profondeur.

Je considère pour ma part que l'unité que j'ai mentionnée à plusieurs reprises consiste en un point de vue homogène à partir duquel nous envisageons chaque forme objectivée de la culture, la religion, la philosophie, l'éthique, l'art, la vie sociale et l'histoire, qui nous fournissent matière à des observations similaires, et dont nous appréhendons la structure et l'importance d'une manière particulière. Nous voyons dans une même optique cette diversité des formes objectivées de la culture et la voie du développement de la civilisation, et nous sommes pénétrés du sentiment de la parenté de notre situation dans ce cadre.

Lélek és kultúra, Budapest, 1918.

KÁROLY MANNHEIM

Idéalisme conservateur et progressiste (Extrait)

La vision du monde est une chose nécessaire : et la thèse veut que cette vision du monde soit, non pas esthétique ou métaphysique, mais éthique. Il faut faire remarquer ici que, tandis que le terme de vision du monde est devenu fort à la mode en Allemagne pour désigner une mixture philosophique moitié esthétique et moitié religion tout en n'étant en réalité ni l'une ni l'autre, le sens réel de ce concept est une vision du monde *entier* à partir d'un point de vue. La vision du monde éthique considère le monde du point de vue de l'éthique : en tant que vision du monde, elle en a le droit, alors qu'elle ne l'aurait pas en tant que métaphysique.

La vision du monde de l'éthique est un idéalisme éthique. Et nous voici ainsi parvenus au problème essentiel.

Le concept d'idéalisme connaît la même tragédie que beaucoup d'autres concepts généraux : au cours des temps, il a absorbé un tel nombre de significations qu'il est arrivé à ne plus rien signifier du tout. Mais, ce qui est encore plus malheureux, c'est qu'étant donné le nombre des abus et des occasions où l'on s'en est prévalu de mauvaise foi, étant donné aussi que le pseudo-idéalisme sans principes, décoloré, vide et onctueux de la seconde moitié du XIX^{e} siècle l'a terriblement discrédité, c'est précisément cette

fausse signification discréditée que lui accordent de nos jours la plupart des gens. Et du fait qu'au XIX^e siècle, la réaction s'est hâtée de reprendre à son compte les mots d'ordre de l'idéalisme éthique, ce qui est en fait leur vision du monde la plus particulière, a fini par devenir suspecte aux yeux des progressistes.

Qu'est-ce donc que l'idéalisme ? Commençons par éliminer les méprises les plus primaires : ce n'est pas du romantisme, ni du rêve, ni une passion pour des idéaux impossibles à atteindre. En un mot, pour le déterminer négativement, mais exactement, *l'idéalisme n'est pas ce que les petits-bourgeois croient qu'il est.* Plus positivement, est idéaliste toute philosophie qui reconnaît un être différent de l'être empirico-sensible, que la tradition a identifié au concept de réalité. Alors que dans l'ancienne philosophie, on nommait idéalisme toute thèse reconnaissant, en dehors du monde sensible et matériel, l'existence d'autres entités, nous prenons à présent ce terme dans un sens plus précis, et nous ne l'identifions pas au spiritualisme, qui suppose l'existence métaphysique de l'âme, ni avec l'« idéalisme » épistémologique, qui est en fait du phénoménalisme, et pour lequel notre connaissance ne reconnaît que des phénomènes, et non pas les choses en soi. L'idéalisme est une philosophie qui reconnaît la validité de la vérité logique, de l'impératif éthique et de la valeur esthétique, qui proclame l'indépendance des normes par rapport à l'être et par rapport à l'acceptation ou au rejet. L'idéalisme est la reconnaissance d'un *ordre* idéal, non sensible, non matériel, un ordre dont la validité *normative* absolue subsiste même lorsque l'homme, l'être existant, ne l'accepte pas. C'est pour cette raison que les normes sont *indépendantes* des faits. Du fait que nous avons dépassé l'être sensible, nous n'avons pas dépassé l'expérience ; nous n'avons fait qu'élargir celle-ci, dont les limites ont été fixées si étroitement par l'empirisme grossier du XIX^e siècle. Il est indubitable qu'il faut une certaine *mise au point* spéciale afin d'expérimenter l'âme et de distinguer les normes, mais (et il serait difficile d'en douter après les analyses de Husserl) l'expérimentation de tout le monde sensible, ce que l'on appelle le monde naturel, constitue la fonction de ce type de *mise au point* spécifique.

L'idéalisme éthique apparaît pour la première fois dans sa pureté notionnelle dans l'éthique de Kant, comme le dualisme final impossible à résoudre du *Sein* et du *Sollen*. Aucun acte, impératif, aucune règle n'est éthique du fait de son existence, mais parce que c'est une intention éthique qui en est porteuse, et une intention éthique en est porteuse lorsque cet acte, cet impératif ou cette règle correspondent à une norme éthique. *C'est là* la réelle signification, sous l'angle de l'histoire universelle, de l'impératif catégorique, et l'on peut distinguer de ce sens la formulation kantienne spéciale par suite de laquelle l'impératif catégorique a perdu tout son sens *concret* et est devenu « vide ».

Il ressort également de la formulation kantienne de l'idéalisme éthique que cette vision du monde n'est en rien un enthousiasme stérile pour des idéaux comme le croient ceux qui approuvent en réalité le fait que les idéaux soient à une distance qui les rend impossibles à atteindre, ce qui fait de ceux qui croient en eux des exaltés. Au contraire, l'idéalisme kantien en est très proche, du fait qu'il fait passer l'éthique de l'extérieur à l'intérieur, de l'acte à l'intention, du résultat à la décision : *c'est précisément par cela qu'il fait des normes des données directes*, au moins aussi directes que le sont prétendument les expériences sensibles.

C'est dans un tout autre sens que se présente l'opposition insurmontable entre le *Sein* et le *Sollen*. Même si l'on constate une discrépance entre les

normes, les principes considérés comme justes et les faits bruts de l'expérience, la validité des normes et des principes n'en demeure pas moins intacte, car la valeur d'un impératif éthique ne dépend pas du fait qu'il plaît ou non à son époque et, en général, à l'humanité. C'est cette nature indépendante et autonome qu'a vécue avec une intensité inouïe l'idéalisme allemand, et c'est son pathos (et non pas un rapetissement des faits) que traduit la magnifique phrase « *...um so schlimmer für die Tatsachen!* »

Toute vision du monde est une politique, et toute politique menée de bonne foi prend ses racines, consciemment ou inconsciemment, dans l'idéalisme éthique.

Lorsqu'on connaît la différence entre les moyens et les objectifs finaux, il est possible de déterminer les objectifs de la politique en question. La politique progressiste a pour objectifs la démocratie, l'égalité de droits et tous les facteurs nécessaires à leur maintien et à leur consolidation. Le socialisme, plus particulièrement, a pour but de mettre fin au capitalisme privé et de mettre en place la gestion étatique.

Mais pourquoi souhaitons-nous tout cela ? Pour quel but et de quel droit ? Pourquoi la cause de la démocratie nous apparaît-elle comme plus juste et meilleure que la cause du conservatisme ? Telles sont les questions que les politiciens pratiques n'ont pas l'habitude de poser (car elles ne les intéressent pas), et le socialisme non plus, du fait que son orientation théorique malheureuse l'empêche d'y trouver la réponse. Il y a deux sortes de politiques : la politique de pouvoir et la politique éthique. Dans des cas exceptionnels (Nietzsche), la politique de pouvoir peut présenter un contenu identique à celui de la politique éthique (ce qui est puissant est éthiquement précieux), mais en ce qui concerne ses intentions — et c'est le seul aspect important —, elle en diffère radicalement. Dans la politique de pouvoir, les conservateurs prennent fait et cause pour le pouvoir, parce qu'ils sont les plus forts, et les progressistes voudraient parvenir au pouvoir parce que les conservateurs y sont farouchement attachés.

On peut suivre cette politique, mais dans ce cas, il faut renoncer au pathos de la justice et de la supériorité morale qui revient à la politique de la vision du monde. Il faut alors évincer de la critique tous les adjectifs éthiques et tous les indices de valeur. Dès l'instant que la démocratie prend la position de la politique de pouvoir, elle joue un jeu de mauvaise foi en mettant en avant des valeurs éthiques, un jeu tout autant de mauvaise foi que si elle présente la politique de pouvoir de la réaction comme une fonction policière qui lui aurait été confiée par la providence. La démocratie peut pratiquer une politique de pouvoir tant qu'elle le veut, tant qu'il s'agit des *moyens*, mais jamais pour servir des *objectifs* de pouvoir.

Le socialisme présente un grand dilemme : d'une part, il se présente comme une politique de pouvoir impitoyable, d'autre part (et cela est sensible, sinon dans des formulations théoriques, mais au moins dans le pathos de chaque mot, dans les écrits de Marx et d'Engels et dans ceux des socialistes d'aujourd'hui), la lutte des opprimés contre les oppresseurs est ressentie comme un *factum*, et le capitalisme est ressenti comme un système immoral et corrompu, contrairement au socialisme, qui vise à édifier un monde meilleur, plus noble et plus digne de l'homme. Quant à décider de la pensée réelle du socialisme d'aujourd'hui, ce n'est pas à moi d'entreprendre une telle tâche. Je vois que les deux tendances s'opposent, et je veux croire que la politique de la vision de monde aura les dessus. Par suite de la situation historique de l'époque de Marx, l'élément pratique et l'élément éthique, les intérêts et la lutte révolutionnaire pour un meilleur

système coïncident dans sa formulation : la situation de la classe ouvrière était alors telle que c'est seulement par la violence qu'elle pouvait espérer améliorer sa situation. Mais depuis, la situation historique a changé, et c'est ce changement qui se reflétait déjà dans les grandes polémiques qu'a connues le socialisme allemand avant la guerre. La classe ouvrière allemande peut, du point de vue pratique, lutter pour défendre ses intérêts d'une manière différente, moins risquée, plus sûre ; les points de vue pratiques et l'objectif final du socialisme se trouvent dans une opposition de plus en plus marquée.

Mais quels sont ces objectifs ? En cela, l'éthique kantienne n'apporte pas en soi de réponse : la *Gesinnung*, l'impératif catégorique, ne connaît pas de normes de contenu. Sur la base de quel postulat éthique de fond peut-on exiger la démocratie, l'égalité de droits et la juste répartition des biens ? A mon sens, on peut à nouveau déduire la réponse d'un concept qui joue un rôle décisif dans l'idéalisme kanto-fichtéen : celui de *Würdigkeit*. Ce n'est pas l'étrange maxime philanthropique de l'utilitarisme (s'efforcer d'apporter le plus possible de joies au plus grand nombre possible d'hommes) qui constitue la sanction éthique des objectifs d'une politique, comme le pensaient certains auteurs socialistes ; dans des conditions données, cette maxime mènerait à la déroute de l'humanité ; non, ce rôle revient au concept de dignité, qui a pour essentiel de s'efforcer de mettre l'homme dans une situation telle qu'il puisse être *responsable* de ses actes et de ses décisions. En effet, dignité humaine égale responsabilité.

Il ressort également de ceci que les *objectifs de la politique*, bien qu'ils constituent d'importantes normes éthiques, ne sont pas les *objectifs de l'éthique*. Aucune tendance conservatrice ou progressiste, ni la démocratie, ni le socialisme, ne réaliseront jamais les objectifs réellement éthiques de l'amour et de la fraternité, qui dépassent l'éthique de la responsabilité de Kant sans la rendre le moins du monde superflue.

La modification des dispositions éthiques de l'humanité peut amener à un changement total de la situation politique, mais le contraire ne peut se produire. Ceci ne veut évidemment pas dire que la politique ne doive pas consacrer toutes ses forces à réaliser les aspirations déterminées par ses objectifs éthiques.

C'est à ce stade que devient clair un autre sens de l'idéalisme, ainsi que son rapport avec la politique. Seule la *foi* dans la réalisation inconditionnelle de la norme éthique peut constituer la base véritable de l'action. Alors que, pour le matéralisme historique, la foi n'est qu'une superstructure de la situation économique des classes, et tandis que le conservatisme identifie confortablement le système moral qu'il a reconnu à la situation existante et qu'il transpose à l'État prussien d'alors les idées du vieux Hegel sur l'État idéal, l'idéalisme éthique proclame pour sa part l'autonomie de la foi. Et l'on peut également prouver par l'expérience que la foi ou le manque de foi ont toujours constitué des facteurs décisifs dans la naissance des retournements d'importance politique déterminants. En s'appuyant sur une « prise en considération soigneuse » de l'expérience et des faits, il n'est jamais possible de décider quand « le moment est venu » de passer à l'action. Les grands politiciens réalistes comme Bismarck n'étaient pas des politiciens réalistes au sens où nous l'entendons de nos jours : ceux qui étaient sensés ressentaient leur politique comme impossible, comme non actuelle, comme précipitée. Max Weber a su démontrer splendidement la conséquence unique du syndicalisme *sur ce point*, qui maintient ses positions, dans le véritable esprit du principe du « *um so schlimmer für die Tatsachen* »,

lors même que les circonstances laissent prévoir qu'il court à un échec certain.

Je me permettrai de dire ici que je ne suis pas le seul à avoir cette position sur ces questions, et que les idées que je me suis efforcé d'exprimer ne sont que les conséquences d'un point de vue philosophique et culturel plus systématique dans lequel nous avons été plusieurs à nous retrouver et que nous nous efforçons en commun de propager. Je ne puis me lancer ici dans l'exposé de ce point de vue, mais je vous renvoie à la conférence prononcée par Karl Mannheim sous le titre de *l'Ame et la culture*. Je suis aussi heureux de pouvoir citer Ervin Szabó, qui est parvenu, après l'expérience de la guerre, à la conclusion que, même en politique, les facteurs économiques ne sont pas les seuls à être importants : « *...il faut d'abord des hommes*, des hommes différents, meilleurs, plus parfaits. C'est l'esprit qui compte ! Ouvrez vos âmes aux vieux idéaux de l'humanité, aux idées d'humanisme, de liberté et de dignité, excluez de votre vie individuelle la violence, les privilèges, l'impatience et leur esprit, et vous verrez que nous trouverons la voie qui est celle de la justice, la voie qui mène à une vie pacifique, forte, laissant à notre esprit toute sa liberté. »

Konzervatív és progresszív idealizmus, Budapest, 1918.

BÉLA FOGARASI

Réponse à la conférence prononcée par Béla Fogarasi sous le titre de « Idéalisme conservateur et progressiste » (Extrait)

C'est sur le point de la notion d'institution que je désire compléter l'exposé de Fogarasi, afin de mieux distinguer la politique de l'éthique. L'essentiel de l'action éthique vise à la transformation intérieure de l'homme; elle a pour but que l'intention intérieure de ses actions corresponde toujours plus purement et plus clairement aux normes justes pour leur justesse, aux normes éthiques. Par contre, l'action politique a pour objectif la création, le maintien ou la transformation d'institutions, des institutions dont l'essentiel est notamment qu'elles possèdent une validité indépendante de l'intention intérieure, qu'il est possible de mettre au jour par la force, et que leur existence est — relativement — indépendante du développement des transformations intérieures des hommes. Cette différenciation permet avant tout de réfuter le contre-argument le plus fréquemment élevé contre l'idéalisme — par ceux qui montrent de la bonne volonté à son égard —, à savoir que les objectifs éthiques, trop élevés et n'étant liés en aucune façon à la réalité, ne peuvent servir la cause du progrès du fait qu'ils sont *a priori* sans espoir. Cette objection confond l'action directe éthique avec la politique. L'idéalisme éthique, dans la mesure où il porte sur la politique, ne peut y vouloir autre chose que la mise en place d'institutions répondant le mieux possible à l'idéal éthique, et la disparition d'autres institutions faisant obstacle à la réalisation de cet idéal. Et toute politique basée sur l'idéalisme éthique est consciente à tout moment de ne pouvoir atteindre *que* de la politique, c'est-à-dire la création d'institutions favorisant positivement ou négativement ce développement ; ce qui est réellement essentiel éthiquement, le perfectionnement intérieur de l'homme, sa transformation en être vraiment éthique, ne peut être atteint par aucune politique ; celle-ci

ne peut qu'écarter les obstacles de la voie du progrès. Par contre, l'action directe éthique vise directement au changement de l'âme humaine, sans emprunter la voie passant par la politique et les institutions. Le fait que cette voie soit éthiquement légitimée ne fait aucun doute, mais il est également indubitable que cette voie ne constitue pas l'unique conséquence possible de l'idéalisme éthique, et qu'elle ne peut affecter le problème dont il est question ici, c'est-à-dire la question de savoir quel rapport existe entre l'idéalisme éthique et la politique, étant donné qu'elle retranche *a priori* la politique de sa sphère d'action. (Cette distinction ne veut en aucune manière nier que des problèmes très sérieux et profonds existent, posés en l'occurrence par les éternels conflits entre les sphères ; cette distinction est simplement destinée à mettre en relief le fait qu'elle n'affecterait l'essentiel de la question traitée ici que dans le cas où l'action directe éthique, autrement dit l'élimination de toute politique, découlerait nécessairement de l'idéalisme éthique.)

Mais ce règlement de comptes avec la nature nécessairement réduite au rôle d'instrument de l'action politique ne signifie en aucun cas un relativisme ou un effondrement au niveau de la politique réaliste. Bien au contraire, cette attitude, et elle seule, permet vraiment de voir et de vouloir comme un processus éternel le développement politique et social, jusqu'à ce que les institutions ainsi mises en place servent exclusivement le perfectionnement du développement éthique de l'homme. La première conséquence de ceci est la nature éternelle du progrès : en effet, toute institution ne peut servir qu'approximativement le but que seul le résultat d'un développement éthique qui en est indépendant pourrait couronner de succès. Mais il s'ensuit également que, du point de vue de l'idéalisme éthique, même une institution (de la propriété à la nation et à l'État) ne peut être une valeur en soi ; elle ne peut l'être que dans la mesure où elle sert *ce* développement. Dès l'instant qu'elle devient un but en soi, elle déraille de la voie de la validité et devient une simple positivité située, du point de vue de l'idéalisme éthique, au même niveau que toutes les autres positivités et qui, en tant que telle, ne peut espérer légitimement aucune appréciation. (C'est Fichte qui a le premier exposé ce point de vue, avec une perfection qui n'a pas été surpassée depuis.) Cette dépendance de la politique de normes qui sont pour elles transcendantes répond à la question de Lajos Fülep, qui a soulevé le problème de l'autonomie de la politique. Contrairement à lui, nous devons souligner que l'idéalisme éthique nie nécessairement l'autonomie politique, parce que cette autonomie signifierait l'auto-valeur de quelque positivité pure et simple (État, nation), ce que l'éthique ne peut reconnaître. (Et, de fait, nous voyons que toutes les théories qui proclament l'autonomie de la politique finissent par se trouver contraintes de renoncer à l'éthique de la validité et à accepter une métaphysique dans laquelle l'État ou la nation représentent une existence suprême, la réalité la plus vraie. Cf. Hegel.) C'est la raison pour laquelle Fülep — qui suit l'exemple de l'école allemande de Ranke — voit dans la politique extérieure la véritable forme de la politique, ce qui peut être conséquent du point de vue de la métaphysique de l'État du fait que « l'être en-soi » de l'État est effectivement exprimé le plus purement dans la politique extérieure, mais qui est complètement erroné vu dans la perspective de la validité. En effet, si nous déterminons la politique comme une action humaine qui veut créer, modifier, etc., des institutions, dans ce cas, la fonction originale, créatrice, revient exclusivement à la politique intérieure (de même, bien sûr, que la fonction qui rend perceptible la nature hétéronome de la politique), alors que dans la politique extérieure, les insti-

tutions se présentent comme des positivités, et que leur existence ou l'extension de leur zone de domination devient la tâche la plus particulière de la politique étrangère ; quelque chose, donc, de secondaire par rapport à l'essentiel réel — bien entendu hétéronome — de l'action politique. De cette manière, les théories socialistes soulignant la priorité de la politique intérieure sont arrivées beaucoup plus près de la nature réelle de la politique que ne l'a fait la métaphysique de l'histoire allemande.

Cette hétéronomie essentielle de la politique est propre à mettre en lumière sous un angle nouveau l'opposition entre le progressisme et le conservatisme. En effet, tandis que pour l'idéalisme éthique, toutes les institutions n'ont de valeur qu'en tant qu'instruments et que moyens permettant de réaliser les normes éthiques, toutes les thèses considérant la politique comme une sphère autonome sont contraintes d'accorder aux institutions une valeur en soi. Par cela, cependant, la nécessité structurelle de la situation donne naissance à une politique conservatrice : le but de l'action politique est la défense de l'institution représentant la valeur en soi, son développement progressif immanent (développement qui n'analyse plus la question de savoir si l'institution en question correspond encore à son objectif) et l'extension de sa sphère de pouvoir. Toute institution qui est devenue un but en soi est de caractère conservateur ; ce n'est pas seulement la politique réactionnaire des Églises, que tant de gens confondent avec le conservatisme soi-disant nécessaire de la vision du monde transcendante, qui peut être expliquée à la lumière de ce rapport ; c'est également le cas de la stagnation de mouvements primitivement fortement progressistes, dès lors que les institutions créées par eux en tant qu'instruments deviennent un but en soi. (L'histoire du socialisme allemand d'avant-guerre, mais surtout pendant la guerre, en constitue un triste et instructif exemple.)

Par contre, le principal enseignement de l'idéalisme éthique réside dans le fait qu'on ne peut imaginer une institution dont la simple existence représenterait une valeur quelconque. La conséquence pratique du célèbre « *um so schlimmer für die Tatsachen* » dans ce domaine est une exigence sans répit à l'égard des institutions, une exigence demandant qu'elles n'entravent pas l'exigence la plus essentielle de l'éthique, la *Würdigkeit* kanto-fichtéenne, la dignité autonome de l'homme ; il s'agit d'une exigence devant laquelle sont entachées de nullité, parce que procédant du niveau de l'être, les objections qui se réfèrent à la nature soi-disant « gratifiante » et créatrice de « bien-être » des institutions, tout comme celles qui se fondent sur les principes du traditionalisme, du développement « organique », « sans sauts » et « naturel ». L'idéalisme éthique est une révolution permanente contre l'être en tant qu'être, en tant que chose n'atteignant pas l'idéal de l'éthique, et du fait qu'il est une révolution permanente, une révolution absolue, il est capable de tracer l'orientation du progrès véritable, d'un développement ne connaissant jamais de stagnation, jamais de temps d'arrêt — et d'en régler la marche.

L'objection le plus fréquemment élevée contre l'éthique de Kant et de Fichte, et qui a été amenée à plusieurs reprises à la surface au cours de ce débat, consiste à dire qu'elle est abstraite, formelle seulement, et que dans le domaine de l'action véritable (et donc de l'action politique), il est impossible d'en tirer des conséquences nettes. Pourtant, cette conception ne tient pas si l'on pense au fait que le but et le contenu de cette éthique « formelle » résident dans un libre-arbitre autonome, qui n'est soumis à aucune force ou aucun pouvoir extérieurs, qui ne suit que ses lois propres,

et qui ne recherche dans cette autonomie que le bien en tant que seul but net possible. Et la supposition de cet idéal en tant qu'idéal représente un impératif très concret (dans le cadre d'une intervention de ce genre, je ne peux faire état que de ce point principal), à savoir que tout homme doit respecter en lui-même et en autrui le réalisateur possible de cet idéal, mais seulement en tant que tel. Il ne doit donc pas tolérer (et encore moins provoquer) ni en lui, ni chez les autres, une situation ou une action dans laquelle l'homme, qu'il s'agisse de lui-même ou d'un autre, pourrait perdre cette autonomie, et dans laquelle il pourrait se dégrader jusqu'à devenir le simple instrument d'une connexion quelconque. On ne peut cependant résumer plus en profondeur et d'une manière plus belle la critique progressiste de toute action et de toute institution que dans la phrase suivante : il ne faut pas que l'homme puisse jamais devenir, par amour de quoi que ce soit, un simple instrument. Si nous pouvions, comme ce n'est pas le cas ici, entrer dans les détails, il serait facile de démontrer que la politique progressiste n'a aucune exigence concrète dont on ne puisse démontrer qu'elle constitue une application de ce principe à un cas spécial. Et l'on pourrait par contre démontrer également qu'aucun autre principe général (par exemple, le bonheur) n'est aussi propre que ce principe « formel » à enserrer toutes les exigences progressistes dans un système aussi cohérent.

Konzervatív és progresszív idealizmus, Budapest, 1918.

GYÖRGY LUKÁCS

Une exposition au Salon d'Art (Extrait)

Comment est-il possible que les écrivains, les hommes de lettres et les artistes étant arrivés au niveau le plus élevé de la culture intellectuelle soient le plus fermement convaincus que la victoire du socialisme signifiera la mort de l'art, alors qu'ils reconnaissent presque sans exception que ce même socialisme fécondera et fera évoluer les autres branches de la vie intellectuelle ?

La cause de ce préjugé est à chercher sans aucun doute dans l'ignorance de ces individus. Ils croient les légendes inventées par ceux qui n'ont pas voulu ou qui n'ont pas pu approfondir pleinement la conception sociale du socialisme. Ils appréhendent que la société socialiste ne soit une espèce de grande prison où chaque détenu pourra agir uniquement sur prescription, et n'aura pas une minute libre parce que les autorités disposeront entièrement de son temps, où vêtement, logement, repas, tout sera uniformisé ; or, dans cet ordre d'idées, là où la création libre est impossible et où il est interdit d'exprimer des penchants, des sentiments, des désirs individuels sur les objets du monde extérieur, il n'y a pas d'art possible, puisque tout art est fondé sur la liberté et la création individuelle.

Ceux qui affirment cela à propos de la société socialiste sont à un niveau si élémentaire de la connaissance du socialisme que dessiller leurs yeux demanderait un travail trop long. Nous ne pouvons leur opposer que notre thèse fondamentale : les socialistes veulent établir un ordre et une stabilité, oui, mais uniquement dans la production économique ; car ils sont convaincus que seule l'existence sûre et égalitaire permet le développement universel et complet des facultés intellectuelles, de même que la libre compétition intellectuelle, dans laquelle ils (ceux qui sont arrivés au

niveau le plus élevé de la culture intellectuelle) voient également l'une des conditions principales de la culture intellectuelle. Autrement dit, les socialistes désirent, veulent qu'il y ait un art.

Une autre cause de l'antagonisme présumé du socialisme et de l'art réside au fait que, jusqu'aux temps les plus récents, la littérature socialiste s'est occupée relativement peu de l'art, on (ou « ils », c'est-à-dire les meilleurs des artistes) pense donc que les socialistes sont indifférents à l'égard de l'art.

Mais ceux qui sont si prompts à tirer cette conclusion oublient que les socialistes sont les représentants des pauvres, de ceux dont rien que le pain quotidien est encore incertain et qui ne peuvent donc même pas penser à la nourriture intellectuelle. Assurer au moins les moyens indispensables à l'existence, voilà la condition des plaisirs intellectuels ; là où la lutte du prolétariat a déjà atteint ce résultat, les socialistes sont les plus fervents à faire naître, à soutenir et à satisfaire le besoin de la science et de l'art.

Népszava, le 22 avril 1901

Ervin Szabó

Caractéristiques de l'édification socialiste en Hongrie (1945-1979)

Expériences du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois

Transmettre les expériences historiques, léguer les connaissances une fois acquises, ce sont là les conditions indispensables à tout progrès. Le recensement analytique des expériences acquiert dans l'édification du socialisme une importance sans précédent, un accent spécifique, car le progrès dépend de la conscience sociale de l'activité, et ceci nécessite l'étude du passé, une connaissance de soi de plus en plus parfaite. *L'analyse du chemin que le Parti Socialiste Ouvrier Hongrois a parcouru est indispensable dans l'intérêt du présent et de l'avenir ; c'est là notre devoir national et en même temps international.* En transmettant les expériences historiques que nous avons vécues — plus d'une fois dans les souffrances — nous pouvons et nous devons faciliter nos progrès futurs, de même que ceux de nos compagnons de route, afin que notre développement se poursuive et se réalise intégralement, et que nous progressions vers l'avenir avec moins d'erreurs et moins de détours.

L'analyse de nos expériences doit se faire sans aucun arbitraire, sans aucun subjectivisme, car c'est le seul moyen d'en profiter, d'en tirer les conclusions souhaitables ; c'est seulement de cette manière que nous pourrons donner une image sincère et vraie de nos luttes aux peuples des pays qui renversent le capitalisme, à nos camarades d'aujourd'hui et de demain, aux millions d'hommes qui se dépensent pour le progrès social, à l'opinion publique progressiste du monde entier.

Depuis l'instauration du pouvoir populaire démocratique, notre *société socialiste* peut considérer comme *son propre passé* une période correspondant à une génération. Ces trois décennies sont uniques dans l'histoire du peuple hongrois : elles constituent une époque de combat qui a liquidé l'oppression, la misère et l'ignorance, et donné naissance au travail d'édification du pays.

L'histoire du peuple hongrois ne connaît pas d'autre période qui ait amené tant de changements, et de tels changements, tant de progrès dans la vie des hommes, qui ait en même temps mis à l'épreuve leur force, leur persévérance et leur fidélité à travers tant d'impératifs pratiques et théoriques.

La voie du progrès socialiste s'est ouverte devant nous grâce à la victoire de l'armée soviétique sur le fascisme en 1945. C'est dans cette voie que devait s'engager notre peuple, notre parti.

Le processus complexe de création du *socialisme* présuppose, comme toute *œuvre humaine collective*, des objectifs, des projets, de même qu'une volonté ferme de les convertir en actes. Il s'ensuit de l'essence même de notre société que les objectifs doivent être étudiés et réalisés avec une conscience sociale, qui suppose à son tour la compréhension des lois générales

de l'histoire, ainsi que celle des circonstances particulières dans lesquelles nous entreprenons de réaliser la société sans classes.

Notre théorie, *le marxisme-léninisme, nous a donné des principes qui nous orientent, mais elle ne donne et ne peut donner de plan aussi précis* que ceux d'un architecte. Les classiques du marxisme, comme ils l'ont formulé eux-mêmes, ont dégagé leurs principes du monde même, à l'intention du monde. Le capitalisme prescrit lui-même les *lois* générales et *communes* de son renversement, entre autres l'union des prolétaires de tous les pays ; et comme le capitalisme connaît des formes très diverses, les *voies spécifiques* de son dépassement sont également nombreuses. Ces lois deviennent réalité à travers les actes d'hommes vivant dans des conditions spécifiques. Dans sa lettre adressée aux dirigeants de la République Autonome du Caucase, Lénine écrivait ceci : « N'imitez pas servilement notre tactique, mais réfléchissez aux raisons de ses spécificités, à ses conditions et à ses résultats, n'appliquez pas à la lettre notre expérience des années 1917-1921 mais utilisez-en l'esprit, le sens, les enseignements. »

Les peuples qui édifient le socialisme suivent la même voie, ce qui signifie que *le sens et le but sont identiques*, que la construction de cette route *a des règles et des lois générales*. Toutefois, pour la parcourir, il faut que chaque peuple construise *son propre tronçon*, en connaissance de son sol, de son climat, des pierres qu'il utilisera. L'effort exigé par ce travail, les difficultés auxquelles il se heurtera ne peuvent être évités, mais on peut et il faut profiter des expériences et de l'aide des autres.

Est-ce que nous avons avancé en ligne droite sur notre voie ? Après réflexion, nous pouvons dire que notre progression — comme en général l'évolution historique — a été marquée par *la dialectique de la continuité et de la discontinuité*.

Le changement des conditions objectives, et par suite l'évolution accompagnée de ruptures, d'à-coups et de redressements, a toujours mis et met toujours à l'épreuve l'homme qui pense et agit. Dans le socialisme, la continuité et le renouvellement, la persévérance et le goût du changement ne sont pas des notions contradictoires, mais complémentaires. Les changements sociaux et politiques créent des conditions d'action toujours changeantes, et le choix judicieux n'est possible que si nous discernons à temps les changements de situation.

C'est ce que nous enseigne l'œuvre de Lénine, qui a toujours su entrevoir les impératifs nouveaux dans la succession rapide des transformations révolutionnaires. Il incitait toujours les communistes à être prêts à l'élaboration et à l'application des principes et méthodes exigés par les changements de situation, et à être capables de le faire. La réalité nous interroge sans répit et il faut toujours répondre aux questions, de peur de perdre nos contacts avec la réalité. Les changements doivent être perçus à temps, car nous ne devons pas brusquer les solutions, ni les retarder.

Il est vrai que les tensions ne sont pas dues uniquement aux facteurs objectifs de l'évolution, mais aussi à des facteurs subjectifs, souvent mêlés aux précédents : ce sont les réponses justes ou erronées données aux situations historiques.

L'histoire de la période ultérieure à la libération de 1945 — *notre passé socialiste* — fait partie de l'histoire de la nation hongroise. Tout ce que nous avons réalisé au cours de ces 33 ans a été en grande partie le résultat d'une activité révolutionnaire consciente, d'un travail commun de transformation sociale. Il faudra écrire des volumes entiers sur ces temps, sur les profonds changements qu'ils ont connus. Nous n'avons pas encore oublié

la joie avec laquelle nous avons dit, pour la première fois dans l'histoire de la Hongrie : « *La terre est à nous, les usines sont à nous, l'école est à nous!* » En 1945, la réforme agraire et sa belle devise : « *La terre est à celui qui la cultive* », étaient un acte de justice historique, d'où naquit le mouvement des coopératives de production appelé à réaliser le relèvement économique et humain de la paysannerie. En 1946 et 1947, la nationalisation des banques et des usines, la liquidation de l'exploitation capitaliste si humiliante et si pénible exprimait les intérêts de la classe ouvrière, de la paysannerie, du peuple entier.

Tout ceci vaut encore de nos jours — et même de plus en plus — par cette devise : « *Le pays est à toi, tu le construis pour toi-même.* » Les foyers de la culture furent mis en chantier, les rayons des bibliothèques s'emplirent d'ouvrages nouveaux, diffusant des idées nouvelles. Le peuple se mit à lire. En 1948, la nationalisation des écoles confessionnelles fut une victoire historique, de même que l'introduction de l'école « générale » de huit classes (de 6 à 14 ans) ; les portes des théâtres et des musées s'ouvrirent devant les ouvriers et les paysans, et des millions des travailleurs connurent pour la première fois la joie d'une *rencontre historiquement nécessaire avec la culture.* Les artistes, les écrivains se remirent au travail dans l'enthousiasme, la science œuvra elle aussi pour le peuple.

La période qui s'est écoulée entre 1949 et 1953 est également *caractérisée en premier lieu par les résultats positifs,* mais on ne saurait taire qu'après 1949 apparurent aussi de plus en plus des phénomènes négatifs : erreurs, distorsions, crimes. En ce temps, les dirigeants *s'étaient détachés des réalités* et se trouvèrent opposés *à l'essence même du socialisme.*

Tout ceci eut des conséquences tragiques, et les victimes en furent nombreuses parmi les meilleurs de notre peuple, de notre parti. Il en résulta un trouble moral et politique parmi des centaines de milliers, des millions d'adeptes honnêtes et enthousiastes du socialisme, lorsqu'ils comprirent comment le peuple avait été dupé — entre 1949 et 1953 — dans sa foi, ses désirs, son dévouement, par certains dirigeants sans scrupules, éblouis par leur pouvoir et en profitant arbitrairement. Sous l'influence du révisionnisme, accepté avec une naïve bonne foi, beaucoup se fourvoyèrent, cherchant des moyens qui leur permettraient de réparer les torts, moyens qui finalement les menèrent à la contre-révolution. Et combien perdirent leur foi ! Ceux qui l'oublient ne comprendront jamais comment la contre-révolution avait pu devenir en 1956 un véritable danger, puis une réalité sanglante.

Cette période fut donc marquée par des résultats irrévocables et des distorsions devant être irrévocablement liquidées, c'est ce que constatait aussi la résolution prise en décembre 1956 par le Comité Central Provisoire du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois qui a défini sous une forme toujours actuelle *les quatre causes principales de la tentative de contre-révolution.*

Premièrement : à partir de la fin de 1948, la clique Rákosi-Gerő, qui avait une influence décisive dans la direction centrale du Parti des Travailleurs Hongrois et dans le gouvernement de la République Populaire Hongroise, s'était écartée des principes du marxisme-léninisme. Elle avait instauré, dans la vie du parti et de l'État comme dans la direction de la vie économique, une politique *sectaire et dogmatique,* volontariste, détachée de la réalité matérielle et humaine, ainsi que des méthodes administratives bureaucratiques et impératives, n'admettant aucune contradiction. Ces méthodes néfastes aboutirent à des fautes et même à des crimes très graves, tant dans l'activité du parti que du gouvernement.

Deuxièmement : une part très lourde revenait, dans les origines des événements d'octobre et dans leur évolution tragique, au *révisionnisme* à l'intérieur du parti, qui était né au cours des années précédentes et avait pris de l'ampleur, comme antipode néfaste de la direction sectaire.

Troisièmement : dans la préparation et le déclenchement de ces événements, un grand rôle fut joué également par la *contre-révolution* fasciste de l'amiral Horthy, d'une part, capitaliste-terrienne hongroise d'autre part, qui renaissait à l'intérieur du pays et s'organisait surtout parmi les émigrés.

Enfin, la quatrième raison fut *l'impérialisme international*, dont les objectifs dépassaient bien entendu la question hongroise.

La résolution de décembre 1956, puis la conférence nationale du parti en 1957 désignèrent, comme tâche principale des communistes, comme *moyen le plus important de la consolidation*, comme *méthode essentielle de l'édification du socialisme, la conquête des masses travailleuses et, à ces fins, une politique de persuasion patiente*. Cette position était prise en des temps où nous avons aussi usé, parce qu'il fallait le faire, de moyens administratifs à l'égard de ceux qui, parfois indépendamment de leurs intentions subjectives, s'opposèrent à la consolidation naissante basée sur la politique socialiste renouvelée. Ce ne sont pourtant pas ces méthodes, appliquées alors par contraire d'une façon très limitée, que nous avions mises au centre de nos préoccupations, mais bien plutôt une activité idéologique et politique persévérante.

Le parti rétablit les principes, les normes de Lénine à l'intérieur du parti, tout comme dans les rapports de la direction et du peuple ; il esquissa le programme des possibilités et des nécessités de la démocratie socialiste ; il apprécia, conformément à la situation actuelle, l'hégémonie du marxisme-léninisme et les modalités de sa consolidation dans la vie idéologique, scientifique et culturelle.

La pratique a prouvé que c'est *la confiance à l'égard des travailleurs, qui rend le régime solide et stable*. Cette confiance, la tolérance alliées à la fermeté des principes, la réflexion et l'action communes ont permis après la contre-révolution la consolidation du pouvoir ouvrier, le travail d'édification de la société.

L'industrialisation est devenue la cause de la classe ouvrière, du peuple entier, lorsque toute la politique économique est devenue elle-même plus réaliste, lorsque nous avons relié la production à l'amélioration systématique des conditions de vie des travailleurs.

Les paysans se sont ralliés en masse au mouvement de coopératives agricoles, lorsqu'ils ont été convaincus par l'exemple et la parole de son bien-fondé. A ce moment, la contrainte administrative est devenue superflue, par suite l'alliance des ouvriers et des paysans s'est raffermie. Le paysan qui exploitait autrefois ses propres terres considère la coopérative comme sienne, la grande usine agricole socialiste va de pair avec l'essor de la production.

Dans la vie intellectuelle et culturelle aussi l'activité créatrice s'est largement étendue dès que l'intolérance, les prescriptions, ainsi que les concessions sans principe faites à la « droite » et à la « gauche » furent remplacées par la discussion idéologique et la persuasion.

Actuellement aussi, nous aspirons à raffermir le rôle dirigeant de la classe ouvrière et du parti et à ce qui en est inséparable et doit se faire simultanément, à gagner les classes, les couches sociales, à fortifier l'unité socialiste du peuple. Notre point de départ est que *la classe ouvrière ne représente pas que ses propres intérêts, mais aussi ceux de la société entière*. Les

intérêts de la classe ouvrière ne sont pas assurés par ceux qui essayent de créer, au moyen d'une conception sectaire de la tactique ouvrière, une atmosphère de méfiance et de tension entre les classes, les couches des travailleurs, par ceux qui croient que la sauvegarde des intérêts particuliers à la paysannerie ou aux intellectuels revient à trahir les intérêts des ouvriers. Les conceptions de ce genre — si bien intentionnées qu'elles soient — constituent justement une violation des intérêts de la classe ouvrière, du socialisme, parce qu'elles rétrécissent le cercle des alliés du parti, de la classe ouvrière, ainsi que leur base sociale.

« Afin de réaliser les tâches actuelles de l'édification socialiste et d'influer sciemment sur les conditions et les processus sociaux, il faut mettre en valeur plus efficacement encore le rôle dirigeant du parti », a déclaré en 1975 le XI[e] congrès du Parti.

Le parti est une force d'avant-garde. Il a pour devoir, en partant des idées du marxisme-léninisme, du mouvement ouvrier révolutionnaire, des expériences nationales et internationales du socialisme, d'évaluer la situation donnée et de désigner les objectifs principaux, immédiats et perspectifs de l'évolution. Mais cette forme d'avant-garde, qui cherche et fixe les étapes nouvelles de l'édification de la société socialiste, ne le fait pas en son propre nom et pour elle-même, mais pour la classe ouvrière, pour *tout le peuple travailleur*, conformément à *leurs intérêts effectifs et de concert avec eux*. Diriger ce n'est pas seulement marcher en tête, mais encore faire comprendre à la classe ouvrière les objectifs, la rendre consciente de ses intérêts, assurer sans cesse *la progression commune* avec le peuple, grâce à un travail de persuasion quotidien et patient. Notre grande expérience historique, c'est que les communistes ont toujours su diriger effectivement lorsqu'ils avançaient avec le peuple sur la voie du progrès historique.

Il va de soi que cette interprétation du *rôle dirigeant* des communistes signifie également la continuité, la continuation plus poussée du développement de *la politique d'alliance, de démocratie socialiste*.

Depuis 1956, il est devenu clair que l'exigence fondamentale pour *la formation du nouveau régime social* est le développement de *la démocratie socialiste ;* c'est le seul moyen de faire de notre pouvoir d'État un pouvoir populaire puissant. Selon certains, et de tels avis existent aujourd'hui encore, il faut revenir à la politique de la « main forte ». Or le parti n'est fort que s'il ne s'isole pas du peuple, s'il est capable de vaincre par la persuasion patiente et opiniâtre. La démocratie et la situation du pays sont en interdépendance, ce qui ne veut pas dire que, si les affaires vont bien, on peut « permettre » la démocratie, et que si elles vont moins bien, si les efforts à déployer sont plus intenses, il faut la rétrécir. Des conditions plus dures peuvent réellement renforcer les antagonismes, faire surgir à la surface des antagonismes jusque-là cachés, exacerber les discussions. Mais la solution serait-elle d'imposer le silence aux opinions ? Notre parti ne peut pas épouser une telle politique, contraire aux idéaux du socialisme, signifiant pratiquement la dispersion des forces, le relâchement de l'unité de l'avant-garde et du peuple. Les communistes fondent leur activité sur *la confiance mutuelle*, ils présentent sincèrement, ouvertement leurs difficultés, ainsi que les propositions et les résolutions qui doivent les résoudre à « l'assemblée du peuple adulte, intelligent », pour citer notre poète Attila József. Ils considèrent comme indispensable que les citoyens hongrois — membres du parti et sans-parti — participent par les paroles et les actes à l'élaboration et à la réalisation des propositions et des résolutions, exerçant de la sorte comme un contrôle sur la direction.

La démocratie socialiste se distingue de la démocratie bourgeoise en premier lieu par *le contenu de classe du pouvoir*, c'est-à-dire par la question de savoir à qui et dans l'intérêt de qui est le pouvoir, quels sont ceux qui l'exercent et s'occupent des affaires publiques. Mais il ne faut pas négliger non plus un autre point de vue : *comment ils exercent le pouvoir.*

Il n'y a pas que les principes qui rentrent dans la ligne politique, mais aussi, et de façon inséparable, les méthodes de direction. *Le peuple considérera le socialisme comme vraiment sien et reconnaîtra l'essentiel de la démocratie, s'il n'est pas simplement l'objet, mais aussi le sujet agissant de la direction de la société.*

A l'époque du capitalisme, la grande conquête des forces progressistes fut l'instauration de la démocratie bourgeoise, malgré tout son formalisme, ou celui-ci y compris. Cependant, les capitalistes peuvent exercer leur pouvoir autrement qu'à l'aide de formes démocratiques. Pour le défendre, ils peuvent restreindre ou même anéantir la démocratie ; par contre, la classe ouvrière menace son pouvoir si elle néglige ou ignore la démocratie socialiste. Les dictatures fascistes, les juntes militaires réactionnaires, le parlementarisme conservateur et libéral sont tous des formes naturelles de la domination du capital. Le choix du socialisme parmi les formes de pouvoir est, de par sa nature, beaucoup plus « pauvre » : *par principe, le socialisme* — dans une perspective historique durable — *ne peut choisir que la démocratie socialiste*, en la faisant toujours valoir conformément aux conditions concrètes.

Les possibilités concrètes réelles *de développer la démocratie socialiste s'enracinent dans la plénitude du développement social, et aussi dans le passé existant encore.* Les pays socialistes ont hérité de nombreuses traditions démocratiques révolutionnaires ; certaines de ces traditions viennent de notre propre histoire et nous aident à mieux réaliser notre démocratie socialiste. Mais on trouve aussi des traces des anciennes traditions féodales, difficiles à effacer de la mémoire d'une nation, de la conscience des hommes ; ainsi par exemple, celles de l'ancienne « gentry » hongroise. Les remous en sont encore sensibles dans l'attitude despotique de certains dirigeants ; dans l'exigence de privilèges non mérités ; dans « l'autorité » qui n'a rien à voir avec les rendements ou le travail ; dans le respect immotivé des autorités. C'est nous qui étions appelés à les vaincre — et le sommes encore de nos jours — dans la vie publique quotidienne formée avec persévérance et aboutissant à la publicité démocratique.

Nous ne prétendons pas que la démocratie *socialiste* est un produit magique, donnant une garantie parfaite contre toutes les erreurs futures. Celui qui accepte l'action accepte aussi les risques d'erreur. Bien entendu, il faut disposer de garanties qui nous permettront de reconnaître à temps nos erreurs, afin que nous ne perdions jamais de vue les objectifs servant les intérêts du peuple et qu'à force de chercher le bon chemin nous ne nous égarions pas. L'une des principales de ces garanties est la démocratie socialiste.

LES PRINCIPES DU TRAVAIL IDÉOLOGIQUE

Nous avons aussi formulé d'une autre manière leur application dans *le rôle dirigeant du marxisme-léninisme.* Il est devenu évident que ce fut une erreur, au début des années cinquante, dans l'atmosphère du culte de la personnalité, de déclarer le monopole de l'idéologie marxiste, car ceci devait

engendrer des illusions, des chimères, la renonciation à la lutte. Ce fut une erreur également parce que cette déclaration entraînait l'usage de *moyens de contrainte* dans des domaines où ils n'avaient rien à voir.

Actuellement, le parti prend au sérieux la possibilité de discuter, et quant à nous, nous tâchons d'assurer les conditions saines de la discussion. Le principe que nous suivons consiste *à répondre à la parole par la parole, à la pensée par la pensée, à l'opinion par l'opinion.* Mais si, sous prétexte de discussion, on viole nos lois, nous y répondrons conformément à nos lois, et nous n'appliquons pas le précepte de la Bible de rendre le bien pour le mal.

Avant 1956, les moyens administratifs de « persuasion » avaient fait naître une sorte de pseudo-marxisme — de *marxisme de citations.* Tous les représentants de vues bourgeoises ou petites-bourgeoises considéraient comme leur devoir de se cacher derrière une terminologie et des citations marxistes. Ceci avait embrouillé les fronts, et la vie idéologique était dominée par la langue et les masques d'Ésope.

Cette hâte à déclarer la situation de monopole du marxisme avant 1956 était une erreur aussi du point de vue de la *pensée marxiste :* elle n'a pas facilité, mais au contraire *retardé son développement.* Les représentants du « marxisme officiel », en tant que seuls dépositaires de la vérité, entravaient ce développement créateur et, en se prononçant sur tout, ils avaient beaucoup nui par exemple au progrès de la science. Le produit de cette époque fut le rejet de la cybernétique, considérée comme pseudo-science bourgeoise, ou de la génétique, considérée comme ascientifique.

Cette situation de monopole, ce manque de concurrence avait fait poser les armes du combat idéologique. Beaucoup trouvent confortable de savoir qu'une fois au pouvoir, ils ne doivent pas tendre leur esprit et leur énergie, ou « se presser » de répondre aux questions : la discussion, les initiatives peuvent attendre. Cette ancienne situation de monopole influence la pensée plus d'une fois, de façon néfaste, de nos jours encore.

Aujourd'hui encore on rencontre en Hongrie des opinions préconisant que la politique doit recourir en premier lieu à des moyens administratifs pour « tenir en main », pour guider la vie scientifique et culturelle. Évidemment, le rôle dirigeant de la politique marxiste doit prévaloir dans tous les domaines de notre vie, y compris la vie culturelle. Mais justement *parce qu'il s'agit* de politique marxiste, nous tenons à souligner le caractère néfaste du contrôle administratif, tant théorique que pratique.

Il n'est pas rare non plus que certains insistent sur la prise de position du parti dans des questions de tout genre et de tout ordre. Or, le Comité Central borne sa compétence aux questions politiques et idéologiques fondamentales au sujet desquelles il donne aussi son avis — dont le *parti* assume la plus grande responsabilité, en tant que force politique dirigeante du pays, en tant qu'organisateur et dirigeant idéologique de la transformation socialiste. Cependant, *il n'accepte pas de décider ex cathedra dans les questions spéciales de science ou d'art.*

La démarche que nous adoptons sciemment, à l'égard de *la science,* se traduit par une ligne de principe objective et tolérante. Il avait fallu avant tout clarifier *le rapport du pouvoir socialiste avec la science.* Nous sommes partis et partons du fait que les intérêts de la société socialiste, de l'État socialiste et de la science sont en dernière analyse communs. Il s'agit non pas de conclure une affaire entre deux forces autonomes, indépendantes l'une de l'autre, mais d'un travail commun, visant la cause commune. C'est pourquoi le principe de *la liberté scientifique* est, et doit

être, un élément essentiel de notre comportement à l'égard de la science. Nous sommes d'avis que, dans la recherche scientifique, toutes les questions et toutes les hypothèses sont possibles.

Les résultats des sciences sociales et humaines, fort autonomes dans le choix du thème, la méthode de recherche, l'approche, s'incrustent dans la vie du pays, dans les plans, les mesures générales qui déterminent notre développement futur. A titre d'exemple, on pourrait citer le rôle important qu'a joué l'activité théorique de nos économistes dans la formation et le développement de notre système de gestion économique. Tous les résultats partiels ne peuvent évidemment pas être exploités. Mais nous accordons de l'estime à toutes les questions posées avec intelligence, et savons tirer profit même des mauvaises réponses.

En même temps, nous avons déclaré que la liberté de la recherche a aussi ses limites, représentées entre autres par les possibilités matérielles. Dans le cas des expériences touchant la société, il faut décider avec toute la responsabilité qui s'impose des possibilités de ces expériences. Naturellement, on ne peut ni ne doit empêcher le savant, par des résolutions de l'État ou du parti, d'établir des hypothèses ou d'aboutir à des conclusions théoriques, et de les discuter devant des assemblées scientifiques.

En ce qui concerne l'utilisation et la publication des résultats de recherche, là encore nous professons le principe de la liberté scientifique. Toutefois, nous n'avons pas l'intention, par la suite non plus, d'accorder la publicité aux théories antisocialistes ou contraires au progrès : la limitation des vues opposées à la liberté est la condition de la liberté. La propagation des résultats de recherche, des hypothèses, peut être limitée par le fait qu'ils ne sont pas suffisamment mûrs, et éventuellement — comme partout au monde — par des considérations politiques.

Il est naturel qu'à l'époque des conflits de classe aigus — dans les années qui suivirent 1945 — nos opinions sur le rôle de la science, particulièrement des sciences sociales et humaines et la liberté de la recherche, différaient radicalement de nos vues actuelles. Il est vrai aussi que les années du culte de la personnalité ne favorisaient pas la création d'une atmosphère scientifique assurant la liberté de la science et de l'art. La contre-révolution de 1956 et le chaos idéologique qui avait précédé cette date et lui succéda pendant un an ou deux avaient également donné lieu à des conditions anormales.

Le système socialiste et le parti de la classe ouvrière ont intérêt à permettre le libre épanouissement de la science. A mesure que le pouvoir de la classe ouvrière se raffermit, notre système socialiste devient de plus en plus solide ; notre démocratie, notre économie socialiste se développent à mesure que le niveau de vie du peuple monte ; tout ceci nous permet de réduire encore les limites, de nos jours et pour un temps nécessaire, de la formulation et de la propagation de la pensée scientifique.

Notre conception sur les *monopoles scientifiques* est en rapport étroit avec la liberté de la science et du travail de recherche. Pour le progrès de la science, il est indispensable que les thèses, les hypothèses scientifiques puissent s'affronter au niveau des principes — et dans des conditions adéquates — pour une représentation plus complète, plus valable de la réalité objective, pour l'expression, la formulation plus exacte des corrélations. C'est cet affrontement qu'empêchent les monopoles surgissant dans le domaine de la science et qui tentent, au nom de certaines tendances de recherche, d'exclure toute autre méthode que celles-ci. Voici à ce sujet les remarques fort instructives du biologiste anglais Haldane, prix Nobel,

sur les effets nuisibles de ces monopoles de la science, en accord avec l'opinion de biologistes soviétiques célèbres, avec la théorie et la pratique de la politique de la recherche actuellement en valeur en Union Soviétique : « J'ai effectué la grande partie de mon travail dans le domaine de la génétique, et c'est pourquoi on me demande souvent quelle est mon opinion sur Lyssenko. Eh bien, à mon avis, Lyssenko est un excellent biologiste, et ses idées sont en partie justes ... D'autre part, je crois que certaines autres sont fausses, et même tout à fait erronées, mais bien entendu, il est toujours possible qu'un jour on en dise autant des miennes, ou de celles de mes confrères... Pendant quelque temps j'ai été membre du parti communiste, et je suis toujours resté marxiste, mais je ne pense pas pour autant que les idées de Lyssenko sur la biologie dérivent du marxisme, c'est peut-être le contraire qui est vrai. Ceci, bien entendu, ne reflète que mon avis personnel. Je suis par contre tout à fait sûr que, si l'on m'avait nommé dictateur de la génétique ou de la physique anglaise, je n'aurais pas fait moins d'erreurs, à cette différence près que moi, je sais exactement qu'on obtient les meilleurs résultats scientifiques en assurant le plus d'espace possible... »

Les écoles scientifiques ne constituent pas et ne peuvent pas constituer de monopoles. Le savant qui crée une école ne limite pas le développement de ses disciples, de ses collaborateurs ; il ne restreint pas leur champ d'action aux problèmes qui l'intéressent personnellement, ou aux procédés qu'il a jugés — ou peut-être seulement crus — efficaces ; au contraire, il favorise leur développement par tous les moyens, il tâche de corriger leurs erreurs ; il leur donne l'assurance nécessaire à des travaux de longue haleine, dont les résultats se feront peut-être attendre ; il crée à leur intention une tribune libre, exempte de préjugés pour leurs discussions scientifiques ...

Une autre question qui demande à être reconsidérée, c'est le *rapport des savants avec la politique.* Nous savons bien qu'on ne peut parler de modèle général, valable pour tous : parmi les savants, il en est qui se rallient aux partisans de la guerre et il y a des Joliot-Curie. Mais ajoutons tout de suite que, sans pouvoir en donner la preuve par des statistiques, nous sommes sûrs que la *grande majorité des vrais savants* est plus proche des derniers que des précédents, ils sont plus proches *de la paix, du progrès* que de la guerre froide ou d'une nouvelle guerre mondiale. Ceci est une constatation évidente pour tous ceux qui connaissent les efforts déployés par les savants du monde entier dans la lutte pour la paix. Le mouvement mondial de paix en témoigne tout autant que les actions des savants qui s'opposent à la course aux armements ou à la politique impérialiste contre le « tiers monde ».

Quelle peut être la cause de ce phénomène ? Comment expliquer le fait que *les scientifiques* à maints égards favorisés dans le capitalisme — et surtout matériellement — *soient attirés par les idées sociales progressistes ?* Que certains d'entre eux engagent des actions mobilisant d'autres couches d'intellectuels et d'autres forces sociales ?

Lénine l'avait déjà fait remarquer en soulignant *l'attraction exercée par la vérité de la pensée marxiste.* Le savant de la société bourgeoise se rapproche des idéaux du progrès social et de la révolution pour d'autres raisons que le révolutionnaire qui a déjà parcouru le chemin de l'oppression et de l'exploitation et a participé au mouvement ouvrier. L'expérience fondamentale du savant à propos du capitalisme est beaucoup moins l'injustice de ce système que son absurdité, son irrationalité. Toute l'activité du savant véritable est imbue de l'aspiration à mettre la nature, les lois de la réalité au service de l'homme, au service des objectifs humains

rationnels, et ceci par les moyens de la science, par la force de la pensée créatrice. Il ne se sent pas attiré par la société que dirigent les intérêts égoïstes des capitalistes, avec tous ses traits inhumains, incalculables, anarchiques et agressifs, d'autant moins que cette société ne veut pas seulement contrôler son activité, mais la réduire au niveau de moyen.

Après la victoire du socialisme, on peut et l'on doit partir de ce que le savant, par suite de son esprit scientifique, sympathise en général avec le régime socialiste, avec une société dont la conception, la nature se base sur la raison et dont le but est de servir l'homme. L'attention, la tolérance, l'estime à l'égard de la personnalité du savant sont d'importantes conditions préalables de notre manière d'agir, mais notre influence ne sera vraiment efficace que *si nous parvenons à faire du savant en tant que tel, et au-delà de l'attention accordée à sa personne, un participant à notre cause ;* s'il sent que, dans notre manière de transformer la société, son esprit, nos méthodes sont identiques ou analogues à celles qu'il utilise sur son propre territoire pour trouver la vérité, pour transformer le monde.

Il est vrai également que le savant s'est habitué, à cause de la spécialisation scientifique indispensable et très poussée, à s'occuper de phénomènes strictement délimités, à contrôler ses hypothèses, ses idées par des expériences faites le plus souvent au laboratoire, et c'est pourquoi il est enclin à poser les mêmes exigences à l'égard de la politique, de l'édification de la société, c'est-à-dire à approcher les problèmes sociaux d'une manière abstraite. Aux yeux de beaucoup, la complexité de la vie politique peut sembler chaotique. Les aspects inévitables de la tactique ne sont pas toujours compris, certains croient voir un empirisme étroit là même où il s'agit de limites prescrites par les possibilités d'un sentiment de responsabilité à l'égard de la société.

Tout ceci nous montre que les motifs de la pratique politique doivent être mieux clarifiés aux yeux des savants, sans toutefois changer quoi que ce soit au fait que le « monde des savants » est en harmonie avec le socialisme et la politique socialiste, que les chercheurs sont prédestinés à accueillir nos idées. Et il faut le souligner aussi parce que c'est une réponse à ceux qui s'inquiètent de façon dogmatique de ce que notre lutte contre les monopoles dans la recherche, de ce que notre politique incitant à la discussion dans la science nuise à l'influence du parti, du socialisme dans ce domaine. Or, la situation est tout autre : la vie scientifique, dont le corollaire indispensable est la discussion, constitue l'une des attaches les plus solides entre la politique socialiste et les savants.

Affirmer le monopole du marxisme était une erreur, au début des années cinquante, *tant dans la vie culturelle qu'artistique.* En effet, dans de telles circonstances, une tendance culturelle pouvait facilement en faire taire une autre, en lui appliquant l'épithète de « non-marxiste ». Chacun des monopoles créés de cette manière nuisait en premier lieu à la tendance culturelle qu'elle se proposait de défendre, en empêchait le développement normal et causait plus d'une fois de graves torts. C'est en constatant cet état de choses que le Comité Central du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois a décidé de n'accorder de monopole à aucun groupe, aucune institution dans le domaine culturel et scientifique. En même temps, il appuie toutes les initiatives et tendances qui permettent de mieux approcher la vérité et renforcent les positions du marxisme.

Depuis 1956, l'interprétation des rapports entre politique et culture, politique et art, a également changé. L'interprétation dogmatique donnée auparavant à l'engagement dans l'art socialiste voyait dans l'exigence poli-

tique celle de la politique *du jour*, et ceci moins dans les formulations théoriques que dans la pratique de la culture.

Selon nous, dans le rapport de la politique socialiste et de l'art socialiste, notre ligne suit en premier lieu une conception *stratégique*, et non des *idées éphémères de tactique*. Cela ne veut pas dire que, pour l'artiste, le cours de la tactique politique socialiste est indifférent, mais c'est la stratégie qui décide de l'orientation, qui dirige l'attention vers les *tendances principales du mouvement de la réalité*. Naturellement, il ne peut y avoir un gouffre entre la politique du jour et la stratégie ; leur rapport est dialectique, elles ne sont pas indépendantes l'une de l'autre, mais en interaction. Ajoutons que, des deux extrêmes erronés de l'actualisation politique à tout prix, et de l'indifférence politique, le premier ne peut être vaincu tout simplement par le second. Nous avons une exigence — peut-être minime — c'est qu'en Hongrie artistes et hommes de lettres s'engagent, dans la lutte entre guerre et paix, humanisme et inhumanité, progrès social et réaction, pour la paix, pour l'humanisme, pour le progrès social.

Au cours des deux dernières décennies et plus, nous avons souvent souligné l'importance *du respect dû à l'activité littéraire et artistique*. Nous croyons que Gramsci avait raison de dire que l'écrivain et l'artiste perçoivent et observent le monde à travers leur propre moi. L'homme politique, lui, d'autant plus qu'il est meilleur politicien, doit interpréter les faits sous le signe de la réalisation pratique immédiate ou perspective. C'est pourquoi, même s'il s'agit de visions du monde identiques, il arrive fréquemment que l'homme politique et l'artiste considèrent de façon différente une même réalité objective, aux lois essentielles, aux tendances de la société que le savant ou l'homme politique. Mais dans sa manière d'exprimer l'essentiel l'artiste est plus libre. L'homme politique, lui, est bien plus obligé de prendre en considération les degrés intermédiaires, les problèmes du jour, et il doit accorder une importance beaucoup plus grande que l'artiste aux tâches quotidiennes. Ceci découle de la nature de la politique. L'artiste peut facilement passer outre à ces questions de détail dans l'intérêt du message essentiel, mais un ministre, un secrétaire du parti ou un directeur ne peuvent guère se permettre d'en faire autant. La fermeté idéologique, la nécessité de ne pas perdre de vue le but appartiennent aussi bien à l'essentiel de la politique que la tactique du jour qui compte avec les possibilités, essaie de les concilier. Or, on ne peut ni ne doit contraindre l'art à prendre en considération des problèmes quotidiens de tactique. Ce que nous lui demandons, c'est d'assumer la responsabilité bien sentie, bien mûrie, des besoins et des soucis immédiats de la politique, mais une responsabilité qui n'est pas obligatoirement subordination, ni service pratique de la tactique du jour ; nous lui demandons de collaborer sous l'impulsion de la conviction intérieure, de servir la cause du socialisme par la force des créations artistiques. Nous voyons aussi clairement que toute œuvre d'art a son importance dans l'idéologie, la vision du monde, mais chacune ne comporte pas forcément un message ayant trait à la politique du jour. C'est justement pourquoi il n'est pas nécessaire, et ce serait même une erreur pour certains produits, par exemple de la poésie ou de la peinture, de chercher dans chaque œuvre d'art une prise de position politique directe. Même le message idéologique n'est pas toujours facile à apprécier, et ceci vaut à plus forte raison pour le message politique. Celui-ci se manifeste souvent par un intermédiaire. Le jugement ne peut se faire correctement que si l'on considère les corrélations, c'est-à-dire les périodes de création, la succession des œuvres, l'ensemble de l'activité, et non des détails agrandis, détachés du contexte.

En même temps, nous ne sommes pas d'accord avec l'esthétisme aristocratique qui survit encore assez souvent, et ne considère pas la représentation artistique se rattachant aux processus sociaux comme pleinement valable. Est-il vrai que la poésie qui reflète simultanément l'amour et la politique perd de sa valeur esthétique parce qu'elle parle de politique ? Et une déclaration d'amour, qui est en même temps un véritable programme lyrique du parti, comme telle ou telle œuvre d'Attila József, a-t-elle moins de valeur parce qu'elle entre en lice, à la manière communiste, pour la cause du peuple ?

Nous avons tâché de rompre non seulement en théorie, mais aussi dans la pratique, avec une « tradition » héritée du passé et qui consiste à surestimer à tort *l'importance idéologique et politique des œuvres littéraires et artistiques*. Il est évident que la « surestimation » d'une seule nouvelle, d'une seule poésie ou d'un seul chant dans la solution des problèmes du jour, mène inévitablement à un rétrécissement de la vision artistique. Avant 1956, les tensions existant dans les divers domaines de la vie ne se manifestaient pas au public en leur propre lieu, mais se déplaçaient souvent dans la vie artistique et c'est là que les rencontrait le public, de façon directe ou indirecte. En outre, l'interprétation de la fonction sur la conscience de la propagande et de l'art s'était altérée : les contradictions qui s'étaient présentées dans la vie économique et sociale à la suite du volontarisme dû au culte de la personnalité ne pourront jamais être résorbées par une activité de propagande exagérée, surestimée quant à ses effets.

Comme il ressort sans doute de tout ceci, nous ne voulons pas dire qu'avant 1956 la direction du parti et de l'État avait accordé beaucoup d'importance à la culture, à l'art, et que nous, aujourd'hui, en diminuons la portée. C'est justement le contraire, car dans le passé, il existait des distorsions dans l'interprétation de l'importance de l'art ; son importance dans la politique du jour avait été exagérée, ce qui en diminuait la portée réelle ; face à ces distorsions, la politique actuelle du parti *interprète la fonction sociale des arts conformément à la réalité*.

Le parti a formulé dans un esprit nouveau ses rapports avec les différentes tendances de style. Nous prenons au sérieux le principe de la multiplicité, cette vérité esthétique qui veut que dans l'art *réaliste, socialiste* les moyens d'expression, les styles soient diversifiés. Cela signifie-t-il que nous rejetions la conception marxiste du rapport entre contenu et forme ? Au contraire, c'est justement de là que nous partons, c'est pour cela que nous disons qu'il n'existe pas de style en soi. Le style apparaît toujours comme partie intégrante de l'œuvre d'art, il n'est donc pas possible de se prononcer dès l'abord sur le manque de vérité d'un style. On ne peut prendre position qu'en connaissance, en fonction de l'œuvre étudiée.

Dans les questions de goût et de style, il n'existe pas de résolutions du parti ou de l'État. Nous sommes convaincus que cette position a eu une très grande importance. Nous avons compris que, sur ces questions, ce serait une erreur de mettre en cause le parti ou l'État. Il faut néanmoins souligner la nécessité d'influencer le goût, ce qui ne veut dire d'aucune façon qu'on doive permettre à qui que ce soit de fixer la norme à partir de ses propres goûts. Lénine avait déjà fait remarquer à Lounatcharski, dès les années vingt, que son goût ne devait pas être présenté comme goût national. Et ceci vaut encore davantage de nos jours !

Dans la propagation de *l'idéologie marxiste-léniniste*, dans le renforcement de son hégémonie, un rôle décisif revient *aux discussions*, aux échanges de vues *avec nos alliés politiques* de l'intérieur. Ces discussions portent aussi

bien sur la vie idéologique et culturelle que sur la vie quotidienne, sur les questions petites et grandes de la vie publique. L'alliance politique n'exclut pas les discussions idéologiques, au contraire, elle les exige. Ces discussions doivent être menées de manière à raffermir l'alliance politique et à rapprocher de nous nos partenaires au niveau idéologique.

« Se rapprocher de nous » signifie qu'il n'y a pas et ne peut y avoir de concession, de compromis sur les principes, et cela signifie aussi que la discussion, si aiguë soit-elle, doit toujours partir de notre confiance dans la possibilité de convaincre nos partenaires, qui s'explique par l'alliance politique existant entre nous. Et une chose très importante à cet égard, c'est qu'il faut prendre acte avec joie de chaque pas fait en direction du marxisme.

C'est 1945 qui a permis *aux marxistes et aux croyants* de s'unir non seulement pour guérir les blessures causées par la guerre, mais aussi pour créer un ordre social radicalement différent de l'ancien. Les possibilités étaient offertes, et pourtant nous n'avons pas su en profiter aisément. Il fallait lutter contre la réaction cléricale qui avait perdu son pouvoir politique et culturel (en Hongrie, jusqu'en 1945, c'est l'Église catholique qui était le plus grand propriétaire terrien) et il a fallu vaincre nos propres méthodes erronées, intolérantes, nées pendant les années du culte de la personnalité.

Pour caractériser la *situation actuelle*, je citerai János Kádár : « Certes, on ne peut pas deviner l'âme d'un homme. Je crois pourtant que dans notre pays, les croyants sont nombreux. Aussi, en parlent d'un ralliement universel et de l'unité socialiste organisationnelle, nous pensons à eux aussi : nous devons nous unir tous. C'est pourquoi nous éprouvons du plaisir à voir qu'à l'occasion du trentième anniversaire de la Libération, les différentes Églises ont elles aussi pris position dans un esprit patriotique, tout en restant en accord avec leurs propres objectifs, et qu'elles ont ainsi contribué à faire de cet anniversaire une fête digne de son contenu. »

Notre alliance avec tous les hommes de bonne volonté, y compris les croyants, ne part pas d'une tactique, d'un stratagème quelconque. Il découle de la conception historique matérialiste du marxisme que, dans les luttes sociales, il ne faut pas considérer en premier lieu ce que les hommes pensent d'eux-mêmes, de leur vision du monde, de leur religion, mais surtout *de leurs intérêts objectifs, de leurs besoins*, qui prescrivent des devoirs *communs* à l'intention des classes et des couches alliées l'une à l'autre.

Les marxistes recherchent, en partant de leurs principes fondamentaux, cette alliance pratique qui franchit les oppositions idéologiques. C'est cette union générale que préconise le mot bien connu de János Kádár : *celui qui n'est pas contre nous est avec nous.*

Les marxistes et les chrétiens doivent répondre aux mêmes questions posées par un même monde, et si leurs idéologies ne peuvent être conciliées, leurs représentants peuvent se mettre d'accord dans les actions qu'ils engagent pour le bonheur de l'homme, au nom de l'humanisme, contre la guerre et l'attisement de la guerre froide. Nos expériences nous permettent d'affirmer que ceci est non seulement nécessaire, mais aussi possible.

La réalisation de la révolution culturelle dans l'esprit de Lénine fait partie intégrante du travail idéologique, et a pour but non seulement de rendre les hommes capables d'accomplir les tâches de la production et les tâches sociales, mais aussi, inséparablement de ce facteur et en interaction avec lui, de donner naissance à *l'homme socialiste, cultivé à tous les points de vue* grâce à la vie *sociale et communautaire.*

La collaboration d'un peuple conscient, actif et cultivé à l'édification du socialisme est non seulement une condition, la condition humaine de l'efficacité de cette entreprise, mais aussi un but à atteindre. En dernière analyse, tout dans le socialisme est au service de l'homme. Le but de la société socialiste est de créer une vie intelligente et riche.

C'est la libération de l'oppression, de l'exploitation qui crée les *conditions de la liberté parfaite*, de la liberté véritable, dans laquelle les hommes se transforment sciemment en transformant la communauté.

Tout ceci ne se produit pas, ne peut se produire d'un seul coup. Si jadis nous l'avions cru, nous l'avions espéré, nous nous étions trompés. Le changement révolutionnaire, le renversement des puissances séculaires d'oppression éveille inévitablement des illusions en ceux, particulièrement, qui effectuent ce changement, qui croient à la lettre que « demain, nous renverserons le monde entier ».

La conquête la plus importante de notre époque c'est que nous avons liquidé *l'exploitation* de l'homme et réalisé le pouvoir ouvrier. Mais ceci ne suffit pas *en soi-même pour mettre au monde automatiquement l'homme nouveau, l'homme socialiste*. Pour le renouvellement des millions d'individus, la société, les individus eux-mêmes ont encore à mener un long et dur combat. Les communistes se refusent à croire qu'on ne peut avoir confiance, qu'on peut nier les possibilités du développement, mais ils rejettent aussi les suppositions de ceux qui prétendent que le socialisme exige des héros fabuleux, inaccessibles à la plupart des hommes.

Dans les situations exacerbées de la lutte de classes, les révolutionnaires sont prêts à tous les sacrifices, et ils donnent même leur vie pour rester fidèles à leurs idéaux. Ces exemples ne signifient pas que le principe moral de ces militants est le sacrifice pour le sacrifice. Notre société a besoin *non pas d'ascètes qui se mortifient*, mais d'hommes qui aiment la vie, leur travail et leurs loisirs, qui savent se réjouir non seulement de leur bonheur, mais aussi de celui des autres. Et ceci, c'est la plus vraie des joies.

Dans leurs luttes et dans leurs épreuves, les communistes ont toujours été guidés par la conviction passionnée que, comme le disait Lénine à Gorki, *les hommes sont capables d'actions prodigieuses*. Il faut seulement savoir s'y prendre pour éveiller toutes les capacités qu'ils ne connaissent peut-être pas eux-mêmes. Nous avons toujours été guidés par la conviction que ceux qui, aujourd'hui, ne comprennent pas nos objectifs — sans que ce soit de leur faute — nous comprendront demain : nous sommes du reste responsables de ce qu'il en soit ainsi.

La confiance de principe dans les hommes — due à l'esprit de suite de principe, et à la foi dans la possibilité d'un changement humain dans le bon sens — fait partie des normes léniniennes du mouvement ouvrier. Les deux aspects de cette définition sont ici mis en relief. Car la confiance dans les hommes se réduit à un sentimentalisme bourgeois tiède si elle n'est pas rattachée à l'esprit de suite de principe, alors que cet esprit de suite peut aboutir à une attitude tyrannique et dogmatique (ainsi qu'à la distorsion des principes) s'il reste abstrait, s'il ne s'allie pas à la confiance compréhensive à l'égard des problèmes humains. La société ne peut être divisée en éducateurs et en éduqués. Il n'est pas vrai que les communistes sont des éducateurs infaillibles, tandis que le reste de l'humanité est faillible et hésitant.

L'humanisme socialiste n'est pas un corollaire, mais un élément indispensable de notre conviction marxiste-léniniste. C'est lui qui nous guide lorsque nous nous fixons des tâches aussi importantes que l'édification de la société

socialiste évoluée, et lorsque nous parlons ouvertement des difficultés auxquelles nous devons faire face, lorsque nous ne promettons pas un chemin aisé et sans obstacle vers l'avenir. Les résultats justifient cette attitude. Les travailleurs regardent autour d'eux d'un autre œil, ils examinent de plus de l'œil du propriétaire nos affaires communes, leur sentiment de responsabilité s'en trouve également accru.

Les vues des hommes sur la politique, sur les affaires du monde ont fondamentalement changé et changent encore. Les mensonges de l'entre-deux-guerres ont perdu leur force et ont été démasqués. Les grands objectifs historiques de l'édification socialiste sont appuyés par le peuple, qui approuve la voie choisie par le Parti. Existe-t-il encore des petits-bourgeois? Des gens qui considèrent comme leur but principal la possession des objets qui ne sont que des moyens d'une vie meilleure ? Il y en a encore, mais un grand nombre d'entre eux commencent à en avoir honte, car ils sentent que de nos jours, cette attitude n'est plus naturelle. Les « vérités » de l'ancienne société, que l'on croyait éternelles, telles que l'égoïsme, la cupidité, l'indifférence à l'égard des autres, se retrouvent encore par traces et conquièrent parfois certaines personnes, mais elles connaissent désormais, en Hongrie, leur crépuscule historique.

En connaissance de cause, nous devons prendre acte de ce qu'il existe encore bien des faits dans la quotidienne conscience, dans l'idéologie pratique des gens, qui ne peuvent se concilier avec nos aspirations sociales. On rencontre encore des préjugés, des passions nationalistes, les formes renouvelées de l'égoïsme, l'indifférence et les lamentations sur de prétendus grands malheurs, la foi aveugle et les superstitions. On rencontre encore des gens renfermés dans leur vie mesquine et qui, selon le mot de Brecht, ne comprennent pas mieux la société que le cochon d'Inde la biologie.

Le progrès du mode de vie quotidien n'est pas facile quand il faut faire face à des vues enracinées concernant les coutumes et le goût. La réalisation du mode de vie socialiste se heurte à des attitudes erronées et désuètes, aux vestiges du mode de vie bourgeoise. Il n'est pas facile de vaincre les réflexes de la méfiance héréditaire, qui empêchent parfois de sentir, d'homme à homme, la nécessité impérieuse de savoir que, comme le dit Marx, « l'homme est pour l'homme la plus grande richesse ». Expliquer les problèmes, les clarifier, n'est pas suffisant. Les hommes doivent se convaincre aux lieux de travail, dans la vie quotidienne, de ce que *personne ne peut se développer, réussir sans compagnons, sans une bonne communauté.*

La majorité des hommes, sans doute, sont suffisamment mûrs pour introduire leurs expériences sociales dans leur vie individuelle, ils sont près de transformer leur vie entière sous le signe des objectifs socialistes nouveaux. Cela signifie qu'ils prennent conscience de leurs besoins changés, des possibilités qu'ils n'ont pas encore découvertes ; aux prises avec leur propre passé et celui des autres, ils veulent en savoir, en voir, en comprendre davantage sur le monde, ils veulent être capables de s'orienter parmi les valeurs, de séparer le vrai du faux.

Une nouvelle manière de voir, un sens nouveau de la responsabilité peut s'acquérir en premier lieu au sein d'une *communauté réelle et vivante.* C'est pourquoi le développement de la collectivité du lieu de travail est indispensable. Mais ces groupes ne peuvent remplir leur mission que s'ils sont ouverts vers la société, s'ils forment un pont permettant à l'individu d'accéder aux communautés de plus en plus grandes, à la patrie socialiste,

où il éprouvera comment sa cause la plus individuelle, la plus personnelle est liée au développement de tout le pays et même à tout le système mondial socialiste, à l'humanité progressiste. Inutile de dire qu'une petite communauté ne peut être une sphère d'intérêts fermée. Si elle s'isole, elle n'arrivera pas même à réaliser ses propres intérêts de groupe : plus ses liens avec l'unité plus grande, avec toute la société, sont conscients et étroits, plus elle servira ses membres efficacement.

Dans la société hongroise, le nombre des communautés socialistes augmente sans cesse. De nos jours, ces groupes servent à modeler et en même temps à mettre à l'essai l'individu, qui révèle ce qu'il peut donner à la communauté, ce qu'il en reçoit et ce qu'il est capable d'assimiler. L'une des tâches principales de notre politique culturelle est de suivre et d'aider les hommes et les communautés humaines qui se développent sous des aspects variés. *Le mot d'ordre des brigades socialistes, « travailler, étudier, vivre de manière socialiste », exprime la morale et le comportement de la communauté socialiste.*

Posons de nouveau, avec Gramsci, cette belle question : « que peut devenir l'homme ? » Que peut-il devenir, si l'union, la force créatrice du travail le libère, que peut-il devenir s'il est libéré non seulement des entraves de la pauvreté, mais de celles de la pauvreté d'âme, de l'ignorance, des superstitions ? L'histoire a répondu et répond encore. Ces questions n'ont pu être posées elles-mêmes que par l'humanisme critique et inquiet du socialisme, et les réponses ne peuvent et ne doivent être données que par l'humanisme socialiste.

Dans l'histoire, nous vivons une époque d'accélération des *événements* et des changements de politique mondiale. Grâce à l'expansion universelle des relations économiques, politiques, technico-scientifiques et des télécommunications, l'individu a de plus en plus la possibilité de se tenir au courant des processus qui se déroulent dans le monde. Et, de cette manière, il peut prendre conscience davantage des rapports étroits reliant notre vie à celle des peuples du monde entier. L'objectif fondamental de la politique hongroise est que nous participions, dans la mesure de nos forces, à l'histoire universelle de nos jours, à la confrontation internationale du socialisme et du capitalisme, en assurant ainsi de bonnes conditions à l'édification de la société socialiste avancée dans le pays.

C'est la responsabilité assimée pour le sort du monde qui détermine la politique de paix des pays socialistes, et avant tout de l'Union Soviétique, une politique qui voit nettement que *la cause de la paix et celle du socialisme sont inséparables*, qu'à l'étape actuelle de la lutte des classes, la coexistence pacifique, la détente constitue un élément neuf et important de l'histoire contemporaine.

Pour les Hongrois, cela veut dire que nous faisons tout ce qui est possible pour éviter dans la vie internationale la solution violente des questions litigieuses, ou tout au moins pour qu'une telle solution n'ait lieu que dans des cas strictement délimités. C'est là une politique de classe, car elle crée des conditions favorables au travail d'édification socialiste et à la réalisation de notre devoir internationaliste, qui est de servir dans le monde entier, conformément à nos forces, la cause du progrès, de l'indépendance nationale, du socialisme, de la paix.

Cette politique de coexistence pacifique est inséparable *de la compétition*, de la lutte *des systèmes sociaux, dont l'issue dépend de la force des idées se justifiant par leurs résultats dans tel ou tel système social.* La supériorité historique du socialisme est d'ores et déjà une supériorité réelle,

visible. Visible et sensible, malgré les contradictions du développement et les succès transitoires de l'impérialisme. Il suffit à ce sujet de penser au Chili : des millions et des millions d'hommes font désormais face à l'impérialisme.

Rien de plus éloquent que l'enrichissement économique et culturel des pays de la communauté socialiste, l'influence croissante du marxisme, bien au-delà des frontières géographiques des pays socialistes, l'humanisme du mode de vie socialiste en développement.

Notre idéologie et notre politique favorisent toutes deux la protection des trésors de la culture, la création et la juste répartition des valeurs nouvelles. Nous pouvons affirmer à juste titre que, du point de vue des conquêtes sociales, culturelles, humaines, dues à notre évolution économique et sociale, de la réussite des communautés sociales et du développement harmonieux de la personnalité, on voit s'affirmer dès à présent la nouveauté fondamentale et *la supériorité historique du socialisme*.

Les progrès sensibles du socialisme sont les faits concrets qui nous permettent d'affirmer avec force à l'intérieur comme à l'extérieur la réussite du système socialiste mondial et de notre pays. *Nous n'avons aucune raison de taire les contradictions de notre développement*, nos soucis, qui sont ceux d'un nouveau monde en gestation. C'est à nous d'en parler franchement, sans attendre que la propagande bourgeoise les présente en les altérant et en donne la « solution ». Cette attitude offensive, qui assume notre réalité, authentifie la présentation et la dénonciation des phénomènes de crise du capitalisme, ainsi que ses tendances antidémocratiques et antihumanistes.

En Hongrie on ne sous-estime pas le danger d'une pénétration idéologique impérialiste venant de l'Ouest, mais nous ne voulons pas non plus le surestimer, car cela mènerait involontairement à une attitude défensive. Si, en simplifiant un peu, nous posons la question de savoir qui a davantage à craindre, la réponse est univoque : le camp adverse, celui des impérialistes.

La vérité est de notre côté, nos résultats font époque et nous justifient, et le nombre des adeptes, des alliés du socialisme est beaucoup plus élevé dans les pays capitalistes et le tiers monde que ne le pensent nos adversaires et même parfois que nous-mêmes ne le croyons.

Nous sommes prêts *à collaborer sur le plan culturel et scientifique* avec les représentants du capitalisme et nous faisons des efforts pour réaliser cette coopération, mais nous croyons que *les discussions et les confrontations idéologiques* sont également nécessaires et que nous ne pouvons pas admettre avec eux la contrebande idéologique. Le système bourgeois a l'avantage en ce qui concerne les « fabriques d'idéologie ». Mais nous ne voulons pas rivaliser en utilisant les manipulations de la propagande bourgeoise. *Par contre, nous sommes en supériorité absolue quant à la vérité, la force, la réalité de nos idées.*

Le contenu socialiste de notre existence nationale, notre appartenance *à la communauté socialiste* exige la collaboration avec les pays amis. Les expériences collectives de l'édification de la société socialiste sont une source d'enseignements inépuisable pour toute la communauté socialiste. L'analyse critique de nos expériences réciproques, leur comparaison avec notre propre pratique sont des exigences et des éléments essentiels de notre coopération qui, en nous permettant de nous mieux connaître, le permet également à toute la nation.

A la suite de la coopération et de l'appartenance à une même communauté, la notion de *nation socialiste* s'est enrichie d'éléments nouveaux. Sa classe dirigeante, la classe ouvrière, est membre, de par son caractère internationaliste, *d'une communauté internationale historiquement nouvelle*, elle en est un composant souverain, égal en rang. C'est là une force puissante, multipliant les forces de chacun des pays socialistes et qui, grâce à l'identité d'intérêts, est la condition fondamentale du développement de toutes les nations socialistes et la partie intégrante de la lutte mondiale du prolétariat contre toutes les formes d'exploitation. Cette grande force est solidaire des mouvements nationaux de libération et de ceux dirigés contre l'impérialisme, elle est la garantie de la défense efficace de la paix, le promoteur actif du progrès humain universel.

LIBERTÉ DE DISCUSSION ET DÉMOCRATIE SOCIALISTE

Révéler sincèrement la réalité, accepter la critique, les discussions et les échanges de vue touchant ouvertement nos difficultés aussi, ce sont les attributs naturels du développement. L'utilité et la justification de ces discussions sont définies avant tout par les buts qui les animent. Dans les questions sociales, leur vrai sens ne peut être que de faire voir clairement les tâches actuelles et les problèmes pas du tout simples de l'édification du socialisme avancé, les possibilités et les modalités de les résoudre.

Les échanges de vues créateurs sont indispensables du point de vue du développement de notre vision du monde aussi. Le *marxisme-léninisme* n'est pas *un recueil de dogmes* définis une fois pour toutes, ses vérités viennent de la réalité, *cette science est née et se développe dans les discussions*. Les discussions recherchant la réalité et les vérités concrètes constituent sa raison d'être.

Les discussions, les échanges de vues, le dialogue peuvent être très divers et menés à plusieurs niveaux, à savoir entre marxistes, entre les marxistes et leurs alliés, leurs amis et leurs compagnons, entre les marxistes et leurs adversaires, et qui plus est, entre les marxistes et leurs ennemis. Cette diversité peut sembler évidente. Elle l'est, mais ce n'était pas toujours le cas. En Hongrie *nous avons réappris les méthodes de discussion léniniennes*. Il y a peu des personnages de l'histoire universelle qui aient discuté plus passionnément, plus fermement, sur un ton plus sarcastique et plus ironique que *Lénine*. Cependant son but *n'a jamais été d'anéantir ses partenaires dans la discussion, mais de faire ressortir et de protéger la vérité, de critiquer les vues fausses*. A chaque étape de notre mouvement, la question de savoir si nous discutons bien, conformément à nos principes, était décisive. La source de nos défauts et de nos échecs était souvent un mauvais moyen de discuter, le bâillonnement des partenaires dans les discussions.

Dans les discussions, ce ne sont pas des personnes qui l'emportent sur des personnes, mais des idées justes sur des vues ou des idées fausses. C'est pour cela qu'on ne peut pas parler d'échec si nous changeons d'avis dans certaines questions, soit parce qu'on nous a convaincus, soit parce que nous avons réciproquement corrigé nos vues. Celui dont la conviction est très ferme est capable d'apprendre et de reconnaître qu'il s'est trompé, et il se montre prêt à le faire. Puisque nous parlons de la nature de nos discussions,

nous devons définir très clairement *les méthodes de la polémique*. Il est évident que ce ne sont ni le pouvoir ni le ton, mais la vérité des paroles, des arguments, le bon exemple qui augmentent leur crédibilité, c'est la bonne connaissance des faits et une argumentation convaincante qui peuvent faire progresser les dialogues et refléter le sens de la phrase du grand poète hongrois Attila József : « Dis ce qui est vrai, et non seulement ce qui est réel. »

L'importance des *discussions créatrices* ne fait qu'augmenter dans notre société, car il est caractéristique du développement socialiste qu'il ne peut se passer d'une vaste unité de la conscience collective, due à la confrontation et à la conciliation des opinions. Nous avons parlé de l'unité parce que, dans notre société libérée des antagonismes de classes irréconciliables, le sens des discussions — concernant nos affaires intérieures — est surtout déterminé par la mesure où elles font progresser la cause commune et aident l'unité socialiste nationale et son développement. Voilà en quoi consiste l'importance des discussions.

Nous n'organisons pas de discussions fallacieuses seulement pour montrer à nos adversaires de l'intérieur ou de l'étranger qu'il y a des discussions chez nous aussi. Le parti ne « tolère » pas qu'il y ait des discussions uniquement pour satisfaire cette petite couche sans importance qui cherche l'occasion de se présenter en opposante. Nous n'évitons pas avec eux non plus la discussion nécessaire, parce que nous savons que *cette couche ne peut pas être nettement distinguée de ceux qui se sont fourvoyés mais sont bien intentionnés*. Et même eux, nous ne voulons pas les repousser, mais nous aimerions en gagner pour nous le plus possible.

Nous ne renions pas non plus nos principes si nous reconnaissons que *le dialogue est, pour nous autres communistes aussi*, non seulement utile, *mais également instructif*. Il est vrai qu'il n'y a pas plusieurs vérités, on ne peut donner, dans une période donnée, à une question concrètement déterminée, qu'une seule réponse juste. Mais il faut aussi voir et savoir que *l'approche de la vérité peut se faire de plusieurs façons. La réfutation de la position pluraliste* sur la vérité ne signifie pas que la réponse considérée aujourd'hui comme la plus juste et la plus scientifique est une fois pour toutes la meilleure réponse possible et définitive. Aussi n'est-il pas exclu que *les non-marxistes* ne puissent pas approcher, dans les questions de détail, la bonne réponse, *en contribuant ainsi à la réalisation de la solution optimum*. Cette contribution est nécessaire et indispenssble aussi bien du point de vue du développement des sciences et des arts que du progrès de toute la société.

En nous appuyant sur nos principes et sur une argumentation de niveau, nous devons veiller dans nos échanges de vues à ne faire aucune concession dans les questions idéologiques et politiques. *Mais il ne faut pas non plus rejeter complètement* les opinions qui — bien que sous une forme moins bien figée et *mêlées à des idées fausses* — se rapportent quand même *aux problèmes réels de notre société*. Cette constatation suppose en même temps que nous repoussons les idées ennemies parce qu'elles déforment notre réalité et entravent de cette façon la solution des vrais problèmes.

La protection de nos vérités ainsi que le travail idéologique initiateur ne peuvent jamais signifier la réfutation de la juste critique de notre réalité, le silence sur nos faiblesses, nos problèmes non résolus et le camouflage des abus. Celui qui ne voit pas et qui n'ose pas faire remarquer les contradictions de notre développement social ne protège pas le crédit de nos préceptes, au contraire il le met en danger.

Nos expériences prouvent que la discussion ferme, claire, menée avec des arguments valables attire ceux pour qui sont chers la pureté de l'esprit et l'avenir du pays.

La session de juin 1977 du Comité Central du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois a une fois de plus souligné que « *la propagation de la théorie marxiste-léniniste, la mise au point continuelle des questions idéologiques, l'application de la politique d'alliance, sont toutes des tâches connexes qui doivent être résolues en même temps* ». Cet objectif n'est pas nouveau, mais il faut toujours rappeler que la réalisation de l'hégémonie du marxisme-léninisme n'est pas un problème à résoudre une seule fois, elle exige au contraire un travail de persuasion très soigneux et continu. *L'accent est sur la persuasion* parce qu'on ne peut forcer personne d'accepter des idées sur l'ordre d'une autorité.

Ceux qui craignent pour la politique d'alliance du parti, à la suite des discussions de principe conséquentes, ne comprennent pas vraiment non plus nos principes. *Tous les citoyens hongrois qui travaillent avec le parti pour le développement du pays, pour le salut du peuple, sont les alliés politiques du parti*, indépendamment de leur vision du monde. Tous ceux qui avancent avec nous sont nos compagnons, même s'ils ne veulent nous suivre pour le moment que jusqu'à un certain niveau du développement. Nous sommes responsables de ce que *ces hommes honnêtes se rapprochent* au cours de leur travail *de nos idées*, pour qu'ils avancent avec et non pas à côté de nous, et pour qu'ils puissent comprendre la logique de l'histoire.

Dans le dialogue avec les croyants, nous ne voulons vaincre personne. Il s'agit seulement de convaincre, car nous avons confiance dans les resserrement de nos relations et nous n'oublions pas que, dans l'intérêt de notre peuple, nous devons intégrer dans l'activité sociale commune toutes les initiatives venant des différentes sources. Les Églises ont su trouver leu place en Hongrie dans la vie socialiste changée, justement parce que notre Constitution assure le libre exercice du culte, la liberté religieuse institutionnelle et personnelle.

Nous considérons comme un résultat important que les dirigeants de l'Église reconnaissent de plus en plus — pour reprendre leurs paroles — que le capitalisme limite les efforts de la religion pour l'amour du prochain, et c'est pour cette raison qu'ils peuvent accepter leur travail quotidien, qui répond à nos buts. La coopération des Églises est la base de la poursuite de notre dialogue avec elles.

Dans les cadres de la politique d'alliance, nous devons être en discussion, en partant des bases de principe, avec les hommes qui sont encore enclins au nationalisme. Nous sommes conscients de ce que cette discussion touche des points très sensibles, car il s'agit ici d'une question qu'on ne pourra pas résoudre si tôt, et dont la solution dépend de la victoire totale du socialisme, aussi bien dans les sociétés données que sur le plan international.

Mais la probité et l'efficacité des discussions sont entravées si l'idéologie à caractère nationaliste est présente dans les polémiques comme arrière-pensée ou comme un phénomène concomitant, ou si l'acharnement nationaliste et la propagation de faux mythes se font sentir — quelle que soit leur forme d'apparition. L'opinion formulée par Endre Ady, il y a soixante-dix ans, reste valable : celui qui s'oppose au progrès ne peut être patriote, même s'il ne fait que chanter toute la journée l'hymne national.

Ce sont également les principes de notre politique d'alliance qui déterminent le caractère de nos discussions avec des nationalistes, des nihilistes,

qui ne s'intéressent pas aux problèmes de la communauté et ont des vues petites-bourgeoises, chez qui domine le snobisme dans le mode de vie, la morale et l'éloignement de la vie publique, chez qui continue à vivre le passé ou quelques-uns de ses éléments renouvelés.

L'opinion publique a participé de plus en plus massivement aux discussions lancées dans les journaux, à la radio ou à la télévision. Les gens savent que dans les discussions il s'agit de nous, d'eux, de la société, des questions importantes de notre présent et de notre avenir. *Les discussions sont en même temps la forme et l'école de la démocratie.*

Bien que l'absence des discussions témoigne d'une brèche ou de l'absence de la démocratie, *il serait erroné de croire que les discussions* — quelles qu'elles soient ! — *sont en elles-mêmes les preuves de la démocratie.* Nous avons besoin de discussions raisonnables, faisant ressortir la vérité, mais aussi de la récapitulation, de l'appréciation des résultats des échanges de vues donnés. Il vaut la peine de rendre publics les résultats des polémiques — concernant la vie sociale et économique, les arts, la littérature — qui se sont déroulées dans des cercles restreints, de mettre à profit les idées neuves et vraies, de prendre position sur la base de notre idéologie marxiste. Notre vie publique démocratique permet d'exposer les différences de vues et aide le développement créateur des polémiques. Par contre, elle ne peut pas permettre qu'une prolifération *de fausses discussions,* de passions louches, de querelles indignes contamine notre vie intellectuelle au lieu de la confrontation des idées, et que des intérêts et des aversions personnels se fassent valoir sous prétexte de discussions de principe, en détournant l'attention des questions essentielles.

Une des caractéristiques de la démocratie de la vie intellectuelle hongroise est *que la position du pouvoir ne peut jamais être un argument dans les polémiques.* Celui qui discute doit pour ainsi dire oublier qu'il a du pouvoir dans les mains. Par contre un esprit d'opposition chicaneur ou la démagogie ne peuvent pas être non plus des arguments contre les vérités convaincantes.

Celui qui n'écoute les autres que parce qu'il doit les écouter, puis se lève comme il s'était assis, ne comprend pas non plus l'essentiel de la démocratie socialiste et compromet nos efforts. Seul celui qui se laisse convaincre peut convaincre les autres. Pour nous, les discussions ne peuvent donc jamais être formelles. D'une part, parce qu'on ne peut polémiquer qu'avec des idées que l'on connaît et que l'on comprend, d'autre part parce qu'on ne peut pas exclure la possibilité d'apprendre quelque chose — ne serait-ce qu'une vérité partielle — dont nous pouvons et même dont nous devons profiter.

Tous ceux qui participent à des discussions publiques *doivent à la fois prendre les risques et la responsabilité,* en sachant qu'aujourd'hui, en Hongrie même, les discussions en apparence restreintes — professionnelles, littéraires, artistiques, scientifiques — sont suivies par des milliers et des centaines de milliers d'hommes. Le désir d'apprendre ne fait que croître, le programme de l'expansion de la culture est en voie de réalisation, par conséquent il y a toujours de plus en plus de gens qui lisent les journaux, les revues avec l'intention de s'instruire grâce aux discussions. Si les discussions ne peuvent être comprises que par les initiés, on est déçu, mais on n'aime pas non plus que le ton soit trop marqué par les passions personnelles et par les intérêts particuliers.

Il ne faut jamais perdre de vue que celui qui polémique poursuit en même temps une activité publique. Il ne faut pas oublier non plus que parmi

nos partenaires dans les discussions il y en a de plus en plus qui ne luttent que pour des vérités partielles. Nous devons reconnaître ce phénomène et l'incorporer dans la vérité totale. Les efforts pour comprendre les autres ne peuvent jamais signifier qu'on doive accepter sans mot dire toutes les idées, mêmes celles qui sont injustes. *Ceux qui pensent qu'on respecte la démocratie socialiste, la probité des discussions uniquement si on ne dit rien quoi qu'on entende dire, se trompent. Le marxisme des muets n'est pas le marxisme.*

L'unité idéologique, politique du parti n'exclut pas, mais au contraire elle suppose que *les communistes discutent aussi entre eux* les expériences du travail accompli, du développement réalisé et les tâches à effectuer et ceci en particulier quand on a atteint une nouvelle étape du développement. C'est dans les discussions que l'unité idéologique du parti se forme, se renouvelle et se perfectionne.

Nos discussions sont indispensables aussi parce que notre théorie et nos connaissances de la réalité ont toutes deux besoin du contrôle des vues confrontées dans les discussions. *Etre marxiste* n'est pas un état qui survient à un moment donné de la vie des hommes, *c'est un processus*, parce que nous devons sans cesse lutter pour les solutions marxistes justes, du fait que nous ne possédons pas la pierre philosophale et que personne ne peut croire que ses vues sont le dernier mot de la science, que ses propositions pratiques sont la seule solution juste ou définitive.

Mais les communistes doivent discuter de façon que tous les mots, tous les accents expriment leur solidarité de camarade, la conscience des résultats historiques acquis, leur conviction que notre cause ne peut avancer que par la réflexion et l'action collectives. Celui qui polémique d'une manière subjectiviste et attaque en leur personne ses partenaires qui sont d'opinion différente, celui qui croit voir dans chaque critique une attaque contre sa propre personne, pèche contre la vérité et notre cause commune.

Les discussions à l'intérieur du parti ont leur ordre réglé par la discipline du parti volontairement acceptée et qui exige l'observation des *normes léniniennes*. Les discussions précédant les résolutions, allant jusqu'au plus haut niveau du parti, et l'exécution unanime, obligatoire pour tous après les résolutions sont d'une très grande importance.

« L'interprétation arbitraire, subjective des résolutions, des prises de position — caractéristique plus d'une fois même de quelques hauts fonctionnaires — ne peut être tolérée », a constaté János Kádár au XI[e] Congrès, tout en ajoutant que les principes léniniens « sont au moins autant violés par ceux qui n'observent pas la démocratie du parti ». Il s'agit donc de ceux qui n'observent pas les droits des membres du parti, qui n'ont pas besoin de leurs opinions, de leurs propositions ou n'en tiennent pas compte. Les membres du parti doivent exécuter les résolutions, mais ils ont le droit de persister dans leur opinion et de continuer à chercher leur vérité dans le mouvement jusqu'au congrès suivant.

Le communiste, dirigé de l'intérieur par sa conviction, participe aussi aux discussions « spontanées », qui ne sont pas réglées directement par la discipline du parti, avec la responsabilité qui respecte les normes non écrites découlant de notre vision du monde, de nos tâches et de nos soucis. Ce ne sont pas des règles formelles, mais les normes de la morale des discussions communistes servant les intérêts de la communauté, de la société socialiste. *Le communiste, quand il se soumet à la discipline du parti, ne renonce pas à sa liberté. Au contraire : il a choisi la plus grande liberté en adhérant et en*

participant activement à l'organisme dirigeant le plus efficace du point de vue du développement de la société et de la libération de l'homme.

Le Parti Socialiste Ouvrier Hongrois est *un parti qui gouverne*, qui est au pouvoir, ce qui crée une situation dans laquelle nous, communistes, devons aussi surveiller tous nos actes en tant que « notre propre opposition ». L'exécution de ce devoir, l'auto-contrôle sont représentés surtout par les discussions à l'intérieur du parti, qui doivent en même temps servir d'exemple à tous les organismes sociaux et à toutes les petites communautés.

Nos expériences ont démontré que les discussions de gens très proches les uns des autres peuvent être extrêmement vives. Ceci est compréhensible et naturel. Car s'il s'agit de gens qui sont très proches les uns des autres, leurs intentions et leurs buts sont identiques, et la vivacité du ton, pour trouver la meilleure solution, la plus rapide, sans évoquer pour autant le cauchemar d'un ennemi imaginaire, est naturelle. Ce n'est pas la vivacité et la passion des discussions qu'il faut atténuer, car il s'agit bien d'une lutte là aussi : il faut trouver ensemble les solutions optimales, en dépassant même nos propres pensées surannées. C'est une lutte contre toute forme de subjectivisme que nous devons exclure des polémiques entre les représentants d'une même cause.

Il faut discuter et agir en pleine conscience de notre responsabilité intellectuelle et communautaire. Nous nous manifestons modestement, sans parler trop haut, conscients de notre vérité et confiants en l'avenir, mais nous n'avons pas de complexe d'infériorité non plus. Nous ne tombons pas dans un état euphorique en pensant que tout le monde fait attention à nous, mais toute inhibition historique nous est étrangère, nous ne pensons pas que nos capacités de développement font défaut et nous croyons aux possibilités du socialisme. Bismarck a dit avec dédain et mépris qu'il ne pouvait imaginer de plus grand malheur que d'être le fils d'un petit pays. Je ne crois pas que les vraies valeurs dépendent uniquement du nombre de kilomètres carrés, du nombre des habitants ; elles dépendent beaucoup plus de ce qu'un peuple fait, de ce qu'il sait communiquer au monde.

Les bases de notre système socialiste sont solides. Il jouit de l'appui de notre peuple. En tant que membre égal en droits d'un système d'alliance représentant une force énorme et stable, nous poursuivons une activité internationale intense. Nous ne devons craindre ni les opinions de nos citoyens, ni les dialogues internationaux. Les discussions sont bienvenues, nous reconnaissons et encourageons le droit *à la « recherche constructive »*, car nous sommes convaincus que nous avancerons ainsi d'une manière plus sûre, plus rapide et plus facile.

L'ÉPOQUE DANS LAQUELLE NOUS VIVONS

L'époque dans laquelle nous vivons nous confronte chaque jour avec de nouveaux phénomènes et de nouveaux événements, avec les rebondissements souvent inattendus des transformations en Hongrie et dans les continents lointains. Les yeux qui ne savent que regarder, ne pourraient pas suivre tout ce qui se passe dans le monde s'ils restaient à la surface, s'ils ne dépassaient pas les apparences et s'ils n'étaient pas capables de rechercher et de souligner les connexions profondes. *Nous autres communistes et marxistes, nous avons besoin de courage intellectuel, de force morale pour être*

— avec les termes de Marx et Engels — *les contemporains historiques de notre siècle.*

La compréhension de *la nature interne des processus historiques* fait partie de la vision sociale. Parmi les nombreuses caractéristiques des changements du monde humain, je n'en soulignerai cette fois que deux. Tout d'abord les mouvements sociaux ne se font en général pas en ligne droite, à vol d'oiseau mais plutôt en spirale, en ligne onduleuse. Le progrès se réalise aussi très souvent dans le difficile combat de la progression et du recul. Et le socialisme ne peut que diminuer les inégalités du progrès, mais il ne supprime pas *le progrès inégal.*

Mais personne ne pourra dire non plus avec responsabilité que ce développement s'est réalisé d'une façon égale dans tous les secteurs de la vie.

Il faut voir clairement et montrer à tout le monde que, pendant ces 30 ans, il y avait aussi des années où le progrès social était entravé par des troubles douloureux, notamment par les injustices tragiques du culte de la personnalité ou par les ravages de la contre-révolution.

Si l'on analyse les processus d'un peu plus près, on verra que, parmi les causes des régressions ou des retards partiels, il y avait tantôt des distorsions dues aux erreurs subjectives — donc pas des nécessités objectives —, tantôt des circonstances objectives freinant le développement malgré les conditions subjectives favorables.

L'autre caractéristique de la nature des changements sociaux, c'est que les tâches résolues, les résultats acquis, les besoins satisfaits font naître de nouvelles tâches, de nouveaux problèmes et de nouvelles exigences. *Il n'y a donc pas* dans l'histoire une sorte de « terminus » où commencerait une « époque sans problèmes ». Une telle conception, basée sur cette idée de « terminus » de l'histoire, est non seulement naïve, mais aussi dangereuse. Ajoutons qu'en Hongrie, les méthodes de la propagande, surtout aux années 50, avaient à tel point mis en vedette le « miracle » de la réalisation des tâches *immédiates* résolvant presque tous les problèmes, et nous passions à tel point sous silence les lois de l'accumulation des problèmes et des tâches découlant du développement, que finalement on avait beau parler du « ciel » comme « d'un barème supérieur », les travailleurs commençaient à avoir des doutes et des idées fausses concernant la nature réelle du développement.

Lénine a rappelé à juste titre — et tout de suite après la victoire de la Révolution d'Octobre — que, quand nous chantons dans l'Internationale « c'est la lutte finale », il y a là, malheureusement, une petite inexactitude.

Les classes dirigeantes des sociétés d'exploiteurs considéraient leur pouvoir comme définitif, de façon compréhensible, et le proclamaient comme tel. Rien ne peut être plus éloigné de nous, révolutionnaires communistes, que de croire que les contradictions de la réalité ont disparu et que « l'histoire est terminée ». Ce serait au moins aussi faux que d'oublier le fait que la dictature du prolétariat est chez nous une catégorie historique nécessaire, une transition vers la société sans classes, mais certainement pas une transition automatique, qui mène sans notre participation, sans notre activité, ni notre lutte, à un niveau plus élevé, au socialisme avancé et encore plus loin.

Le rythme du développement, le perfectionnement des résultats, l'issue et la suppression des déviations et des échecs dépendent tous d'une chose : les communistes ont-ils la force théorique et le courage pratique de reconnaître les conséquences de leurs actions et *l'énergie d'accepter non seulement*

de reconnaître, mais aussi de résoudre les contradictions de leurs propres actions.

Le changement d'une situation donne naissance à une situation nouvelle, et *cette situation nouvelle* implique toute une série *de contradictions nouvelles et de problèmes nouveaux.* Ceci est valable bien sûr non seulement pour la Hongrie ou pour la communauté des pays socialistes. Je vais donner deux exemples pour éclaircir ce problème.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, plus de quatre-vingts pays en dépendance coloniale ont obtenu leur indépendance. Pendant que ces pays vivaient dans l'oppression coloniale, leur but commun ou du moins profondément apparenté était la lutte pour l'indépendance. Après l'acquisition de l'indépendance, chacun d'eux a ses propres problèmes de développement et, dans ce sens-là, *l'image du tiers monde est aujourd'hui beaucoup plus compliquée qu'à l'époque des colonies.* La lutte contre le passé colonial, contre l'immense héritage des conditions arriérées représente des difficultés jusque-là inconnues. Sans parler de celle qui consiste à progresser dans ces conditions vers le socialisme. Mais ceux qui possèdent un bon sens historique n'auraient jamais l'idée absurde, même devant cette nouvelle complexité des problèmes, qu'il faudrait « retourner » à la « simplicité » tragique de l'état colonial.

On peut citer encore un autre exemple. Dans l'atmosphère de la guerre froide, des centaines de millions pouvaient vivre dans la « simplicité » de la menace *des contradictions fondamentales du capitalisme et du socialisme.* Après le changement de ces circonstances, avec la formation des conditions de coexistence pacifique, nous devons faire nos preuves dans la situation beaucoup plus complexe des discussions, des dialogues, du rapprochement matériel et intellectuel, nous sommes confrontés à de nombreux problèmes nouveaux et devons satisfaire beaucoup d'exigences historiques nouvelles. Seuls les hommes qui ne peuvent s'orienter dans la situation nouvelle ou sont ébranlés dans leur conviction socialiste peuvent souhaiter que nous continuions notre lutte en retournant au passé, dans « des conditions plus simples ».

Dans notre époque caractérisée par l'équilibre compliqué des rapports de forces dans le monde — malgré les intentions les plus sincères et les plus pures — ceux qui — en Hongrie et dans d'autres pays aussi — parlent du crépuscule de la révolution en voyant les tâches nouvelles et évoquent avec nostalgie la beauté et le caractère salutaire des assauts révolutionnaires, peuvent freiner le mouvement ouvrier révolutionnaire et entraver le progrès. Ils trouveront involontairement des alliés parmi les opportunistes qui, sous prétexte de nouvelles formes de communication, y compris les compromis nécessaires au progrès, penchent vers les compromis même quand ils ne sont pas justifiés par la situation. Ils remplacent ainsi l'attitude révolutionnaire par l'opportunisme, par l'abandon des principes.

L'évolution des affaires de la société, les traits caractéristiques de la nature du développement se reflètent dans le marxisme-léninisme au niveau des vérités objectives. Lénine appelle la dialectique l'âme du marxisme : notre vision du monde exige l'interaction vivante, dynamique de la pratique et de la théorie, la mise à jour et la solution de la lutte et de l'unité des contradictions.

Notre théorie ne satisfait pas et ne peut pas satisfaire le désir très simplifié de la façon de pensée quotidienne qui consiste à donner des certitudes résolvant tous les problèmes, une clef pouvant ouvrir une fois pour toutes toutes les

serrures de l'histoire. Elle ne peut pas satisfaire le désir imprimé de beaucoup de gens de les exempter de réfléchir par eux-mêmes. Il faut nous opposer très fermement à chaque tentative d'appliquer — par paresse de l'esprit et en allant vers les solutions les plus simples — les idées marxistes-léninistes comme un système circuité de dogmes vulgarisés. Ces tentatives priveraient avant tout notre théorie de ses vérités, tôt ou tard de son attrait et, ce qui n'est pas moins dangereux, de son efficacité pratique. Ce n'est pas en rabaissant l'exigence théorique au niveau d'intuition, d'improvisation, en méprisant l'étude nécessaire et en rejetant la préparation scientifique qu'il faut lutter contre ces tentatives avec succès. Si nous acceptions l'une ou l'autre extrémité, nous diminuerions la force d'action et l'efficacité pratique de nos préceptes, et augmenterions ainsi le champ d'action des adversaires du marxisme.

C'est surtout dans la période actuelle du développement de la société hongroise que nous devons considérer comme décisive la question de savoir *comment* rendre accessible à tous nos vérités. Elle est passée, l'époque où le dogmatisme — comme le disait Brecht — n'expliquait pas aux hommes notre système idéologique, mais « le leur imposait comme une coupe amère ». Mais est-il suffisant d'avoir essentiellement derrière nous les années de la vulgarisation brute, ne faudrait-il pas se demander dans quelle mesure notre travail de recherche et d'éducation idéologique *actuel* est digne de la grandeur intellectuelle du marxisme-léninisme et s'il est au fond apte à résoudre les nouvelles tâches qui nous sont posées par le système socialiste de la société hongroise.

Il n'est pas facile d'enseigner — au sens habituel du mot — le système de nos préceptes. Nos classiques n'ont pas fait un recueil de préceptes valables pour chaque situation, *ce n'est pas un catéchisme qu'ils ont écrit.* C'est en faisant face aux problèmes de leur époque, de notre époque, en cherchant les possibilités de la pratique révolutionnaire, en organisant et en créant le mouvement ouvrier international, en tendant toujours vers de nouvelles constatations qu'ils ont fondé leurs préceptes. C'est pourquoi chacun de leurs écrits est imprégné de l'esprit vif et de l'excitation provoquée par le tournoi intellectuel avec l'histoire.

Il ne comprend pas le marxisme, celui qui ne voit pas ce qu'a de durable la mobilité de nos théories, la souplesse de ses principes venant justement de ce que sa dialectique n'est pas seulement une méthode, mais l'expression théorique de la nature objective du développement. Ceci explique aussi pourquoi une souplesse quelconque ne correspond pas forcément à notre dialectique. Lénine nous a mis en garde de ne pas confondre la dialectique marxiste avec la méthode simpliste qui « justifie les zigzags des politiciens passant de l'aile révolutionnaire à l'aile opportuniste du parti par l'habitude vulgaire consistant à mettre dans le même panier telles ou telles explications, tels ou tels moments de développement des différentes étapes d'un processus unique ». La dialectique marxiste-léniniste ne peut jamais servir la justification des fautes personnelles et ne peut jamais dispenser de l'analyse la plus détaillée, la plus concrète du progrès. Notre théorie matérialiste et dialectique est le résultat et l'élément de vie indispensable à la pratique révolutionnaire qui réalise le progrès social tout comme notre dialectique stimule l'auto-correction nécessaire constante.

Transmettre nos vérités — ou plutôt fournir l'aide nécessaire à ce qu'un nombre croissant de personnes puissent se les approprier d'une façon de plus en plus approfondie, puisqu'il est impossible de les « transmettre »,

au sens propre du mot, signifie aussi que nous devons inciter nos contemporains et nos successeurs à poser toujours des questions et à rechercher passionnément la réponse. « L'incompréhension » fréquente de la jeunesse hongroise envers les difficultés de notre passé récent — les années du culte de la personnalité, les raisons de la contre-révolution de 1956, etc. — nous avertissent que *les expériences sociales ne s'héritent pas automatiquement.* Nous ne pouvons les transmettre que si nous ne cessons pas d'analyser la réalité de notre époque. Mais pour ce faire, nous devons savoir que les vérités théoriques du marxisme pouvant et devant être apprises ne nous dispensent pas de l'analyse approfondie et multiple de la pratique. En vérité, on ne peut passer vraiment bien un examen de théorie révolutionnaire que dans la pratique de la vie. Gramsci avait raison en disant que seule son efficacité sociale peut prouver que la théorie n'est pas « une chimère ». Dans ce sens-là aussi, nous devons prendre au sérieux la phrase de Marx disant « qu'il faut éduquer même les éducateurs » — et ceci se rapporte sans exception à tout le monde. On pourrait ajouter qu'*un bon éducateur se caractérise justement par le fait qu'il peut être éduqué,* qu'il prête l'oreille aux paroles de la réalité qu'il n'a pas encore entendues. Il écoute tous ceux qui — en possession d'expériences directes — peuvent lui transmettre ces paroles. Cette attention pleine de responsabilité envers notre éducateur principal, la réalité, est l'une des conditions décisives pour assurer la faculté de notre conviction marxiste de savoir se renouveler constamment.

Même s'il y en a qui savent plus, qui connaissent mieux la théorie que les autres, les problèmes, les soucis *de notre réalité,* concernent et *touchent tout le monde.* Par conséquent, tous pourront et devront contribuer à leur compréhension. L'appropriation de nos idéaux ne peut se faire le mieux que dans ce processus. Plus le mouvement ouvrier d'un pays est développé, plus les conditions économiques et politiques de ce mouvement sont évoluées, plus nombreux seront ceux qui participeront à l'élaboration de la théorie et plus riches seront les possibilités de performances personnelles et d'épanouissement de la personnalité.

« Les masses de la population qui sont un facteur historique conscient doivent augmenter proportionnellement avec l'enrichissement et l'approfondissement de l'activité créatrice historique des hommes » — écrit Lénine. La tâche immédiate de la propagation des idées marxistes-léninistes est aujourd'hui en Hongrie d'aider le plus grand nombre d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels à s'orienter dans la réalité de notre époque, dans ses mouvements vivants et complexes, dans l'enchevêtrement des contradictions qui se manifestent sans cesse au cours de l'évolution.

Nous ne pouvons pas donner une réponse théorique prête à tous les problèmes, il n'existe pas de mécanismes pratiques « stockés » qui résolvent automatiquement les problèmes nouveaux de situations nouvelles. Mais ce n'est pas une faiblesse de notre théorie, c'est justement là sa force. Son caractère scientifique lui prête précisément cette propriété de refléter de manière vraie la nature du développement social en l'ouvrant aux nouveaux phénomènes du monde.

La confrontation constante des thèses théoriques avec la vie réelle assure la faculté du marxisme de se préserver et de se renouveler sans cesse. Cette dialectique est l'âme du marxisme, et *cette âme* est vraiment « immortelle ».

L'empressement *à enterrer le marxisme* de ceux qui en font la nécrologie est causé dans le meilleur des cas par le fait qu'ils sont incapables de distin-

guer entre l'essentiel constant, valable même dans les changements des vérités philosophiques premières du marxisme, et les autres thèses plus restreintes dans l'espace ou le temps. C'est pourquoi ils confondent l'extinction et le renouvellement constant. La question de savoir comment les idéologues de la bourgeoisie règlent entre eux la contradiction logique se manifestant entre leurs expériences de propagande et la réalité, ne nous regarde pas. C'est à eux d'expliquer pourquoi ils sont obligés à plusieurs reprises de lutter contre le marxisme déclaré si souvent mort, et qui se fait déjà valoir dans une grande partie du monde comme une vérité pratique.

Notre souci est par contre de nous épargner nous-mêmes, ainsi que notre théorie, du danger d'une autre « confusion ». Il faut savoir très nettement *distinguer entre le renouvellement du marxisme et sa révision* et nous devons aussi moderniser constamment la faculté de faire cette distinction, car les formes d'apparition de la révision changent sans cesse. Cette distinction est d'une importance vitale pour nous, car autrement nous nous exposerions à un danger double. D'une part, la crainte de succomber à la révision peut entraver l'application souple de notre théorie. D'autre part, les changements superficiels de la vie réelle, avec leurs enchevêtrements plus riches que toute théorie, peuvent cacher les rapports profonds et constants, ils peuvent entourer du brouillard du relatif « la loi » dont découlent nos principes de base résistant à l'épreuve du temps. La « loi pure » aussi bien que l'empirisme sans pensées déforment l'image théorique de la réalité. Dans la pratique ils désarment, qu'ils apparaissent sous forme d'une assurance paralysante ou d'un scepticisme également paralysant, sous la forme « tout est en ordre » ou sous celle du confort illusoire et rassurant de l'impuissance, ou en passant au cynisme pathologique et nuisible pour la société.

Les marxistes voient même dans le « relatif » les moments de la vérité durablement valable, alors que pour le subjectivisme et la sophistique le relatif exclut le stable et le durable.

L'idéologie marxiste-léniniste n'a donc rien à voir avec le point de vue bourgeois ou révisionniste qui — en affirmant que « tout est relatif » — renie la validité des principes déterminés de tout travail pratique ou théorique. Cette position va de pair avec un scepticisme intérieur inévitable et mène sur le terrain marécageux d'un doute sans rivages. La réalité a ses propres lois. Même *si le rapport de la loi et de la réalité toujours plus riche qu'elle est très compliqué.* Ceci est exprimé de façon extrêmement concise dans une des poésies d'Attila József où il écrit : « l'enchevêtrement des lois s'effiloche toujours quelque part ». Mais pas de la même façon. Nos expériences montrent que la loi s'effiloche si on ne la respecte pas et si l'on impose des désirs irréels à la réalité. Mais il y a — et il y aura — des cas où c'est justement la réalisation qui créera de nouveaux problèmes ou lacunes inattendus ou imprévus.

Il n'est pas toujours facile de comprendre les manières dont s'effiloche la loi et ceci peut causer des réactions dogmatiques et révisionnistes. Toutes les deux se caractérisent par la panique. Mais tandis que le dogmatique ne veut pas — n'ose pas — voir les effilochures car il n'accepte pas des interprétations autonomes, le révisionniste déclare sur-le-champ que tout le tissu s'est effiloché et il se montre prêt à le jeter.

La réaction dogmatique est une soumission indirecte, la réaction révisionniste une soumission directe dans la lutte idéologique contre les vues bourgeoises, mais toutes les deux sont caractérisées par l'abandon de la dialectique marxiste.

La juste position contre les deux réactions erronées, c'est de reconnaître que le tissu s'est effiloché et la nécessité du « retissage » dans les actions pratiques. C'est ce qui assure d'ailleurs la sauvegarde et le renouvellement continu des principes de base stables de la théorie.

Si nous représentons d'une façon conséquente le développement créateur du marxisme, nous devons veiller *à deux dangers — et à tous les deux à la fois.* Nous ne devons pas accueillir avec méfiance les nouvelles façons de poser des questions ou les nouvelles hypothèses, mais nous devons nous garder de consacrer sans plus comme des « modernisations » les généralisations théoriques faites à la base de peu d'expériences. Il faut sévèrement contrôler et critiquer ces théories en apparence « nouvelles » surtout quand elles ne prétendent plus être des hypothèses, mais la seule vérité valable.

La nécessité de rejeter des théories sans fondements pratiques ne justifie pas l'interprétation scolastique du marxisme. Pour sauvegarder notre vérité, nous devons mener une lutte à la fois contre le dogmatisme et le relativisme se renforçant l'un l'autre et paralysant l'âme vivante du marxisme.

Notre principal moyen dans cette lutte est l'interprétation scientifiquement authentique des nouveaux phénomènes de la réalité et l'action sociale qui lui correspond.

L'analyse, la recherche de la réalité ne peut pas être pour les marxistes un objectif absolu. Les marxistes ne veulent pas seulement expliquer, mais changer le monde selon les intérêts des travailleurs, des peuples, de l'humanité. Des centaines de milliers, des millions de travailleurs, de paysans, d'intellectuels doivent s'élever à leur propre mission historique du point de vue intellectuel et aussi de la conscience sociale. Notre tâche consiste à penser selon des processus historiques en vue d'un avenir non pas utopiquement beau, mais plus complexe, que notre présent et contenant aussi des difficultés imprévues. Nous devons nous élever au niveau de nos devoirs historiques, de la compréhension de l'histoire, de l'édification de la nouvelle société, pour pouvoir réaliser ce qu'écrivait Attila József en 1935.

Après les prêtres, les soldats et les bourgeois
C'est ainsi qu'enfin nous devenons
Les déchiffreurs des nouvelles lois
Et c'est pourquoi chante dans notre cœur
Le sens de toute œuvre humaine
Comme le chant du violoncelle.

(Adaptation de Charles Dobzynski)

GYÖRGY ACZÉL

Bilan de la politique culturelle (1958-1978)

L'importance d'une époque peut être mesurée par les changements accomplis, les épreuves subies, les efforts se matérialisant dans les résultats et par le développement réalisé. Les dernières vingt années de l'histoire du peuple hongrois sont marquées par l'édification pacifique, la transformation socialiste continue qui en font *une époque d'importance historique de la création pacifique* engendrant des changements à tel point profonds qu'ils ne déterminent pas seulement notre époque, mais ont aussi une influence sur le futur.

Le Parti Socialiste Ouvrier Hongrois avait créé, au cours de ces deux décennies, par un travail de coordination révolutionnaire, conséquent, équilibré et progressif, ce dont la possibilité était déjà présente lors de la libération en 1945 et après la transformation démocratique populaire de 1948, mais dont le développement avait été entravé par la politique dogmatique et sectaire d'avant 1956.

La libération ouvrit devant les masses populaires les écluses de possibilités immenses, et permit la réalisation de conquêtes historiques. Les deux dernières décennies, apparemment « silencieuses », du point de vue de la politique intérieure incontestablement très calmes, apportèrent des changements *décisifs* dans l'édification socialiste, et des transformations révolutionnaires dans le relèvement du peuple.

Les changements des deux dernières décennies peuvent être considérés comme historiques et durables. Le pouvoir de la classe ouvrière, du peuple travailleur est solide, la démocratie socialiste se précise et s'étend de plus en plus. La réorganisation socialiste de l'agriculture permet de créer une base économique socialiste homogène, l'unité socialiste du peuple se renforce constamment à la suite des changements dans les conditions des classes. *La vie des gens est,* au sens matériel, moral, concret et spirituel du mot, *plus riche et plus libre.*

Si Rip van Winkle s'était endormi il y a 20 ans quelque part en Hongrie, il ne reconnaîtrait pas en se réveillant le paysage, la façon de penser, le comportement, les exigences et les sentiments des gens.

Ce n'est pas seulement la manière de vivre, mais la vie elle-même qui a changé. Ceci peut être constaté à partir de la conscience accrue, du *sentiment de responsabilité politique et humaine plus prononcé.* Les gens sont plus sensibles aux défauts, ils critiquent les abus et en réclament la correction, ils s'irritent des phénomènes et des abus étrangers au socialisme, ils fustigent impatiemment la bureaucratie, les caprices de certains patrons, le rejet des responsabilités, ils luttent contre l'excès de prudence qui freine le progrès, et tout ceci justement parce qu'ils sont prêts à agir en vue d'améliorer

la situation. Les barèmes de la vie publique se sont élevés, les exigences envers les fonctionnaires publics ne cessent de croître ; on attend du parti une direction de plus en plus sage, efficace, démocratique et humaine, donc une direction plus socialiste. L'esprit critique des gens est devenu plus sensible envers leurs camarades, leurs dirigeants, et envers eux-mêmes.

Les remarques saines, bien intentionnées du peuple, l'exercice des droits démocratiques, le fait que chaque pas de notre évolution a été précédé et accompagné de vives discussions dans tous les domaines de la vie — tout cela a prouvé et prouve toujours non seulement l'appui, mais ce qui est plus important — le *renforcement* du rôle dirigeant du parti.

I

Maintenant que nous évoquons, plus de 20 ans après, l'époque où sont nés les principes de la politique culturelle en 1958, nous devons bien préciser que cette décision a été prise dans une *situation historique* qui nous a tous mis à l'épreuve, notamment après la défaite de la contre-révolution, sur le sol de la politique léninienne rétablie. Nous avons formulé nos tâches à une époque où le douloureux souvenir de 1956 était encore très proche. C'étaient les années où la bourgeoisie internationale attaquait notre système partout et de toutes ses forces ; elle excitait et encourageait les contre-révolutionnaires du pays, ainsi que l'opposition subjectivement peut-être bienveillante, mais objectivement très hostile au pouvoir populaire, donc aux bases mêmes du socialisme. Dans cette situation, seule l'organisation des forces révolutionnaires intérieures pouvait servir de point de départ dans l'élaboration et la réalisation des directives du parti. Le mouvement communiste international, avant tout l'appui de l'Union Soviétique, la solidarité des pays socialistes frères et de l'opinion publique internationale progressiste furent d'une aide inestimable. *Les principes de la politique culturelle* qui faisaient partie de cette *politique révolutionnaire marxiste-léniniste renouvelée* étaient la suite et l'application des documents et des résolutions de grande importance du parti à la fin de 1956 et en 1957.

Nous considérons notre politique culturelle comme partie intégrante de toute notre politique. Notre parti a toujours su qu'avec la solution positive ou négative de cette tâche nous avons une responsabilité nationale et internationale très significative et que ce travail détermine grandement notre progression plus rapide ou une régression, la transformation plus rapide ou plus lente de nos forces de production, notre manière de développer nos conditions de production, de renforcer la démocratie socialiste de la vie publique, la conscience et le mode de vie socialistes.

En développant la productivité et l'efficacité dans l'industrie et l'agriculture, nous aimerions arriver à l'abondance des biens matériels. Cette tâche restera encore pendant longtemps au centre de l'intérêt, mais dans la société socialiste *l'accroissement des biens matériels* n'est pas un but unique, ce n'est pas un but en soi, mais le *moyen* du développement culturel du peuple, de la réalisation d'une vie meilleure, plus digne de l'homme, de l'épanouissement de plus en plus riche de la personnalité.

Le devoir, l'importance de la *révolution culturelle* consiste justement à contribuer à la réalisation de ce but socialiste réel, notamment à ce que, à côté d'une offre plus grande des biens matériels de meilleure qualité, — parallèlement avec ce processus, mais le dépassant déjà quelquefois —, nous puissions assurer à un nombre croissant de personnes l'accès aux biens

culturels. Notre politique culturelle sert le *développement de la force créatrice de tout le peuple travailleur*, de sa conscience socialiste, de sa culture. Et tout ceci est indispensable à une libération sociale et humaine plus complète, au développement socialiste du mode de vie collectif.

Dans la réalisation de la révolution culturelle, nous nous sommes basés sur la *méthode fondamentale* que le Comité Central Provisoire du parti avait fixée dans sa résolution de décembre 1956, à savoir *l'éclaircissement politique patient allant de pair avec la fermeté des principes et la persuasion idéologique.*

Quand la direction du parti s'est mise à réaliser les principes directeurs, nombreux étaient encore ceux, parmi les intellectuels, et surtout les spécialistes des sciences humaines et sociales, qui flottaient dans le doute ; d'autres étaient opposés au pouvoir des ouvriers d'après 1956 et beaucoup enfin se retranchaient de la politique. Les indécis, nous les avons encouragés, convaincus avec des arguments, mais nous n'avons pas pu être — et n'avons pas été — indulgents lorsqu'il fallait appliquer la loi même contre des personnes, des écrivains et des artistes qui s'étaient engagés auparavant pour la cause du socialisme, mais qui plus tard — consciemment ou parce qu'ils étaient déroutés — s'y sont opposés et ont attaqué l'ordre légitime. Cependant les principes directeurs de notre politique et de notre politique culturelle ne firent pas une loi absolue, devant être appliqués indépendamment des circonstances — et ceci est très important — de ce qui, dans les conditions de l'époque, avait été une nécessité inévitable, à savoir le recours aux méthodes administratives.

Les traits essentiels de la conception de la lutte sur deux fronts valable pour la vie culturelle, même aujourd'hui, se sont déjà dessinés dans nos directives formulées il y a 20 ans. Les contours d'une exigence que János Kádár a nommée une fois de plus à la session d'avril de 1978 du Comité Central la nécessité « *d'une sensibilité bilatérale* », sont devenus nets. S'il existe un « côté » auquel on doit être plus sensible, c'est justement celui vers lequel nous penchons. Sans une sensibilité pareille, nous n'aurions pas pu ranimer la vie idéologique, les sciences et les arts n'auraient pas pu s'épanouir dans les années soixante, et il est indubitable aussi que, sans cette politique, beaucoup d'énergies créatrices auraient été gaspillées dans des luttes improductives.

Il était absolument clair pour le parti que nous ne pourrions gagner les intellectuels que si, tout en critiquant et en repoussant conséquemment les tendances de droite et de « gauche », *nous ne renoncions pas à un seul homme* — même à ceux avec qui, à une époque donnée, nous étions en lutte — *que son honnêteté ou ses dons peuvent rallier ou faire revenir au peuple, au socialisme.* Ce sont le franc-parler révolutionnaire, les buts enracinés dans la réalité et la sagesse qui avaient créé les conditions dans lesquelles a pu naître ce document de base valable à long terme.

Le Comité Central a élaboré les directives de notre politique culturelle à une époque où la consolidation politique s'était déjà accomplie dans le pays, mais où, dans la conscience des gens, — et dans celle de beaucoup de communistes aussi — les blessures historiques ne faisaient que commencer à se cicatriser. Nous n'avons pas voulu sous-estimer ou minimiser les douleurs et les déceptions vécues, nous savions que notre devoir était de faire face à ce qui s'était passé et de trouver la voie vers le futur. Nous avions un point de repère sûr : c'était la théorie de la vérité, de la science, c'est-à-dire celle du marxisme-léninisme, ainsi que les expériences pratiques et

historiques, la leçon historique que nous avions comprise, et tout ceci nous a permis de nous élever au-dessus du désordre et de trouver l'issue.

Déjà la résolution de la conférence nationale du PSOH en 1957 avait fixé la tâche la plus importante : « raffermir les positions du parti dans la vie scientifique et culturelle, et continuer la lutte pour la pureté des préceptes marxistes-léninistes qui est le devoir de tous les membres du parti ».

En résumant nos expériences historiques et internationales, les directives déclaraient que la *transformation de la pensée des gens* n'avait fait que commencer et que ce processus était nécessairement *le plus long parmi tous les processus sociaux fondamentaux.*

Dans les directives, nous avons plusieurs fois employé le terme de *formation de la conscience,* de nos jours nous pouvons formuler cette exigence d'une façon plus parfaite, et en conséquence des résultats des deux dernières décennies, on peut déjà parler de la formation d'*un mode de vie* de caractère socialiste. Lénine faisait observer qu'il ne faut considérer comme réalisé dans la vie de la société que ce qui est déjà enraciné dans la pratique quotidienne, ce qui est devenu l'usage, donc ce qui s'exprime non seulement dans la conscience, mais encore dans la forme de vie, dans la manière de vivre, dans le mode de vie changé. Il n'y a pas que les conditions économiques qui ont changé dans notre pays, mais aussi les rapports de conscience et, à la suite de l'attrait du mode de vie collectif et surtout de l'intégration des éléments de la culture, le nouveau mode de vie socialiste a commencé — évidemment non sans se heurter à des obstacles — à gagner du terrain.

Le parti a compris qu'on devrait travailler d'une nouvelle façon, car le dogmatisme sectaire des années cinquante a de plusieurs points de vue faussé et vulgarisé le marxisme-léninisme ; il exigeait un rythme arbitrairement rapide, et ne prenait pas en considération que *le véritable enracinement d'une nouvelle vision du monde* ne se fait pas sur ordre. La direction sectaire, tout en sous-estimant le peuple, surestimait le développement et son rythme possible. La déclaration arbitraire du monopole, de la validité générale du marxisme n'était pas seulement une fausse appréciation de la véritable situation de ces années, mais c'était en même temps un obstacle à la réalisation des tâches idéologiques vraiment urgentes. 1956 fut un démenti tragique de cette manière vaine et fausse de présenter les « résultats ». Il s'est avéré qu'on pouvait sans doute repousser pendant quelque temps, par des règles administratives, l'opposition, les opinions contraires justifiées et même les vues fausses, erronées, mais qu'on ne pouvait pas créer ainsi une vision du monde intériorisée, sincère, qui aurait permis la naissance d'une véritable unité englobant toutes les énergies créatrices.

La « critique » révisionniste, en 1956, des déformations sectaires attaquait les éléments de base du marxisme-léninisme ; par son influence sociale, elle était devenue l'un des mots d'ordre de la contre-révolution opposée au socialisme. Pendant et après le grave ébranlement de la contre-révolution, il nous a fallu lutter contre les *vues de droite* menaçant l'ordre socialiste, surtout contre le révisionnisme et le nationalisme, qui représentaient à l'époque le danger principal.

Le parti a mené cette lutte jusqu'au bout : sur la base de nos résultats pratiques et de notre travail idéologique conséquent, l'influence de ces opinions s'est incomparablement rétrécie. Mais aujourd'hui encore, on peut s'attendre à les voir se ranimer, apparaître sous de nouvelles formes.

Le mot d'ordre principal du *révisionnisme* « souple », s'adaptant facilement aux exigences toujours changeantes, était il y a vingt ans, et même dix ans, le « marxisme véritable » et « le socialisme meilleur ». De nos jours,

sa ligne directrice ne prétend pas même réviser le marxisme, mais elle le rejette de plus en plus ouvertement, et se détache pratiquement de son idéologie. Le programme de l'édification du socialisme manque à ce « réformisme radical » ; dans toute sa position, c'est une négation nihiliste qui a gagné du terrain et qui, plus d'une fois, essaie de nous faire croire — « radicalement » — que les principes d'un libéralisme bourgeois sont caractéristiques du socialisme « renouvelé ».

Parmi les représentants de ces idées, on trouve des marxistes jadis sévères qui se sont hâtés de renier leur conviction d'autrefois parce qu'elle les brûlait comme « la tunique de Nessus ».

On ne peut pas affirmer non plus que les vues *dogmatiques* soient tout à fait repoussées. Bien qu'en nombre insignifiant, il y a encore des gens « de gauche » qui sont tout le temps « hors jeu », notamment ceux qui, dans les difficultés, les contradictions ou les erreurs, ne voient que des menaces pour le socialisme et se proposent comme unique remède. Nous devons tenir compte de ce phénomène aussi pour pouvoir y répondre avec les moyens de notre pratique culturelle.

Le *nationalisme* est un courant politico-idéologique qui est propre aussi bien à l'opposition de droite qu'à la prétendue opposition de gauche. L'efficacité de ses dangereuses facultés d'adaptation est multipliée par le fait qu'il essaie toujours de tirer profit pour ses fins de l'un des plus beaux et plus nobles sentiments de l'homme, la responsabilité pour son pays, sa patrie, l'*amour de la patrie*. Le patriotisme acquiert dans le socialisme un contenu nouveau, plus profond, c'est une conscience et un sentiment vrais et intimes ; les abus qu'on en fait représentent un grave danger.

Dans nos luttes idéologiques actuelles le nationalisme reste encore toujours l'un de nos adversaires les plus tenaces. Ses caractéristiques continuent à se résumer dans l'*opposition du patriotisme et de l'internationalisme*, la dépréciation de l'importance de l'internationalisme, la séparation du patriotisme des tâches d'édification de notre patrie socialiste, la négation du rôle de la lutte des classes dans l'interprétation des tragédies et des victoires de l'histoire de la nation. Les sentiments ou les opinions mystifiant le passé national et ne tenant pas compte des sentiments nationaux d'autres peuples — où qu'ils se présentent et quelle que soit leur forme — sont contraires au vrai patriotisme socialiste comme à l'internationalisme. Le nationalisme se manifeste aussi dans une certaine approche du *problème des minorités nationales*, les minorités hongroises vivant à l'extérieur du pays, qui non seulement n'aide pas, mais entrave la seule solution possible, *la solution socialiste*. Le contraire aussi est vrai : l'ajournement d'une solution socialiste fait renaître les diverses formes de nationalisme. Nous devons comprendre et faire comprendre que même la discussion des problèmes réels se tourne contre les intérêts du peuple si on veut les résoudre indépendamment du socialisme, de la lutte des classes, du progrès social.

Le développement du *patriotisme socialiste* inséparable de l'internationalisme exige de lutter à la fois contre l'indifférence petite-bourgeoise et contre toutes les formes de manifestation du nihilisme national. La désolidarisation de la communauté nationale et le repliement sur soi-même, tout comme l'indifférence envers l'humanité et les idéologies qui s'y rattachent, entravent notre développement ; si l'on néglige de les refuser ou d'en faire la critique scientifique, on renforce les positions du nationalisme et du révisionnisme.

Déjà dans les principes directeurs de la politique culturelle, notre parti a veillé à ne pas simplement refuser les différents courants rétroactifs, mais

à créer une atmosphère idéologique qui *isole, par une critique convaincante,* les tendances négatives et *résout de façon créatrice les problèmes se présentant dans la réalité.*

La connaissance de ces faits a exigé et exige des marxistes de se dresser contre les différentes théories, passions et conceptions nuisibles au socialisme sur la base d'une analyse concrète des situations changées. C'est à ces questions compliquées, « sans cesse renouvelées » par l'histoire, que nous devons trouver les réponses exigées par la *situation nouvelle.* C'est pour cela que nous sommes obligés de connaître encore mieux la « finesse » de l'histoire dont parle aussi Lénine et, lorsque la nouvelle situation a été comprise, il faut donc prendre des décisions théoriques et pratiques énergiques.

En ce qui concerne la *question de la liberté de la culture,* les directives du parti restent valables de nos jours aussi. A peine les armes se sont-elles tues après la défaite de la contre-révolution que nous professions déjà la liberté socialiste de la culture. Ceci a déclenché dans la vie culturelle hongroise, dans les instituts scientifiques, les ateliers, les maisons d'édition, les revues, les théâtres, les studios du cinéma, la radio et la télévision, un *épanouissement de la liberté créatrice plus vif* que jamais. La vie littéraire, artistique, scientifique est devenue plus colorée, plus riche, les spectacles plus variés, les expositions plus larges d'horizon. Mais pour interpréter correctement cet enrichissement et en tirer des conclusions justes, il faut reconnaître que ce sont les *possibilités des initiatives artistiques facilitant le développement socialiste du pays et servant les idéaux du socialisme* que les principes directeurs de notre interprétation de la liberté ont élargies. Autrement dit : des principes de la démocratie socialiste il découle une liberté maximale pour les arts socialistes. Dans la pratique des derniers vingt ans, on en est arrivé progressivement à encourager le plus dans notre vie artistique les tendances socialistes. C'est surtout l'art réaliste qui peut prétendre à notre soutien en précisant que, par là, on n'entend évidemment pas un style.

Les résolutions de la politique culturelle de 1958 étaient très claires aussi sur le fait qu'on « ne pouvait pas trancher les discussions de style par des ordres et des décisions politiques et qu'on devait encourager chaque tendance qui fait partie de la lutte des travailleurs pour le socialisme ». De cette façon nous n'avons pas exclu — et qui plus est nous avons créé cette possibilité — l'activité d'artistes chez qui — et dans les œuvres desquels — existent encore certains éléments de la vision du monde petite-bourgeoise. Leur travail créateur est important pour nous : même si leur point de départ est différent, mais s'ils sont guidés par la logique de la vie et de la réalité, ils peuvent créer et ils créent effectivement des *valeurs humaines.* Leur manifestation est également importante parce qu'on ne peut pas mener une lutte idéologique contre des tendances muettes. Ainsi il y a en Hongrie des écrivains et des poètes, des artistes croyants, d'autres sont guidés par des idéaux humanistes abstraits, et il y en a aussi qui penchent vers un pessimisme philosophique considérant le mal et l'absurde comme éternels et inchangeables. Nous ne sommes pas d'accord avec leurs idées, ce que nous manifestons dans nos discussions, dans nos critiques — nous devrions d'ailleurs le faire d'une façon beaucoup plus conséquente ! — mais même si nous avons des *polémiques idéologiques* avec eux, nous apprécions leurs dons, leurs capacités artistiques et leurs résultats dont profite la communauté.

Ces mêmes principes sont valables pour la diffusion de la *culture universelle* dans notre pays : les valeurs socialistes sont mises au centre de

l'intérêt. A côté des valeurs socialistes de l'Union Soviétique et des pays socialistes, des produits de la culture socialiste en général, le public a pu connaître la littérature et les arts bourgeois classiques, il a eu et a toujours la possibilité de s'orienter parmi les meilleurs produits culturels des pays capitalistes. Ceci assure en même temps des relations intellectuelles très vivantes. Notre culture est parvenue et se répand de plus en plus parmi les pays frères, le monde occidental et les peuples récemment libérés des continents lointains.

II

En élaborant les directives de la politique culturelle, nous avons déterminé notre position envers les sources, les traditions progressistes, donc durables, que nous devons maintenir, et envers les valeurs sauvegardées ou devant être ranimées.

Nous avons fait état de l'héritage spirituel et culturel de la Hongrie d'avant la libération qui n'était pas homogène. La culture de l'ancienne classe dirigeante reflétait les intérêts du régime contre-révolutionnaire, ce dernier ayant été au pouvoir de 1919 à 1945, et se basait sur des idéologies nationalistes, chauvines, cléricales et réactionnaires. Nous avons analysé de façon bien plus profonde et plus globale que jusqu'ici les aspirations démocratiques, progressistes et socialistes de la culture hongroise, et avons assuré l'accès à toutes les valeurs artistiques en veillant surtout à l'héritage qu'une série de grands artistes, tels que le poète Attila József, le peintre Gyula Derkovits, le compositeur Béla Bartók et d'autres, nous ont laissé. Leurs valeurs exceptionnelles ont souvent été mises en question par le dogmatisme et le sectarisme des années cinquante. Par suite de la nature du dogmatisme, la politique voyant et représentant un *monde simple*, une édification socialiste idyllique et presque exempte de toute contradiction intérieure, voulait contraindre les artistes aussi à appliquer des schémas « simples » et « clairs », difficiles à appliquer justement ou les plus grands. Le rétrécissement dogmatique de la politique culturelle socialiste allait souvent de pair avec des *concessions sans principe* envers la droite. Tout cela a servi de prétexte au révisionnisme présent dans la vie artistique aussi et lui a permis de repousser, sous l'égide de « la protection de la qualité », beaucoup de valeurs et de produits enrichissant les arts socialistes.

Cependant la formation et l'enrichissement de l'homme nouveau et de la culture nouvelle exigaient une nouvelle approche non seulement dans la sauvegarde des traditions matérialisées dans les œuvres importantes, mais aussi dans l'appropriation critique de *toutes* les valeurs. Pour réaliser une pratique vivante de la culture nationale au sens socialiste du mot, il nous a fallu *discuter, sur des bases beaucoup plus larges, avec les artistes,* les savants, et aussi le public. Nous devions trouver la manière *de démocratiser la culture,* tout en réagissant plus sensiblement aux contradictions. Nous possédions des traditions utilisables dans ce domaine aussi.

Dès après la libération, à l'époque de la lutte pour le pouvoir, le Parti Communiste Hongrois avait lancé une campagne pour la démocratisation de la culture et la *révolution culturelle avait obtenu dès les débuts des résultats importants* dans l'établissement du système scolaire uniforme, dans l'édition des livres et des journaux changée quant à son contenu et à ses dimensions. Ces résultats ne pouvaient être liquidés ni par les graves erreurs et les négligences de la politique culturelle pendant le culte personnel, ni par les déformations dues aux tendances sectaires, dogmatiques et aux concessions

opportunistes. Nous aurions voulu qu'il ne fût pas chez nous de « littérature disparue ». C'est pourquoi, après 1956, nous avons rétabli la *continuité véritable* non seulement avec les vraies valeurs d'avant la libération et de 1945-48, mais aussi avec celles d'après 1948. Nous avons dès le début critiqué ceux qui affirmaient que les graves distorsions des années du culte de la personnalité étaient les caractéristiques inévitables du socialisme, et qui par conséquent reniaient les résultats historiques atteints malgré les erreurs. Ensuite nous nous sommes opposés à la théorie de « la fosse à chaux », c'est-à-dire à toute idée absurde qui niait complètement la place dans la culture hongroise de tous ceux qui, dans les années 50, avaient créé quelque chose de valable ou s'étaient tout simplement manifestés.

A côté du rejet des idées fausses, nous avons recherché depuis 1958 *les possibilités d'une large union*, nous avons apprécié chaque signe « affirmatif » qui pouvait servir la cause de l'union, *sur des bases clarifiées pour les questions de principe*. La politique circonspecte à large horizon a joué un rôle important dans le fait que beaucoup d'artistes hier encore isolés, indifférents, se détournant de la vie publique ont commencé à s'intéresser à notre politique et ont participé à notre travail édificateur et, qui plus est, l'adversaire d'hier est quelquefois un allié aujourd'hui, et demain ou après-demain il deviendra peut-être un camarade dans nos principes. Il est indubitable que, par *la politique d'ouverture*, nous avons couru des risques, mais les résultats nous ont justifiés. Ce n'est pas pour la première fois dans la vie de la patrie que le peuple, y compris les intellectuels, a de plus en plus compris et soutenu la bonne politique reflétant fidèlement leurs intérêts.

Nous avons acquis une expérience qui implique une leçon historique très importante : c'est que ce processus, une séparation sévère de la démagogie de la droite et de la prétendue gauche, et la dialectique de l'ouverture, la politique d'union réorganisée, ne peuvent se réaliser avec succès qu'*à travers des critiques et des discussions théoriques*.

A cette époque — à la fin des années cinquante et au début des années soixante — les marxistes eurent plusieurs fois des divergences avec des artistes hongrois importants. Nous n'avons jamais renié notre point de vue pour des raisons tactiques, même quand nous savions qu'il y en avait parmi eux — et parmi leurs adeptes — quelques-uns qui nous en voudraient pendant un certain temps. Seulement il y a une « animosité bienveillante » et une « animosité malveillante ». Dans l'emportement de « l'animosité malveillante » l'intérêt considéré comme particulier met la réalité au second plan. On parle « d'animosité bienveillante » quand elle n'est pas dominée par les passions personnelles, mais incite à s'occuper sérieusement des vrais problèmes en facilitant la *reconnaissance de l'essentiel*. Et cette animosité disparaît dans la période de la compréhension et de l'entente survenues sous l'influence des arguments de la réalité. Et c'est justement ce qui s'est passé. Dans les années soixante, Tibor Déry, Gyula Illyés, László Németh, Péter Veres et beaucoup d'autres artistes qui sont venus vers le parti et ont travaillé avec nous, ont fait profession de foi des idées et de la pratique nationale du socialisme, et ce qui est le plus important, ils l'ont fait aussi par leurs œuvres.

La résolution de 1958 encourageait aussi la continuation du travail, la position critique indispensable aux créations importantes et le rejet des illusions. La bonne politique — comme tout travail créateur — ne peut jamais provenir d'une *auto-justification* limitée, mais seulement d'un auto-examen courageux et honnête, d'une *connaissance de soi* assurant une force suffisante même pour affronter des changements très difficiles, d'une critique

créatrice de toutes les erreurs possibles. Nous avons critiqué quelques préceptes politiques erronés de *György Lukács*, le grand représentant de la pensée marxiste. La majeure partie de nos remarques critiques sont dépassées dans un sens positif. Par suite des événements ultérieurs, György Lukács a reconnu et accepté la justesse de la ligne de conduite politique du parti et s'est convaincu que cette politique était en mesure de liquider les distorsions dues au culte de la personnalité et de continuer à un niveau plus élevé l'édification du socialisme. Il a vécu le reste de sa vie créatrice en militant du mouvement et comme membre du parti, et a écrit de nouvelles œuvres de grande importance. Nous devons concevoir son œuvre de valeur à travers son attitude même, qui se réclamait toujours de *l'esprit critique*.

Notre politique n'a pas fait de concessions dépourvues de principe. Elle ne s'est pas désolidarisée du passé et de la responsabilité qui en découle. Bien qu'en apparence cela aurait été la solution la plus simple. Au lieu de donner des solutions transitoirement spécieuses, le parti s'est prononcé d'une façon très claire en faveur de *l'auto-correction* et de *l'auto-purification* dans les cadres du socialisme ; par l'évaluation critique du passé il a très clairement défini ce qu'on pouvait continuer, ce qui pouvait être sauvegardé et ce qui devait être rejeté. Nous avons fait *face à nous-mêmes*, et cette voie n'a pas été parcourue seulement par le parti et les communistes. Leur exemple, d'une façon directe ou indirecte, a déclenché parmi les écrivains et artistes créateurs un effet cathartique. En même temps, nous avons démontré que *les écrivains et artistes créateurs doivent et peuvent se détourner des idées fausses et des passions inspirées par les fausses illusions en premier lieu dans leurs œuvres.*

Par la formulation de leurs tourments pour le sort de la communauté, par l'expression artistique du relèvement, les artistes et les écrivains ont activement contribué au raffermissement de la politique socialiste triomphant des effets de la contre-révolution et des distorsions antérieures de droite et de « gauche ». Nous n'avons exigé le repentir de personne, et c'est peut-être justement pour cela que quelques-uns de nos écrivains importants ont éprouvé le besoin de se prononcer en termes inoubliables *devant le public* international sur les liens indéchirables qui les attachent à la société socialiste. Dans son toast prononcé à Moscou (en 1962) László Németh a dit de ses impressions d'URSS : « J'ai été content de voir que, dans ce pays qui connaissait il y a quelques décennies la famine, on ne voit pas de gens mal habillés. J'ai été content de voir dans les théâtres une société homogène, où l'on ne peut plus faire de différence entre ouvriers et intellectuels. J'ai été content de voir que les gens dont le visage révèle si souvent les traces du *Destin d'un homme* de Cholokhov, connaîtront grâce au développement assuré de l'économie une époque plus facile et plus heureuse, où le principal souci ne sera plus la subsistance et l'accumulation exigeant une discipline spartiate, mais la mise à profit des loisirs et des moyens matériels accrus. » Ensuite, il a parlé des liens existant entre les peuples hongrois et soviétique, qui ne doivent plus jamais se déchirer. Dans sa conférence à Vienne (en 1963) Tibor Déry s'est prononcé comme suit : « Je peux écrire librement avec la seule restriction que mes écrits ne soient pas dirigés contre le socialisme. Mais moi, j'étais socialiste et je le suis encore, et j'accepte cette restriction d'autant plus volontiers que, en ce qu iconcerne les droits et la dignité de l'homme qui nous ont tant manqués, dans la Hongrie d'aujourd'hui il y a bien des choses qui se sont réalisées. »

Ce sont là des paroles vraies, surtout à la lumière de la carrière de ces deux écrivains, connus et appréciés internationalement. Les voix les plus

importantes étaient cependant pour nous la réalité, la vie représentée et acceptée telle qu'elle l'est dans les œuvres. Depuis, le parti ne cesse de découvrir lui-même les nouvelles contradictions objectives découlant en général du développement et les phénomènes négatifs dont nous sommes quelquefois nous-mêmes responsables. Ainsi les écrivains et les artistes qui participent au dévoilement et à la suppression des faits entravant le développement n'agissent pas contre le socialisme, mais pour la cause du socialisme.

Notre politique culturelle n'est pas un produit magique qui résout d'un seul coup les problèmes du développement des arts. Nous n'avons pas laissé en dehors de nos calculs le fait que *les arts*, de par leur nature, *ne se développent pas à un rythme uniforme*, et surtout pas les branches et les genres artistiques particuliers. Mais les conditions de la création se sont considérablement améliorées, ce qui a contribué à établir une *harmonie* entre la politique, la culture et la vie quotidienne du peuple. C'est par cette méthode que la résolution de 1958 montre la voie et a eu un effet fécondant dans la politique culturelle des deux dernières décennies.

La *politique culturelle* ne s'occupe pas uniquement et exclusivement des arts, de la littérature, mais de *l'ensemble de la culture*. Nos directives ont tenu compte des résultats et des tâches dans la vie scientifique et dans l'enseignement, ainsi que des possibilités de la culture de la communauté. Et, bien que nous ne nous occupions pas dans le présent article de ces grandes questions, nous pouvons cependant affirmer que la transformation socialiste de notre instruction publique, notre vie scientifique, notre culture populaire, toute notre culture publique se sont développées continuellement et sont prêtes à résoudre de nouvelles tâches.

III

Les principes de la politique culturelle de 1958, découlant de la conférence nationale de 1957 du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois et de sa résolution de décembre 1956, qui analysait les causes de la contre-révolution d'octobre 1956, *se sont avérés justes dans la pratique de deux décennies*. La consolidation, la stabilisation de la situation du pays, le raffermissement du socialisme et en particulier le développement du niveau de la culture et de l'éducation publique au cours de ces vingt années ont tous justifié les lignes directives des résolutions ainsi que leur validité à long terme.

Il nous est impossible ici de passer en revue tout le développement culturel et artistique de cette période. C'est pour cette raison que nous ne faisons qu'évoquer, pour caractériser la situation, *quelques traits de l'essor des arts hongrois*.

Le charme du recommencement impressionne aujourd'hui même ceux pour qui cette voie est déjà l'histoire. Et pourtant, ils ont tort ceux qui, avec nostalgie ou en polémiquant, veulent opposer le dynamisme des années *soixante* aux processus culturels plus intenses et plus approfondis des années *soixante-dix*, aux changements qualificatifs qui ont permis de faire des résultats de la révolution culturelle des deux décennies passées le pain spirituel quotidien de tout le peuple. Si nous évoquons le passé, c'est pour mieux voir la voie qui s'ouvre devant nous. Seul le regard fixé vers l'avenir peut nous faire comprendre l'époque pleine de contradictions du recommencement. Les différents « mouvements » de l'art se sont succédé les uns après les autres dans le travail créateur de la culture vivante.

Les artistes se prononçant immédiatement après 1956 en faveur de notre système socialiste et ceux qui ne sont sortis de leur engourdissement que plus tard, ont produit dès le début des années soixante des œuvres importantes.

Les « grands vieux » de la littérature hongroise se sont mis à l'œuvre et ont publié avec un zèle et une responsabilité qui ont stimulé les jeunes. Ces années marquent une importante période large d'horizon dans la carrière des écrivains tels que Péter Veres, László Németh, József Lengyel, Tibor Déry, Lajos Kassák, József Darvas, Gyula Illyés, Endre Illés pour ne citer que quelques-uns d'entre eux. Cette période est aussi le témoin du grand essor de la *prose hongroise*. Je cite entre autres — et sans vouloir établir un ordre de préférence — les œuvres de Tibor Cseres, Ferenc Sánta, István Örkény, Endre Fejes, Erzsébet Galgóczi, György Moldova, György G. Kardos et István Gáll.

Ce riche flux *ne s'est pas tari dans les années soixante-dix non plus*. La volonté créatrice continue à exister et d'importantes œuvres naissent que nous ne pouvons peut-être pas encore évaluer convenablement. Je pense ici à l'essor de l'opéra hongrois, aux succès internationaux et nationaux des musiciens et des chanteurs hongrois, ou aux nouvelles tendances parues dans la littérature. Les volumes littéraires et sociologiques de la série « Découverte de la Hongrie » constituent une lecture « passionnante de bon aloi ». L'édition a fort à faire pour satisfaire l'intérêt éveillé dans le public par les nouvelles tendances de la littérature des faits, par les divers genres de littérature documentaire et sociographique (sociologie littéraire).

Nous sommes très contents de pouvoir constater que, dans les deux dernières décennies, plusieurs branches des *beaux-arts hongrois* ont atteint un niveau artistique très élevé. Il s'agit en particulier de l'art graphique, de la petite sculpture et de la sculpture des places publiques. Pour ce qui est de cette dernière, rappelons les noms de József Somogyi, Imre Varga, Miklós Borsos, Jenő Kerényi dont les œuvres, avec les créations d'autres artistes, ont déjà leur place dans l'histoire des beaux-arts hongrois.

Le *cinéma hongrois* a connu au cours de ces vingt ans un nouvel essor promoteur très important même malgré ses inégalités. La réalité hongroise découverte grâce à une nouvelle façon de penser, les soucis de la vie publique et le désir d'un renouveau dans les formes et les images apparaissent simultanément dans ces films. Les questions du mode de vie, les tourments sains de la société constituant une nouvelle manière de vivre sont mis en vedette. On sent que, dans le cinéma hongrois, de grands talents et le désir de créer se sont accumulés et ont pu s'exprimer. *Jours glacés*, *Vingt heures*, *les Sans-espoir*, *Amour*, *Père* sont tous des exemples de films qui ont contribué à l'analyse de la conscience nationale ou de la transformation socialiste du village, ou des drames découlant des changements historiques. Au cours des deux dernières décennies le cinéma hongrois s'est fait connaître dans le monde entier. Il faut encourager la naissance de beaucoup de bons films réalisés dans l'esprit socialiste — y compris les comédies révélant les défauts de notre vie et en visant le redressement — qui attirent le public aussi bien chez nous qu'à l'étranger.

En parlant des résultats et des soucis dans les arts hongrois, il faut mentionner la riche vie *musicale* et le *théâtre* en voie de modernisation. Dans les théâtres, les talents neufs s'alignant à côté de la vieille génération et sauvegardant leurs valeurs tout en créant de nouvelles conquièrent, par des représentations inestimables, un nouveau public et une nouvelle communauté. L'apparition de la *télévision* a été une possibilité nouvelle d'un

large horizon, pour les arts et la culture de tous. A l'heure actuelle, nous commençons déjà à en profiter. La *radio* sert la cause de la culture à haut niveau à travers ses facultés innovatrices tenaces.

Le fait que, dans tous les domaines des arts, les créations de la *nouvelle génération d'artistes* ont du point de vue quantitatif et qualitatif aussi de plus en plus d'importance et que leur rôle s'est proportionnellement accru dans la vie artistique, témoigne du développement en général équilibré de la vie artistique en Hongrie.

La vie artistique recherchant des formes, des cadres et des solutions variés participe encore plus activement à la réalisation des tâches universelles de la *culture des masses*. Conformément au programme des directives de cette politique culturelle, nous avons atteint d'importants résultats dans la *décentralisation* territoriale de la vie artistique et culturelle aussi.

Auteurs et interprètes soutiennent pour ainsi dire unanimement, malgré des différences de vue idéologiques, la politique du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois et appuient avec conscience et responsabilité les *buts et les principes de base du socialisme*.

En conséquence l'*estime sociale* accordée à la littérature, aux beaux-arts, au théâtre, à la musique et au cinéma *a augmenté*. Pour le dogmatisme sectaire du début des années cinquante, le rôle principal des arts consistait à donner des modèles abstraits dont l'apparition et la connaissance à elles seules peuvent transformer les gens. Le révisionnisme a par contre déformé le rôle des arts à partir d'un autre extrême : il ne soulignait que l'élément critique du dévoilement. Tout ceci a eu en dernière analyse une influence négative sur la littérature et les arts, qui se trouvaient ainsi discrédités. Dans les deux dernières décennies la majorité des écrivains et des artistes ont recouvré par des créations artistiques l'estime sociale — véritable, mais non excessive — des arts.

Dans ce qui suit nous esquissons *quelques caractéristiques de la ligne du développement de nos jours*.

Les arts se développent dans des conditions où *de nouvelles questions se posent dans la vie de la société*. Qu'est-ce que nous devons faire, comment devons-nous continuer pour rester en équilibre avec les possibilités et les exigences du public ? Quelles sont les normes qui règlent la vie dans les conditions changées ?

Chaque époque révolutionnaire s'est posé la question « que faire » ? — et nous nous la posons aussi. Il est indubitable que notre tâche serait plus facile si nous disposions de réponses prêtes, formulées idéalement. Une vie selon des recettes serait peut-être plus simple, mais nous sommes condamnés à trouver les solutions nous-mêmes, au risque de nous engager dans des impasses, à être au sens marxiste-léniniste du mot « des créateurs de notre histoire », même dans notre vie quotidienne. *La vie créatrice*, propre à cette nouvelle période de la transformation socialiste, exige de chacun de nous un sens de la responsabilité et un esprit d'entreprise très vifs.

Il en va de même pour les arts. Autant une opposition des arts des années soixante et des années soixante-dix serait erronée, autant il serait faux de ne pas voir et par conséquent de ne pas soutenir les arts, la vie artistique d'aujourd'hui dans la lutte qu'elle mène, par ses moyens spécifiques, pour s'approprier et rendre conscients les *phénomènes nouveaux*. L'enrichissement des liens entre l'individu et la communauté, les nouvelles connexions entre la manière d'être révolutionnaire et la vie quotidienne, le développement industriel et technique, et en même temps la création

socialiste renouvelée de l'humain, la transformation profonde de la vie dans les villages, la restructuration de la classe ouvrière, en général la multitude *des contradictions nouvelles se présentant dans la société* exigent, après avoir été perçus, une formulation et *une réponse artistiques.*

Stimulés par l'enrichissement de la réalité sociale, *les efforts socialistes* eux-mêmes se manifestent dans *la diversité* des formes artistiques et dans des contenus nouveaux. C'est pourquoi le raffermissement du soutien accordé et la négation des vues non souhaitables nécessitent le développement de notre conception artistique et de notre pensée esthétique, la généralisation des nouveaux résultats de l'art socialiste, réaliste, socialiste-réaliste, *l'amélioration du travail théorique.*

En conséquence du changement du mode de vie et de l'augmentation des loisirs, notre politique concernant la culture et les arts doit être plus sensible à l'intensification de *la présence quotidienne de l'esthétique.* Nous ne pouvons répondre aux exigences culturelles croissantes de notre société que si nous pouvons encourager et satisfaire convenablement l'intérêt accru du récepteur, du public envers les arts, si nous pouvons assurer que l'activité et des ateliers et de la critique artistique stimule la naissance des nouvelles valeurs socialistes, en soulignant à quel point le rôle des créateurs est important dans ce processus.

Notre époque exige cette lutte morale avec ce qui est nouveau non seulement de la part des artistes, mais de tous les hommes politiques, de tous les savants travaillant sur le futur, de tous les jeunes voulant se créer un monde à eux, de tous les hommes préoccupés de l'avenir. C'est pourquoi la formulation et *la recherche d'une réponse est une tâche commune.* C'est justement dans ces années que le rapport de plus en plus fécond entre la politique et les sciences, entre les arts et la politique a commencé à se former d'une façon souvent irrégulière, il est vrai, et non sans soucis. Et ce n'était pas par hasard.

Le développement a forcément ranimé les discussions et la critique. Dans la vie intellectuelle hongroise, dans la littérature et les arts aussi, c'est *l'hégémonie du marxisme-léninisme* qui se fait valoir. Ceci signifie en même temps que nous *devons être continuellement en lutte pour les positions de la pensée marxiste et pour leur propagation*, et ceci d'une part parce que des vues non marxistes existent, peuvent renaître et avoir de l'influence, d'autre part parce que les circonstances changent toujours.

Les nouvelles tâches exigent que le *rôle décisif de la critique marxiste* se fasse valoir. La sauvegarde et le développement du talent dépendent entre autres de la critique. Il ne s'agit pas d'opposer d'un côté les arts et de l'autre la critique. Les artistes progressistes les plus marquants, ainsi que les critiques travaillant dans l'esprit des méthodes marxistes ne peuvent se manifester qu'*ensemble, côte à côte* afin d'attirer les formules vers les vraies valeurs de la culture et afin que les artistes comprennent en nombre toujours croissant la vérité des idées socialistes, des préceptes marxistes-léninistes. La critique *ne peut pas insinuer, mais elle peut suggérer.* Elle ne peut pas faire le travail créateur pour l'artiste, mais elle peut créer une atmosphère intellectuelle fécondante. La tâche de la critique est de protéger, *en encourageant et en discutant*, contre les idées rétrogrades qui se manifestent le cas échéant même dans des expériences significatives. Elle ne doit pas permettre qu'on renonce à être exigeant envers soi, au risque de s'en repentir par la suite, et ceci indépendamment de la personne de l'écrivain ou de l'artiste. La critique incompétente ou partiale peut aussi freiner ou entraver même des débuts très prometteurs. Les influences idéologiques fausses et nuisibles se

manifestent plus d'une fois dans la critique aussi. Dans les luttes idéologiques aiguës de notre époque, la responsabilité des critiques est extrêmement grande ; d'autant plus importantes doivent être l'appréciation et la protection morale d'une critique qui appuie avec compétence et avec des arguments convaincants le travail créateur de valeur artistique et qui lutte contre la médiocrité, contre les vues fausses et abusives.

C'est dans ces vingt ans qu'on a commencé à résumer la politique culturelle hongroise en trois mots : encouragement, tolérance et, s'il le faut, interdiction. Nous ne considérons pas ces trois mots comme une formule socialiste miraculeuse dont on pourrait prétendre qu'il suffit de l'apprendre pour connaître le succès. Nous nous servons seulement de cette formule pour signaler la *différenciation de principe* à laquelle nous aspirons.

Dans la pratique de la politique culturelle des années écoulées nous nous sommes servis aussi d'*interdits*, mais le fait que ceci *n'est jamais devenu le moyen principal* témoigne de l'attrait, de la force et de l'assurance de notre système socialiste. Mais nous n'avons pas du tout l'intention de cacher que nous avons interdit et continuons à interdire les œuvres propageant des idées telles que le fascisme, la guerre, le chauvinisme, ainsi que les mouvements nationalistes aveugles, antihumains et haineux, attaquant les bases du système de notre peuple. Nous avons essayé d'*évincer* les poncifs, les produits médiocres, de mauvais goût, causant « une pollution culturelle ». Parfois cependant il s'est produit des écarts qu'il n'aurait pas fallu tolérer. Nous devons veiller à ce que de tels cas ne puissent pas se répéter à l'avenir.

Nous exerçons *la tolérance, la patience* et nous n'entendons pas par là que la direction culturelle a opté pour une neutralité indifférente. La direction peut être critiquée à juste titre si les manifestations de la tolérance ne sont pas toujours complétées d'une critique marxiste nécessaire, bien intentionnée, permettant de mieux connaître la vérité. Il faut bien distinguer entre enregistrer les œuvres de valeur moindre, servant les plaisirs de l'instant, telles que la musique pop ou les romans policiers, et entre *tolérer, mais discuter fermement* les erreurs idéologiques, politiques ou artistiques d'écrivains et d'artistes doués.

A la session d'avril 1978 du Comité Central, János Kádár a attiré l'attention sur le fait que « nous avons obtenu moins de résultats dans l'encouragement de la tendance et des œuvres socialistes ». *Dans le processus d'encouragement des arts socialistes, on rencontre* souvent *la faiblesse et l'inconséquence*. On ne peut jamais encourager quelque chose de façon isolée, l'encouragement se fait toujours valoir dans un contexte idéologique, politique et culturel déterminé. Si des œuvres non socialistes sont mises en vedette, si l'on néglige la critique de principe nécessaire, les valeurs socialistes s'en trouvent évincées. Le renforcement du soutien exige à l'avenir une attention plus concentrée et une plus grande fermeté des principes. *L'encouragement* signifie bien sûr *celui des œuvres et non pas des personnes*. Des listes protocolaires établies indépendamment des œuvres ne doivent pas être tolérées dans les arts ni la présence « de génies de service ».

Ce sont les éditions à grand tirage, les journaux, les émissions de la radio et de la télévision qui témoignent le mieux des devoirs et du caractère du soutien accordé à la politique des programmes, des expositions et des éditions, car l'un des moyens les plus importants de l'encouragement efficace est la *vulgarisation*, c'est-à-dire que les œuvres aient la plus large publicité et rencontrent le plus grand nombre de récepteurs.

Nous ne devons pas oublier non plus que les défenseurs d'orientation bourgeoise des œuvres à caractère bourgeois — qui ne méprisent pas non plus les moyens de la *terreur morale* — évincent quelquefois les vraies créations socialistes ayant une grande portée artistique.

Il faut particulièrement souligner *la responsabilité* des *ateliers*, des maisons d'édition, des rédactions, des studios, des jurys. Dans ces ateliers, il faut créer une atmosphère attrayante, agréable où les écrivains et artistes socialistes progressistes *se sentent chez eux* et où ils soient convaincus par l'expérience que ces ateliers existent dans leur intérêt et que les conseils donnés par les lecteurs, les remarques faites par les rédacteurs ne sont pas des ingérences incompétentes, mais aident au contraire le processus créateur.

La tutelle des autorités supérieures, les interventions mesquines *ont disparus* de la politique culturelle, les ateliers sont indépendants. Les lecteurs et les écrivains exigent en même temps *une direction plus déterminée*, le renforcement de la *responsabilité* des ateliers culturels. Il est très rare que de vraies créations artistiques restent dans les tiroirs et qu'elles soient coupées du public. Par contre on proteste de plus en plus contre l'*absence d'une sélection tenant compte des vraies valeurs.* Si un auteur a une fois été publié, il peut par la suite être de nouveau publié indépendamment de la valeur de son œuvre suivante et c'est pourquoi les œuvres médiocres et même *faibles, de mauvaise qualité,* intellectuellement et artistiquement sans niveau ont presque les mêmes chances dans la « compétition » que celles de qualité, sans parler du travail technique (imprimerie) et du papier qu'elles nécessitent et qui devraient être consacrés aux œuvres de valeur.

En ce qui concerne l'encouragement, nous pouvons parler de la diminution des vues sectaires qui soutiennent seulement à la base du sujet ou de « la ligne » même ce qui ne peut être durable, faute d'authenticité et de force artistique. Ce qui nous préoccupe davantage, c'est que *nous ne nous prononçons pas toujours d'une façon assez convaincante* en faveur des créations à valeur intellectuelle et artistique, ou que nous mettons trop de temps à prendre position. Il y a des idées fausses aussi selon lesquelles la critique n'est pas compatible avec *le soutien et l'approbation*, or, ce sont justement les écrivains et artistes et les œuvres prometteurs qui ont besoin d'une appréciation compétente et d'une critique exigeante augmentant encore l'exigence qu'on a envers soi-même.

La situation qui a changé au cours de ces vingt années — bien qu'elle n'ait pas modifié dans les bases nos principes directeurs — nous impose de nouvelles tâches et éclaire d'une autre lumière notre travail d'aujourd'hui. Dans la présente étape du développement socialiste, nous devons tenir compte d'une façon *plus critique et plus auto-critique* de notre politique culturelle. Nous ne devons pas penser que tout est bien tel quel. Il n'y a pas de garanties miraculeuses, indépendantes de notre travail de ce que les arts se développent continuellement dans un avenir proche et lointain, de ce qu'il n'y ait par la suite que des critiques et des décisions justes. Nous n'avons pas de sérum préventif sûr contre les fautes possibles. *Tout dépend de nous :* de la manière dont nous profitons des expériences de notre vie, si nous analysons la réalité à fond, sans trop de fatuité, si nous tirons des conclusions justes des changements de la réalité.

IV

L'idéologie pénètre toute la culture : la situation mondiale nous oblige à approfondir notre vérité, à renforcer l'hégémonie du marxisme-léninisme dans la vie intellectuelle. La culture a connu effectivement d'immenses possibilités, mais sa responsabilité a augmenté en même temps envers notre peuple et le monde. La condition du succès de cette *responsabilité* était et reste toujours que notre position soit claire et nette dans les questions *de principe* fondamentales.

De nos jours, nous devons mener une lutte idéologique beaucoup plus ouverte et en même temps beaucoup plus compliquée que jusqu'ici. C'est pourquoi les éléments qui dirigent notre pratique sociale et politique — tels que la démocratie socialiste, le développement de l'esprit collectif, le patriotisme socialiste actif, notre solidarité avec l'Union Soviétique, avec les pays socialistes frères, avec le mouvement communiste, avec toutes les activités sociales progressives — doivent être mis au centre de notre travail. C'est seulement sur cette base idéologique politique que nous pouvons élaborer les caractéristiques de notre morale élevée, c'est seulement de cette manière que pourra monter le niveau moral attirant pour nos jeunes aussi. Pour que puisse s'enrichir la conscience de notre peuple, sa connaissance de soi, son goût esthétique, dans la compétition culturelle mondiale, seule une culture socialiste très développée peut obtenir des résultats. La démocratie socialiste croissante, l'esprit socialiste cultivé et conscient de la communauté sont à la fois les conditions et les résultats de la naissance de cette culture.

Au cours des dernières années, en particulier depuis le XI[e] Congrès de notre parti (1975), l'accent a été mis, quant aux sources de notre révolution culturelle, sur *le développement de la démocratie socialiste* qui ne peut être réalisé que par le pouvoir du peuple, par le *socialisme*. Nos expériences de chaque jour démontrent que la réalisation et le développement de la démocratie ne seront efficaces que si *tous les travailleurs* peuvent participer *avec une compétence et une culture de plus en plus élevées* à la direction et au contrôle de nos affaires communes. Nous n'oublions pas non plus que tous les éléments constitutifs de la culture sont la source indispensable *des joies de la vie quotidienne* et non quotidienne, ils aident à éviter ou à contrebalancer les courants froids des rapports humains, *ils stimulent le rapprochement des hommes.*

Nous devons développer la démocratie socialiste, car c'est un signe important du niveau d'évolution de notre système. Nous luttons contre ceux qui voudraient restreindre la démocratie socialiste en démocratie bourgeoise, car l'expérience et la vérité historiques prouvent que *c'est le socialisme qu'il faut renforcer par la démocratie et non pas la démocratie bourgeoise contre le socialisme.* György Lukács parle de ce problème en termes très vrais : celui qui veut remédier aux défauts de la démocratie socialiste par la démocratie bourgeoise ressemble à celui qui veut guérir la grippe par le virus du cancer. Nous réfutons aussi les vues de ceux qui considèrent aujourd'hui l'accroissement de la démocratie socialiste comme le relâchement de la dictature du peuple, du pouvoir du peuple, du pouvoir des travailleurs. Ceux qui craignent pour notre système populaire à cause de ses forces novatrices oublient une fois de plus que *le pouvoir socialiste n'est fort que parce que et lorsque tout le peuple l'approuve et le soutient.*

Nous ne devons pas permettre non plus qu'on *confonde démocratie et anarchie.* Les partisans intrigants de l'anarchie s'efforcent de répandre leurs

vues dans la vie culturelle et parmi les jeunes, surtout parmi les jeunes intellectuels. Ces tendances non plus ne menacent pas la stabilité de notre système social, mais elles peuvent exercer une influence sur un certain nombre de jeunes, les obligeant à emprunter des détours, à s'engager dans des impasses jusqu'à ce qu'ils arrivent enfin à retrouver le sens de leur vie, de leur vocation.

Les vues anarchiques interprétant la démocratie de façon erronée peuvent aussi influer sur les jeunes, parce que le développement comporte en effet *des questions difficiles à comprendre, auxquelles on n'a pas encore donné de réponse*. Si nous voulons régler ces problèmes par des phrases creuses, en moralisant, nous ne faisons que renforcer l'incertitude et la désillusion. Nous devons prendre en considération davantage encore que la situation, aux changements si rapides de notre peuple, l'amélioration des conditions de vie, qui peuvent faire réapparaître, à côté des anciens, de nouvelles formes et de nouveaux idéaux petits-bourgeois. Et si nous ne pouvons pas en discuter de façon compétente avec les personnes désireuses d'agir et posant des questions, et en particulier avec les jeunes, si nous ne pouvons pas trouver avec eux la réponse et la transformer en action commune, le cynisme, le nihilisme apparaîtront et l'anarchisme sera à la mode.

Il est compréhensible que *les jeunes* son timpatients. Quelquefois, ils demandent compte déjà au présent des buts lointains, réalisables seulement au bout de plusieurs décennies. Ils sont impatients, ce qui ne serait pas mauvais si quelques-uns ne renonçaient pas pour autant à la lutte, parce qu'ils ne comprennent pas que, dans quelques années, ils *ne pourront demander compte* de la réalité de leur propre présent *qu'à eux seuls*. L'une des conditions et des épreuves les plus importantes de la démocratie socialiste sincère, multilatérale et basée sur un dialogue constant est de comprendre que *le socialisme* est un processus vivant et *non pas une œuvre finie*, son développement dépend de leurs capacités, de leur passion et de leur persévérance.

Le maintien de *la continuité socialiste* ne signifie pas que nous exigeons de la nouvelle génération une imitation servile de notre travail. Nous voulons qu'ils tirent profit de nos expériences historiques. Nous devons les préparer à pouvoir résoudre seuls les tâches qui les attendent. Voilà aujourd'hui la signification réelle de la continuité pour eux aussi.

Les principes de notre politique sont valables pour la vie culturelle aussi. Notre politique culturelle exige de rendre conscientes dans les arts et les ateliers *l'inséparabilité et l'unité de la liberté et de la responsabilité*. Ce processus est dialectique : il signifie à la fois qu'il faut accentuer le caractère socialiste de l'opinion publique et que celle-ci a le droit d'intervenir dans le développement socialiste de la culture. Il sert en même temps la culture et l'élévation culturelle de millions d'hommes, codifiées aujourd'hui par la loi aussi. La pratique de *la démocratie socialiste exige des principes clairement circonscrits et définis*. Nous devons faire valoir unanimement les caractéristiques de notre style de travail culturel, les principes de la direction, de la critique, de la discussion, de l'encouragement, de la tolérance et des interdits qui encadrent les échanges de vues imbus de responsabilité à l'intérieur des ateliers et devant le public.

Dans les principes directeurs de notre politique culturelle, nous avons dit en 1958 que, malgré les résultats importants acquis jusque-là, « *les tâches non résolues étaient beaucoup plus grandes et que la partie la plus longue et plus abrupte de l'ascension était encore devant nous* ». Aujourd'hui, nous

dirions que *la voie qui s'ouvre devant nous n'est peut-être plus aussi longue et aussi abrupte qu'elle l'était, mais que, par la suite non plus, elle ne sera pas aisée,* et nous devrons surmonter encore beaucoup d'obstacles pour pouvoir résoudre les tâches plus compliquées exigées par un socialisme évolué. Ce sera certainement l'avis de nos successeurs aussi, et nous ne pouvons que souhaiter qu'ils arrivent à un degré plus élevé, en continuant, en préservant et en dépassant le niveau que nous avons atteint.

GYÖRGY ACZÉL

Aspects spécifiques de la transformation économique de la Hongrie après 1945

Le tournant politique suivant la Seconde Guerre mondiale a créé une nouvelle situation dans les pays d'Europe de l'Est. La Hongrie, ralliée à l'aventure de l'Allemagne nazie, n'a pas seulement subi une défaite militaire lors de l'effondrement du fascisme, mais a vu également l'anéantissement du règne de 25 ans de Horthy. Les hauts fonctionnaires de l'ancien gouvernement et les militaires ont fui avec les troupes en retraite, et il en était de même pour les grands propriétaires terriens et industriels. La libération du pays par les armées soviétiques, leur présence et l'activité de contrôle rendaient possible l'établissement d'une nouvelle forme de pouvoir populaire. Les partis de l'ancienne opposition de gauche, sortant de l'ombre de la clandestinité, formaient un gouvernement de coalition. Dans ces conditions politiques — dont nous ne pouvons citer les détails dans les limites de cet article — une puissante révolution économique et sociale s'est développée, ouvrant les perspectives de l'essor socialiste.

Le Front de l'Indépendance formé des partis démocratiques, sur l'initiative communiste, immédiatement après la guerre, a formulé une déclaration portant sur la propriété privée et le contrôle par l'État de l'économie capitaliste. Le point principal en était le contrôle par l'État des cartels et des grandes banques, ainsi que la nationalisation des mines. Avant même la réalisation de ce programme, une puissante offensive a été déclenchée pour l'abolition de la propriété privée et de l'économie capitaliste, d'autant que, lors de la libération, les capitalistes avaient abandonné les usines, et ainsi la relance de la production s'effectua sous l'initiative et le contrôle des ouvriers. Des comités d'usine s'étaient déjà formés dans la clandestinité mais, en grande partie, ils ne se constituèrent qu'après la libération et furent investis d'importants pouvoirs par l'un des premiers décrets du Gouvernement Provisoire, en février 1945.

A partir de la seconde moitié de 1945, ce contrôle ouvrier réalisé au niveau de la base a été complété par un système de contrôle du capital par en haut : celui effectué par l'État. Du fait de la pénurie catastrophique de matières premières, l'intervention de l'État devint inévitable, à tel point que les forces les plus réactionnaires ne songèrent pas à l'empêcher. C'est dans ces conditions politiques très difficiles que, dès janvier 1946, commence la nationalisation des mines de charbon sous l'égide des communistes et des sociaux-démocrates de gauche qui collaborent ensemble. Les méthodes du régime d'économie dirigée, semblables à celles appliquées pendant la guerre, sont réintroduites. Les forces de la gauche (le Parti Communiste, le Parti Paysan et le Parti Social-Démocrate) s'organisaient en un Bloc de Gauche et, soutenues activement par de larges masses populaires, pouvaient

assurer le caractère restrictif de leurs activités face au capital. Les impératifs de la reconstruction du pays — et les 300 millions de dollars de réparations de dommages de guerre dus à l'Union Soviétique, à la Tchécoslovaquie et à la Yougoslavie — exigeaient que la production industrielle satisfasse — à 75 p. 100 — aux commandes de l'État au cours des années 1945-46, et, dans certaines branches de l'industrie lourde, ce rapport allait jusqu'à atteindre la quasi-totalité de la production. La centralisation totale de la distribution de l'énergie, des combustibles et des matières premières, par différents organismes de contrôle puis par le Conseil Économique Suprême, a permis à l'État d'occuper une place déterminante dans l'économie du pays. Mais non moins important était l'établissement du monopole de l'État dans le domaine des crédits, facilité par l'inexistence de capitaux-fonds dans le secteur privé, par la perte des réserves de monnaie et d'or subies pendant la guerre et par une chute vertigineuse du cours de la monnaie, cette chute rendant impossible l'épargne. Par conséquent, l'État est devenu la seule source de crédit — jusqu'à 80-90 p. 100 des crédits — et la centralisation de la vie financière a ainsi été instaurée.

En résumé, les plus importants secteurs de l'économie capitaliste passèrent sous le contrôle de l'État démocratique et populaire, alors que le programme du Front de l'Indépendance n'avait prévu que le contrôle des cartels et des grandes banques. En effet, au lieu de reconnaître la libre concurrence et de favoriser le secteur privé, la mise en place de ce contrôle a amené d'importantes restrictions dans ce domaine, tandis que le contrôle des cartels se transformait en une liquidation totale. Évidemment, la très bonne efficacité du contrôle ouvrier a joué un rôle déterminant. Ce dernier n'était prévu par aucun programme mais fut cependant pleinement réalisé par la pratique révolutionnaire. Contrairement à ce qui s'est passé avec les comités nationaux, l'importance des comités d'entreprise ne diminuait guère, car ils étaient partie intégrante de la politique économique révolutionnaire et anticapitaliste du Parti Communiste.

Le blocage de l'inflation et l'entrée en vigueur d'une monnaie stable, le forint, en août 1946, n'ont fait que de renforcer le rôle de l'État dans l'essor de la croissance économique. En effet, par nécessité économique, la stabilisation réalisée par les propres moyens du pays exigea une politique de croissance économique extrêmement soutenue et avisée, puisque la production industrielle à cette époque n'atteignait guère que 50 p. 100 de celle de la dernière année d'avant-guerre (les stocks se situaient à 40 p. 100 de ceux d'avant-guerre).

Ces faits ont fait obstacle aux visées capitalistes de liquidation de l'économie dirigée et de l'intervention de l'État, après la stabilisation. Qui plus est, le caractère du pouvoir, les luttes politiques du printemps 1946 et les succès politiques du Bloc de la Gauche permirent d'intensifier cette intervention de l'État. Ainsi fut réalisé le programme établi lors du troisième congrès du P. C. en septembre 1946 : « La démocratie populaire doit intervenir dans la production... Après les renflouements, notre production industrielle ne doit pas être le prolongement simple de la production d'avant-guerre... Le secteur privé subit de fortes restrictions en faveur de l'élargissement des domaines où les intérêts communs se font valoir vis-à-vis de la chasse au profit. »

Outre le maintien définitif du contrôle ouvrier établi après la libération, le nouveau régime a largement dépassé les méthodes de la politique économique appliquées pendant la guerre ; il a réalisé de nouvelles formes de gestion et de contrôle de l'économie et pris de nouvelles mesures pour limiter

l'activité des capitaux industriels et bancaires après la stabilisation. L'un des moyens les plus efficaces dans ce domaine était la politique financière fortement déflationniste à la suite des renflouements. (Le pouvoir d'achat vers la fin 1946 n'était que la moitié de celui d'avant-guerre.) Alors, non seulement l'équilibre de la circulation monétaire et de la quantité des produits mis en vente pouvait être assuré mais, en même temps, on a pu entraver l'accumulation des capitaux et, par là, l'émancipation de l'industrie capitaliste et des grandes banques par rapport à l'État. Ces effets restrictifs ont été soutenus par la politique de crédit de l'État. Son rôle prépondérant s'est affirmé par une forte centralisation des décisions relatives à l'attribution et à l'emploi de ces crédits.

La politique des prix et le système fiscal assurant le renflouement ont également contribué à l'intensification de l'intervention de l'État. Les effets des facteurs réels de la hausse (hausse des matières premières sur le marché mondial, par exemple) ont été strictement limités et, par conséquent, même la marge des bénéfices officiellement accordés a été de plus en plus compromise. En même temps, la nécessité d'augmenter les recettes de l'État exigea une forte majoration des charges fiscales. Les revenus de l'État provenant des impôts sur les chiffres d'affaires en 1947 dépassèrent de 75 p. 100 le niveau d'avant-guerre. De plus, les charges sociales (assurances contre les accidents du travail, congés payés, développement des installations sociales négligées auparavant dans les usines, etc.) pesèrent lourdement sur les capitalistes. Avant la libération, les dépenses ne s'élevaient qu'à 10 p. 100 de la masse salariale, tandis que dans les années 1946-47 cette proportion passait à 50 p. 100.

Les mesures de l'État concernant les finances, les crédits et les impôts d'une part, le sérieux contrôle ouvrier d'autre part, ont exercé une pression insurmontable sur les entreprises capitalistes, dont le fonctionnement, de même que celui des banques, devenait de plus en plus difficile et déficitaire. Le montant élevé des impôts par rapport aux prix fixés officiellement augmentait les prix de revient et entravait l'accumulation des profits, d'où la nécessité d'importantes subventions de l'État. Au début de 1948 les dettes des plus grandes entreprises se montèrent à des dizaines de millions de forints, ce qui les plaça au bord de la faillite. Or, dans les conditions politiques et économiques de l'époque, la marge de manœuvre du capital était réduite au minimum et il ne pouvait être question de retrait ou de regroupement des capitaux, ni de fermeture, même provisoire, des usines. Tous ces faits conduisirent les usines à l'effondrement, qui les livra au pouvoir de l'État démocratique.

Dans ces circonstances, le contrôle de plus en plus ferme de l'État, la forte dépendance des entreprises, ainsi que le renforcement des positions du prolétariat et l'élargissement des bases de sa dictature appelaient de nouvelles mesures en vue d'abolir la propriété capitaliste. A la suite de la politique restrictive — que nous venons rapidement de décrire — le nombre des entreprises prises en charge par l'État démocratique ne cessa de croître, prises en charge par l'État et nationalisations se réalisant progressivement. A partir de l'été 1946, les mines de charbon furent nationalisées et, quelques mois plus tard (en novembre), l'État étendit son contrôle aux quatre premières entreprises de l'industrie lourde. Dès la fin de cette même année 43 p. 100 des ouvriers travaillaient dans le secteur nationalisé. En juillet 1947, les plus grandes banques passèrent sous le contrôle étroit de l'État, puis, dès l'automne, furent nationalisées. C'est ainsi que les places fortes du grand

capital furent occupées et que le secteur nationalisé de l'industrie fut largement agrandi.

Dès lors se dessine de plus en plus nettement le caractère de la politique économique de la démocratie populaire. Celle-ci n'était nullement une politique économique bien conçue et préparée, ou fondée sur des analyses et conclusions théoriques. Certes, elle en possédait certains éléments mais, dans son ensemble, cette politique était plutôt dictée par les impératifs — et les possibilités — de la réalité quotidienne de l'époque. Les responsables de la vie économique cherchaient à résoudre les problèmes pratiques, et ceci a conduit à une politique économique de capitalisme d'État de grande envergure, encore jamais vue dans l'histoire.

Par ailleurs, en Hongrie, l'industrie et la vie financière n'étaient pas seules à connaître les transformations démocratiques et populaires — dont il a été brossé, plus haut, un tableau succinct. Il en était de même dans l'agriculture, bien que les méthodes et les formes des changements fussent loin d'être aussi évidentes et aussi avancées que dans les autres domaines. La première réalisation démocratique très importante fut la distribution des terres immédiatement après la cessation des combats au printemps 1945. La réforme agraire mise en vigueur par un décret de mars 1945 prévoyait l'expropriation contre indemnisation et la distribution des terres des grands propriétaires au-delà d'une superficie de 100 arpents — la limite étant portée à 200 arpents pour les propriétaires qui exploitaient eux-mêmes leurs terres (1 arpent = 0,575 hectare). 5,6 millions d'arpents de terre arable furent ainsi distribués entre 642 000 familles paysannes indigentes, les bénéficiaires recevant 5,1 arpents en moyenne. (Sur les terres couvertes de bois ou non partagées, des fermes d'État ont été créées.) Les couches paysannes les plus révolutionnaires avaient déjà tendance à former des coopératives. Dans d'autres conditions historiques, ce mouvement aurait pu prendre une plus grande ampleur, mais la direction du P. C. — craignant de reproduire la faute commise par la République des Conseils de 1919 qui ne procéda pas à la distribution des terres — n'a nullement encouragé ces tendances et ne leur a accordé aucune assistance de l'État. Ces premières expériences de collectivisation ne touchèrent donc qu'une couche très réduite et ne furent absolument pas des facteurs déterminants de la situation agricole du pays.

Par contre, il convient de souligner les aspects anticapitalistes de la distribution des terres, car la réforme agraire n'eut pas pour seul mérite la liquidation des survivances féodales. En effet, il faut bien avoir présent à l'esprit que, dès l'avant-guerre, les grandes propriétés foncières étaient — bien qu'ayant gardé des traits féodaux — plutôt de grosses entreprises capitalistes en ce qui concernait l'organisation du travail ; de plus, elles étaient étroitement liées aux autres secteurs capitalistes. Le caractère anticapitaliste de la distribution des terres tenait au fait que 700 000 arpents (12 à 13 p. 100 des terres confisquées et distribuées) appartenant à des sociétés anonymes industrielles, banques, grands bourgeois ou grands propriétaires terriens, avaient été également confisqués. Certes, le décret de réforme agraire avait voulu épargner les exploitations paysannes en fixant à 200 arpents la limite supérieure des exploitations que l'on pouvait garder, mais, à la suite de l'expulsion des personnes d'origine allemande ayant adhéré au Volksbund nazi pendant la guerre d'une part, des excès révolutionnaires au cours de l'exécution de la réforme agraire d'autre part, les grandes exploitations paysannes furent également entamées : on peut estimer à 500 000 arpents la superficie des terres ainsi confisquées et redistribuées. Toujours

set-il que le nombre des fermiers diminua de 60 p. 100 après 1945 et ne représenta plus que 2,8 p. 100 de la population agricole, au lieu de 7 p. 100 d'avant la guerre. Entre 1941 et 1949, le nombre des grandes exploitations paysannes passa de 80 000 à 36 000.

Cependant, le fait le plus important ne résidait pas tant dans le fait que la distribution des terres frappât l'économie capitaliste mais, bien plus, en ce que la situation générale existant après la libération et le pouvoir de l'État démocratique et populaire rendissent impossible le libre développement capitaliste de l'agriculture de petite production. Dès lors, en vue de sauvegarder les acquis de la réforme agraire et les intérêts des nouveaux propriétaires — et pour permettre le développement de la production — les méthodes d'intervention de l'État atteignirent l'agriculture. En 1945, les principes de l' obligation dutravail, du système d'assistance mutuelle en machines et en bêtes de somme, ainsi que du taux des compensations furent promulgués. L'application des règles de prévsion pour la production et l'ensemencement, déjà expérimentées pendant la guerre, et du nouveau système de prélèvement d'État devaient grever surtout les riches exploitants agricoles, par suite de leur principe progressif, qui dès 1946-47, se dessinait de plus en plus clairement. En tenant compte de la limitation du droit à l'achat et à la vente des terres, et de la politique de crédits et de prix réalisée dans l'agriculture, on voit facilement la spécificité du développement de celle-ci : entre 1945 et 1949, en Hongrie, on ne trouvait ni une agriculture capitaliste de structure spéciale, ni une agriculture de petite production en voie de développement capitaliste. L'originalité de ce développement résidait précisément dans le fait qu'en dépit des entorses faites aux mesures prises par le pouvoir d'État, le développement du capitalisme dans l'agriculture fut fortement entravé. Ceci a permis de tirer les premières conclusions sur les possibilités d'un développement démocratique de l'agriculture, encore que les différents rapports aient été de beaucoup moins nets et concordants que dans l'industrie. Les effets de l'intervention de l'État — en rapport avec le caractère de la production agricole — n'étaient, en effet, pas aussi concrètement évaluables que dans les autres domaines. Or, dès le second semestre de 1948, un tournant historique allait faire marquer le pas à la politique agricole.

Quelles conclusions peut-on tirer de ces faits ?

En premier lieu, on doit souligner le caractère unique du développement économique des années 1945-1948. En effet, dans les révolutions précédentes, en Russie comme dans la Hongrie de 1918-19, plusieurs étapes se succédèrent— organiquement liées mais cependant bien distinctes —, les réalisations socialistes ne pouvant que suivre les acquis démocratiques bourgeois. Aussi quelques spécialistes affirment-ils que la période de transformation démocratique et populaire en Hongrie, précédant la dictature du prolétariat, se composait également de deux étapes, possédant de nombreux liens entre elles mais différentes. Pourtant, le contenu économique et politique de cette transformation ne permet pas de définir une quelconque limite entre 1945 et 1948, et de parler d'une étape de démocratie populaire (1945-46) suivie d'une étape de révolution socialiste (1947-48). Les changements survenus dans les domaines industriel, financier et agricole démontrent sans équivoque possible que la période 1945-1948 doit être considérée comme un ensemble indivisible. Au lieu de deux révolutions successives, il convient de voir s'effectuer, dans des conditions politiques particulières, une transition relativement pacifique qui représenta la nouvelle formule de transformation révolutionnaire avec apparition simultanée des aspects

démocratiques et socialistes. En effet, dès les premiers jours, on aurait pu énumérer des tendances socialistes, alors que, même en 1948, on devait encore s'efforcer de réaliser certains critères de la démocratie. En ce qui concerne l'aspect économique, le contenu révolutionnaire spécifique de la transformation démocratique et populaire, entre 1945 et 1948, ne pouvait pas rompre d'un coup les cadres de la production capitaliste, mais commençait à les entamer pour les briser progressivement.

Autre question : Est-ce que ce contenu économique et ce développement indivisible se retrouvent également dans les autres démocraties populaires d'Europe de l'Est ? Malgré certaines analogies, mêmes très importantes, pour des questions politiques ou militaires, la réponse à cette question doit être négative.

Examinons le problème des différences de méthode de nationalisation dans les diverses démocraties populaires. Cet exemple n'est point arbitraire par ailleurs, les nationalisations caractérisant bien l'aspect révolutionnaire de la transformation socialiste, les retards de la révolution, l'étape transitoire du capitalisme d'État (voie spécifique de la révolution démocratique et populaire). En effet, la suite logique du capitalisme d'État est bien la prise en charge progressive des entreprises par l'État et leur nationalisation, et dans le cas des nationalisations plus radicales effectuées dans la première phase, la transition du capitalisme d'État ne joua, par contre, qu'un rôle secondaire. Peu de temps après la guerre, dans la plupart des démocraties populaires, des nationalisations importantes furent exécutées. En Yougoslavie, la loi du 21 novembre 1944, portant sur la confiscation de tous les biens des ennemis et des collaborateurs du fascisme, et d'autres décrets touchèrent 88 p. 100 de l'industrie et des grandes banques ; la loi de nationalisation promulguée le 5 décembre 1946 fit prévaloir la prédominance du secteur nationalisé dans le commerce et dans tous les domaines de l'économie. En Tchécoslovaquie, en été et en automne 1945, la majeure partie des entreprises privées fut touchée par la mainmise de l'État. Le décret signé le 19 juin porta sur l'expropriation des biens des fascistes et des collaborateurs et, le 24 octobre, le président de la République Beneš signa les quatre décrets prévoyant la nationalisation des mines, des compagnies d'assurance, des banques et d'une grande partie de l'industrie. D'après ces lois, la participation de l'État dans les industries clefs devint déterminante ; elle s'étendit sur toute l'industrie minière et l'industrie de guerre, ainsi que sur les trois quarts des industries chimique et énergétique : à la fin de 1946, l'industrie était déjà nationalisée à 62 p. 100. En Pologne, à la suite de la confiscation des biens de l'ennemi, la nationalisation à 90 p. 100 des mines, et à 50 p. 100 des usines, fut réalisée en 1944-1945, tandis que la loi adoptée le 3 janvier 1946 porta sur la nationalisation de toutes les industries employant plus de cinquante ouvriers. La liquidation du secteur capitaliste dans la grande industrie fut ainsi achevée.

Donc, dans ces pays, l'industrie et le système bancaire capitalistes ont été éliminés par les natinaliosations des années 1945-1946, en conséquence, le capitalisme d'État se limita à un secteur moindre de l'industrie.

En Roumanie par contre, où les circonstances politiques étaient non seulement défavorables aux nationalisations mais, pendant une longue période, ne permettaient pas un contrôle et une limitation efficaces de l'économie capitaliste, les postes économiques nécessaires pour réaliser les réformes ne furent conquis par les forces révolutionnaires qu'en 1947. Mais, à cette date, le rapport de forces bascula du côté révolutionnaire, rendant ainsi inutile toute limitation du capital. Le 11 juin 1948, toutes les usines

occupant plus de cent ouvriers furent nationalisées. La politique économique de capitalisme d'État ne fut donc qu'un court épisode.

Ceci étant posé, de nouvelles questions surgissent automatiquement : considérant ces formes différentes de développement et les spécificités de la voie hongroise, des conclusions générales peuvent-elles en être tirées, et comment ?

Certes, il existait d'importantes différences dans la phase transitoire de capitalisme d'État, mais il convient de souligner que le programme et, pour une courte période, la possibilité d'un capitalisme d'État transitoire existèrent, déjà, dans la Russie Soviétique. De telles tendances se manifestèrent aussi dans les démocraties populaires européennes (en Roumanie dès 1947, par exemple) et, pendant plusieurs années, ces mêmes tendances se réalisèrent assez nettement en Hongrie. Les problèmes de la R. D. A. et de la Chine populaire nous amèneraient à des années postérieures à 1949, c'est pourquoi nous ne les mentionnerons pas dans ce bref aperçu. Nous pouvons, cependant, tirer la conclusion suivante : le développement démocratique et populaire ou, plus généralement, la transition pacifique au socialisme est également possible en passant par la voie du capitalisme d'État. Les exemples historiques démontrent qu'il est possible de traverser des périodes où existe une économie de transition multisectorielle, où le secteur du capitalisme d'État est prédominant par rapport au secteur socialiste, ce dernier ne devenant que progressivement majoritaire.

Un dernier problème doit être abordé, celui du développement démocratique et populaire de l'agriculture. Les faits examinés prouvent que ce type de développement — basé sur une agriculture de petite production sans possibilité de capitalisation — ne doit pas être ignoré. Toutefois, le développement agraire démocratique et populaire, bien que provisoire, peut durer plusieurs années, préparant ainsi les conditions favorables à une réforme socialiste solide. En effet, si l'on considère la possibilité d'une telle évolution, on ne sera pas embarrassé des tendances provisoires — non socialistes — se manifestant dans le développement agraire, dans le cadre général d'une évolution économique socialiste, alors qu'on aurait pu contester l'exécution de la réforme agraire socialiste dans des conditions matérielles et techniques très peu favorables.

Aussi la voie du développement agraire démocratique n'est-elle pas contradictoire au développement agraire collectiviste mais précède et, en partie, se poursuit parallèlement à ce dernier. De ce fait, la réalisation du système agraire socialiste sera plus lente et plus progressive, mais plus avisée et plus efficace.

L'établissement du capitalisme d'État et les nationalisations progressives, suivies en mars 1948 de mesures de nationalisation plus radicales, avaient établi les bases d'un développement économique socialiste. Aussi le tournant politique de 1947-1948 fut-il le point de départ d'une politique économique nouvelle, prévoyant, avant tout, une industrialisation soutenue du pays et la collectivisation rapide dans l'agriculture.

Dès la fin des années quarante — et jusqu'à la première moitié des années soixante — l'adaptation du modèle soviétique d'édification économique et sociale prévalut et fut réalisée dans les pays d'Europe de l'Est. Les identités de gestion, de planification, d'organisation économique et des systèmes politiques sont bien connues, de même que l'essor économique et social qui en résulta. A la suite de ce développement accéléré, l'économie et la société agraire, ou agro-industrielle, à dominante paysanne-villageoise, d'Europe de l'Est s'est tranformée en une société industrielle, ouvrière et urbaine.

Parallèlement, dans la mesure du possible, le progrès du niveau de vie, l'évolution rapide des services sociaux et la réalisation du principe de répartition socialiste des biens ont marqué les changements survenus dans ces pays. Au cours de cette transformation, souvent contradictoire, mais d'une grande importance historique par son contenu révolutionnaire, les analogies prévalurent par rapport aux aspects spécifiques. Mais ce problème devrait faire l'objet d'une autre analyse.

IVÁN T. BEREND

Revue des livres et des revues de Hongrie paraissant en langues étrangères

Livres

QUESTIONS GÉNÉRALES

György Aczél : *Nach einer nicht stattgefundenen Diskussion. Paris fragt — Budapest antwortet*
Instead of a Cancelled Debate. Paris asks — Budapest answers
Budapest, Corvina, 1977.

Cet ouvrage est un recueil d'entretiens entre un dirigeant hongrois et un journaliste français. L'homme politique hongrois en question est György Aczél. Son nom n'est pas inconnu des lecteurs français qui s'intéressent aux problèmes de la société socialiste et de sa vie culturelle, puisque les Éditions Sociales ont publié dans la même collection que le présent ouvrage, en 1971, son livre intitulé *Culture et démocratie socialiste.*

Quant au journaliste français, il s'agit de Jacques De Bonis, rédacteur à l'hebdomadaire du PCF *France Nouvelle.* C'est en 1975 qu'il a réalisé cette série d'interviews de György Aczél, et c'est lui qui a mis sous presse, également en 1975, ce livre rédigé sous forme de questions et de réponses qui était destiné à remplacer un débat à la Télévision Française qui avait été annulé. Le livre est sorti en français aux Éditions Sociales, et en hongrois aux Éditions Kossuth, de Budapest. Étant donné que nous sommes convaincus de l'intérêt présenté par cet ouvrage pour les lecteurs d'autres pays, les Éditions Corvina ont entrepris de le publier en anglais et en allemand.

L'introduction explique dans quelles circonstances cette série d'entretiens est née et comment Alain Peyrefitte, qui était alors le secrétaire général de l'UDR, préféra renoncer au débat télévisé prévu avec Györyg Aczél. Ce débat aurait été une véritable sensation, puisqu'il aurait eu lieu en pleins préparatifs des élections législatives en France, pour lesquelles le PCF, le Parti Socialiste et les Radicaux de Gauche avaient réalisé l'union de la gauche. On assista alors à une puissante campagne anti-communiste, surtout dirigée contre les pays socialistes.

Le thème choisi pour le débat annulé était celui des hommes et de la société en France et en Hongrie. Étant donné que M. Peyrefitte « prit la fuite » (selon l'*Humanité*) devant la perspective de cet entretien télévisé et que la crise mondiale (inflation, hausse des prix, chômage) s'aggrava encore en 1975, conférant toujours plus d'importance à la question de savoir si la crise atteignait dans une même mesure tous les pays, indépendamment de leur régime politique, économique et social, l'occasion était bonne pour qu'un dirigeant d'un pays socialiste donne son avis sur ces problèmes. Les questions abordées avec György Aczél au cours de cette série d'entretiens étaient les suivantes : La crise, vous connaissez ? (Le prix des matières premières : une nouvelle situation ; les échanges commerciaux au sein du COMECON ; 100 000 bœufs hongrois sans remèdes capitalistes) ; A chacun son plan — une histoire de logement ; Des soucis pour l'emploi : pas les mêmes (un « chômage caché » ?) ; Un socialisme pour Supermen ? Ouvriers et paysans : les deux classes clefs. (Comment se manifestent l'intervention des travailleurs, leur participation à la gestion de l'entreprise ?) ; A quoi servent les syndicats ? Une question délicate : les grèves. Une théorie de la divergence. Stimulation morale ou matérielle ? Femmes : égalité juridique ou égalité réelle ? Les gens âgés sont-ils indispensables ? Les trente années qui ébranlèrent les mentalités. La « bourgeoisie rouge » — vous connaissez ? Si la France était socialiste ... Existe-t-il selon vous une qualité de vie spécifiquement socialiste ? Pourquoi des à-côtés ? La part de la culture : les artistes et la recherche. Un goût offi-

ciel ? Quelle est votre conception de la liberté ? La liberté d'expression : mais sa réalisation ... Croyants et non-croyants. Peuple, pouvoir, parti : un ou plusieurs partis ? Des verbes conjugués au futur. (Depuis vingt-cinq ans, vous parlez de l'édification du socialisme: comptez-vous le construire encore pendant longtemps ?).

Telles sont les questions qu'aurait pu poser n'importe qui vivant dans les pays capitalistes et s'intéressant aux expériences enregistrées par un pays socialiste. Et György Aczél, qui ne parlait bien entendu pas en son nom propre, n'y a pas moins répondu sur un ton personnel, en s'efforçant de toucher à l'essentiel, et ses réponses sont valables même dans les cas où il a éclairé tel ou tel problème en s'aidant d'exemples et de parallèles empruntés au cas de la France. Ces réponses constituent un bilan de ce qu'a vécu et traversé un pays socialiste au cours des trois dernières décennies, de ses expériences positives et négatives, des résultats atteints et des luttes soutenues pour y parvenir. La validité de ces enseignements, même si elle n'est pas universelle, n'en représente pas moins de précieuses indications sur la direction et la route à suivre.

M. Benczédi

Ensemble pour une bonne cause

L'État socialiste et les Églises en Hongrie
(Études, déclarations, documents)
Budapest, Corvina, 1977.

« Après la conférence d'Helsinki, où les représentants de conceptions, d'idéologies et de forces politiques différentes cherchèrent les voies qui pourraient leur permettre de réaliser leur objectif de paix et de progrès social, il nous a semblé à la fois utile et instructif de présenter au lecteur les expériences d'un pays où l'on est parvenu à créer des rapports satisfaisants, disons même : bons, entre l'État socialiste et les Églises, sans que l'une ou l'autre des parties ait été contrainte d'abandonner ou seulement de modifier ses principes. Notons que la voie par laquelle les deux parties sont parvenues à régulariser les rapports entre le socialisme et les Églises, en permettant que ceux-ci restent positifs, était loin d'être facile. Et il serait vain de nier qu'il existe encore dans ce domaine certains problèmes réclamant toujours une discussion et dont la solution n'a pas encore été découverte. » C'est sur ces lignes que s'ouvre le recueil d'études *Ensemble pour une bonne cause*, regroupant des textes émanant de personnalités connues des principales Églises de Hongrie, de théologiens, de philosophes et d'importants dirigeants du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois. Dans une substantielle étude de synthèse, le vice-premier ministre hongrois György Aczél retrace la voie historique parcourue par la Hongrie et ses Églises, du Moyen Age à 1948 et 1950, et expose les conséquences idéologiques et de principe qui ont concouru aux bons rapports qui existent depuis le début de la transformation socialiste du pays entre la République Populaire de Hongrie et les différentes Églises.

Les études introductives d'Imre Miklós, président de l'Office d'État des Affaires Religieuses, et des représentants du Front Populaire Patriotique décrivent sous des angles différents le processus qui a abouti à la création en Hongrie, après la Seconde Guerre mondiale, de conditions favorables à la réalisation des objectifs politiques, sociaux et économiques pour lesquels les forces sociales progressistes combattaient dès avant la guerre. Cependant, de par leur structure et leur idéologie et par suite du développement historique particulier du pays, les Églises étaient les porte-parole de l'ancien régime social de la Hongrie. Les antécédents historiques hongrois de l'idée démocratique de liberté de conscience et les traditions du pays contribuèrent à la naissance des accords aux termes desquels les chefs des différentes Églises reconnurent la légitimité et la Constitution de la République Populaire de Hongrie. Dans le même temps, l'État s'engageait à assurer par ses lois les conditions nécessaires à la libre pratique des religions et à contribuer à la mise en place de conditions assurant des possibilités de vie adéquates et la sécurité des prêtres sur le plan social, ainsi qu'à la protection des monuments historiques religieux.

Parmi les représentants des diverses Églises du pays, ce sont les personnalités dirigeantes de l'*Église catholique* qui firent les déclarations les plus extensives et les plus remarquables. L'un des points les plus intéressants du livre réside certainement dans le fait que des évêques et des théologiens catholiques s'efforcent d'y cerner les perspectives historiques d'une Église catholique fonctionnant dans un environnement social socialiste, et dans la manière dont ils s'emploient à concilier cette situation avec les exigences de la foi catholique. « Je suis d'avis, conclut l'évêque de Pécs, József Cserháti, qui est également secrétaire de la Conférence épiscopale

catholique de Hongrie, que dans l'évolution des rapports entre l'Église et l'État, des progrès dans différentes directions et un développement prometteur pourront survenir. J'en vois ;les conditions et la garantie dans ce qui suit... La vie et la situation historique actuelles indiquent en elles-mêmes les domaines et les activités *communs*, patrie, peuple, famille, enfants, jeunesse, Hongrois vivant à l'étranger, paix, promotion morale, sociale et culturelle. En ce qui concerne l'Église, le facteur le plus important de la collaboration restera dans l'avenir l'aide *morale*. L'Église, fidèle à son propre domaine, devra continuer à recourir à la force de l'éducation et de l'influence morales, et prendre comme idéal la personnalité et la liberté humaines, la dignité humaine, l'égalité, le sens de la responsabilité, l'horizon de l'éthique communautaire. »

Dans leurs études, l'évêque de l'Église Réformée de Hongrie, Tibor Bartha, et le théologien Márton László Pákozdy, professeur à l'Académie de Théologie réformée, nous parlent en détail et d'une manière approfondie de l'histoire de l'Église Réformée de Hongrie, de ses traditions progressistes, de ses erreurs, puis du grand tournant intervenu dans l'histoire des Églises de Hongrie par suite de la mise en place du régime socialiste, des possibilités de travail en commun et de l'exemple ainsi donné aux autres pays. Tibor Bartha cite une déclaration faite en 1948 par Karl Barth, grand théologien protestant du XX^e^ siècle, à propos des protestants de Hongrie : « La voie dans laquelle ils se sont engagés est très étroite, très dure et fort dangereuse, mais c'est aussi une voie de grandes promesses. La manière dont ils avanceront sur cette voie sera décisive, non seulement pour leur propre Église, mais aussi pour toutes les autres. Son importance est de fournir un exemple, aussi bien pour l'Est que pour l'Ouest. »

Sándor Scheiber, directeur de l'École centrale des Rabbins, nous présente de son côté la structure organisationnelle de la communauté israélite, ses principales institutions (notamment son École de Rabbins, unique en Europe orientale), les recherches scientifiques qui y sont poursuivies et les recherches sur la culture hébraïque qui sont effectuées dans le cadre des travaux de l'Académie des Sciences de Hongrie. Puis c'est Géza Seifert, récemment décédé, qui était le président du Bureau National des Israélites Hongrois, qui analyse la vie de la communauté juive de Hongrie, son passé historique et les changements intervenus dans sa vie après la Libération, terminant son exposé sur ces phrases : « Les rapports de notre confession avec l'État sont bons, sans heurts et équilibrés, et nous nous appliquons à maintenir ces bons rapports. Nous faisons connaître ces faits au niveau international, et nous montrons aussi à nos visiteurs étrangers les preuves de ce que nous avançons : ce faisant, nous désirons consolider notre vie religieuse, rehausser le prestige international de notre État et servir la cause de la coexistence pacifique des peuples. »

Après ces études de la plume de personnalités religieuses, on peut lire dans *Ensemble pour une bonne cause* un extrait du discours prononcé par le premier secrétaire du CC du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, János Kádár, à l'occasion du trentième anniversaire de la Libération : « Certes, on ne peut pas deviner l'âme d'un homme. Je crois pourtant que dans notre pays, les croyants sont nombreux. Aussi, en parlant d'un ralliement universel et de l'unité socialiste organisationnelle, nous pensons à eux aussi : nous devons nous unir tous. C'est pourquoi nous éprouvons du plaisir à voir qu'à l'occasion du trentième anniversaire de la Libération, les différentes Églises ont elles aussi pris position dans un esprit patriotique, tout en restant en accord avec leurs propres aspirations et leurs propres objectifs, et qu'elles ont ainsi contribué à faire de cet anniversaire une fête digne de son contenu. Ce faisant, elles ont rendu le plus grand service, non aux hommes politiques, mais aux croyants eux-mêmes. Au cours des trente dernières années, ils ont réussi à résoudre le conflit intérieur qui consistait pour eux, à savoir s'ils devaient se ranger du côté des forces politiques œuvrant au bien et au bonheur du peuple, ou bien de celui de leurs Églises. Et cela est d'une grande importance pour notre passé comme pour notre avenir. »

Le lecteur trouvera ensuite dans le livre un extrait d'une interview du philosophe György Lukács sur ce thème, publiée en 1973. La déclaration faite par Mgr László Lékai, archevêque-primat d'Esztergom, à l'occasion de son élection au Collège des Cardinaux en 1976, est reproduite *in extenso*. Puis ce sont des documents variés sur les rapports entre l'État et les Églises : textes des accords, rapports entre la Hongrie et le Saint Siège, mouvement de la paix catholique, etc. Le livre reproduit le texte de la circulaire émise par les différentes Églises à l'occasion du trentième anniversaire de la Libération.

Enfin, une étude illustrée de photographies passe en revue les beaux résultats obtenus au cours de ces trois décennies dans le domaine de la restauration et de la réfection des monuments historiques religieux, en détaillant les décisions d'État et l'aide financière apportée par le gouvernement à cette tâche importante.

Dans son ensemble, le livre rend bien la physionomie de la politique religieuse de la République Populaire de Hongrie et la situation dont jouissent les Églises dans le pays. Il se prête donc particulièrement à dissiper de nombreuses idées fausses sur le sujet et à offrir un vaste panorama des conditions religieuses d'un pays socialiste. Les textes contenus dans cet ouvrage atteindront certainement leur effet maximum dans les pays, comme la France, où les catholiques représentent une importante force sociale, puisqu'ils apportent des arguments à la gauche et aux tendances progressistes existant au sein de l'Église.

M. BENCZÉDI

János Nemes : *Ungarn stellt sich vor*
(Présentation de la Hongrie)
Budapest, Corvina, 1977.

Cette seconde édition remaniée du livre de János Nemes est destinée à répondre à l'intérêt très étendu qui a été manifesté à son égard en RDA. Le fait que le livre ait été remanié et augmenté lui a certainement fait du bien, ne serait-ce qu'au plan d'une actualisation qui avait été rendue nécessaire par les événements intervenus entre-temps, principalement en ce qui concerne l'évolution de l'économie intérieure et extérieure de la Hongrie et de sa politique économique.

En examinant la structure du livre, on ne peut que penser combien il serait nécessaire de publier des ouvrages d'un plan et d'une structure similaire dans d'autres langues également.

Les deux premiers chapitres de cette « présentation » sont d'un condensé exemplaire et traitent de la situation géographique de la Hongrie, de ses habitants et de son histoire, de l'arrivée des tribus magyares dans le Bassin des Carpates à l'édification du socialisme développé. — Un chapitre consacré à l'aménagement social et au régime étatique amène le lecteur au présent pratiquement sans qu'il s'en aperçoive, par le biais de la découverte de l'histoire du pays. — Vient ensuite un rapide survol dans lequel l'auteur, qui est le rédacteur en chef d'un hebdomadaire en allemand publié en Hongrie, le *Budapester Rundschau*, fait le point de la politique étrangère de la Hongrie, avant de passer à la présentation de la situation et de la structure économiques. Après une esquisse des principes de base de la politique économique hongroise et des principaux objectifs en jeu, János Nemes dépeint la situation de l'industrie, de l'agriculture et du commerce extérieur. — L'examen des problèmes liés à la politique du niveau de vie et des droits constitutionnels assurant la sécurité d'existence et la sécurité au plan social est étroitement lié au point précédent. — Enfin, des chapitres séparés sont consacrés aux sciences, à la culture et aux sports en Hongrie. — Étant donné l'intérêt manifesté en RDA à l'égard de ce livre, l'ouvrage se termine sur un survol des relations entre la République Populaire de Hongrie et la République Démocratique Allemande.

Le texte est complété d'abondantes illustrations. Outre les photos couleur et en noir et blanc, de nombreux tableaux et graphiques facilitent la compréhension de cette « présentation » de la Hongrie.

M. BENCZÉDI

Hongrie 77
Budapest, Pannonia, 1977.

Ceux qui suivent régulièrement les *Nouvelles Études Hongroises* connaissent certainement aussi cet almanach sur la Hongrie, puisqu'il paraît régulièrement depuis douze ans et que nous faisons toujours place dans nos colonnes à une présentation de son contenu.

Le directeur de la rédaction et les auteurs de cet almanach ne se sont jamais fait d'illusions, sachant bien qu'une publication de ce genre ne peut donner une image exhaustive de la Hongrie à ses lecteurs. Ils consacrent donc aux domaines les plus divers de la vie du pays des études relativement brèves et synthétiques destinées à faire le point. Les auteurs s'efforcent de répondre aux questions que peuvent se poser les étrangers en s'appuyant sur des faits, des chiffres et une documentation exacte.

Comme les précédents, le volume 1977 porte sur une dizaine de thèmes importants. Comme dans la plupart des cas, il s'ouvre sur des statistiques traitant notamment de l'urbanisation, des établissements industriels, des changements intervenus dans la structure de la société hongroise, des processus de transstratification sociale, de la répartition quantitative et qualitative des femmes

qui travaillent, etc. On trouvera aussi à ce chapitre des chiffres concrets portant sur l'évolution du revenu national, des investissements et du bien national, sur les changements qui se sont produits dans la structure de la production, en tenant compte des aspects économiques, et sur quelques indices caractéristiques de la vie culturelle. — Vient ensuite un article ayant pour thème l'un des aspects de l'un des plus importants événements de politique étrangère de ces dernières années, la conférence d'Helsinki. En l'occurrence, c'est le contenu de la « troisième corbeille » d'Helsinki que l'auteur détaille, autrement dit les accords portant sur la vie culturelle et les échanges d'informations. Ce bref survol aborde également la glorieuse période de l'histoire de Hongrie pendant laquelle les écrivains et les politiciens progressistes firent tant pour tenter de rattacher la culture hongroise au courant intellectuel progressiste européen et pour ouvrir la porte en Hongrie à toutes les idées de progrès. Cette belle idée est restée vivante dans la conscience des peuples des pays édifiant le socialisme, et c'est par l'« Appel de Budapest » que commença la série de négociations qui devait aboutir à la signature de l'Acte final d'Helsinki. János Kádár, premier secrétaire du CC du PSOH et chef de la délégation hongroise à la conférence d'Helsinki, a résumé comme suit la participation de la Hongrie, son rôle et sa position dans ce domaine : « La Hongrie prouve déjà dans la pratique qu'elle est pour l'extension de la coopération culturelle, des informations, de la circulation des personnes et pour toutes les mesures intelligentes qui favorisent une meilleure connaissance mutuelle des peuples et des pays. Dans ce domaine aussi, le seul moyen d'avancer encore est de respecter mutuellement les droits souverains du pays partenaire et ses lois, ce qu'exige de chaque État participant le document que nous avons mis au point ensemble. »

Bon nombre des articles contenus dans cet annuaire 1977 sont consacrés aux questions importantes de la vie économique, telles que les changements de structure de l'industrie, les coopérations basées sur des avantages réciproques élaborées dans le cadre du Programme Complexe des pays membres du COMECON, etc. On lira aussi avec intérêt un exposé sur la situation de l'industrie hongroise des instruments médicaux, ses traditions, ses produits et ses exportations, et sur la célèbre maison MEDICOR, qui a des succursales dans 19 pays et des agences dans 34 autres. — Par suite de l'industrialisation, une importante migration de la main-d'œuvre a caractérisé pendant des décennies l'agriculture hongroise. Il semble que tant que la composition des travailleurs de l'agriculture par catégorie d'âge est restée favorable et que la main-d'œuvre agricole n'a pas vieilli, les problèmes de main-d'œuvre ont pu être évités. Cette question et sa solution sont également abordées dans *Hongrie 77*. Un spécialiste de l'industrie du froid et de la conserverie présente la situation de ces deux secteurs agricoles en se basant sur des données comparatives européennes sur la consommation et en soulignant les avantages de ce type de produits. — En ce qui concerne la vie culturelle et scientifique, on trouvera des articles sur des thèmes très divers. Une étude portant sur la structure organisationnelle des travaux de recherche poursuivis en Hongrie sur une grande échelle, sur ses tâches et ses objectifs, sur l'importance prioritaire accordée à certains secteurs et sur les relations internationales dans ce domaine présente un intérêt particulier. Un autre article traite du système scolaire, de sa structure, de sa division spécialisée et des projets de réforme. En 1948 et en 1950, l'État hongrois a passé des accords avec les différentes Églises du pays. Un bref survol de la situation de l'Église en Hongrie permet de se faire une idée de la structure organisationnelle des Églises, de leur fonctionnement, et de l'évolution de leurs rapports avec l'État au cours de la période écoulée depuis la signature de ces accords. — On trouvera encore dans l'almanach 1977 un article sur le rôle des syndicats dans la vie des Hongrois, qui nous apprend notamment qu'un million de personnes bénéficient chaque année de vacances organisées à prix réduit, en fonction de différents points de vue sociaux.

Enfin, comme dans les numéros précédents, on peut lire en fin de volume une chronique des événements qui ont marqué la vie politique intérieure et extérieure du pays au cours de l'année, ainsi que des listes portant sur la composition du gouvernement, les différentes organisations, les représentations diplomatiques, etc.

L'authenticité des chiffres dont il est fait état est, comme de coutume, garantie par l'Agence Télégraphique Hongroise MTI et l'Office central des Statistiques (KSH). Les textes sont complétés de photographies et de graphiques.

M. Benczédi

Étudy o Vengrii
(Études sur la Hongrie)
Budapest, Pannonia, 1977.

Tout comme *Hongrie 77*, le présent recueil d'études est familier à nos lecteurs. Il est en effet publié régulièrement en russe depuis 1966. Ceci n'est bien sûr pas sans définir les conceptions de sa rédaction. Ce sont les problèmes de la Hongrie et des pays d'Europe orientale qui y sont examinés à la loupe. D'autre part, contrairement à *Hongrie 77*, ce recueil contient des études approfondies et nuancées.

La première place est accordée dans ce nouveau volume, dans l'esprit du XI^e Congrès du PSOH, aux problèmes poses par l'éducation de l'homme socialiste, à l'évolution du niveau de vie et aux effets exercés sur l'éducation et la formation de l'homme par le patriotisme socialiste et l'internationalisme prolétarien. C'est également dans le sens indiqué par les décisions du XI^e Congrès que sont analysés les rapports de répartition et d'intérêt du socialisme. L'auteur présente, chiffres à l'appui, l'évolution des proportions dans l'emploi et dans les salaires, en soulignant tout particulièrement le fait que les ouvriers doivent être intéressés à leur travail, afin que les intérêts privés et les intérêts communautaires puissent toujours coïncider. — Iván T. Berend analyse en détail les interactions de l'économie, du degré de culture, de la société et des sciences, suivant pas à pas le développement de ces rapports du milieu du XIX^e siècle à nos jours et analysant les indices des phénomènes accompagnant la transformation du système social du pays, eu égard plus particulièrement à l'incidence du degré de scolarisation sur la formation de la société. — L'académicien József Lukács consacre son étude à la coopération pratique entre matérialistes et non-matérialistes, croyants et athées, coopération qui constitue un élément indispensable de l'édification du socialisme au stade actuel. Le chapitre portant sur la société et la politique se termine sur un article de caractère économique. Ceux qui s'intéressent à ce thème peuvent apprendre bien des détails sur le contenu de la « seconde corbeille » d'Helsinki, sur la coopération commerciale Est-Ouest et sur ses perspectives. — En passant au chapitre « Sciences », on trouve en première place un article du directeur de l'Institut de Recherches Sociologiques de l'Académie des Sciences de Hongrie, Kálmán Kulcsár, sur les travaux poursuivis au sein de cette institution et sur ses plans de recherche prioritaires à court terme touchant notamment à la mobilité sociale, à la sociologie des organisations et à la planification à long terme de la politique du niveau de vie. — Une étude en forme d'essai est consacrée aux idées du grand philosophe hongrois György Lukács, décédé en 1971, qui n'ont rien perdu de leur actualité. — Un autre article nous présente la carrière du réalisateur de cinéma Zoltán Fábri, nous ramenant ainsi au quotidien de la vie culturelle. Les photographies illustrant l'article évoquent des succès de Fábri tels que *Un petit carrousel de fête*, *Professeur Hannibal*, *Vingt heures*, *la Famille Tot*, adaptation cinématographique de *Chats !* d'István Örkény, ou *le Cinquième sceau*. — Ceux qui s'intéressent aux marionnettes apprécieront l'histoire du Théâtre de Marionnettes de l'État Hongrois. L'auteur de cette étude explique l'élaboration du jeu de ce théâtre, basée sur les traditions soviétiques en la matière, et présente les différentes méthodes mises en œuvre et le répertoire du théâtre, dont on se fera une idée visuelle en feuilletant les seize pages du supplément illustré.

A notre avis, ce recueil d'études a une fois de plus bien atteint son objectif, qui est de présenter à ses lecteurs différents aspects de la vie de la Hongrie.

M. Benczédi

PHILOSOPHIE

József Szigeti : *Denis Diderot — une grande figure du matérialisme militant du* XVIII^e *siècle*
Budapest, Akadémiai, 1977.

L'auteur étudie un champ limité de l'œuvre, tout en donnant des vues valables pour son ensemble. Il nous montre les oscillations de cette pensée en mouvement perpétuel, s'interrogeant sans fin sur tel ou tel point, qu'il s'agisse de l'individu ou de la société, et déblayant le terrain pour progresser, remettant en question, à la lumière de l'expérience, les principes erronés ; ce fut le cas pour le concept du prince éclairé que Diderot dénonça sans réserve, après son séjour chez Catherine II, sans manquer de faire son autocritique pour avoir contribué à entretenir cette illusion. D'un bout à l'autre du livre, la position originale et hardie de Diderot est mise

en relief par rapport à ses contemporains, Voltaire et Rousseau pour la plupart du temps — en ce qui concerne les grands débats du XVIII[e] siècle livrés notamment sur les diverses conceptions de la nature humaine, de l'évolution ou de l'homme sauvage. Sur ce dernier point, l'auteur nous restitue un Diderot particulièrement radical et en avance sur son temps : la société primitive de Tahiti décrite dans le *Supplément au voyage de Bougainville* est la bonne occasion pour stigmatiser les méthodes colonialistes et leurs conséquences désastreuses sur d'autres civilisations. Or, tout en admettant la supériorité morale de la société primitive communiste de Tahiti sur la société policée de l'Occident, Diderot ne peut y adhérer, et c'est là un des dilemmes, parmi tant d'autres, du chef de file des encyclopédistes, dilemme dont le critique nous fait une analyse subtile : pour Diderot, faisant l'apologie de la science, de la production et du « bon luxe » liés, à l'époque, à la propriété privée, il ne s'agit pas de « biens imaginaires... de besoins factices... » comme l'entendent les Tahitiens, mais d'un idéal de société à l'opposé du communisme primitif. Cette analyse fournit aussi l'occasion à J. Szigeti de réfuter — avec une critique très nuancée — la thèse de Babeuf considérant Diderot « comme un penseur communisant », en tenant compte de l'ensemble de son œuvre. Guide averti, il nous restitue une pensée dans son élan se renouvelant sans cesse au contact de la réalité, une pensée chargée d'avenir et il nous invite, en quelque sorte, à y puiser ce qui correspond en elle aux besoins de notre temps.

K. PADÁNYI

SOCIOLOGIE

Ways of life
(Hungarian Sociological Studies)
Edited by Miklós Szántó
Collection Corvina
Budapest, Corvina, 1977.

C'est à Toronto qu'a été tenu en 1976 le X[e] Congrès Mondial de Sociologie, dont les travaux étaient centrés sur la qualité de la vie et les changements du mode de vie, leur contenu, leurs tendances et leur rythme. L'intérêt suscité à l'étranger par ce congrès s'est encore trouvé accru par suite de la décision du sociologue hongrois Miklós Szántó, qui participait à la conférence, de réunir en un livre les exposés résumant les résultats théoriques et pratiques atteints dans ce domaine par les sociologues hongrois.

Dans sa préface, Miklós Szántó définit comme suit les objectifs de l'ouvrage : « ...ce livre n'est pas un recueil de monographies sur la sociologie du mode de vie, ni un résumé théorique d'un examen de synthèse ; il ne s'agit pas davantage de textes en forme de mosaïque d'une équipe de chercheurs dont l'ensemble formerait une image homogène... Avec cet ouvrage, les auteurs voudraient donner une image d'ensemble du mode de vie actuel des hommes et des femmes composant la société hongroise œuvrant à l'édification du socialisme, de ses tendances d'évolution, de ses expériences et de ses enseignements internationaux. »

L'auteur de la première étude est l'académicien Béla Köpeczi, secrétaire général adjoint de l'Académie des Sciences de Hongrie. Sous le titre de « Vision du monde, comportement et mode de vie dans la société socialiste », il compare les résultats atteints et les soucis de nos jours aux conditions qui étaient celles du pays en 1930. L'idée fondamentale de cette étude est que les changements radicaux intervenus dans le mode de vie des Hongrois ont eu pour condition préalable et nécessaire la Libération de 1945, qui a ouvert la voie à une métamorphose sur tous les plans de la société. Au cours de la période écoulée depuis, les Hongrois se sont efforcés de faire disparaître les traces de l'héritage « ancestral », et en premier lieu l'inégalité et les handicaps sociaux. L'auteur analyse ensuite les conditions de la poursuite de ce développement au niveau de la conscience. — L'académicien József Bognár, économiste hongrois bien connu également à l'étranger, analyse sous l'angle de sa spécialité les éléments qualitatifs de la vie humaine, et pose la question de savoir si une catégorie notionnelle aussi vague que celle de « qualité de la vie » possède ou non un contenu socialiste. Il examine en détail en une analyse comparative l'existence de cette catégorie dans les pays capitalistes développés et sa non-existence dans les pays en voie de développement. — Dans son exposé, Kálmán Kulcsár, directeur de l'Institut de Recherches Sociologiques de l'Académie des Sciences de Hongrie, traite d'un problème passionnant, à savoir les liens existant entre mode de vie et comportement et

les possibilités d'orientation sur la bonne voie des changements intervenant dans le mode de vie, par une orientation adéquate du comportement humain. L'auteur examine en détail les chances, les différences et les possibilités d'une orientation du comportement conscient et spontané. — L'académicien Sándor Szalai, l'un des pères de la sociologie hongroise, qui dirige des recherches internationales, approche sous l'angle de la famille prise en tant que plus petite unité sociologique le thème fondamental du livre, c'est-à-dire les causes et les conditions des changements du mode de vie, et il analyse les particularités de la cellule familiale traditionnelle et moderne. — Dans son étude intitulée « La mobilité sociale et les changements intervenus dans le mode de vie depuis 1930 », Rudolf Andorka part de la transformation de près de cinq décennies de la structure de la société hongroise pour analyser les conséquences de transstratification des processus indissolubles et interpénétrés de l'industrialisation et de l'urbanisation, ainsi que leurs répercussions sur le mode de vie. — Ce sont les problèmes de l'urbanisation qui sont le thème d'un exposé d'un type entièrement différent, « La vie communautaire dans les grands ensembles », de László Bélley et László Kulcsár, deux jeunes chercheurs de talent. Comme partout ailleurs dans le monde, les provinciaux débarqués par millions dans la capitale ont été concentrés dans de grands ensembles. Les auteurs analysent empiriquement ce phénomène neuf de l'urbanisation, et s'efforcent surtout de mettre en lumière les normes qui régissent la vie de ces grands ensembles. Existe-t-il un type de vie particulier aux grands ensembles ? Y pratique-t-on réellement une vie familiale renfermée sur elle-même et fermée à la communauté, ou bien s'agit-il là d'un phénomène passager dû à la nouveauté de ce type d'environnement ? Les expériences enregistrées au cours des dernières années démontrent qu'il s'agit réellement d'un phénomène transitoire, et que l'on peut en venir à bout. — Deux études sont consacrées aux résultats des recherches menées dans un département du Sud de la Hongrie, celui de Békés. Il s'agit d'une région agricole qui a connu ces derniers temps une vigoureuse industrialisation. Les auteurs analysent le mode de vie des habitants (des habitudes alimentaires au métier choisi par les enfants et au système des valeurs en pleine transformation), en s'appuyant sur des travaux de recherche extrêmement diversifiés. L'analyse est centrée sur la métamorphose des besoins. Il est par exemple extrêmement intéressant de voir comment évoluent les habitudes vestimentaires et comment se produit le passage des vêtements traditionnels du degré élémentaire aux vêtements modernes et suivant la mode. Dans « Mode de vie et besoins », Ágnes Losonczi fait le point des enseignements théoriques de ces recherches. De son côté, Judit H. Sas s'est penchée sur l'évolution des aspirations familiales et le choix d'un métier par les jeunes. — Le statisticien László Cseh-Szombathy présente au lecteur un nouvel aspect de la recherche consacrée au mode de vie avec une passionnante étude sociologique dans laquelle il résume et analyse l'activité économique des retraités, leurs activités familiales, et les changements intervenant dans leurs relations avec les autres (avant tout avec leur famille et leurs enfants) lorsqu'ils prennent leur retraite. — Tamás Szecskő, directeur de l'Institut de Recherches sur les Mass Media de la Radiodiffusion et Télévision Hongroises, traite du rapport media-mode de vie, plus particulièrement eu égard au fait qu'en l'espace de sept ou huit ans, la télévision s'est répandue à une allure remarquable en Hongrie, et que le seuil de saturation est atteint dans ce domaine. La télévision constitue un puissant moyen de formation du mode de vie, et elle a en un temps relativement court complètement transformé l'emploi du temps des familles. — Enfin, dans une étude portant le titre de « Mode de vie socialiste », le directeur de rédaction de l'ouvrage, Miklós Szántó, analyse le contenu et les éléments constitutifs du mode de vie de la société hongroise actuelle et l'évolution de ses activités culturelles, et s'efforce de cerner les perspectives d'avenir dans ce domaine.

Le livre se termine sur une biographie des différents auteurs, une présentation de leurs activités scientifiques et une liste de leurs ouvrages les plus importants.

M. BENCZÉDI

ÉCONOMIE

The changing face of the third world ; regional and national studies
Edited by Prof. József Nyilas, D. Sci. (econ.)
Joint edition by A. W. Sijthoff, Leyden and
Budapest, Akadémiai, 1978.

Les pays du tiers monde, ou pays en voie de développement, jouent un rôle de plus en plus important dans l'évolution actuelle de l'économie mondiale. Aussi les chercheurs de la chaire d'économie mondiale à l'Université Marx Károly des Sciences Économiques de Budapest poursuivent-ils, depuis près de deux décennies, des études approfondies sur l'économie des pays en voie de développement. Ce travail a eu pour résultat un progrès notable dans l'étude du développement historique spécifique de ces pays ; nos connaissances ont été élargies par l'analyse du développement de leur situation actuelle et des problèmes concrets de leur vie telle qu'elle se présente de nos jours. Un trait caractéristique commun à leur situation est que, pendant la période d'après-guerre, lors de la dislocation des empires coloniaux, ils ont eu accès à l'indépendance économique. Dans cette lutte, ils se trouvent souvent confrontés aux intentions impérialistes et néo-colonialistes, ce qui aboutit, dans plus d'un cas, à des conflits armés. La crise économique capitaliste des années 1974-1975 n'a fait qu'aggraver les problèmes de ces pays, au point que les plus pauvres d'entre eux, ceux qui ont été le plus frappés par cette crise, se voient aujourd'hui mentionnés comme faisant partie du « quart monde ».

Les cinq études du volume présentent cinq régions ou pays qui ont parcouru des chemins différents du développement historique, social et économique, à savoir, l'Afrique tropicale, l'Amérique latine, l'Inde, la République Arabe d'Égypte et l'Indonésie. Les auteurs sont des experts connus pour leur activité scientifique en Hongrie et à l'étranger, qui ont fait connaissance des pays en question d'une manière directe dans la plupart des cas. Leurs expériences personnelles aidant, ils tentent d'offrir une image d'ensemble de la situation historique, politique, sociale et économique actuelle des régions traitées, ainsi que de leur rôle dans l'économie mondiale, de leurs relations économiques et notamment de leurs relations avec les pays socialistes, dont la Hongrie.

Les études présentent le système social et économique de certains territoires d'avant l'époque coloniale. Les différences perceptibles dans ce domaine marquent de leur sceau les formes de la domination coloniale et du système administratif colonial et elles déterminent dans une grande mesure les voies du développement actuel. Ainsi par exemple, les conquérants européens se sont trouvés, en Afrique tropicale, en face de communautés tribales où le niveau de développement étant extrêmement bas et les forces de production rudimentaires, en raison des conditions naturelles spécifiques, tandis qu'aux Indes, le second pays pour sa population après la Chine, ils ont trouvé un pays à l'histoire millénaire qui avait édifié au troisième siècle avant J.-C. un empire uni. Son système social caractéristique dont la base est fournie par la communauté du village et par la propriété commune de la terre et, dans certaines régions par un système compliqué de la propriété terrienne, à caractère féodal, ainsi que par l'unité des métiers agricoles et artisanaux, a été maintenu malgré les conquêtes, puis le règne colonial. Une image différente s'offre en Égypte ou en Indonésie, ou encore dans les pays d'Amérique latine qui ont été du XV^e^ au XVIII^e^ siècle, les facteurs de l'accumulation primitive des capitaux en Europe par leurs livraisons de métaux précieux, d'or notamment.

Pour résumer les enseignements historiques : le capitalisme, lors de sa pénétration dans ces pays, a trouvé des niveaux de développement social très variés selon les régions ; malgré une évolution marquée par le colonialisme, ces régions offrent, pour cette raison, les survivances déformées de l'époque de la commune primitive, de l'esclavage ou de la féodalité. Leurs systèmes économiques et sociaux reflètent donc toujours le passé colonial ou semi-colonial. Du point de vue de leur développement futur, ces pays dépendent à maints égards du mécanisme de l'économie mondiale et surtout des puissances coloniales anciennes, des puissances impérialistes et des ambitions néo-colonialistes des monopoles internationaux. Dans ces conditions, la liquidation du retard met partout au premier plan le rôle de plus en plus important de l'État dans l'économie. L'intervention économique de l'État prend la forme du capitalisme d'État qui, à l'opposé de celui des pays capitalistes développés, peut avoir une essence de classe différente suivant le

caractère de l'État et ses changements. Nous sommes témoins d'une époque de transition où des tentatives non capitalistes ou même socialistes se succèdent.

C'est enfin une évidence que, pour assurer leur croissance économique, ces pays doivent avoir recours à des aides extérieures ce qui les pousse à poursuivre une politique qui rende possible l'acquisition d'aides et de crédits. Le choix d'une telle politique n'est pas facile, étant donné que le but des puissances néo-colonialistes est par le biais des aides et des crédits de mettre ces pays dans une situation de dépendance et d'influencer par là leur politique. Ils doivent donc mener une politique qui leur permette de repousser ces tentatives et d'accepter en même temps l'aide des organisations internationales et des pays socialistes.

P. FIERS

Economic integration, concepts, theories and problems
Edited by Mihály Simai and Katalin Garam
Budapest, Akadémiai, 1977.

L'intégration économique internationale, qui est un des facteurs et en même temps une conséquence de l'interdépendance accrue des économies nationales, constitue le sujet d'actualité des sciences économiques. Ce fut aussi le sujet mis à l'ordre du jour du IV^e^ Congrès mondial des économistes organisé par l'association hongroise et internationale des économistes qui a eu lieu à Budapest, entre le 19 et le 24 août 1974. Le livre mis au point par M. Simai et K. Garam contient un choix représentatif des centaines de discours prononcés au congrès, soit 38 études traitant du même sujet de points de vue différents.

A part une introduction générale et une partie théorique, on y trouve trois groupes d'études traitant des problèmes des intégrations régionales. Le premier est consacré à l'intégration économique à l'intérieur du COMECON. Après sa fondation, en 1949, le Conseil d'Entraide Économique servait surtout la cause de la coopération politique des pays socialistes européens comme moyen de défense contre la politique des embargos et contre les répercussions du plan Marshall. Le conseil est constitué de pays totalement différents les uns des autres par la grandeur et par le niveau de développement, qui tentaient alors de réaliser l'autarcie et entre lesquels les échanges commerciaux étaient encore précaires. L'idée de la division internationale du travail, de la coordination du développement et de la mise en équilibre des niveaux de développement, n'a été soulevée que vers le milieu des années cinquante. On a cru découvrir la solution dans une planification commune et centralisée mais ce chemin s'est avéré impossible d'accès, vu l'énorme différence qui existait entre les niveaux de productivité et les structures de la production. C'est alors qu'a été élaboré le programme complexe de développement qui s'est fixé pour objectif la réalisation et le developpement de la coopération économique et technique, l'intégration en somme. Certains facteurs demeurent cependant qui entravent le progrès de l'intégration économique : la création d'un instrument monétaire convertible et, par là, la transformation des relations bilatérales des pays en relations multilatérales se font encore attendre. Ce sont d'ailleurs les objectifs des efforts actuels.

Tandis que l'intégration à l'intérieur du COMECON peut être considérée comne une intégration économique ayant pour objectif principal le développement et qui existe depuis le milieu des années cinquante, l'intégration économique basée sur la division du travail du marché des pays d'Europe occidentale était une coopération qui avait ses traditions dès avant la conclusion du Traité de Rome, en 1957. Là, l'objectif principal était la création d'un marché commun indépendant des marchés nationaux, par le biais d'organisations multinationales, d'union douanière ainsi que la coordination de la politique commerciale, la libération du mouvement des capitaux, et la coordination de la législation économique. Un objectif plus lointain est la réalisation de l'unité politique, la création d'organisations et d'institutions supranationales ce qui n'est pas promis à un succès rapide entre des États nationaux politiquement autonomes. L'intégration du marché et de l'économie nécessite par ailleurs la solution de problèmes de plus en plus complexes.

A part les deux exemples mentionnés, un grand nombre de rassemblements économiques et d'intégration fonctionnent entre les pays développés ou en voie de développement. Une vingtaine de rassemblements économiques existent en Afrique, en Amérique latine et en Asie, dont plus de 70 pays en voie de développement font partie. Ces rassemblements ont été formés par des pays entièrement différents par le niveau de leur développement économique et par leur système politique ce qui nécessite des analyses concrètes dans chacun des cas. Une chose est cependant

certaine : c'est que le principal trait caractéristique de la vie économique actuelle est une internationalisation accrue. Les relations économiques, la division du travail débordant les frontières nationales et le commerce entre États s'accroissent à un grand rythme et acquièrent une importance toujours accrue de par le monde.

Le IV[e] Congrès international des économistes a vu le dialogue d'économistes vivant dans des pays à systèmes socio-politiques différents, dialogue d'écoles souvent opposées. Ces différences se reflètent dans les études et revêtent parfois la forme de contradictions. L'objectif du rassemblement et de la publication du matériel est cependant commun : il s'agit de promouvoir la coopération économique entre les nations dans l'intérêt du progrès de l'humanité et du raffermissement de la paix.

P. FIERS

DROIT

Questions of International Law
Edited by György Haraszti. A. W. Sijthoff, Leyden. — Akadémiai, Budapest, 1977.

C'est en 1962, à l'occasion de la conférence de Bruxelles, que la section hongroise de l'International Law Association publia pour la première fois son recueil *Questions of International Law*, suivi de quatre autres, publiés à des intervalles de deux ans. Ces volumes d'apparence modeste destinés à une diffusion restreinte parurent avec le concours de l'Association Hongroise des Juristes. Or, ils eurent une grande répercussion parmi les juristes des différents pays, ce qui entraîna obligatoirement la poursuite systématique de cette entreprise, et de plus, fit naître le besoin d'intégrer les *Questions of International Law* dans le cadre des éditions hongroises d'ouvrages scientifiques en langues étrangères, de les publier sous une forme soignée, et de les faire diffuser à un niveau international par Akadémiai Kiadó et la maison d'édition hollandaise qui collabore régulièrement avec elles.

Ce volume contient quatorze études hongroises sur le droit international, relatives aux thèmes les plus variés du droit public et du droit privé internationaux. Elles sont destinées d'une part à apporter des contributions à des problèmes théoriques débattus depuis longtemps, et de l'autre à approcher des questions d'actualité. Il y a lieu toutefois de noter que l'unité du recueil est assurée uniquement par le fait que les auteurs sont membres de la section nationale hongroise. Leurs positions sont personnelles, elles ne doivent pas être interprétées en tant que position officielle de la section. Ce qui leur est pourtant commun, c'est que par les moyens du droit et de notre discipline, ils souhaitent tous contribuer à la cause de la coexistence pacifique des États ayant des systèmes socio-économiques différents.

Mme H. Bokor-Szegő connue non seulement par ses fonctions internationales, mais aussi par ses nombreux ouvrages concernant le droit international, en particulier les sources de ce droit, analyse le rôle que jouent les Nations Unies dans la conclusion de traités internationaux. Selon ses conclusions, c'est grâce aux organisations internationales que les rapports entre États, qui aboutissent à la signature de traités, ont changé de caractère, qu'ils sont devenus plus systématiques, plus professionnels, et aussi plus universels.

M. Gy. Gál, spécialiste du droit spatial, s'occupe des satellites artificiels cosmiques en partant des normes internationales considérées comme étant actuellement en vigueur, et avance en grandes lignes de nouvelles propositions. Il examine avant tout dans quelle mesure et de quelle manière il convient de communiquer aux États les observations concernant les sources énergétiques naturelles sur leurs territoires respectifs.

L'étude d'E. György touche les questions internationales de la compétition économique. En partant de l'analyse comparative des régulations internes par l'État, il passe au dénombrement et à l'appréciation des conventions internationales correspondantes, en s'étendant aux sphères de régulation concernant la protection de la propriété industrielle et le droit international de cartel. En sa qualité de spécialiste hongrois bien connu du droit contractuel international, Gy. Haraszti communique ses réflexions sur les problèmes juridiques et théoriques posés par l'invalidité des contrats. Son intérêt se porte avant tout naturellement sur la Convention de Vienne, qu'il considère comme un pas en avant extrêmement important, malgré la faiblesse certaine de quelques-unes de ses stipulations. En partant de recherches précédentes centrées sur les principes juridiques internationaux, G. Herczegh se tourne maintenant vers les problèmes fondamentaux du droit hu-

manitaire international. Son étude se consacre à cette question. A partir de la définition des notions, il esquisse les problèmes les plus urgents de notre époque. A cause des horreurs des guerres, il propose de compléter la convention de Genève par des protocoles d'appoint.

Sous l'effet de la révolution scientifico-technique qui caractérise notre époque, la futurologie pénètre peu à peu dans toutes les sphères des sciences sociales, et elle apparaît entre autres dans les recherches sociologiques des relations internationales, dans le domaine du droit international. I. Herczeg tente d'en préciser les contours, en se fondant sur l'analyse de l'évolution du droit et de la législation internationale.

Dans l'activité économique internationale, un secteur sans cesse croissant est constitué par les investissements communs, liés à des transactions commerciales internationales concrètes. Le représentant hongrois connu du droit financier international, I. Meznerics, recherche, dans son étude, les voies permettant de les faciliter. Les questions principales qu'il examine sont le déblocage des restrictions, les tentatives visant l'unification du règlement des payements internationaux et leurs versions socialistes et non socialistes. Les rapports entre le droit public international et intérieur constituent depuis longtemps une question théorique discutée. Ce n'est pas un problème touchant uniquement la régulation juridique positive, puisque sa solution pose la question du caractère juridique du droit international et par conséquent celle de la notion du droit, question d'un aspect profondément socio-philosophique.

Dans son étude K. Nagy essaie, en faisant appel aux ouvrages hongrois et étrangers, d'esquisser les réponses possibles les plus diverses à ce problème. Il trace les contours d'une solution qui, en perspective, se base sur l'harmonie entre le droit international et le droit intérieur.

A. Prandler, chef du département juridique du Ministère des Affaires Étrangères, étudie depuis longtemps le Conseil de Sécurité de l'ONU. Cette fois il traite de la compétence du Conseil de Sécurité et de ses rapports avec l'Assemblée Générale. Il analyse attentivement les efforts visant l'élargissement tant de la compétence de l'Assemblée Générale, que de celle de l'ONU en général. — Les Conditions Générales du Transport des Marchandises, adoptées en 1968 par le Conseil d'Entraide Économique, constituent depuis longtemps un sujet analysé avec intérêt. En Hongrie, ce thème intéresse en premier lieu I. Szászy. Dans son étude, il traite avant tout de la responsabilité du vendeur pour la violation du contrat, d'après les documents internationaux y relatifs, et aussi, en partie, de la régularisation par les droits intérieurs.

L'académicien récemment décédé, I. Szászy, était bien connu pour ses monographies dans les domaines du droit privé international, du droit du travail, de la procédure civile. Comme introduction à son livre, qui paraîtra aussi en anglais et donnera une synthèse du droit financier international, il passe en revue dans un bref écrit les problèmes de collision dans les règles juridiques du droit financier international. Cet écrit a plutôt un caractère de préface qui soulève des problèmes, mais où plusieurs principes de base des régulations et des prises de position sont également élucidés.

L'ambassadeur E. Ustor, ancien chef du département juridique du Ministère des Affaires Étrangères, esquisse un tableau de la coopération juridique régionale, vue comme tendance actuelle conduisant à la législation internationale. Il examine, à partir de la fin du siècle dernier, les formes de coopération qui ont créé historiquement les formes de coopération actuelles. Évidemment, il donne une appréciation très positive de ces tendances de coopération, qui sont d'importants facteurs dans l'évolution actuelle du droit international.

Comme partie de son analyse du Marché Commun, L. Valki examine dans son étude l'Union Monétaire et Économique du Marché Commun. Il passe en revue les questions fondamentales de cette organisation et de son fonctionnement.

Dans la dernière étude du volume, S. Vida tente de mettre en lumière les rapports internationaux dans la rémunération des innovations dues aux employés. Après avoir tracé un tableau de la régulation juridique dans le droit civil hongrois, il esquisse les nouvelles tendances de la réglementation internationale relative à la protection de la propriété intellectuelle et industrielle. Il aboutit à la *lex loci usus*, considérée comme formule motivée d'une proposition pour une nouvelle norme de collision régularisant cette problématique.

Les orientations principales des recherches sur l'administration publique. (Conférence internationale, Szeged, 4-6 juin 1975). Budapest, Institut des Sciences juridiques et politiques de l'Académie des Sciences de Hongrie, 1977.

Dans une de ses résolutions de 1972, le Conseil des Ministres de la République Populaire Hongroise fixa comme tendance principale des recherches à l'échelle nationale, le thème « Examen scientifique complexe du développement de l'administration publique ». Cela signifie d'une part que les organes suprêmes du pays ont l'intention bien déterminée de développer vigoureusement le système administratif en Hongrie, de le perfectionner afin de le rendre propre à accomplir les tâches extrêmement complexes auxquelles il doit faire face de plus en plus souvent à notre époque. D'autre part, cela exprime leur exigence, et c'est là un honneur qui implique en même temps des obligations, que la réforme soit fondée sur des analyses scientifiques auxquelles participent toutes les instances de recherches en sciences sociales du pays.

Pour pouvoir aboutir à des réformes bien fondées et répondant aux exigences scientifiques de notre époque, ces recherches doivent prendre comme point de départ l'élucidation des fondements méthodologiques des disciplines concernant l'administration publique, procéder à une analyse comparative des tendances de ces disciplines dans les pays socialistes et non socialistes, afin d'arriver à des recherches détaillées dans plusieurs sens, avec les généralisations adéquates et le recyclage des sciences administratives socialistes en Hongrie.

Sous le sceau de ce travail en perspective fut organisée, dans un des plus importants centres universitaires de province, la conférence internationale, à laquelle prirent part, en dehors des nombreux représentants des États socialistes, des spécialistes de France, d'Autriche, d'Allemagne Fédérale, de Belgique et du Mexique. Particulièrement importante fut la délégation des chercheurs français, dont faisaient partie MM. G. Braibant, J. Chevallier, D. Loschak et P. Grémion. En substance, la méthodologie des sciences administratives fut abordée à la conférence dans six thématiques. L'examen des problèmes généraux de la recherche fut suivi de l'esquisse des différentes tendances, de l'examen des rapports entre la théorie de l'organisation et les recherches en science administrative, de la place qui revient à l'approche sociologique, ainsi que du rôle qu'elle occupe dans les recherches et de ses aspects particuliers, de la place à assurer aux méthodes comparatives, et enfin du résumé des acquis des recherches en Hongrie.

Ce volume, d'environ quatre cents pages, contient les documents de la conférence : les rapports et les interventions, en langues française ou russe, selon les différentes contributions. En conformité avec l'esprit de la conférence, le lecteur trouvera dans les deux langues le discours préliminaire et le discours de clôture de l'académicien I. Kovács, qui patronna la conférence.

Lontai, Endre : *The Research Contracts — Civil-law means promoting scientific-technical progress*
Budapest Akadémiai, — A. W. Sijthoff, Leyden, 1977.

Depuis plusieurs siècles déjà, on voit la science se transformer directement en force productrice, mais à notre époque, grâce à la révolution scientifico-technique, ce processus est arrivé à une étape qui implique des exigences changées qualitativement nouvelles. Cela signifie d'une part que l'État assume des charges accrues pour assurer les conditions organisationnelles et matérielles des recherches, pour les planifier et les orienter, et de l'autre, que ces travaux doivent être coordonnés au maximum entre les États, c'est-à-dire qu'il faut créer différentes formes de coopération. Le droit civil, avec son système classique de contrats et son appareil traditionnel des droits d'auteur, ne peut servir ni de stimulant ni de cadre pour une telle évolution. C'est pourquoi il s'est formé dans le monde entier de nouvelles solutions qui, dans les cadres du droit civil et à l'aide de ses moyens rénovés, favorisent l'organisation de la coopération scientifico-technique et exercent une influence avantageuse sur les recherches.

L'auteur, spécialiste de cette problématique, approche ces questions dans son livre de plusieurs côtés, pour répondre au problème de l'orientation contractuelle des recherches, compte tenu avant tout de ce qu'on appelle contrat de recherches. Pour commencer, il pose les bases économiques et théoriques et passe en revue les particularités de l'enchaînement recherche-production, l'activité de l'État dans l'orientation des recherches scientifiques, les aspects économiques de cette activité, l'aspect commercial du développement des recherches, ainsi que la place qu'occupe cette activité dans les différents modèles de gestion économique. Il ana-

lyse dans le cadre du développement des recherches les moyens du droit en général, et surtout du droit civil, puis il compare les systèmes d'orientation des recherches par voie de contrats dans les pays capitalistes et dans les pays socialistes. Il accorde une attention particulière aux institutions des USA, de France, d'Angleterre et de la République Fédérale Allemande, tandis que dans le monde socialiste l'accent est mis avant tout sur les solutions appliquées en Union Soviétique et en République Démocratique Allemande. Il traite en détails les expériences acquises en Hongrie dans le domaine de la régulation et de la pratique, pendant la période précédant, l'actuelle réforme économique et en ce qui concerne aussi les résultats de cette réforme. Il analyse ensuite le contrat de recherches d'un point de vue dogmatique-juridique dans le but de présenter, de comparer et d'apprécier les solutions en présence, ainsi que d'avancer les propositions *de lege ferenda* qui s'ensuivent. A propos des sujets participant à la coopération, il traite à part les organisations intervenant en tant que commettants, tels que les exploitants directs, l'État et d'autres organisations qui passent des commandes, comme par exemple les instituts de recherches de l'Académie et autres, les universités, les chercheurs de ces entreprises et les chercheurs individuels. Il traite tout aussi minutieusement la problématique posée par l'objet et le contenu des contrats de recherches, leur entrée en vigueur et leur expiration, et met particulièrement en relief l'importance de la coopération entre les parties intéressées dans les recherches, et plus particulièrement les aspects personnels, et il souligne aussi l'organisation des formes optimales de cette coopération. Non moins intéressant est le problème de l'accomplissement et de la violation du contrat, qui peut conduire à la mise en vigueur du droit de garantie et à des obligations de réparation. La typisation des contrats de recherches et leur place dans le système du droit civil semble avoir une importance uniquement théorique, mais l'auteur démontre que c'est une question ayant une importance pratique directe qui influence jusqu'à la formule à donner aux contrats. L'auteur tente de les classer dans les types traditionnels de contrat, allant des contrats économiques, tels que les contrats d'entrepreneur, le mandat, les actes de société, aux contrats avec l'administration. Par cette voie, il arrive à la solution qu'il considère comme la seule possible et motivée comme telle, à savoir la reconnaissance des contrats de recherches comme type autonome, *sui generis*. Il s'occupe encore brièvement des moyens servant à l'introduction des acquis des recherches, ce qui signifie au fond l'utilisation et la réalisation économiquement efficace de ces acquis. Quelques documents de la réglementation juridique hongroise, et quelques modèles des plus typiques, de contrats de recherches hongrois sont annexés à l'ouvrage.

Vermes, Miklós : *The Fundamental Questions of Criminology*
A. W. Sijthoff, Leyden—Akadémiai, Budapest, 1978.

Dans ce livre, on trouve l'exposé systématique des thèses fondamentales de la criminologie, c'est-à-dire des éléments de la position marxiste concernant la criminalité et le crime en tant que phénomène social. Les chapitres introducteurs, théoriques, se caractérisent avant tout par une approche historique, tandis que les parties systématiques, auxquelles les premiers servent de base, utilisent la méthode d'examen des faits, typique des recherches criminologiques des chercheurs socialistes.

Après avoir confronté les différentes conceptions des millénaires et siècles passés, l'auteur arrive à la naissance d'une conception proprement criminologique, puis à la discipline autonome de la criminologie. Dans le cadre de la criminologie, il traite à part la criminalité en tant que phénomène individuel. Il va sans dire que la criminalité se présente sous des aspects différents dans les sociétés primitives, dans les formations sociales marquées par l'antagonisme des classes, et enfin dans la société socialiste. Dans ce cadre, un intérêt particulier revient à la formulation théorique de la criminalité dans les sociétés socialistes, à l'esquisse de ses différentes tendances. En ce qui concerne les crimes individuels, l'auteur accorde une attention particulière à des aspects comme le danger à l'égard de la collectivité, les composants individuels-caractériels du comportement criminel, et enfin à la formulation normative de la notion juridique et des critères du crime.

Le problème de la causalité semble être une question de fond de la criminologie. L'auteur le traite à part. Il s'étend sur les limites de la causalité et sur les rapports dialectiques entre les conditions objectives et subjectives.

L'étude de la criminologie dans ses généralités est complétée dans les chapitres suivants par quelques questions générales de la théorie, avant tout les problèmes que pose la situation de la

criminologie dans le système des différentes disciplines. Nous trouvons des exposés concernant la relation entre la criminologie et le droit pénal, la criminalistique, la pénologie, la prévention des crimes, ainsi que la sociologie et la psychologie du droit. L'auteur s'occupe pareillement des rapports de la criminologie avec la politique criminologique, avant tout du rôle que joue la première dans la pratique de la seconde. Dans le dernier chapitre, l'auteur se penche sur quelques problèmes fondamentaux des méthodes criminologiques, en premier lieu les expériences fournies par les techniques de la recherche et par les recherches empiriques.

Cet ouvrage est la synthèse des enseignements théoriques et des généralisations des recherches criminologiques en Hongrie à une étape donnée, mais qui n'est certainement pas l'étape finale dans l'évolution de cette discipline. Il contient aussi une ample bibliographie, surtout en ce qui concerne les ouvrages socialistes.

Cs. VARGA

HISTOIRE

Sándor, Pál : *Deák und die Frage der Hörigen auf dem Reichstag der Jahre 1832-1836*
Budapest, Akadémiai, 1977.

Selon l'opinion générale, dans l'histoire de Hongrie, le nom de Ferenc Deák et le compromis de 1867 entre l'Autriche et la Hongrie sont étroitement liés. Il ne s'agit pas d'un hasard, car Deák, surnommé par ses contemporains le « sage de la patrie », avait assumé un rôle décisif dans la formation politique du système dualiste de la Monarchie Austro-hongroise. Cette identification recèle cependant le danger de l'ahistorisme. A propos du compromis qui, à bien des égards, renonçait à des principes cristallisés à l'époque des réformes (début du XIX[e] siècle), puis pendant la révolution et la guerre d'Indépendance de 1848-49 à des principes défendus avec tant d'esprit de suite pendant l'absolutisme précisément par Deák, on observe souvent chez le jeune Deák déjà une manière de voir qui annonce le réalisateur de ce compromis. Il est donc important d'examiner comment débuta cette carrière, comment se forma la personnalité du politicien.

Dans son livre, Pál Sándor analyse l'activité de Deák lorsqu'il entra en scène dans la politique nationale. Le jeune politicien du comitat de Zala arrive, à l'âge de trente ans, le 1[er] mai 1833, à la diète, où il se trouve confronté à des débats politiques passionnés, sur le plus important problème social de l'évolution du pays, la solution du servage. Les divergences de vue touchent les éléments essentiels de ce problème : les modalités et la mesure du rachat des biens féodaux, le droit de propriété, le relâchement et par la suite la liquidation du système de dépendance féodal. L'adoption de réformes libérales se heurte non seulement à la résistance d'une partie considérable des députés, mais aussi à celle de la cour qui souvent fait entrer en jeu contre les députés libéraux la noblesse du comitat qu'ils représentent. *Deák, qui adopte les idées de la réforme*, doit en même temps « s'initier » à la politique à l'échelle nationale, coordonner sa fidélité à la dynastie aux idées réformistes, faire face pour le succès de celles-ci à ses confrères conservateurs et à ceux qui veulent tout obtenir d'un seul coup.

L'auteur présente sous des aspects multiples les particularités de *la personnalité de Deák*, accentuées tout spécialement dans cette situation politique difficile, mais présentes pendant toute sa vie. Il ne prend jamais d'initiatives et n'intervient que plus tard dans les débats. Cela lui assure la possibilité d'intervenir dans la lutte au moment le plus opportun, avec les méthodes qui lui sont le plus favorables. Comme la plupart des politiciens hongrois de son époque, lui aussi est marqué par la pensée juridique, à cette différence près qu'il sait se servir à la fois de l'argumentation juridique du féodalisme et des idées de philosophie de la nature propres à la bourgeoisie, en recourant pour l'essentiel au rationalisme économiste. Son art politique consiste à utiliser les moyens simultanément et en les sélectionnant. Il a la capacité d'entourer de garanties juridiques les principes qu'il représente, pour les maintenir même quand la cause concrète en question est près d'être perdue. Cette méthode montre que Deák, tout en professant fermement la nécessité et les principes de l'évolution bourgeoise, souhaite liquider graduellement le féodalisme, étape par étape, pour ainsi dire en sapant « de l'intérieur » son système de dépendance. Ce n'est pas dans les grandes batailles, mais dans les petits accrochages qu'il entend rester victorieux.

Selon la formule de l'auteur, c est « la coordination de la nécessité présente et de la réalité » qui caractérise Deák.

A la diète de 1832-1836, la coïncidence de la personnalité, de l'attitude du politicien et des objectifs politiques permet de donner à l'activité de Deák une qualification nettement positive, bien que les réformes n'aient pu être réalisées qu'en petite partie. Le tableau d'ensemble révèle par contre les problèmes dont l'examen aurait enrichi et nuancé cette étude, notamment le caractère patriarcal de la vie politique en Hongrie et son conflit avec les objectifs politiques de la bourgeoisie qui souhaitait liquider les conditions féodales sauvegardant ces traditions patriarcales ; l'adaptation particulière de la personnalité à ce caractère patriarcal, qui l'empêche aussi de tenir compte conséquemment de la réalité, changée du point de vue social. Dans la personnalité de Deák on retrouve ainsi, en puissance, toutes les fonctions politiques, interprétées dans le processus des changements historiques, qu'il a remplies au cours des 73 ans de sa vie : dans la période des réformes et en 1848, l'élargissement des droits, pendant l'absolutisme, la défense des droits et, au moment du compromis, le sacrifice des droits pour l'obtention d'autres droits. Une manière de voir synthétique de la continuité dans la personnalité et des changements qualitatifs du rôle politique assumé permet de résorber le conflit entre l'approche ahistorique et la compréhension de cette carrière replacée dans le processus historique.

A. GERŐ

György Szabad : *Hungarian Political Trends between the Revolution and the Compromise (1849-1867)*
Budapest, Akadémiai, 1977.

La Maison d'Édition de l'Académie des Sciences de Hongrie a surpris, à l'automne dernier, son public de lecteurs en anglais, avec un important livre traitant de l'histoire hongroise. Le professeur György Szabad, titulaire de la chaire d'histoire hongroise contemporaine à l'Université Eötvös Loránd de Budapest, a rassemblé pour la première fois, à l'attention des lecteurs étrangers, les recherches qui ont été faites sur une des périodes les plus passionnantes de l'histoire hongroise, les deux décennies qui suivent la révolution et la guerre d'Indépendance de 1848-49. La compétence du professeur Szabad est internationalement admise, il connaît remarquablement bien la période qui va de la guerre d'Indépendance, perdue par la Hongrie, au compromis austro-hongrois de 1867.

Il a réalisé une longuet et sérieuse monographie, qui a trouvé un écho favorable, sur une des questions fondamentales de cette époque, la crise du néo-absolutisme autrichien en 1860-61 ; mais il a aussi, à plusieurs reprises, en langue hongroise, traité de l'histoire de toute cette période. Et lorsque donc il entreprend de faire un ouvrage de synthèse en anglais sur les principales orientations de la politique hongroise entre la révolution et le compromis, c'est les résultats de 25 années de recherches qu'il rassemble.

Le volume, réparti en cinq chapitres, commence par brosser à grands traits la société hongroise du milieu du siècle dernier. C'est pour le lecteur une image authentique de la société et de la proportion numérique entre ses différentes classes et couches sociales de leur situation économique, de leurs conditions de vie et l'organisation interne de certains de ces groupements — l'aristocratie foncière, la noblesse, la bourgeoisie, l'intelligentsia, la classe ouvrière en formation et l'immense classe des paysans. Ce tour d'horizon historique et sociologique jette les bases du second chapitre, plus long, qui éclaire la pensée politique hongroise et son exercice affectif durant les années 1850, c'est-à-dire durant la décennie qui suivit la guerre d'Indépendance perdue. Nous pouvons y faire connaissance de l'histoire de l'élaboration du régime néo-absolutiste de François-Joseph et des réponses que les Hongrois y apportèrent. Le professeur Szabad, fidèle aux objectifs qu'il s'est donnés, ne laisse aucun courant politique important de côté, ce qui veut dire qu'il analyse d'une part les réactions politiques *hongroises* au régime despotique autrichien, et qu'il parle d'autre part, selon le mérite qui leur est dû, des politiciens hongrois réfugiés à l'étranger après la défaite de la lutte d'indépendance, et en premier lieu de l'activité en émigration de Lajos Kossuth, qui fut président du gouvernement hongrois. D'où le titre du livre : l'auteur ne restreint pas son champ d'investigation aux seules péripéties de la politique à l'intérieur des frontières, car il sait fort bien que l'activité politique hongroise la plus importante était justement à l'étranger, ce qu'on appelait l'émigration Kossuth, d'abord en Turquie, puis en Angleterre, aux États-Unis, en France et en Italie. Il décrit Kossuth en émigration, à juste titre comme la personnalité politique hongroise la plus influente de l'époque, celle qui « éclaira, avec le plus grand succès, l'affaire hongroise

à l'étranger », et qui réussit à insérer la question hongroise parmi « les grandes questions internationales en mal de solution ».

L'auteur s'appuie avant tout sur les résultats de ses propres monographies lorsqu'il décrit la période de la crise du système absolutiste, en 1859-1861. Comme dans le précédent chapitre, il attache le plus grand soin à l'éclaircissement des changements qui se sont produits dans l'Empire des Habsbourg en fonction de facteurs internationaux. La situation en Hongrie à cette époque n'est pas compréhensible sans l'examen du conflit franco-autrichien de 1859, de la grande guerre d'Italie, et des relations internationales de l'émigration hongroise qui, à la suite de cette guerre, se trouva de nouveau au premier plan de la politique européenne (pensons avant tout aux relations entre Kossuth et Napoléon III). C'est donc pour ce but que s'élabore l'analyse de la situation hongroise que l'auteur définit comme se trouvant précocement à la « croisée des chemins entre la révolution et le Compromis », analyse doublée d'une description toute en nuance de la confrontation des forces absolutistes et constitutionnelles.

Les deux derniers chapitres du volume traitent de l'histoire du Compromis austro-hongrois de 1867 et de sa réalisation. Szabad ne cache pas l'antipathie qu'il a pour ce marché politique qu'on appelle le *compromis* (Ausgleich) qu'il considère comme une « solution bâtarde » entre dirigeants politiques, et non comme un accord entre les peuples de la Hongrie et de l'empire autrichien. Nous ne pouvons que regretter que les limites par trop étroites du livre n'aient pas rendu possible l'expression d'une opinion plus détaillée, ainsi que la description critique des structures politiques et de l'élaboration dualiste de l'organisme d'État austro-hongrois.

Ce nouvel ouvrage récapitulatif des combats de la politique hongroise entre 1849 et 1867, en langue anglaise, n'est pas destiné aux seuls spécialistes. Bien que l'ambition de l'illustration par annotations, l'extrême richesse de la bibliographie intéressera surtout les spécialistes faisant des recherches sur cette époque, son plan clairement construit, son style d'une lecture aisée, attire aussi le lecteur non spécialiste dans la sphère d'action de ce sujet éminemment dramatique. Nous pouvons ainsi espérer que le travail de cet historien, remarquablement préparé et d'un jugement très personnel, aura une large influence sur la réflexion historique internationale et contribuera sensiblement à l'étranger, à une connaissance vraiment authentique de cette période tragique de l'histoire hongroise.

T. FRANK

I. T. Berend—Gy. Ránki : *East-Central Europe in the 20th Century*
Budapest, Akadémiai, 1977.

Les auteurs dont il est ici question sont les meilleurs spécialistes hongrois de l'histoire économique et de l'histoire sociale. György Ránki est également un excellent connaisseur de la politique étrangère hongroise de la période qui va de 1918 à 1945. Le présent ouvrage, richement illustré et muni d'une bibliographie synthétise les résultats les plus récents des recherches historiques hongroises marxistes et tient compte également des publications occidentales — surtout de langue anglaise.

Ce livre dense est une véritable encyclopédie abrégée des événements politiques et culturels du début du XX^e siècle, de la restructuration qui a eu lieu après la Première Guerre mondiale et des révolutions qui lui ont succédé. Ces dernières ont inauguré une nouvelle période de l'histoire du continent, leur rayonnement a surtout été intense en Europe centrale et orientale. Ce livre est centré sur les événements d'Europe centrale et orientale. Ceci s'explique par le fait que les événements de 1917 se sont précisément déroulés dans cette région d'Europe, c'est là que se sont arrêtées les vagues de la crise mondiale économique de 1929-1931 et cette région constitua également le champ de bataille qui décida de l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

Il est normal que dans une synthèse aussi brève les auteurs doivent insister sur les chiffres les plus importants qui définissent la situation économique et sociale de la région, le rôle historique de certains dirigeants politiques comme Lénine, Šmenal, Dimitrov, Thälmann, ou de l'autre côté des barricades, Kerenski, Masaryk, Cankov ou Dollfuss et des écrivaines et artistes universellement connus, comme Kafka, Ady, Musil, Pavlov, Chaliapine, Maïakovski, Vazov.

Pour finir, je voudrais insister sur la qualité de la traduction qui rend bien les termes techniques utilisés dans les recherches historiques modernes. Ceci fait que ce livre peut être consulté avec profit tant par les spécialistes s'intéressant à l'histoire de l'Europe centrale et orientale que par une couche plus large de lecteurs.

M. KUN

Сотрудничество венгерских и советских историков
Studia Historica, Vol. 129.
Budapest, Akadémiai, 1977.

Depuis plus de 25 ans la coopération technique et scientifique se poursuit fructueusement, sous une forme institutionnalisée, entre chercheurs hongrois et soviétiques. L'Académie des Sciences de Hongrie a célébré cet anniversaire par une session commémorative le 18 septembre 1974. Les communications de la section de la Commission mixte des historiens hongrois et soviétiques de cette session ont paru en russe dans le présent volume. Ce livre a été publié par Ferenc Mucsi et il est le 129e volume de la collection *Studia Historica*.

Après l'allocution de László Mátrai, de l'Académie hongroise, Zsigmond Pál Pach, vice-président de l'Académie et directeur de l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de Hongrie, a évoqué, dans un discours où abondent les souvenirs personnels, l'importance de la coopération des historiens hongrois et soviétiques ; il a surtout rappelé l'activité des chercheurs soviétiques de renommée mondiale, comme B. Grekov, I. Tarlé, A. Pankratova, A. Guber. Les académiciens A. Okladnikov et I. Bromlei ont parlé de l'influence réciproque des recherches historiques hongroises et soviétiques et de la coopération des historiens. Ils ont souligné que les historiens hongrois publiaient régulièrement leurs études dans les organes historiques soviétiques, que toute une génération d'historiens hongrois avait terminé ses études dans les universités et les écoles supérieures soviétiques, que plusieurs avaient obtenu le titre de docteur ès lettres de l'Académie Soviétique.

La deuxième partie du receuil se compose des articles qui constituent le bilan des recherches historiques, dus à la plume d'Emil Niederhauser et de T. Islamov. Il serait difficile de surestimer la valeur de ces articles, munis d'excellentes bibliographies. Ces articles sont une véritable bibliographie raisonnée. Ils réunissent tous les ouvrages importants consacrés à l'histoire des relations russo-hongroises et soviéto-hongroises ; les moindres publications y figurent sans parler d'importantes publications de sources ou d'études plus longues. Le présent livre n'est pas uniquement la célébration d'un anniversaire, il fait partie organique des recherches historiques dans les deux pays.

M. KUN

Brüder, zur Sonne, zur Freiheit
Ausgewählte Reden und A
zur Zeit der Ungarischen Räterepublik 1919
Budapest, Corvina, 1977

A partir de mars 1919, c'est-à-dire de la proclamation de la République hongroise des Conseils, le nom de Béla Kun devint familier aux journalistes du monde entier. C'est cette fois en allemand que les écrits (articles, textes de discours) de ce remarquable chef du mouvement ouvrier hongrois et international voient le jour. L'auteur de la sélection, l'historien Tibor Hajdu, s'est efforcé, en composant ce livre de volume assez réduit, d'une part de donner une image du mouvement ouvrier hongrois au cours de cette période importante qui comprend les antécédents de la dictature du prolétariat et la durée de la République des Conseils, et d'autre part de réunir les textes de Béla Kun de cette époque ayant trait à l'Allemagne et qui parurent dans différents journaux et revues allemands.

C'est en tant que journaliste imprégné des idées socialistes que Béla Kun se retrouva sur le front russe pendant la Première Guerre mondiale, puis en captivité. A l'époque de la Révolution d'Octobre, il devint membre du Parti bolchevique. Il travailla avec Lénine, collabora régulièrement à la *Pravda* et devint le chef du mouvement communiste hongrois.

Une partie des textes figurant dans le présent ouvrage datent de cette époque. Béla Kun y salue l'avènement du gouvernement soviétique, et y analyse les problèmes fondamentaux de la révolution socialiste et la valeur historique de la lutte du prolétariat. Ses discours et ses articles servent presque sans exception un but politique concret et alors d'actualité, à moins qu'ils n'appellent à une action politique, la perfectionnent ou la condamnent. Les faits historiques exposés et analysés dans ces articles permettent de mieux comprendre les problèmes qui étaient alors communs au mouvement ouvrier hongrois et au mouvement ouvrier international.

Les textes figurant dans le livre évoquent avec une grande force dramatique les 133 jours que dura la République des Conseils, qui fut le premier gouvernement ouvrier hongrois. Sous la direction de Béla Kun, le parti né de la fusion des deux partis ouvriers existant jusque-là s'efforça de produire dans tous les domaines des changements

visant à atteindre un caractère neuf et véritablement humain. Bientôt, cependant, on assista à l'intervention militaire des puissances alliées et à la contre-révolution intérieure. Un intérêt particulier sera certainement suscité par la correspondance entre Béla Kun et Lénine, ainsi que par une déclaration de Kun au correspondant à Budapest du *Hamburger Fremdenblatt*, dans laquelle il expose la politique étrangère de la République des Conseils. Les discours pleins de fougue que Béla Kun prononça au Conseil Révolutionnaire Central Ouvrier et Militaire de Budapest ou à l'occasion du congrès du parti trahissent tous sa confiance, sa combativité et la conviction où il était que cette révolution déchue serait un jour suivie d'une révolution victorieuse.

Les écrits de Béla Kun évoquent pour ainsi dire de tout près le quotidien passionnant de l'histoire.

M. BENCZÉDI

ARCHÉOLOGIE

T. Kovács : *L'âge du bronze en Hongrie* (Hereditas) Budapest, Corvina, 1977.

Limes. Akten des XI. Internationalen Limeskongresses (Székesfehérvár, 30 août — 6 sept. 1976) Réd. F. Fitz. Budapest, Akadémiai, 1977.

F. Fülep : *Roman Cemeteries on the Territory of Pécs (Sopianae)*. (Fontes Archeologici Hungariae.) Budapest, Corvina, 1977.

K. Sz. Póczy : *Scarbantia. Sopron in the Roman Period.* Budapest, Corvina, 1977.

Zs. Visy : *Intercisa. Dunaújváros in the Roman Period.* Budapest, Corvina. 1977.

A. Kiss : *Avar Cemeteries in County Baranya. (Cemeteries of the Avar Period (567-829) in Hungary* (vol. 2). Budapest, Akadémiai, 1977.

Le nouveau volume de la collection « Hereditas » apprécié à juste titre des Éditions Corvina offre une synthèse importante, attendue depuis longtemps sur l'âge du bronze en Hongrie. L'excellent spécialiste de l'époque, Tibor Kovács, adapte son étude aux objectifs et aux traditions de la série, pour « faire revivre » l'histoire des XX^e-IX^e siècles av. J.-C. d'après les objets mis au jour par les fouilles effectuées en Hongrie. Après avoir exposé les contextes étendus de l'âge du bronze, dans le temps et dans l'espace, il offre un tableau frappant des problèmes que font surgir les sources non écrites de la préhistoire, des difficultés que crée leur appréciation. Il y rattache une esquisse historique par périodes (âge de l'ancien bronze : du XX^e au XVIII^e siècle av. J.-C., bronze moyen : du XVII^e au XIV^e siècles, bronze en traitant avant tout des migrations des peuples, ainsi que de la situation culturelle et du peuplement qui en résultèrent. Les chapitres suivants sont consacrés aux formes d'agglomérations et à celles des maisons, au travail du bronze qui marque fondamentalement l'époque, au commerce, aux costumes et aux armures. Le résumé ne néglige pas non plus les autres activités économiques, les croyances et les arts. L'évocation des objets mis au jour est grandement facilitée par le texte écrit avec soin et de façon intéressante par les excellentes illustrations et les photos, qui sont de véritables révélations. Le spécialiste aura le grand plaisir d'y découvrir plus d'une trouvaille inédite, et il saura gré à l'auteur pour la bibliographie et le catalogue bien fouillés.

Les travaux archéologiques en langues étrangères publiés en 1977 ont enrichi en premier lieu la littérature relative à l'époque romaine. La plus importante publication dans ce domaine est le volume réunissant les contributions du *XI^e Congrès International du Limes* qui eut lieu en 1976 à Székesfehérvár. Les conférences, de plus d'une cinquantaine, se rapportent à un domaine essentiel de l'histoire militaire romaine, le problème des frontières de l'Empire et de son système de défense, complété des questions concernant la situation intérieure des provinces frontalières et l'organisation des unités militaires de défense des frontières. Presque tous les chercheurs notables des *limes* ont participé au congrès de Székesfehérvár ; c'est ainsi que cet article donne un tableau d'ensemble des derniers acquis des recherches par l'intermédiaire des articles complétés d'un appareil scientifique. L'utilisateur de ce volume aura donc une idée générale passionnante, des problèmes actuels de l'histoire militaire romaine touchant de vastes territoires, de l'Angleterre à l'Afrique du Nord, de l'Allemagne au Proche-Orient. Selon la spécialité des conférenciers, on trouvera dans ce livre des comptes rendus des fouilles, des synthèses d'études aux vastes perspectives, des études

basées sur l'analyse de sources documentaires, en premier lieu d'inscriptions. Il faut rendre hommage aux Éditions Akadémiai d'avoir publié en quatorze mois à peu près par les procédés techniques requis ce volume d'importance fondamentale, permettant ainsi que les nouveaux résultats, les informations communiqués par les conférences faites à Székesfehérvár, Dunaújváros et Budapest, puissent être utilisés rapidement dans les recherches.

Le livre de petites dimensions de Ferenc Fülep est, conformément au caractère de la collection « Fontes Archaeologici Hungariae », une publication documentaire : c'est le catalogue des tombes d'époque romaine dégagées à Pécs. Dans le centre actuel de la ville, de 1716 à nos jours, au cours de nouvelles constructions, la plupart des tombes de Sopianae ont été mises au jour. Les quelque 250 tombes, aux fouilles desquelles l'auteur a pris une part active, constituent une des sources les plus importantes de l'histoire de cette cité romaine. Fülep commence par donner une brève revue de l'histoire des cimetières, puis il établit le catalogue des tombes en ordre topographique. Cinquante photos et dessins présentent les mobiliers des tombes. L'auteur, qui annonce dans son travail une monographie de l'histoire de Sopianae et de ses monuments historiques, a rendu un service considérable aux recherches sur la Pannonie par la publication de ces matériaux.

Le livre de Klára Sz. Póczy sur *Scarabantia* et la petite synthèse de Zsolt Visy sur *Intercisa* sont liés non seulement par leur publication commune dans la belle série des monuments d'art des Éditions Corvina, mais aussi par leur sujet, qui offre à un large public un tableau des cités romaines dont l'étude a fait de grands progrès au cours des dernières années. Le dégagement et la conservation des murailles de la ville de Sopron, l'élucidation de la structure et des étapes de construction de la ville antique, sont des résultats remarquables de l'archéologie hongroise. Non moins importantes sont les fouilles des cimetières à Dunaújváros, ou les nouvelles trouvailles qui enrichissent nos connaissances sur la période syrienne d'Intercisa. Dans les deux livres, les trouvailles des fouilles sont groupées autour des périodes historiques des villes romaines respectives, et on trouve dans l'un comme dans l'autre un bref résumé de l'histoire des recherches. Les objets et monuments importants, cités dans le texte, sont presque tous visibles en photos ou en dessin. Les spécialistes peuvent, eux aussi, utiliser avec profit ces ouvrages contenant les résultats récents des recherches.

Dans la revue des publications archéologiques de l'année 1974, nous avons rendu compte d'un important événement dans les recherches sur l'époque des grandes migrations des peuples, la parution du premier tome du recueil des trouvailles avares. Il est réjouissant d'en avoir dès maintenant la suite. Dans le deuxième tome de cette publication, qui en comptera cinq, on trouve le catalogue de quelque 1 200 tombes avares, dégagées dans 43 sites du département de Baranya (au Sud de la Hongrie). Attila Kiss, collaborateur du Musée National Hongrois, a dépouillé cette matière conformément au schéma du premier tome de la série. Le catalogue des tombes est suivi d'un chapitre final où l'auteur esquisse l'histoire du peuplement et les conditions ethniques du département de Baranya à l'époque avare. La documentation par dessins des objets mis au jour est excellente, mais les photos faites des pièces d'importance artistique laissent à désirer. Cela ne réduit cependant pas l'importance de cette publication de sources fondamentale, qui ouvre de nouvelles possibilités permettant d'élucider davantage les problèmes historiques et ethniques du haut Moyen Age.

M. Szabó

BELLES LETTRES

Modern Hungarian Poetry
Budapest, Corvina — Columbia University Press, N. Y., 1977.

Comme on le sait, la reconnaissance internationale des valeurs culturelles et intellectuelles hongroises n'atteint malheureusement toujours pas le niveau qui serait souhaitable. Alors que l'État socialiste hongrois met tout en œuvre et mobilise des moyens financiers importants pour satisfaire à l'intérêt manifesté à l'endroit des grandes créations de la culture occidentale, la « présence culturelle hongroise » est loin d'être aussi nette dans les pays de l'Ouest. Ceci est également valable pour le théâtre et le cinéma, mais porte avant tout sur la littérature, et plus spécialement sur la poésie. — Nombreux sont ceux qui se consacrent aujourd'hui en Hongrie à la diffusion de la poésie hongroise contem-

poraine et qui s'attachent à en faire reconnaître les valeurs et à forcer les barrières apparemment insurmontables de la langue, des conceptions et des goûts. La question se pose et se repose de savoir s'il est possible d'atteindre jamais (et, si oui, par quels moyens) au rattachement des créations les plus importantes de la poésie hongroise au courant de la littérature universelle, et de parvenir à ce que les meilleurs poèmes hongrois soient non seulement lisibles dans d'autres langues, mais à ce qu'on puisse en jouir comme il convient.

Les poètes hongrois ont toujours considéré la traduction comme faisant partie de leur tâche, beaucoup plus que les poètes d'autres langues. Les poèmes traduits par les meilleurs poètes hongrois atteignent en général dans leur version hongroise le niveau de leurs propres œuvres ; malheureusement, la version anglaise, allemande, française ou italienne des poèmes hongrois ne constitue souvent guère plus qu'une information sur l'original. Ce phénomène n'a pas seulement pour cause la difficulté et l'isolement particulier de la langue hongroise ; il est également dû au fait qu'au cours des cent cinquante dernières années, les poèmes hongrois n'ont pas été traduits par des poètes de rang égal, mais par des philologues et des linguistes enthousiastes et désintéressés. Ce n'est qu'au cours des quinze dernières années que l'on a assisté à un changement décisif dans ce domaine, grâce à l'infatigable activité de Ladislas Gara, émigré à Paris. 1964 a vu la parution aux Éditions du Seuil de la première anthologie représentative de la poésie hongroise en langue étrangère *(Anthologie ae la Poésie Hongroise)*, rédigée sous la direction de Ladislas Gara et avec son active participation. Peu après, le poète soviétique Martinov réalisa une très belle traduction de Petőfi, Guillevic publia en 1967 un choix de traductions sous le titre de *Mes poètes hongrois*, les Éditions Corvina firent paraître régulièrement, à partir de 1966, l'almanach poétique *Arion*, en plusieurs langues, et pratiquement chaque année vit paraître aux Éditions Corvina des traductions en différentes langues d'œuvres de grands poètes hongrois comme Petőfi, Endre Ady, Milán Füst, Attila József ou László Nagy. (Les *Nouvelles Études Hongroises* ont régulièrement tenu leurs lecteurs au courant de ces parutions.) Un rôle important revient également au P. E. N. Club Hongrois et à la revue trimestrielle en anglais *The New Hungarian Quarterly* dans la diffusion à l'étranger des poèmes hongrois.

En 1977, une importante anthologie représentative de la poésie hongroise a vu le jour à New York, publiée en coédition par Columbia University Press et Corvina. La rédaction de l'ouvrage était placée sous la direction de Miklós Vajda, chef de la rubrique littéraire du *The New Hungarian Quarterly*, et les traductions avaient été réalisées par William Jay Smith et d'autres poètes. Miklós Vajda a sélectionné les poèmes contenus dans cette *Poésie Hongroise Moderne* parmi ceux qui ont été publiés au cours des dix dernières années par le *The New Hungarian Quarterly*, et il est également l'auteur de l'étude introductive. — Il y expose surtout les objectifs de l'anthologie et les points de vue qui ont présidé au choix des poèmes présentés. Le livre a pour but de donner à ses lecteurs une idée aussi complète que possible de la poésie hongroise d'après la Seconde Guerre mondiale et de leur présenter la diversité des approches de la réalité et la richesse stylistique et thématique qui caractérisent les œuvres des poètes hongrois contemporains. Miklós Vajda s'est efforcé de faire une place dans l'ouvrage à tous les poètes importants, mais il souligne qu'il ne faut pas juger de l'importance d'un poète par le nombre de ses œuvres retenues, car les proportions sont souvent fonction de points de vue pratiques (tels que la qualité de la traduction) ou du goût personnel des traducteurs. On trouve dans le livre des œuvres de 41 grands poètes répartis en quatre générations. Le découpage se fait comme suit : 1. Deux grands précurseurs de la poésie hongroise moderne, Lajos Kassák et Milán Füst, qui ont longtemps été présents après la dernière guerre. 2. Des poètes beaucoup plus jeunes qu'eux, tels Gyula Illyés, Lőrinc Szabó, Sándor Weöres, István Vas ou György Somlyó, qui étaient déjà connus avant la guerre. 3. Le plus grand nombre appartient à la troisième génération, celle de Ferenc Juhász, László Nagy, János Pilinszky, Ágnes Nemes Nagy, Sándor Csoóri, Dezső Tandori, etc. 4. Enfin, la quatrième génération, représentée dans ce livre par Miklós Veress et Szabolcs Várady, a grandi après la Libération. Cependant, loin d'être tranchées, les différences d'une génération à l'autre sont souvent estompées. L'origine du poète, le fait qu'il soit né en ville ou à la campagne, jouent déjà un rôle beaucoup plus important. — Il est intéressant de voir comment se déroule le travail extrêmement intense de la réalisation des versions définitives des poèmes. Tout d'abord, un spécialiste hongrois fait la traduction brute, presque mot à mot,

en respectant dans la mesure du possible l'ordre des mots et la structure des phrases. Le plus souvent, il travaille en collaboration avec le poète étranger qui réalisera la version définitive, et qui ignore totalement le hongrois ou ne connaît pas suffisamment la langue. Ils débattent ensemble les problèmes et unissent leurs forces pour donner naissance à la version étrangère du poème.

La parution de cette anthologie a suscité à l'étranger, et surtout aux États-Unis, des critiques très favorables. Le *Washington Post* considère qu'il s'agit là de l'anthologie la plus remarquable et la plus « lisible » de l'année. — Dans son analyse, le professeur Eric Mottram (Londres) souligne l'importance de l'ouvrage, mais aborde aussi la question des problèmes de principe posés par la traduction en anglais des poèmes hongrois, et celle de leur traductibilité. Il souligne l'inégalité de niveau qui caractérise les différentes traductions. Certaines d'entre elles laissent le lecteur anglophone dans l'incertitude précisément sur le point qui l'intéresse le plus, à savoir les moyens poétiques utilisés par les poètes hongrois, et le degré de modernité de la poésie hongroise. Le professeur Mottram considère comme particulièrement réussie l'adaptation de quelques poèmes de Gyula Illyés, László Nagy, Ferenc Juhász, János Pilinszky, István Vas, Gábor Garai, György Somlyó et Ottó Orbán. Enfin, il regrette que l'étude introductive n'esquisse pas d'une façon plus précise l'arrière-plan historique et ne montre pas comment la poésie hongroise se rattache aux grandes tendances de la poésie universelle du XX^e^ siècle.

Ce livre d'une belle présentation, facile à manier et bien fait est préfacé par le poète américain William Jay Smith. L'ouvrage est complété d'une liste des traducteurs et des auteurs des traductions brutes et de photographies des poètes.

Endre Ady : *Gedichte*
Budapest, Corvina, 1977

L'année 1977 a été celle du centenaire d'Endre Ady, cet initiateur de la rénovation révolutionnaire que connut la poésie hongroise au XX^e^ siècle, et l'un des plus grands poètes de la littérature hongroise.

Pour le jeune Ady, issu d'une famille de nobles appauvris, Nagyvárad (auj. Oradea, en Roumanie) représente un tournant décisif après ses études de droit et ses premiers essais littéraires à Debrecen, ville calviniste à l'atmosphère stricte et au caractère de bourg rural. C'est dans la ville « plus citadine » de Nagyvárad qu'Ady découvre, en compagnie de ses amis progressistes, les problèmes sociaux. Il sera également libéré et enrichi par son amour pour la femme d'un riche commerçant de l'endroit, Léda. C'est avec l'aide de la jeune femme qu'il se rend à Paris, et c'est sa passion pour elle qui fait naître en lui cette poésie tourmentée, d'une franchise terrible, teintée d'idées de mort, au ton si totalement nouveau et rompant avec toutes les traditions de la poésie hongroise.

Le recueil des *Nouveaux Poèmes*, paru en 1906, marque la fin d'une période et le début d'une autre. Ady devient de plus en plus la figure de proue de la littérature hongroise. Il sera jusqu'à sa mort le principal collaborateur et l'orientateur idéologique de la célèbre revue littéraire *Nyugat* (Occident), lancée en 1908. Et la lutte pour et contre Ady commence.

Dès la parution de ses premiers recueils de poèmes, sa vie s'identifie à sa poésie. Parti de la révolution des sentiments (1906-1908), il passe par des périodes successives où il souhaite la révolution bourgeoise mais en dénonce dans le même temps les contradictions (1908-1912) et où il évoque l'idée d'une révolution plébéienne et démocratique (1912-1914), avant de parvenir à un engagement révolutionnaire conscient assumant également la solidarité avec les ouvriers et à un anti-impérialisme militant (1914-1919).

Outre la nouveauté des thèmes choisis, on remarque dès ses premiers recueils de poèmes le modernisme du ton et le symbolisme de la vision. Cependant, les symboles ne signifient pas chez Ady un renoncement à la peinture de la réalité. Ses symboles rendent visibles des connexions profondes, que le thème du poème soit la politique, la mort ou l'amour. En parlant de la *Jachère hongroise*, de « *Sang et Or* », des *Messies hongrois* ou de la *Voie des Armées* (ancien nom hongrois de la Voie Lactée), Ady choisit des « symboles réels » qui sont porteurs d'une réalité concrète et d'actualité.

Le langage d'Ady se nourrit à la source du hongrois populaire le plus pur, mais son imagination au plan du langage et de la forme a aussi considérablement enrichi la langue. Pour exprimer son message moderne, il choisit un rythme plus libre que ses prédécesseurs. Ses structures attributives étranges et hardies, ses créations de mots, la pulsation neuve de ses poèmes et la structure tendant au vers libre de ses derniers poèmes, tout cela est d'une importance

décisive dans l'histoire de la prosodie hongroise. Comme l'écrivait un critique contemporain, « Avec ses symboles et ses images, il a créé une image du monde jamais vue avant lui, l'image du monde d'Ady. »

Ce poète né il y a un siècle semble parler de choses d'aujourd'hui au lecteur d'aujourd'hui. Dans son discours solennel prononcé à l'occasion de la rencontre internationale des poètes organisée à Budapest à l'occasion du centenaire, Gábor Garai, secrétaire général de l'Association des Écrivains Hongrois, qualifie Ady de « contemporain de nos problèmes humains universels et de nos espérances les plus pures ». En le citant, ce n'est pas le passé que nous évoquons. Il est resté le « héros de demain », il continue de diriger nos pas vers l'avenir, et il nous contraint impitoyablement à regarder de l'avant. — Ce que le poète *dit* dans sa langue ne peut guère être compris réellement que par les Hongrois ou leurs voisins directs. Par contre, ce qu'Ady *veut*, ce que *signifie* sa poésie est ressenti partout dans le monde par les jeunes et ceux qui ont gardé la jeunesse du cœur, par les courageux et ceux qui veulent du neuf, par ceux qui pavent la voie du progrès, en un mot par tous ceux qui se partagent une responsabilité universelle et acceptent même au milieu des pires cataclysmes, après cent et mille échecs, de croire en la force si essentielle de la fragile parole humaine.

L'expérience prouve que ce que veut Ady, ce qu'il exprime, est ressenti même par les lecteurs étrangers qui sont peu familiarisés avec la réalité hongroise, et qui apprécient le modernisme de ses thèmes et la sincérité de sa voix. Mais il est très difficile de rendre dans une autre langue le *quoi* et le *comment* du message d'Ady. Malgré cela, les poèmes d'Ady, tenus non sans raison par les poètes et les traducteurs littéraires comme intraduisibles, ont été traduits en 15 langues depuis le début des années vingt, et l'intérêt suscité à l'étranger par son œuvre est toujours aussi vif.

De nombreuses éditions en hongrois et en d'autres langues ont vu le jour à l'occasion de l'année du centenaire. Les Éditions Corvina ont publié plusieurs ouvrages en langues étrangères, dont des poèmes choisis d'Ady en allemand et en espagnol.

Un petit recueil en allemand contenant une soixantaine de poèmes avait déjà été publié en coédition (Corvina, Budapest — Volk und Welt Verlag, Berlin) en 1965, et avait été réédité en 1969. Les traducteurs, Franz Fühmann et Heinz Kahlau, voulaient donner avec ce recueil un avant-goût de la poésie d'Ady au public allemand. La nouvelle édition qui vient de voir le jour (sélection et direction de la rédaction : Géza Engl) est beaucoup plus riche que les précédentes. Les poèmes connus qui figuraient dans celles-ci, à la forme encore assez traditionnelle et à l'atmosphère souvent décadente, ont été complétés dans cette nouvelle version d'œuvres écrites plus tard, qui frisent l'expressionnisme et ont des côtés visionnaires. De même, la thématique a été élargie. Cette nouvelle sélection fait également place aux poèmes qui s'élèvent contre la guerre, d'où une image plus diversifiée et plus moderne d'Ady. Le nombre des traducteurs a également été augmenté. Géza Engl est lui-même l'auteur de plusieurs traductions, et il a aussi puisé dans des adaptations plus anciennes réalisées par des poètes autrichiens. Les traducteurs se sont efforcés de respecter la forme et de rester fidèles à la rythmique et à la rime. Des problèmes particulièrement difficiles se sont posés aux traducteurs en raison du pathétique biblique propre à Ady et de son système de symboles particuliers faisant allusion à l'histoire de la Hongrie (poèmes révolutionnaires). Comme le disait Heinz Kahlau dans une déclaration, il aurait fallu pouvoir conserver non seulement le caractère lyrique de cette poésie, mais aussi sa géographie poétique particulière, ses tournures historiques et culturelles et l'harmonie des mots. Le plus difficile était la préhension de l'européanisme d'Ady, qui va de pair chez lui avec un engagement révolutionnaire s'élevant contre le provincialisme de ses contemporains.

Malgré ces difficultés considérables, la traduction des quelque cent vingt poèmes qui figurent dans ce recueil est bonne (en dépit de quelques inégalités), les points de vue qui ont présidé à la sélection sont justes, le livre est bien fait et bien présenté, et des notes explicatives aident le lecteur à mieux comprendre l'œuvre d'Ady. Géza Engl a conservé la préface figurant dans la première édition. Son auteur, le remarquable historien de la littérature et spécialiste d'Ady László Bóka, décédé depuis, y esquisse le chemin parcouru par Ady d'une manière juste et condensée, explique les liens du poète avec l'art et les tendances de son époque, et parle au lecteur allemand de l'influence décisive qu'exerça Ady sur la nouvelle poésie hongroise d'après la Libération.

Endre Ady : *Poesías*
Budapest, Corvina, 1977.

L'écrivain László Németh, l'un des plus remarquables prosateurs de la littérature hongroise du XX^e siècle, était d'avis que l'espagnol est celle des langues romanes qui est le plus proche du hongrois. En feuilletant les recueils de poèmes d'Ady en langues étrangères publiés à l'occasion du centenaire de la naissance du poète, il semble bien que László Németh ait eu raison, et que ce soit en espagnol que le langage d'Ady ait été le mieux rendu.

A l'exception de quelques tentatives de transplantation de la poésie d'Endre Ady en espagnol (Pablo László, qui était d'origine hongroise, publia 14 poèmes d'Ady en espagnol, une première fois à La Havane, en 1928, et une seconde à Manille, en 1935), le recueil publié par les Éditions Corvina en 1977 constitue en fait la première sélection représentative des œuvres du poète en espagnol. Après ceux de Petőfi et d'Attila József, les poèmes d'Endre Ady sont donc enfin accessibles aux lecteurs hispanophones.

Ce recueil de 71 poèmes a été rédigé sous la direction de la poétesse et traductrice littéraire Éva Tóth, qui est lectrice aux Éditions Corvina. Éva Tóth a procédé à la sélection des poèmes, et est également l'auteur de la préface et des traductions brutes sur lesquelles le poète cubain David Cherician a composé les versions définitives.

Malheureusement, la traduction poétique (véritable quadrature du cercle, selon l'opinion découragée d'un poète hongrois contemporain), pour artistique qu'elle soit, ne constitue guère qu'une information sur l'œuvre originale, surtout dans le cas d'un poète vivant autant « dans sa langue » qu'Endre Ady. Les connaissances linguistiques et le talent poétique ne coïncident pas toujours (et même pas du tout dans les pays hispanophones), et c'est souvent seulement par une étroite coopération entre les traducteurs hongrois rompus aux finesses de la langue « d'accueil » et des poètes étrangers que de bonnes traductions peuvent voir le jour. Cette « solution de fortune » donne cependant d'excellents résultats, comme en témoigne ce recueil de poèmes d'Ady né du travail commun d'Éva Tóth et de David Cherician.

Dans les pays hispanophones, la traduction « fidèle à la forme » n'est guère à la mode. (C'est ainsi que les poèmes de Petőfi parus en 1974 sous la direction de Mátyás Horányi et traduits par des poètes cubains font abstraction de la rime et du mètre, et traitent même la strophe d'une manière assez libre.) Certains poètes cubains font cependant aussi des traductions plus ou moins fidèles à la forme originale, en partie sous l'influence des traducteurs hongrois. Dans le cas d'Ady, ceci revient à dire que la version espagnole a conservé la rime. Mais la poésie espagnole moderne compte beaucoup plus de poèmes sans rimes que la poésie hongroise contemporaine. Les allitérations, fréquentes chez Ady, peuvent être rendues en espagnol. En ce qui concerne les pieds, et étant donné que la langue espagnole est « redondante » et que ses mots sont plus longs que les vocables hongrois, le respect du nombre des pieds de l'original hongrois dans la version espagnol n'aurait pas eu de sens. Par contre, le traducteur s'est efforcé de garder la proportion de la longueur des vers.

Le sonnet que David Cherician a dédié à Endre Ady et la manière inspirée dont il parle en fin de volume de sa conception de la traduction poétique témoignent de manière éloquente que le grand poète cubain (ami et connaisseur de la littérature hongroise, traducteur de Petőfi et collaborateur principal des travaux de préparation d'une anthologie de la poésie hongroise à paraître) est parvenu à une compréhension approfondie d'Ady. Il déclare lui-même que la personnalité contradictoire du poète hongrois et ses questions torturantes le touchent de près, et qu'il a découvert dans son œuvre de nombreux points communs avec la poésie latino-américaine. La révolte contre la réalité, qui apparaît dans les poèmes d'Ady comme un combat personnel et intérieur du poète, a de grandes traditions chez les poètes d'Amérique latine, et les accents grotesques et ironiques de certaines œuvres d'Ady ne leur sont pas étrangers non plus. Bien que Cherician ait rapidement assimilé la mélodie des vers d'Ady, il a souvent trouvé impossible à rendre l'atmosphère particulière et embrassant plusieurs sens de certains poèmes. Il n'était pas davantage facile de trouver des correspondants espagnols aux mots anciens ou aux néologismes utilisés par Ady.

Dans son introduction claire, condensée et inspirée par la poésie, Éva Tóth, qui connaît bien et l'œuvre d'Ady et le public auquel ce recueil est destiné, esquisse une image d'Ady très diversifiée et adaptée aux besoins des lecteurs hispanophones, qui connaissent peu la littérature et surtout la poésie hongroises. Étant donné que sa sélection s'adresse en premier lieu aux lecteurs de Cuba et

des pays d'Amérique latine, ainsi bien entendu qu'au public espagnol, Éva Tóth a accordé une place primordiale aux poèmes révolutionnaires d'Ady, sans bien sûr négliger l'image de l'homme et du poète.

Le P. E. N. Club Hongrois et l'Association des Écrivains Hongrois ont organisé un débat sur le livre, qui a d'ailleurs été fort bien accueilli par la critique cubaine. L'hispaniste László András a à cette occasion loué quelques traductions particulièrement réussies (tout en mentionnant un ou deux malentendus), et a félicité pour leur beau travail David Cherician qui, s'il ne sait pas le hongrois, a appris le langage d'Ady, et Éva Tóth, qu'il compare à Ladislas Gara, dont les travaux remarquables ont fait découvrir aux Français bien des chefs-d'œuvre de la littérature hongroise.

Par contre, le livre aurait mérité une meilleure présentation.

Endre Ady: *The Explosive Country*
Budapest, Corvina, 1977.

Bien que ce soient avant tout ses poèmes qui constituent l'héritage d'Endre Ady, son œuvre déborde largement l'ensemble de ses poèmes. Cependant, les Hongrois eux-mêmes n'ont découvert ce fait massivement qu'au cours des dix dernières années. Par contre, les lecteurs étrangers, qui commencent à connaître quelque peu, et peut-être à apprécier aussi, les poèmes d'Ady à travers les recueils en traduction et les anthologies qui se sont multipliés ces dernières années, n'ont pas encore eu l'occasion de lire sa prose. Et pourtant, ce grand poète du tournant du siècle, dont le nom est connu dans le monde entier, a également écrit des nouvelles. Fait plus important encore : il fut l'un des journalistes les plus clairvoyants, les plus universels et les plus spirituels de la Hongrie monarchique.

Ady, qui était issu d'une famille de hobereaux appauvris vivant à peine mieux que les serfs, passa son enfance dans un village et fit ensuite ses études dans un austère collège calviniste Il suivit longtemps encore les traditions de sa région natale, de sa classe et de sa confession religieuse. Il commença également des études de droit pour faire plaisir à sa famille, dont c'était le désir. Entre-temps, cependant, il écrivait des poèmes et des articles, et il devint journaliste lorsqu'il atteignit ses vingt-deux ans, tournant définitivement le dos à la carrière juridique.

Ce choix ne devait rien au hasard. En effet, le journalisme correspondait à ses penchants personnels, et ce métier devait fortement influencer l'évolution de sa personnalité et celle de sa poésie dans les années qui suivirent. Ady fut bon journaliste avant de devenir bon poète, et il conserva jusqu'au bout son caractère de journaliste. — L'histoire vide d'événements de la Hongrie de la fin du siècle avait déshabitué les poètes de la valeur de l'actualité, qui était encore si vivante chez Petőfi et ses contemporains. Ady retrouva le chemin menant à l'actualité. Il se plongea dans la politique du jour, et fit entrer dans ses articles (et plus tard dans sa poésie) tout ce qui préoccupait l'opinion publique.

Dans son œuvre de publiciste, Ady met à nu avec une franchise impitoyable tous les grands problèmes de la Hongrie du début du siècle, du système des *latifundia* à la question ethnique, en passant par les contradictions de la transformation bourgeoise tardive. En tant que collaborateur du *Nagyváradi Napló*, un journal progressiste de Nagyvárad (auj. Oradea, en Roumanie), il attaque le clergé avec vigueur (on lui fera un procès) et les grands propriétaires, dénonce l'aveuglement nationaliste et prend position d'une manière de plus en plus décidée en faveur de l'idée d'une Hongrie démocratique bourgeoise.

Entre 1904 et 1911, Ady séjourne à plusieurs reprises assez longuement à Paris. Là, les conditions plus libres qui sont faites aux citoyens et aux arts et le système bourgeois développé renforcent la vigueur qu'il apporte à l'attaque de la situation semi-féodale de la Hongrie. Pour lui, Paris est plus que la Ville Lumière : c'est le foyer de la Révolution Française, de la Commune, de la poésie moderne et des luttes anticléricales et démocratiques. « J'ai trouvé ici la justification de mon courage d'écrivain », avoue-t-il. Il envoie régulièrement au *Budapesti Hírlap* et au *Budapesti Napló* des articles pleins d'esprit et d'originalité. Il suit de près la presse française, et y choisit avec adresse des événements souvent de portée purement locale qu'il élève au niveau de la généralisation, ce qui lui permet d'exprimer dans ses commentaires ses positions de principe et ses conceptions artistiques. C'est ainsi qu'il intervient dans la polémique provoquée par le choix de l'endroit où installer le *Penseur* de Rodin, mais cela lui est prétexte pour

analyser la « statue de la vie » et pour opposer à la conception creuse de l'« éternel humain » l'idée moderne de l'homme. Il suit avec un vif intérêt les développements de l'affaire Dreyfus, et consacre des articles à Clemenceau et à Jean Jaurès, faisant preuve d'une admiration particulière à l'endroit de ce dernier. Il suit également de près l'évolution des conflits internationaux. Dès 1905, il écrit des articles sur la révolution russe et sur la guerre russo-japonaise, et commente le pouvoir que représente la presse dans les pays anglo-saxons.

Les Éditions Corvina se sont efforcées de faire découvrir au public étranger, outre les poèmes d'Ady, l'activité de publiciste du poète à l'occasion du centenaire de sa naissance. En effet, les anniversaires sont une excellente occasion de faire connaître et de diffuser le plus largement possible les œuvres littéraires. On trouvera dans le numéro 10 de l'almanach poétique *Arion* un avant-goût des articles d'Ady grâce à des traductions en français et en anglais. De même, on trouvera une sélection (en anglais) des articles et études écrits par le poète entre 1898 et 1916 dans un livre portant le titre de *The Explosive Country*, également publié par Corvina. La sélection a été opérée par l'historienne de l'art et spécialiste d'Ady Erzsébet Vezér, et les notes sont du traducteur du livre, G. F. Cushing.

Non seulement cet ouvrage est agréable à lire (les traductions sont fort réussies), mais encore il constitue un document des plus utiles pour les spécialistes qui s'intéressent à l'histoire de l'Europe orientale du tournant du siècle. On distingue aussi dans ces textes la parenté spirituelle d'Ady avec d'autres grands écrivains de la Monarchie, tels Kafka, Musil, Karl Kraus ou Miroslav Krleža.

Ce livre est publié dans une nouvelle série, la « Collection Corvina », dont le but est de réunir les informations les plus complètes et les plus objectives possibles sur différents thèmes relevant de l'histoire, des sciences sociales, des arts et de la littérature en Hongrie. Ses volumes de poche bien présentés, qui paraissent en français, allemand, anglais et espagnol, sont d'une grande clarté. Ils sont complétés de notes et d'un index. Cette collection deviendra certainement vite populaire auprès des lecteurs étrangers s'intéressant à l'Europe orientale.

Kálmán Mikszáth : *L'Histoire du jeune Noszty avec la Marie Tóth*
Collection Les Auteurs Hongrois
Budapest, Corvina, 1977.

Kálmán Mikszáth (1847-1910), qui était issu d'une famille de petits propriétaires se situant à la limite de l'univers des paysans et de celui de la haute société, fut l'un des écrivains les plus populaires du dernier tiers du XIX^e^ siècle et de la première décennie de notre siècle, en même temps qu'un chroniqueur fidèle de son époque. Sa méthode créatrice, qui continue les traditions anecdotiques de la prose hongroise, constitue une transition entre le romantisme et le réalisme. Il commence sa carrière en écrivant des nouvelles ayant des paysans pour héros ; son mode de représentation idyllique et romantique fait place dans certaines de ces nouvelles à un ton dramatique et tragique rappelant celui des ballades. Sa carrière de député le fait participer durant de longues années à la vie parlementaire. A cette époque, c'est encore dans la moyenne noblesse qu'il voit la classe dirigeante de la nation. Mais les croquis et les brefs écrits satiriques qu'il a consacré à la vie de la petite noblesse au Parlement trahissent déjà une condamnation. A partir de 1890, sa critique se fait plus vive. Il donne naissance dans ses romans, qui dépeignent le monde de l'aristocratie et de ses alliés d'intérêt, le clergé et la petite noblesse, à une version spécifiquement hongroise du réalisme critique. C'est au cours de la première décennie de notre siècle qu'il écrira ses grands romans réalistes. Bien qu'il ne puisse renoncer entièrement à la structure anecdotique et qu'il conserve aussi son romantisme idyllique, tout cela devient partie intégrante de son mode de représentation réaliste et se soumet aux lois d'une conception assez stricte et synthétique.

Dans ses derniers romans, l'écrivain parvient à la rupture complète avec sa classe. C'est dans l'*Histoire du jeune Noszty avec la Marie Tóth*, roman paru en 1908, qu'il a réussi sa sociographie la plus synthétique. Il dépeint sans illusion et sans complaisance l'attitude de hobereaux décadents et parasitaires qui se raccrochent désespérément à une forme de vie ébranlée dans ses bases et croulant de partout, ou du moins à l'apparence de cette forme de vie. Il s'agit de l'histoire d'un chasseur de dot qui voit ses plans mis en échec. Une famille de hobereaux ruinés qui ont gardé tout leur orgueil veut faire tomber dans ses filets la fille de Mihály Tóth, un Hongrois rentré riche

d'Amérique. Les plans cyniques de Feri Noszty, jeune homme à la jolie figure et aux belles manières, sont soutenus par la horde assoiffée d'or de ses parents, par tout le comitat, et par l'appareil étatique de la Hongrie seigneuriale tout entier. Seul le père de la jeune fille, un homme sensé pour qui les préjugés ne signifient rien, saura s'opposer avec succès aux manœuvres de l'aventurier. — Dans ce roman à l'action trépidante, l'écrivain dépeint grâce à des personnages typés à merveille et à un style coloré mêlant l'humour à l'ironie amère l'univers en pleine décomposition de la Hongrie seigneuriale et la fin d'une classe.

Étant donné que Mikszáth est peu connu du public français (ses œuvres ayant surtout été traduites en anglais et en allemand), l'historien de la littérature József Mezei analyse en détail dans son étude de présentation les conditions sociales de la Hongrie semi-féodale de l'époque, sa vie littéraire et la carrière de l'auteur. Il s'efforce de situer aussi Mikszáth dans la littérature universelle, bien qu'il avoue lui-même que la problématique particulière traitée par l'écrivain, son style et son ton très personnel posent de grandes difficultés à qui voudrait tenter de l'apparenter à qui que ce soit. Les efforts de Mikszáth pour aller au fond de la réalité, mettre à nu les ressorts de la société, rendre dans ses esquisses de caractère tous types caractéristiques de son époque et dépeindre l'ensemble d'une société évoqueront certainement Balzac pour les lecteurs français. Son attitude d'écrivain l'apparente quelque peu à Daudet et à Dickens, son ironie rappelle celle d'Anatole France, et son sens de la satire fait penser à Bernard Shaw.

Le roman a été traduit par János Körössy, et supervisé par la poétesse française Anne-Marie de Backer. Celle-ci, qui a été le premier lecteur français de la traduction, présente également le roman au public francophone. A son avis, le livre devrait avoir du succès en France. Bien que son thème soit fort éloigné du lecteur français d'aujourd'hui dans le temps et dans l'espace, son atmosphère « rétro » ne sera pas sans séduire beaucoup de gens. Nombreux seront sans doute aussi ceux qui, en ayant assez de l'absence d'événements du Nouveau Roman, trouveront plaisir à lire un livre à l'action complexe et pleine de rebondissements, intéressants d'un bout à l'autre malgré sa longueur. Les dialogues sont si vivants que certaines scènes font concurrence au théâtre et constituent de véritables petites tragi-comédies d'aujourd'hui. Pour les lecteurs français formés à l'école du roman analytique, le plus grand mérite du roman de Mikszáth résidera dans son analyse psychologique approfondie et pleine de finesse, et surtout dans celle des personnages féminins. La pureté d'âme de Marie Tóth, la crainte que lui inspire l'éveil de l'amour, sa force morale et son courage évoquent presque les héroïnes raciniennes. Avec ses problèmes et ses personnages partout et toujours d'actualité, ce roman évoquant le passé de la Hongrie trouvera facilement le chemin du cœur des lecteurs d'aujourd'hui.

Zsigmond Móricz : *Pajarito del cielo*
(L'oiseau du ciel)
Nouvelles choisies
Budapest, Corvina, 1977.

Zsigmond Móricz (1879-1942), l'une des grandes figures de la prose hongroise, l'un des innovateurs inspirés du réalisme du XX^e^ siècle, vit le jour dans un petit village des bords de la Tisza, dans une région particulièrement riche en traditions révolutionnaires et célèbre pour sa poésie populaire. Sa mère était la fille d'un pasteur réformé, et son père était un homme d'une force remarquable, possédé du désir de trouver une issue à son sort de paysan. Cet enracinement double dans un terrain à la fois intellectuel et paysan explique l'authenticité et la force dramatique avec lesquelles il a su dépeindre la vie et le caractère des paysans, et son art véritablement populaire, dans un sens large débordant l'univers paysan.

Tout comme la poésie d'Endre Ady, les œuvres de Móricz sont nées de la lutte contre la situation semi-féodale de la Hongrie de l'époque. Les deux hommes étaient d'ailleurs amis. Au contact de l'engagement révolutionnaire démocratique d'Ady, les sentiments de Móricz se clarifièrent et devinrent conscients, et c'est grâce à ses poèmes que le romancier reconnut le problème de la « Hongrie en friche » et la nécessité d'une transformation démocratique immédiate du pays. Loin de considérer la littérature comme un ensemble de belles histoires, Zsigmond Móricz la tenait, comme Ady, pour la conscience de la nation. C'est la raison pour laquelle il s'efforça de toujours dire la vérité sans détours, et c'est de là que procède la passion intérieure et la fougue lyrique de sa prose. C'est cette conception de la littérature qui lui permet de se libérer de l'idéalisme de Jókai et du ton anecdotique de Mikszáth, et de s'élever jusqu'au réalisme critique le plus pur. Sa prose est dans le même temps un gage de ce qu'illustrent les poèmes d'Endre Ady et la musique de

Bartók et Kodály, à savoir que le ton et la thématique populaires et un renouveau constant de l'art populaire ne s'opposent en rien au modernisme, et que l'appartenance à la Hongrie ne s'oppose pas davantage à l'européanisme.

Dans les œuvres de Zsigmond Móricz, c'est un véritable panorama de la société hongroise de l'époque qui nous apparaît. L'action de ses romans et de ses nouvelles se déroule dans les endroits les plus différents, et met en scène une multitude de personnages et de types caractéristiques. Malgré cela, ses contemporains — et notamment Ady — sont surtout frappés par la nouveauté de sa peinture des paysans. Ses personnages paysans au caractère dramatiquement représenté et au sort tragique évoquent les héros du Polonais Reymont, du Russe Cholokhov, du Roumain Sadoveanu et du Vénézuélien Romulo Gallegos.

Les Éditions Corvina ont publié en 1977 un recueil de nouvelles de Móricz en espagnol sous le titre d'*Oiseau du ciel*. Cet ouvrage contient huit nouvelles et s'ouvre sur le premier chef-d'œuvre des débuts de la carrière de l'écrivain, « Les sept petits sous ». Cette idylle débouchant sur la tragédie, qui date de 1908, contient en condensé le souvenir de l'univers de l'enfance de Móricz et du sort dramatique des pauvres gens. *Tragédie* dépeint la révolte déformée et anarchique des valets de ferme spoliés, tandis que leur sort sans issue est évoqué dans *le Déjeuner*. *Les Pauvres Gens*, l'un des récits les plus poignants qui aient jamais été écrits contre la guerre, montre à travers la tragédie d'un soldat permissionnaire la désillusion d'un paysan devant la guerre et sa découverte de soi. Les nouvelles datant de la dernière période de Móricz ont pour cadre les faubourgs et les taudis du prolétariat, et comptent au nombre des écrits documentaires sociographiques des années trente.

Les nouvelles de Móricz sont essentiellement caractérisées par leur dramatisme. L'auteur y dépeint toujours des conflits, généralement la lutte des paysans pauvres contre les riches. Ce sont ces conflits qu'il condense dans des histoires pleines de tension. La plupart de ses récits commencent *in medias res*, par l'aboutissement final d'une série d'événements, des tournants décisifs de la vie humaine qui mettent en lumière les tréfonds de l'âme humaine, le passé et le présent des personnages, et par là même la société qui les entoure (par exemple, dans *les Barbares*).

Dans le même temps, la peinture des beautés et de la pureté idyllique de la vie n'est pas étrangère à l'art de Móricz, qui voit jusqu'aux abysses tragiques de la réalité (Cf. *l'Oiseau du ciel*). De l'avis de Thomas Mann, qui était son contemporain, Zsigmond Móricz était l'un des rares nouvellistes qui aient su conserver un caractère poétique à la prose au XX^e^ siècle.

Les œuvres de Móricz ont été traduites en de nombreuses langues, mais il est pratiquement inconnu dans les pays hispanophones (jusqu'ici, une nouvelle de lui a paru en espagnol dans un choix de nouvelles du XX^e^ siècle publié en 1972 par les Éditions Corvina, et son roman *Sois bon jusqu'à la mort* est sorti en livre de poche aux Éditions Arte y Literatura [Cuba] en 1977). Pourtant, le problème des paysans pauvres se débattant dans l'étau que représentent les *latifundia* appartient à la dramatique réalité de nombreux pays d'Amérique latine de nos jours encore.

Le recueil de nouvelles *l'Oiseau du ciel*, choisies par István Kerékgyártó, splendidement traduites et accompagnées d'une étude analytique approfondie de l'historien de la littérature Mihály Czine, devrait rencontrer le succès auprès du public hispanophone. Et les lecteurs étrangers de Móricz seront sûrement de l'avis d'un contemporain de l'écrivain, György Bálint, qui écrivait : « Si la Hongrie devait un jour disparaître de la surface de la Terre et si un Martien ou un psychologue des temps futurs venait à passer par là, il découvrirait grâce aux récits de Móricz la réalité hongroise. Et plus que la découvrir, il la ressentirait et la verrait physiquement, sentirait son odeur, et la souffrirait dans sa chair. »

Arion 10

Almanach international de poésie
Publié par György Somlyó
Budapest, Corvina, 1977.

Le premier numéro de l'almanach international de poésie *Arion*, publié par György Somlyó aux Éditions Corvina en plusieurs langues, était une publication de circonstance parue en 1966 à l'occasion de la première Rencontre Internationale de Poésie. Étant donné l'intérêt particulièrement vif qu'elle rencontra, la publication régulière d'*Arion* une fois par an fut décidée.

Depuis le début, *Arion* a pour but de rattacher la poésie hongroise au courant de la littérature universelle tout en faisant place à des créations des littératures étrangères contemporaines de

tendances et de styles divers susceptibles d'intéresser le public hongrois. Cette conception de rédaction est restée la même pour l'essentiel. Tout au plus s'est-elle élargie et légèrement modifiée avec les années. La « thématique poétique » stricte des débuts a été prise dans un sens plus large, et différents genres ont fait leur apparition dans les colonnes d'*Arion*. Parallèlement, les numéros spéciaux consacrés à un thème central sont devenus plus nombreux.

Certains numéros sont liés à la thématique des rencontres de poésie ou au souvenir de tel ou tel grand poète hongrois, à l'occasion d'anniversaires. C'est ainsi que le numéro de 1970 était consacré à Miklós Radnóti, celui de 1972 partiellement à Janus Pannonius, celui de 1973 à Petőfi et celui de 1976 à Attila József.

Inspiré par le thème de la IVe Rencontre Internationale de Poésie, organisée à Budapest en octobre 1977, et par le centenaire de la naissance d'Endre Ady, Gy. Somlyó a choisi pour thème central du numéro 10 Ady et la célèbre revue littéraire *Nyugat* (Occident). (Les participants à la rencontre de poésie ont d'ailleurs reçu le numéro fraîchement sorti de presse pendant la durée des travaux.) — Ce dixième numéro, plus épais encore que de coutume, contient de nombreuses études, des critiques de l'époque et d'aujourd'hui, différents documents, ainsi que des traductions en langues variées de poèmes et de textes en prose d'Ady. Le tout fait intervenir bon nombre de points de vue neufs dans la présentation de la vie sociale et culturelle de la Hongrie de la fin du siècle dernier et du début du XXe siècle, et enrichit de beaucoup d'éléments nouveaux l'image que les lecteurs étrangers se font d'Ady.

La première étude, qui a pour auteur Gyula Illyés, est consacrée à la revue *Nyugat*, véritable boussole permettant de s'orienter dans le « labyrinthe des idées » de l'entre-deux-guerres et dont le rôle a approché à plusieurs reprises celui de la *Nouvelle Revue Française*. György Litván analyse dans un essai la vie intellectuelle de la Hongrie du tournant du siècle. Mario D. Fenyo (fils de Miksa Fenyő, l'un des fondateurs de *Nyugat)* traite de l'engagement révolutionnaire de la revue. Zoltán Iszlai présente le numéro spécial, international de 1932, publié à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de *Nyugat*. François Gachot analyse les rapports de la revue avec la littérature française, et György Szőke en fait autant pour la littérature russe. *Arion* 10 contient en outre quelques articles intéressants empruntés à *Nyugat*, par exemple un article jusqu'ici inédit de Gorki sur la vocation de l'écrivain écrit en 1925 à la demande de la rédaction, ou une étude de Jules Romains sur la poésie hongroise. Les relations de la revue avec la France sont notamment illustrées par le fac-similé d'une lettre rédigée en 1937 par Roger Martin du Gard à l'adresse de la rédaction, à l'occasion de la seconde édition de *Vieille France*. — On trouvera en outre dans ce numéro dix études sur les grandes figures de *Nyugat* (Ernő Osvát, Mihály Babits, Zsigmond Móricz, Milán Füst, Gyula Krúdy, Dezső Kosztolányi, Árpád Tóth), ainsi que des portraits et des œuvres en traduction. Deux nouvelles de Krúdy ont été traduites en français par François Gachot, et des poèmes de Milán Füst, Babits, Árpád Tóth et Kosztolányi sont présentés en version espagnole et italienne. Le *Livre de Jonas* de Babits a été intégralement traduit en italien par Paolo Santarcangeli.

La plupart des textes sont cependant d'Ady, ou bien des critiques d'époque et d'aujourd'hui traitant de l'importance de ses œuvres. De nombreux poèmes d'Ady figurent dans ce numéro en traduction française, allemande, russe, italienne, espagnole, tchèque, serbo-croate, roumaine et bulgare (certains en quatre ou cinq langues), ayant pour traducteurs notamment Jean Rousselot, Jean-Luc Moreau, Natalia Michonova, Heinz Kahlau, Eugen Jebeleanu et David Cherician. On pourra également lire des traductions d'articles journalistiques et d'une nouvelle d'Ady, paraissant en majorité pour la première fois en langues étrangères. Les critiques du début du siècle, émanant de grands contemporains d'Ady tels qu'Ignotus, Lajos Fülep ou György Lukács, ainsi que celles écrites en 1954 par l'historien de la littérature marxiste József Révai, reflètent bien le processus qui s'est déroulé avec les années dans l'appréciation et l'accueil de la poésie d'Ady.

Les lecteurs français seront certainement intéressés par le texte d'une conférence prononcée en 1932 par Mihály Babits sur le thème *Ady et Paris*. De son côté, le professeur Étiemble, qui enseigne à l'Institut de Littérature Comparée de la Sorbonne, nous montre comment l'œuvre de ce grand poète hongrois qui vécut à Paris au début du siècle, tout en y restant malheureusement inconnu, a été découverte et appréciée par le public français. L'influence de la poésie d'Ady sur les peuples voisins et ses connexions est-européennes sont analysées entre

autres par Miroslav Krleža et Mihail Beniuc.

Quatre *Hommages à Ady* (de Sándor Weöres, László Nagy, Ferenc Juhász et József Tornai) viennent compléter ce numéro, en traductions françaises, anglaises et espagnoles ayant pour auteurs Guillevic, Marc Delouze, Kenneth McRobbie et David Cherician. Enfin, une bibliographie, due à Erzsébet Vezér, des ouvrages en langues étrangères sur Ady apportera une aide précieuse à tous ceux qui se passionnent pour son œuvre.

La poésie hongroise contemporaine est représentée par un poème de Gábor Görgey (Prix Graves 1976), *l'Anatomie d'un dîner*, en version originale et en une traduction anglaise due à Jascha Kessler.

Le volume est illustré de reproductions de documents liés à Ady et au *Nyugat* et de tableaux du « Groupe des Huit », un groupe de peintres réunissant entre autres Robert Berény, Dezső Czigány, Béla Czóbel, Károly Kernstok et Lajos Tihanyi.

On trouvera en supplément un sommaire complet et fort clair des dix numéros d'*Arion* parus jusqu'ici.

É. PÉTER

SCIENCES LITTÉRAIRES

Les lumières en Hongrie, en Europe centrale et en Europe orientale
Actes du Troisième Colloque de Mátrafüred 28 septembre—2 octobre 1975
Budapest, Akadémiai, 1977.

Depuis quelques années, l'Académie des Sciences de Hongrie attache une grande importance au développement de l'étude complexe et pluridisciplinaire d'un fait culturel européen, les Lumières. Elle a organisé des colloques internationaux à Mátrafüred en 1970, 1972 et 1975 avec la participation des historiens, des historiens de la littérature, des historiens d'art, des linguistes, etc., de plusieurs nationalités, pour éclairer les problèmes complexes des Lumières en Hongrie, en Europe centrale et en Europe orientale.

Si le premier colloque a été consacré avant tout à la Hongrie, le deuxième à l'Europe centrale et orientale (société, nation et culture ; courants d'idées — courants littéraires et artistiques ; ressemblances et différences des Lumières dans les diverses régions d'Europe), le troisième a été centré sur des questions précises : système de l'absolutisme éclairé, culture et public au XVIII^e^ siècle, les styles des Lumières.

Le premier sujet a été traité par Albert Soboul (Paris), Grete Klingenstein (Vienne) et Domokos Kosáry (Budapest). La plupart des participants ont préféré le terme d'absolutisme éclairé au despotisme éclairé utilisé par Soboul. L'absolutisme éclairé — selon D. Kosáry — « n'aspirait qu'à l'élimination des défauts les plus manifestes de l'ordre social et politique du féodalisme, dans le but de le moderniser et de préserver ce qui en était l'essentiel ». Sur le plan géographique et social, l'absolutisme éclairé était « la tentative des États de périphéries européennes plus arriérées, pour atteindre le niveau de la partie plus développée de l'Europe et, en concentrant leurs forces, pour rattraper le modèle français, tout en restant dans les cadres du féodalisme ». Par conséquent, la base sociale de l'absolutisme éclairé était la noblesse. A. Soboul a rattaché le système de l'absolutisme éclairé au deuxième servage. Pour Éva H. Balázs, l'absolutisme éclairé « jouait un rôle historique positif en provoquant, souvent malgré lui, une sorte de fermentation dans la société, qui eut des conséquences importantes pour l'ensemble du développement européen ». Roger Bauer (Munich) a insisté sur l'importance de la littérature joséphiste d'inspiration bourgeoise à Vienne même après la mort de Joseph II.

Le second thème, « Culture et public au XVIII^e^ siècle » a été présenté par Roger Bauer, Kálmán Benda (Budapest) et Alexandru Duțu (Bucarest). Roger Bauer étudie la haute culture viennoise et son public. Elle est avant tout classique, « écrite par des fonctionnaires (bourgeois), ou essentiellement pour ceux-ci, avec de plus, surtout à partir des années quatre-vingt, la tentation et l'ambition d'attirer et d'atteindre également un public plus largement populaire ». Kálmán Benda s'est penché sur un sujet peu étudié, à savoir l'infiltration des idées des Lumières dans la paysannerie. Dans son étude bien documentée, il démontre qu'« au XVIII^e^ siècle les Lumières ne sont parvenues à la paysannerie ni par l'enseignement scolaire, ni par la voie des lectures ou celle des sermons d'église. Les idées des Lumières, tout comme ce fut le cas en France et dans d'autres pays, se propagèrent d'abord à l'inté-

rieur d'une mince élite d'intellectuels, et leur lente infiltration dans les masses paysannes ne commença qu'à la toute fin du siècle, lorsque des événements politiques eurent troublé l'état d'inertie régnant jusqu'alors. » Alexandru Duțu insiste sur l'importance des livres écrits par les membres de l'École transylvaine pour les Lumières roumaines. Dans leurs interventions, plusieurs chercheurs ont précisé que les Lumières s'étaient terminées en Europe centrale vers 1820, et qu'au début du XIX^e^ siècle, le peuple est davantage imprégné de la culture des Lumières.

Louis Trénard traite du marché du livre (1750-1789) en étudiant la production, la commercialisation et la consommation du livre. Olga Derjavina (Moscou) étudie le rôle du théâtre dans la vie culturelle de la Russie du XVII^e^ et du début du XVIII^e^ siècle.

Le troisième thème consacré au style des Lumières a suscité une discussion animée et fructueuse. Jean Ehrard (Clermont-Ferrand) a posé le problème en ces termes : « Y a-t-il *un* style des Lumières ? » Après avoir constaté que, pour lui, les Lumières sont un mouvement et que par conséquent au XVIII^e^ siècle il y a des anti-Lumières et aussi des anti-Lumières à l'aide d'une reflexion méthodologique, il répond à la question par l'affirmative. Ce style est différent du classicisme, il pourrait s'appeler le rococo, même si ce terme n'est pas entièrement satisfaisant. Ces idées étaient partagées par le Hongrois Dezső Baróti. Les historiennes de l'art Anna Zádor et Hedvig Szabolcsi ont insisté sur la multiplicité des styles de l'époque (baroque tardif, néo-classicisme, style des Lumières). Anna Zádor a exprimé l'espoir « qu'avec l'aide des spécialistes de la littérature, de la musique et du théâtre, les chercheurs pourront faire des recherches classiques et plus approfondies, non seulement au sujet des formes, mais aussi des courants d'idées et des changements de goût, recherches qui seraient pour le moment impossibles, étant donné la multiplicité des termes techniques emplovés dans l'histoire de l'art et de la littérature ». R. Bauer, J. Voisine, P. Cornea, H. Kortum, Gy. M. Vajda n'ont pas accepté la conception du style unique d'Ehrard et encore moins le rococo comme style des Lumières ; ils ont insisté sur la multiplicité des styles des Lumières européennes. M. Fontius et B. Köpeczi ont souligné la nécessité d'étudier les esthétiques des Lumières. Plusieurs aspects des Lumières ont encore été éclairés (musique, danse, théâtre, etc.) par les interventions.

Espérons que cette heureuse initiative de l'Académie des Sciences de Hongrie sera poursuivie et contribuera au renouveau des recherches pluridisciplinaires consacrées aux Lumières européennes.

I. FODOR

Almási, Miklós : *Entwicklungswege des Dramas (Geschichte einer Kunstgattung von Goethe bis O'Neill)* Budapest, Akadémiai, 1977.

« Welch' ein Schauspiel ! Aber ach, ein Schauspiel nur ! » Ces mots de Goethe servent d'épigraphe à la monographie de Miklós Almási, écrite entre 1957-1967, où l'auteur analyse le genre dramatique sous l'angle de la philosophie de l'histoire et de l'esthétique. L'épigraphe renvoie à cette prémisse de principe et de méthode exposée dans la préface, selon laquelle toute œuvre d'art importante puise la structure de son contenu dans la matière vitale de la réalité *historique* de son époque, et présente de façon concentrée ce qui, dans la vie, n'apparaît pas avec une telle plasticité. La forme à donner ne dépend cependant pas uniquement de l'intention et du talent de l'artiste, elle relève toujours d'une sphère concrète de possibilités, en fonction de la structure interne de la matière vitale historiquement déterminée, des tendances de son évolution, de l'état et des possibilités de l'individu, etc. Outre cet aspect historique de son livre, Miklós Almási met particulièrement en relief la *normativité* voulue de son livre. Toutefois, ses normes esthétiques ne sont pas des abstractions idéales indépendantes de l'histoire mais des « possibilités d'épanouissement » qu'impose la logique interne de l'évolution du genre et qui ont, du point de vue historique, une efficacité objective. C'est dans ce sens qu'il choisit comme échelle la forme dramatique shakespearienne, opposée à la « schillérisation ». Les auteurs qui suivent cette voie (Shakespeare, Pouchkine, Büchner, Ostrovski, etc.) ne sont pas plus doués ou « éthiques » que ceux qui ont choisi la voie de Schiller : la différence entre eux remonte à la différence de structure des conflits accumulés dans leur milieu social, dans les événements vécus qui constituent le fond de leurs œuvres, donc, à la différence d'époques et de lieux historiques.

Le type shakespearien est marqué par l'unité de l'action scénique et la tension dramatique, par l'aptitude du héros créer des situations, par la plasticité des personnages représentés et par les actions assumées, ainsi que par

la hiérarchie des types à l'intérieur de l'œuvre. Ce type se rattache à des conditions sociales où les questions historico-sociales actuelles peuvent devenir les problèmes intimes, personnels de l'individu. Dans l'œuvre, le héros peut être présenté comme tel uniquement parce que la réalité en offre la possibilité pratique. C'est ce qui était donné dans l'évolution individualiste de la Renaissance, c'est ce qui constitue la base de l'univers dramatique de Shakespeare. Almási analyse en profondeur les composantes historico-sociologiques et esthétiques dans la genèse de cette forme. Il démontre que l'épanouissement de la société bourgeoise tend à désagréger l'harmonie qui, à l'époque de la Renaissance, existait entre individu et collectivité, individu et histoire. L'individu peut de moins en moins intervenir directement dans la solution des grands conflits. Les expériences nouvelles servent de base à une voie nouvelle, plus large que la précédente, du théâtre bourgeois. Almási analyse le *Don Carlos* de Schiller pour dégager l'antinomie, qu'on ne peut transcender dans la société bourgeoise, entre l'« homme » et le « citoyen » porteur d'idéaux éthiques abstraits, et qui constitue le type de base du drame problématique parce que subjectiviste et moralisateur. La méthode de l'auteur consiste à saisir dans la structure interne de l'œuvre les changements de la problématique sociale, et de donner en les dégageant une sorte de confirmation aux transformations nécessaires de la forme. Cette méthode, à la fois centrée sur l'œuvre et guidée par une vision historique, est la seule à expliquer pourquoi Pouchkine, aux prises avec les mêmes problèmes théoriques et artistiques que Schiller, réussit à créer une « forme ouverte », un art dramatique shakespearien : ses rapports avec les mouvements populaires russes n'avaient rien de commun avec Goethe et Schiller, contemplateurs résignés de l'univers petit-bourgeois de la « misère allemande ». Le premier chapitre, où il traite la « période artistique » du théâtre bourgeois, se clôt par l'analyse du *Danton* de Georg Büchner : le conflit entre la fausse conscience du révolutionnaire et les « mouvements autonomes » de la révolution qu'il a déclenchée, la dialectique personnelle du « faiseur d'histoire », reflètent déjà la désintégration de l'unité directe, traditionnelle entre la personnalité dramatique et l'histoire. Büchner cependant est presque le dernier à tenter encore de créer un rapport entre ces éléments.

Par la suite, l'auteur étudie les tentatives de sauvegarder l'envergure tragique et représentative issue de l'esprit de la révolution de 1848 (Hebbel, Wagner) et leurs contradictions nées de la crise de l'état de citoyen. Là aussi, la littérature russe suit d'autres voies, plus favorables : Gogol et Ostrovski ne s'enferment pas dans le cercle magique du mysticisme des illusions historiques pour apprécier leurs héros ; ils les approchent dans un esprit satirique ou tragique, du côté de leurs possibilités objectives, historiques et humaines.

Les multiples facettes que présente le théâtre occidental à la fin du siècle dénotent l'élargissement de la crise. La disparition du modèle shakespearien, l'inflation des moyens stylistiques, sont en dernière analyse la conséquence du manque de dramatisme propre à cette époque. Il n'y a plus de point focal historique comparable à 1789 ou 1848. Ibsen doit faire face aux anciens idéaux bourgeois, le théâtre naturaliste présente le prosaïsme de la vie moyenne du bourgeois, et dans le théâtre lyrico-symboliste (Maeterlinck, Hoffmanstahl), l'action de valeur historique se dissout définitivement pour ne laisser que des états d'âme. Parallèlement à l'irrationalité croissante de la forme dramatique surgit aussi, chez G. B. Shaw, sa mise en question ironique. L'unique synthèse possible est apportée dans ce domaine aussi par l'évolution russe, notamment par Tchékhov, dont l'intimité lyrique est contrebalancée par le caractère intellectuel de son « style objectif ». Dans son jugement sur Gorki, Miklós Almási trouve également des traits nouveaux : il le considère d'une part comme celui qui clôt les traditions shakespeariennes positives du théâtre bourgeois, et de l'autre, comme le maître initiateur de la nouvelle époque.

L'auteur trouve les antécédents directs du théâtre de notre époque dans trois sphères : le théâtre réaliste américain bâti sur des fondements tchékhoviens (O'Neill, Miller, Albee, T. Williams), le théâtre épique de Brecht (avec à sa suite Dürrenmatt, Max Frisch, John Arden, Hochhut, Peter Weiss) et enfin le drame absurde (Ionesco, Beckett). Parmi ces alternatives, il vote pour Brecht, avant tout pour sa forme ouverte, orientée vers l'avenir. L'accord final du livre est que, de nos jours, les voies de l'évolution du théâtre ne sont pas polarisées d'une manière aussi tranchante. La large gamme des transitions reflète le caractère adramatique de notre époque.

A. Rényi

European Romanticism
Edited by I. Sőtér and I. Neoupokoiéva
Budapest, Akadémiai, 1977.

Ce volume est le résultat d'une coopération entre l'Institut Gorki de Littérature universelle de Moscou et l'institut d'Études littéraires de l'Académie des Sciences de Hongrie. Il contient la matière d'un colloque qui a déjà été publiée en russe en 1973 (Evropéiski romantizm, Moscou, Naouka).

Les deux instituts désirent également élargir la notion de littérature universelle, en y introduisant les littératures nationales moins connues, en particulier celles des petits peuples. L'autre aspiration des deux instituts est de renouveler les méthodes de littérature comparée par l'utilisation de la méthode historico-typologique.

C'est elle qui permet à la regrettée I. Neoupokoiéva de dresser un tableau nouveau du romantisme européen et de ses voies nationales *(General Features of European Romanticism and the Originality of Its National Paths)*. En étudiant le romantisme des littératures slaves, d'Europe centrale, du Sud-Est européen, des Balkans, du Nord européen et des littératures occidentales peu connues, elle réussit à dresser une « géographie » et une « chronologie » plus riche et plus complexe du romantisme européen que les chercheurs occidentaux en général. Elle réussit également à approfondir nos connaissances relatives à la base philosophique et idéologique du romantisme européen, à sa fonction sociale, historique et artistique, et aux différents courants idéologiques et esthétiques développés au sein du romantisme. La contribution d'I. Sőtér *(Romanticism ; Pre-history and Periodization)* embrasse les principaux problèmes de l'évolution du romantisme européen, à commencer par ses origines *(Sturm und Drang, Herder)*, son rapport complexe et contradictoire avec le classicisme, les Lumières et le réalisme naissant. Ces rapports sont différents dans les différentes littératures nationales et chez les différents auteurs. Dans ses conclusions, il insiste sur le fait que la littérature de la période étudiée ne présente pas un courant homogène, mais les étapes de courants différents qui tantôt se rapprochent, tantôt s'éloignent les uns des autres. A. Elistratova *(Romantic Writers and the Classical Literary Heritage)* se penche sur l'interprétation de la littérature antique et de la Renaissance donnée par les romantiques. Elle étudie en particulier leur lecture de Dante, de Milton et de Shakespeare. Le regretté M. Szenczi *(Imagination and Truth to Nature — Philosophical Foundations of Coleridge's Literary Criticism)* donne une analyse très documentée de l'évolution des idées esthétiques de Coleridge, en tenant compte de ses sources germaniques. Il démontre que le mérite de Coleridge critique consiste dans l'heureuse réunion d'une rare sensibilité artiste et d'une profondeur philosophique. E. Saprykina *(Some Distinctive Features of the Romantic Theory of Drama)* étudie les théories dramatiques européennes pour démontrer que la théorie du drame historique aboutira au roman et que ce n'est pas l'effet du hasard que les principaux théoriciens du drame *(Manzoni, Stendhal, Hugo)* seront connus plus tard comme romanciers. K. Horváth *(The Romantic Attitude to Nature)* étudie la philosophie de la nature panthéiste ou néo-platoniste et la projection du moi dans les descriptions de la nature. E. Pulkhritudova *(Genres of the Romantic Poem in the 1830's)* étudie le long poème romantique comme un genre préparant le roman. L. Sziklay se penche sur un problème peu étudié des littératures d'Europe centrale *(The « Popular » Trend in the Romantic Literature of Some Central European Nations)*. A. Elistratova analyse la prose épistolaire de cette période *(Epistolary Prose in the Romantic Period)*, tandis que le regretté L. Gáldi fait une analyse de stylistique comparée *(Lyrical Style in Neo-Latin Romantic Literatures)* des différentes poésies romantiques néo-latines.

Plusieurs auteurs insistent sur la fraternité des arts, caractéristique à l'époque du romantisme. Deux articles analysent les rapports de la littérature et des arts (K. Pigarev : *Romantic Poetry in Relation to Painting :* I. Belza : *Romantic Literature and Music)*.

I. Fodor

HISTOIRE DE L'ART

Si on parcourt les publications de l'année 1977 en langues étrangères traitant de l'histoire de l'art, on s'aperçoit que peu d'ouvrages résument des résultats de recherche vraiment marquants, et, à cause des lenteurs des imprimeries, peu de comptes rendus sur les recherches en cours.

Il est fréquent que des œuvres précédemment publiées par Corvina soient republiées, après avoir été revues et complétées. Parmi celles-ci se distingue l'ouvrage de Dénes Radocsay, récemment décédé, *les Primitifs de Hongrie*, en allemand, qui contient une remarquable étude spécialisée, richement accompagnée de nombreuses et inédites reproductions. L'auteur présente en détail les cycles de fresques les plus anciennes et les plus importantes, de la charnière des deux millénaires au XVI^e^ siècle, tout en analysant les différentes influences, françaises et italiennes en particulier, et en abordant aussi les problèmes de composition et de couleurs (44 reproductions en couleur des fresques décorant nos églises, une liste s'y rapportant par ordre alphabétique, ainsi qu'une bibliographie complètent le volume).

Le livre qui a eu le plus de succès en 1977, et que l'on doit au travail de János Végh, est paru sous le titre de *la Peinture flamande au XV^e^ siècle*. L'étude préliminaire, fondamentale, écrite agréablement et avec soin, est un chef-d'œuvre de vulgarisation d'histoire de l'art de haut niveau. L'auteur accompagne toujours les 48 reproductions en couleur qui suivent son étude, d'une brève mais judicieuse analyse picturale qui apporte le maximum d'éléments de connaissance iconographiques et stylistiques. En même temps, ces analyses nous distraient, nous apprennent à voir et, non en dernier lieu, nous font aimer la peinture flamande de cette époque.

Un des principaux objectifs des Éditions Corvina est la publication d'ouvrages dans lesquels des spécialistes avisés, avec l'aide de reproductions de qualité, présentent au public du pays et de l'étranger le patrimoine artistique que recèlent les musées hongrois. L'ouvrage de Mária Aggházy, *Italian and Spanish Sculpture*, paru en anglais, est une co-édition de Corvina et de Magyar Helikon. L'auteur, par un ensemble des plus appréciables des pièces de la collection sculpturale du Musée des Beaux-Arts, nous fait connaître la sculpture italienne, en utilisant aussi les résultats des recherches les plus récentes. En dehors des œuvres de nombreux excellents maîtres du début du style roman jusqu'au baroque, l'auteur présente aussi de nombreuses écoles locales de la sculpture italienne, tout en reflétant sa diversité. Quatre sculptures espagnoles viennent parfaire ce volume.

Le guide de la Galerie du Musée des Beaux-Arts vient de paraître en langue française. Les collaborateurs les plus éminents du musée y montrent, à l'aide de 13 reproductions en couleur et 68 en noir et blanc, les peintures de la Galerie d'art classique et moderne. Dans son excellente introduction, Zsuzsa Urbach nous raconte l'histoire du musée lui-même et de ses collections. Elle rappelle par la même occasion que ce n'est pas seulement grâce à ses chefs-d'œuvre que le musée de Budapest peut être classé parmi les plus grandes collections d'Europe : les très belles créations de beaucoup d'autres artistes de deuxième importance y contribuent également. Les œuvres de ces maîtres enrichissent le musée, le diversifient ; du point de vue du chercheur c'est d'un apport irremplaçable lorsqu'il cherche à définir certaines écoles ou ateliers.

Grâce aux soins communs des Éditions Corvina et Magyar Helikon est paru en français le livre de György Rózsa, d'une très belle finition, sous le titre de *Les plus beaux tableaux de la Galerie Historique*. La Galerie Historique est une collection publique qui a su rassembler et exposer les sources picturales de l'histoire hongroise et que l'auteur nous fait connaître au début de son ouvrage. György Rózsa nous présente 55 des plus intéressantes pièces parmi les quelque 2 500 œuvres que contient la collection, à l'aide d'excellentes reproductions en couleur et tout en réservant une place à quelques chefs-d'œuvre de la peinture hongroise du XIX^e^ siècle. Une riche bibliographie et une liste des reproductions complètent, après les analyses de tableaux, cette étude soignée et compétente. Nous pourrons lire dans le prochain volume de la série Galerie Nationale Hongroise l'ouvrage rédigé par Mme Kisdégi née Irén Kirimi, et qui s'intitule *Natures mortes à la Galerie Nationale Hongroise*. L'auteur y entreprend une présentation des changements par époque de la nature morte en fonction de ses genres et de ses thèmes. Ce livre contient de nombreuses reproductions et paraît aussi en français.

Corvina a fait paraître au cours des années plusieurs monographies d'artistes. Dans la collection « A művészet világa » (Le monde des arts) est paru le volume d'András Székely intitulé *Mihály Munkácsy*, en langue allemande, avec 17 reproductions en couleur et 30 en noir-et-blanc par les soins des Éditions Corvina de Budapest, Arkady de Varsovie et Henschelverlag de Berlin. L'auteur brosse à grands traits la vie artistique hongroise dans la seconde moitié du XIX^e siècle ainsi que le chemin parcouru par Munkácsy. La préoccupation principale du livre est l'analyse picturale. Le livre élu « plus beau livre de l'année 1977 » est une monographie sur le peintre József Rippl-Rónai par István Genthon, en anglais et en allemand. On trouve dans ce volume une étude de Genthon déjà publiée en 1958, avec un nouveau choix de 176 reproductions en couleur. Ceux qui s'intéressent à l'art de la charnière des deux derniers siècles peuvent y suivre le travail de Rippl-Rónai dont les plus belles œuvres reprennent vie dans les interprétations compétentes de l'auteur. Le plus récent volume de la collection « Magyar Festők » (Peintres hongrois) est une monographie d'András Székely intitulé *Csók István* et paru avec un résumé en anglais, français et allemand. Avec 24 reproductions en couleur et 9 en noir-et-blanc, l'auteur a fait une sélection parmi les meilleures œuvres qui jalonnent la longue carrière du maître. Celle-ci se divise en de nombreuses périodes, toutes les tendances de style ayant eu sur ce peintre un certain effet, depuis une variante est-européenne de l'impressionnisme jusqu'au fauvisme, et elles s'incorporèrent organiquement à son art. C'est d'ailleurs justement pourquoi son style est inimitable.

Le livre de János Balázs, *A Hungarian Gipsy Artist*, paru en anglais, est une parution inhabituelle. Le volume publie les écrits, les poèmes et les peintures d'un artiste naïf d'origine tzigane, peignant avec un grand talent depuis 1968, et découvert à l'âge de 66 ans en 1971. Les plus intéressants sont peut-être les éléments figuratifs débordant d'imagination, quasi visionnaires que contient sa peinture qui a provoqué un grand étonnement partout en Europe après l'exposition très réussie de 1971 à Budapest.

Le livre de German Karginov présentant, en français, Rodtchenko, est une co-édition Corvina — Éditions du Chêne (Paris) qui a été élaborée sur la base de l'édition russe de 1975. L'étude, extrêmement soignée, nous guide tout au long de la carrière du grand artiste. L'auteur analyse avec compétence certaines périodes de la création de l'artiste, examine ses rapports avec le théâtre, le film, la photo. Une bibliographie, une liste des expositions et de nombreuses reproductions viennent compléter ce volume.

L. VARGA

ETHNOGRAPHIE

A magyarországi délszlávok néprajza (Etnografija Juznih Slavena u Madarskoj) I-II. (Ethnographie des Slaves du Sud en Hongrie)

Nous avons déjà rendu compte de la série exemplaire, intitulée *A magyarországi nemzetiségek néprajza* (Ethnographie des nationalités de Hongrie), dont la Société Ethnographique Hongroise a entrepris la publication à partir de 1975 (Néprajzi Hírek 12/1977). Le but de la série est de promouvoir sous tous les aspects l'étude des nationalités en Hongrie, dont le nombre monte à environ un demi-million, c'est-à-dire un peu moins de cinq pour cent de la population. Les différents volumes sont écrits dans la langue des nationalités respectives, et ont un résumé en hongrois et dans une des langues internationales (le présent volume en allemand). Les volumes précédents présentaient la vie des nationalités allemande, roumaine et slovaque. Ils ont été suivis d'un volume sur les Slaves du Sud (1975) et d'un deuxième en 1977. (D'autres volumes doivent paraître prochainement sur les autres nationalités.) Ces deux volumes portent le même titre (Etnografija Juznih Slavena u Madarskoj (I-II), plus exactement, le titre est rédigé en quatre (!) langues, croate, serbe, slovène et hongrois. Les deux volumes sont publiés par la Société Ethnographique Hongroise et l'Union Démocratique des Slaves du Sud de Hongrie. Le directeur de toute la série est Iván Balassa, les rédacteurs des volumes parus sont Iván M. Balassa et Marko Dakić.

Le premier volume est introduit par le président de la Société Ethnographique Hongroise, Gyula Ortutay, décédé depuis. Puis viennent six études : une sur le jardinage dans un village sud-slave de Hongrie, puis d'autres sur les coutumes de Noël des Serbes de Pomáz,

sur les croyances relatives à la Sainte-Barbe, sur les coutumes de Pentecôte, et deux études sur les coutumes de noces. Une brève postface de Mišo Mandić, secrétaire général de l'Union Démocratique des Slaves du Sud de Hongrie, clôt le volume. Sur les 159 pages du livre on trouve des textes, des notes, des photos concernant les phénomènes étudiés. Cette publication comble les lacunes existant dans les recherches sur les coutumes tant des Slaves du Sud que de la Hongrie.

Le deuxième volume, de 217 pages, surpasse encore le précédent. Il contient onze études d'auteurs de Hongrie et de l'étranger. Ici également, l'objectif était de fournir de riches matériaux : des études de synthèse y figurent également. Tout d'abord des articles qui donnent une systématisation ethnique des groupes sud-slaves en Hongrie, et des articles qui décrivent la vie des Slovènes dans le passé et de nos jours. Quatre études traitent les coutumes, d'autres les chansons folkloriques, les broderies, l'agriculture et la viticulture, les prénoms des Croates de Hercegszántó, et enfin le village-musée bounievatz (sous-groupe serbe) de Csávoly.

Ces volumes nous fournissent des informations solides, et nous espérons que d'autres paraîtront encore dans la série, contribuant à sauvegarder la belle culture populaire, particulière et autonome des nationalités de Hongrie, et à faire prospérer les recherches ethnographiques fructueuses dans ce domaine.

A magyar néprajztudomány bibliográfiája (1850-1870). Tanulmányok és adatok a Kárpát-medence etnográfiájához. (Bibliographie de l'ethnographie hongroise 1850-1870. Études et données relatives à l'ethnographie du bassin des Carpates.) (Directeur de publication : István Sándor.)
Budapest, Akadémiai, 1977.

Comme nous l'avons déjà écrit (*Néprajzi Hírek* 8/1973, 247-248), la maison d'édition et le Groupe de Recherches Ethnographiques de l'Académie des Sciences de Hongrie s'occupent depuis des années de l'élaboration d'une bibliographie ethnographique complète. Au Musée Ethnographique, un groupe de travail, sous a direction d'István Sándor, a rassemblé les matériaux du XIX^e^ siècle dont on vient de publier deux décennies, de 1850 à 1870. Ont paru précédemment les volumes des années 1945-1954 (en 1965), 1955-1960 (en 1971), également sous la direction d'István Sándor. Dans les années à venir paraîtront probablement les matériaux de périodes encore plus éloignées. Le présent volume apporte peu de changement à la pratique déjà existante des bibliographies. Il commence par une table des matières extrêmement détaillée, suivie de la liste des titres des périodiques dépouillés, ainsi que de l'énumération des abréviations. L'introduction expose les circonstances de la naissance du volume. Puis vient la bibliographie avec 16 297 titres, qui, sans être complète, contient toutes les données accessibles. Afin de permettre l'utilisation de cette œuvre sur le plan international, les divisions et l'introduction informative sont répétées à la fin du livre en allemand, anglais et russe (50 pages pour chaque langue). On y trouve en outre un index des noms géographiques et des noms de personnes. Par conséquent, ce volume est au fond une publication en quatre langues. Il constitue une source de premier ordre pour les recherches ethnographiques internationales, et un document des changements survenus au cours du siècle dernier dans la culture populaire hongroise.

Dömötör, Tekla : *Coutumes populaires en Hongrie* (Art Populaire Hongrois 6.)
Budapest, Corvina, 1977.

En 1969 fut lancée, sous la rédaction de l'académicien Gyula Ortutay, décédé en 1978, une série vulgarisatrice sur l'art populaire, publiée en quatre langues (hongroise, française, allemande, anglaise). Huit volumes ont vu le jour jusqu'ici (Gy. Domanovszky : *La céramique populaire hongroise*, J. Manga : *La musique populaire hongroise et ses instruments*, A. Gáborján : *Costumes paysans hongrois*, K. K.-Csilléry : *Les meubles paysans hongrois*, J. Manga: *L'art des bergers*, E. Fél : *Broderies anciennes sur toiles*) et le présent volume dont nous avons rendu compte dans les *Nouvelles Études Hongroises*. Ces volumes donnent une bonne vue d'ensemble des différents domaines de notre discipline, ils publient les données historiques et ethnographiques les plus importantes et contiennent des illustrations intéressantes bien choisies : c'est pourquoi ils constituent de bons manuels, non seulement pour le grand public, mais aussi à l'intention des spécialistes. Il n'en est pas moins vrai qu'ils sont destinés en premier lieu au grand public, aussi sont-ils vite épuisés. Chaque volume connaît de nouvelles éditions dans presque toutes les langues, mais

elles ne diffèrent presque pas de la première.

Le livre de Tekla Dömötör, qui dirige depuis une dizaine d'années la chaire de folklore à l'Université de Budapest, s'écarte de cette pratique. La première édition a paru en 1972, comme 6e volume de la série (cf. *Néprajzi Hirek* 9/1974, 258-261) et la présente édition contiennent plusieurs modifications qui apportent encore plus de précision, et rendent l'ouvrage plus clair et plus moderne.

Dans le texte, on trouve deux appoints précisant les données et un nouvel alinéa de clôture. Les deux tiers des planches en couleur sont neuves (mais la couverture reste l'ancienne) et dans les planches en noir-et-blanc on en compte sept qui ne figuraient pas dans l'édition précédente. Ce sont également les photos de Péter Korniss, parfois des pièces meilleures, plus expressives d'une série de prises. A la bibliographie, l'auteur a ajouté dix nouveaux titres (des travaux anciens et plus récents), mais de façon incompréhensible, la référence à quelques ouvrages importants est biffée dans la nouvelle édition. La carte géographique est complétée des données des planches nouvelles. Des modifications typographiques ont également été faites. En général, la nouvelle édition en dit un peu plus sur les coutumes des Hongrois vivant aujourd'hui au-delà des frontières de la Hongrie.

Quant à la substance, l'œuvre reste inchangée : c'est une vue d'ensemble et, malgré ses dimensions modestes, un travail de valeur scientifique.

Népi gyógyítás Magyarországon — Ethnomedicine in Hungary. Budapest 1975. (Orvostörténeti Közlemények — Communicationes de historia artis medicinae. Supplementum 7-8. Réd. : József Antall et Géza Buzinkay.)

Dans ce livre, les auteurs passent en revue les questions de l'ethnomédecine en Hongrie. Quatre études sont consacrées aux vieux procédés médicaux, aux soins donnés aux enfants, aux procédés de cure, ainsi qu'aux croyances qui s'y rattachent. Au début du volume, Mihály Hoppál et László Törő donnent un tableau d'ensemble de l'ethnomédecine en Hongrie, complété d'une bibliographie et de riches illustrations.

Tout cela en deux langues, en hongrois et en anglais, ce qui rend l'ouvrage accessible aux chercheurs étrangers. Les historiens de la médecine, les ethnologues et, en général, les historiens de la civilisation y trouveront de riches renseignements, inaccessibles jusqu'à présent.

V. Voigt

MUSICOLOGIE

Documenta Bartókiana Heft 5.
Neue Folge
Hrsg. von László Somfai
Budapest, Akadémiai, 1977.

Les *Documenta Bartókiana* (que nous désignerons par l'abréviation *Doc B)* constituent une publication périodique publiée par les Archives Bartók de l'Institut de Musicologie de l'Académie des Sciences de Hongrie. Les cahiers I à IV ont été rédigés sous la direction du premier directeur des Archives, le remarquable musicologue belge Denijs Dille, qui s'est fixé en Hongrie. Dille est également l'auteur de bon nombre des études publiées dans cette série. C'est László Somfai qui lui a succédé à la tête des Archives Bartók. Après sept années de silence (le numéro 4 étant sorti en 1970), une nouvelle série vient d'être lancée sous la direction de László Somfai.

Dans la préface, le professeur Somfai explique comment et pourquoi les *Documenta Bartókiana*, qui étaient au départ l'œuvre d'un seul homme, sont devenus le résultat du travail de toute une équipe de chercheurs hongrois et, comme il faut l'espérer, bientôt de chercheurs de divers pays. Le directeur de la publication évoque également les changements indispensables qui ont été apportés à la thématique. Les *Doc B* publiés par Dille se limitaient pratiquement à la publication des documents conservés aux Archives Bartók de Budapest. Ce nouveau numéro, ainsi que ceux qui sont en préparation, puisent moins exclusivement dans les documents des Archives Bartók du fait que « les matériaux primaires dont nous disposons n'ont pas augmenté » (p. 8). Dorénavant, du moins en principe, le contenu des *Doc B* se répartira comme suit : 1° Grandes études, 2° Correspondance, 3° Recherche, 4° Interprétations, 5° Bibliographie (présentation des nouveaux ouvrages spécialisés importants sur Bartók). Pour l'instant, il ne s'agit

que d'un principe de rédaction, puisque la rubrique « Correspondance » n'a par exemple pas trouvé place dans le numéro qui vient de sortir.

Nouveauté formelle mais importante, également formulée dans la préface : les textes écrits dans une langue non universelle paraissant pour la *première* fois dans les *Doc B* seront présentés, non pas seulement en traduction, mais également en texte original. Ceci répond bien aux objectifs philologiques de cette publication. On trouve également d'autres changements « formels » destinés à rendre plus faciles à lire les textes présentés. Contrairement à ce qui était le cas dans la série originale, les notes ne figurent pas en bas de page. On comprend que le directeur de rédaction ne veuille pas publier une masse de notes « accompagnées » des textes principaux. Pourtant, nous ne considérons pas comme pratique l'idée de renvoyer le lecteur à certains cahiers précédents. Il n'est en effet pas sûr que ceux qui lisent la nouvelle série possèdent les numéros I à IV.

Ce cahier de 224 pages, complété d'un appendice réunissant 23 illustrations, contient cinq études de grande envergure et trois critiques de livres sur Bartók de l'auteur de ces lignes. László Somfai publie quatorze textes de Bartók, études sur la musique contemporaine et récits de concerts à Budapest datant de 1920-21, sous le signe de l'édition critique. Il s'agit en fait d'une trentaine de textes, puisque Somfai fait également place aux brouillons des articles en impression et (sauf un) publiés à l'étranger. Malheureusement, c'est précisément le maillon le plus important de la chaîne qui manque, à savoir la série des manuscrits de Bartók envoyés aux revues spécialisées étrangères, qui a disparu au cours des années troublées qui ont suivi. Nous savons pourtant que certaines revues ont modifié les textes originaux en leur ajoutant des sous-titres ou en modifiant certains accents. Les textes de Bartók présentés ici, dont plusieurs sont inédits, viennent jeter une lumière nouvelle sur les vues de Bartók sur la musique de son époque, et enrichissent considérablement le portrait humain d'un Bartók qui se retourna nettement contre la Hongrie officielle des années vingt.

Vera Lampert a établi le catalogue des œuvres du XX^{e} siècle figurant dans la collection de partitions du compositeur. Plus exactement, elle a classé les documents des sources hongroises, n'ayant pas à sa disposition de sources américaines pour effectuer un travail plus complet. Outre les données bibliographiques générales, elle mentionne la manière dont Bartók est entré en possession de ces partitions (achats, cadeaux, etc.), le texte des dédicaces éventuelles et la présence de notes de Bartók s'il y a lieu.

L'auteur du catalogue a procédé à des simplifications des plus raisonnables. C'est ainsi qu'elle renonce à énumérer une par une toutes les œuvres chorales de Kodály que possédait Bartók, se contentant de noter qu'il avait un exemplaire de toutes les partitions imprimées de Kodály. De même, elle ne cite pas par le menu tous les manuscrits dont l'un des élèves favoris de Bartók, Imre Weisshaus (qui vit maintenant à Paris sous le nom de Paul Arma), a fait cadeau à son maître. Le catalogue ne fait également pas mention des partitions figurant en supplément des revues musicales dont Bartók faisait collection.

Outre les œuvres complètes de Kodály, Bartók possédait 21 compositions de Stravinski et 11 partitions de Schönberg. Quatorze partitions de Debussy ont l'air d'avoir été feuilletées souvent. Les œuvres françaises sont nombreuses : on y trouve beaucoup de partitions de Durey, de Vincent d'Indy, d'Ingelbrecht, de Darius Milhaud, de Poulenc, de Ravel, de Germaine Tailleferre, de Florent Schmitt, etc., pour la plupart dédicacées. Évoquant leur rencontre à Paris, Francis Poulenc écrit sur la partition du *Bestiaire :* « Mon cher Bartók, je suis navré de ne pouvoir vous dire au revoir aujourd'hui chez Madame Dubost. Que ces quelques mélodies vous portent donc mon amitié et mon admiration. Vous avez fait bien plaisir à tous les jeunes musiciens français en venant nous jouer à Paris votre merveilleuse sonate et toutes vos pièces de piano. Merci. J'espère vous revoir bientôt, soit ici, soit à Budapest. En tout cas, n'oubliez pas de me faire envoyer, sitôt parues, vos « Improvisations » et vos quatre chansons. De mon côté, je vous expédierai les « Impromptus ». Encore mille choses de votre ami Poulenc. 14 avril 1922. »

Le répertoire des œuvres contemporaines jouées par Bartók en concert, établi par János Demény, est étroitement lié à ce catalogue. Le lecteur y découvre avec toutes les précisions exigées par la situation actuelle de la recherche où, quand et comment Bartók a joué telle ou telle œuvre et qui étaient ses éventuels partenaires. Il ressort de ce répertoire que Bartók jouait le plus souvent, outre les œuvres de Kodály, des compositions de Debussy et de Ravel.

Dans la rubrique « Recherche », Vera Lampert publie les esquisses du mouvement final du 2e *quatuor* de Bartók. Ces esquisses proviennent du legs de Zoltán Kodály. Elles permettent de se faire une idée fort intéressante de la méthode de création du compositeur.

László Somfai analyse le style caractérisé par le rubato de Bartók pianiste dans la rubrique « Interprétations », en comparant les différences des enregistrements de 1930 et de 1940 de la *Soirée sicule*, et en analysant également les différences avec la partition. László Somfai a enregistré sur bande l'interprétation de Bartók sur disque, puis a analysé l'enregistrement au ralenti, pour ainsi dire au microscope. Nous attirons l'attention des interprètes de Bartók sur les résultats de ces travaux.

On trouvera dans l'Appendice, qui contient les illustrations, des facsimilés de brouillons de quelques articles de Bartók, des esquisses du 2e *quatuor*, des programmes de concert annonçant des œuvres contemporaines interprétées par Bartók, ainsi que des photographies de Bartók en concert. Le volume est complété d'un index des personnes et des matières citées.

Terminorum musicae index septem linguis redactus
Sous la direction de Horst Leuchtmann
Budapest, Akadémiai — Bärenreiter Verlag, Kassel, 1978.

C'est lors de son VIIe Congrès, tenu à Cologne en juin 1958, que la Société Internationale de Musicologie a proposé de publier un dictionnaire de la musique en plusieurs langues. La réalisation de ce projet a pris longtemps. Les préparatifs se sont faits sur plusieurs plans simultanément, et l'Association Internationale des Bibliothèques Nationales a apporté elle aussi son appui au projet. Après 1966, un volume de 800 pages contenant dans la présentation habituelle d'un dictionnaire la version allemande, anglaise, française, espagnole, hongroise, italienne et russe des termes musicaux a enfin vu le jour. C'est Horst Leuchtmann (Munich), le directeur de la rédaction, qui s'est chargé de la partie allemande, et qui a choisi pour chaque langue un rédacteur différent, tout en assurant bien sûr les travaux de coordination pour l'ensemble de l'ouvrage. La terminologie anglaise est due à John A. Parkinson, le vocabulaire français à Nicole Wild, les termes hongrois à András Székely, la terminologie espagnole à Daniel Devoto, la version italienne à Rosanna Delmonte, et les termes russes à Gita Balter et Natalia Malina. Les travaux de rédaction étaient supervisés par une commission mixte internationale de neuf membres placée sous la direction de Vladimir Fédorov. En outre, quatorze musicologues ont concouru au choix thématique des rubriques du dictionnaire.

Il s'agit en l'occurrence d'une entreprise hors pair, qui n'aurait certainement pas pu voir le jour sans cette coopération internationale. Malgré ce que semblent indiquer ses dimensions, ce dictionnaire qui compte à peu près huit mille mots est un dictionnaire uniquement *linguistique*, ne comportant donc pas de définitions. On y trouve uniquement les équivalents de chaque terme dans les six autres langues. Pour les définitions, il faut avoir recours à une encyclopédie de la musique. On comprend qu'une encyclopédie de la musique en sept langues aurait vraiment été une entreprise par trop gigantesque. Tel quel, ce dictionnaire représente une splendide réalisation scientifique. Cet ouvrage constituera une véritable bible pour les traducteurs, qui ne peuvent pas être familiarisés avec tous les détails de la musicologie et de ses nombreux secteurs. Mais ce dictionnaire sera également indispensable aux musiciens. On sait en effet combien les langues latines et la terminologie anglaise diffèrent dans les choses les plus élémentaires (valeurs rythmiques, tons, etc.) des termes allemands et de ceux qui sont usités dans les pays qui ont élaboré autrefois leur langage musical sur le modèle de la terminologie allemande.

La langue de fond choisie pour la systématisation n'en est pas moins l'allemand, étant donné que le directeur de rédaction, Horst Leuchtmann, avait commencé ses travaux avant le lancement du projet d'un dictionnaire en sept langues. Mais le système adopté est très clair, et la recherche des équivalents dans les différentes langues ne pose pas de difficultés.

Quelque volumineux qu'il soit, ce dictionnaire est incomplet, comme tout ouvrage précurseur dans un genre. Ses rédacteurs en sont conscients, et, comme ils le soulignent à la fin de la préface : « L'expérience prouve qu'il sera plus facile, maintenant que le Dictionnaire est soumis au public, d'obtenir des conseils compétents. La Commission internationale mixte prie donc les utilisateurs de ce Dictionnaire de faire part des corrections et améliorations nécessaires au Dr. Horst Leuchtmann... »

La longueur des travaux préparatoires s'explique par le fait que bon nombre des termes usités dans les expériences musicales les plus récentes ne figurent pas dans l'ouvrage. On est frappé par la différence de niveau qui apparaît dans le travail des rédacteurs des différentes langues. Beaucoup de termes italiens, surtout, qui appartiennent pourtant au langage musical historique (par exemple à l'histoire de l'opéra) sont absents. Mais la partie française laisse aussi beaucoup à désirer. Pour ne mentionner qu'un exemple, c'est en vain qu'on cherchera le mot *courante*.

Mais comme nous le disions plus haut, les rédacteurs eux-mêmes sont conscients du fait que ce travail d'avant-garde ne peut être considéré comme définitif. Et finalement ce n'est pas ce qui manque qui est le plus important, mais bien tout ce que l'on trouve dans ce dictionnaire. Grâce à cet ouvrage, les pratiquants de six langues universelles et de la langue hongroise en plus pourront désormais communiquer mieux, d'une manière plus précise, plus claire, même dans le domaine musical. Il est difficile de se rendre compte dès à présent de la signification d'un tel pas en avant, ne serait-ce que parce qu'il n'existe sans doute pas de musicien maîtrisant les sept langues à la fois. C'est la pratique qui conférera toute son authenticité à cette entreprise monumentale.

Bálint Sárosi : *Zigeunermusik*
Budapest, Corvina, 1977.

L'auteur de cet ouvrage, qui dirige le département de Musique Populaire de l'Institut de Musicologie de l'Académie des Sciences de Hongrie, est l'un des meilleurs spécialistes hongrois de la musique folklorique. Ses travaux personnels sont centrés sur la musique populaire instrumentale, et il est l'auteur du premier volume, consacré aux instruments populaires hongrois (Leipzig, 1967), d'une collection destinée à faire connaître les instruments de musique populaires des différents pays d'Europe. C'est probablement au cours de ses recherches si diversifiées sur la musique populaire instrumentale qu'il a découvert la thématique de la musique tzigane. Dans cet ouvrage publié en 1971 en hongrois et en allemand en 1977, il traite avec une exhaustivité monographique de ce thème extrêmement ramifié.

La musique tzigane, du moins du début du XIX^e^ siècle à la diffusion internationale des travaux de Bartók et Kodály, a été considérée dans le monde comme la musique hongroise par excellence, et c'est sous cette forme qu'elle est devenue populaire. De nos jours encore, le jeu virtuose et abondant en improvisations des orchestres tziganes se produisant dans les restaurants est connu et aimé de par le monde en tant que style musical caractéristiquement hongrois. Dans son livre faisant preuve d'une grande exactitude et d'imposantes connaissances, Bálint Sárosi établit la ligne de démarcation entre la musique tzigane et la musique populaire hongroise, tout en analysant leurs points de rencontre et leurs influences réciproques.

Il nous parle des Tziganes eux-mêmes et de leur musique populaire propre, qui n'a rien à voir avec la musique interprétée par les orchestres tziganes. L'auteur met au jour les connexions entre les musiciens tziganes et la musique hongroise historique, en remontant jusqu'au XVI^e^ siècle. Il explique le fonctionnement des premiers orchestres tziganes devenus célèbres en Europe, et analyse leur répertoire, celui de la musique de *verbunkos* (musique de recrutement), dont on retrouve l'influence dans certaines œuvres de Haydn, de Mozart, de Beethoven et de Schubert. La chronique de l'activité des orchestres tziganes du milieu du XIX^e^ siècle constitue un thème à part. L'auteur analyse dans un chapitre séparé l'effet produit par le célèbre livre de Liszt *Des Bohémiens et de leur musique en Hongrie* (Paris, 1859) et la polémique qu'il a provoquée. Liszt ne connaissait pas (et ne pouvait pas connaître) la musique paysanne hongroise, et il considérait la musique tzigane comme la musique du peuple. Il a largement puisé dans ce matériau musical dans ses œuvres, et pas uniquement dans ses rhapsodies hongroises. Sárosi analyse ensuite l'histoire du chant hongrois composé en style populaire, genre de prédilection des orchestres tziganes né au XIX^e^ siècle, ainsi que ses marques de style caractéristiques, fort différentes de celles de la musique populaire véritable. L'auteur explique combien la situation sociale des musiciens tziganes jouant pour les représentants de la haute société était différente de celle des Tziganes villageois, qui cohabitaient avec les paysans et étaient en contact avec la musique populaire. Il analyse ensuite le jeu et le style des musiciens tziganes « de la haute société » et « paysans ». Enfin, le chapitre final est consacré aux musiciens tziganes d'aujourd'hui, observés sur leur « lieu de travail », c'est-à-dire les restaurants et les cafés, et à leur répertoire.

Le livre est complété de 30 illustrations, de 39 exemples musicaux particulièrement bien choisis, de nombreuses notes et d'une liste des sources utilisées. En outre, un index des noms cités facilite l'utilisation de l'ouvrage.

J. BREUER

VARIA

Dufton, Thelma et Graves, Robert : *An Angle on Hungary*
Corvina, Budapest, 1977.

« ...Des chevaux et des grues, des cigognes et des aigrettes — et des poètes partout » c'est par ces mots que l'excellent écrivain Robert Graves, vieil ami de la Hongrie, commence la présentation du pays dans son introduction à ce livre. Tout comme la photographe australienne Thelma Dufton, il a passé quelques mois en Hongrie à plusieurs reprises et ils ont réuni dans ce livre leurs impressions par écrit et à travers les photos. Les belles reproductions expressives et originales de Thelma Dufton alternent avec des vers. Les poèmes des plus illustres poètes hongrois, Sándor Petőfi, Endre Ady, Attila József et d'autres, étayent ce que disent les images. La photographe parle de cet ouvrage en ces termes : « Ce livre est nettement subjectif, ce sont les réactions personnelles d'un étranger vivant en Hongrie à la vie du pays. »

Studinka, László : *Mit heissem Jägerherzen* (Journal d'un chasseur). Corvina, Budapest — Paul Parey, Hamburg und Berlin 1977.

Ce livre, publié en coproduction avec la maison d'édition de la République Fédérale d'Allemagne, émouvra sûrement plus d'un chasseur allemand. L'auteur est inspecteur d'un immense domaine de chasse dans le Sud de la Hongrie, et il s'adonne à la chasse avec passion depuis sa jeunesse. Les chasseurs parlent de cette région comme du « paradis hongrois des cerfs » (pourtant ce n'est pas pour les cerfs que c'est un paradis, mais pour eux !). Dans le livre on trouve, illustrées de photos, des histoires passionnantes, des anecdotes pittoresques sur des chasseurs, des chiens de chasse et les animaux des forêts (cerfs, chevreuils, sangliers, oiseaux sauvages).

Varnusz, Egon : *Die ausgewählten Partien von Lajos Portisch*
Corvina, Budapest, 1977.

Ce nouveau livre d'échecs de la maison d'édition Corvina contient la biographie du grand maître international d'échecs Lajos Portisch, l'histoire de ses championnats, et ses parties les plus célèbres. L'auteur décrit les premières parties de ce jeune provincial de quinze ans, son évolution, les parties passionnantes des championnats hongrois et internationaux. Il donne la description exacte de 86 parties avec les diagrammes.

É. DEÁK-VERESS

LIVRES POUR ENFANTS ET POUR LA JEUNESSE

Száva, István : *Der Luchs blickt in die Sonne* (Le lynx regarde dans le soleil). Traduit par Heinrich Weissling. Budapest, Corvina, 1977.

Le lecteur allemand pourra lire un nouveau volume de la série de romans de vulgarisation pour la jeunesse que publie, en hongrois, la maison d'édition Móra. (Un des précédents, sur Archimède, était également d'István Száva : *Der Gigant von Syrakus*, paru déjà en quatre éditions.) *Le lynx regarde dans le soleil* a pour sujet la vie de Galilée. Le titre est une référence à l'« Académie Lynx », société savante dans la Rome du XVII^e^ siècle, formée uniquement d'inventeurs, et qui comptait également parmi ses membres l'illustre physicien et astronome. L'auteur présente au lecteur la vie du savant, pleine de péripéties, jalonnées de grandes gloires et de grands échecs, ainsi que toute son activité.

Janikovszky, Éva et Réber, László : *Incroyable mais vrai.*
Corvina, Budapest — Flammarion, Paris, 1977.

Janikovszky, Éva et Réber, László : *Si j'étais grand.*
Corvina, Budapest — Flammarion, Paris, 1977.

L'année dernière, deux nouveaux livres de l'illustre duo hongrois ont paru chez Flammarion. Le succès fut immédiat, les livres obtinrent le Diplôme des meilleurs livres pour les Jeunes.

Dans *Incroyable mais vrai*, le petit enfant trouvera de vieilles photos au charme irrésistible et des dessins de nos jours qui l'orienteront dans le labyrinthe des rapports familiaux.

Si j'étais grand est un des premiers livres de cette série et peut-être le plus amusant. C'est une critique des enfants et des adultes, spirituelle, pleine de tact, mais qui n'en met pas moins le doigt sur la plaie. Le petit enfant, livré aux adultes, aspirant à sortir de l'enfance, est envahi par les paroles stéréotypées des grandes personnes : mais à la fin des fins, celles-ci contenaient peut-être quand même des ordres pertinents.

Nous pourrons dire à propos des deux livres que le texte, aussi bien que les illustrations, sont distrayants pour les enfants comme pour les adultes.

Kormos, István et Gaál, Éva : *Die Katze mit dem Giraffenhals.* (Le chat qui a un cou de girafe).
Budapest, Corvina, 1977.

Ce livre doit sa naissance à une idée d'artiste graphique. C'est une profession de foi en faveur de la force du pouvoir des couleurs à créer une ambiance. Les dessins d'Éva Gaál et le conte d'István Kormos, excellent poète décédé récemment, conduisent les enfants dans un fantastique univers de couleurs où le héros, Paletto, aidé du chat au cou de girafe, triomphe de toutes machinations des intrigants lilas, même de l'orage menaçant par lequel ils voulaient effacer les délicates peintures du pays des Couleurs.

Fehér, Klára : *Oxygenien.*
Traduit par Heinrich Weissling.
Budapest, Corvina, 1977.

Cet écrivain qui jouit d'une grande popularité et qui parle en général aux adultes des problèmes de nos jours, publie à présent un roman pour la jeunesse, en allemand. Et ce roman ne s'occupe plus de nos jours, mais de nos lendemains Un cosmonaute « fait naufrage » et. échoue sur une planète éloignée, Oxygénie, où il apprend que jadis il y avait là une vie florissante, mais que, à cause de la pollution de l'environnement par une population inconsciente, tout y a été détruit. Ceux qui habitent cette planète et y vivent péniblement sont dominés par une minorité exploitant les autres, mènent déjà une lutte désespérée rien que pour subsister. Le voyageur de la Terre pénètre les secrets du groupe dominant et, avant son retour, il libère la population d'Oxygénie.

Ce passionnant roman de science-fiction attire l'attention de la jeunesse sur ce qui menace notre vie.

Der Nagelkönig. Zigeunermärchen (Le roi des clous. Contes tziganes). Remaniés par Zoltán Jékely, illustrations de Viola Berki.
Budapest, Corvina, 1977.

Dans la série variée des recueils de contes populaires publiés dans l'Europe entière, ce recueil des contes tziganes de Hongrie introduit une note insolite, originale. Dans ces contes, remaniés pour enfants, il y a aussi des rois, des pauvres, des dragons et des sorciers, mais les histoires présentent d'innombrables péripéties inattendues, des complications, des vicissitudes. L'imagination débordante qui s'y manifeste est très caractéristique des contes tziganes.

Kapocsy, István et Kormos, István et Engl, Géza : *Bummel im Zoo* (Promenade au Zoo).
Budapest, Corvina, 1977.

Dans ce livre, on parle de petites bêtes à de petits hommes. De charmantes photos humoristiques présentent les habitants du zoo, surtout les petits, tandis qu'ils jouent, ou mangent auprès de leur mère ou avec leurs frères. Les photos pleines de gaîté, faites avec beaucoup de patience et avec un coup d'œil juste, sont accompagnées des vers plaisants d'István Kormos és de Géza Engl. Le livre se termine par un petit dictionnaire contenant des renseignements plus précis sur les habitants du zoo.

Papp, Antal : *L'Ungheria* (Guida con 58 piante e 40 fotografie).
Budapest, Corvina, 1976.

Un petit volume épais conduit le voyageur à travers le pays, lui montrant d'abord la capitale, puis les régions les plus intéressantes pour le touriste, le coude du Danube, les montagnes du Nord du pays, la célèbre Grande Plaine, la Transdanubie et évi-

demment le Balaton. Des conseils pratiques et des plans et cartes géographiques aident le voyageur à s'orienter.

Cseke, László : *The Danube Bend* (Le coude du Danube).
Budapest, Pannonia, 1976.

Jetez un regard sur la carte de la Hongrie et vous verrez tout de suite que le Danube arrive dans le pays en direction Ouest-Est, et le quitte en direction Nord-Sud. Mais la carte ne montre pas combien cet angle droit renferme de monuments historiques placés, ni combien ce paysage est beau. Ce petit guide de poche donne aux touristes des conseils pratiques sur les curiosités et les possibilités de distraction et d'excursion.

É. Deák-Veress

Revues

QUESTIONS GÉNÉRALES

The New Hungarian Quarterly 1977

Le numéro 65 du NHQ, sorti au printemps de 1977, est paru pendant une période historiquement importante qui a suivi la signature de l'Acte Final d'Helsinki et a précédé la Conférence de Belgrade. Cette période était en Europe et dans le monde entier celle des bilans, des regards en arrière sur le chemin parcouru et les résultats atteints et des résolutions concernant les tâches à accomplir dans le domaine de l'élargissement de la détente et de la coexistence pacifique. Il est donc tout naturel que la revue accorde une grande place aux problèmes de la sécurité et de la coopération en Europe. Les auteurs des articles présentés abordent ces questions sous l'angle juridique, économique et culturel.

Le ministre hongrois des Affaires étrangères, Frigyes Puja, passe en revue les événements de la vie internationale qui ont servi le progrès de la cause de la paix et de la sécurité au cours de l'année 1976. Le ministre souligne les efforts déployés par la Hongrie dans le domaine du développement des rapports entre pays socialistes et pays capitalistes afin de rendre le processus de détente définitif et irréversible. Il met particulièrement l'accent sur l'importance que revêtent les échanges de vues et d'expériences au plan culturel et les prises de contact personnelles. — De son côté, Péter Kulcsár traite des aspects juridiques de l'Acte Final. — József Kovalcsik fait le point des résultats atteints dans le domaine culturel : un document visant à la démocratisation de la culture a été élaboré lors de la conférence de l'UNESCO tenue à Paris en avril 1976.

Parmi les articles consacrés à l'économie, il faut mentionner avant tout celui du vice-premier ministre Gyula Szekér, qui traite de l'intensification de la coopération entre pays membres du COMECON au cours des cinq années précédentes. — Dans une étude portant le titre de *Développement économique et agriculture socialiste*, l'économiste Ferenc Donáth se penche sur le processus de la transformation socialiste de l'agriculture et analyse le phénomène qui fait qu'actuellement les coopératives voient croître leurs différences entre elles parallèlement à leur développement économique. Le nouveau système de gestion économique de 1968 est parvenu à faire cesser, grâce à l'intervention de l'État, les différences existant au niveau des revenus individuels, en dépit de la différence croissante entre les coopératives.

1976 a été marqué par le 450e anniversaire d'un événement qui devait être d'une importance décisive pour l'histoire de la Hongrie : la tragique défaite de Mohács. En effet, l'issue de cette bataille qui vit la victoire des armées de l'Empire Ottoman en constante expansion vers l'Ouest détermina le sort de la Hongrie pour fort longtemps. L'article de Ferenc Szakály cherche à mettre en lumière la naissance et les changements du rôle de la bataille de Mohács dans la conscience nationale hongroise. Zoltán Nagy nous présente pour sa part le parc commémoratif qui a été aménagé sur le champ de bataille, et qui a provoqué de vives discussions dans le pays. L'article est illustré de photographies de quatre sculpteurs de talent (Pál Kő, József Király, Sándor Kiss et István Szabó) dont des œuvres ont été installées dans le parc.

Nous trouvons dans la rubrique littéraire une nouvelle d'Erzsébet Galgóczi et une interview qu'elle a accordée à l'écrivain Ferenc Karinthy. Dans ses romans et ses nouvelles, Erzsébet Galgóczi puise dans son expérience et ses souvenirs personnels pour dépeindre le sort de paysans et décrire la transfor-

mation de la vie villageoise d'une manière très authentique et avec une grande force d'expression. Plusieurs de ses œuvres ont été adaptées à la radio et à la télévision. Erzsébet Galgóczi a reçu en 1976 le Prix Attila József.

Dans la rubrique « Revues », István Bart rend compte d'un article de György Száraz publié dans le numéro 1975/10 de *Valóság* (Réalité). Cet article traite, à partir de l'analyse d'un roman, de l'histoire et de la situation des Juifs de Hongrie, et de la naissance et de la survie des préjugés à leur égard. — L'historien et historien de la littérature Béla Köpeczi, qui est le secrétaire général adjoint de l'Académie des Sciences de Hongrie, traite dans la rubrique « Livres » d'une biographie de François II Rákóczi écrite par l'un de ses contemporains. Cette *Histoire du Prince Ragotzi ou la guerre des mécontents sous son commandement* parut en 1707 à Paris. Selon des recherches récentes, son auteur serait Eustache Le Noble, et l'ouvrage aurait été traduit en anglais en 1717. Ce livre est particulièrement intéressant du fait qu'il reflète la position de l'Europe de l'Ouest de l'époque à l'égard de la lutte pour l'indépendance menée par le prince. — Miklós Almási analyse deux œuvres de jeunesse de György Lukács, la *Philosophie de l'Art* (1912-1914) et l'*Esthétique de Heidelberg* (1916-1918), que l'on avait cru perdues, et y souligne la forme primaire des notions qui ont occupé par la suite une place primordiale dans l'esthétique marxiste de Lukács.

Dans la rubrique artistique, l'historien de l'art Iván Dévényi présente l'œuvre de l'artiste graphique d'origine hongroise Marcel Vertès (Vértes Marcell), qui émigra à Paris en 1919 à la chute de la République Hongroise des Conseils. Il devait devenir en France un caricaturiste, illustrateur et artiste graphique de renom international. — László Castiglione consacre un article à une exposition de statues provenant de la province romaine de Pannonie présentée à Székesfehérvár, tandis que Dezső Keresztúry présente aux lecteurs un buste du sculpteur Olivér Sigmond représentant l'écrivain Tibor Déry, récemment décédé.

Le NHQ a pris lui aussi sa part des manifestations marquant le centenaire de la naissance du poète Endre Ady. L'historien de la littérature László Ferenczi analyse très en profondeur la situation qui était celle de la Hongrie mi-féodale et mi-capitaliste de l'époque d'Ady, l'opposition manifestée par le poète à cette société, ses convictions politiques, les éléments de contenu de ses poèmes et leurs marques de forme, et il souligne surtout l'actualité toujours vivante de l'œuvre d'Ady et ses rapports avec la réalité hongroise d'aujourd'hui.

Après une rubrique littéraire plus abondante que de coutume, la revue fait naturellement place aux problèmes les plus importants dans le domaine politique, économique, idéologique et culturel. Au cours de l'année, le premier secrétaire du PSOH, János Kádár, s'est rendu en visite à Vienne, où il s'est entretenu avec le chancelier fédéral Bruno Kreisky. Le NHQ publie des extraits de la conférence de presse donnée dans la capitale autrichienne par János Kádár à l'issue de ces conversations. A cette occasion, le premier secrétaire du PSOH a analysé les relations de la Hongrie avec les pays ouest-européens et la coopération entre le PSOH et les partis socialistes et social-démocrates d'Europe, soulignant que la politique étrangère de la Hongrie sert la cause de la paix et de la sécurité en Europe dans l'esprit de l'Acte Final d'Helsinki. — Un article de Frigyes Puja est consacré aux points communs de la politique étrangère de la Hongrie et de celle des autres pays socialistes et à ses traits spécifiquement nationaux. Comme le souligne le ministre hongrois des Affaires étrangères, la ligne de cette politique est déterminée par la conciliation des intérêts du camp socialiste et des intérêts internationaux et par leur unité dialectique. — György Aczél, vice-premier ministre et membre du Bureau Politique du PSOH, analyse dans l'*État socialiste et les Églises de Hongrie* les rapports entre l'État et les organismes religieux du pays, ainsi que les possibilités d'élargissement de leur coopération. La justesse de la politique menée par les deux parties est démontrée par le fait que l'opposition entre croyants et non-croyants a pu être réduite au minimum dans la pratique de l'édification du socialisme.

Le numéro précédent du *The New Hungarian Quarterly* était consacré aux efforts mis en œuvre internationalement pour atteindre à une démocratisation de la culture. Dans le n° 66, M. Imre Pozsgay, ministre hongrois de la Culture, fait le point des résultats atteints en Hongrie dans ce domaine. Au cours de la période écoulée depuis la Libération, le système scolaire hongrois a connu une transformation radicale. De même, le système de l'enseignement prodigué aux adultes a été mis en place, ainsi qu'un réseau national de maisons de la culture et de bibliothèques. En 1975, une loi fixant les principes fonda-

mentaux de la formation culturelle a été votée.

On trouve ensuite dans ce numéro un article de Gyula Illyés dans lequel l'écrivain traite de questions morales fondamentales, et plus précisément de la responsabilité qui incombe aux intellectuels dans la lutte contre l'oppression et la violence.

L'auteur mentionne entre autres le combat long et héroïque de la minorité basque.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler dans nos comptes rendus sur les livres parus en 1976 de la publication en anglais d'une anthologie de la poésie hongroise moderne, en coédition chez University Press (New York) et chez Corvina (Budapest). On peut lire dans ce n° 66 du NHQ la critique qu'a consacrée au livre le professeur Eric Mottram, qui enseigne à l'Université de Londres. Une fois de plus, il est question de la difficulté que présente la traduction des poèmes hongrois et de leur réputation d'intraductibilité. Illustrant son propos de traductions d'un même poème différant totalement de par leur rythme et leur ton, le Professeur Mottram démontre combien il est difficile de décider dans certains cas si c'est le poète ou le traducteur que l'on doit critiquer. Mais ces barrières linguistiques ne sont pas infranchissables, comme le prouve le fait que Mottram considère les plus grands poètes hongrois contemporains, notamment Ferenc Juhász, Gyula Illyés, László Nagy et János Pilinszky, comme étant les égaux de l'élite européenne en la matière.

Parmi les articles portant sur l'économie, mentionnons ceux de József Bognár, qui voudrait voir élargir la coopération entre pays de régime social et économique différent, et de Ferenc Donáth, qui traite de la naissance de l'agriculture socialiste.

István Tamás nous parle d'une exposition organisée à la mémoire de Mihály Károlyi. La carrière politique de Károlyi, son sort personnel et son comportement humain ont suscité dernièrement un intérêt grandissant, encore renforcé par la parution de différentes monographies, de ses *Mémoires* et du *Journal* de sa femme, née Katalin Andrássy. Le comte Károlyi était l'un des plus grands propriétaires terriens du pays, et il fut le premier à entreprendre le morcèlement et la distribution de ses terres. Après la Première Guerre mondiale, il fut le président de la première république hongroise. Il devait passer la majeure partie de sa vie en exil. Ce sont ces années d'émigration qu'évoque l'exposition.

Un article de János Malina est consacré à la présentation d'une série d'émissions radiophoniques de Judit Dimény qui a reçu en 1975 le Prix Japon, ajoutant ainsi à la célébrité de la méthode d'enseignement musical de Zoltán Kodály, adoptée dans un nombre grandissant de pays.

Dans la rubrique artistique, Ildikó Nagy nous parle du Musée de l'Art Naïf de Kecskemét, où l'on peut admirer des tableaux appartenant à un style intéressant et relativement peu connu en Hongrie. Le fondateur de la collection, l'ethnographe et metteur en scène de télévision Domokos Moldován, a réalisé un film télévisé sur les peintres naïfs hongrois. On trouvera dans le supplément illustré de la revue de nombreuses reproductions de tableaux naïfs. L'impression en couleur de certaines est très réussie.

Le numéro 67 du *The New Hungarian Quarterly* fait à nouveau une place importante aux questions d'actualité de la politique européenne et mondiale, à la cause de la paix et de la sécurité et aux rapports Est-Ouest. — Dans une interview accordée au journal viennois *Die Presse*, György Aczél, vice-premier ministre et membre du Bureau Politique du PSOH, parle des résultats et des contradictions que l'on peut observer dans la période d'après Helsinki. — József Bognár consacre un article à l'élargissement des relations économiques Est-Ouest à partir du point de vue de la sécurité européenne et des rapports politiques. Il passe en revue les résultats déjà atteints dans ce domaine et mentionne quelques accords financiers et scientifiques dont il y a particulièrement lieu de se féliciter. L'auteur souligne qu'il faudra à l'avenir faire de plus grands efforts pour mettre fin à l'unilatéralité et à l'inégalité de ces relations. — Vient ensuite le texte d'une conférence prononcée en février 1977 par le vice-président de la Banque Nationale de Hongrie, János Fekete, à l'Agence Commerciale Américaine de Vienne, sur le thème du développement économique des pays occidentaux. János Fekete analyse les tendances qui se manifestent dans la vie économique des pays capitalistes et souligne l'importance de l'élargissement des rapports commerciaux Est-Ouest, qui ne peuvent qu'être profitables aux deux parties.

M. Iván Boldizsár, rédacteur en chef du *The New Hungarian Quarterly*, nous parle d'une table ronde sur la liberté artistique et la démocratie culturelle tenue à Paris au printemps 1977. Dans son intervention, outre les libertés

demment le Balaton. Des conseils pratiques et des plans et cartes géographiques aident le voyageur à s'orienter.

Cseke, László : *The Danube Bend* (Le coude du Danube).
Budapest, Pannonia, 1976.

Jetez un regard sur la carte de la Hongrie et vous verrez tout de suite que le Danube arrive dans le pays en direction Ouest-Est, et le quitte en direction Nord-Sud. Mais la carte ne montre pas combien cet angle droit renferme de monuments historiques placés, ni combien ce paysage est beau. Ce petit guide de poche donne aux touristes des conseils pratiques sur les curiosités et les possibilités de distraction et d'excursion.

É. Deák-Veress

QUESTIONS GÉNÉRALES

The New Hungarian Quarterly 1977

Le numéro 65 du NHQ, sorti au printemps de 1977, est paru pendant une période historiquement importante qui a suivi la signature de l'Acte Final d'Helsinki et a précédé la Conférence de Belgrade. Cette période était en Europe et dans le monde entier celle des bilans, des regards en arrière sur le chemin parcouru et les résultats atteints et des résolutions concernant les tâches à accomplir dans le domaine de l'élargissement de la détente et de la coexistence pacifique. Il est donc tout naturel que la revue accorde une grande place aux problèmes de la sécurité et de la coopération en Europe. Les auteurs des articles présentés abordent ces questions sous l'angle juridique, économique et culturel.

Le ministre hongrois des Affaires étrangères, Frigyes Puja, passe en revue les événements de la vie internationale qui ont servi le progrès de la cause de la paix et de la sécurité au cours de l'année 1976. Le ministre souligne les efforts déployés par la Hongrie dans le domaine du développement des rapports entre pays socialistes et pays capitalistes afin de rendre le processus de détente définitif et irréversible. Il met particulièrement l'accent sur l'importance que revêtent les échanges de vues et d'expériences au plan culturel et les prises de contact personnelles. — De son côté, Péter Kulcsár traite des aspects juridiques de l'Acte Final. — József Kovalcsik fait le point des résultats atteints dans le domaine culturel : un document visant à la démocratisation de la culture a été élaboré lors de la conférence de l'UNESCO tenue à Paris en avril 1976.

Parmi les articles consacrés à l'économie, il faut mentionner avant tout celui du vice-premier ministre Gyula Szekér, qui traite de l'intensification de la coopération entre pays membres du COMECON au cours des cinq années précédentes. — Dans une étude portant le titre de *Développement économique et agriculture socialiste*, l'économiste Ferenc Donáth se penche sur le processus de la transformation socialiste de l'agriculture et analyse le phénomène qui fait qu'actuellement les coopératives voient croître leurs différences entre elles parallèlement à leur développement économique. Le nouveau système de gestion économique de 1968 est parvenu à faire cesser, grâce à l'intervention de l'État, les différences existant au niveau des revenus individuels, en dépit de la différence croissante entre les coopératives.

1976 a été marqué par le 450e anniversaire d'un événement qui devait être d'une importance décisive pour l'histoire de la Hongrie : la tragique défaite de Mohács. En effet, l'issue de cette bataille qui vit la victoire des armées de l'Empire Ottoman en constante expansion vers l'Ouest détermina le sort de la Hongrie pour fort longtemps. L'article de Ferenc Szakály cherche à mettre en lumière la naissance et les changements du rôle de la bataille de Mohács dans la conscience nationale hongroise. Zoltán Nagy nous présente pour sa part le parc commémoratif qui a été aménagé sur le champ de bataille, et qui a provoqué de vives discussions dans le pays. L'article est illustré de photographies de quatre sculpteurs de talent (Pál Kő, József Király, Sándor Kiss et István Szabó) dont des œuvres ont été installées dans le parc.

Nous trouvons dans la rubrique littéraire une nouvelle d'Erzsébet Galgóczi et une interview qu'elle a accordée à l'écrivain Ferenc Karinthy. Dans ses romans et ses nouvelles, Erzsébet Galgóczi puise dans son expérience et ses souvenirs personnels pour dépeindre le sort de paysans et décrire la transfor-

mation de la vie villageoise d'une manière très authentique et avec une grande force d'expression. Plusieurs de ses œuvres ont été adaptées à la radio et à la télévision. Erzsébet Galgóczi a reçu en 1976 le Prix Attila József.

Dans la rubrique « Revues », István Bart rend compte d'un article de György Száraz publié dans le numéro 1975/10 de *Valóság* (Réalité). Cet article traite, à partir de l'analyse d'un roman, de l'histoire et de la situation des Juifs de Hongrie, et de la naissance et de la survie des préjugés à leur égard. — L'historien et historien de la littérature Béla Köpeczi, qui est le secrétaire général adjoint de l'Académie des Sciences de Hongrie, traite dans la rubrique « Livres » d'une biographie de François II Rákóczi écrite par l'un de ses contemporains. Cette *Histoire du Prince Ragotzi ou la guerre des mécontents sous son commandement* parut en 1707 à Paris. Selon des recherches récentes, son auteur serait Eustache Le Noble, et l'ouvrage aurait été traduit en anglais en 1717. Ce livre est particulièrement intéressant du fait qu'il reflète la position de l'Europe de l'Ouest de l'époque à l'égard de la lutte pour l'indépendance menée par le prince. — Miklós Almási analyse deux œuvres de jeunesse de György Lukács, la *Philosophie de l'Art* (1912-1914) et l'*Esthétique de Heidelberg* (1916-1918), que l'on avait cru perdues, et y souligne la forme primaire des notions qui ont occupé par la suite une place primordiale dans l'esthétique marxiste de Lukács.

Dans la rubrique artistique, l'historien de l'art Iván Dévényi présente l'œuvre de l'artiste graphique d'origine hongroise Marcel Vertès (Vértes Marcell), qui émigra à Paris en 1919 à la chute de la République Hongroise des Conseils. Il devait devenir en France un caricaturiste, illustrateur et artiste graphique de renom international. — László Castiglione consacre un article à une exposition de statues provenant de la province romaine de Pannonie présentée à Székesfehérvár, tandis que Dezső Keresztúry présente aux lecteurs un buste du sculpteur Olivér Sigmond représentant l'écrivain Tibor Déry, récemment décédé.

Le NHQ a pris lui aussi sa part des manifestations marquant le centenaire de la naissance du poète Endre Ady. L'historien de la littérature László Ferenczi analyse très en profondeur la situation qui était celle de la Hongrie mi-féodale et mi-capitaliste de l'époque d'Ady, l'opposition manifestée par le poète à cette société, ses convictions politiques, les éléments de contenu de ses poèmes et leurs marques de forme, et il souligne surtout l'actualité toujours vivante de l'œuvre d'Ady et ses rapports avec la réalité hongroise d'aujourd'hui.

Après une rubrique littéraire plus abondante que de coutume, la revue fait naturellement place aux problèmes les plus importants dans le domaine politique, économique, idéologique et culturel. Au cours de l'année, le premier secrétaire du PSOH, János Kádár, s'est rendu en visite à Vienne, où il s'est entretenu avec le chancelier fédéral Bruno Kreisky. Le NHQ publie des extraits de la conférence de presse donnée dans la capitale autrichienne par János Kádár à l'issue de ces conversations. A cette occasion, le premier secrétaire du PSOH a analysé les relations de la Hongrie avec les pays ouest-européens et la coopération entre le PSOH et les partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe, soulignant que la politique étrangère de la Hongrie sert la cause de la paix et de la sécurité en Europe dans l'esprit de l'Acte Final d'Helsinki. — Un article de Frigyes Puja est consacré aux points communs de la politique étrangère de la Hongrie et de celle des autres pays socialistes et à ses traits spécifiquement nationaux. Comme le souligne le ministre hongrois des Affaires étrangères, la ligne de cette politique est déterminée par la conciliation des intérêts du camp socialiste et des intérêts internationaux et par leur unité dialectique. — György Aczél, vice-premier ministre et membre du Bureau Politique du PSOH, analyse dans l'*État socialiste et les Églises de Hongrie* les rapports entre l'État et les organismes religieux du pays, ainsi que les possibilités d'élargissement de leur coopération. La justesse de la politique menée par les deux parties est démontrée par le fait que l'opposition entre croyants et non-croyants a pu être réduite au minimum dans la pratique de l'édification du socialisme.

Le numéro précédent du *The New Hungarian Quarterly* était consacré aux efforts mis en œuvre internationalement pour atteindre à une démocratisation de la culture. Dans le n° 66, M. Imre Pozsgay, ministre hongrois de la Culture, fait le point des résultats atteints en Hongrie dans ce domaine. Au cours de la période écoulée depuis la Libération, le système scolaire hongrois a connu une transformation radicale. De même, le système de l'enseignement prodigué aux adultes a été mis en place, ainsi qu'un réseau national de maisons de la culture et de bibliothèques. En 1975, une loi fixant les principes fonda-

mentaux de la formation culturelle a été votée.

On trouve ensuite dans ce numéro un article de Gyula Illyés dans lequel l'écrivain traite de questions morales fondamentales, et plus précisément de la responsabilité qui incombe aux intellectuels dans la lutte contre l'oppression et la violence.

L'auteur mentionne entre autres le combat long et héroïque de la minorité basque.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler dans nos comptes rendus sur les livres parus en 1976 de la publication en anglais d'une anthologie de la poésie hongroise moderne, en coédition chez University Press (New York) et chez Corvina (Budapest). On peut lire dans ce n° 66 du NHQ la critique qu'a consacrée au livre le professeur Eric Mottram, qui enseigne à l'Université de Londres. Une fois de plus, il est question de la difficulté que présente la traduction des poèmes hongrois et de leur réputation d'intraductibilité. Illustrant son propos de traductions d'un même poème différant totalement de par leur rythme et leur ton, le Professeur Mottram démontre combien il est difficile de décider dans certains cas si c'est le poète ou le traducteur que l'on doit critiquer. Mais ces barrières linguistiques ne sont pas infranchissables, comme le prouve le fait que Mottram considère les plus grands poètes hongrois contemporains, notamment Ferenc Juhász, Gyula Illyés, László Nagy et János Pilinszky, comme étant les égaux de l'élite européenne en la matière.

Parmi les articles portant sur l'économie, mentionnons ceux de József Bognár, qui voudrait voir élargir la coopération entre pays de régime social et économique différent, et de Ferenc Donáth, qui traite de la naissance de l'agriculture socialiste.

István Tamás nous parle d'une exposition organisée à la mémoire de Mihály Károlyi. La carrière politique de Károlyi, son sort personnel et son comportement humain ont suscité dernièrement un intérêt grandissant, encore renforcé par la parution de différentes monographies, de ses *Mémoires* et du *Journal* de sa femme, née Katalin Andrássy. Le comte Károlyi était l'un des plus grands propriétaires terriens du pays, et il fut le premier à entreprendre le morcèlement et la distribution de ses terres. Après la Première Guerre mondiale, il fut le président de la première république hongroise. Il devait passer la majeure partie de sa vie en exil. Ce sont ces années d'émigration qu'évoque l'exposition.

Un article de János Malina est consacré à la présentation d'une série d'émissions radiophoniques de Judit Dimény qui a reçu en 1975 le Prix Japon, ajoutant ainsi à la célébrité de la méthode d'enseignement musical de Zoltán Kodály, adoptée dans un nombre grandissant de pays.

Dans la rubrique artistique, Ildikó Nagy nous parle du Musée de l'Art Naïf de Kecskemét, où l'on peut admirer des tableaux appartenant à un style intéressant et relativement peu connu en Hongrie. Le fondateur de la collection, l'ethnographe et metteur en scène de télévision Domokos Moldován, a réalisé un film télévisé sur les peintres naïfs hongrois. On trouvera dans le supplément illustré de la revue de nombreuses reproductions de tableaux naïfs. L'impression en couleur de certaines est très réussie.

Le numéro 67 du *The New Hungarian Quarterly* fait à nouveau une place importante aux questions d'actualité de la politique européenne et mondiale, à la cause de la paix et de la sécurité et aux rapports Est-Ouest. — Dans une interview accordée au journal viennois *Die Presse*, György Aczél, vice-premier ministre et membre du Bureau Politique du PSOH, parle des résultats et des contradictions que l'on peut observer dans la période d'après Helsinki. — József Bognár consacre un article à l'élargissement des relations économiques Est-Ouest à partir du point de vue de la sécurité européenne et des rapports politiques. Il passe en revue les résultats déjà atteints dans ce domaine et mentionne quelques accords financiers et scientifiques dont il y a particulièrement lieu de se féliciter. L'auteur souligne qu'il faudra à l'avenir faire de plus grands efforts pour mettre fin à l'unilatéralité et à l'inégalité de ces relations. — Vient ensuite le texte d'une conférence prononcée en février 1977 par le vice-président de la Banque Nationale de Hongrie, János Fekete, à l'Agence Commerciale Américaine de Vienne, sur le thème du développement économique des pays occidentaux. János Fekete analyse les tendances qui se manifestent dans la vie économique des pays capitalistes et souligne l'importance de l'élargissement des rapports commerciaux Est-Ouest, qui ne peuvent qu'être profitables aux deux parties.

M. Iván Boldizsár, rédacteur en chef du *The New Hungarian Quarterly*, nous parle d'une table ronde sur la liberté artistique et la démocratie culturelle tenue à Paris au printemps 1977. Dans son intervention, outre les libertés

tant discutées, le délégué hongrois a souligné l'importance primordiale du droit à l'égalité, illustrant son propos de l'exemple des résultats atteints en Hongrie dans les deux domaines. Il a parlé de la situation des écrivains hongrois, de l'unité indissoluble de leur liberté et de leur engagement, et de la responsabilité qui a toujours échu à la littérature dans l'histoire du peuple hongrois qui a lutté pendant de longs siècles pour survivre. Il a également souligné combien la culture constitue dans la Hongrie d'aujourd'hui une affaire communautaire. Le terme hongrois de *közművelődés* est fort difficile à traduire (il est d'ailleurs rendu alternativement par les expressions de « formation culturelle », « culture publique », etc.), car il recouvre à la fois le droit à la culture, l'éveil du besoin de se cultiver chez les masses, et la participation active et créatrice de l'individu à de nombreuses activités culturelles. Il s'agit donc d'une partie intégrante de la vie de l'homme socialiste.

L'évêque de Pécs Mgr József Cserháti a répondu dans la revue catholique *Vigilia* à l'article de György Aczél sur les rapports de l'État et des Églises en Hongrie qui avait été publié dans le numéro précédent du NHQ. On trouvera le texte de cette réponse dans le n° 67 de la revue. L'article de l'évêque de Pécs est empreint de la responsabilité qu'il ressent à l'égard de l'avenir de la Hongrie socialiste. Il est d'accord avec György Aczél pour déclarer que la politique de coopération lancée par l'État a été un succès, et il souligne que la participation complète et à droit égal des croyants à l'administration des affaires publiques constitue un facteur important de la poursuite du développement de la société socialiste.

On trouve dans ce numéro 67 trois articles sociologiques qui intéresseront certainement les lecteurs étrangers du *The New Hungarian quarterly*.

Tout d'abord, l'académicien György Enyedi analyse l'évolution du village hongrois, en s'appuyant sur les méthodes de la géographie économique. On considère généralement la disparition du mode de vie villageois traditionnel comme la conséquence nécessaire de l'industrialisation et de l'urbanisation. L'auteur démontre cependant que le déclin du mode de vie spécifiquement villageois n'est pas automatique, et que l'on assiste actuellement, en Hongrie aussi, à la naissance d'un nouveau type de village, assurant un mode de vie réellement civilisé.

Dans l'article suivant, l'économiste Magda Hoffman publie un sondage sur la consommation et l'économie au sein des familles et des ménages.

Au cours des quinze dernières années, on a construit en Hongrie 1 000 050 appartements, appartenant pour la plupart à des grands ensembles. De nombreux autres grands ensembles sont actuellement en cours de construction et en projet. Il est donc intéressant d'analyser les formes de vie communautaire qui naissent dans les grands ensembles. C'est ce que fait la journaliste Júlia Juhász, qui souligne que l'emménagement dans un appartement tout confort entraîne souvent une atrophie des rapports humains et une aliénation accrue.

On trouve dans la rubrique littéraire une nouvelle d'Endre Illés, publiée à l'occasion du 75e anniversaire d'Endre Illés, une autre d'un jeune auteur, Péter Esterházy, une étude d'Ottó Orbán sur Ezra Pound et un poème de Gábor Görgey (Prix Graves 1976). — Enfin, Éva Forgács nous parle de l'inauguration à Buda d'un musée à la mémoire d'un important représentant de l'avant-garde hongroise, Lajos Kassák.

La rubrique politique du numéro 68 du *The New Hungarian Quarterly* reflète les problèmes de la période d'après la Conférence de Belgrade, période où il semble que les forces luttant pour la détente et le désarmement aient eu le dessous et où l'on a vu naître une atmosphère rappelant sinistrement celle de la guerre froide. Dans cette situation, les visites de János Kádár en RFA, en Autriche, en Italie et au Vatican ont représenté un nouveau pas en avant sur le plan de l'élargissement des rapports Est-Ouest et de la coexistence pacifique. Le succès de ces voyages et l'accueil cordial qui a été réservé au premier secrétaire du PSHO indiquent que la ligne politique qu'il représente est appréciée. — János Berecz, directeur du département international du Comité Central du PSHO, rend compte dans son article des travaux de la Conférence des Partis Communistes et Ouvriers tenue à Berlin en juillet 1976. A propos de l'eurocommunisme, il écrit que tous les partis communistes ont le droit d'appliquer les principes généraux du marxisme-léninisme de la manière qui convient le mieux aux conditions spécifiques de leur pays, mais qu'il faut éviter que cela puisse aboutir à des conflits entre les partis. — Les problèmes économiques posés par la détente et la coexistence pacifique sont analysés par l'économiste János Szita, qui est membre du Conseil des Ministres. Il examine en détail dans son article les différentes

phases de l'essor du commerce entre pays de l'Est et de l'Ouest, en mettant en relief les facteurs favorisant ce développement et y faisant obstacle. A son avis, la ligne déterminée par les travaux de la conférence d'Helsinki est juste, mais l'élargissement des rapports économiques ne peut être atteint qu'après avoir surmonté un certain nombre de difficultés.

Dans l'introduction d'une conférence sur le thème *Nation et humanité* tenue en mai 1977, le ministre hongrois des Affaires culturelles Imre Pozsgay a parlé de quelques questions importantes de la politique culturelle hongroise. Il a notamment constaté que l'accueil international des produits intellectuels hongrois n'a toujours pas atteint le niveau désiré. Les œuvres de la littérature, du cinéma et des beaux-arts hongrois ne parviennent que difficilement au public occidental. Seule la vie musicale du pays fait partie intégrante de la vie musicale internationale. Il faudra s'attacher à l'avenir à atteindre une réciprocité accrue dans le domaine des échanges culturels, sans perdre de vue le fait que c'est à la Hongrie qu'il appartient en premier lieu de propager sa culture à l'étranger.

En mai 1977, la Télévision Hongroise a organisé avec la participation de spécialistes étrangers un débat sur les droits de l'homme. Cette émission est présentée aux lecteurs par le journaliste János Hajdu. La Hongrie était représentée à ce débat par le rédacteur en chef du *The New Hungarian Quarterly*, Iván Boldizsár. Cette émission où l'atmosphère était à la franchise a suscité des critiques positives à l'étranger également.

Gyula Illyés, qui est l'un des poètes hongrois vivants les plus en vue, a fêté en 1977 son 75e anniversaire. A cette occasion, la revue lui présente ses vœux, par la plume de László Ferenczi. Bien que sa poésie soit marquée par des traits spécifiquement hongrois, Gyula Illyés peut être classé parmi les grandes figures de la littérature européenne.

On peut lire dans la rubrique littéraire une nouvelle d'un jeune prosateur et auteur dramatique plein de talent, György Spiró, ainsi que des poèmes d'Ágnes Nemes Nagy traduits en anglais par Bruce Berlind.

Le professeur Géza Komoróczy, sumérologue réputé, s'élève avec des arguments fort convaincants contre la théorie de la parenté linguistique sumero-hongroise. Cette conception a été propagée par des linguistes dilettantes d'origine hongroise vivant en Amérique du Sud, et s'est également répandue en Europe au cours des dernières années. Komoróczy met en relief les inconséquences de ces sumérologues de fortune et le caractère ascientifique de leurs affirmations, ajoutant que le problème a d'ailleurs perdu son actualité depuis longtemps, puisque les vues sur lesquelles il est basé ont été réfutées depuis belle lurette.

Ferenc Kósa, le réalisateur de *Dix mille soleils*, et de *Suicide*, qui ont remporté des prix à Cannes et à Tours, a consacré un film-reportage à András Balczó, champion du monde hongrois de pentathlon. D'après le critique József Tornai, Balczó est peut-être le « dernier saint du XXe siècle », car il considère son métier comme une véritable mission, voit la pratique du sport comme un exemple à donner, et tient son succès personnel pour une victoire de la communauté.

La vie musicale hongroise a été marquée en 1977 par la création de *Moïse*, le premier opéra du compositeur Zsolt Durkó, qui était surtout célèbre jusqu'ici pour ses œuvres instrumentales. *Moïse* est présenté aux lecteurs du *The New Hungarian Quarterly* par le musicologue György Kroó.

E. PÉTER

ÉCONOMIE

Acta Œconomica Academiae Scientiarum Hungaricae
T. 16 et 17

Dans le premier numéro de l'année 1976, un éditorial est consacré au dixième anniversaire de l'apparition du périodique. Il apprécie les résultats de dix années de travail, atteints dans la réalisation des objectifs fixés. Le but était de créer un rapport entre la science économique d'un petit pays linguistiquement isolé et les économistes du monde, et de faire connaître au lecteur étranger l'évolution le développement de l'économie nationale hongroise. Lors de la naissance de la revue, les économistes hongrois avaient devant eux une tâche de grande envergure. Ils préparaient la réforme de la direction économique, en coopération avec les représentants de la science économique des autres pays socialistes, également en plein essor. Tandis que des changements intervenaient pendant cette période, dans l'environnement économique mondial, l'économie nationale

hongroise parvenait, elle aussi, à un nouveau stade de recherches. Les sources du développement extensif de l'économie du pays étant épuisées, la tâche principale est aujourd'hui d'accroître l'efficacité économique. Dans une économie hongroise, cela nécessite, à côté du développement intérieur, l'activation des relations économiques avec l'extérieur. Ainsi, l'importance de l'information mutuelle grandit de jour en jour et l'avenir ne fera que confirmer cette tendance.

L'année 1976 étant en Hongrie la première du V^e^ Plan quinquennal, les premiers articles de l'année traitent pour la plupart de la planification, plus exactement des questions d'actualité de la nouvelle période des plans qui déterminent d'une manière plus ou moins directe les tâches de l'économie planifiée.

« Growth and Equilibrium in the Fifth Five-Year Plan of Hungary, for the Years 1976-1980 », tel est le titre de l'article d'I. Hetényi qui traite de trois questions principales : premièrement, le rythme et les dimensions du développement économique, deuxièmement, les tendances du développement et les dimensions des investissements et, troisièmement, les bases de la réalisation du plan.

Sur la base des enseignements du plan précédent, l'auteur montre ce que doivent être les nouvelles tâches de la nouvelle période dont l'essentiel est le développement différencié et sélectif, ainsi que la transformation de la structure de la production. L'accent est donc mis sur l'organisation de la production qui doit prendre en considération les exigences du marché mondial accroissant par là la possibilité d'exportation des produits. Enfin, le développement de l'infrastructure et du système des agglomérations constitue également une tâche qui doit être réalisée parallèlement aux précédentes. L'évaluation de la réalisation des exigences peut se faire à l'aide des indices de la productivité, de l'efficacité économique, de la capacité et du volume des exportations, ainsi qu'avec ceux de l'évolution de l'infrastructure.

L. Faluvégi, dans son article intitulé « Development of the Financial Regulators and the New Hungarian Five-Year Plan » (*Acta Œc.*, Tom. 16. Fasc. 2, 1976) se penche, à propos du nouveau plan, sur les changements du système des régulateurs financiers qui sont appelés à promouvoir la réalisation du plan, conformément à l'environnement économique mondial modifié. L'objectif principal est d'accroître l'efficacité, de rendre la structure de la production plus profitable, de prendre des décisions convenables dans le domaine des investissements.

B. Csikós Nagy traite du rôle du système des prix dans la direction économique. Il mentionne les problèmes provoqués par les changements de prix intervenus sur le marché mondial pendant les années 1973-1975 et fait connaître les mesures prises en vue de maintenir l'équilibre entre les prix intérieurs et les prix du commerce extérieur. Selon la conclusion, de nouvelles mesures peuvent s'avérer nécessaires pour le maintien d'une stabilité relative des prix.

A côté des sujets directement liés à la planification, on trouve l'étude de B. Hajpál : « Increase of National Wealth in Hungary in the Years 1960-1974 » (*Acta Œc.* Tom. 16, Fasc. 1, 1976) qui analyse l'évolution de la richesse nationale hongroise, puis c'est O. Bogomolov qui traite d'un sujet d'actualité, notamment de l'intégration économique des pays du COMECON et du rôle de l'Union Soviétique dans cette intégration ; les avantages réciproques de l'intégration peuvent être prouvés avant tout par les données fournies par les échanges commerciaux. On y trouve enfin un compte rendu sur les expériences de l'application de l'économétrie en Hongrie.

Dans son étude intitulée « Productivity and Growth in the Hungarian Economy » (*Acta Œc.*, Tom. 16. Fasc. 2, 1976), Z. Román montre que le rythme de l'accroissement économique en Hongrie, dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, a dépassé pendant longtemps celui des pays les plus développés. Les sources de ce développement ont été avant tout des facteurs extensifs, comme l'augmentation de la proportion de la population active, mise en place des nouvelles technologies ou la mécanisation des travaux physiques lourds. Le résultat de ce développement est que la Hongrie se trouve, selon le produit national par tête, parmi les pays moyennement développés. Pour atteindre de nouveaux résultats, il est nécessaire, pendant la période qui est devant nous, d'accroître l'efficacité de la productivité et du travail.

L'article de B. Botos, « Structural Development and Investments in the Hungarian Industry » (*Acta Œc.*, Tom. 16. Fasc. 2, 1976) qui constitue une réponse au problème posé et à l'objectif fixé ci-dessus, constate que si la politique des investissements fournit un des moyens essentiels du développement de l'économie planifiée, l'industrie hongroise n'a pu pour autant profiter suffisamment, pendant les périodes écoulées, des possibilités de cette politique. Aussi,

doit-on, dans les périodes à venir, mettre l'accent sur la tâche qui consiste à coordonner les investissements, en vue de transformer la structure et d'accroître l'efficacité.

Chacune des études de Gy. Parányi et de J. Ványai est consacrée, dans le contexte du développement intensif, aux facteurs de l'efficacité du travail. La première démontre que l'organisation du lieu de travail offre une source encore inépuisée, que les moyens modernes de la production, les expériences et le niveau de formation des ouvriers justifieraient une productivité plus élevée que l'actuelle. Les défauts dans l'organisation des processus de travail et surtout du lieu de travail doivent être examinés et la réorganisation qui s'impose doit être menée à bien. La seconde étude, celle de J. Ványai, approche le problème en partant des performances personnelles des ouvriers et examine l'influence de l'environnement, du lieu de travail, familial et social de l'ouvrier sur ses performances. Les résultats des recherches peuvent inciter à faire certaines propositions concernant l'organisation et la mécanisation, mais plus importantes sont celles qui touchent aux moyens de la stimulation, à l'amélioration de la démocratie à l'usine et à la création d'un environnement humain convenable.

Des questions d'économie internationale constituent le sujet de l'étude de F. Kozma, « On the Possibilities of Creating a New World Economic Order » et de celle de B. Kádár, « Problems of the International Restructuring of Industry » (*Acta Œc.*, Tom. 16, Fasc. 3-4, 1976).

La première présente les efforts des pays en voie de développement en vue de modifier leur situation dans l'économie internationale, efforts qui ont d'ores et déjà eu pour effet de transformer d'une façon importante l'aspect économique et politique du monde. Il n'est pas sans intérêt du point de vue des pays socialistes de savoir dans quelle direction les pays en voie de développement évolueront et quelle sera l'influence de cette évolution sur l'aménagement économique du monde.

La seconde étude constate, à propos de la structure industrielle des pays du monde, que le rythme de la transformation structurelle est moins fonction du rythme du développement technique que des différences entre le niveau de développement des branches industrielles. Notons, parmi les facteurs du processus, la mobilité de la main-d'œuvre, le système des travailleurs immigrés (qui freine plutôt le développement) et enfin l'évolution de la division internationale du travail et de la circulation des capitaux. La transformation structurelle nécessite, sur le plan international également, la coordination planifiée des facteurs intérieurs et extérieurs du développement économique et sollicite une coopération internationale de plus en plus complète.

Le volume suivant contient des études traitant du développement et de la croissance économiques en Hongrie. Ces articles soulignent trois points de vue essentiels.

Un article de R. Nyers, « Sources of Economic Growth in Hungary » (*Acta Œc.* Tom. 17, Fasc. 1, 1976) constate à propos des sources de la croissance économique que, en raison des changements intervenus dans l'économie mondiale, une nouvelle situation se fait jour dans les pays du COMECON, notamment en Hongrie. Ainsi une participation accrue dans la division internationale du travail, dans l'activité d'exportation et d'importation devient une tâche primordiale, ce qui suppose la transformation de la structure industrielle ;

— le rythme du développement ne dépend pas tant de la quantité des sources existantes que de leur exploitation économique. Durant la période du plan quinquennal suivant, le rythme du développement économique doit être maintenu au niveau des années 1971-1975, mais avec moins d'investissements que pendant la période mentionnée.

— vu le manque de main-d'œuvre, on doit promouvoir une politique de développement qui fixe pour objectif d'économiser la main-d'œuvre.

J. Drecin, dans son étude intitulée « Technological Progress and Economic Growth » (*Acta Œc.*, Tom. 17, Fasc. 2) examine le degré du développement de l'industrie hongroise et souligne les déséquilibres du développement, signalant en même temps que nous n'atteignons le niveau mondial que dans la production de certains produits. Le changement dans cette situation ne survient pas spontanément. Et, pour que ce changement se fasse d'une manière harmonique, des mesures décisives centrales doivent être prises qui, en tenant compte des intérêts des entreprises et en profitant de ceux-ci, peuvent assurer les proportions justes. L'accent doit être mis sur la désignation des lignes directrices des recherches et du développement, puisque cela permet d'augmenter l'efficacité, mais cette désignation met à son tour au permier plan l'importance de la coopération internationale. C'est la division internationale

du travail qui permet une concentration intensive de nos forces sur certains sujets.

L'article d'I. T. Berend, « Development of the Infrastructure — in Historical Perspective » (*Acta Œc.*, Tom. 17, Fasc. 3-4, 1976) évoque les cent dernières années de l'évolution de l'infrastructure en Hongrie. Durant la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, un retard relatif a pu être constaté dans les branches infrastructurelles, parallèlement à un développement industriel intense. L'étape du développement intensif entamée fournit de nouvelles tâches dans ce domaine. Elle attire l'attention sur le fait que le retard de l'infrastructure par rapport au développement industriel peut devenir la source de nouvelles contradictions dans notre développement économique et social, dont l'élimination revêt une importance primordiale du point de vue de l'efficacité du travail dans les branches de la production.

A part les articles énumérés, de nombreuses études traitent de différents sujets qui sont également d'intérêt international mais dont la présentation déborderait nos cadres. Les tomes de l'année 1976 des *Acta Œconomica* sont complétés par des comptes rendus de livres et différentes études récemment parus dans le domaine de la science économique.

P. Fiers

DROIT

Acta Juridica Academiae Scientiarum Hungaricae
Redigit Gy. Eörsi. T. XIX.

Acta Juridica, organe représentatif de la pensée juridique hongroise, paraît deux fois par an sur environ cinq cents pages et publie des études d'auteurs hongrois, dans le domaine des sciences politiques et juridiques. Conformément au niveau et à la sphère d'intérêt des recherches de Hongrie, ces travaux font plus qu'analyser le système hongroi existant, ce sont avant tout des étude théoriques où les auteurs tenant compte des aspects sociologiques historiques et comparatifs, analysent leur sujet dans un contexte pouvant susciter l'intérêt international, pour les élucider à fond et de manière satisfaisante du point de vue théorique. Les articles paraissent en langues anglaise, allemande, française et russe et, outre la langue dans laquelle il sont écrits, ils sont pourvus d'un résumé en deux autres langues. La revue présente en outre des informations concernant les nouveaux éléments du système politico-juridique de Hongrie, des comptes rendus sur les nouveaux livres de ce domaine et des conférences, de brèves notes sur les ouvrages parus à l'étranger, et enfin la bibliographie, classée par spécialités, de la littérature politico-juridique de l'année écoulée.

Le premier article est celui de V. Peschka, qui passe en revue l'évolution de la pensée juridique occidentale dans la première moitié de notre siècle. C'est un tour d'horizon critique, mais aussi une tentative d'expliquer dans quelle mesure peut être considérée comme adéquate cette évolution du point de vue historique, dans quelle mesure elle reflète les conditions propres à son système social et exprime les préalables idéologiques qui pénètrent l'évolution bourgeoise, et quels sont les enseignements qu'elle offre à la pensée juridique de nos jours. — L'étude de Cs. Varga est le chapitre final de son livre où il cherche à créer, par une méthode historique et comparative, une théorie générale de codification. Il y analyse les types de codification situés dans l'évolution de cette discipline. Il présente de nombreuses typologies possibles comme types fonctionnels et arrive à la conclusion que la codification remplit, au plus haut niveau possible, tous les rôles que le droit écrit a jamais été capable de remplir. Comme types historiques les plus larges, il distingue la codification qui ne synthétise le droit que quantitativement, et celle qui, en apportant aussi des modifications qualitatives, crée de nouvelles thèses dans le cadre d'un système. Comme marques les plus générales de la codification, il note son effet rationalisateur formel sur le droit d'une part, et de l'autre sa capacité de servir au pouvoir d'État centralisé à placer toute la vie juridique sous sa domination et son contrôle exclusifs.

E. Lontai fait une étude comparative des différentes formes juridiques socialistes de protection des œuvres techniques. De toute évidence, c'est une des questions cardinales de la coopération économique qui, en fonction des solutions concrètes, peut donner des impulsions ou dresser des obstacles à la coopération. L'auteur accorde une attention particulière à l'existence parallèle de deux solutions, la protection du certificat d'auteur et la protection de brevet.

Afin de poser dans son étude d'une motivation fortement philosophique les

fondements criminologiques de la problématique de perpétration de crime, J. Vigh analyse les rapports entre la causalité et l'inévitable dans la perpétration du crime. Après avoir analysé la causalité, individuelle et statistique, et les lois qui la régissent, il tente à nouveau de poser les fondements de sa conception criminologique teintée de déterminisme. Selon lui, la perpétration du crime est un effet découlant d'une cause, elle est déterminée par des conditions objectives s'exerçant à travers la personnalité en question. Ces conditions proviennent du passé ou sont données dans le présent, et réunies à des causes subjectives, c'est-à-dire aux motifs et à l'intention de perpétration du crime (qui, de leur côté, expriment à travers la personnalité une chaîne de causes à effets) elles déterminent le comportement de l'individu.

L. Kertész s'occupe d'un thème apparenté, la nature des éléments subjectifs et objectifs qui interviennent dans les avis d'experts de criminologie. L'auteur souligne, de façon très sympathique, non pas le besoin d'exclusivité du composant objectif, mais de caractère complexe, les éléments dialectiques du processus par lequel l'expert arrive à former son opinion. Selon lui, même si l'idéal était le modèle mathématique du processus logique visant à pénétrer les causes, il ne pourrait se réaliser qu'avec l'intervention de l'individualité de l'expert. Aussi, le rôle du subjectif ne peut être négligé dans l'appréciation des probabilités statistiques, etc. L'évolution vers le renforcement du côté objectif peut donc être assurée par l'accroissement des bases techniques du travail des experts.

A. Prandler, en sa qualité de juriste en chef du Ministère Hongrois des Affaires étrangères, s'occupe des tentavives de révision de la charte de l'Organisation des Nations Unies. Un tableau historique systématique, l'analyse approfondie, juridique et politique, des raisons et des arguments de ce genre de tentatives, conduisent au chapitre final, où il étudie l'opinion, celle qu'il adopte lui-même, des adversaires de la révision, en indiquant qu'il ne s'agit pas là d'une sorte de conservatisme, d'un attachement entêté au *statu quo*, mais précisément d'efforts tendant à ce que, par l'utilisation efficace des possibilités dont dispose aussi à présent l'ONU, on puisse lutter avec succès pour la paix et la sécurité internationales et contribuer à la coopération entre nations.

L'ambassadeur E. Ustor a été pendant longtemps le membre hongrois du comité qui dans la Commission du Droit International de l'ONU s'est occupé durant plusieurs années de la codification du principe de la nation la plus favorisée. Dans son article, il résume sa position concernant le thème : la nation la plus favorisée et les unions douanières. Il part de la limitation fréquente des obligations découlant du principe de la nation la plus favorisée par les États participant aux contrats commerciaux internationaux qui en excluent expressément les avantages qu'ils assurent à d'autres États dans le cadre d'unions douanières. A ce propos, ils se réfèrent au droit coutumier international, mais de l'avis du rapporteur hongrois, ceci manque de fondements, comme l'a souligné aussi, dans son argumentation de principe, la Cour Internationale de Justice, dans les affaires du plateau continental de la mer du Nord. Jusqu'à présent, le Comité n'a pas codifié un tel article et l'auteur ne le recommande pas même *de lege ferenda*.

Dans son intéressante étude sur l'histoire des théories, le spécialiste du droit romain E. Polay examine l'influence de la pandectistique allemande sur le droit civil hongrois du XIX^e^ siècle. Il concentre avant tout son attention sur les décennies d'après 1855, lorsque les conceptions historiques des juristes allemands Savigny, Puchta et Winscheid, et leur pandectistique devinrent dominantes dans les études hongroises aussi. En substance, cela visait l'élaboration théorique du droit privé hongrois enraciné dans le féodalisme, c'était plutôt une réception théorique qu'un moyen de développement. Vers la fin du siècle, Gusztáv Szászy-Schwarz, le « Jhering hongroise », se présente comme une figure éminente de cette tendance. A un niveau européen, il formula la théorie et la doctrine de propriété du droit substantiel de la pandectistique.

Dans son étude sur la sociologie du droit, K. Kulcsár cherche la réponse au problème devenu mondial, de la manière dont la planification sociale peut être implantée dans la réalité, par les moyens de la réglementation juridique. Il part de l'analyse du problème des rapports entre la logique des processus économiques et sociaux, en d'autres termes de la question de savoir comment l'efficacité économique peut se transformer en efficacité sociale. C'est dans ce contexte qu'il traite les propriétés de la réglementation juridique au service de la planification sociale, et notamment la question de savoir dans quelle mesure le droit, sous sa forme actuelle, est propre à contribuer à la planification, et quelles modifica-

tions il devrait subir afin de devenir un soutien adéquat de la planification.

Le droit international humanitaire n'est pas un phénomène nouveau mais un grand nombre d'éléments affligeants de l'évolution internationale imposent de nouveau, et avec une actualité accrue, la nécessité de le reprendre. L'interdiction de la guerre n'a pas éliminé en effet les conflits armés, dont les victimes demandent une protection efficace. Comme les Conventions de Genève de 1949 ont été rédigées d'après les expériences de la Seconde Guerre mondiale, les moyens désormais traditionnels du droit international ne reflètent plus les particularités des conflits armés de nos jours.

G. Herczegh étudie le problème de la réfection du droit international humanitaire, en partant de l'activité dans ce domaine du Comité International de la Croix-Rouge et de l'Organisation des Nations Unies.

Les spécificités des États socialistes ont élevé à l'échelle mondiale l'analyse coordonnée des spécificités de l'administration publique socialiste et de l'administration dans les entreprises. Leur communauté est assurée par le fait que l'administration des entreprises dispose de biens d'État, tandis que les différences résident dans la distinction entre les intérêts publics et ceux de l'entreprise. Ce n'en est pas moins un examen de leur ensemble, centré sur les pays socialistes, comme le fait L. Lőrincz, qui dégage les tendances fondamentales de leur développement commun, et plus particulièrement la place que l'administration publique cède peu à peu à l'administration spécialisée des entreprises. Le rôle de l'administration publique se réduit avant tout désormais au maintien de l'équilibre économico-social, et à l'assurance des biens et des ressources nécessaires.

Un autre thème de l'économie socialiste est celui de Gy. Kálmán, qui analyse l'aspect juridique de la coordination des plans d'économie nationale dans le cadre du Conseil d'Entraide Économique. Il s'occupe avant tout des protocoles de coordination des plans, et de ce que leur résultat revêt dans la plupart des cas un caractère de *pactum de contrahendo :* c'est seulement dans des cas exceptionnels qu'il est considéré comme contrat préliminaire.

On sait que les sanctions appliquées du droit pénal agissent non seulement sur l'auteur proprement dit de délit, mais dans bien des cas déterminés sur ceux qui, sur le plan intellectuel, psychique, voire physique, ont contribué au crime. L'étude comparative de M. Vermes est consacrée aux bases criminologiques et aux différentes solutions d'application de sanctions dans les divers pays surtout en ce qui concerne les infractions commises contre la sécurité de la circulation, le danger causé dans l'exercice d'une profession, ainsi que les infractions commises contre l'économie nationale considérés comme des cas où la responsabilité est souvent établie pour les faits d'autrui.

A l'opposé des écrits précédents, celui de Mme E. Weiss a un caractère fort dogmatique, spécialisé dans une question de détail du droit civil codifié. Elle examine le droit d'usufruit des conjoints survivants.

Avec l'étude de T. Sárközy, nous revenons au domaine de l'économie socialiste internationale. L'auteur s'occupe de la propriété des groupements internationaux socialistes en général, et de la propriété des entreprises mixtes socialistes en particulier. A propos du problème qui est maintenant d'actualité au sein du Conseil d'Entraide Économique, il avance la proposition que, dans le cas d'organisations déployant une activité qui n'est pas purement économique, le droit de propriété revienne aux fondateurs, et que pour celles ayant une activité purement économique il revienne à la personne morale créée par les fondateurs.

Les problèmes juridiques posés par le Conseil d'Entraide Économique sont analysés dans un autre sens par le juriste en chef du Ministère Hongrois du Commerce extérieur I. Szász, le spécialiste hongrois de cette question. Il examine le système de responsabilité dans les Conditions Générales du Transport de Marchandises, en donnant d'une part un résumé et en avançant de l'autre de nouvelles propositions d'interprétation et de développement.

A. Sajó traite les questions générales de la base théorique d'observation du droit. Selon lui la manière de considérer l'ensemble de cette question dépend de la conception soit normative soit sociologique de la mise en pratique du droit. Pour la première, il suffit de ne pas violer la norme juridique abstraite, selon la seconde on ne peut parler d'observation du droit que dans le cas où la norme juridique ou la pratique des organes d'État qui procèdent au nom de la première se présente en tant que motif dans la conscience de la personne qui agit. Sa proposition se fait dans ce sens : si le droit n'est rien d'autre que l'instrument de reproduction du système social par l'État, l'observation du droit n'est pas nécessairement le produit d'une observation consciente du droit.

Dans ces numéros, les *Acta Juridica* publient des nécrologues de personnalités illustres de notre discipline, comme les académiciens E. Nizsalovszky et I. Szászy, connus dans les domaines du droit civil, du droit de famille et du droit privé international, ainsi que L. Viski, expert de renom international dans le droit pénal, en particulier en ce qui concerne les transports.

Les articles d'information font connaître la loi récemment adoptée sur la protection de l'environnement (G. Kilényi) évoquent l'entrée en vigueur des pactes relatifs à la protection des droits de l'homme (Mme H. Bokor-Szegő), et passent en revue les activités du Front Populaire Patriotique dans le domaine du droit public (A. Ádám).

Le tome présent de notre périodique contient encore les comptes rendus d'une demi-douzaine d'ouvrages hongrois du domaine des sciences politiques et juridiques, autant de comptes rendus de conférences et de recherches, des notes relatives à des livres parus à l'étranger, et enfin une bibliographie soignée des ouvrages juridiques hongrois de l'année écoulée.

Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Lorando Eötvös Nominatae ; Sectio Juridica
T. XVIII.

L'annuaire de la Faculté de Droit de l'Université Loránd Eötvös de Budapest, contient des études assez succinctes de la plume des enseignants de cette faculté, en langues anglaise, allemande, russe et française.

Dans l'étude qui ouvre le volume, R. Brosz cherche la réponse à une vieille question du droit romain : la femme peut-elle être considérée comme parente *agnat cum manu mariti*, comme c'est si souvent le cas chez bien des auteurs. L'étude des sources conduit à une réponse doublement négative : d'une part, les Romains ne parlaient que *d'agnatio* sans jamais se servir de l'expression *familia agnata*, et de l'autre ils interprétaient la qualité *d'agnat* comme ne pouvant être transmise que par des hommes, par conséquent l'épouse ne pouvait être considérée comme parente *agnat*.

F. Foltyn passe en revue la littérature économique pour analyser la théorie d'inflation de J. Keynes, économiste américain de notre siècle, désormais classique.

Dans leur étude faite en commun K. Györgyi et Mme K. Kovacsics s'occupent de la réglementation et de l'application dans le droit pénal hongrois des sanctions pécuniaires. Ils tracent l'historique de ces sanctions, traitent les dispositions des lois et démontrent à l'aide d'analyses statistiques le degré d'efficacité des sanctions pécuniaires dans les conditions présentes.

Dans son écrit historico-statistique J. Kovacsics traite les problèmes des immigrés et émigrés en Hongrie entre 1720 et 1915. Il tente d'établir le nombre des immigrés qui, rien qu'au XVIII^e^ siècle, dépasse un million, tandis que celui des émigrés dépasse deux millions dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle. Aussi comprend-on bien l'importance de ce problème dans l'histoire hongroise des derniers siècles. Dans la suite, l'auteur cherche à préciser les données pour établir les tendances de migration des différentes périodes et leur répartition selon les professions, l'origine, etc.

Mme K. Kovács tente d'élucider les fonctions du matérialisme historique. Dans son étude importante, F. Mádl se propose de poser les fondements du droit international privé comparé. En substance, il cherche à tracer l'immense changement survenu ces dernières décennies dans l'évolution des relations économiques internationales, que le droit international privé est incapable de suivre à cause de son système, relativement simple, d'institutions et de notions adaptées aux conditions anciennes. Aussi, ses solutions ne sont pas adéquates. Il conçoit donc la confrontation de la théorie de synthèse juridique comparative avec le droit privé transnational, comme une nouvelle conception du droit privé international. Cette aspiration réaliste et cette recherche d'une synthèse sont dignes d'attention.

J. Molnár publie une étude de criminologie et de droit pénal où il analyse, du point de vue de droit pénal, la situation des jeunes, en appliquant la méthode comparative, compte tenu des solutions des pays socialistes et non socialistes.

L'article de T. Nagy relève de l'étude des sources juridiques du droit financier. Il examine la place et le rôle des lois dans l'évolution de la Hongrie après 1945.

L. Névai analyse les questions relatives au classement des actions judiciaires, tout en suivant la nouvelle pratique hongroise de procédure civile.

Malgré son aspect historique, la question que trate Mme M. Süveges est actuelle de nos jours aussi. Il s'agit de l'évolution des positions de Lénine à propos des coopératives, de la Révolution d'Octobre à l'introduction de la NEP.

Les rapports entre intégration économique et intégration politique, la

dialectique historique de leur transition mutuelle et ses bases théoriques sont le sujet de l'article de L. Valki et J. Vigh communique ses réflexions sur les questions méthodologiques fondamentales de la criminologie. Il met en question la raison d'être de la méthode pragmatique des recherches d'une part dans la criminologie bourgeoise et de l'autre dans la criminologie socialiste, en particulier hongroise.

Mme E. Weiss traite dogmatiquement une question conceptuelle du domaine situé à la limite du droit de famille et du droit de successions, notamment le rôle que jouent les relations de famille dans le droit hongrois de famille et de succession.

Le dernier écrit du volume est de A. Weltner qui s'occupe, d'une manière comparative, des tendances, dans le droit socialiste, du travail, de la conception juridique et de l'évolution des contrats collectifs.

L'annuaire est complété d'une bibliographie, par branches de recherches, des ouvrages publiés en 1974 par les enseignants de la Faculté.

Németh, János : *Lawyers and Paraprofessionals in Hungary*
Budapest, 1977. (Report to the International Congress on the Law of Procedure, Ghent, 1977.)

L'auteur de cette étude d'une vingtaine de pages passe en revue les questions générales de la formation et de la profession de juriste en Hongrie. Il décrit d'abord les études universitaires et la formation continue des juristes professionnels, puis la situation, la formation et l'état juridique des groupes dits paraprofessionnels. Il y étudie les juges non professionnels qui prennent part à la juridiction en qualité d'assesseurs populaires, les fonctionnaires de l'office des brevets d'invention, qui procèdent pour ainsi dire en avocats dans les affaires relevant de la protection de propriété industrielle, et enfin le service d'assistance judiciaire des syndicats, organe nouveau, mais qui a dès à présent une sphère d'activité et une efficacité étendues. Il énumère les arguments pour et contre l'organisation de postes paraprofessionnels. L'étude se termine par l'analyse de l'organisation, du statut et des fonctions des avocats.

Névai, László : *Die Grundlagen des Zivilprozessrechts in Ungarn*
Budapest, 1977. (Report to the International Congress on the Law of Procedure, Ghent, 1977.)

Dans son écrit d'une vingtaine de pages, le professeur Névai, directeur de la chaire du droit civil de procédure à la Faculté de Droit de Budapest, examine, en fonction de la procédure hongroise, mais sur le plan des principes, la place et la fonction du droit civil de procédure dans le système juridique et dans la mise en pratique du droit civil. Il s'ensuit qu'il examine tout d'abord l'autonomie de la procédure, avant tout du droit civil, compte tenu de la question de savoir quels sont, indépendamment du droit substantiel leur correspondant, les liens qui relient les différentes procédures, droit pénal, administratif public, etc. Puis il se penche sur le rôle du droit civil de procédure dans l'humanisation des procès devant les tribunaux. Il étend ses analyses du contenu démocratique des procédures à l'assistance mutuelle des parties, et en dernière analyse, à la manière d'assurer une procédure *fair*. En relation étroite avec ce qui précède, il traite ensuite les composants de l'efficacité de la requête et de la procédure en droit civil, compte tenu des exigences tant du droit écrit que de la vie de la société.

Névai, László : *Tasks of the Public Prosecutor in Civil Procedure in Hungary*
Budapest, 1978. (Report to the International Congress on the Law of Procedure, Ghent, 1977.)

L'institution du procureur, telle qu'elle se manifeste dans les pays socialistes, n'est nullement limitée au rôle de ministère public. Elle a des tâches étendues dans la juridiction civile, publique, etc. En outre, dans le cadre de la surveillance générale de la légalité, elle doit suivre l'évolution des procédés non contentieux relatifs au travail, aux finances, doit contrôler, du point de vue de la légalité, la législation au niveau administratif convenable. L'étude en question présente, en guise d'information, le rôle du procureur dans la procédure civile (affaires contentieuses ou non contentieuses). Il embrasse ce domaine tout entier de l'organisation du ministère public au statut juridique du procureur et à ses formes d'actions.

Cs. VARGA

HISTOIRE

Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös Nominatae ; Sectio Historica
T. XVIII.

Dans le présent numéro des *Annales*, la rubrique « Aufsätze » commence par l'article d'Erzsébet Ladányi qui traite des questions de l'histoire des villes hongroises et de terminologie historique *(Libera villa, civitas, oppidum. Terminologische Fragen in der ungarischen Städteentwicklung)*. Les matériaux de son article sont tirés des documents non publiés conservés dans les Archives Nationales Hongroises, des collections d'autres archives hongroises et étrangères, et elle a également puisé, en recourant à la méthode comparée, dans la littérature relative à cette question, publiée dans les pays voisins.

Le spécialiste bien connu de l'histoire de la Monarchie Austro-hongroise, Ferenc Pölöskei, s'occupe, cette fois-ci, de la période succédant à la défaite de l'Empire des Habsbourg, des traités de paix, signés aux environs de Paris *(Die ungarische Friedensdelegation in Neuilly und die revisionistische Propaganda)*. Imre Láng a consulté la littérature anglo-saxonne sur la question pour son article *Prelude to Economic Co-operation between Capitalist Countries in the 1930's*.

Sous la rubrique « Mitteilungen », Erzsébet Kulcsár publie un article intéressant intitulé *Das Gesetz vom Jahre 1351 in der ungarischen Geschichtschreibung*. Cet article très bien documenté pose également les problèmes de l'histoire de la paysannerie du haut Moyen Age et des questions générales de l'histoire juridique.

L'historien de l'art László Molnár s'est documenté au cours de son voyage à Leningrad pour écrire son article *Herender Porzellan in der Sammlung der Ermitage zu Leningrad*. L'annexe contient treize belles illustrations des produits de la porcelaine hongroise.

Une partie importante de ce numéro est consacrée aux communications du colloque international organisé par l'Université Loránd Eötvös de Budapest entre les 6 et 8 octobre 1975 à l'occasion du 30e anniversaire de la Libération de la Hongrie avec la participation des historiens, des juristes, et des philosophes. Le colloque a commencé par l'allocution d'István Szathmári, doyen de la Faculté des Lettres de Budapest. Le rapport a été lu (en russe) par Mihály Korom sur les conditions internationales de l'épanouissement de la révolution démocratique populaire hongroise. Le rapporteur a passé en revue les facteurs de la politique internationale facilitant ou freinant ce processus. Parmi les communications, relevons celle de Sándor Balogh consacrée aux luttes des partis en Hongrie entre 1944 et 1949 sous le titre de *Kämpfe innerhalb der Ungarischen Nationalen Unabhängigkeitsfront in Ungarn von der Befreiung bis zum Sieg der Diktatur des Proletariats (1944-1948)*, celle de C. Remer *(Zum Stand der Diskussion über Probleme der volksdemokratischen Revolution in der DDR)*, évoquant la première période de l'histoire de l'Allemagne Démocratique. Le chercheur tchèque J. Houska a essayé de tirer des conclusions d'ordre général sur les expériences de voies de transition de la démocratie populaire, il étudie longuement aussi l'histoire de son propre pays. Ensuite, quelques éminents spécialistes dressent le bilan des trente dernières années dans leurs disciplines. I. Hermann rend compte des résultats obtenus dans le domaine de la philosophie, Imre Takács des recherches de droit constitutionnel, D. Zoltai du développement de l'esthétique, J. Lukács parle des études d'histoire religieuse et de la critique de la religion. La communication finale de S. I. Roussinova (Leningrad) traite du système étatique des démocraties populaires et de la spécificité du réseau des conseils.

La rubrique régulière des « Comptes rendus » est suivie par une bibliographie établie par Mme Mária Diószegi. Elle recense les publications des historiens de l'Université Loránd Eötvös de Budapest entre 1971 et 1975. Elle publie également la liste des thèses de doctorat d'université soutenues pendant cette même période dans le domaine de l'histoire à l'Université de Budapest. Pour finir, le rédacteur en chef des *Annales*, I. Diószegi, fait part d'un triste événement. Son article nécrologique *In memoriam Endre Arató (1921-1977)* fait connaître la vie féconde du membre correspondant de l'Académie des Sciences du Hongrie, du célèbre spécialiste hongrois de l'histoire d'Europe centrale.

M. KUN

Acta Historica 1977 N° 1-2.

Le premier article de la revue historique de l'Académie des Sciences de Hongrie traite d'un événement qui a eu lieu il y a 60 ans : la révolution démocratique bourgeoise hongroise de 1918 *(Ungarn im Oktober 1918)*. L'excellent spécialiste de la question, András Siklós, présente toutes les causes des événements : la défaite militaire et politique de la Monarchie Austro-hongroise, la lutte de classes très intensifiée pendant les années de la guerre et la question non résolue des nationalités. Il esquisse le tableau de ce qui s'est passé le 30 octobre à Budapest et en province, en présentant et en analysant plusieurs documents inédits conservés dans les archives.

Nous trouvons également des conclusions importantes dans l'article très riche en documents inédits de Miklós Szinai *(István Bethlen und die politische Konsolidierung des ungarischen konterrevolutionären Regimes 1919-1922)*. L'auteur passe en revue les différentes couches de la classe dominante, il insiste sur les circonstances de la soumission des dirigeants du Parti des Petits-Propriétaires, fait qui a contribué à la consolidation du régime conservateur du premier ministre Bethlen.

Dans son article intitulé *Österreichs Weg zur Sanierung (1922)*, Lajos Kerekes s'occupe d'une des étapes les plus importantes des premières années de l'histoire de la République Autrichienne, des luttes engagées autour de la politique d'assainissement. Il prouve que les Alliés avaient peur de la destruction de l'équilibre en Europe centrale et orientale et que c'est pour cette raison qu'ils ont voté pour l'Autriche le crédit de la Société des Nations.

Le recteur de l'Université des Sciences Économiques Karl Marx, Iván T. Berend, se penche sur des questions théoriques importantes. Il signale à ses lecteurs combien il est erroné de parler de modèles purs de formation centrée soit uniquement sur les sciences naturelles, soit sur les sciences humaines et sociales. L'éducation appropriée de la future génération exige une forme d'enseignement intégral. Un problème similaire est étudié par Miklós Incze à propos des sciences historiques. Il démontre l'importance des disciplines apparentées — littérature, beaux-arts — et de l'application des méthodes complexes aux petites monographies modernes.

Sous la rubrique « Communications », György Litván publie un article intitulé *Mihály Károlyi et la France*, contenant plusieurs documents inconnus. Signalons que ce même auteur a publié en 1975 dans *Acta Historica*, des documents sur les relations franco-hongroises des années 1917-1919.

Sous la rubrique « Notes critiques », Julianna Puskás utilise les données démographiques les plus modernes dans son article intitulé *Some Recent Results of Historic Research on International Migration*. Le reste du numéro contient des comptes rendus, une bibliographie des recherches historiques hongroises et un compte rendu de la séance commémorative consacrée au centenaire de la naissance d'Ernő Garami, un des leaders renommés de l'ancien Parti Ouvrier Social-démocrate de Hongrie.

M. KUN

Acta Archaeologica. Academiae Scientiarum Hungariae VIII. Budapest, 1976.

Bulletin du Musée Hongrois des Beaux-Arts 48-49, 1977.

Mitteilungen des Archäologischen Instituts der Ungarischen Akademie der Wissenschaften 5, 1974-75.

Parmi les périodiques archéologiques parus en 1977, il convient de mentionner en premier lieu les *Acta Archaeologica* dont le tome de 1976 est enfin sorti. Ce tome, paru en deux parties, présente une unité thématique, les matériaux de la conférence organisée en 1974 par la Société Hongroise d'Archéologie et d'Histoire d'Art : *Zur Frage der ungarischen Burgen zur Zeit der Staatsorganisation*. Une partie des contributions se rapportent à des questions historiques fondamentales (Gy. Győrffy : *La formation du système hongrois des forts dans les siècles qui suivirent la conquête du pays)*, d'autres cherchent à définir les particularités de la construction des forts aux X^e^-XI^e^ siècles, sur la base des recherches archéologiques (Gy. Nováki). Plusieurs chercheurs ont donné des comptes rendus des dernières fouilles. Quant aux autres études publiées dans ce volume, nous parlerons, se tenant à l'ordre chronologique, en premier lieu de celle de J. Makkay, qui examine la chronologie de l'âge du cuivre dans le bassin des Carpates. Les travaux consacrés à la période romaine sont remarquables, comme celui de D. Gabler sur les terra sigillata de la villa d'Hercule à Aquincum, celui d'E. Tóth sur les mosaïques de l'aula palatina à Savaria. Des fouilles de Zalalövő enrichissent les recherches sur la Pannonie. Il faut en outre mentionner quelques articles dont les auteurs ne traitent pas des sujets

en rapport avec la Hongrie. R. J. Rowland Jr. fournit des renseignements essentiels relatifs à la composition de la population en Britannie romaine. D. Gáspár s'occupe de la problématique du serment militaire des Romains. Les matériaux concernant l'époque des migrations sont peut-être plus modestes que de coutume, mais une importance particulière doit être attribuée à l'étude de D. A. Tirr (Oxford) sur l'attitude des Occidentaux envers les Avars. Le travail bien fouillé de L. Kovács enrichit la littérature sur la numismatique de l'époque des Árpád. Fidèle à ses traditions, le périodique contient une riche rubrique critique, comprenant des comptes rendus de publications archéologiques parues en Hongrie et à l'étranger.

Parmi les almanachs des grands musées hongrois, en 1977 a paru un numéro double du *Bulletin du Musée Hongrois des Beaux-Arts*. Ce numéro poursuit l'importante entreprise engagée dans le précédent, la publication du catalogue méthodique des objets d'art antiques conservés dans les différentes collections publiques et particulières de Hongrie. Un collectif important d'auteurs a travaillé sur les matériaux de l'époque romaine. Il convient en outre de mentionner l'article d'I. Nagy sur l'instrument de musique égyptien nommé sistrum.

L'année dernière ont paru. avec un grand retard, les deux numéros réunis de l'*Annuaire de l'Institut d'Archéologie* de l'Académie des Sciences de Hongrie (1974-75). Comme les précédents, ce numéro double offre, lui aussi, un bon tableau des recherches faites à l'Institut. La préhistoire est traitée avant tout par les travaux de N. Kalicz et J. Makkay. Ces deux spécialistes étudient, cette fois encore les problèmes du néolithique et de l'âge du cuivre. L'article d'E. Jerem enrichit par des observations de valeur l'histoire de la période précoce de l'ornementation celtique. Les recherches en archéologie classique sont représentées par L. Castiglione, qui analyse les idées de Polybos sur l'art romain. A. H. Vaday publie des matériaux intéressants concernant les Barbares de l'époque romaine.

La publication sur le cimetière de Szabadbattyán du Ve siècle de notre ère (L. Barkóczi et A. Salamon) fait surgir toute une série de problèmes remarquables. L'annuaire reflète bien les recherches interdisciplinaires effectuées à l'Institut avec une intensité croissante. Conformément aux principes de la rédaction on trouve par la suite une série de brefs comptes rendus sur les fouilles effectuées par l'Institut, et un tableau des publications des collaborateurs de l'Institut.

M. Szabó

LINGUISTIQUE

Acta Linguistica Academiae Scientiarum Hungaricae
T. XXVII. Fasciculus 1-2.

Le cahier double paru dans la série annuelle la plus récente de la revue s'ouvre sur une nécrologie en allemand du professeur Gyula Németh, de la plume de Zsuzsa Kakuk *(Julius Németh.* 1890-1976, pp. 3-13). L'auteur présente à travers les œuvres de ce grand savant ses activités déployées pendant des décennies dans le domaine de la turcologie et sa personnalité si respectée. Gyula Németh était depuis le début des années vingt une autorité internationalement reconnue de la turcologie hongroise.

Dans une étude intitulée *Die innere Bewegung der ungarischen Dialekte der Gegenwart* (pp. 15-40), Samu Imre analyse sous l'angle de la sociologie linguistique les mouvements intérieurs des dialectes hongrois, en s'appuyant sur son expérience de plusieurs décennies au service de la rédaction de l'Atlas des Dialectes hongrois et sur la littérature spécialisée. Son étude est basée sur deux thèmes principaux : 1) la réduction du nombre des personnes pratiquant les dialectes, 2) la réduction des phénomènes dialectaux et de la fréquence des dialectes.

Dans un article écrit en russe *(K rozborou fonologuitscheskoï strouktoury venguerskogo sostava boukv*, pp. 41-73), György Szépe traite du système orthographique hongrois. Après un survol historique, l'auteur analyse en profondeur du point de vue phonologique les caractères et les groupes de caractères de l'alphabet hongrois. Il s'agit là de la version russe d'un article primitivement paru en anglais *(Bits from Hungarian Graphemic Structure*, In : L. Kalmar, Ed. : *Computational Linguistics and Computer Languages 9*, 1973, pp. 255-269).

Dans *A propos de la notation phonétique ae Setälä* (pp. 75-81), Péter Hajdu analyse le caractère de la notation phonétique finno-ougrienne et l'apparition

de la notion de phonème dans la littérature spécialisée sur la finno-ougristique et polémise à ce sujet avec György Lakó.

Ferenc Kiefer s'appuie sur des exemples anglais et hongrois pour analyser les rapports entre phrases et présuppositions (*Functional Sentence Perspective and Presuppositions*, pp. 83-109).

Dans *les Éléments roumains du lexique hongrois et quelques problèmes de l'emprunt linguistique* (pp. 111-160), Ferenc Bakos traite entre autres des emprunts directs, des emprunts littéraires et des emprunts réciproques du roumain au hongrois et du hongrois au roumain, de l'insertion de forme des emprunts, des termes culturels d'origine balkanique, des problèmes posés par le bilinguisme et de différents aspects sémantiques.

D. D. Hook traite de la conjugaison gothique (*Gothic Conjugation*, pp. 161-178).

László Dezső analyse la situation de la recherche et de l'enseignement linguistiques en Hongrie (*General Linguistics and the Teaching of Linguistics in Hungary*, pp. 179-200). Après un survol historique, l'auteur présente le travail effectué dans les universités et les publications de linguistique générale de Hongrie, et analyse les liens entre linguistique générale et secteurs spécialisés de la linguistique.

On trouvera en fin de volume quelques critiques de livres.

Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös Nominatae ; Sectio Linguistica
T. VIII.

Conformément aux objectifs primitifs de l'annuaire linguistique de l'Université de Budapest Loránd Eötvös, le numéro de 1977 contient des études en plusieurs langues traitant de différentes langues sous des angles divers. Outre les textes en langues universelles telles que l'anglais, l'allemand, le français ou le russe, on trouve dans ce numéro un article en polonais et un autre en slovaque. Parmi les 17 études figurant au sommaire, nous mentionnerons les suivantes : János Balázs : *Fragen des Stils und der Sprachkultur in der Ausbildung und Förderung der ungarischen Fach- und Wissenschaftssprache* (pp. 3-18). L'auteur y analyse la situation actuelle après un survol historique. L'étude est suivie d'une bibliographie détaillée.

Endre Rácz traite du rapport congruence-redondance d'après des exemples empruntés au hongrois (*Kongruenz und Redundanz*, pp. 19-27).

L'article polémique de László Papp (*Die Frage Sumerisch-Ungarisch*, pp. 35-44) porte sur la question des rapports entre le sumer et le hongrois. L'auteur démontre avec des arguments convaincants l'incompétence de ceux qui voient une parenté entre les deux langues.

L'étude de József Molnár (*Über die phonetischen Hauptzüge der kontrastiven Analyse Ungarisch-Deutsch*, pp. 45-53) est également importante au point de vue pratique, en ceci que sa description comparative des phonèmes hongrois et allemands facilite l'étude linguistique et l'enseignement.

Die Wirklichkeit der Sprache (pp. 145-192), par László Antal, est l'étude la plus longue de ce numéro. L'auteur qui polémise avec des linguistes et les représentants de différentes tendances y analyse des questions de philosophie de la langue (psychologisme et objectivisme dans la linguistique, langue et société, signification et objectivité).

Dans *Standardization of the Terms in the Linguistics* (pp. 193-207), János Bartók compare des dictionnaires terminologiques et souligne les différences qu'ils présentent. L'auteur propose de créer une commission internationale afin de procéder à une unification des termes techniques.

Enfin, János Kelemen rend compte d'une intéressante conférence organisée en Hongrie (*le Colloque contrastif franco-hongrois de Mátrafüred*, pp. 233-236).

J. Kiss

ÉTUDES FINNO-OUGRIENNES

T. XII, 1975.

Dans le premier article du tome XII des Études Finno-ougriennes Bernard Comrie donne une analyse fonctionnelle du système casuel et surtout du sujet et de l'objet direct, des constructions ergatives, du sujet indéfini dans les langues ouraliennes (*Subjects and Direct Objects in Uralic Languages ; a functional explanation of case marking systems*). Alo Raun dans *The Definitive Superlative in Finnic* traite du degré défini des constructions superlatives dans le finnois. Tarmo Kunnas constate dans son article intitulé *De quelques*

traits spécifiques de la littérature finnoise que « le syncrétisme des mouvements littéraires, la prédominance du sentiment de la nature et peut-être même le manque d'esprit philosophique (dans la littérature finnoise) résultent de l'évolution exceptionnelle du pays ». Vilmos Voigt, après avoir donné un arrière-plan social et en même temps philosophique des faits littéraires, se lance dans une analyse profonde et détaillée de la poésie finnoise et estonienne (*la Poésie de langues finnoise et estonienne* 1770-1815/1820). Aurélien Sauvageot donne dans *A propos de la genèse de la conjugaison hongroise* une esquisse du développement du système de conjugaison en hongrois et pose, en guise de conclusion, que le hongrois n'a fabriqué sa conjugaison qu'après la dislocation d'une partie au moins du finno-ougrien en dialectes séparés. Denis Creissels *(Note sur la distinction aliénable-inaliénable dans l'expression de la possession en hongrois)* démontre sur la base d'une liste d'exemples très riches que les suffixes *-s* et *-ú, -ű* en hongrois peuvent être qualifiés de marques de la possession respectivement aliénable et inaliénable. Rudolf Zimmer constate à la fin de son article sur la tournure de politesse *tetszik* en hongrois qu'il est très important pour l'étranger hungarisant de savoir bien manier la forme *tetszik*, puisqu'elle n'est pas une tournure figée « en collocation avec quelques rares verbes ou adjectifs prédicatifs, mais permet de créer de nouveaux énoncés jamais générés jusqu'ici » *(Une tournure de politesse propre à la langue hongroise)*. Aurélien Sauvageot raconte dans la *Poésie hongroise en France: l'épisode Ladislas Mécs* le passage du poète hongrois Ladislas Mécs à Paris et en France et donne un jugement de valeur du succès de ses poèmes en France et particulièrement chez Paul Valéry. Erhard Schieffer écrit sur les aspects ethnographiques et sémantiques des désignations de l'ours en ostiak *(Ostjakische Bärennamen)*. Wolfgang Veenker traite dans son article de l'homonymie, de l'homographie et de l'homomorphie en vogoul *(Zur Homonymie, Homographie und Homomorphie im Voguli-schen)*. Harmut Katz donne une contribution au suffixe dénominal « t » dans le selkupe *(Zum denominalen Nominalbildungssuffix « t » im Selkupischen)*. *The literatures of small Finno-Ugric nations in Hungarian research until 1970*, voilà le sujet dont traite György Radó dans sa communication riche en réflexions.

Dans les *Notules* on trouve deux notes étymologiques de Jean-Luc Moreau *(Note sur l'étymologie du finnois sarka 'serge'* et *l'Étymologie du mot hongrois pip 'pépie')*, ainsi que le travail de W. W. Schuhmacher sur un remprunt allemand dans l'eskimo d'Alaska *(Ein deutsches Lehnwort im Alaska-Eskimoischen?)*.

Dans la partie « Chronique » on lira *Gyula Ortutay et le quatrième Congrès International des finno-ougristes à Budapest* par Jean Gergely, deux articles commémoratifs, l'un sur Géza Bárczi et l'autre sur Henri Boissin, tous deux par Aurélien Sauvageot. József Erdődi se souvient du finno-ougriste István Kecskeméti. On trouve également dans cette partie une remarque de Jean Perrot sur la *Nouvelle table ronde franco-hongroise de linguistique contrastive* et la liste des travaux de recherche intéressant les études finno-ougriennes et présentés dans les universités françaises au cours des 30 dernières années (1945-1975).

Parmi les « Notes critiques » on lira deux remarques théoriques à propos de l'œuvre de G. Kobilarov-Götze : *Die deutschen Lehnwörter der ungarischen Gemeinsprache*, l'une par Rudolf Zimmer et l'autre par Harmut Katz.

Parmi les « Comptes rendus » nous devons nous contenter, faute de place, d'une simple énumération des œuvres présentées. On trouvera donc dans cette partie le compte rendu de Lajos Kazár sur *Uralica, journal of the recently formed Uralic Society of Japan*, celui de Bernard Comrie sur le livre de Terescenko *(Syntax of the Samoyedic languages ; the simple sentence)*, celui de Péter Simonics (Tibor Mikola : *Die alten Postpositionen des Nenzischen (Jurak-samoyedischen)*), celui de Hartmut Katz *(Zwei Neuausgaben samoyedistischer Arbeiten in zwei neuen ungarischen Serien)*. Vilmos Voigt parle du travail de József Erdődi : *Uráli csillagnevek és mitológiai magyarázatuk*. Un livre de Géza Képes *Napfél és éjfél* est présenté par Jean-Luc Moreau. Fanny de Sivers parle du livre de Johannes Aavik : *Keeleuuenduse äärmised voimalused*. Georges Kassai et József Molnár présentent le travail d'Iván Fónagy intitulé *Füst Milán: Öregség — Dallamfejtés*. Péter Domokos : *Az udmurt irodalom története* est salué par Jean-Luc Moreau. L'excellent livre de Géza Bárczi, *A magyar nyelv életrajza*, est présenté par József Erdődi. On trouvera également parmi les comptes rendus Dezső Pais : *A magyar ősvallás nyelvi emlékei* (Guillaume Osier), Zsuzsanna Erdélyi : *Hegyet hágék, lőtöt lépék* (Jean Gergely), Giulando Pirotti : *Grammatica Vogula* (Béla Kálmán), István Kecskeméti — Heikki Paunonen : *Die Märchentypen in den Publikationen*

der Finnisch-Ugrischen Gesellschaft (Vilmos Voigt), István Futaky : *Tungusische Lehnwörter des Ostjakischen* (József Erdődi), Wolfgang Veenker : *Materialien zu einem onomasiologisch-semasiologischen vergleichenden Wörterbuch der uralischen Sprachen* (József Erdődi), R. M. Batalova : Коми-пермяцкая лиалекталогиа (József Erdődi).

Le tome XII des Études Finno-ougriennes se termine par la liste des ouvrages reçus en 1975.

V. BÁRDOSI

SCIENCES LITTÉRAIRES

Acta Litteraria
T. XVIII, 1977.

Le nom de l'auteur du premier article du présent numéro est encadré de noir : le professeur János Horváth, excellent spécialiste de la littérature latine médiévale, est disparu. Son étude posthume est une véritable révélation. Il y a quelques années, Madame Mária Horváth avait déjà signalé dans la revue *Filológiai Közlöny*, qu'une bibliothèque de Séville conservait un intéressant manuscrit du poète hongrois de langue latine du XV^e^ siècle, Janus Pannonius. Le regretté János Horváth publie en original, pour la première fois, les poésies inconnues et inédites de Janus Pannonius conservées par le manuscrit de Séville. Ottó Süpek a choisi un sujet de littérature médiévale. Il continue ses recherches sur la motivation historique de la poésie de l'*amor dei*. L'article du chercheur florentin très doué Cesare Vasoli *(Note su Galeotto Marzio)* est remarquable par sa concision et sa documentation solide. Son article modifie sur plusieurs points l'image que nous avons de Galeotto Marzio, la figure la plus significative — avec Antonio Bonfini — de la cour du roi de Hongrie Mathias Corvin.

Nous avons relevé deux courtes communications, celle de Katalin Kulin *(Juan Carlos Onetti ; Un sueño realizado)* et de Zunilda Gertel de University of Wisconsin, Madison *(El obsceno pájaro de la noche, des-encarnación, transformación, inexistencia)*. La première est une analyse thématique, la seconde traite des questions formelles et structurelles.

L'étude de Tamás Ungvári, *Avantgarde oder Realismus ? Zur Brecht-Lukács Debatte* pose un problème débattu depuis longtemps par les spécialistes de la littérature du XX^e^ siècle et qui n'est toujours pas éclairci. Recourant à la méthode comparée, l'auteur tâche de dégager minutieusement tous les antécédents de cette discussion qui s'est poursuivie pendant de longues années. Il propose une périodisation claire et convaincante de la discussion.

L'article de Béla Köpeczi intitulé *les Courants idéologiques de notre époque et la littérature française contemporaine* dresse un tableau des idéologies (marxisme, technocratie, structuralisme, gauchisme utopique) et de leurs rapports avec les différents courants de la littérature française actuelle (néo-avant-garde, littérature traditionnelle, littérature révolutionnaire). Sur le plan méthodologique son article prouve la possibilité d'appliquer l'histoire des idées à l'histoire de la littérature.

La rubrique « Chronique » est très riche, elle occupe près de la moitié du numéro. Un auteur italien, Sante Graciotti, rend compte du colloque qui a eu lieu à Venise entre le 10 et le 13 novembre 1976 *(Venezia e Ungheria nel contesto del Barocco Europeo)*. Une série d'articles étudie le tragique dans ses transformations historiques (Mihály Szegedy-Maszák : *The Concept of the Tragic from the Enlightenment to Romanticism :* Béla G. Németh : *The « Tragic » from Romanticism to the End of the 19th Century :* András Veres : *The Interpretation of the Tragic at the Beginning of the 20th Century :* Zsigmond Ritoók : *Euripiaes ; Alcestis)*. Ce dernier illustre ses conclusions par un diagramme. Les deux études suivantes dépassent l'importance des articles publiés généralement sous cette rubrique : László Ferenczi : *Réflexions sur Candide* et l'article de Mme Vladimirova, consacré aux travaux de B. G. Réizov sur la littérature française. Sous la rubrique « Bibliographie » nous trouvons des comptes rendus sur les ouvrages hongrois et étrangers consacrés à la littérature.

Acta Litteraria
T. XIX, 1977.

Le tome XIX des *Acta Litteraria* commence par un article d'István Király, publié à l'occasion du centenaire de la naissance du grand poète hongrois Endre Ady. L'article, suivi par les traductions françaises des poèmes les plus connus d'Ady, retrace les étapes les plus importantes de la vie et de l'activité du poète. Le spécialiste hongrois bien connu des

recherches relatives à l'Europe centrale, László Sziklay, fait la synthèse de ses recherches très poussées dans son article intitulé *Ady et nos voisins*. Cet article pourrait avoir pour titre *Ady et l'Europe orientale*, car l'auteur traite aussi, avec compréhension, des questions concrètes de l'histoire des relations bilatérales et des problèmes généraux de la littérature comparée. L'étude de Dezső Baróti *De l'Êr à l'Océan* s'occupe du thème de l'eau dans l'œuvre du poète avec de nombreuses citations. Pour finir, le court essai de Dezső Keresztury *Ady in der Welt* replace Ady dans son époque en énumérant et en hiérarchisant avec compétence les savants et les artistes, ses contemporains. En somme, nous pouvons conclure que le panorama proposé par la rédaction en souvenir d'Ady est très réussi, il commémore avec dignité l'œuvre du poète.

Dans le même numéro des *Acta*, Gábor Tolnai publie un article intitulé *le Troubadour des confins hongrois*, consacré au plus grand poète hongrois du XVI^e siècle, Bálint Balassi, égal aux plus grands auteurs de la littérature universelle, mais qui est insuffisamment connu au-delà des frontières hongroises. La rédaction publie quelques poésies difficiles de Balassi en traduction française dans l'annexe de l'article de G. Tolnai.

Der deutsche antifaschistische historische Roman, par Antal Mádl, soulève des problèmes qui sont insuffisamment éclairés même par l'histoire littéraire allemande. Un article de synthèse de Pál Pándi, *Über einige Fragen der neuen ungarischen Literatur*, est le texte d'une communication prononcée le 6 octobre 1977 à un colloque organisé en Bavière sous le titre de *Die zeitgenössischen Literaturen Südosteuropas*.

La rubrique « Chronique » est particulièrement riche. A l'occasion du centenaire d'Ady Béla Lengyel fait un parallèle entre l'œuvre d'Ady et celle de Gorki. Son court article est suivi par une abondante bibliographie. István Szerdahelyi rend compte des recherches esthétiques hongroises et des principales étapes de l'évolution de cette discipline. András Veres publie une étude d'histoire des genres, en étudiant l'ironie. A. N. Balogh traite des questions actuelles des recherches de la littérature scandinave du Moyen Age.

La rubrique « Bibliographie » contient entre autres choses les comptes rendus sur les livres de G. B. Németh, de J. Ehrard, de J. Chouillet et de Carlos Rincón dus à István Sőtér, à Dezső Baróti et à Attila Csép.

Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös Nominatae ; Sectio Philologica Moderna

Le présent numéro des *Annales* s'ouvre sur un long article d'Ottó Süpek, *Une parodie royale du Moyen Age*, qui, par son contenu, se trouve à la frontière de l'histoire médiévale et de l'histoire littéraire médiévale. Erzsébet Perényi publie une étude intéressante intitulée *Aspects of Ballad Art Illustrated with Pieces of Scottish Balladry* qui serait digne de figurer dans les recherches internationales relatives aux ballades écossaises. Son analyse de la composition et de la métrique est également remarquable.

Les études russes sont représentées par deux articles. István Meszerics résume ses idées dans un article d'un ton lyrique à l'occasion du 150^e anniversaire de la mort de Pouchkine *(Slovo o Puškine)*. Il parle du prosateur, du poète, d'un des initiateurs de la poésie philosophique européenne et du philosophe. Gyula Király se penche sur plusieurs questions esthétiques relatives à la théorie du roman *(Dva tipa chudožestvennogo myšlenija v russkoj literature XIX veka)*. Il renouvelle avant tout les notions de prose et d'épique, à propos de Herzen il considère l'essai comme un contre-roman, chez Dostoïevski il parle du roman « transcendental ».

Aladár Sarbu donne une analyse approfondie de la prose de Henry James dans son étude *The Sical Nature of Good and Evil in the Wings of the Dove*, Miklós Salyámosy se penche sur un sujet relatif au début du siècle : *Wilhelm von Polenz und die Jahrhundertwende*.

Endre Galla étudie un sujet absolument inconnu en Hongrie en s'inspirant des travaux des chercheurs soviétiques et polonais dans sa courte étude *Society and Nation in a 20th Century Chinese Satire*. L'article de László Scholz *Los criterios cortazarianos de la obra literaria* est bien documenté.

Pour finir, ce numéro des *Annales*, beaucoup moins long que les précédents, se termine par deux articles traitant de la langue et de la littérature françaises. Vilmos Bárdosi s'intéresse au *Fonctionnement de l'attraction paronymique dans le système communicatif du français moderne*. András Vajda pose la question : *Pourquoi est-il difficile d'analyser la poésie moderne ?* Ses analyses nous convainquent de la possibilité de plusieurs niveaux dans cette analyse : il se penche surtout sur les anomalies de la syntaxe, de la sémantique et des grandes unités textuelles.

Á. Gereben

HISTOIRE DE L'ART

Acta Historiae Artium, 1977

Il faut, parmi les œuvres parues en langues étrangères durant l'année 1977, relever le périodique intitulé *Acta Historiae Artium* qui publie les résultats des études scientifiques les plus récentes.

On y trouve, dans le numéro double de l'année 1977, la première étude de Tünde Wehli sur la Bible d'Admont. Après avoir fait connaître au lecteur l'histoire de cette réalisation, si riche d'enseignements en matière d'histoire de l'art, son style, son contenu iconographique, et les circonstances de sa genèse, l'auteur en arrive à la constatation que cette bible est l'un des vestiges de la peinture ancienne salzbourgeoise, peint dans l'esprit de Cluny.

Károly Mollay écrit son étude sur l'auteur présumé des miniatures du *Magyar Anjou Legendárium* (Legendarium Hongrois des Anjou). Cette étude de valeur, renfermant de nombreux résultats de recherches récentes, rédigée par Christiane L. Jaost-Gaugier, parle d'un des grands peintres du quattrocento italien. Veronika Kaposy présente deux maîtres français peu connus du XVIII^e^ siècle, J. J. de Boissieu et A. Th. Desfriches. Les thèmes principaux de leur peinture étaient la description de la nature, leurs œuvres étaient surtout d'inspiration rousseauiste. Ottó Mezei, dans son ouvrage intitulé *Les Galimberti*, couple d'artistes hongrois des années 1910, suit pas à pas leur carrière. L'auteur transmet dans son étude de nombreuses informations de valeur non seulement à propos de l'œuvre mais aussi à propos de son époque.

György Ruzsa entreprend de présenter et d'apprécier le travail du professeur Victor Lazarev, décédé en 1976. Dans ce périodique nous pouvons lire les articles suivants :

Mária Prokopp : Miklós Boskovits, Pittura Fiorentina alla Vigilia del Rinascimento 1370-1400
Florence, 1975.

György Rózsa : Max Schefeld, Bibliographie der Veduta
Berlin, 1976.

Géza Fehér : Türkische Miniaturen aus den Chroniken den Ungarischen Feldzüge
Budapest, 1976.

Katalin Gellér : Grigorij J. Sternin, Das Kunstleben Russlands an der Jahrhundertwende
Dresde, 1976.

Lajos Vayer : Centenaire de la Société Hongroise d'Archéologie et d'Histoire de l'Art.

Les numéros 48 et 49 du *Bulletin du Musée des Beaux-Arts* de l'année 1977 peuvent aussi compter sur un large intérêt. László Barkóczi, László Castiglione, Miklós Szabó, Tihamér Szentléleky, János Szilágyi dans leur ouvrage *et dans d'autres collections hongroises* nous font connaître les vestiges de l'époque romaine découverts en Hongrie, ce avec les références bibliographiques correspondantes.

István Nagy nous parle des fragments de sistres déposés au Musée des Beaux-Arts en nous montrant cet instrument de musique très apprécié par les Égyptiens, le reste chez les Grecs et les Coptes. Mme Szmodis née Éva Eszláry nous présente un petit Christ en croix, en bronze, de l'époque du quattrocento florentin, exposé à la Galerie de Sculpture Ancienne du Musée des Beaux-Arts. Vilmos Tátrai présente un tableau jusqu'alors inconnu de Naldini, déposé au Musée des Beaux-Arts, et le date par rapport à l'œuvre de son auteur. Teréz Gerszi traite du problème des influences réciproques des peintres paysagistes du cercle Rudolphinus ; elle sélectionne à ce propos les œuvres de quatre peintres flamands.

Marianna H. Takács écrit sur Pedro Nunez de Villavicenco, disciple de Murillo, Andrea Czére sur les esquisses budapestoises de Niccolo Bambini, Veronika Kapos sur les dessins d'André Le Brun, dont six sont conservés au Musée des Beaux-Arts.

L. VARGA

ÉTUDES SLAVES

Studia Slavica 1977

Les deux volumes des *Studia Slavica* de l'année 1977 ont un contenu très riche et varié, plus intéressant que l'année dernière. Ces articles prouvent une fois de plus l'ampleur des recherches entreprises par les slavisants et les russisants hongrois, puisqu'elles embrassent les domaines les plus variés des études slaves, entre autres des questions complexes d'histoire, d'histoire de la

littérature, de linguistique, de poétique, d'histoire culturelle et de littérature comparée.

On trouve surtout dans la revue des travaux de chercheurs hongrois, mais conformément à ses traditions, elle publie également des articles des représentants étrangers de la discipline. Parmi ces derniers, mentionnons des collègues soviétiques, serbes et français qui publient dans *Studia Slavica* le résultat de leurs recherches. Cette tradition n'apporte pas seulement la preuve de l'élargissement et de l'approfondissement des relations internationales des slavisants hongrois, mais aussi celle de leur permanence et de la reconnaissance du niveau international de la revue. Notons en passant que les *Communications de la Section de Langue et de Littérature de l'Académie Soviétique* ont parlé très favorablement dans leur numéro 6 de 1977 des articles des *Studia* relatifs à l'histoire de la littérature russe.

Les efforts faits par la rédaction pour offrir aux lecteurs une rubrique critique plus riche que dans les numéros précédents méritent également des éloges. Le présent numéro contient un compte rendu sur les derniers colloques hongrois et internationaux consacrés aux études russes. La plus importante nouveauté des numéros 3-4 de 1977 est une bibliographie sélectionnée des études littéraires slaves publiées en Hongrie entre 1959 et 1975. Étant donné l'importance de cette bibliographie, nous y reviendrons plus loin plus en détail.

Les numéros 1-2 contiennent des articles variés et intéressants. La rubrique des articles commence par la publication du *fragment de Viktorov* par I. H. Tóth (Université de Szeged). L'auteur propose une analyse textologique de ce manuscrit conservé au Département des Manuscrits de la Bibliothèque Nationale Lénine de Moscou, en étudiant les particularités paléographiques, graphiques et phonétiques du Discours sur la foi de *Pandekt* d'Antioch Čerznorizec. La revue publie en annexe une photocopie de ce monument linguistique manuscrit et son texte imprimé.

P. M. Lizanets, professeur à l'Université d'Oujgorod, publie un long article sur les modifications phonétiques des mots empruntés au hongrois en ukrainien. Il analyse également en détail les changements vocaliques.

István Fried, spécialiste bien connu de la littérature d'Europe centrale, est l'auteur d'un remarquable article intitulé *Die Zeitschrift « Iris » (1825-1828) und die Literatur der südslawischen Völker*, dans lequel il présente les caractéristiques de la revue, ses collaborateurs et les œuvres publiées.

Borbála H. Lukács (Institut d'Études Littéraires de l'Académie des Sciences de Hongrie étudie depuis longtemps l'héritage littéraire et philosophique des décabristes russes et les traits particuliers de leur romantisme. Son article figurant dans le présent numéro propose une analyse comparée de *l'historisme de la littérature décabriste et du début du romantisme hongrois*. L'article publié n'est qu'un chapitre d'un ouvrage en cours de rédaction, et il n'aborde par conséquent que quelques aspects de la question.

L'article de l'excellent historien de Saratov V. V. Pugatchov sur les *Rapports de Pouchkine avec les décabristes* mérite une attention particulière. Il complète nos connaissances par de nombreuses nouvelles données et prouve de façon convaincante combien Pouchkine était proche des décabristes. L'étude d'Erzsébet Koller sur les *Rimes traditionnelles de Tioutchev* est très belle. L'auteur y constate — et ceci est très important — qu'entre les mots qui riment, il n'existe pas seulement des correspondances phonétiques et musicales, mais aussi des connexions sémantiques, ce qui donne naissance à la dialectique de l'âme, introduite dans la poésie lyrique par Tioutchev. V. M. Markovitch (Université de Leningrad) publie un travail solide et approfondi sur la *Fonction du conflit des dialogues dan le roman de Herzen « A qui la faute ? »*. L'appréciation nuancée de « l'école naturelle » russe se répand de plus en plus dans les études littéraires soviétiques. Cet article d'un historien littéraire fort doué en constitue un important document. Un article de l'auteur de ces lignes propose une analyse comparée des œuvres de *Tchékhov et de Maupassant*, en insistant sur la nouveauté de la vision du monde et de la structure dans la nouvelle russe et française du tournant du siècle.

Dans les numéros 3-4 du volume 1977, nous trouvons également plusieurs études intéressantes. Relevons l'article de Mihály Varga (Université de Budapest) *De la préhistoire à l'histoire (A propos de la signification humaine générale de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre)*. On trouve dans cet article plusieurs points de vue intéressants. L'auteur y aborde la question en termes philosophiques et esthétiques. Si nous restons un peu sur notre faim, c'est qu'il nous parle de la « préhistoire » seulement, en indiquant qu'il publiera plus tard la suite de ses travaux.

Ferenc Gregor, professeur à l'Uni-

versité de Budapest, analyse des textes de Miklós Bercsényi, l'un des plus célèbres chefs de la lutte pour l'indépendance menée par Rákóczi au début du XVIII[e] siècle, avec la précision typique d'un linguiste *(Entlehnungen west- und ostslawischer Herkunft in den Briefen von Miklós Bercsényi)*. Il y traite sur tout de l'interprétation des mots d'emprunt slaves orientaux et occidentaux.

L'article de J. O. Dzendzelivski, professeur à l'Université d'Oujgorod, traite d'un sujet intéressant dans : l'*Argot des pelletiers de Novovvija, en Volhynie*. Il étudie la spécificité de l'argot utilisé par une couche sociale pratiquant la même profession, qui exclut d'avance les personnes extérieures. Le chercheur serbe, Lubomir Tomič, qui vit en Hongrie, étudie pour sa part l'influence hongroise sur l'orthographe serbe.

Les articles plus courts qui sont publiés dans la rubrique « Miscellanea » ne sont pas moins intéressants. Relevons l'étude de J. P. Oulianov, professeur associé de l'École Supérieure de Pédagogie d'Eger, sur le *Système grammatical de Bouchlaev* et celle d'A. Zoltán (Université de Budapest) sur l'origine et les dérivés du mot russe ancien « městić ». Une étude de M. Comtet synthétise des observations intéressantes dans *La flexion russe des noms de famille terminés par -ko*. Ce professeur de l'Université de Toulouse a publié récemment un livre sur l'œuvre de Korolenko ; dans le présent article, il publie des matériaux linguistiques recueillis au cours de ses recherches. Signalons qu'il enseigne également le russe en tant que professeur de l'U.E.R. de Langues, Littératures et Civilisations étrangères et de Linguistique. I. Fodor (Université de Budapest) traite des rapports littéraires franco-soviétiques dans *Précisions sur un échange de lettres entre Barbusse et Gorki* et établit la date précise de la réponse de Gorki d'après l'original de la lettre, conservée à la Bibliothèque Nationale. Zsuzsanna Zöldhelyi (Université de Budapest) publie de nouvelles lettres d'Endre Szabó que le traducteur et écrivain hongrois avait adressées au poète K. M. Fofanov et à l'éditeur L. F. Panteléev. Mária Rév analyse de son côté les *Caractéristiques de la nouvelle littérature sur la guerre* dans la littérature soviétique et hongroise. Elle aboutit à la conclusion que, dans les meilleures productions de la nouvelle littérature soviétique, la question du choix et de la décision est considérée comme essentielle. C'est en ceci que la littérature soviétique est liée à la littérature européenne ; mais dans la littérature soviétique, la décision ne détermine pas seulement le destin de l'individu, mais aussi celui d'une communauté plus ou moins grande à laquelle le héros est attaché par mille liens. Mme M. N. Virolaïnen (Maison Pouchkine de Leningrad) publie d'intéressantes observations sur les rapports de l'espace intérieur et extérieur dans la prose de Gogol *(A propos du l'esthétique de Gogol 1830-1836)*. Dans *The Enlightenment in East-European Literature*, E. Bojtár analyse les Lumières dans les différents pays d'Europe centrale, ainsi que leurs différentes phases. I. Sipos, professeur à l'Université de Budapest, publie le résultat de ses recherches sous le titre de *Slowakische Probleme der Sammlung (und Aufzeichnung) geographischer Namen in Ungarn*.

Sous la rubrique « Critiques et Bibliographies », nous trouvons des comptes rendus d'ouvrages de russisants et de slavisants soviétiques, finlandais, polonais, hongrois et allemands. Relevons le compte rendu d'I. H. Tóth, qui examine « Le parler de Moscou au début de la formation de la langue littéraire russe de S. I. Kotkov », celui de Ferenc Gregor sur « Les mots et les proverbes de l'académicien L. Hadrovics », et celui d'A. Zoltán sur le livre de S. Kochman *Polsko-rosijskie stosunki językowe od XVI do XVIII w*. Le compte rendu de Mária Tétényi sur un excellent ouvrage de D. S. Likhatchov et de A. M. Pantchenko consacré aux fonctions du rire dans la Russie ancienne est une véritable étude. Zs. Zöldhelyi et A. Kárpáti traitent du recueil d'articles *L'Age du Romantisme*, publié à Leningrad sous la direction de l'académicien M. P. Alekséev, qui étudie les rapports littéraires anglo-russes, germano-russes, franco-russes et russo-scandinaves.

Dans la partie « Chronique », Ferenc Gregor rend hommage au professeur Péter Király, directeur du Département d'Études Slaves de l'Université de Budapest, à l'occasion de son 68[e] anniversaire. László Dobossy est l'auteur de la nécrologie de Rezső Szalatnai, qui fut un artisan infatigable de la diffusion des littératures tchèque et slovaque en Hongrie.

Le présent numéro des *Studia Slavica* publie sur 60 pages une *Auswahlbibliographie der ungarischen Literaturwissenschaftlichen Slawistik (1959-1975)* établie par I. Fried. Cette bibliographie est extrêmement importante pour dresser un bilan des études slaves en Hongrie. Établie par un excellent spécialiste hongrois des études slaves, elle est très sûre et précise. Le grand mérite de cette bibliographie réside dans sa clarté et

dans le fait qu'elle est complétée par une liste alphabétique des auteurs et des chercheurs.

Les numéros de 1977 des *Studia Slavica* prouvent le progrès permanent des études slaves en Hongrie et justifient l'intérêt manifesté à leur égard à l'étranger.

M. Rév

ORIENTALISME, ETHNOGRAPHIE

Acta Orientalia Hungarica
T. XXXI.
Budapest, Akadémiai, 1977.

Les cahiers de *Acta Orientalia* 1977 ouvrent avant tout leurs colonnes aux domaines traditionnellement hongrois de la recherche orientaliste comme par exemple la mongolistique, la turcologie et l'hébraïstique. Cela dit, paraissent bien entendu aussi des articles concernant les autres branches de l'orientalisme. Gy. Káldy-Nagy traite de certains problèmes de l'organisation militaire turque (The First Centuries of the Ottoman Military Organisation [Les premiers siècles de l'armée ottomane]), I. Vásáry, par le biais d'une étymologie, des problèmes économiques d'une époque déterminée (Susun and Süsün in Middle Turkic Texts [Susun et Süsün dans des textes médiévaux turcs]). Dans le domaine de la mongolistique, l'élaboration du catalogue des manuscrits est une entreprise d'une grande signification. C'est durant son séjour aux U.S.A. que L. Bese a réalisé son catalogue des manuscrits mongols qu'il avait pu trouver à l'université de Berkeley (The Mongolian Collection in Berkeley, California [La collection mongole de Berkeley, Californie]). L. Lőrincz attire l'attention sur quelques questions fondamentales de la mythologie mongole et de ses héros qu'il présente dans son article. (Sonnenmythos, Sonnen- (Solar) heros und Kulturheros in der mongolischen Mythologie [Mythes, héros solaires et héros de la culture de la mythologie mongole]). Dans ce volume, F. Martonfi et Ildikó Ecsedy parlent de questions de sinologie, A. Schreiber de problèmes d'hébraïstique, et M. Biró et L. Schütz de caucasologie. Les articles sur l'arabistique et sur le mandchou moderne, respectivement de T. Iványi et C. Melles, complètent avec bonheur le volume (Remarques sur un texte chibo moderne).

L. Lőrincz

Acta Ethnographica Academiae Scientiarum Hungaricae
T. XXV.
Budapest, Akadémiai, 1976, fasciculi 3-4.

Dans la période écoulée, le périodique n'a pas réduit son retard dans la parution. Par contre, la technique typographique a heureusement repris l'ancienne pratique. Quant au contenu, il reste le forum principal et central des recherches ethnologiques en Hongrie. L'unique numéro double, paru ces dernières années, contient six études, huit communications de moindre étendue et une douzaine de comptes rendus de livres.

Une monographie a paru sur les coutumes de mariage en Hongrie et sur le personnage (la « belle femme ») d'un être mythique rappelant les magiciennes. Les thèmes d'ethnologie universelle sont : le folklorisme de l'écrivain italien C. Pavese, les bijoux égyptiens, les coutumes mongoles. Les disciplines apparentées figurent cette fois sous forme d'une revue historico-démographique de l'organisation familiale chez les paysans hongrois. On y lit des comptes rendus de plusieurs conférences et le périodique revient une fois de plus aux dernières recherches ethnosémiotiques, présentées dans un tableau récapitulatif en russe et en anglais. La tendance d'anthropologie symbolique lancée à Londres est également bien résumée. Cette fois les comptes rendus embrassent des continents et de nombreuses sciences sociales allant de la sémiotique au tatouage, exception faite de l'ethnographie hongroise. C'est sans doute par hasard qu'aucun ouvrage de ce genre n'est présenté dans ce numéro.

Acta Ethnographica Academiae Scientiarum Hungaricae
T. XXVI.
Budapest, Akadémiai, 1977, fasciculi 1-2.

Dans ce périodique, publié avec une technique typographique nouvelle, ont paru toute une série d'études à caractère de synthèse. Le professeur B. Gunda publie une partie de sa mono-

graphie sur l'ethnographie hongroise, celle consacrée à la collecte des plantes sauvages. Le professeur T. Dömötör réunit en système les idées sur la théorie des genres de János Honti, illustre folkloriste de la période de l'entre-deux-guerres. L. Takács étudie l'occupation des terres boisées, M. Molnár l'organisation du travail dans les ménages agricoles. Parmi les thèmes non hongrois, on trouve les questions des histoires épiques africaines sur l'inégalité des races, et celles de l'analyse stylistique de l'art des îles Salomon. Comme c'est désormais de tradition, l'étude d'un auteur soviétique, S. F. Sokolova, offre un tableau détaillé des groupes ethniques des Ougriens de l'Ob. Le périodique publie les matériaux du symposium international sur la parémiologie qui a eu lieu à Budapest, en 1975. Dans la série des brèves communications, le professeur Gy. Ortutay, décédé depuis, fait connaître l'œuvre du chercheur de contes, Stith Thompson, tandis que K. Verebélyi présente une vue d'ensemble de l'activité de Géza Róheim, pionnier de l'anthropologie psychologique. La quinzaine de comptes rendus se rapportent, cette fois encore, à des thèmes variés : ils touchent les nouvelles théories dans les recherches ethnologiques soviétiques et vont jusqu'à une monographie sur les devinettes africaines. Parmi les œuvres hongroises sont présentées les études d'I. Balassa et de Z. Ujváry, ainsi que celles, parues en langues étrangères, de J. Honti, de même que les règles textologiques du folklore hongrois, qui ont été achevées. Les études et les comptes rendus, certainement accumulés pendant plusieurs années, sont d'un niveau et d'un intérêt exceptionnels. Souhaitons que le périodique puisse maintenir ce niveau tout en accélérant les délais de publication.

Relations franco-hongroises

Le passé

Mihály Károlyi et la France*

Au centenaire de sa naissance, le 4 mars 1975, près de l'édifice de l'Assemblée Nationale Hongroise, lieu de ses grands débats, de ses défaites et victoires, a été érigée la statue de Mihály Károlyi, président de la première République Hongroise de 1918-19, homme d'État et figure d'une grande noblesse de la première moitié du XX^e siècle.

Sa carrière couvre ce demi-siècle. Il fit son entrée dans la politique en 1901, et son activité publique s'acheva en 1949. Après quelques années de vie retirée au Sud de la France, sa mort est survenue à Vence, le 19 mars 1955.

Sa vie et sa carrière ont été extraordinaires. Cet aristocrate, ce grand seigneur, est devenu socialiste révolutionnaire, ce mondain, un homme puritain et un combattant fanatique. D'un des leaders du nationalisme magyar il s'est transformé en internationaliste soutenant les mouvements révolutionnaires de nombreux pays, ennemi acharné des régimes fascistes et réactionnaires.

Sa vie et sa carrière symbolisent l'immense mutation dans les idées, les conquêtes de la pensée progressiste, dans notre pays et en Europe de l'Est. Cet aristocrate, âme sensible et profonde, débuta en conservateur, puis en libéral, pour devenir démocrate et enfin socialiste de gauche. Cependant ce développement était logique, les tournants se produisaient toujours à contre-courant. Il eut la force de rompre, insouciant de ses propres intérêts, avec sa classe, avec sa famille et avec les grandes traditions féodales des siens. De même, toujours risquant de rester seul, il a rompu plusieurs fois avec ses partisans et amis politiques qui ne pouvaient pas suivre son évolution rapide et pleine d'élan. C'était un grand idéaliste, dans le meilleur sens du mot, toujours prêt à sacrifier tout sauf l'honneur et ses principes politiques et moraux. En 1919, il distribua ses domaines parmi les paysans, renonça à sa fortune, à sa manière de vivre habituelle, et même à sa patrie bien-aimée lorsqu'en 1949, le régime Rákosi viola les principes moraux qui constituaient, pour Károlyi, la base du socialisme.

Malgré tout, ce rêveur était à la fois un réaliste, un homme d'État d'envergure, qui tenait toujours compte des rapports de force, notamment des rapports internationaux. Il avait un sens particulier de la politique étrangère, domaine où il respectait toujours la réalité et, en s'y adaptant, il cherchait à réaliser ses idéaux. Arrivé à la conviction, dans les années vingt, qu'en Europe il n'y avait que deux forces réelles, le fascisme et le bolchevisme, il n'hésita pas à choisir ce dernier, à se lier avec les communistes, hongrois et étrangers, et malgré toutes ses déceptions il est resté fidèle jusqu'à sa mort à l'idée du socialisme.

* Nous publions dorénavant les études relatives à l'histoire et à l'état actuel des relations franco-hongroises sous forme d'annexe.

Mais au lieu d'exposer des généralités sur Mihály Károlyi, j'aborderai un sujet plus spécial et plus localisé, celui des rapports entre Károlyi et la France. D'autant plus qu'il y a quelques années j'ai eu la possibilité de faire des recherches aux archives françaises qui m'ont permis de constater que les gouvernements et les autorités français s'étaient intensément occupés de sa personne et de son activité. Au Quai d'Orsay par exemple, aux Archives du Ministère des Affaires Étrangères, il y a des dossiers complets portant son nom, et des centaines de rapports et de documents particuliers sont consacrés à sa politique.

Cependant ses rapports avec la France remontent à bien plus loin. La mère de son grand-père Ede Károlyi était une comtesse Dillon, fille du célèbre « Dillon le Beau » du XVIII^e siècle. La famille Károlyi était apparentée aux Polignac, aux Maillet et autres familles de l'aristocratie française. Ils possédaient deux hôtels à Paris. L'un, rue d'Athènes, appartenait à Ede Károlyi, et le petit Mihály y avait souvent séjourné. Il se souvint plus tard de ses promenades faites, vers 1880 avec son premier précepteur, un abbé français, dans les rues de Paris. C'est là, et en Hongrie, qu'il se familiarisa avec la littérature et la civilisation françaises : il lut les romans de Jules Verne, puis les œuvres de Voltaire et la Grande Encyclopédie, l'histoire de la Révolution française par Louis Blanc, les œuvres de Guizot, Fourier, Proudhon, etc. « Paris est devenu ma seconde patrie et le beau petit palais de mon oncle László Károlyi, au Quai d'Orsay, mon endroit préféré », écrit-il dans ses mémoires[1].

Plus tard, il y revint à plusieurs reprises, en différentes qualités. En 1914 comme prisonnier de guerre, de 1925 à 1939 comme émigré, en 1947 comme ambassadeur, et il mourut en émigration à Vence, en 1955. En somme, il a passé environ vingt-cinq ans de sa vie en France.

Il s'agissait évidemment d'une affinité familiale et personnelle avec la civilisation, l'histoire et l'esprit français. En politique aussi, la famille Károlyi, et lui-même, ont toujours eu une attitude francophile et antigermanique. Bien sûr, il y avait une différence : la famille était pour la tradition de l'ancien régime, Mihály Károlyi pour les traditions révolutionnaires. Il avait beaucoup d'amis en France parmi les socialistes, les radicaux, les francs-maçons, dont par exemple Henri Barbusse, Romain Rolland, Léon Blum, Victor Basch, Lucien Vogel, Mme Ménard-Dorian.

C'était une grande et longue liaison entre Károlyi et la France. Malheureusement, l'aspect politique de cette liaison, loin d'être harmonieux, était plein de défiance, de malentendus, de réserves et d'offenses. L'attitude de la France officielle à l'égard de Károlyi peut être caractérisée par une anecdote méchante, relatée, ou inventée, par un journaliste douteux, Max Bródy, qui l'a publiée, naturellement après la chute de Károlyi. Selon lui, lorsque, en 1917, Károlyi est arrivé à Berne et s'est présenté par une lettre à l'ambassadeur de France, ce M. Beau aurait demandé à son attaché de presse : « Qui est ce comte Károlyi, est-ce un homme important ou n'est-ce qu'un polichinelle ? » — La réponse aurait été : « C'est un polichinelle important. »[2]

Sans doute cette histoire est-elle fausse. On peut se convaincre, aux archives du Quai d'Orsay, qu'à partir de 1913 la diplomatie suivait avec une attention continue l'activité de Károlyi dont le nom était bien connu

1. *Egy egész világ ellen* (Contre un monde entier). Budapest, 1965 (nouvelle édition), p. 30.
2. M. Bródy : Károlyi Mihály svájci szereplése (M. Károlyi en Suisse). *Új Magyar Szemle*, 1920, t. 2, p. 166-175.

aux Département Politique et aux ambassades de France dans les capitales européennes. Les rapports et dépêches diplomatiques parlent souvent des « élans francophiles de Michel Károlyi », du « fougueux Michel Károlyi », adversaire de la Triple Alliance, qui lutte pour l'indépendance et la constitution « avec l'acharnement d'une tigresse défendant ses petits[3] ».

Néanmoins, ces rapports diplomatiques contiennent beaucoup de réserves. On écrit, en 1913 par exemple, à propos de l'organe du parti de Károlyi que, « le *Magyarország* est d'opposition et c'est surtout parce que d'opposition, ne l'oublions pas, qu'il est francophile, germanophobe et surtout l'irréductible adversaire de Lukács, Tisza et de leur bande[4] ».

Le point de départ de Károlyi, il est vrai, était son opposition acharnée au régime de Tisza, mais sa grandeur et son importance dans la politique hongroise contemporaine consistaient précisément en ce qu'il savait que pour arriver à l'indépendance, il ne suffisait pas de poursuivre la politique des griefs nationaux, mais qu'il fallait chercher des alliés puissants et s'entendre avec les peuples slaves voisins. C'est pourquoi, dès 1912, il s'était adressé à Poincaré, alors président du Conseil, à l'intention de qui il avait préparé un mémorandum détaillé[5].

Il y dit notamment : « . . .Je m'efforce maintenant de former un nouveau programme qui ferait cesser les différents partis oppositionnels actuels pour les fondre dans un seul parti.

« J'aimerais que ce nouveau parti se mît contre la Triple Alliance et se tournât vers la triple Entente : se défaire de l'influence germanique et tâcher de s'entendre avec les États balkaniques, voilà la base du nouveau programme projeté.

« Une guerre victorieuse de l'Autriche, ou mieux encore de la Triple Alliance, serait désastreuse pour la Hongrie, désastreuse non seulement au point de vue politique, mais aussi au point de vue économique. L'Autriche-Hongrie deviendrait, encore plus qu'elle ne l'est, une succursale de l'Allemagne, et sa dépendance économique vis-à-vis de l'Allemagne deviendrait encore plus forte.

« De toutes nos forces, par conséquent, nous serons contre la guerre, par crainte, et c'est assez triste de le dire, d'être victorieux.

« Si nous pouvons éviter cette guerre, nous voulons énergiquement faire une politique qui nous affranchisse de l'Autriche.

« Notre calcul est simple : si nous pouvons nous affranchir d'abord économiquement de l'Autriche, et surtout si nous pouvons nous unir politiquement avec les Slaves, nous avons grande chance de gagner la partie.

« Nous jouerons toujours un rôle plus dominant si nous entrons dans une confédération Danubienne ou balkanique avec nos douze millions de Magyars, que si nous restons avec l'Autriche. »

Károlyi fut reçu par le président de la République française bien plus tard, en février 1914. Il était déjà trop tard, la guerre était proche. Ce même printemps Károlyi eut des entrevues et des négociations avec le ministre

3. Archives du Ministère des Affaires Étrangères (AE), Corresp. Pol. Nouvelle Série (NS), Autriche-Hongrie N° 11, f. 210, N° 28, f. 397.
4. AE, NS Autriche-Hongrie, N° 28. F. 392. Rapport du Consulat Général à Budapest du 2 déc. 1913.
5. Párttörténeti Intézet Archivuma (Archives de l'Institut d'Histoire du Parti (PIA) 794, fond. 235, ö. e.

des Finances Joseph Caillaux et avec des financiers français. Son but était de contrebalancer l'influence du capital autrichien et allemand, d'obtenir d'importants prêts pour la ville de Budapest et pour d'autres villes hongroises. En plein élan et activité, accompagné d'une délégation de députés hongrois, il se rendit aux États-Unis, pour y mobiliser les immigrants hongrois contre la guerre et pour l'indépendance.

Sa tournée fut interrompue par le déclenchement de la Guerre mondiale, et, en revenant d'Amérique, au port du Havre, il fut déclaré prisonnier de guerre. Dans cette nouvelle situation une question vitale se posait: que faire ? Se battre pour être autorisé à retourner dans sa patrie, ou suivre l'exemple de Masaryk et de Beneš, rester en France, prendre le parti de l'Entente et lutter pour l'indépendance de la Hongrie à partir de Paris ? Dans ses Mémoires, Károlyi s'accuse de ne pas avoir choisi cette dernière solution. Une lettre adressée à Poincaré montre qu'il y songeait alors[6].

Mais le président de la République ne désirait pas conférer avec un sujet ennemi. En outre, il pouvait partager l'opinion du consul général de France à Budapest, d'Archier le Mauguin, qui avait écrit à l'époque : « J'ai toujours pensé qu'il ne fallait faire aucun fond sur les sentiments francophiles de l'opposition. Le comte Károlyi se trouve actuellement aux États-Unis. Nous ne connaissons donc pas son sentiment, mais s'il est sincère — et je me plais à le croire — il vaut mieux pour lui qu'il n'ait pas été là pour voir ses plus fidèles partisans conspuer la France et acclamer l'Allemagne[7]. »

En tout cas, Poincaré et le gouvernement français honorèrent cette fois-ci les gestes et les sentiments francophiles des hommes politiques hongrois. Dans les Mémoires de Poincaré, « Au service de la France », à la date du 14 septembre 1914, on lit : « Un des plus remarquables publicistes parisiens, M. Eugène Lautier, rédacteur au *Temps*, me signale qu'un certain nombre de civils hongrois ont été internés à Bordeaux, notamment un député francophile, Michel Károlyi, deux de ses collègues, MM. Friedrich et Zlinszky et un sociologue bien connu, Max Nordau. Michel Károlyi est allé à Paris, au mois de juin, pour y chercher des appuis contre le comte Tisza, son adversaire politique, qui a assumé finalement, malgré ses hésitations du début, une grande part de responsabilité dans la guerre. M. Lautier trouve qu'il y a quelque paradoxe à maintenir Károlyi en captivité. Le gouvernement, auquel je soumets la question, prend la décision généreuse de libérer ces Hongrois, y compris Max Nordau, et de les diriger sur l'Espagne. Geste si français qu'il risque de n'être convenablement apprécié ni à Budapest, ni à Berlin. »

Le lendemain, Károlyi et ses compagnons étaient libérés. Rentré en Hongrie, il se trouva dans une situation grave et délicate. Dans l'atmosphère hystérique qui régnait au début de la guerre, il était considéré comme un ami, voire un agent de l'ennemi, de la France. Voyant que, pour le moment, il ne pourrait pas mettre en œuvre sa politique, il prit la décision de s'engager dans l'armée. Par là, il voulait aussi réduire au silence ceux qui l'accusaient d'avoir donné, avant sa libération en France, sa parole d'honneur de ne pas se battre contre la France et ses alliés. Au début, il en était vraiment question, ce qui expliquerait que *le Figaro* ait accusé Károlyi d'avoir manqué à sa parole. Quant aux dirigeants français, ils étaient offensés par une déclaration

6. Il lui écrivit qu'il voulait aller à Paris, même si cela devait se passer sous escorte : « l'essentiel pour moi est de vous voir, de vous parler. Et pour atteindre ce but, je suis prêt à faire tous les sacrifices possibles. » PIA 704, f. 97, ö. e.
7. Origines de la guerre de 1914. Documents diplomatiques français (1871-1914). T. XI. Paris, 1936, p. 152.

maladroite de Károlyi qui attribua sa libération au « désordre » produit par la mobilisation. Károlyi se trouvait alors entre deux feux et il ne put s'en sortir qu'en 1916 lorsque, se servant d'un bon prétexte, il rompit avec la majorité du parti d'Indépendance dont il était le président, et fonda son propre parti qui était ouvertement contre la guerre et pour une paix séparée.

L'événement fut apprécié favorablement par la diplomatie française. L'ambassadeur Beau télégraphia de Berne, le 7 août 1916, au Quai d'Orsay : « Le groupe d'opposition dont le comte Károlyi est devenu le chef, vient de faire connaître dans les journaux suisses les grandes lignes de son programme. Il se déclare notamment décidé à demander la cessation de la guerre et la conclusion d'une paix qui sauvegarde les intérêts et l'intégrité de la Hongrie. Il se prononce contre toute conquête et demande l'organisation d'un droit international fondé sur l'arbitrage obligatoire. Le comte Károlyi... serait soutenu par la grande majorité du pays. »[8] A ce moment, plusieurs diplomates considérés, comme Paléologue et le marquis de Fontenay, suggérèrent au gouvernement français de s'entendre avec l'opposition hongroise, même si l'attitude de celle-ci n'était pas encore tout à fait claire. En août 1961 Fontenay écrivit : « Il ne serait pas habile de décourager ceux qui peuvent devenir des séparatistes sincères. Tenons-nous dans l'expectative vis-à-vis de la Hongrie, ne comptons sur l'aristocratie, suggérons l'idée d'une république magyare et attendons que des hommes se soient révélés[9]. »

Mais la politique officielle française avait choisi une autre direction : par des pactes secrets, par des encouragements et des promesses, elle s'était de plus en plus engagée dans le soutien de la future Petite Entente. Le gouvernement ne cessa de s'intéresser aux mouvements pacifistes et oppositionnels en Autriche-Hongrie, mais il abandonna — du moins à partir de 1917 — la possibilité de conclure une paix séparée et ne voulut plus négocier avec les hommes politiques ou les délégués de la double Monarchie.

Arrivé à Berne en novembre 1917 pour prendre contact avec les représentants responsables des Alliés et surtout avec ceux de la France, Károlyi ressentit vivement cette réserve bien que le Deuxième Bureau ait rapporté : « Károlyi avant de partir pour la Suisse a été mandé par Czernin et a eu avec lui une longue entrevue. Le programme de Károlyi en prend ainsi une importance quasi officielle. Or il comporte comme on sait l'abandon des projets de Mittel-Europa, l'opposition à l'Allemagne et le rapprochement avec la France.[10]

C'était là une situation paradoxale. Tandis que Károlyi, entouré de journalistes et d'agents de toutes sortes, attendait en vain que la porte de l'ambassade de France s'ouvre devant lui, il ne pouvait parler qu'à Haguenin, chef du Bureau de la Presse Française, en réalité chef du service de renseignement en Suisse, en même temps qu'à l'ambassade on recueillait soigneusement chacune de ses paroles et qu'on les transmettait à Paris par dépêches « très urgentes ». Selon l'ambassadeur Beau, « le comte Károlyi a déclaré que de toute façon il était résolu à entreprendre une action en Autriche-Hongrie. Il a ajouté que cette action lui serait facilitée s'il se sentait appuyé par l'Entente et que ce qu'il demandait au chargé d'affaires des États-Unis, c'était de lui faire savoir simplement que l'Entente considérait sa proposition comme intéressante. »[11]

8. AE Guerre 1914-1918, Autriche-Hongrie, N° 150, f. 2.
9. Rapport intitulé « Andrássy – Károlyi ». N° 150, f. 33-42.
10. N° 152, f. 60-65.
11. Télégramme N° 954 du 4 déc. 1917.

Dans un autre télégramme, l'ambassadeur de France ajoutait : « Dans les entretiens qui ont précédé son départ, le comte Károlyi a donné l'impression, que j'ai déjà signalée à Votre Excellence, de vouloir jouer un rôle mais d'en avoir présentement plus le goût que les moyens. »[12] La méfiance des milieux gouvernementaux français en face de Károlyi avait encore une autre source, notamment ses anciennes relations avec Joseph Caillaux contre qui un procès fut intenté sous le gouvernement Clemenceau, à cause de ses prétendues sympathies pour les Allemands. Le 9 septembre 1918, le Ministère de la Guerre, Sous-Secrétariat d'État de la Justice Militaire, demanda aux Affaires Étrangères le dossier Károlyi.[13] Bien entendu, on n'y trouva aucune charge contre lui. Personne n'ignore d'ailleurs que Caillaux fut rapidement réhabilité.

Lorsqu'en novembre 1918, Károlyi put entrer en contact direct avec les Français il était déjà président du Conseil d'une Hongrie indépendante. C'était après la révolution d'Octobre, mais c'était aussi après la défaite militaire. Károlyi disposait déjà des « moyens » d'agir, mais entre-temps il avait cessé d'être « intéressant » pour les vainqueurs. Néanmoins, le gouvernement hongrois estima que le nom, le prestige et la présence de Károlyi étaient indispensables aux négociations qui devaient avoir lieu à Belgrade avec le général Franchet d'Esperey, Commandant en Chef des Armées d'Orient. En effet, le général déclara qu'il n'était disposé à négocier qu'à cause de la personne de Károlyi. « C'est le seul homme qui peut atténuer votre sort. Ralliez-vous autour de lui. Il est votre seul espoir », dit-il aux membres de la délégation hongroise. Cependant, là il se trompait, de même que Károlyi et les membres de sa suite qui espéraient que leur passé pacifiste, démocratique et pro-Entente, leur rôle joué dans la révolution contre la Monarchie leur assureraient une position et des conditions meilleures que ne pouvait attendre le régime renversé. Ils revinrent de Belgrade profondément déçus sans se rendre compte que le général Franchet, avec ses manières cavalières, était en réalité un partenaire compréhensif par rapport à qui ils avaient vraiment affaire, à savoir les dirigeants de Paris. Ils ne savaient pas non plus que les dures conditions de la convention militaire étaient, en fait, irréellement « avantageuses », autrement dit intenables parce que contraires à la politique française et aux garanties données aux alliés tchécoslovaques, roumains et yougoslaves. Cette convention militaire de Belgrade devait bientôt être considérée à Paris comme « non valable », et le général Franchet, loin d'être approuvé, reçut de sévères réprobations de la part de ses supérieurs et de Clemenceau lui-même pour avoir traité avec le « pseudo-gouvernement d'un « soi-disant État hongrois » et avoir reconnu sa compétence administrative sur presque tout le territoire de l'ancienne Hongrie. Il faut dire cependant que cette réprimande n'eut lieu que quelques semaines plus tard, et seulement sur l'insistance de Beneš.[14]

La correspondance du ministre des Affaires Étrangères Stephen Pichon montre clairement que fin novembre-début décembre 1918, l'indifférence envers le gouvernement Károlyi s'était muée en hostilité. Pichon ne voyait que « manœuvres », que tactique « perfide et sournoise » dans les tentatives désespérées de Károlyi d'établir des relations, d'obtenir une reconnaissance du moins *de facto*, d'exposer aux vainqueurs ses vues et arguments, et d'améliorer la grave situation économique du pays. Pour le ministre français

12. Télégramme N° 945 du 3 déc. 1917.
13. AE Europe 1918-1929, Hongrie, N° 89. Justice. Procès du Comte Károlyi.
14. Cf. Gy. Litván : « Documents des relations franco-hongroises des années 1917-1919 ». *Acta Historica*, 1975, p. 183-207.

la « façade ultradémocratique » du régime ne servait qu'à « masquer le but réel poursuivi par le gouvernement hongrois, lequel vise uniquement à maintenir dans l'asservissement des nationalités non magyares ». Lorsque, par entremise suisse, le gouvernement hongrois s'adressa aux grandes puissances en demandant de pouvoir envoyer des missions dans leurs capitales, Pichon porta à la connaissance des gouvernements anglais, américain et italien sa position selon laquelle « à telle tentative il n'y a lieu d'opposer que le silence ». Washington et Londres ne tardèrent pas à exprimer leur accord, parachevant ainsi en substance l'isolement international du gouvernement Károlyi[15]. Au cours des quatre mois suivants Károlyi et son gouvernement n'eurent de rapports avec les Français, de même qu'avec les Anglais et les Américains, que par l'entremise d'officiers subalternes qui leur donnaient des directives. La dernière de ces directives était la fameuse note présentée par le colonel Vix le 20 mars 1919, signée par le général de Lobit et basée sur la résolution du Conseil Suprême en date du 26 février. Les exigences contenues dans cette note, l'évacuation de nouveaux territoires, comme on le sait, furent repoussées par Károlyi. C'est à ce moment qu'il a rompu avec son orientation française.

La proclamation, le lendemain, de la République Hongroise des Conseils eut l'effet d'une bombe à Paris et provoqua un changement dans la politique française et de toute l'Entente envers la Hongrie. En quelques jours, la Commune Hongroise obtint ce que le régime Károlyi n'avait pu obtenir pendant plusieurs mois : la reconnaissance *de facto*. A l'époque, dans plusieurs de leurs rapports, les diplomates français accusèrent Károlyi d'avoir transféré le pouvoir aux communistes « par vengeance ». C'était, il va sans dire, une fausse interprétation de son attitude, mais il n'en est pas moins vrai que c'est précisément cette déception — complétée quelques années plus tard par l'expérience faite avec la Petite-Entente — qui a finalement dirigé Károlyi vers l'orientation soviétique.

Il se trouva qu'immédiatement après ces événements, quelques politiciens français se rendirent compte de cette erreur et mirent en cause la politique sans souplesse et à courte vue envers Károlyi et son régime. Le 26 mars 1919, à la Chambre, dans une importante intervention, le député socialiste Marius Moutet dit : « La Hongrie avait un gouvernement qui, pendant toute la guerre, avait lutté contre la triplice, dont les membres s'étaient courageusement déclarés partisans de l'entente... Vous savez bien que le comte Károlyi était de nos avis. Comment avez-vous traité son gouvernement ? Quand j'ai lu le discours du général Franchet d'Esperey à son entrée à Buda-Pesth, j'ai été indigné. Je ne voudrais pas que mes paroles aillent au-delà de ma pensée, mais la brutalité des paroles, mais la violence des outrages envers les vaincus, cela n'est pas dans la tradition française. »

Marius Moutet cita les documents diplomatiques français relatifs aux négociations qu'avait eues Károlyi en 1917 en Suisse et les propositions de paix qu'il y avait faites, reprochant au gouvernement que dès cette époque-là il ne prenait pas au sérieux les efforts de l'opposition hongroise.

Le ministre des Affaires Étrangères Pichon répondit avec une rondeur franche : « Nous n'avons jamais eu la honte de promettre à la Hongrie, aux dépens de nos alliés, la conservation de ses frontières, ce qui aurait été le fond de cette négociation, qui n'a jamais été sérieuse. Ce qui se passe aujourd'hui n'en est que la continuation ; cela se produit parce que nous

15. Voir les documents 8, 9, 9/a-c dans la documentation mentionnée ci-dessus.

avons voulu que la Roumanie ait toutes les satisfactions qui lui sont dues, parce que nous avons voulu que la Serbie ait toutes les satisfactions qui lui sont dues, parce que nous avons voulu que les puissances au relèvement desquelles nous avons contribué aient toutes les satisfactions qui leur sont dues à la suite de leurs sacrifices, parce que nous n'avons pas voulu être dupes d'une tentative de paix séparée, dans laquelle on essayait de nous entraîner pour mieux nous jouer. »

C'est à juste titre que Marius Moutet constata : « Que c'est une politique à courte vue que celle qui laisse croire que des mouvements révolutionnaires, après une guerre aussi terrible, n'ont, en réalité pour fondement que des aspirations nationalistes de l'ordre que vous invoquez aujourd'hui ! » Trois jours plus tard, le 29 mars, un député socialiste bien connu, Pierre Renaudel, prit la parole dans un esprit analogue[16].

En juillet 1919 Károlyi émigra. Il passa les premières années de son émigration en Tchécoslovaquie, Italie et Yougoslavie, organisant l'opposition au régime contre-révolutionnaire de l'amiral Horthy. Pendant ces dures années, il y avait des Français, comme par exemple Madame Fouque, Yvette Lebas, qui s'efforçaient de l'aider personnellement et politiquement. Mais les réserves de la France officielle ne s'effaçaient que lentement. Voilà deux opinions datant de la première moitié des années vingt.

La première est une lettre de Clément-Simon, ministre de France à Belgrade. Le 20 décembre 1921, il écrivit au Ministre des Affaires Étrangères : « Le comte Michel Károlyi, bien connu du Département, a trouvé asile sur le territoire Serbe-Croate-Slovène. Il réside, dans une petite villa à Gruz (près de Raguse). Il vient de temps en temps à Belgrade, s'efforçant d'attirer l'attention sur sa personne. Il cherche notamment à faire croire qu'il se produira sans tarder un mouvement démocratique en Hongrie et qu'il est désigné pour prendre la direction de ce mouvement. Le premier point est douteux. Mais le second ne l'est pas le moins du monde. Cet incorrigible agité, sur lequel pèsent déjà de si lourdes responsabilités, est discrédité à tout jamais auprès de tous les partis.

» Quoi qu'il en soit, il m'a prié de faire parvenir à Votre Excellence une requête qu'il m'a remise manuscrite et non signée, sous une forme d'ailleurs peu soignée. Dans ce document le comte Károlyi expose qu'il a été l'objet de la part du prince Louis Windischgraetz d'accusations de haute trahison en raison de ses rapports avec les Puissances de l'Entente, la France notamment. Károlyi désirerait que le Gouvernement français lui procurât une pièce indiquant que ces accusations sont fausses.

» Je comprends fort bien tout ce qu'il y aurait de délicat à délivrer à ce personnage un pareil certificat. D'autre part, je ne m'intéresse pas le moins du monde au comte Károlyi. Mais je n'ai cru pouvoir refuser la transmission qu'il me demandait d'effectuer. Quelle que soit l'opinion du Département, touchant cette affaire, je serais très obligé à Votre Excellence de vouloir bien m'informer. L'intéressé, dont je connais l'obstination, ne me laissera pas en repos avant que je lui aie donné réponse. Il m'est difficile de lui refuser ma porte plus d'une fois sur deux. Je désirerais dans ces conditions que l'affaire pût être terminée sans trop de délai d'une façon ou d'une autre[7]. »[1]

La deuxième opinion est celle du consul français à Raguse qui rapporte à Poincaré, le 20 juin 1923, le départ de la famille Károlyi de Yougoslavie

16. Annales de la Chambre des Députés, 26 mars et 29 mars 1919.
17. AE EUROPE 1918-1929, Hongrie N° 88.

pour l'Angleterre et ajoute : « Pendant le séjour qu'il a fait dans ce pays, le comte Károlyi a mené l'existence d'un exilé aux ressources restreintes. Il a vécu plus d'une année dans un logis misérable : on pouvait le voir presque chaque jour ramenant du marché sur son épaule son sac de provisions.

« Généralement excentrique d'idées comme de mise, et enclin à peu surveiller ses relations, il ne manqua pas de défrayer plus d'une fois les commérages de la petite ville. Il sut cependant s'attirer une certaine sympathie, due non seulement à sa bonhomie, à la simplicité avec laquelle il supportait son infortune, mais au moins autant au fait qu'il était persécuté par le gouvernement hongrois actuel, objet de l'aversion de tous. Il fut toujours traité avec égards par les représentants de l'autorité[18]. »

Ces années-là, le gouvernement français ne pouvait pas éviter de s'occuper de la personne de Michel Károlyi : en 1921, un procès de haute trahison fut intenté contre lui en Hongrie. Le déroulement et les incidences internationales de ce procès, dont les documents se trouvent aussi au Quai d'Orsay, constituent un sujet suffisamment important et intéressant pour s'en occuper en détail. Le régime contre-révolutionnaire lui portait entre autres accusations, celle d'avoir été pendant la guerre de « connivence avec l'ennemi » et notamment avec la France, qui, par précaution politique, n'était cependant pas mentionnée expressément.

Károlyi, ses défenseurs et amis essayèrent de recourir aux gouvernements des puissances de l'Entente et à l'opinion publique démocratique de ces pays pour amener les autorités hongroises à abandonner le procès. C'était d'autant plus fondé que l'accusation était contraire aux dispositions de l'art. 76 du Traité de Trianon stipulant que personne ne pouvait être molesté ou persécuté à cause de ses sympathies et ses agissements pendant la guerre. Cet article était, en effet, comme fait sur mesure pour Károlyi. Mais celui-ci se rendait bien compte que son interprétation et son utilisation dépendaient des incidences de la politique et de la diplomatie internationales, des intérêts momentanés des gouvernements intéressés. Sa première visite rendue à l'ambassadeur de France à Belgrade n'était pas bien prometteuse, bien que la puissance touchée de plus près, sans être nommée dans le procès, fût malgré tout la France. Károlyi décida donc de ne pas cesser « d'assiéger » le gouvernement français et de chercher des moyens indirects pour l'inciter à intervenir dans cette affaire qui, en fin de compte, était aussi une offense pour la France.

En 1922 une aide inattendue, comme venue du ciel, s'offrait en la personne de la fille, aux idées progressistes, du général français Lebas, Mme Yvette Fouque, auparavant secrétaire de Joseph Caillaux. C'est dans le journal radical *Ere nouvelle* qu'elle prit la défense de Károlyi et de l'émigration hongroise ; elle se rendit ensuite à Vienne et de là, conseillée par Oszkár Jászi, à Dubrovnik (Raguse) pour faire la connaissance personnelle de Károlyi. « Chère Madame, lui écrivit-il par la suite, je ne trouve pas de mots pour dire combien je suis touché par l'enthousiasme infatigable dont vous vous occupez de mon affaire. Calomnié depuis des années, abandonné par tous, j'étais, il faut bien le dire, plus ou moins sceptique lorsque, à Raguse, vous avez offert votre concours. Après tant de déceptions je ne pouvais pas croire que quelqu'un qui me connaît à peine, prenne sur soi la tâche ingrate de prendre mon parti et de me défendre publiquement... L'idée de vous adresser à la Ligue des Droits de l'Homme et d'intéresser à ma

18. AE Europe 1918-1929, Hongrie N° 89.

cause Monsieur Moutet, non seulement je la trouve excellente, mais je crois aussi que c'est l'unique moyen d'attirer l'attention de l'opinion publique française, et par elle celle de l'Europe, sur l'injustice commise non seulement contre ma personne mais contre le mouvement progressiste hongroise tout entier. »[19] En effet, Yvette Fouque mobilisa en faveur de Károlyi plusieurs personnalités éminentes de la gauche française, dont l'avocat et député Marius Moutet, le futur président du Conseil Joseph Paul-Boncour, et en tout premier lieu la Ligue des Droits de l'Homme qui, pendant des années, restera le vrai centre de la défense de Károlyi à Paris et qui, par l'influence que lui conféraient les francs-maçons, était constamment un initiateur des pas à prendre par le gouvernement français. Si la correspondance diplomatique relative au procès Károlyi remplit un gros dossier dans les archives des Affaires Étrangères de France,[20] c'est dû avant tout aux efforts infatigables déployés par les dirigeants de la Ligue, par Victor Basch, Ferdinand Buisson et Henri Guernut.

Le gouvernement Poincaré adopta une position ambiguë dans cette affaire qu'il considérait, ce qui est fort compréhensible, non pas sous l'aspect d'une justice et d'un humanisme abstraits, mais du point de vue des intérêts politiques de la France. Il était indigné de l'imprudence des autorités hongroises qui, quelques années après la guerre, organisaient un procès politique dont la tendance anti-française était à peine voilée. Toutefois, soucieux de sauvegarder ce qui était resté de l'influence française, il ne voulait pas en venir à une rupture tant que la France n'était pas nommée ouvertement dans le procès. Le ministre de France à Budapest, Doulcet, rapporte le 30 août 1922 à Poincaré que de manière confidentielle il a attiré l'attention du président du Conseil Bethlen et du ministre des Affaires étrangères Miklós Bánffy (cousin et ami de jeunesse de Károlyi) sur l'inconsistance des accusations portées contre Károlyi en rapport avec la France, et sur le fait que le procès, tel quel, était contraire aux dispositions du traité de paix. « Le comte Bánffy m'a avisé verbalement, écrit-il, que le procès était ajourné à six mois, laissant entendre que le Gouvernement s'arrangerait pour laisser tomber l'affaire. » Le gouvernement hongrois a d'ailleurs continué pendant des années cette tactique hypocrite et trompeuse. Après avoir lu le rapport, Poincaré se sentit en tout cas justifié d'avoir estimé qu'il y avait « une raison suffisante pour ne pas donner à l'avance au comte Károlyi le témoignage qu'il réclame de Gouvernement de la République et dont on ne peut prévoir l'usage que l'intéressé pourrait être tenté d'en faire. » En décembre pourtant, Buisson, président de la Ligue, l'avertit que ce n'était pas une question à propos de laquelle la diplomatie pût imposer le silence soit par un refus brutal, soit par des atermoiements calculés.

Sur ce, Poincaré se décida, de nouveau avec quelque retard, à agir. Le *Bécsi Magyar Újság* (Gazette Hongroise de Vienne) publia à la une, le 15 février, sa réponse à Buisson : « J'ai l'honneur de vous faire savoir que la nature des chefs d'accusation portés contre le comte Károlyi est en contradiction avec l'article 76 du traité de Paix de Trianon, et que pour cette raison je me considère obligé de présenter auprès de la Conférence des Ambassadeurs les protestations formelles du Gouvernement français. » (Traduction du hongrois.)

19. Les lettres sont datées de Lapad (Dubrovnik), 1er déc. 1922 et de Belgrade, 15 février 1923.
20. Hongrie N° 89. Justice. Voir note 13. Tous les documents du procès cités dessous se trouvent ici.

En effet, le 4 janvier le ministre des Affaires Étrangères de France adressa une note verbale officielle à la Conférence des Ambassadeurs, organe par lequel les puissances victorieuses contrôlaient l'exécution des Traités de Paix, et le 10 janvier, par ses ambassadeurs à Rome et à Londres, il demanda aux gouvernements anglais et italien de se joindre aux protestations contre le procès Károlyi. Du côté anglais, cela fut jugé excessif, et la Conférence des Ambassadeurs décida le 21 février 1923 que son président français, Jules Cambon, « fera officieusement connaître au ministre de Hongrie que les poursuites intentées contre le comte Károlyi sont inopportunes et tombent d'ailleurs sous le coup de l'article 76 du Traité de Trianon ».

Bethlen et Cie avaient pourtant leurs protecteurs et informateurs occidentaux, avant tout l'ambassadeur de Grande-Bretagne Thomas Hohler. Ils étaient au courant de l'action internationale qui se préparait, et voulaient la devancer par des faits accomplis. Le même février, date de la prise de décision par la Conférence des Ambassadeurs, le Tribunal de Budapest prononça son jugement et déclara coupable Károlyi dans la plupart des accusations portées contre lui.

Les politiciens français s'indignèrent du moment choisi pour la sentence et surtout du cynisme sophistiqué avec lequel fut refusée la référence de la défense à l'article 76 du Traité de Paix, se servant en cela de la rédaction peu soignée de ce paragraphe et déclarant que « ni l'action en justice, ni le traitement du litige soumis au procès ne peuvent être qualifiés de molestation ou de persécution à cause de comportement politique ». D'un autre côté, ils étaient rassurés par le fait que ni dans le procès, ni dans le texte de la sentence, la France n'ait été expressément nommée. En effet, les autorités hongroises en prirent soin, espérant, et non sans fondement, que cette concession formelle minime pourrait leur éviter des orages diplomatiques. Les Français poursuivirent pourtant l'action engagée et l'ambassadeur Jules Cambon fit savoir, oralement et ensuite par écrit, au ministre de Hongrie, le baron Frigyes Korányi, que la Conférence des Ambassadeurs avait qualifié d'irrecevable la position du Gouvernement hongrois exposée dans son mémorandum. Mais le temps n'était pas bien réglé. Lorsque la note de Cambon parvint à Budapest, la Cour Royale d'Appel avait déjà, le 28 juin, confirmé l'arrêté de la deuxième instance. Dans ce travail précipité, la Cour d'appel eut encore assez de temps pour parer, ajoutant de nouvelles trouvailles, au dangereux article 76, qui constitue une « exception dilatoire ». Selon les juristes hongrois, il ne devait servir de protection que pour les Hongrois se trouvant hors les frontières, contre les « molestations » qui les y menaçaient. De Robien, chargé d'affaires de France à Budapest, trouva cette interprétation extrêmement caractéristique de la « mentalité de la Hongrie actuelle », et demanda de la part de son gouvernement une intervention « très énergique » pour « dégriser » le gouvernement hongrois. Dans un autre rapport, consacré à « la liberté de penser en Hongrie », il rend compte en détails du banquet où les politiciens démocrates et sociaux-démocrates fêtèrent le cinquième anniversaire de la Révolution « aux chrysanthèmes » (de 1918) et acclamèrent à haute voix Mihály Károlyi. « Les autorités, écrit-il, ont intenté un procès contre tous les participants, et le gouvernement a jugé bon à cette occasion de réfuter les rumeurs d'après lesquelles il voulait suspendre le procès engagé contre Károlyi, et de « déclarer qu'il est décidé à laisser la justice suivre son cours. On sait ce que cela veut dire en Hongrie. »

A la Cour de Cassation le procès annonçait déjà une dure confrontation internationale. Partant de la nouvelle résolution de la Conférence des

Ambassadeurs, Cambon adressa un « sérieux avertissement » à Korányi. Cette fois-ci, le gouvernement Bethlen eut recours à des atermoiements et ajourna l'audience fixée à mai 1924, et ce, selon les rapports, non seulement à cause de l'intervention de Cambon, mais aussi à cause des protestations venues de la gauche, à cause de la popularité dont jouissait Károlyi en Angleterre, et surtout dans l'espoir d'obtenir ainsi le prêt, ardemment attendu, de la Ligue des Nations. Pendant ce délai, ils cherchèrent, par l'intermédiaire de leurs diplomates, à « amadouer » l'opinion à Londres et à Paris, en mettant une ardeur toute particulière à faire croire que Károlyi « ne représentait personne », qu'il était communiste, etc. A l'automne de cette année-là pourtant, après avoir obtenu le prêt, ils décidèrent de mettre un point final à toute l'affaire. A ce moment, la Section de Vienne de la Ligue hongroise des Droits de l'Homme s'était adressée avec urgence à la Ligue française, et Pál Szende adressa une lettre spéciale au député socialiste Moutet, lançant le cri « Periculum in mora ». Moutet transféra immédiatement l'affaire au président du Conseil qui prit des mesures urgentes afin que, avant l'audience à la Cour de Cassation, elle fût traitée par la Conférence des Ambassadeurs. Cependant, une surprise désagréable y attendait les Français. Les ambassadeurs anglais et italien firent opposition à l'intervention française. Lord Crewe estimait inutile d'intervenir encore en faveur d'un homme « dont l'activité avait été discutable ». Le baron Romano Avezzano de son côté se référait, pour le soutenir, à l'expulsion des Károlyi d'Italie, ajoutant qu'en fin de compte, le gouvernement hongrois avait le droit souverain d'interpréter le Traité de Paix devenu loi hongroise. Jules Cambon essaya de sauver la face et proposa que, dans ce cas, au lieu de protestations officielles, lui seul intervienne officieusement. Ses collègues pourtant n'y consentirent pas — que le gouvernement français proteste s'il le veut, déclarèrent-ils.

En apparence, ce tournant s'explique aisément. Au milieu de 1924, le nationaliste Poincaré fut remplacé à la tête du gouvernement français par le radical-socialiste Herriot, en Angleterre par contre, c'est précisément à cet automne que tomba le premier gouvernement travailliste de Mac-Donald pour céder la place aux conservateurs. Par conséquent, lorsque les « réserves » étaient éliminées du côté français, l'action énergique se heurta à la résistance froide des Anglais.

En réalité, dès le début, l'attitude anglaise était bien plus négative, voire hostile, dans l'affaire Károlyi que celle des Français. Dès le printemps 1923, le Foreign Office était d'avis que si la Conférence des Ambassadeurs décidait, sur la proposition de Cambon, de protester, c'est-à-dire si elle invitait le gouvernement hongrois à annuler la sentence de la première instance, « elle déchaînera par là une crise de politique intérieure inutile pour accabler ce malheureux comte Bethlen... Encore que dans cette affaire le droit ne soit de toute évidence pas du côté des Hongrois (à savoir du gouvernement hongrois), nous ne voulons néanmoins pas intervenir en faveur du comte Károlyi qui avait trahi sa patrie. »

Connaissant l'opinion, qu'il avait lui-même suggérée, des milieux officiels anglais, en été 1923 Bethlen passa à l'attaque et personnellement, il protesta auprès du ministre Hohler contre l'éventuelle autorisation au couple Károlyi de s'établir en Angleterre.

Un de ses atouts était naturellement l'expulsion d'Italie pour cause « d'agissements bolcheviks », mais cette fois-ci il manqua son coup, le Home Office leur accorda, le jour même, le 23 juillet, cette autorisation. De ce côté-là donc, le libéralisme traditionnel des Anglais avait joué, mais

pour le procès Károlyi, l'entrée en exercice du gouvernement travailliste n'apporta pas de changement essentiel. Lorsque, au printemps 1924, l'affaire fut présentée au président du Conseil MacDonald, il décida : « A mon avis, les Alliés auraient le droit, sur la base du paragraphe 76, d'intervenir, mais il ne me semble pas opportun de le faire. »[21] Après sa chute, en novembre 1924, cette position cynique n'en était professée que plus ouvertement.

Début décembre, la sentence de la Cour de Cassation était déjà « dans l'air », mais le chargé d'affaires de France à Budapest, Robien, insistait presque chaque jour pour hâter l'intervention française ou internationale. Il faut devancer l'arrêt, ainsi que « l'exception d'incompétence » proposée par le gouvernement hongrois — écrivit-il, puisque le gouvernement, par le Trésor, peut toujours retirer la plainte par une seule ordonnance. Le 6 décembre, au Quai d'Orsay, la dépêche à adresser à la Légation à Budapest devait être signée et expédiée. Le président du Conseil et ministre des Affaires Étrangères y expose la position négative de la Conférence des Ambassadeurs et continue ainsi : « Étant donné les attaches libérales que le comte Károlyi possède en Hongrie, je crois utile que le Gouvernement de la République intervienne une fois de plus en sa faveur... Je vous serai obligé de faire au nom du Gouvernement français une démarche verbale pour signaler au Gouvernement hongrois les divergences qui existent entre l'interprétation donnée à l'article 76 du Traité de Trianon par la Cour d'Appel de Budapest et l'interprétation de ce même article par la Conférence des Ambassadeurs. » Cette dépêche fut retenue, et par la suite on y ajouta à la main : « Le président du Conseil estime qu'il nous est difficile d'intervenir seuls dans une question qui soulève une interprétation d'un texte interallié — surtout alors qu'il ne s'agit pas d'une peine pouvant motiver une intervention dans un dessein d'humanité. » Au lieu du précédent, c'est ce texte-là qui fut expédié à Budapest le 11 décembre, complété de l'instruction d'une seule phrase : « de ne pas entreprendre des pas en faveur du comte Károlyi. »

Il n'y a pas de doute qu' Herriot ait décidé ainsi « à contrecœur », mais il se rendit compte qu'une protestation isolée de la part des Français mettrait encore mieux en relief pour Bethlen et son gouvernement l'accord tacite des autres puissances d'achever le procès Károlyi, fait dont ils avaient connaissance grâce à leurs informateurs. C'est précisément ainsi qu'à Budapest on interpréta les événements et au bout de quelques jours, le 16 décembre, la Cour de Cassation fit entrer en vigueur l'arrêt contre Károlyi.

Le même jour, de Robien fit un rapport détaillé et indigné sur la sentence. Il espérait, écrivait-il, que ce cynisme produirait de l'effet sur les délégations alliées à la Conférence des Ambassadeurs qui n'avaient pas adhéré à la position française, et qu'elles agiraient au moins maintenant. Du point de vue de l'influence française sur les milieux démocratiques de Hongrie, il estimait également décisif de ne pas avoir l'air indifférent dans l'affaire Károlyi, car, soulignait-il, « c'est en effet dans ces milieux que nous avons des amis ici »; il révélait par là un aspect pris en considération pour la première fois depuis de longues années par un politicien français.

Après cela, le gouvernement français se mit vraiment énergiquement à l'affaire. Le 3 janvier 1925, le Ministère des Affaires étrangères adressa une note au secrétariat de la Conférence des Ambassadeurs, où il proposa de reprendre l'affaire afin de ne pas permettre, sans protester, de créer un précédent d'une violation aussi flagrante du Traité de Paix. La séance du

21. Public Record Office, London, FO 371.

15 janvier de la Conférence reconnut, le premier à le faire étant l'ambassadeur d'Italie, que l'arrêt de la Cour d'Appel avait créé une situation neuve dont pouvaient découler des conséquences sinistres. Le représentant d'Angleterre allégua l'absence de nouvelles instructions de la part de son gouvernement, tout en approuvant le réexamen de la question. Dans un des sous-comités de la Conférence, ce travail s'engagea et, bien qu'à Budapest cela ait provoqué des atermoiemenets dans la publication de l'arrêt de la Cour de Cassation, bientôt un projet de texte fut établi pour une prise de position commune devant défendre le droit d'interprétation des Alliés et éviter un précédent dont on pourrait se servir contre eux. Le 6 février, le délégué italien l'accepta, celui de Belgique l'approuva, mais lord Crewe déclara que son gouvernement, pour des raisons politiques, ne désirait pas prendre position en faveur de Károlyi. Par là, l'Angleterre torpillait définitivement la protestation commune.

En dehors de la droite hongroise, la droite française salua également le tour que prit l'affaire et voulut s'en servir pour empêcher l'établissement des Károlyi à Paris, qui en formaient déjà le projet. En 1925 pourtant, l'autorisation lui fut accordée et il arriva à Paris où il faut accueilli par une foule enthousiaste d'émigrés hongrois, d'ouvriers travaillant en France. C'est à ce moment que parut le 19 janvier, dans la *Liberté*, de la plume de Bonnefon décoré le même jour de la Légion d'Honneur, l'article intitulé *le Communiste héraldique* dont le ton et les invectives injurieuses l'emportent en bassesse sur les produits les plus orduriers de la presse officielle hongroise. La France, insistait-il, ne doit pas avoir pitié de l'aventurier Károlyi qui « a failli perdre à jamais cette terre des Árpáds et des rois d'Anjou, que la volonté audacieuse et calme d'un Bethlen a sauvée maintenant ».

La gauche, par contre, lança une nouvelle campagne pour la défense de Károlyi. Après une nouvelle lettre de la Ligue, Paul-Boncour s'adressa au ministre des Affaires Étrangères et à Herriot. « Il est tout de même impossible, précisait-il, que le ministre du Cartel assiste les bras croisés à cette spoliation, contraire aux traités, d'un démocrate et d'un ami de la France. »

A ce moment, Herriot se décida à faire « le pas proprement français ». Dans sa lettre datée du 1er mars, adressée au ministre de France à Budapest, il exposa tout d'abord l'échec subi à la Conférence des Ambassadeurs à cause des Anglais, expliquant que la France ne pouvait pas protester toute seule, car ce faisant, elle dévoilerait les différends qui existaient entre les grandes puissances. « J'estime cependant, ajoutait-il, que nous ne devons pas nous désintéresser du sort de Károlyi qui (est un ami de la France — ces mots sont biffés) groupe autour de lui les éléments démocratiques en Hongrie. » Il invita donc le ministre Carbonnel à intervenir auprès du gouvernement hongrois afin que celui-ci exerce son droit de grâce, et, cherchant l'apaisement, n'exécute pas la sentence de confiscation des biens. Il souligna que le gouvernement français, tout en restant sur ses positions, renonçait à la reprise de la discussion autour du paragraphe 76.

Dans son rapport du 17 mars, Carbonnel rend compte de l'exécution de cette instruction, de son entretien avec le président du Conseil István Bethlen : « Le comte Bethlen, après s'être retranché derrière le jugement, m'a dit que l'opinion publique hongroise ne comprendrait pas que le Gouvernement prît l'attitude que nous recommandons. Trop de gens ici avaient perdu leur fortune pour que le comte Károlyi, auteur de tant de maux, pût bénéficier d'un traitement pareil. Au surplus, l'État entend faire de cette

fortune un emploi élevé, en la consacrant à des fondations universitaires. Une part reviendra à la famille, à l'exclusion des enfants, mais ceux-ci ne seraient pas dans l'embarras, le comte Károlyi ayant emporté une grande partie des bijoux qui appartenaient au majorat.

« Ce que le comte Bethlen reproche avec le plus d'âpreté au comte Károlyi, c'est d'avoir passé le pouvoir aux Bolchevistes, qui seraient cause que les conditions de paix aient été plus dures pour la Hongrie qu'elles n'eussent été autrement. Le comte Bethlen, témoin des événements, assure que le comte Károlyi n'était pas forcé d'agir ainsi et il paraît avoir contre lui plus d'animosité que contre Béla Kun lui-même. Cette animosité s'explique par ce que le comte Károlyi est de la même caste, mais aussi parce que son action politique n'est pas terminée. Le comte Bethlen est extrêmement sensible à la campagne qu'il attribue au comte Károlyi en France et aux États-Unis, et qui lui apparaît comme une sorte de trahison. » En fin de compte, Bethlen ne donna pas de réponse catégorique, mais, selon le ministre, se plier aux volontés françaises était probablement au-delà de ses possibilités. La situation aurait été différente si la Conférence des Ambassadeurs avait maintenu sa position. « En Hongrie, on n'en est pas encore à pouvoir gracier, et la fortune Károlyi est par trop immense et ceux qui décident ont eux-mêmes perdu leurs propriétés foncières... »

Bien que le texte fort instructif de cet entretien, ni même le fait qu'il ait eu lieu, n'aient jamais été publiés, Bethlen, dont le sens tactique et le cynisme résolu étaient faciles à reconnaître dans le déroulement de tout le procès, reçut la « réponse » d'un jeune émigré hongrois Iván Kovács Justh qui, à Genève, dans le couloir de la Société des Nations, le gifla en public. Les autorités hongroises demandèrent l'extradition de l'auteur de « l'attentat ». Károlyi intercéda auprès des autorités françaises, demandant de ne pas le livrer pour un acte, certes désapprouvable, à une vengeance disproportionnée.

Cependant, le procès Károlyi, qui durait depuis cinq ans, ainsi que la lutte politique et l'activité diplomatique autour de ce procès, n'étaient pas encore finis. Les avocats introduisirent une requête civile, bien fournie en contre-preuves. La correspondance, de caractère informatif, se poursuivit entre Paris et la Légation en Hongrie, la Ligue des Droits de l'Homme persévérait à rappeler de temps à autre au gouvernement français que la question n'était pas réglée. Le ministre des Affaires Étrangères prit en gros la position selon laquelle il fallait attendre que le temps fût propice à la réconciliation, à l'exercice de la grâce, et que Károlyi devrait, lui aussi, y contribuer en cessant ses attaques contre le gouvernement hongrois. Le scandale de contrefaçon des francs, qui éclata entre-temps, était considéré par le ministre des Affaires Étrangères Briand comme un obstacle. Cependant, la Ligue insista énergiquement en affirmant qu'il ne s'agissait pas de grâce, mais de la mise en œuvre du Traité de Paix. L'affaire de la fabrication de faux billets français devait, selon Buisson, offrir l'occasion la plus favorable à une intervention énergique. Le nouveau ministre à Budapest, Clinchant, était d'avis contraire : selon lui l'intervention serait un échec, car le gouvernement hongrois attribuait à Károlyi la campagne de presse qui avait lieu en France à propos de cette affaire (notons que ce n'était pas dénué de tout fondement). Une intervention ne ferait que le confirmer dans cette conviction et le pousserait à un refus. Bethlen irait peut-être jusqu'à donner de la publicité à l'affaire afin de détacher de la France les démocrates qui se tournaient vers elle. Par ses avertissements, en mai 1926, le ministre réussit à dissuader Briand de son action.

Le « dernier acte » devait se dérouler un an et demi après, fin 1927, quand, par suite de la requête civile, le procès fut rouvert. En novembre, Mme Károlyi, envoyée par son mari, se rendit auprès de Clemenceau déjà complètement retiré de la vie politique, qui lui donna immédiatement, avec prévenance, la déclaration suivante :

« Je soussigné certifie n'avoir jamais eu aucun rapport d'activité politique avec Monsieur le Comte Károlyi. N'avoir entretenu avec lui aucune relation d'aucune sorte au cours de la grande guerre. J'engage formellement à ce sujet ma parole d'honneur et suis prêt à toute question qui me serait posée à cet égard. »

« Clemenceau, Paris, le 24 novembre 1927[22] ».

Quelque poids qu'eût la parole du « Tigre », Károlyi aurait eu besoin d'un certificat officiel du gouvernement français pour faire éclater les accusations officielles hongroises. Pourtant, les autorités compétentes se dérobèrent à sa demande, tout comme six ans plus tôt, peut-être parce que, de nouveau, Poincaré était à la tête du gouvernement. Ils savaient cependant fort bien que Károlyi ne demandait que la confirmation de faits réels, puisque, malheureusement, ni en 1914, ni dans les années suivantes de la guerre, il n'y avait eu de relations notables entre la politique française et l'opposition hongroise. Sur sa demande, les archives des Affaires Étrangères furent encore une fois fouillées, et dans une note interne il put préciser : « S'il est difficile de se porter garant de la conduite de comte Károlyi pendant la guerre, on doit constater cependant qu'il n'existe dans nos archives aucune indication permettant de conclure qu'il a trahi son pays auprès des puissances de l'Entente et de la France. »

Deux jours plus tard, Berthelot, secrétaire général des Affaires Étrangères, communiqua par une dépêche confidentielle à son ministre, Briand, se trouvant à Genève, qu'il avait reçu personnellement Károlyi qui lui était envoyé par le président du Conseil. « L'homme d'État hongrois, qui a été dépouillé de tous ses biens et condamné (...) demande instamment qu'une lettre lui soit adressée confirmant qu'il n'a demandé, ni reçu d'argent du Gouvernement français au cours de la guerre, ni livré de documents secrets ou politiques concernant la Hongrie. Son défenseur demande en effet le renouvellement du procès sur la base de nouveaux témoignages établissant qu'il n'a eu aucune intelligence avec l'ennemi ni pendant la guerre comme homme politique, ni pendant la période de l'armistice comme chef du Gouvernement. »

Berthelot exposa en outre que l'on ne pouvait pas décerner à un homme politique étranger un tel « certificat de moralité » qui pourrait conduire à des abus. D'ailleurs, un tel document ne posséderait pas beaucoup de force probante, et pourrait même compromettre Károlyi. Dans la suite non plus, le Gouvernement français ne changea pas de position, et par là, mit fin de son côté à l'affaire.

L'issue du procès renouvelé à Budapest ne devait inspirer aucun doute. Le 27 octobre 1928, la dernière instance suprême, la Cour de Cassation, refusa définitivement la requête civile de la défense.

Heureusement, le gouvernement français manifesta de la tolérance à l'égard de Károlyi. Bien que ses activités dans la Ligue et dans les organisations des émigrés aient souvent été jugées comme « communistes » et fussent continuellement surveillées par les autorités, il put vivre et agir en France

22. Le texte français de la lettre est cité par Mme KÁROLYI : *Együtt a számüzetésben* (Ensemble dans l'exil). Budapest, 1969, p. 157.

pendant quatorze ans, ce qu'il décrit en détail dans ses Mémoires publiés en anglais sous le titre *Faith without Illusion*. Pendant ces années, il lutta sans répit contre le fascisme et il ne quitta la France qu'après Munich, quand, à l'accueil fait à Daladier, il se rendit compte du manque de résolution à l'égard de Hitler.

Il retourna à Paris huit ans plus tard, en 1947, comme ambassadeur de la République Hongroise. Il espérait pouvoir, grâce à ses expériences et à sa connaissance de la France, et de l'Occident en général, servir la compréhension et le rapprochement entre l'Est et l'Ouest. Il en fut empêché par l'atmosphère de la guerre froide.

Károlyi voulait se retirer doucement et retourner, pour finir ses jours, dans sa patrie bien aimée. Mais il en fut également empêché, cette fois-ci par le procès Rajk, préparé et engagé à Budapest en 1949. Il se sentait moralement obligé de protester, d'abord officieusement, et après, lorsqu'il n'eut plus d'autres moyens, publiquement. Il écrivit : « Je demande solennellement au Gouvernement d'ordonner la révision du procès. Je le demande avec d'autant plus de forces que je suis convaincu que le crime judiciaire que l'on commettrait en exécutant le verdict serait de toute façon démasqué. Il causerait un dommage énorme à la démocratie hongroise, et il constituerait en même temps un danger sérieux pour la paix du monde. Je signe mon télégramme en prenant toutes mes responsabilités devant l'Histoire et en exprimant ma fidélité et ma solidarité à l'égard du peuple hongrois. »[23]

Mais cette fois, il ne voulait pas être de « connivence avec l'ennemi ». Il était et il est resté un socialiste « obstiné ». Il voulait se retirer totalement de la vie publique et du monde divisé en deux camps. C'est la France qui lui offrit cette possibilité, le dernier refuge à Vence dans les Alpes Maritimes où il passa le reste de sa vie en écrivant ses Mémoires, et où il est mort à 80 ans.

GYÖRGY LITVÁN

23. Cité par Mme Károlyi, p. 298-299.

ÉCONOMIE

Le volume total des échanges entre la France et la Hongrie a dépassé de 18 p. 100 celui de l'année 1976 ; leur valeur a été de plus de 1,2 milliard de francs. A l'intérieur de ces chiffres on peut constater une évolution équilibrée des exportations et des importations : les premières ont augmenté de 17,5 p. 100, et les dernières, de 18,2 p. 100.

Voici l'évolution des échanges au cours des deux années en question (en millions de francs) :

	Exportations hongroises	Importations hongroises
1976	407,7	611,1
1977	479,3	722,6

Le déficit a atteint une valeur de 243 millions de francs.

En 1977, aucun changement notable n'a été constaté, ni dans la structure de nos exportations, ni dans celle des importations.

L'exportation des matières premières et des produits semi-finis a été pratiquement stagnante ; les principaux articles ont été ici les produits chimiques et pharmaceutiques. Notre exportation d'articles de consommation industriels, en progrès croissant depuis plusieurs années, a continué de l'être en 1977, bien que la conjoncture du marché ait montré de fortes variations et qu'elle ait été plutôt faible en moyenne. Les articles industriels de consommation (industrie légère) ont participé à l'exportation à concurrence de 120 millions de francs, les articles mécaniques de consommation, à celle de 30 millions de francs, tandis que les autres articles de consommation atteignaient 21 millions de francs. Dans le domaine des articles de consommation fabriqués par l'industrie légère, un certain rôle a été joué par les coopérations Bidermann (confection de vêtements) et Adidas (chaussures). Il convient de mentionner encore l'exportation de réfrigérateurs.

Celle des produits agricoles a augmenté dans une mesure considérable. Les principaux articles sont ici les suivants : viande de bœuf et de porc, foie gras, gibier vivant ou tué, pommes.

La vente de machines et d'installations a régressé par suite de la conjoncture défavorable. La plus importante, pourtant, a été celle des machines-outils et des roulements à billes.

Dans les importations, la première place revient aux matières premières et aux produits semi-finis : 60 p. 100. Nos ventes ont porté principalement sur les produits chimiques, pharmaceutiques, les pièces détachées destinées à l'électronique, à l'informatique et pour les instruments de pré-

cision, sur les produits métallurgiques et celle de l'industrie du bois et du papier.

L'importation des produits de l'agriculture et de l'industrie alimentaire, considérée comme fonction de la demande en fourrage, montre de grandes variations d'année en année. En 1977, par suite de nos achats de lait en poudre pour le bétail, de farine de viande et d'alcool industriel, nos importations ont dépassé plus de deux fois et demie celles de 1976.

Dans la rubrique de l'importation d'articles de consommation produits par l'industrie légère prédominent les textiles et les cuirs.

Les achats de machines et d'installations ont augmenté de 11 p. 100 ; ont été bénéficiaires avant tout l'agriculture, l'industrie du bâtiment, l'industrie chimique, l'électronique et l'informatique.

Les principaux domaines de la coopération des deux pays sont l'informatique et l'électronique, l'industrie des machines-outils, l'industrie chimique et l'industrie légère.

Les programmes de coopération les plus importants ont été réalisés entre VIDEOTON et SEMS, de même qu'entre MOM et SAGEM — domaine de la technique du calcul —, puis, dans le domaine de l'industrie des machines-outils, entre SZIM et RATIER FOREST.

Mai 1977 : session du Comité Mixte pour la Coopération Économique, Industrielle et Technique. Le protocole de la session souligne que la visite en France du premier ministre hongrois György Lázár, en 1976, a exercé un effet favorable sur le nombre des contrats-cadres de coopération et des programmes de coopération. Il met en lumière l'utilité des visites des hommes d'État, de même que celle des programmes de coopération sur les marchés du Tiers Monde.

Sur la base des comptes rendus des Sous-Commissions, le Comité Mixte a enregistré 124 programmes de coopération :

31 programmes de coopération contractuels,

53 programmes de coopération en cours d'élaboration,

40 projets de nouveaux programmes de coopération.

Dans le domaine des relations entre les deux États, l'événement le plus important de l'année 1977 a été la visite en Hongrie, au mois d'octobre, du premier ministre français Raymond Barre, venu pour répondre à l'invitation de son homologue György Lázár.

Au cours de leurs entretiens, les deux chefs de gouvernement ont apporté une attention particulière aux questions d'ordre économique. Les objectifs suivants ont été fixés :

— redoublement, dans les plus brefs délais, du volume, en valeur, des échanges franco-hongrois ;

— un développement plus intense que par le passé des relations contractuelles de coopération, en particulier dans les domaines de la technique du calcul, de la fabrication des moyens de transport, de l'industrie chimique, de l'industrie de l'aluminium et de l'industrie alimentaire ;

— un développement plus efficace des relations au niveau des marchés du Tiers Monde ;

— développement de relations consultatives entre les Offices du Plan des deux pays ;

— poursuite du développement des relations entre les Chambres du Commerce des deux pays.

Le ministre français du Commerce extérieur André Rossi, qui avait accompagné le premier ministre français, a poursuivi un entretien avec son

collègue hongrois József Biró sur les possibilités de continuer le développement des relations économiques entre les deux pays.

Parmi les actions visant au développement du commerce, une place de choix revient aux Journées hongroises de Nantes, en avril 1977. Outre les programmes culturels et les conférences scientifiques, les shows les plus importants du point de vue du commerce extérieur ont remporté un succès considérable. Il convient de souligner les journées dites « de contact », au cours desquelles les secrétaires de l'agence commerciale hongroise à Paris ont reçu les représentants des entreprises françaises de la région et les ont informés des possibilités d'établir des relations d'affaires et de coopération avec les firmes hongroises.

Le secrétaire d'État István Hetényi, vice-président de l'Office National du Plan, arrivé à l'ouverture des Journées hongroises, a poursuivi à Paris des négociatons fructueuses avec son homologue français. Ils ont débattu du problème de savoir comment rendre régulières les relations consultatives entre leurs offices respectifs.

Les entreprises hongroises participent chaque année à plusieurs foires internationales et salons spéciaux organisés en France. Des firmes françaises, de leur côté, sont régulièrement présentes aux Foires Internationales de Budapest, au printemps comme en automne. Il serait souhaitable que les firmes françaises participent avec plus de soin aux salons spécialisés de Hongrie.

Nous pouvons dire pour conclure qu'il reste encore beaucoup de possibilités à exploiter quant au développement des échanges et des coopérations franco-hongrois ; les mettre à profit, voilà une tâche des plus importantes.

F. Fábri

Culture

Nous nous réjouissons de pouvoir commencer notre compte rendu — comme l'an dernier — en constatant que la rencontre des deux chefs de gouvernement a été très fructueuse, et ceci également du point de vue des relations culturelles. Durant les entretiens des dirigeants politiques des deux pays au cours de la visite du premier ministre français M. Raymond Barre à Budapest en octobre dernier, la question des échanges culturels et scientifiques tout comme l'année précédente à Paris — a pris une place très importante. Les relations culturelles se sont largement développées durant ces deux dernières décennies non seulement au niveau des gouvernements, mais aussi entre les établissements scientifiques, culturels et artistiques, entre les chercheurs, les professeurs et les artistes et elles constituent un important élément constructif et avancé dans les relations des deux pays. De toute évidence les hommes d'État français et hongrois attachent une importance particulière à ce domaine, et l'opinion publique, ainsi que les acteurs de cette coopération attendent des rencontres de ce niveau un encouragement aux échanges culturels et scientifiques correspondant au développement des relations en général.

Tout ceci explique la visite du premier ministre — malgré son programme extrêmement chargé — dans les deux plus importants instituts qui nous transmettent les résultats culturels et scientifiques de la France : le Centre de Documentation Française Scientifique et Technique et l'Institut Français.

L'ouverture de l'Institut Français de Budapest date de 1947 et la visite du premier ministre français a offert l'occasion de fêter le trentième anniversaire de son activité au cours d'une agréable réception. Durant la soirée, Raymond Barre, sa femme et les membres de la délégation ont fait la connaissance de nombreux représentants de la vie culturelle de la Hongrie et ils ont pris connaissance de l'activité très variée de l'Institut. C'est au Centre de Documentation, qui fonctionne avec efficacité depuis dix ans, que le premier ministre a annoncé la décision de créer un centre identique à Paris pour la diffusion des résultats scientifiques et techniques de la Hongrie. Cette déclaration, qui rendra bilatéral le courant d'informations jusqu'à présent unilatéral, figure dans le communiqué conjoint de la rencontre des chefs de gouvernement.

L'atmosphère constructive de la rencontre, ainsi que l'esprit et le contenu du communiqué, prouvent l'intérêt des deux parties au renforcement des échanges culturels et scientifiques en accord avec l'élargissement des relations politiques et économiques. La Commission culturelle hungaro-

française se donne comme tâche pour sa session du début décembre de définir les formes de leur collaboration.

La Commission avait prévu sa sixième session pour la fin de l'année 1977, afin d'évaluer les expériences des trois dernières années et de préparer le programme pour les trois années suivantes. La date de début décembre 1977 était particulièrement stimulante pour le travail de la Commission, la séance ayant suivi la visite du premier ministre de très près, ce qui lui a donné une impulsion toute particulière.

L'impulsion semblait nécessaire, la Commission avait prévu la résolution de plusieurs graves problèmes. L'échange de boursiers a pris une grande importance ces dernières années. Les professeurs hongrois qui enseignent le français ont eu mainte occasion d'élargir leurs connaissances en langue française dans le cadre des cours post-universitaires d'un mois, en France. Mais nous avons pu satisfaire aussi les demandes de bourses les plus importantes dans les domaines les plus divers de la recherche. L'aspect négatif de l'échange des boursiers est que le montant des bourses calculées il y a plusieurs années reste inchangé. Or, l'inflation étant très importante en France, les conditions de vie des boursiers hongrois deviennent difficiles, ce qui porte tort non seulement aux boursiers, mais aussi au développement des relations culturelles bilatérales.

Il est arrivé plus d'une fois que des chercheurs, en séjour d'étude en France, particulièrement lorsqu'il s'agit de séjours de longue durée, soient découragés par la baisse de leur niveau de vie et renoncent à poursuivre leurs études à cause des difficultés matérielles. Cette situation attire l'attention des spécialistes hongrois vers d'autres pays — éventuellement favorisés par les traditions — et n'encourage pas les échanges avec la France. Malheureusement — au moins pour l'année 1978 — la Commission n'a pu assurer l'amélioration des conditions ni le relèvement des bourses.

En outre, au cours de la séance de la Commission, la partie française a déclaré qu'ils étaient dans l'obligation de diminuer le volume des bourses de 20 p. 100. Certes, cela ne touche pas les bourses des enseignants et des étudiants en français, mais nous serons obligés de diminuer d'un cinquième le nombre de bourses françaises pour les spécialistes dans les autres branches. A long terme la diminution des possibilités desservira certainement l'intérêt pour l'enseignement de la langue française : vu que le nombre de bourses diminue et qu'elles n'assurent plus les conditions satisfaisantes, les spécialistes hongrois trouveront de moins en moins de perspectives dans l'étude de cette langue. Naturellement, nous espérons que la restriction des bourses et la stagnation des montants ne seront que provisoires, et que les autorités françaises trouveront le moyen d'assurer les conditions qui rendront possible la réalisation des intentions exprimées au cours des négociations des chefs de gouvernement.

S'il est vrai que le programme de coopération scientifique et technique au niveau gouvernemental joue un rôle indéniable dans la conjoncture des relations culturelles et scientifiques, aujourd'hui nombreux sont les établissements scientifiques et culturels hongrois et français qui sont en relation directe. Parmi ces arrangements les plus importants sont ceux que l'Académie des Sciences de Hongrie a établis d'une part avec le Centre National de la Recherche Scientifique, et d'autre part avec l'École des Hautes Études en Science Sociale. Ces arrangements assurent d'une part des voyages d'études aux savants des deux pays, et aussi la possibilité de poursuivre des recherches communes, enfin d'organiser des conférences avec la participation des chercheurs des deux nations. Le renouvellement de l'accord

établi à l'Académie des Sciences de Hongrie entre les deux établissements en automne 1977 encourage la collaboration dans ce sens. Les dirigeants de l'ÉHESS participant en octobre dernier au colloque organisé à Tihany sur l'histoire culturelle française et hongroise ont profité de cette occasion pour discuter et signer ensuite à Budapest un accord valable pour la période suivante. M. Béla Köpeczi, secrétaire général adjoint de l'Académie des Sciences, a signé en novembre dernier à Paris avec le CNRS un nouvel accord, qui définit précisément les principaux domaines de la coopération.

Parmi les conférences bilatérales des spécialistes français et hongrois, citons un séminaire sur l'action culturelle qui a eu lieu à Budapest en novembre 1977. Au cours des débats les experts de l'Institut d'Éducation du peuple de la Hongrie et de l'Union Régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture ont discuté les questions actuelles de l'éducation des adultes, de la culture publique, les formes et les méthodes de la formation des animateurs culturels en Hongrie, et sur l'expérience de l'éducation des adultes en France. Les animateurs culturels français participant à ce séminaire ont bien entendu eu l'occasion de visiter des établissements hongrois et d'étudier leur fonctionnement.

Organisée par la direction des associations musicales de la région Rhônes-Alpes et par l'Association France-Hongrie, avec l'aide d'organismes culturels et musicaux hongrois, la vaste série de manifestations musicales hongroises a été un événement très important des relations culturelles franco-hongroises de l'année 1977. A Lyon, Grenoble, Annecy, Chambéry et dans plus d'une douzaine de villes des environs d'importances variables, en tout soixante et un concerts ont été organisés avec la participation de jeunes artistes hongrois et de l'ensemble Camerata Hungarica, interprète bien connu en France de la musique de la Renaissance hongroise et européenne. Le quatuor Eder, premier prix du Festival d'Évian, et plusieurs solistes : Klára Körmendi, Sándor Falvai et Jenő Jandó piano, István Ella orgue, Márta Fábián cymbalum, et Tihamér Elek flûte, s'y sont produits. Ces musiciens hongrois, outre qu'ils ont fait connaître les œuvres des compositeurs hongrois au public français ont ranimé la vie culturelle des petites villes et enrichi la vie musicale du département.

Parallèlement à ces semaines musicales à Grenoble et à Lyon ont eu lieu des séminaires de l'éducation musicale, au cours desquels les enseignants des deux villes ont eu l'occasion de faire plus ample connaissance, du point de vue de la pratique professionnelle, avec les méthodes d'enseignement de la musique, inséparables du nom de Zoltán Kodály. Tout comme les séminaires organisés dans le même esprit à Paris ces dernières années, ils prouvent le large intérêt des enseignants français pour les méthodes d'enseignement musical, démocratiques et efficaces de Zoltán Kodály, qui sont à l'origine de grands succès de la vie musicale hongroise. La visite en juin dernier des hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation Nationale prouve que l'intérêt pour la méthode Kodály n'est pas vif uniquement chez les enseignants, mais que les responsables de l'éducation musicale y ont aussi porté leur attention. Cette délégation, dirigée par M. Jean-Michel Deygout, dont le professeur Jacques Chilley faisait partie, a visité quelques écoles et a eu plusieurs entretiens avec les spécialistes et les responsables de l'Éducation musicale hongroise. A l'issue de cette visite, le programme d'échanges et de coopération culturelle entre les deux gouvernements prévoit pour les trois ans à venir une coopération plus large et surtout mieux définie que jusqu'à présent dans le domaine de l'éducation musicale.

Déjà fondé dans plusieurs pays d'Europe et d'outre-mer, l'Institut Kodály réunit en France depuis 1977 des professeurs enthousiastes, initiés ces dernières années à la méthode Kodály, qui ont reconnu l'importance de cette méthode non seulement au niveau de l'éducation, mais aussi dans la formation de la personnalité. L'année 1977 nous a semblé très active en ce qui concerne la reconnaissance de cette méthode en France par les organismes officiels et les spécialistes.

L'organisation du concours de langue française dans les lycées hongrois à partir de 1976 a été un pas très important dans les relations. Le concours a eu lieu aussi en 1977, mais, alors qu'en 1976, les deux premiers seulement avaient obtenu une invitation en France, en 1977 les quinze meilleurs élèves ont pu partir et passer de bons moments dans un camp au centre de la France, en compagnie d'écoliers français.

Dans la chronique des relations culturelles franco-hongroises il est indispensable de parler du centième anniversaire de la naissance du poète Endre Ady. Non seulement parce que cette commémoration fut un événement en France aussi, mais parce que la place que Paris occupe dans l'œuvre du poète, l'inspiration qu'il a puisée dans la vie culturelle et dans les luttes sociales de la France du début du siècle jouent un rôle déterminant dans la vie culturelle de la Hongrie du XX^{e} siècle, et sont un facteur puissant et vivace dans les relations culturelles franco-hongroises d'hier et d'aujourd'hui. La revue *Europe* a publié un hommage de 60 pages à l'occasion du centenaire du poète ; la Monnaie de Paris a émis une médaille commémorative, la Société des Gens de Lettres, l'Institut Hongrois de Paris, l'Université de Strasbourg ont organisé des soirées littéraires.

Il nous reste à citer la Semaine Hongroise de Nantes, qui a eu lieu en avril dernier. Bien que la mairie de Nantes ait organisé cette semaine dans un but avant tout commercial, parallèlement aux expositions commerciales et touristiques, ont eu lieu plusieurs manifestations représentantes de la vie culturelle hongroise. Une sélection d'affiches et de dessins de l'exposition « Art Nouveau » organisée précédemment à Paris ; un concert exécutant des œuvres hongroises avec la participation du violoniste Miklós Szenthelyi, un récital d'orgue d'István Ella et plusieurs projections de films ont complété la série de manifestations économiques.

Les relations culturelles de 1977 et des années précédentes ont été très variées. Gilbert Bécaud, qui peut se réjouir d'une popularité exceptionnelle en Hongrie, a donné une nouvelle fois un récital au théâtre Erkel. Le concert très applaudi, que l'Orchestre de Paris, de renommée mondiale, a donné l'année dernière sous la direction de Barenboim à l'occasion des Semaines Artistiques de Budapest, a apporté un reflet nouveau aux relations musicales. Le public budapestois attendant, en connaisseur, depuis longtemps cet excellent orchestre — ces échanges, riches en événements, montrent, on le voit, leurs capacités de renouvellement.

G. RAJNAVÖLGYI

CE VOLUME EST EN VENTE CHEZ LES DISTRIBUTEURS SUIVANTS:

AUSTRALIE: Cosmos Bookshop, 145 Ackland Street; St. Kilda, Vic. N. S. fl. 3182; Current Bookshop, 425 Pitt Street, Sydney 2000. N. S. W. New World Booksellers Read and Co., 694—696 George Street, Sydney N. S. W. 2000

AUTRICHE: Globus Büchvertrieb, Hochstadtplatz 3, 1200 Wien

BELGIQUE: Librairie Du Monde Entier, 162 rue du Midi, Bruxelles, 1000

BRÉSIL: Livraria D. Landy Ltda. Rua 7 de Abril, 252—5.0—S/50 Caixa Postal, 7943 01000-Sao Paulo

CANADA: Pannonia Books, 164 Spanida Avenue, Toronto, Ont. M5T 2T8 P. O. Box 1317. Délibáb Film and Record Studio 19 Prince Arthur Street, West, Montreal 130, P. Q. H2X 154

DANEMARK: Munksgards Boghandel, Norregade 6, Kobenhavn DK-1165

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE: International Publications Service, 114 East 32nd Street New York, N. Y. 100 16; Magyar Áruház 1 1802 Buckeye Road, Cleveland (Ohio) 44120

FINLANDE: Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 1, Postfach 128 SF-0010, Helsinki 10 Soumaiainen Kirjakauppa, 00520 Helsinki 52 Asemamiehenkatu 4

FRANCE: Librairie Ophrys, 10 rue de Nesle, 75006, Paris

GRANDE-BRETAGNE: Collet's Holdings Ltd., Dennington Estate, London Road, Northans. N. N. 82 QT The Danubia Book Co. 58, Chatsworth Road London, NW 2 4DD; W. Heffer and Sons Ltd. 20 Trinity Street, Cambridge, CB 3 N 6

GRECE: Institute of Documentation, Thessaloniki/Greece, 6 Gr. Palama Street

INDE: Current Technical Literature Company, Private Ltd. India House, OPP. G. P. O. Post Box 1374, Bombay 400 001

ITALIE: Libreria Commissionaria Sansoni, Via Lamarmora 45, Firenze 50121

JAPON: Maruzen Company Ltd., 3-10, Nihonbashi 2-chome, Chou-ku P. O. B. 5050, International: 100-31, Tokyo, 103; Nauka Ltd. 2-30-19. Miami-Ikebukoro, Toshima-ku, Tokyo, 171

NORVEGE: Johann Grundt Tanum, Karl Johansgate 41—43, Oslo 1

PAYS-BAS: Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9 Gravenhage, Pegasus, Leisestraat 25, Amsterdam C.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE: Kubon & Sagner, Schliessfach 68,8. München; 34. Erich Röth Verlag, Korbacher Str. 235, 35 Kassel

SUEDE: Amquist, Wiksell, Gamla Brogatan 26,S-10120 Stockholm 1.; Fritzes Kungl. Hovbokhandel P. O. Box 16356 S 103 27 Stockholm Nordiska Bokhandeln, Kungsgatan 2, S 101 10 Stockholm 1. Box 7, AB

SUISSE: Literaturvertrieb, Cramerstr. 2, CH-8004 Zürich; Karger Libri AG, Petersgraben 31 CH-4011 Basel

ou en Hongrie:
KULTURA
Société Hongroise pour le Commerce de Livres
et de Journaux
Budapest 62, boîte postale 149
H-1389